



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

**A** 491245

\_\_\_\_\_

1



MÉMOIRES

DE

L'ACADEMIE D'AMIENS



1

# MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE D'AMIENS



1870

1870

1870

1870

# MÉMOIRES

DE

## L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS

D'AMIENS

---

TOME XXXI.

4<sup>re</sup> SÉRIE. — TOME I.

ANNÉE 1884.



AMIENS,  
IMPRIMERIE H. YVERT

—

1886



Lib. Conc.  
M. J. Hoff  
102 106 128  
16253

LES DERNIERS JOURS

DE

# L'ANCIEN RÉGIME

A AMIENS

---

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. L. FOURNIER.

—...—  
(Séance du 14 Mars 1884.)  
—...—

MESSIEURS,

Au moment de remplir la première obligation que le Règlement de votre Compagnie impose à ceux que vous avez élus, j'ai besoin de me rappeler, en vous priant de vouloir bien me la conserver, cette bienveillance si indulgente à laquelle seule je dois l'honneur d'être aujourd'hui votre collègue.

Je suis en effet bien peu préparé aux nouveaux devoirs que m'ont créés vos suffrages et j'aurais fort mauvaise grâce à ne point l'avouer très franchement, puisque c'est, après tout, la meilleure excuse que je

puisse invoquer pour me faire pardonner d'avoir tardé si longtemps à vous exprimer publiquement toute ma reconnaissance. Il me faut pourtant payer ma dette, et je veux l'essayer, bien que pour m'acquitter je ne me sente guère riche que de bonne volonté.

Plus que personne, j'étais tenu de faire choix d'un sujet qui pût soutenir votre attention de quelque façon qu'il fût traité. C'est dans ce but, Messieurs, que je l'ai demandé à notre histoire locale dont les archives sont comme une mine inépuisable qui garde toujours en réserve pour le chercheur patient quelque filon inexploré ; il m'a semblé, d'ailleurs, que ce n'était peut-être pas l'époque la moins curieuse à étudier que celle qui précéda immédiatement la Révolution de 1789.

Pendant ces derniers jours de l'ancien régime, l'histoire détourne pour un instant ses regards des champs de bataille sanglants et de la cour brillante des princes. Elle assiste avec recueillement au réveil plein d'espérance d'un peuple longtemps opprimé qui tout en dressant, au même moment, sur tous les points de la France, le lamentable tableau de ses misères sans nombre, voit déjà poindre à l'horizon de l'avenir et salue avec enthousiasme l'aube naissante de la Liberté.

Quelle que soit la scène, grande ville ou bourgade, le spectacle est partout d'un intérêt attachant. Partout on est dans l'heureuse attente de l'immense événement qui se prépare : car personne n'en doute, des temps nouveaux sont proches. Les abus odieux, ridiculisés et flétris par Voltaire, vont disparaître, avec les privilèges injustes, pour faire place à une constitution fondée sur les théories égalitaires du Contrat social de Jean-Jacques.



Eclairé par les travaux des économistes et des philosophes, le Tiers-État connaît maintenant ses droits ; il a de plus conscience de sa force. Il sait, comme le diront les cahiers de la ville d'Amiens, que sans lui « le Clergé et la Noblesse ne seraient plus qu'une poignée d'hommes errants à travers les déserts de la France. » Et ce n'est pas là une vaine exagération. Pour une population de vingt-quatre millions d'hommes, on compte trois cent mille privilégiés à peine ; de sorte que si l'on observait cette proportion dans la formation des États-Généraux, le Clergé et la Noblesse réunis auraient tout au plus droit à treize députés sur mille.

La justice le voudrait ainsi. Le Tiers-État pourrait le demander ; mais il lui suffit d'empêcher que les deux autres ordres ne puissent l'écraser en se coalisant et il se borne à réclamer la moitié des représentants dans l'Assemblée nationale. Rien assurément de plus légitime, rien de plus modéré que cette prétention. Elle rencontre cependant au sein des ordres privilégiés des adversaires peu nombreux, il est vrai, mais puissants.

L'un des plus déterminés, c'est, sans contredit, le Parlement de Paris. A lui revient pourtant l'honneur d'avoir, au cours de sa lutte contre l'autorité royale, jeté le premier appel aux États-Généraux et donné ainsi le signal du mouvement chaque jour grandissant qui a entraîné la nation tout entière. D'abord il n'avait vu dans le torrent déchainé par lui qu'une force docile qu'il pourrait facilement diriger à son gré ; mais, tout d'un coup, il s'était aperçu que le flot auquel il avait ouvert la digue menaçait, en se précipitant sur tous les abus, d'emporter aussi les privilèges et les prérogatives de sa caste. Il s'abandonna alors à la pire des réactions, celle

qu'inspire la peur. Les brochures qui défendaient les droits du Tiers-État devinrent séditieuses à ses yeux ; il les fit lacérer et brûler par la main du bourreau, comme si la flamme en consumant le livre avait également le pouvoir d'anéantir la pensée ; et quand, le 23 septembre 1788, Louis XVI déclara que les États-Généraux seraient convoqués au commencement de l'année suivante, le Parlement n'enregistra l'édit royal qu'avec la restriction que ces États seraient composés comme ceux de 1614, c'est-à-dire que le Tiers n'y aurait pas plus de représentants que chacun des deux autres ordres.

Dans sa résistance le Parlement est appuyé par le haut Clergé qui n'est pas sans sujet de craindre que les opulentes dotations dont il est depuis des siècles paisible détenteur ne lui soient arrachées pour accroître la chétive portion congrue des desservants des campagnes.

Le parti de la Cour enfin, ayant à sa tête le comte d'Artois, devenu depuis Charles X, est hostile à toute espèce de réformes et, de tous les adversaires du Tiers-État, c'est peut-être le plus redoutable à raison de l'influence qu'il exerce sur l'esprit irrésolu du roi.

Le Peuple n'en est pas moins plein de confiance dans le triomphe de sa cause. Il a mis toutes ses espérances dans un homme que les circonstances, en le rendant nécessaire, ont fait plus puissant que le Parlement, plus puissant que le haut Clergé, plus puissant que le parti de la Cour ; c'est Necker, que les désastreuses administrations financières de Calonne et de Brienne ont rappelé au pouvoir. Il est, nul ne l'ignore, partisan du doublement du Tiers et pour l'imposer au roi qui est dans l'impossibilité de lui rien refuser, il lui suffirait d'un

simple mot ; mais ce mot, il a l'incroyable faiblesse de ne point l'oser prononcer. Il remet la décision de la question à l'Assemblée des Notables, à ceux-là mêmes qui ont le plus directement intérêt à la trancher contre le Tiers-État. Etrange défaillance qu'il serait impossible d'expliquer, si l'on ne consentait à admettre avec M<sup>me</sup> de Staël, qui cherche à atténuer la lourde faute de son père, que ce dernier fut victime d'une bien singulière illusion sur les dispositions des Notables. « Pour-  
« vait-on imaginer, dit-elle, que ces privilégiés qui  
« s'étaient montrés la veille si violents contre les abus  
« du pouvoir royal, défendraient le lendemain toutes les  
« injustices du leur, avec un acharnement si contraire  
« à l'opinion générale ? (1) »

Le Peuple, lui, ne s'y trompa point ; il vit du premier coup d'œil le danger que couraient ses droits et puisa dans le sentiment du péril une énergie nouvelle pour les défendre. Jamais peut-être on n'assista à un pareil déploiement d'efforts individuels et collectifs. C'est alors que, parmi tant d'autres éloquentes et convaincues, parurent les célèbres brochures de Condorcet, de Target, de Cérutti, de Linguet, de Brissot, de Thouret et de Mirabeau. En même temps, sous forme d'adresses, de délibérations, d'arrêtés, de lettres, de requêtes, de mémoires, la plupart des corps constitués du royaume, assemblées provinciales, villes, parlements même et noblesses des provinces affirmaient hautement leurs vœux en faveur de la double représentation du Tiers-État.

---

(1) M<sup>me</sup> de Staël. — Considérations sur les principaux événements de la Révolution française. — Tome I. Ch. XIV.

La Ville d'Amiens ne fut pas la dernière à prendre part à cette manifestation véritablement nationale. Elle n'attendit même pas que les Notables fussent réunis à Versailles.

Un arrêt du Conseil du 5 juillet 1788 avait enjoint aux municipalités de rechercher dans leurs greffes « tous  
« les procès-verbaux et pièces concernant la convocation  
« des États-Généraux et les élections faites en conséquence. »

Les officiers municipaux d'Amiens (1) s'empressèrent de se conformer aux prescriptions de cet arrêt ; mais ils ne se bornèrent pas à composer un recueil des nombreux documents que renfermaient sur la question les registres de l'Échevinage. Ils y joignirent, le 20 octobre, un mémoire (2) qu'ils avaient fait rédiger par Louis Janvier, leur secrétaire-greffier, et dans lequel ils exposaient leurs vues particulières sur la nomination des députés aux États- Généranx.

Ils critiquaient d'abord l'ancien usage suivant lequel ces députés étaient nommés par Bailliage. Les provinces étaient bien loin, en effet, d'avoir un nombre de Bailliages uniforme. Plus grande encore apparaissait l'iné-

---

(1) La municipalité d'Amiens était alors composée de la manière suivante :

*Maire* : Galand-Delonguerue.

*Lieutenant de Maire* : Adrien Poujol.

*Echevins* : Boistel d'Welles ; Desmery, avocat ; Saladin, avocat ; Peshayes, négociant ; Frennelet, négociant ; et Lefebvre, notaire.

*Procureur du Roi de l'Hôtel-de-Ville* : Boistel de l'elloy.

(2) Archives municipales de la Ville d'Amiens. — *Mémoire pour être joint au Recueil des Actes trouvés aux archives de la Ville d'Amiens concernant les États-Généraux.*

galité, si l'on considérait l'étendue du ressort de chacun de ces tribunaux. Avec une telle diversité dans les circonscriptions électorales, ne fallait-il pas renoncer à obtenir une représentation proportionnelle à la population ? C'était pourtant le but qu'on devait se proposer ; or il était possible, sinon de l'atteindre, du moins d'en approcher de très près. Pour cela il suffisait de substituer à la division par Bailliage la division par Généralité. C'était celle-ci qui avait déjà servi de base à l'établissement des assemblées provinciales. Créée en vue de l'assiette, de la répartition et de la perception des contributions, n'était-elle pas d'ailleurs tout naturellement indiquée pour l'élection des députés aux États-Généraux dont le premier ouvrage devait être précisément la réforme des impôts ?

Une objection assez sérieuse pouvait toutefois être soulevée ; l'Assemblée de la généralité aurait été bien nombreuse. Celle d'Amiens, par exemple, n'aurait pas compris moins de deux mille quatre cents électeurs du Tiers-État. A cela encore il existait un remède que les officiers municipaux se hâtaient de proposer : le suffrage à plusieurs degrés. La Généralité se divisant en Élections et l'Élection se subdivisant elle-même en Arrondissements, « l'assemblée composée des députés des  
« trois ordres de chaque ville, bourg ou village nom-  
« merait les représentants de chaque ordre de l'Arron-  
« dissement à l'assemblée d'Élection. L'assemblée de  
« l'Élection ainsi composée nommerait des représen-  
« tants à l'assemblée de la Généralité. Et ce serait dans  
« l'assemblée de la Généralité que seraient nommés  
« les députés aux États-Généraux. » D'après le projet de la municipalité, les députés ainsi nommés par chaque Généralité devaient être au nombre de six.

Mais, — c'est la grande question qui préoccupe tous les esprits — dans quelle proportion chaque ordre sera-t-il représenté ? Dans celle, n'hésitent pas à répondre les officiers municipaux, suivant laquelle il contribue aux besoins de l'État. Et, puisque le Tiers supporte évidemment plus de charges que la Noblesse, que celle-ci en supporte, à son tour, plus que le Clergé, il est équitable que, sur les six députés de la Généralité, le Tiers-État ait le droit d'en désigner trois, la Noblesse deux et le Clergé un seul.

Cette règle va servir encore à déterminer comment seront choisis les trois députés du Tiers-État ; car il existe, même au sein de cet ordre, un nombre assez considérable d'exempts et de privilégiés et il ne serait pas juste qu'ils fussent représentés de la même manière que ceux sur lesquels pèse tout le fardeau de l'impôt. D'un autre côté, les habitants des campagnes, voués à l'agriculture, ont des intérêts tout autres que ceux des habitants des villes qui s'adonnent aux arts et à l'industrie, et il convient de leur accorder une représentation distincte. En conséquence des trois députés du Tiers-État, « l'un sera nécessairement choisi parmi les « taillables habitants des campagnes, le second parmi les « habitants non exempts et non privilégiés des villes et « le troisième nommé indifféremment soit parmi les taillables ou les non exempts, soit parmi les exempts. »

Une fois élu, le député devait-il devenir entièrement indépendant de ses électeurs ? La municipalité d'Amiens se refusait absolument à l'admettre, Elle entendait que le mandataire fût soumis à l'obligation d'entretenir des rapports constants avec ceux dont il tenait ses pouvoirs. A cet effet, elle demandait qu'en même temps que le député fut nommée une commission intermédiaire chargée

de correspondre directement avec lui et de garder le dépôt des instructions arrêtées par l'assemblée plénière des électeurs. Cette commission aurait siégé en permanence pendant toute la durée des États-Généraux. C'était, vous le voyez, Messieurs, l'organisation du mandat impératif la plus complète qu'on puisse imaginer.

« L'on ne se permettra point, ajoutaient les officiers  
« municipaux en terminant leur mémoire, d'autres  
« réflexions ni sur la manière de prendre les suffrages  
« dans le cas de délibération commune des trois ordres  
« — il semble qu'elle est déjà préjugée par ce qui  
« s'observe dans les assemblées provinciales — ni sur  
« le vieux cérémonial, enfant du préjugé, que la raison  
« rejette et que la bonté du roi abrogera infailliblement. »

A son tour, l'Assemblée du département d'Amiens (1), émettait aussi, le 21 novembre 1788, un vœu sur la formation des États-Généraux (2). Elle demandait que les trois ordres fussent représentés dans la proportion qu'avait indiquée déjà la municipalité d'Amiens. Elle réclamait également le vote par Généralité, mais avec

---

(1) Aux termes de l'arrêt du Conseil en forme de règlement du 3 juillet 1787, la Généralité d'Amiens était partagée en huit départements. Les élections d'Amiens, d'Abbeville, de Montdidier, de Péronne, de St-Quentin et de Doullens en formaient chacune un et les trois Gouvernements de Calais, Montreuil et Arras en formaient un autre. Chacun de ces Départements avait une assemblée particulière. Les Départements se subdivisaient eux-mêmes en Arrondissements.

(2) Il fut adopté sur le rapport d'une commission spéciale composée des membres suivants : l'abbé de Haisnes, le chevalier de Belloy Dromesnil, de Thieulloy, Bellencourt et Le Sellyer. Ce rapport conservé aux archives du Département de la Somme se trouve encore analysé dans la délibération de la Commission intermédiaire de Picardie du 21 novembre 1788.

le droit pour la Généralité de Picardie d'envoyer vingt députés au moins aux États-Généraux. Le caractère vraiment original du projet du Département, c'est l'influence prépondérante qu'il accorde aux grandes villes, « parce que, dit-il, il s'y trouve en général plus de « lumières, plus de connaissances et plus de citoyens « instruits et capables de faire valoir également les « intérêts du cultivateur et ceux du commerçant si « essentiellement liés avec ceux de l'État et avec sa « prospérité ; parce qu'en outre leurs richesses, leurs « propriétés, leur industrie, leurs contributions et leur « population sont beaucoup plus considérables que « parmi les habitants des campagnes, si on les calcule « comparativement. »

Appliquant ce principe à la Généralité de Picardie, le Département propose le système suivant qui n'est pas sans présenter quelque complication. Les députés aux États-Généraux sont élus par un collège de quatre cent trente-deux électeurs sur lesquels le Département d'Amiens où se trouve la capitale de la Province en fournit quatre-vingt-seize tandis que chacun des sept autres départements n'a droit d'en nommer que quarante-huit. Les électeurs de chaque département sont choisis eux-mêmes par les arrondissements ; mais dans le département d'Amiens une plus forte représentation est encore assurée à l'arrondissement de la capitale. Ce dernier, en effet, nomme quarante-huit électeurs alors que chacun des quatre autres arrondissements n'en peut désigner que douze. Quant à l'assemblée électorale de l'arrondissement, elle se compose du seigneur, du curé et de trois notables de chaque paroisse ; mais la ville d'Amiens a, bien entendu, une représentation spéciale beaucoup plus nombreuse.



Le Département ne reconnaît pas d'éligibles de droit ; il estime que le mérite seul doit fixer les suffrages. Toutefois, pour être élu, il faut, d'après son projet, être âgé de trente ans au moins et posséder une propriété connue et déterminée ou exercer un commerce important. Signalons enfin les deux seuls cas d'inéligibilité qu'il prévoit et dont l'un, tout au moins, mérite d'être relevé, ne fût-ce qu'à titre de curiosité, et vous fera peut-être sourire ; l'assemblée départementale se demande s'il ne serait pas à propos de déclarer inéligibles les personnes chargées de la perception des contributions et.... les célibataires.

Comme la municipalité, comme le Département d'Amiens, la Commission intermédiaire provinciale de Picardie tint à honneur de s'associer à la manifestation générale. Dans sa séance du 14 novembre 1788, le comte de Crécy, l'un de ses membres, et le comte de Gomer, procureur syndic de l'Assemblée provinciale, lui donnèrent lecture chacun d'un mémoire sur les Etats-Généraux. Nous n'avons malheureusement pas le texte de ces deux documents ; nous savons seulement que la Commission intermédiaire en décida l'envoi au Garde des Sceaux, au Directeur général des finances et à l'Assemblée des Notables (1). « Vous remarquerez, » écrivaient à cette occasion les membres de la Commission intermédiaire aux ministres (2), que ces mémoires,

---

(1) Archives départementales. — Registre aux délibérations de la Commission intermédiaire. — Séance du 14 novembre 1788

(2) Archives départementales. — Registre de correspondance de la Commission intermédiaire provinciale de Picardie. Lettre du 21 novembre 1788.

« œuvres de deux gentilshommes, sont très favorables  
« au Tiers-État ; nous espérons que les vues utiles qu'ils  
« contiennent seront accueillies par des ministres  
« citoyens. Notre vœu est aussi que l'ordre du Tiers-  
« État soit représenté dans une juste proportion. »

Si la Commission intermédiaire avait écouté avec une courtoise faveur les mémoires du comte de Gomer et du comte de Crécy, elle s'était gardée de s'en approprier expressément les conclusions. Son hésitation, d'ailleurs, se comprend sans peine. Le projet du comte de Gomer devait, en effet, paraître à l'époque une chose bien monstrueuse si, comme M. Boyer de Ste-Suzanne le suppose avec infiniment de vraisemblance (1), il ne tendait à rien de moins qu'à l'élection de tous les députés par le suffrage universel. Mais le comte de Gomer n'était pas homme à abandonner facilement une idée quand il la croyait juste, ni à se contenter pour elle d'un demi-succès. A la séance du 21 novembre, il revint à la charge et donna une nouvelle lecture de son travail augmenté de propositions supplémentaires. La commission céda complètement cette fois, mais ce ne fut pas sans laisser voir dans sa délibération qui en garde la trace toute vive de quelle profonde surprise l'avait frappée l'étrange nouveauté des idées du procureur-syndic : « La Commission, dit-elle, considérant que  
« dans l'état primitif de la nation, tout homme libre  
« ayant eu le droit de représentation aux assemblées  
« nationales, ce droit a bien pu être suspendu par la  
« force et par les circonstances, mais n'a jamais pu être

---

(1) M. Boyer de Ste Suzanne. — Les intendants de la Généralité de Picardie, p. 483.

« prescrit ; que quelque éloigné que soit le projet de  
« M. le comte de Gomer des idées reçues, des opinions  
« établies, c'est le vœu d'un bon citoyen qui, en écartant  
« tous les préjugés, toutes les préventions et en remon-  
« tant à l'origine des choses, n'a consulté que l'état de  
« la nation ancien, le seul dont on doive se rapprocher  
« et dont il serait à craindre qu'on ne s'écartât.

« En conséquence, il a été arrêté d'adopter le projet  
« de M. le comte de Gomer, comme formant le vœu de  
« la Commission intermédiaire de Picardie, pourquoi  
« ledit supplément de mémoire sera adressé à M. le  
« Garde des Sceaux et à M. le Directeur général des  
« finances. » (1).

Ainsi, l'une après l'autre, les trois assemblées  
électives qui avaient leur siège à Amiens s'étaient  
prononcées dans le même sens. Elles avaient uni leurs  
voix à celles qui s'élevaient à la même heure de toutes  
les provinces de la France pour revendiquer, avec la plus

---

(1) L'envoi de cette délibération fut accompagné de la lettre  
suivante, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1788 : « Nous avons l'honneur  
« de vous adresser avec notre délibération du 22 de ce mois, une  
« copie du supplément au mémoire de M. le comte de Gomer que  
« nous vous avons envoyé précédemment. Après le plus mûr  
« examen de toutes les observations qui nous ont été remises sur  
« la forme de convocation des États-Généraux, nous avons cru  
« devoir adopter de préférence le projet indiqué dans ce mémoire  
« et en former notre vœu sur cette matière importante. Daignez  
« en être, Monsieur, l'interprète auprès de Sa Majesté ; elle y  
« verra le désir du bien ; nous osons croire même que ce vœu  
« n'est pas étranger à son cœur, ni si éloigné peut-être des vues  
« patriotiques des ministres qui composent son Conseil.  
« Nous sommes, etc. »

imposante unanimité, les droits du Tiers-État. Quelle résistance pouvait être opposée à la volonté d'un grand peuple si clairement, si énergiquement exprimée ? Le Parlement de Paris fut un des premiers à comprendre la nécessité de renoncer à la lutte inégale dans laquelle il s'était imprudemment jeté. Dès le 5 Décembre, il déclara que le nombre des députés de chaque ordre n'étant déterminé par aucune loi, ni par aucun usage constants, il s'en rapportait à cet égard à la sagesse du roi.

Quant à l'assemblée des Notables, elle ne se sépara, il est vrai, le 12 décembre 1788, qu'après avoir émis un avis défavorable au doublement du Tiers ; mais quelques jours plus tard, le 27 décembre, le roi, cédant au vœu de l'opinion publique, accordait au Tiers-État autant de députés qu'au Clergé et à la Noblesse réunis. Le 24 janvier enfin paraissait le règlement des États-Généraux et les lettres de convocation étaient lancées le même jour. La victoire était complète ; il ne s'agissait plus que de lui faire produire toutes ses conséquences.

D'après les dispositions du Règlement royal, le vote doit avoir lieu par Bailliage ; les Bailliages secondaires sont toutefois réunis aux Bailliages principaux. C'est ainsi que le Bailliage d'Amiens et celui de Ham ne forment qu'un seul collège électoral.

Les membres du Clergé et de la Noblesse sont convoqués directement à l'Assemblée générale des trois ordres pour élire leurs députés aux États-Généraux.

En ce qui concerne le Tiers-État, chaque ville ou village rédige d'abord son cahier particulier et désigne ses députés à une assemblée préliminaire. Réunie au siège du Bailliage, celle-ci a pour objet la réduction

de tous les cahiers en un seul et la nomination des députés appelés à faire partie de l'assemblée générale des trois ordres. C'est dans cette dernière enfin que les cahiers du Bailliage principal et du Bailliage secondaire sont à leur tour fondus en un seul et que sont élus les représentants du Tiers aux États-Généraux.

Les cahiers particuliers des paroisses du Bailliage d'Amiens furent rédigés du 15 au 21 mars 1789. Il ne saurait y avoir place dans cette rapide étude pour une analyse complète de ces intéressants documents dont un assez grand nombre sont conservés dans les archives du département. Permettez-moi toutefois, Messieurs, de leur emprunter quelques traits pris au hasard qui vous pourront donner une idée de l'énormité et de la multiplicité des charges qui écrasaient alors les habitants des campagnes.

A Flesselles, par exemple, qui n'est certainement pas une des paroisses les plus malheureuses, pour un revenu de cent livres, le cultivateur paie au roi en tailles, vingtièmes et corvées, quarante cinq livres d'impôts. Ajoutez-y cinq livres pour frais de communauté, réparations d'église et autres charges locales. Voilà déjà la moitié de son revenu entièrement absorbée. Ce n'est pas tout. Supposons sa récolte faite : il a lié en gerbes tout ce que n'ont pas dévasté les pigeons et le gibier du seigneur. Deux hommes alors sortent, l'un du couvent, l'autre du château. Sur cent bottes, le moine en choisit huit, c'est la dime ; l'intendant en prélève huit autres, c'est le champart. Et le pauvre cultivateur n'est pas quitte encore. Il lui reste à payer des droits de toute sorte, timbre, centième denier, franc-fief, contrôle, etc.. sans parler des traites, du tabac, des aides sur les

boissons, sur les huiles, les cuirs et les boucheries, sans parler surtout de l'odieuse gabelle que le roi lui-même a qualifiée d'impôt désastreux. Aussi est-il obligé de vendre jusqu'à ses fourrages ; il ne fait pas de fumiers et sa terre épuisée ne lui donne plus que de chétives moissons.

Mais que peut-il donc lui rester quand il a acquitté toutes ces charges ? Le cahier de Rubempré en fait le compte détaillé et le résultat en est navrant ; d'une culture d'un journal à la sole, le fermier peut tirer un produit brut de 104 livres ; mais ses débours en frais et impôts s'élèvent à 126, de sorte que s'il n'est pas assez heureux pour réaliser de gros bénéfices sur l'élevage des bestiaux, au bout d'une année de rudes labeurs, il se trouve nécessairement en perte (1).

Si ce sont les terres d'un abbé commendataire que cultive le paysan, sa situation est pire encore. Il n'a plus aucune sécurité. Son bail expire avec le bénéfice et il ne peut en obtenir le renouvellement qu'en payant — c'est le terme consacré — un lourd pot de vin au nouvel abbé. Aussi presque tous les cahiers demandent-ils que les baux des bénéficiers ne soient plus résolus par la mort ou le changement du titulaire et leur insistance ne se comprend que trop, en présence d'abus monstrueux tels que celui que rapporte le cahier de la Chaussée de

---

(1) A Naours, le revenu foncier est de 14,000 livres et les impôts s'élèvent à 20,300 livres. Le produit des biens fonds à Talmas est de 17,070 livres et le montant des impôts et droits de toute sorte atteint 22,700 livres. Le cahier de Berneuil calcule ce que doit payer un pauvre ménage, composé du mari de la femme et de six enfants, et qui ne possède que sa chaumière estimée de 10 à 15 livres de revenu ; il arrive à un total de plus de 68 livres.

Picquigny. Laissons lui la parole : « L'abbaye de  
« St-Jean d'Amiens, ordre des Prémontrés, nous dit-il,  
« possède à quelques lieues de cette ville, vers l'Artois,  
« une exploitation immense divisée en six fermes.  
« M. l'abbé de Crillon était pourvu de cette abbaye.  
« Au renouvellement des baux, voulant tirer un pot de  
« vin considérable des fermiers, il eut la perfide  
« générosité de leur proposer des baux à vie. Jamais  
« proposition ne fut mieux accueillie. On échange sur  
« le champ les baux pour un pot de vin. Que fait alors  
« M. de Crillon ? Dans l'année même, il remet au roi  
« son abbaye pour en obtenir une plus riche. Les  
« fermiers étonnés d'un procédé aussi leste ont répété  
« leur vin. M. de Crillon se bouche les oreilles. Ces  
« malheureux cultivateurs ont eu recours à la justice,  
« la cause fut portée devant les tribunaux, plaidée et  
« emportée d'emblée par M. de Crillon. »

Le cahier de la Chaussée ne nous dit pas quelles ont été pour les plaideurs les conséquences du procès ; mais c'est grand miracle s'ils n'ont été ruinés du coup. Vous avez eu le plaisir, Messieurs, d'entendre le spirituel récit des inextricables débats soulevés devant les multiples juridictions d'Albert au sujet de deux bancs d'église et je n'ai pas à vous apprendre combien était coûteuse et compliquée la procédure de l'ancien régime. Les habitants du village de St-Léger-les-Authie qui ne compte que 42 feux, nous racontent tristement dans leur cahier comment ils en firent eux-mêmes la dure expérience. Il s'agissait, comme dans l'affaire Décalogne, d'un moulin banal. Ils étaient obligés de porter leur grain à moudre à ce moulin qui appartenait à la comtesse de Ligny et qui n'était pas distant du village de moins de cinq quarts de lieue. Ils y envoyaient leurs sacs

pleins de blé et on ne leur en rendait, — ce sont leurs expressions — « pour ainsi dire que la moitié. » Révoltés à la fin de ce scandaleux prélèvement, ils ont la fatale idée de s'adresser aux tribunaux pour se faire rendre justice. Le procès dure vingt-deux ans. Il se termine par un arrêt du Parlement qui les condamne à douze mille livres de dommages-intérêts et aux frais. On n'ose calculer le chiffre que peuvent atteindre les frais d'une procédure de vingt-deux années ; mais ce qui n'est que trop certain c'est que ces pauvres gens déjà accablés d'impôts et qui n'ont que de mauvaises terres à cultiver sont maintenant irrémédiablement ruinés.

Il s'en faut de beaucoup d'ailleurs que les droits dont j'ai eu occasion de parler soient les seuls qui se perçoivent en Picardie. Le cahier du bailliage d'Amiens en énumérera bien d'autres dont il demandera la suppression. De ce nombre seront les droits de palette, d'afforage, de mort et vif herbage, de péage, de pontonage, de barrage, de travers, etc. Le même cahier en indique encore un qu'il qualifie bien justement d'exorbitant. « C'est, je cite textuellement, un relief qui « emporte le quint et le requint (soit 24 pour cent !) de « toute mutation même du père au fils », de sorte « qu'il « arrive souvent qu'en peu d'années l'ouverture de ce « droit absorbe la valeur entière de la propriété. »

On devine l'effroyable misère qui est la suite inévitable d'un pareil régime. Il existe tel village où la mendicité est le lot de la plus grande partie de la population. Ainsi, à la Vicogne, où l'on compte environ vingt-six maisons, il n'y en a pas plus de cinq ou six dont les habitants ne soient réduits à vivre d'aumônes.

Et les souffrances sont plus vives que jamais au temps où se rédigent les cahiers. « Par un concours



« d'événements malheureux, dit celui de la ville  
« d'Amiens, la terre semble frappée de stérilité au  
« moment où le commerce est anéanti par l'effet d'un  
« traité désastreux conclu avec les Anglais. Une  
« détresse générale dans toutes les provinces du  
« royaume ; dans la Picardie, des milliers d'ouvriers  
« sans travail et sans moyens de subsistance, partout  
« le désespoir du peuple en sont les funestes résultats. »  
Certes, le tableau est sombre ; les couleurs pourtant  
n'en sont point chargées. Il régnait alors une horrible  
famine. L'été de 1788 avait été d'une grande sécheresse.  
Par surcroît, le 13 juillet, quelques jours avant la  
moisson, une grêle épouvantable avait ravagé les  
maigres récoltes qui restaient sur le sol et, dès le  
24 septembre, la municipalité d'Amiens, redoutant les  
désordres que pourraient susciter, au sein de la  
population de la ville, les mauvais conseils de la faim,  
demandait et obtenait que la garnison fut augmentée,  
pendant l'hiver, de deux compagnies du régiment suisse  
de Diesbach (1). L'hiver fut plus terrible encore qu'on  
ne l'avait pu prévoir et dépassa en rigueur ceux de  
1709 et de 1740. La gelée commença le 24 novembre  
pour durer, presque sans interruption, jusqu'au 14  
janvier suivant. Le thermomètre marqua 17 degrés  
au-dessous de zéro et on compta à Amiens jusqu'à  
douze personnes qui périrent de froid (2). Les rivières  
étaient prises et les moulins arrêtés : le prix du pain  
devint d'une cherté excessive, le chômage des manu-  
factures rendait la misère plus cruelle encore. La ville

---

(1) La délibération se fonde sur ce qu'il y a lieu de craindre beaucoup de misère à cause de la langueur des travaux des manufactures, de la mauvaise récolte et de la cherté du pain.

(Archives municipales. — Délibération du 24 Septembre 1788).

(2) Mss. Machart, p. 380.

dut ouvrir des ateliers de charité. Trois mille malheureux affamés y vinrent demander du travail.

La souffrance cependant, c'est une remarque qu'on ne peut s'empêcher de faire en parcourant les cahiers, ne parvient pas à arracher à des populations si durement éprouvées la moindre parole de haine ou de colère contre les classes privilégiées. Assuré de la victoire depuis qu'il a obtenu le doublement du Tiers, le peuple endure patiemment ses misères parce qu'il sait qu'elles vont bientôt finir. Il attend avec confiance l'ouverture des États-Généraux qui vont lui apporter non de simples réformes, mais — le mot a été prononcé en pleine assemblée des Notables par le Garde des Sceaux, devant le roi lui-même (1) — une Révolution.

Ce n'est pas d'ailleurs pour lui seul que le paysan réclame les bienfaits de cette révolution si ardemment désirée ; il les veut pour tous ceux qui souffrent ; il les demande notamment pour le curé de son village dont le presbytère est souvent aussi délabré que sa chaumière, qui n'est guère moins misérable que lui et dont la pauvreté offre un si cruel contraste avec la fastueuse opulence du haut clergé. Aussi, dans presque tous les cahiers, le voit-on émettre deux vœux : l'un en faveur de la suppression du casuel qui, à ses yeux, compromet la dignité du prêtre ; l'autre en faveur de l'augmentation de la portion congrue qui lui permet à peine de vivre.

Les vœux politiques ne font pas défaut non plus dans les cahiers des campagnes et ce serait peut-être ici le lieu d'en parler ; mais nous allons les retrouver plus

---

(1) Dans le discours qu'il prononça le 12 décembre 1788, à la séance royale de clôture de l'Assemblée des Notables, le Garde des Sceaux, après avoir énuméré les bienfaits qu'on devait espérer des prochains États Généraux, disait en effet : « Tel est, Messieurs, le tableau de la *Révolution* importante à laquelle nous touchons. »

développés et plus complets dans le cahier de la ville d'Amiens dont nous avons maintenant à nous occuper tout spécialement.

Si tous les habitants âgés de vingt-cinq ans et inscrits aux rôles des contributions avaient pris part dans les paroisses rurales à la rédaction des cahiers de doléances, le nombre des électeurs était trop grand, à Amiens, pour qu'il fut possible de procéder de même. Les corps, corporations et communautés et les habitants non corporés durent s'assembler d'abord pour choisir leurs délégués. C'est ainsi que l'Académie d'Amiens désigna deux de ses membres, Jean-Baptiste Bizet et Louis-Firmin d'Hervillez (1).

Le 18 février 1789, à trois heures de relevée, la grosse cloche du Beffroi convoqua tous ces délégués à l'Hôtel-de-Ville où devait se tenir l'Assemblée particulière du Tiers-État d'Amiens, sous la présidence du Maire et en présence des officiers municipaux. Un premier appel constata la présence de quatre-vingt-seize députés ; mais il se trouva que les habitants non corporés n'étaient représentés que par un nombre de délégués bien inférieur à celui auquel ils avaient manifestement droit. Cela tenait, comme on le reconnut, à ce que la convocation qui leur avait été collectivement adressée n'avait pas été accompagnée d'une publicité suffisante, de sorte que treize personnes seulement s'étaient présentées à leur assemblée qui en devait comprendre plusieurs milliers. Pour leur permettre de former une nouvelle réunion, l'Assemblée du Tiers-État de la Ville se prorogea au 24 février suivant. A cette date elle se constitua définitivement.

---

(1) Archives municipales. — Procès-verbal de l'Assemblée du Tiers-État de la ville d'Amiens.

Son premier acte fut d'arrêter par acclamation « qu'il serait adressé des remerciements au Roi de ce « qu'il avait accordé au Tiers-État une représentation « égale à celle des deux autres ordres aux États- « Généraux et qu'il serait écrit au même sujet à « Monseigneur le Directeur général des finances. » Elle se divisa ensuite en huit bureaux pour accélérer la rédaction du cahier. Le 4 mars les bureaux avaient terminé leurs travaux. Lecture fut donnée successivement des huit projets qu'ils avaient préparés ; un neuvième fut lu, au nom de la municipalité, par le premier échevin Saladin et pour réduire ces neuf cahiers en un seul, l'assemblée nomma une commission de vingt-quatre membres, à raison de trois par bureau. Cette Commission (1) consacra plus de trois semaines

---

(1) Elle était composée de la manière suivante :

<b>1<sup>er</sup> BUREAU.</b> Delaporte, lieutenant particulier des Eaux et forêts ; Varlet, avocat ; Thierry, procureur.	<b>5<sup>e</sup> BUREAU</b> Patin, greffier de la maréchaus- sée ; Lefebvre, notaire ; Pauquy, apothicaire.
<b>2<sup>e</sup> BUREAU.</b> Baron, garde-marteau ; Berville, procureur ; Desprez, médecin.	<b>6<sup>e</sup> BUREAU.</b> Maisnel, avocat ; Lefebvre-Langlet, négociant ; Poulain-Cotte, négociant.
<b>3<sup>e</sup> BUREAU.</b> Seltier-Joron ; Denamps, médecin ; Massey, entrepreneur de manufac- tures.	<b>7<sup>e</sup> BUREAU.</b> Palyart, capitaine de la milice bour- geoise ; Maressal, greffier de la Monnaie ; Le Caron-Crépin, négociant.
<b>4<sup>e</sup> BUREAU.</b> D'Herville, médecin ; Scribe, notaire ; Le Roux, ancien maire.	<b>8<sup>e</sup> BUREAU.</b> Laurendeau, avocat ; Duval, avocat ; Machart, procureur.

à l'accomplissement de sa mission et ce ne fut que le jeudi, 19 mars, que le projet qu'elle présenta fut adopté et devint le cahier définitif de la Ville.

C'est une œuvre considérable qui comprend des vœux au nombre de plus de cent sur toutes les branches du Gouvernement et de l'administration. Chacun de ces vœux est justifié par un exposé de motifs.

Dans des articles préliminaires, il est prescrit aux députés du Tiers de ne consentir à d'autres distinctions entre les différents ordres que celles des préséances établies par l'usage, de requérir le vote par tête et non par ordre et de se retirer s'ils ne peuvent obtenir l'exécution de ces deux articles.

Puis, le cahier (1) dont je regrette de ne pouvoir donner qu'une sèche et incomplète analyse se divise en sept parties.

Dans la première, le Tiers-État s'occupe de la Constitution nationale. D'après les vœux qu'il exprime, elle a pour base la périodicité et la perpétuité des États-Généraux sans le consentement desquels aucun emprunt ne peut être ouvert, aucun impôt établi. En outre, dans chaque province s'assemblent, tous les ans, à époque fixe, des États particuliers, chargés non-seulement de l'assiette et de la répartition des subsides, mais encore de toutes les parties de l'administration et, dans l'intervalle d'une session à l'autre, c'est à une commission intermédiaire, analogue à notre Commission départementale actuelle, que sont confiés le détail de l'administration et l'expédition des affaires urgentes. Une organisation semblable est créée pour chaque

---

(1) Il est conservé aux archives municipales d'Amiens.

municipalité. Provinciales ou municipales, toutes les assemblées doivent, comme les États-Généraux du reste, donner à leurs délibérations la publicité de l'impression. Les représentants à ces assemblées sont élus pour un temps limité ; ils ne peuvent établir aucun droit local nouveau qu'après avoir pris le vœu des électeurs de la province ou de la commune.

La seconde partie du cahier est consacrée à la police générale. Le Tiers-État réclame l'affranchissement des serfs, l'état civil pour les non-catholiques, l'abolition des lettres de cachet, la liberté de la presse, l'inviolabilité du secret des lettres, l'obligation pour les ministres de rendre compte aux États-Généraux de toutes les affaires de leur département et l'établissement dans la capitale de chaque province d'une université et d'une école de chirurgie. Il demande aussi qu'il y ait dans chaque province un dépôt public des actes authentiques et qu'il soit fixé par les États-Généraux un taux du prix des grains au-dessus duquel leur exportation ne serait plus permise.

Ce sont les vœux relatifs au clergé qui font l'objet de la troisième partie. Citons rapidement ceux qui ont pour objet le maintien des libertés de l'Église Gallicane, la suppression des dîmes et des officialités comme juridictions temporelles, l'obligation de résidence imposé aux bénéficiers, l'augmentation des portions congrues, enfin l'abolition des droits payés à la Cour de Rome pour provisions, dispenses, annates, etc.

Deux vœux seulement concernant la noblesse figurent à la quatrième partie. Le premier demande que la noblesse ne puisse s'acquérir que pour services rendus à l'État dans quelque profession que ce soit ; le second que le Tiers-État soit admis à tous les grades militaires.

La cinquième partie comprend tout un ensemble de réformes judiciaires dans le détail desquelles nous ne pouvons songer à entrer. Elles ne sont, au surplus, que l'application du large programme que les auteurs du cahier se sont d'abord tracé en ces termes : « Garantir  
« l'innocence des erreurs trop fréquentes des tribunaux  
« en lui ménageant tous les moyens propres à se faire  
« connaître, assurer la punition du crime en conciliant  
« la sévérité qu'exige le maintien de l'ordre public avec  
« l'humanité qui commande de modérer autant qu'il est  
« possible la rigueur des peines, les proportionner à  
« l'énormité des délits sans les différencier selon la  
« qualité des coupables, les prononcer d'une manière  
« claire et facile à appliquer aux divers genres de  
« crimes ; tel est le but que doit se proposer une  
« législation criminelle pour être sinon parfaite, du  
« moins exempte des vices nombreux qu'on reproche  
« avec fondement à la législation française.

« Simplifier la procédure civile, en diminuer les frais  
« et les lenteurs, assurer au faible une justice prompte  
« et facile contre l'homme puissant ; ce sont ces grandes  
« considérations d'après lesquelles doit être formé un  
« nouveau code civil.

« Ces objets importants ne peuvent être remplis que  
« par une composition meilleure des tribunaux, la  
« suppression de ceux qui seront jugés inutiles, celle  
« de la multiplicité onéreuse des degrés de juridiction,  
« le rapprochement de la justice souveraine des justi-  
« ciables, l'établissement de formes simples et faciles à  
« pratiquer, la fixation des délais dans lesquels toutes  
« contestations doivent être jugées et la suppression  
« des droits fiscaux qui grossissent si énormément les  
« frais nécessaires à la défense des parties. »

Le Tiers-État d'Amiens expose ensuite, dans une sixième partie, quel doit, suivant lui, être à l'avenir le régime financier du pays. En voici les grandes lignes. Les impôts seront uniformes pour toute la France, ils seront acquittés par tous sans distinction d'ordre, de rang, ni de privilège. Avant de les établir, on calculera toutes les dépenses auxquelles il sera nécessaire de faire face et on écartera toutes celles qui seront trouvées inutiles ; on supprimera notamment les gouverneurs et les États-majors si coûteux des villes, et on réduira les pensions dont il a été fait dans le passé un ruineux abus. Après avoir ainsi déterminé le chiffre des dépenses et de la Dette nationale, les Députés aux États-Généraux aviseront à créer des ressources proportionnées aux besoins. Ces ressources recevront une affectation spéciale dont elles ne pourront être détournées sous aucun prétexte. Les impôts devront être aussi peu nombreux que possible. Il y aura lieu, en tout cas, d'abolir complètement les aides, la gabelle, les droits casuels réservés, ceux de franc-lief, de péage, pontonage, travers et autres de même nature. Sont recommandées, au contraire, comme les moins onéreuses au peuple, parce qu'elles « se paient imperceptiblement et journellement » et les plus justes parce qu'elles sont « les fruits de la volonté et de la faculté de consommer », les taxes modérées de consommation, pourvu qu'elles ne portent ni sur des objets de première nécessité, ni sur les matières premières venant de l'étranger. Le cahier se montre également favorable à la création d'impôts sur l'argenterie, les domestiques et sur les chevaux et voitures qui ne servent ni au commerce, ni à l'agriculture. Il n'est d'ailleurs hostile ni à l'impôt foncier, à la condition qu'il soit établi un nouveau cadastre, ni à l'impôt



personnel, à la condition que l'égale répartition en soit garantie par la plus large publicité.

La septième et dernière partie a trait à l'agriculture, au commerce, aux manufactures et aux arts. Entre autres vœux très-nombreux, les rédacteurs du cahier demandent que tous les droits féodaux soient rachetés, que la navigation soit libre sur toutes les rivières, qu'il n'y ait pour toute la France qu'un seul système de poids et mesures, que le roi ne puisse faire de traité de commerce sans consulter les juridictions consulaires et les Chambres de commerce, que si le traité avec l'Angleterre ne peut être révisé, les étoffes de fabrication anglaise soient du moins frappées de droits additionnels. Ils réclament enfin la suppression des lettres de maîtrise tout en maintenant les corporations de métiers et proposent un projet de réforme complet de la législation commerciale.

Lorsque ce cahier fut arrêté, il fut confié au secrétaire-greffier pour être copié en double.

Le lendemain vendredi 20 mars, à huit heures du matin, le Tiers-État d'Amiens se réunissait une dernière fois à l'Hôtel-de-Ville pour l'élection des trente-six députés à l'Assemblée préliminaire.

Comment devaient être nommés ces députés ? C'était un point sur lequel était resté muet le règlement royal et il semblait naturel que ce fût, en ce cas, à l'assemblée elle-même de décider ; mais le maire qui la présidait était ce que nous appellerions volontiers aujourd'hui un autoritaire. Avec beaucoup plus d'obstination que de largeur dans les idées, il avait la plus haute opinion de l'importance que lui donnaient ses fonctions et n'était que trop disposé à voir dans la plus légère contradiction

une séditieuse atteinte à ses prérogatives. Il aurait cru sincèrement manquer à son devoir, s'il n'avait de lui-même tranché la question, ce qu'il fit, en effet, en ordonnant qu'on voterait pour quatre députés à la fois. Or, il était impossible d'aller plus directement contre le vœu de l'assemblée, en très-grande partie composée de gens de métiers, qui, fort désireux de retourner au plus tôt à leurs occupations, estimaient beaucoup plus expéditif de nommer les trente-six députés d'un seul coup.

Aussi le mécontentement que cause l'ordonnance du maire est-il général. Les opérations commencent pourtant sans difficulté. Lamy, député de la juridiction consulaire, Machart et Thierry, procureurs, sont nommés scrutateurs ; mais, au moment où le premier échevin se lève pour émettre son vote, des murmures qui ne tardent pas à se transformer en réclamations formulées tout haut éclatent de toutes parts. Ces protestations sont vives sans doute ; elles n'ont rien d'inconvenant toutefois, rien qui s'écarte du respect auquel a droit le premier magistrat de la Ville. Celui-ci n'en juge pas ainsi ; il se sent offensé dans sa dignité et, quittant immédiatement le siège de la présidence, il se retire avec les officiers municipaux dans la chambre du Conseil.

Les électeurs délèguent aussitôt quatre d'entre eux, Desprez, médecin, Maisnel, Laurendeau et Maillart, avocats, pour l'aller trouver, le supplier de venir reprendre séance et lui demander de consulter régulièrement l'assemblée sur le mode d'élection qu'elle préfère, si toutefois il peut conserver un doute à cet égard.

La réponse du maire ressemble vraiment à une ironie. Il propose « pour accéder, dit-il, aux désirs des électeurs, » de faire nommer les trente-six députés un par un, par

trente-six scrutins successifs. Pour accéder aux désirs des électeurs ! Mais c'est précisément contre la multiplicité des scrutins que proteste l'assemblée ! Pour le bien démontrer, elle va régulièrement aux voix et, par 80 suffrages sur 86 votants, se prononce pour l'élection des trente-six députés à la fois.

Le vote est presque unanime ; il ne reste donc plus aux officiers municipaux le moindre prétexte à se méprendre sur le véritable désir de l'assemblée. La députation s'empresse d'aller les retrouver dans la chambre du Conseil où ils se tiennent toujours renfermés pour leur porter ce vœu si clairement exprimé et les prier d'y vouloir bien déférer.

Le maire alors se décide à rentrer en séance ; mais c'est pour faire lire par le secrétaire-greffier une ordonnance qui prescrit impérativement le scrutin uninominal. La stupéfaction de l'assemblée est extrême. Elle charge l'un de ses membres, le procureur Guy Patin, d'exposer les motifs de ses préférences pour le scrutin de liste. Il essaie vainement de prendre la parole. Le maire, profondément froissé de ce qu'on ose discuter ses ordres, « lui impose très-durement silence » et sort de la grande salle pour la seconde fois.

Les électeurs, qui veulent éviter de se donner même l'ombre d'un tort, se montrent, en cette circonstance, admirables de patience et de longanimité. Ils arrêtent que les officiers municipaux seront encore priés de reprendre séance et qu'ils seront invités, en cas de refus, à remettre à l'assemblée le cahier laissé la veille entre leurs mains. Cette fois, c'est vainement que la députation frappe à la porte de la chambre du Conseil ; on ne daigne même pas la recevoir.

Il est, dès lors, bien évident que l'assemblée devra se

résigner à nommer les députés sans être présidée par le maire, comme le prescrit le règlement ; mais, en son absence, qui donnera au procès-verbal de l'élection le caractère légal d'authenticité dont il ne saurait se passer ? La difficulté est sérieuse, elle n'échappe pas aux électeurs ; mais ils ne la jugent pas insurmontable et avec le calme dont ils ne se sont pas départis un seul instant, ils envoient chercher deux notaires.

Cette résolution que ne tarde pas à apprendre le maire achève de l'exaspérer et de lui faire perdre tout sang-froid. Il rentre précipitamment dans la salle et fait donner lecture par le secrétaire-greffier de l'ordonnance suivante :

« Vu l'arrêt du Conseil du 25 février 1789 ;

« Ouy le Procureur du Roi,

« Nous, conformément audit arrêt du Conseil du  
« 25 février 1789, déclarons nulle et illégale toute  
« assemblée, toute délibération qui pourrait être prise  
« hors de notre présence, faisons défenses à tous notaires  
« et à tous autres de recevoir les dites délibérations sous  
« telles peines qu'il appartiendra ; pourquoi déclarons  
« la présente assemblée dissoute. Enjoignons à ceux  
« qui sont restés en la salle de se retirer sur le champ. (1).

Et comme la députation, qui n'avait pu franchir la porte de la chambre du Conseil, insiste alors pour se faire entendre et réclamer les cahiers, les officiers municipaux se lèvent brusquement et se retirent, disant :  
« Sortez et cherchez des cahiers où vous voudrez. »

---

(1) Le procès-verbal des notaires donne de cette ordonnance un texte un peu différent de celui que nous reproduisons et que nous avons pris dans le procès-verbal des officiers municipaux, aux archives de la Ville.

« Sur ce, nous dit le procès-verbal dressé par les  
« notaires (1), les députés après avoir conféré ensemble  
« et ayant considéré que le refus de MM. les officiers  
« municipaux tendrait à priver la Ville d'une représen-  
« tation à l'assemblée du Bailliage, après avoir tenté,  
« par toutes sortes de moyens de les gêner tant dans la  
« rédaction de leurs cahiers que dans l'élection libre de  
« leurs députés, ont pensé qu'ils pouvaient procéder,  
« en leur absence, à leur élection ; qu'en le faisant ils  
« se conformaient aux intentions de S. M. ; que l'arrêt  
« du Conseil du 25 février 1789 ne pouvait concerner  
« leur assemblée qui ne pouvait être considérée comme  
« illicite, puisqu'elle a été régulièrement convoquée et  
« commencée ; en conséquence ils nous ont requis de  
« continuer la rédaction du présent procès-verbal : ce à  
« quoi nous avons obtempéré. »

La première opération que les deux notaires eurent à enregistrer fut la nomination d'un président de l'Assemblée. Ce fut Florimond Le Roux, ancien maire, qui fut élu à l'unanimité.

Sur sa proposition, deux électeurs, Palyart, capitaine de la milice bourgeoise, et Massey, entrepreneur de manufacture royale, furent chargés de requérir en la personne du secrétaire-greffier la remise du cahier. Bien qu'il ne fût que trois heures de l'après-midi, ces députés trouvèrent fermées les portes du greffe de l'Hôtel-de-Ville et quand ils se présentèrent à l'appartement du secrétaire, on leur répondit qu'il était absent. La municipalité, ce n'était que trop clair, persistait jusqu'au bout dans sa mesquine opposition.

L'Assemblée passa outre s'en rapportant aux députés

---

(1) Archives départementales. Bb.

qu'elle allait élire du soin de se faire remettre les cahiers que les officiers municipaux ne pouvaient avoir la prétention de retenir indéfiniment. Cependant grâce à tous ces incidents, les opérations s'étaient prolongées jusqu'à deux heures du matin. Ai-je besoin d'ajouter que ni le maire, ni aucun de ses échevins ne figuraient au nombre des élus (1) ?

---

(1) Voici les noms des trente-six députés de la ville d'Amiens :  
Le Roux, ancien maire, administrateur de l'hôpital et membre de l'assemblée du département d'Amiens ;  
Laurendeau, avocat au Parlement et au Bailliage présidial d'Amiens ;  
Desprez, docteur en médecine ;  
Poullain, négociant, ancien consul ;  
Ancelin, doyen des chirurgiens, membre de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres et chirurgien major du dépôt de la Généralité de Picardie ;  
Berville, procureur au Bailliage présidial d'Amiens, secrétaire de l'assemblée provinciale de Picardie ;  
Massey, entrepreneur de manufacture royale ;  
Daire, négociant, ancien juge consul ;  
Joiron-Maret, fabricant ;  
Machart, procureur au Bailliage présidial d'Amiens, ancien syndic ;  
Fauquy, apothicaire ;  
Boucher, ancien échevin, juge consul en exercice et administrateur de l'hôpital ;  
Maressal-Delahoussay, greffier de la Monnaie ;  
Navel, négociant, ancien consul ;  
Patin, greffier principal de la maréchaussée de Picardie et procureur au Bailliage présidial d'Amiens ;  
Maisnel, avocat, ancien échevin, conseiller de ville et Procureur au Bailliage présidial d'Amiens ;  
Lefebvre, négociant, ancien consul, l'un des syndics en exercice de la Chambre de Commerce et membre du bureau d'encouragement.  
Thierry, procureur au Bailliage présidial d'Amiens, ancien syndic ;  
Cordier, négociant, ancien consul et ancien syndic de la Chambre de Commerce ;  
D'Hervillez, médecin de l'hôpital militaire, professeur de chimie et membre de l'Académie ;  
Harmanville, teinturier ;  
Le Caron-Crépin, négociant, ancien consul, syndic de la Chambre de Commerce et membre du bureau d'encouragement ;  
Palyart, ancien juge consul, ancien échevin et administrateur de l'hôpital ;  
Denamps, médecin, professeur de botanique et membre de l'Académie ;  
Lamy-Tranel, négociant, ancien consul ;  
Jérôme l'aîné, négociant ancien consul ;  
Delaporte, avocat, lieutenant de la maîtrise particulière des eaux et forêts ;  
Desjardin, fabricant ;  
Guidé, orfèvre ;  
Lefebvre-Lejeune, notaire ;  
Baron, garde-marteau des eaux et forêts ;  
De St-Riquier, négociant, consul en exercice ;  
Le Sellyer, avocat, bailli du temporel de l'évêché, administrateur de l'hôpital et membre de l'assemblée du département d'Amiens ;  
Scellier-Joiron, négociant, consul en charge ;  
Scribe, notaire ;  
et Beaucousin, négociant, ancien consul.

Pendant toute la journée du 23 mars, l'intendant, Bruno d'Agay, fit de vains efforts pour ramener les officiers municipaux à des sentiments plus conciliants.

La transaction qu'il leur offrait était pourtant des plus acceptables et de nature à ménager complètement leur ombrageuse susceptibilité : ils auraient tout d'abord déclaré nulle la nomination faite en leur absence ; puis, sur la prière qui leur en aurait été adressée par les trente-six députés élus, ils auraient, par pure condescendance, donné leur sanction à cette nomination. Ils se montrèrent intraitables, répondant qu'il n'était pas possible de sanctionner une illégalité. Tout au plus voulaient-ils bien, pour donner, disaient-ils, une preuve de leur amour de l'union, se prêter à une nouvelle élection, sous telle forme que ce fût, autre néanmoins que celle des trente-six députés à la fois. Mais était-il possible de songer à convoquer les électeurs pour un nouveau scrutin ? A ce moment même, l'assemblée préliminaire du Bailliage était déjà réunie.

Vers le soir le subdélégué Maugendre se présenta à l'Hôtel-de-Ville pour renouveler la proposition de l'intendant et informer les officiers municipaux que les trente-six députés étaient tout prêts à solliciter d'eux la sanction de leur nomination. La réponse qu'il obtint, — elle est consignée dans le registre aux délibérations du corps de ville, — fut « qu'il n'était pas possible à la « compagnie d'accepter cette proposition ; qu'elle était « inconciliable avec la dignité des places municipales « et avec le maintien de l'autorité qui était confiée aux « officiers municipaux, avec leur conscience et avec « le respect dû à l'exécution des règlements. » Cette fin de non recevoir absolue mettait naturellement fin à toute négociation.

La question de validité de l'élection dût donc être déferée au Conseil d'État ; elle fut jugée avec une rapidité qu'on a sujet de trouver véritablement surprenante, si l'on songe surtout à la difficulté des communications d'alors. Le lendemain même, en effet, le Garde des Sceaux faisait connaître, en ces termes, aux officiers municipaux la décision intervenue :

Versailles, le 24 mars 1789.

« J'ai communiqué, Messieurs, à M. le Directeur  
« général, à M. de Villedeuil et à MM. les commissaires  
« du Conseil la lettre que vous m'avez adressée hier.  
« Il en a été rendu compte au roy et S. M. a décidé que  
« si rien n'est plus juste que de rendre votre autorité  
« respectable aux yeux des habitants de votre ville,  
« on ne pouvait reprocher aux membres de l'assemblée  
« que vous avez convoquée, ni aux trente-six députés  
« qu'ils ont élu (*sic*) de s'être, dans leur conduite,  
« écarté (*sic*) de cette règle. En conséquence, S. M. vient  
« de rendre un règlement qui vous sera transmis par  
« M. de Villedeuil, et qui valide l'élection faite par le  
« Tiers-État de votre ville le 20 de ce mois et regarde  
« comme non avenues les ordonnances que vous avez  
« rendues à cette occasion. M. de Villedeuil et M. le  
« Directeur général vous écrivent en conséquence et je  
« ne puis que me référer à ce qu'ils vous marquent, en  
« vous engageant à voir dans le règlement que S. M.  
« vient de rendre plutôt des dispositions qui tendent au  
« bien et à l'intérêt général qu'une décision qui contrarie  
« les vôtres.

« Je suis, Messieurs, parfaitement à vous.

« BARENTIN. »



Ainsi se trouvait terminé, à l'entière satisfaction de l'opinion publique, le regrettable conflit soulevé par les officiers municipaux. Mais revenons d'un jour en arrière.

' Le lundi 23 mars, dès le matin, les députés des campagnes, au nombre de près d'un millier, la plupart artisans ou laboureurs, se dirigeaient, porteurs de leurs cahiers, vers la vieille église des Cordeliers, lieu désigné pour la tenue de l'Assemblée préliminaire du Tiers-État du Bailliage. Ces pauvres paysans endimanchés qui se voyaient saluer comme des souverains par la foule respectueusement rangée sur leur passage devaient comprendre alors que le mot célèbre de Sieyès commençait à se réaliser. Hier encore ils n'étaient rien et déjà ils se sentaient devenir une puissance. Une pensée inquiète les préoccupait toutefois. Ils n'ignoraient pas que la première condition de la victoire était l'union intime, étroite de toutes les fractions du Tiers-État. Mais les bourgeois d'Amiens, avec lesquels ils allaient se trouver réunis, étaient, relativement à eux, de véritables privilégiés. Ils étaient notamment exempts de la taille, exempts aussi de la corvée, deux lourds impôts qui pesaient exclusivement sur les populations rurales. Faisant abstraction de leurs intérêts particuliers, les députés de la Ville consentiraient-ils à travailler fraternellement avec eux à la destruction de tous les abus ? Ne seraient-ils pas, au contraire, sinon des ennemis, du moins des adversaires défendant avec acharnement leur propres prérogatives dont les cahiers des campagnes réclamaient énergiquement la suppression ? Cette incertitude devait durer quelques jours encore, jusqu'à ce qu'il eut été statué sur la validité de l'élection des députés d'Amiens.

Cependant l'assemblée s'ouvrit sous la présidence du lieutenant général au Bailliage, Dufresne de Marcelcave. Les deux premières journées furent employées à l'appel nominal des députés et à la vérification de leurs pouvoirs. Tous les membres jurèrent ensuite « de procéder fidèlement et en leur âme et conscience : 1° à la réduction et réunion de tous les cahiers en un seul soit en commun, soit par bureaux, soit par commissaires ; 2° à la nomination et à la réduction au quart de tous les députés qui auraient dû être présents pour porter le dit cahier réduit à l'assemblée des trois ordres (1). » Puis, pour faciliter la rédaction du cahier, l'assemblée se divisa par prévôtés en six bureaux (2).

Ce ne fut que le 26 mars que purent être admis les trente-six députés de la Ville. Dès qu'ils eurent prêté serment, l'un d'eux, Florimond Le Roux, portant la parole au nom de tous, donna lecture, au milieu d'un profond silence, d'une déclaration solennelle que je vous demande, Messieurs, la permission de citer tout entière : « Des circonstances particulières et connues, dit-il, ne

---

(1) Archives municipales. Procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers-État du Bailliage d'Amiens.

(2) Le 1<sup>er</sup> Bureau (Prévôté de Beauvoisis à Amiens) se réunissait dans le réfectoire des Cordeliers ;

Le 2<sup>e</sup> (Prévôté de Beauvoisis à Grandvillers) dans le chapitre des Cordeliers ;

Le 3<sup>e</sup> (Prévôté de Beauquesne) dans l'auditoire du Bailliage ;

Le 4<sup>e</sup> (Prévôtés de Doullens et de Fouilloy) dans la salle d'hôte des Cordeliers ;

Le 5<sup>e</sup> (Prévôté de St-Riquier) dans le parquet des gens du roi au Bailliage ;

Et le 6<sup>e</sup> (Prévôté de Vimeu) dans l'église des Cordeliers.

« nous ayant point permis d'élever la voix à l'ouverture  
« des séances de l'Assemblée baillivale, nous avons été  
« forcés de renfermer dans nos cœurs un vœu que nous  
« nous faisons un plaisir et un devoir d'exprimer en  
« présence des nombreux habitants des campagnes qui  
« étaient alors rassemblés dans cette enceinte.

« Nous saisissons avec empressement le premier  
« instant où notre qualité de représentants du Tiers-État  
« de la Ville d'Amiens, sanctionnée par la justice du  
« souverain, nous autorise de venir ici stipuler ses  
« droits, pour consigner dans le procès-verbal de cette  
« assemblée la renonciation expresse qu'il a faite aux  
« privilèges et exemptions pécuniaires qui lui ont été  
« accordés et dont il a joui à l'exclusion des habitants  
« de la campagne.

« Le Tiers-État de la Ville d'Amiens, guidé dans la  
« rédaction du cahier que nous apportons par des  
« sentiments d'amour et de respect pour la personne et  
« les droits de son souverain, de zèle pour la gloire et  
« la prospérité de la nation, d'attachement et de justice  
« pour le Tiers-État des campagnes, a demandé que les  
« distinctions pécuniaires soient abrogées et que tout  
« impôt soit exactement réparti sur toutes les personnes  
« et les propriétés sans exception.

« Il a senti que ce vœu entraînait nécessairement  
« l'abolition des privilèges et exemptions relatifs à la  
« taille et à la corvée dont jouissent les habitants de la  
« Ville d'Amiens sur les héritages situés hors son  
« enceinte. Nous croyons ne pouvoir pas mieux répondre  
« à la confiance dont il nous a honorés qu'en déclarant  
« que c'est avec une vraie satisfaction que les Bourgeois  
« d'Amiens ont renoncé à leurs anciens privilèges  
« pécuniaires et que, se regardant avec les habitants des

« campagnes comme enfants d'une même famille, ils se  
« sont estimés heureux que les circonstances leur aient  
« procuré l'occasion de leur donner une preuve signalée  
« de désintéressement et d'affection.

« Et pour que cette délibération, qui ne peut être  
« entendue que par ceux qu'elle a pour objets, soit un  
« gage durable des sentiments de fraternité qui nous  
« unissent à eux, nous demandons qu'elle soit consignée  
« dans le procès-verbal de l'assemblée actuelle, avec le  
« vœu que nous formons de le réitérer dans l'assemblée  
« des trois ordres du Bailliage. »

On comprend aisément l'enthousiasme qu'excitèrent dans l'assemblée ces généreuses paroles impatientement attendues. N'était-ce pas un exemple du plus heureux augure que celui que venait de montrer la ville d'Amiens en renonçant avec une si franche spontanéité à ses vieux privilèges pour lesquels elle avait donné jusque là tant de preuves jalouses de son traditionnel attachement ? Toute arrière-pensée de défiance était chassée bien loin ; une concorde sans nuage allait présider désormais à la rédaction du cahier commun.

Ce fut l'œuvre de trois jours à peine. Le 27 mars chacun des six bureaux apportait son projet en assemblée générale ; quarante-cinq commissaires étaient immédiatement désignés (1) pour fondre ces six projets

---

(1) 'étaient', pour la Ville d'Amiens et sa banlieue : Le Roux, Maisnel, Laurendeau, Poullain, Berville et Thierry ;

Pour la prévôté de Beauvoisis à Amiens : Labault (de Tilloy) Thierry (de Monsures), Dubois (de Roissy), Verrier (de Molliens Vidame), Lecoigne (de St-Sauflieu) et Jumel (de Fluy) ;

Pour la prévôté de Beauvoisis à Grandvilliers : Mortier, Durand Delamarre, Lenglier, Dequen et Coppin ;

avec le cahier des députés d'Amiens. Deux jours après le cahier du Bailliage était définitivement arrêté.

Nous n'en possédons point le texte ; mais il est facile d'y suppléer au moyen du cahier qui fut adopté par le Tiers-État dans l'Assemblée générale des trois ordres et qui n'en est, — cela est absolument certain (1) — que la reproduction à fort peu près identique. Ce dernier, disons-le tout de suite, puisque l'occasion s'en présente avait lui-même pris pour modèle le cahier de la ville d'Amiens ; il lui avait emprunté, sans y rien changer, de très nombreuses parties ; mais il contenait aussi une certaine quantité de vœux qui lui étaient propres. C'est ainsi qu'il réclamait l'extinction et la sécularisation des abbayes commendataires et de tous les ordres religieux dont les biens devaient être aliénés pour le prix en provenant « être employé, suivant la destination

---

Pour la prévôté de Beauquesne : Dufay (de Domart). Thuillier (de Monrefuge), Maressal (de Miraumont), François (d'Acheux), Gamain (de Flesselles) et Leclercq (de Vauchelles) ;

Pour la prévôté de Doullens : Alexandre, Delécloy, Pingré et Havernas ;

Pour la prévôté de Foulloy : Gressier, Douchet Prud'homme et Warnier ;

Pour la prévôté de St-Riquier : Nicolas Butteux, Pierre Butteux, Dupuis, Quillet, Auger et Bernard ;

Et pour la Prévôté de Vimeu : Creton, Vatblé, Anquier, Masset, Loquet-Duquesne Sagnier et Trancart.

(1) Nous verrons, en effet, que dans l'Assemblée des trois ordres le Tiers-État répondant aux observations de la Noblesse déclare qu'il lui est impossible de ne rien changer à ses cahiers « parce qu'ils ont été arrêtés par l'ordre du Tiers avant la réduction de ses membres au quart », c'est-à-dire dans l'Assemblée préliminaire.

« qui serait avisée par les Etats-Généraux, notamment « à l'acquit des portions congrues. » C'est ainsi encore, qu'en vertu du principe, que « tous les citoyens, profitant « de la défense commune, doivent y contribuer égale-  
« ment », il demandait que tous, sans exception, fussent assujettis à l'obligation de la milice convertie en une prestation en argent.

Après avoir arrêté son cahier, il ne restait à l'Assemblée préliminaire qu'à désigner ses députés à l'Assemblée générale des trois ordres.

Leur nombre, égal au quart des 1038 électeurs convoqués, devait être de 260. Aucun incident digne d'être relevé ne marqua leur élection ; ce ne fut toutefois qu'après avoir protesté contre le petit nombre des représentants attribué à la Ville que les électeurs d'Amiens se résignèrent à se réduire au quart. Les neuf députés dont ils firent choix furent Laurendeau, Poullain, Berville, Le Roux, Maisnel, Massey, Desprez, Boucher et Le Caron-Crépin.

Le lendemain, 30 mars, l'Assemblée générale des trois ordres des Bailliages d'Amiens et de Ham se réunissait à son tour dans l'église des Cordeliers où le Clergé prenait rang à droite, la Noblesse à gauche et le Tiers-État en face. Passons, sans nous y arrêter, sur les cérémonies et les formalités qui remplirent les quatre premières journées consacrées tout entières à la vérification des pouvoirs des députés et à la constitution de l'Assemblée. Un compte-rendu du temps, publié dans les Affiches de Picardie, fait mention de deux discours qui se placeraient au cours de cette période préparatoire. Ils furent, nous assure-t-il, très touchants et très éloquents ; mais nous devons l'en croire sur

parole, car ils ne nous ont pas été conservés. L'un aurait été prononcé par le lieutenant général au Bailliage immédiatement après que M. de Machault, évêque d'Amiens, eût célébré la messe du Saint-Esprit, l'autre par le lieutenant particulier, Boistel de Belloy, qui présidait, en l'absence du lieutenant général, au moment où il reçut le serment de tous les membres de l'Assemblée.

C'est le 2 avril seulement que celle-ci fut constituée. A partir de ce moment, la délibération ne pouvait, aux termes du Règlement royal, avoir lieu en commun que du consentement de chacun des trois ordres. Le Clergé annonça qu'il délibérerait séparément ; le Tiers-État prit le même parti, mais en déclarant que « ce n'était  
« qu'à regret qu'il s'y déterminait et, par la seule et  
« unique considération du plus long séjour dans la  
« ville qu'occasionnerait aux députés des campagnes  
« l'opération de refondre le cahier déjà arrêté par  
« l'Assemblée préliminaire du Tiers-État du Bailliage  
« d'Amiens et de le réduire avec ceux de Messieurs du  
« Clergé et de la Noblesse. » « Sans la circonstance de  
« la saison actuelle, ajoutait-il, où la préparation de la  
« semaille des grains de mars rappelle tous les  
« cultivateurs à leurs champs, il n'est aucun député  
« qui ne se fût fait un devoir de s'unir aux deux ordres  
« pour rédiger un seul et même cahier et pour élire  
« en commun (1). »

Il y avait plus de dix jours, en effet, que les députés des campagnes étaient retenus à Amiens et il leur devait tarder sans doute de retourner dans leurs foyers.

---

(1) Archives municipales. Procès-verbal de l'Assemblée du Tiers-État des Bailliages d'Amiens et de Ham.

Était-ce bien là pourtant la seule considération qui avait dicté la conduite du Tiers-État ? N'était-ce pas plutôt un prétexte courtois qu'il s'était empressé de saisir pour refuser de soumettre ses cahiers à l'approbation, au moins problématique, des deux autres ordres dont il ignorait encore les dispositions et dont les représentants étaient d'ailleurs beaucoup plus nombreux que les siens (1) ?

Quoiqu'il en soit, les trois ordres durent se diviser et former des assemblées particulières. Ils ne restèrent cependant pas confinés dans un isolement absolu et nous aurons à parler dans un instant des rapports qui s'établirent entre eux. Disons d'abord un mot de ce qui est spécial à chacun.

Le Tiers-État conduisit ses opérations avec une remarquable activité. Dès sa première séance il avait arrêté son cahier et, deux jours plus tard, il se séparait après avoir nommé pour députés aux États-Généraux deux électeurs de la ville d'Amiens, Le Roux et Laurendeau, et deux habitants des campagnes, Pierre Douchet, cultivateur au Hamel, et Charles Lenglier, marchand à Feuquières.

---

(1) Le Bailliage de Ham, dont le ressort ne dépassait pas les limites de la petite ville où il avait son siège, n'avait envoyé à Amiens que quatre députés. Encore ces derniers qui ne s'étaient pas réduits au quart, durent-ils se soumettre à cette réduction, de sorte qu'Assoline, avocat, resta leur seul représentant. Les députés du Bailliage d'Amiens étaient, comme on l'a vu, au nombre de 260 ; il n'y avait donc dans l'assemblée des trois ordres que 261 députés du Tiers-État. La Noblesse, à elle seule, en avait 270 ; les représentants du Clergé étaient plus nombreux encore ; ils étaient près de 500.



Les deux ordres privilégiés qui ne s'étaient point encore, comme le Tiers-État, concertés sur la rédaction de leurs cahiers, ne pouvaient, on le comprend, apporter à l'accomplissement de leurs travaux la même célérité.

La Noblesse siégea jusqu'au 11 avril. Elle avait élu pour président le duc d'Havré, tout naturellement désigné à cet honneur auprès des membres de son ordre par le choix qu'avait fait de lui le comte d'Artois pour le représenter à l'assemblée du Bailliage (1). Ce fut également sur le duc d'Havré ainsi que sur le comte de Crécy que se portèrent les suffrages de la Noblesse lorsqu'elle procéda à l'élection de ses deux députés aux États-Généraux.

Quant au Clergé qui avait suspendu ses séances pendant la durée de la semaine sainte et des fêtes de Pâques, il ne termina ses opérations que le 18 avril.

Des difficultés s'étaient soulevées dans son sein au sujet de la nomination des commissaires chargés de préparer le projet de cahier. Il s'en fallait de beaucoup que tout les membres du Clergé fussent, comme ceux de la Noblesse et du Tiers, unis par une étroite communauté d'intérêts. Les curés formaient dans leur ordre comme un autre Tiers-État. C'était bien à eux qu'en principe les dimes appartenaient ; mais, en fait, c'était, dans la plupart des paroisses, un autre que le curé qui, sous les noms de curé primitif, bénéficié, collateur ou décimateur, percevait tous les fruits de la cure, sans être tenu envers le desservant qui exerçait réellement

---

(1) Le comte d'Artois faisait partie de la Noblesse du Bailliage d'Amiens à cause de sa baronnie de Picquigny, de sa châtellenie de St-Valéry-sur-Somme et de sa seigneurie de Bernaville.

les fonctions pastorales à d'autre obligation que de lui assurer ce faible minimum de traitement qu'on appelait la portion congrue. Du reste, qu'il jouit lui-même de la dime — ce qui constituait une assez rare exception — ou qu'il fut à portion congrue, — ce qui était de beaucoup le cas le plus ordinaire, — la situation du curé n'était guère enviable. « Je plains, disait Voltaire cité par M. Taine, le sort d'un curé de campagne obligé de  
« disputer une gerbe de blé à son malheureux paroissien, de plaider contre lui, d'exiger la dime des pois  
« et des lentilles, de consumer sa misérable vie en  
« querelles continuelles... Je plains encore davantage  
« le curé à portion congrue à qui des moines, nommés  
« gros décimateurs, osent donner un salaire de quarante  
« ducats pour aller faire, pendant toute l'année, à deux  
« ou trois milles de sa maison, le jour, la nuit, au  
« soleil, à la pluie, dans les neiges, au milieu des  
« glaces, les fonctions les plus pénibles et les plus  
« désagréables. »

Depuis que Voltaire avait écrit ces lignes, les portions congrues des curés avaient, il est vrai, été portées de cinq cents livres à sept cents et celles des vicaires de deux cents à trois cent cinquante ; mais, même à ce taux ne pouvaient-elles pas paraître encore insuffisantes ? Et n'était-ce pas avec quelque fondement que les curés demandaient qu'elle fussent augmentées ? Seulement elles ne pouvaient l'être qu'à l'aide de ressources créées aux dépens des dîmes et des biens des maisons religieuses et les curés trouvaient, par suite, des adversaires déclarés dans tous les membres de leur ordre qui étaient pourvus de bénéfices ou qui appartenaient au clergé régulier.

Quand vint le moment de rédiger le cahier on put bien voir combien était profonde la division que cette délicate

question des portions congrues avait jetée entre tous les membres du Clergé. Les bénéficiers et les réguliers avaient naturellement le plus grand intérêt à empêcher que les curés ne fussent en majorité dans la commission de rédaction du cahier ; quant à y obtenir eux-mêmes la prépondérance, leur petit nombre dans l'Assemblée ne leur permettait pas d'y prétendre. Tout ce qu'ils pouvaient espérer, c'était l'égalité. L'évêque d'Amiens qui présidait essaya par deux fois de la leur assurer. Il proposa d'abord de composer la commission « de douze « membres dont six seraient choisis dans le corps des « curés, trois parmi les bénéficiers et trois parmi les « religieux (1). » Cette proposition, mise aux voix, fut repoussée. M. de Machault la reprit alors sous cette autre forme : la commission aurait été « de vingt-quatre « membres dont six choisis parmi les bénéficiers, douze « parmi les curés et six autres dans le corps des « religieux. » Cette fois encore les curés résistèrent avec la même fermeté à l'influence de leur évêque, et l'accord n'ayant pu s'établir dans l'assemblée, il fallut déférer la question au lieutenant du Bailliage. Celui-ci donna entièrement gain de cause aux curés. Ils obtinrent d'être, dans la Commission, au nombre de seize sur vingt-quatre. Ils devenaient, grâce à cette décision, les maîtres absolus de la rédaction du cahier.

Quant à leurs adversaires, il ne leur restait, pour faire parvenir leur opinion jusqu'aux États-Généraux d'autre ressource que de la consigner dans des protestations annexées au cahier. Ces protestations, fort

---

(1) Archives municipales. Procès-verbal de l'assemblée de l'ordre du Clergé du Bailliage d'Amiens pour la députation aux États-Généraux.

nombreuses, visent principalement, comme on devait s'y attendre, les vœux relatifs aux portions congrues. C'est ainsi que les réguliers s'élèvent « contre tous les articles « du cahier qui tendent à détruire les privilèges, droits, « exemptions et surtout les propriétés dont ils jouissent « depuis un temps immémorial sous la sauvegarde des « lois du royaume. » Ils vont même jusqu'à offrir au besoin « de desservir toutes les cures à portion congrue « que MM. les ecclésiastiques séculiers trouveraient « d'un revenu trop modique. »

Mais il est encore un article du cahier contre lequel proteste la minorité de l'ordre du clergé et avec elle l'Evêque d'Amiens. C'est un vœu en faveur du vote par tête ; il est ainsi conçu : « L'opinion publique est le « concours de toutes les lumières, le produit de toutes « les réflexions, le résultat de tous ses suffrages ; ce « sont les individus qui opinent ; leur nombre doit « donc être consulté et leur opinion par tête doit donc « prévaloir. »

Cet article dans lequel se trouve condensée toute la théorie du suffrage universel, n'est pas, au surplus, disons-le en passant, le seul point commun qui mette en contact les cahiers du Clergé et ceux du Tiers-État. S'ils se séparent, en effet, en ce qui concerne la liberté de la presse, les lois des non-catholiques et l'observation des droits de l'Eglise sanctionnée par la législation séculière, ils se rapprochent au contraire en beaucoup d'autres endroits, particulièrement en ce qui touche à la réforme de l'impôt.

Ajoutons enfin pour en terminer avec ce qui est propre à chacun des trois ordres considérés isolément que, bien qu'il eut été l'un des premiers à protester contre le cahier de son ordre, l'évêque d'Amiens fut élu

député par 239 voix sur 457 votants et que le second député du clergé fut Fournier, curé d'Heilly, qui obtint 268 voix sur 470 suffrages exprimés.

Il ne me reste plus maintenant, Messieurs, qu'à vous entretenir des rapports que les trois ordres eurent entre eux et j'arrive ainsi à la dernière partie de ce travail qui, je n'ai que trop sujet de le craindre, a dû déjà vous paraître bien long.

Dès l'ouverture de ses séances, le 2 avril, l'assemblée du Clergé avait pris, à l'unanimité, sur la proposition de l'évêque d'Amiens, une importante délibération conçue en ces termes : « L'ordre du Clergé, pour donner à la  
« personne sacrée du Roi une preuve de son dévouement  
« et du désir sincère qu'il a de contribuer à la liquidation  
« des dettes de l'État, comme au soulagement du peuple,  
« s'empresse de manifester à l'ordre de la Noblesse et  
« à celui du Tiers-État, son consentement à ce que ses  
« biens soient imposés dans la même proportion que  
« ceux des deux autres ordres, tant que les États-  
« Généraux estimeront que devront durer les subsides  
« par eux consentis pour parvenir à l'extinction de la  
« dette actuelle de l'État. »

De son côté et au même instant, l'ordre de la Noblesse, avant même de nommer son président, décidait par acclamation qu'il serait immédiatement et en attendant qu'une délibération régulière pût être prise à cette égard, fait part au Tiers-État de sa résolution « de partager  
« avec tous ses concitoyens le fardeau des charges de  
« l'État. »

Ces déclarations furent apportées presque en même temps à l'Assemblée du Tiers par des députations spéciales. Elles y furent reçues toutes deux avec une

vive satisfaction, à des degrés différents toutefois. Ce fut un véritable enthousiasme qu'excita celle de la Noblesse. « L'Assemblée a témoigné sur le champ par des acclamations réitérées, porte le procès-verbal, combien elle était sensible et à la déclaration de la Noblesse et à la manière franche dont elle avait été faite. » Parlant de la déclaration du Clergé, le même procès-verbal se borne à dire avec une certaine sécheresse qu'elle « a été reçue avec applaudissement. »

Que l'accueil n'ait pas été dans les deux cas également chaleureux, il ne s'en faut point trop étonner. La Noblesse acceptait sans restriction l'égalité devant l'impôt ; c'était un sacrifice complet, définitif, irrévocable qu'elle faisait de ses immunités. En abandonnant momentanément les siennes, le Clergé semblait, au contraire, conserver la pensée de les ressaisir un jour, lorsque la dette actuelle de l'État aurait été éteinte. La nuance n'était pas sans importance et, dans ses remerciements au Clergé, le Tiers-État la relevait assez délicatement : « Nous avons été, disait-il, autant sensibles que nous devons l'être au vœu que l'ordre du Clergé a formé en notre faveur ; l'ordre de la Noblesse n'a pas tardé à nous transmettre le sien avec cette générosité, cette franchise, cette loyauté qui l'ont caractérisée de tous les temps. Ce vœu est de contribuer indistinctement et indéfiniment avec les autres ordres à toutes les charges de l'État ; nous ne doutons plus que le vôtre ne soit absolument conforme et nous venons vous apporter le même tribut de reconnaissance qu'il a daigné agréer. »

Ces expressions de la gratitude du Tiers-État ne dissimulaient qu'à peine une mise en demeure de s'expliquer plus nettement et ne permettaient pas au

Clergé de garder le silence. Ce dernier venait d'ailleurs d'avoir connaissance d'un fait très-grave qui s'était passé à l'ouverture de la séance de la Noblesse. Le comte d'Artois, dont l'hostilité aux idées nouvelles n'était pourtant un mystère pour personne, avait fait solennellement annoncer par le duc d'Havré, son mandataire, qu'il entendait se soumettre, comme tous les autres citoyens, au paiement de l'impôt. Le Clergé ne pouvait se refuser à suivre un exemple venu de si haut : le 3 avril, il fit savoir au Tiers-État qu'il adhérerait purement et simplement à la délibération de la Noblesse.

Dans l'après-midi du 2 avril, celle-ci avait, en effet, donné à sa déclaration du matin, en la développant et en la précisant, la forme régulière d'une délibération (1)

---

(1) Elle est ainsi conçue : « L'Ordre de la Noblesse du Bailliage  
« d'Amiens, désirant donner à ses concitoyens de l'ordre du Tiers-  
« État des preuves non suspectes de la justice qui l'anime, a  
« arrêté de supporter dans une parfaite égalité, chacun en pro-  
« portion de ses facultés et de sa fortune, toutes les im-  
« positions et contributions telles qu'elles seront consenties par  
« les États-Généraux et réparties ensuite par les États-Provin-  
« ciaux et, en conséquence, de demander positivement la sup-  
« pression de la taille et de tout autre impôt qui ne porte  
« que sur l'ordre du Tiers et leur conversion en une imposition  
« générale qui porte également sur tous les citoyens de tous les  
« ordres et de toutes les classes au prorata de leurs propriétés et  
« facultés, sans aucune distinction de rangs, privilèges ni préro-  
« gatives, sans exception même des domaines du roi, ni des  
« apanages des princes, conformément à la déclaration de sa  
« majesté du 19 septembre 1787, protestant ne vouloir revendi-  
« quer, ni conserver jamais d'autres droits que les droits sacrés  
« de la propriété, comme aussi seulement les privilèges honori-  
« fiques inhérents à leurs personnes et à leur ordre dont la con-  
« servation intéresse également tout l'État, parce qu'étant  
« essentiellement liés à la monarchie, on ne pourrait les attaquer  
« sans porter atteinte à la Constitution. »

qu'elle fit porter au Tiers-État par une députation composée du prince de Poix, du marquis de Grasses, du comte de Rouhault et du président d'Hornoy. Ce furent encore de véritables transports qui l'accueillirent et il fut arrêté sur le champ « que pour répondre à la « confiance de MM. de l'ordre de la Noblesse, il leur « serait donné communication du cahier du Tiers pour « aviser avec eux sur tous les articles qui paraîtraient « blesser les droits de propriété des seigneurs ; et qu'il « leur serait fait part aussi des motifs qui avaient porté « le Tiers à prendre la résolution de rédiger son cahier « et d'élire séparément ses députés et des regrets que « tous les députés en avaient ressenti. »

Les trois ordres semblaient donc s'être mis entièrement d'accord sur la question capitale des impôts. En fait, cet accord était plus apparent que réel. Il m'est échappé tout à l'heure de dire que la Noblesse acceptait l'égalité devant l'impôt et cela est rigoureusement exact sans doute si l'on ne veut parler que de l'impôt perçu par l'État. C'était bien sans réserve qu'elle consentait à s'y soumettre. Mais peut-il y avoir véritablement égalité quand une classe de citoyens conserve vis-à-vis des autres le privilège exorbitant de lever des contributions à son profit ? Et au fond, les seigneurs faisaient ils autre chose quand ils exigeaient de leurs vassaux le paiement des droits féodaux ? C'étaient bien ainsi que ces droits, souvent plus lourds que l'impôt public, étaient envisagés par le Tiers-État qui en demandait la suppression, sauf à accorder à ceux qui en étaient légitimement possesseurs une équitable indemnité.

Aux yeux de la Noblesse, au contraire, ces mêmes droits étaient couverts du caractère sacré de la propriété dro



qui devait les mettre à l'abri de toute atteinte et elle ne pouvait admettre que ceux qui en jouissaient en pussent être dépossédés à quelque prix que ce fût. C'est ce qu'elle s'appliquait à démontrer dans les observations (1) qu'elle fit parvenir, le 3 avril, au Tiers-État, en réponse à la communication que celui-ci lui avait faite de son cahier.

Elle commençait par le remercier de la loyauté et de la franchise qu'il avait apportées dans cette communication. Puis elle constatait les points sur lesquels elle se rencontrait en conformités de vues avec lui et ces points, il faut le reconnaître, ne laissaient pas que d'être assez nombreux. C'étaient notamment la suppression des peines avilissantes pour le soldat, l'admission du Tiers aux emplois militaires, les réformes judiciaires et particulièrement la restriction des justices seigneuriales, la suppression ou la réduction des pensions, la réforme du code des chasses, etc. « A l'égard de la milice, « continuait-elle, elle ne paraît pas, par sa nature, pouvoir « être convertie en argent. L'intention du Tiers ne peut « pas être d'y assujettir la Noblesse ; elle est elle-même « une milice toujours subsistante quoique depuis long- « temps le ban n'ait pas été convoqué. Elle a toujours

---

(1) Ces observations avaient été rédigées par une commission qui avait pour président le duc d'Havré, pour secrétaires Jourdain de Thieulloy et de la Haye de Vaulx et pour membres le marquis de Grasses, le chevalier de Belloy-Dromesnil, le comte de Rouhault, le comte de Gomer, le marquis de Pissy le marquis de Valanglard, Boulet de Varennes, Louis François de la Haye, le président d'Hornoy, de Moyenneville, le comte de Bucy-Canaples, Canet de Selincourt, de Selles, Brunel, le vicomte de Saisseval, le prince de Poix et le marquis de Lameth. Ce fut la même commission qui fut chargée de préparer le projet du cahier de la Noblesse.

« marché et sera prête à marcher toujours pour le service  
« de la Patrie. » Abordant ensuite la grave question des  
droits féodaux : « Le Tiers-État doit voir, disait-elle, et  
« il en a déjà témoigné sa reconnaissance, le sacrifice  
« empressé que l'ordre de la Noblesse a fait des droits  
« anciens en demandant la répartition égale des impôts ;  
« mais celui-ci ne peut voir qu'avec douleur que plusieurs  
« demandes insérées dans les cahiers attaquent les  
« propriétés telles que celles sur les bannalités, les  
« champarts, les péages et autres droits seigneuriaux.  
« Il pense que le Tiers-État, animé de trop de zèle pour  
« ses commettants (1) n'a vu que les charges résultantes  
« de ces droits, mais n'a pas examiné avec assez d'atten-  
« tion que ces droits sont une représentation de la  
« propriété ; qu'il rappellent l'origine de la possession ;  
« que si ces terres sont sorties des mains des seigneurs,  
« elles ont été acceptées sous cette condition ; que les  
« charges ne portent point sur aucun ordre ; elles suivent  
« la terre ; le Clergé y est assujetti comme tout  
« acquéreur ; enfin, on doit exécuter les conventions.  
« L'ordre du Tiers s'est abusé en regardant les rede-  
« vances dont les terres ou les maisons sont chargées  
« comme une servitude personnelle pendant que la vérité  
« est que ce sont des charges réelles affectées à la  
« glèbe ; qu'elles ne tombent que sur celui qui veut  
« devenir propriétaire, et qu'enfin c'est une condition  
« du prix, comme une rente foncière est établie au lieu  
« de recevoir des deniers d'entrée. Quant aux bannalités,  
« c'est encore la suite d'un contrat. »

---

(1) Au lieu de *ses commettants* le texte original porte : *leurs mandataires*. C'est là une erreur évidente que nous nous sommes cru en droit de rectifier.

C'était, vous le voyez, Messieurs, d'un contrat primitif librement consenti que la Noblesse faisait descendre indistinctement tous les droits féodaux et en cela elle commettait une évidente erreur. Un certain nombre de ces droits n'étaient sans doute que la représentation des obligations auxquelles, dans le principe, les vassaux s'étaient volontairement soumis envers le seigneur soit au moment où celui-ci avait aliéné à leur profit une partie de son domaine, soit lorsqu'il avait fait exécuter à ses frais quelque ouvrage d'utilité commune ; mais il en était d'autres encore, pour le moins aussi nombreux, tels que les droits de justice, de main-morte, d'aubaine, etc., qui ne dérivait que de l'autorité et de la puissance du seigneur et auxquels il était impossible d'assigner pour cause une convention originelle. La loi du 15 mars 1790 devait d'ailleurs, vous le savez, établir entre ces deux sortes de droits féodaux une distinction bien tranchée en déclarant les premiers simplement rachetables et en prononçant la suppression des seconds sans aucune espèce d'indemnité.

En ce qui concernait la demande du vote par tête qui formait un des premiers articles du cahiers du Tiers-État, la réponse de la Noblesse était des plus évasives : « Cet  
« objet important, disait-elle, demande toute l'attention  
« des États-Généraux et la Noblesse ne peut, dans ce  
« moment, qu'assurer l'ordre du Tiers qu'il consentira  
« toujours à ce qui pourra contribuer au bonheur  
« général. Enfin, ajoutait-elle, et c'était la conclusion  
« de ses observations, l'ordre de la Noblesse assure  
« l'ordre du Tiers qu'il se réunira toujours à lui pour le  
« soulager des charges trop pesantes et les partager  
« avec lui ; mais il espère que le Tiers-État s'apercevra  
« que ses prétentions attaquaient les propriétés, principe

« également dangereux pour tous les ordres et qui  
« sûrement est bien éloigné des sentiments de l'ordre  
« du Tiers (1). »

Ce fut à Laurendeau que l'assemblée du Tiers-État confia l'honneur de rédiger la réponse à la Noblesse. Ce document qui devait clôre le débat entre les deux ordres est assez étendu ; mais il m'a paru d'un trop grand intérêt pour que j'aie cru pouvoir me dispenser de le placer tout entier sous vos yeux. Ce sera, du reste, la dernière citation que je me permettrai et c'est par là que je terminerai en vous priant de me pardonner, Messieurs, d'avoir retenu si longtemps votre bienveillante attention.

Le Tiers-État s'exprimait ainsi : « L'ordre du Tiers, « ayant pris en considération les observations faites « par l'ordre de la Noblesse sur plusieurs articles du « cahier que ses députés ont eu l'honneur de lui com- « muniquer, a vu dans ces observations avec la plus « grande satisfaction l'intention manifestée par la « Noblesse de se réunir à l'ordre du Tiers pour « solliciter les États-Généraux et Sa Majestés d'accueillir « une partie de ses pétitions. Il en fait à l'ordre de « la Noblesse ses sincères remerciements.

« Et désirant conserver ce nouveau témoignage de « ces sentiments d'affection et de justice dont l'ordre de « la Noblesse a déjà donné tant de preuves à l'ordre du « Tiers, il a été unanimement arrêté que les observations « remises par MM. les députés de la Noblesse seraient « insérées dans le procès-verbal de l'Assemblée.

---

(1) Archives de la Ville d'Amiens. — Procès-verbal de l'assemblée de l'ordre de la Noblesse.

« Mais, en même temps, l'ordre du Tiers a été  
« vivement affligé que plusieurs autres de ses pétitions  
« aient été envisagées par Messieurs de l'ordre de la  
« Noblesse comme attentatoires à ses propriétés et  
« prérogatives.

« L'ordre du Tiers n'a point entendu assujettir l'ordre  
« de la Noblesse au tirage de la Milice ; il en a, au  
« contraire, demandé l'abolition absolue.

« Les inconvénients sans nombre qu'il entraîne ne  
« sont point ignorés de l'ordre de la Noblesse ; il est de  
« sa justice et de sa générosité de se réunir à l'ordre  
« du Tiers pour affranchir celui-ci des maux trop réels  
« qu'il lui fait éprouver.

« Si le corps de la milice doit subsister, il peut se  
« perpétuer sans inconvénient par des recrutements, et  
« il ne paraîtrait pas indigne des deux premiers ordres  
« de contribuer aux frais qui seront nécessaires pour la  
« formation d'un corps utile à la défense de l'État.

« Ce corps n'a été établi en 1689 que pour remplacer  
« en quelque sorte le ban et l'arrière-ban dont la  
« dernière convocation a eu lieu en 1674.

« Considéré sous ce point de vue, le corps de la milice  
« ne peut paraître étranger à l'ordre de la Noblesse qu'il  
« a dispensé du service personnel qu'il doit à cause  
« de ses propriétés féodales.

« Si, indépendamment de ce corps, des circonstances  
« impérieuses nécessitaient encore la convocation du  
« ban, l'ordre de la Noblesse ne voudrait même pas  
« considérer que l'obligation de prendre les armes serait  
« moins une charge personnelle pour les membres qui  
« le composent qu'une charge réelle des fiefs commune  
« à tous les possesseurs de ces sortes de biens de  
« quelque ordre qu'ils soient, et l'ordre du Tiers, qu'il

« soit ou non propriétaire de fiefs, s'empresserait de  
« partager, avec celui de la Noblesse, la gloire de voler  
« au secours de la Patrie. Tout Français est soldat  
« lorsque l'État est en péril.

« Lorsque le Tiers a demandé à être libéré de  
« plusieurs droits qui lui sont aussi onéreux qu'il sont  
« à charge et peu avantageux à la Noblesse, il a moins  
« sollicité leur abolition que la faculté d'en faire le  
« rachat. Il sait que toutes propriétés sont respectables ;  
« plus que tout autre, l'ordre du Tiers a intérêt que  
« cette maxime soit regardée comme l'un des points  
« fondamentaux de la Constitution.

« C'est dans cet esprit qu'il a rédigé toutes ses  
« pétitions, même celles qui ont paru blesser les droits  
« de la Noblesse ; il serait sincèrement affligé que les  
« termes dans lesquels elles sont conçues donnassent  
« lieu à Messieurs de l'ordre de la Noblesse de douter  
« de la pureté des sentiments qui les ont dictées.

« L'ordre du Tiers en aurait un regret d'autant plus  
« vif qu'il est dans l'impuissance absolue de rien changer  
« aux cahiers dont il est aujourd'hui dépositaire.

« Ces cahiers ont été arrêtés par l'ordre entier du  
« Tiers avant la réduction des ses membres au quart.  
« La mission des membres restants se borne, d'après  
« le Règlement, à porter le cahier à l'assemblée générale  
« et à procéder à l'élection des Députés pour les États-  
« Généraux ; mais ils n'ont pas reçu le pouvoir de  
« toucher au dépôt qui leur est confié.

« Cependant comme ils connaissent l'esprit d'équité  
« qui a présidé à la rédaction des cahiers, ils croient  
« pouvoir et devoir assurer Messieurs de l'ordre de la  
« Noblesse qu'aucun des membres qui y ont coopéré  
« n'a eu intention de porter atteinte à ses propriétés ;

« qu'en demandant l'extinction de plusieurs droits  
« onéreux, ils ont entendu qu'elle n'aurait lieu qu'au  
« moyen d'une indemnité convenue.

« L'ordre du Tiers prie Messieurs de l'ordre de la  
« Noblesse d'avoir pour agréable la présente déclaration.  
« Elle est le seul moyen qu'il ait maintenant en son  
« pouvoir de lui donner de nouvelles preuves de sa  
« reconnaissance et de son respect. »

· C'est au moment où il se séparait que le Tiers-État fit parvenir cette déclaration à la Noblesse. Celle-ci n'y pouvait plus répondre ; elle poursuivit la rédaction de son cahier. Elle se prononça contre le vote par tête et garda le silence sur l'abolition des droits féodaux. Mais quelques mois après, dans la nuit célèbre du 4 août, le comte de Crécý et le duc d'Havré, qu'elle avait élus pour Députés, assistaient au triomphe complet du Tiers-État et à la chute définitive de l'ancien régime.

Ce n'était pas en vain que nos pères avaient lutté avec tant de persévérante énergie, de patiente fermeté et de patriotique sagesse pour leur affranchissement politique et la conquête des droits précieux qu'ils nous ont transmis et dont, grâce à eux, nous jouissons paisiblement aujourd'hui.

---





# RÉPONSE

DE M. A. MOULLART.

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE

---

MONSIEUR,

Les électeurs des trois ordres pour le Bailliage d'Amiens et celui de Ham ont achevé leur besogne, vous venez d'en décrire les laborieux efforts. Leurs élus aux États Généraux ont emporté leurs cahiers respectifs : les voilà partis, ils se rendent à Versailles.

La réunion y est générale. L'ouverture des États doit avoir lieu le 5 mai 1789. De tous les points de la France les députés arrivent au rendez-vous.

Je voudrais trouver les nôtres dans cette foule.

Le roi a reçu les représentants le 3 mai : les députés de la Noblesse et du Clergé dans son cabinet, ceux du Tiers-État dans sa chambre. Au demi jour des appartements, je ne puis reconnaître personne. Ce sera plus facile demain ; il y aura des prières publiques, comme nous disons aujourd'hui, mais avec les formes du temps ; la plus remarquable est une procession générale ou chacun défilera cierge en main. Une invitation a été envoyée aux députés, ils y assisteront en habit officiel ; en effet, le 27 avril, une note du grand maître des cérémonies a fixé le costume des députés aux États Généraux.

Le 4 mai au matin, la procession générale du Saint-Sacrement part de l'église Notre-Dame, paroisse du château de Versailles, pour se rendre à l'église Saint-Louis. Après les Récollets et le clergé des deux paroisses, les députés du Tiers apparaissent les premiers : ils marchent sur deux rangs ; sauf les députés Bas-Bretons, laboureurs du diocèse de Vannes, ils ont le costume simple qui leur a été imposé. Quand arrive le Bailliage d'Amiens, je vois en tête de ses députés le vénérable Florimond Le Roux, puis l'avocat Laurendeau, le cultivateur Douchet, le marchand Lenglier. Ils portent l'habit, la veste et la culotte de drap noir ; les bas sont noirs ; sur l'épaule est le manteau court de voile que portent les personnes de robe allant à la Cour ; autour du cou, une cravate de mousseline ; le chapeau est retroussé des trois côtés, sans ganses, ni boutons.

Vient ensuite le brillant défilé de la Noblesse. J'ai de la peine à reconnaître au milieu de cette foule éblouissante de seigneurs le duc d'Havré et de Croï, grand d'Espagne, et le comte de Crécy. Les nobles sont vêtus de l'habit à manteau d'étoffe noire, avec la veste de drap d'or et un parement de cetté étoffe d'or au manteau ; ils portent la culotte noire avec les bas blancs ; leur cravate est de dentelle et le chapeau à plumes blanches est retroussée à la Henri IV. On voit briller les boutons d'or sur la couleur sombre de l'habit.

Le Clergé marche à la suite de la Noblesse ; en tête, le bas clergé que tous les documents qualifient de clergé du second ordre. Je vois passer le curé d'Heilly, Fournier, portant comme tous ses confrères la soutane, le manteau long et le bonnet carré. L'apparence est

sévère, c'est celle du Tiers : du reste, le bas clergé est, vous le dites, Monsieur, le Tiers-État du clergé.

La musique du roi sépare le clergé du second ordre des évêques et archevêques. Ceux-ci, parmi lesquels doit figurer M. de Machault, évêque d'Amiens, abbé de Valloires, sont en rochet, camail, soutane violette et bonnet carré. M. l'archevêque de Rouen, en grande chape de cardinal, à la place d'honneur et le Saint-Sacrement est porté par M. l'archevêque de Paris. Derrière le dais, dont les frères du roi tiennent les cordons, sont leurs Majestés.

Laissons là le reste du cortège, hâtons nous d'entrer dans l'église St-Louis ; nous ne tardons pas à entendre M. l'Évêque de Nancy ; il parle longuement et surtout met en opposition le luxe de la Cour et des villes avec les misères des campagnes, il prononce l'éloge du roi et retrace les bienfaits qu'il prépare à la Nation de concert avec les représentants.

Le lendemain 5 mai 1789, ces représentants de la Nation sont enfin réunis dans la salle préparée pour l'ouverture des États Généraux.

Le roi est sur une estrade séparée ; auprès de lui, autour de lui, selon le rang des personnages, se trouvent la reine, les princes du sang, les pairs du royaume, toute la cour. Le parfait respect des rangs mesuré par la hauteur, la place et la nature des sièges aurait peut-être trouvé grâce devant M. le duc de Saint-Simon ; mais il eut froncé le sourcil à la vue du reste de la salle : à la droite, plus près du roi, les banquettes du Clergé, à la gauche celles de la Noblesse, au fond, en face du roi la masse profonde et sombre du Tiers-État ;

Messieurs des communes ne sont pas à genoux, et, quand le roi se couvre, ils se couvrent aussi comme les membres des autres ordres.

On connaît la séance. Après le discours du roi, le garde des sceaux, Barentin, en fit un qu'on n'entendit guère, et le directeur général des finances lut un très long mémoire qui ne fut pas goûté ; il accusait un déficit de cinquante-six millions.

Vous nous disiez, Monsieur, à propos de l'égalité devant l'impôt, que l'accord entre les trois Ordres du Bailliage d'Amiens était plus apparent que réel : la lecture attentive de cette séance d'ouverture fait pressentir que cet accord, même apparent, ne durera pas longtemps.

Pouvait-il en être autrement ?

Dans ces cahiers si rapidement dressés, il n'y avait de vrai que le sentiment profond des abus et le désir de les détruire, que les grands principes de l'ordre nouveau : la permanence et la périodicité des États Généraux, la responsabilité des ministres, la nécessité du consentement de la Nation à toute levée d'impôt, l'égalité devant la loi, la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de la presse, etc.

Mais lorsqu'il faudrait indiquer les limites de cette liberté, les institutions qui devaient appliquer les principes et protéger les droits nouveaux, l'accord devait disparaître. Tous ceux qui tiraient profit des lois et des coutumes condamnées allaient les défendre avec acharnement ; les mœurs de l'ancien régime, ses traditions, ses préjugés allaient forcément soulever leurs partisans pour empêcher l'édification du nouveau régime. La lutte était inévitable, avec ce caractère que le

milieu qu'avait créé le temps empêchait souvent les uns d'apercevoir les maux dont souffraient si vivement les autres. J'ajouterais volontiers, Monsieur, un mot au titre que vous avez donné à votre étude : je dirais que vous examinez bien plutôt les derniers jours de la légalité de l'ancien régime que ses derniers jours réels.

Le fond des choses apparut, du reste, aux yeux les moins prévenus le lendemain même de la séance royale. Les trois Ordres s'étaient rendus au lieu de leur réunion : le Clergé et la Noblesse avaient chacun une salle distincte ; celle du Tiers était la salle des réunions générales. Ce fait, dû à l'imprévoyance d'un ministre, eut suffi, à défaut du sentiment profond qu'il avait d'ailleurs de son droit, pour révéler au Tiers son rôle et sa puissance. Il était là, dans cette salle où la veille avec le Roi et les deux autres ordres, se trouvait en réalité la France réunie dans ses représentants. Qu'y avait-il donc de changé depuis la veille ? Si la veille, toute la France était là, représentée, aujourd'hui n'y a-t-il pas plus de dix-neuf vingtièmes de la nation avec les députés des communes ?

On a beaucoup discuté, on discute encore pour savoir si la solution de cette question, la vérification des pouvoirs en commun, entraînait la nécessité du vote en commun pour tout le reste et supprimait le vote distinct par ordre. Ne vous semble-t-il pas, Monsieur, que toutes ces discussions dans le domaine abstrait de la logique s'effacent devant les faits : c'est-à-dire devant l'urgence d'une solution, l'imprévu des situations, la pression de l'opinion publique, cette longue discussion sur le

doublément du Tiers qui avait précédé la convocation des États Généraux, tout cet ensemble de circonstances qui faisait dépendre la transformation des États en une assemblée unique de la solution d'une simple question de procédure ? C'est le cas, ou jamais, de dire que la forme emportait le fonds.

Tous le comprirent ainsi : le Tiers-État qui voulait le vote par tête, la Noblesse qui le repoussait obstinément, le Clergé divisé, la Cour enfin qui dirigeait ou harcelait le Gouvernement et l'empêcha toujours de voir et de prévoir.

Quand donc le 6 mai, les députés du Tiers arrivèrent dans la grande salle commune et s'y virent seuls, les murmures éclatèrent ; Florimond Le Roux, le plus âgé des membres, fut invité « à rappeler l'ordre », il s'adjoignit six assistants et, sous la direction de ce bureau provisoire, la discussion s'engagea : tumultueuse, on peut le croire. On décida que jusqu'à la vérification des pouvoirs en commun, les députés n'avaient aucun caractère pour agir.

Bien des jours devaient se passer dans des pourparlers interminables entre les trois Ordres. Les communes évitaient de se constituer, elles se gardaient bien de nommer un président : un simple membre, sous le nom de doyen, dirigeait les débats. Ce fut bientôt Bailly qui eut cette mission. Le Clergé et la Noblesse au contraire se nommèrent chacun un président ; mais la Noblesse surtout se constitua, elle se donna un secrétaire, ouvrit des registres et prit des arrêtés ; on trouve constamment appliqué à son assemblée le nom de *Chambre* : il y avait en Angleterre une Chambre des Lords dont le

rôle semblait désirable à la Noblesse française (1).

L'obstacle aux vues plus ou moins inconscientes de la Noblesse venait du Clergé. Vous nous avez montré, Monsieur, les intérêts distincts des deux éléments qui le composaient : l'origine, les mœurs et l'éducation qui poussaient le bas Clergé à s'unir au Tiers-État empêchaient l'Ordre du Clergé de se constituer en un centre de résistance comme l'avait fait la noblesse. D'ailleurs, si l'Angleterre, si la nouvelle république des États-Unis d'Amérique avaient deux Chambres, il n'y avait guère d'exemples de pouvoir législatif déferé à trois Chambres.

L'équilibre fut rompu de ce côté. Le 3 juin, trois curés du Poitou entrèrent dans la salle de l'assemblée générale : « Nous y venons, disaient-ils, pour prendre communication des pouvoirs de nos co-députés des trois Ordres, et pour communiquer nos mandats, afin que les uns et les autres étant vérifiés, la nation ait enfin de vrais représentants. » La salle retentit

---

(1) Cette volonté de tenir la Constitution pour faite et non à faire quant à l'existence de Chambres distinctes dans un Parlement unique semble bien être constante. Dans la séance du 28 mai, la Noblesse, en effet, par 202 voix contre 16, adoptait la motion suivante : « La Chambre de la Noblesse considérant que dans le moment actuel, il est de son devoir de se rallier à la Constitution et de donner l'exemple de la fermeté, comme elle a donné la preuve de son désintéressement, déclare que la délibération par ordre et la faculté *d'empêcher*, que les ordres ont tous divisément, sont constitutives de la monarchie et qu'elle persévéra constamment dans ces principes conservateurs du trône et de la liberté. » Ainsi, on voit qu'avec la question de vérification par ordre, la Noblesse voulait trancher la question de la pluralité des Chambres et du droit de *veto* donné à chacune d'elle contre les décisions des autres ; la constitution existait et n'était plus à faire sur ce point.

d'acclamations, on se pressait autour des trois curés, on les embrassait.

Six autres curés de bailliages divers suivirent cet exemple dans la séance du 15, et désormais chaque jour quelques curés en faisaient autant. Cela devait hâter les décisions du Tiers : le 17 juin, il se constituait en assemblée nationale, il cessait d'avoir un doyen pour directeur provisoire et nommait Bailly, président.

La Noblesse résista ; son vice-président, le duc d'Havré et de Croy lui fit adopter une adresse au Roi contenant ses protestations contre les décisions du Tiers qui croyait « pouvoir s'attribuer les droits du roi et des trois « Ordres ». « Ce ne sont pas nos intérêts seuls que nous « défendons, Sire, ce sont les vôtres ce sont ceux de « l'État, ce sont ceux, enfin, du peuple Français. »

La lutte allait devenir inutile : la Noblesse n'avait pas mission pour parler au nom du peuple français et, bientôt, malgré le Roi, malgré la Cour, malgré la Noblesse, la majorité du Clergé vota la réunion au Tiers et peu à peu, presque tous les députés opposants finirent par se rendre.

Le 30 juin, cependant, même après la réunion générale, les députés de la Noblesse d'Amiens firent encore entendre une dernière protestation : « Liés par la « religion du serment, disaient-ils, ils ne pourraient « avoir voix délibérative ; ils vont demander à leurs « commettants un mandat moins limité et ils conser- « veront voix consultative. »

J'ai voulu suivre, Monsieur, les députés du Bailliage d'Amiens que vous aviez laissés après leur élection



jusqu'au moment où ils vont, libres ou contraints, se fondre dans l'Assemblée nationale et être entraînés dans le mouvement : l'arrêt momentané qu'avait produit la division des ordres ne fit que rendre ce mouvement plus irrésistible.

Cette division des ordres, la convocation distincte des Trois-États, l'importance donnée à leur séparation reposaient sur des apparences et sur des illusions. Les réalités étaient bien différentes.

Quand je lisais votre travail, Monsieur, quand je suivais nos députés à Versailles, il me semblait, sous cette procédure dont nous cherchions les combinaisons laborieuses, voir ces réalités dissimulées à peine par les formes et par tout ce vain appareil d'une organisation artificielle et factice. Ce clergé, cette noblesse, ce Tiers-État, avec ce grand air que leur donnaient le cérémonial, le faste et les préjugés de l'ancien régime n'étaient que des ombres, les fantômes parés et fardés d'organismes disparus. La procédure qui les mettait en mouvement et semblait les pousser comme des personnages n'était que de la procédure : il n'y avait que des masques dans le drame.

Qui donc exerçait les fonctions vitales qu'ils avaient accomplies autrefois ? Qui défendait le pays et remplissait les armées ? Ce n'était plus la noblesse dont les enfants couraient plus les grades et les faveurs de cour que les dangers ? Combien d'évêques résidaient dans leur diocèse et d'abbés dans leur monastère ? Où se voyaient ces écoles qu'auraient dû faire naître sur toute la surface du pays tant de libéralités faites à l'Église ? Quelle obole sur l'impôt le roi donnait-il à l'instruction populaire ? Qu'étaient devenues ces communes, petites républiques qui avaient développé et

protégé les libertés naissantes du Tiers-État ? Qu'étaient devenues les franchises provinciales ? Quelle autorité pouvaient avoir ces maires, ces échevins, ces municipalités, ces chefs des corporations autrefois librement élus et maintenant occupant le plus souvent, à titre d'office, les charges que tour à tour la Royauté confisquait, libérait, vendait et reprenait pour les revendre encore ? Les moins dépendants étaient encore les magistrats ; et malgré leur inamovibilité prétendue, une lettre de cachet les dispersait au gré des caprices de ministres de plus en plus capricieux et les Parlements disparaissaient avec autant de facilité qu'on en mettait à les reconstituer.

Des hommes clairvoyants se rendaient compte de cette situation. Aussi M. de Vergennes, voulant persuader à Louis XVI qu'il n'avait besoin de personne pour remédier au mal grandissant, lui disait dans un mémoire cité par M. Guizot : « Votre Majesté jouit du  
« calme qu'elle doit à la longue expérience de ses  
« ancêtres et aux travaux pénibles des grands ministres  
« qui sont parvenus à établir en France la subordina-  
« tion et le respect public. Il n'y a plus de Clergé, ni  
« de Noblesse, ni de Tiers-État en France : la distinc-  
« tion est fictive, purement représentative et sans  
« autorité réelle ; le monarque parle, tout est peuple et  
« tout obéit. »

Mais ce que M. de Vergennes ne voyait pas c'était la stérilité du despotisme, la caducité de la royauté débarrassée de tout obstacle. Louis XVI en avait la conscience ; il avait hâte de partager une responsabilité et un pouvoir trop lourds, et il obéissait à cette convic-

tion secrète de son impuissance plus qu'au dégoût de l'arbitraire quand il convoquait les États-Généraux.

Mais ces États si longtemps oubliés, ces corps abaissés, ces ordres sans droits et sans pouvoirs depuis deux siècles, allaient-ils réellement revivre parce qu'on en ressuscitait les apparences ? En deux mois, la question fut tranchée. La position, en effet, qu'avait prise le Tiers-État, refusant de se constituer en corps distinct, la simultanéité des cahiers, la volonté de tous de faire une constitution, les passions, le local, les fautes des uns, l'habileté des autres, la défection et la division dans un des ordres, toutes ces circonstances qui allaient s'accumulant chaque jour, changeant ou accentuant les résolutions, éclairant l'avenir, tout ce qui constitue ce qu'on appelle aujourd'hui la force des choses allait faire disparaître ces fantômes d'État et donner la voix au peuple, à la nation vivante, une et indivisible, représentée par une Assemblée toute puissante.

La cause de cette transformation remontait loin.

Ces grands corps qui réapparaissaient pour achever de mourir étaient le résumé d'une organisation qui en comportait bien plus. Sur toute la surface du territoire il y avait eu de nombreuses personnes ou êtres moraux jouissant de droits considérables : les duchés, les comtés, les églises, les abbayes, les communes, les corporations, etc. La féodalité avait été comme un éparpillement de la souveraineté et des droits régaliens que les propriétaires du sol, ducs, comtes, seigneurs, hauts et bas justiciers, évêques, abbés, etc., possédaient

et exerçaient dans les cadres d'une hiérarchie bien déterminée.

Chacun avait son droit, sa loi, sa part spéciale. Avec l'aide des légistes, le roi, divisant ceux qui partageaient une souveraineté que la loi romaine plaçait indivisible entre ses mains, parvint à leur reprendre la part de pouvoirs qu'ils avaient. Il nivela tout : mais la vie qu'il supprimait autour de lui, s'accumulait énergique et latente dans un être nouveau : le peuple. La royauté développa le germe pendant des siècles ; elle en hâta l'éclosion. Lorsqu'en effet, la démocratie surgissait tout à coup des États généraux, c'était le roi qui, en les convoquant, avait brisé l'enveloppe légale qui l'avait cachée jusque là.

Pour la première fois la monarchie et la démocratie se trouvaient face à face, seul à seul.

La monarchie, dans toute la pureté de son principe, n'avait plus ni contrôle ni contre-poids, ni appui ; elle était représentée par un roi héréditaire qui avait repris la plénitude de la souveraineté et n'avait gardé de la féodalité que des cadres sans vie et des abus trop réels.

La démocratie, appelée à une œuvre de reconstitution, était dirigée par des hommes sans passé, sans liens, sans traditions, sans expérience, mais virils, enthousiastes, fous de liberté et d'égalité et que de faciles victoires contre une royauté vieillie allaient rendre de plus en plus audacieux. .

Qu'est-il sorti de ce conflit ou de ce concours ? L'œuvre à accomplir était double : d'une part l'organisation politique, d'autre part des réformes.

Depuis près d'un siècle, Monsieur, nous assistons à cette œuvre annoncée et préparée par les cahiers des États. On peut en tracer les évolutions dans un rapide tableau ; si c'est de « l'histoire toute chaude » encore, c'est de l'histoire ; et des faits peuvent toujours être racontés avec impartialité.

La reconstitution politique du pays a été longue.

Il ne s'agissait pas seulement de détruire : cette besogne est facile. Le nécessaire pour que la destruction du passé fut définitive était de donner à la démocratie, qui aspirait au pouvoir, les organes nouveaux de son gouvernement. Les intérêts, les idées, les mœurs, les traditions qui ont donné naissance aux institutions d'un pays survivent à leur condamnation et même à leur renversement : Il en résulte un esprit qui contredit les institutions nouvelles, qui en entrave la marche, qui souvent cherche et parvient à rétablir une partie de ce qu'on croit disparu pour jamais.

On le vit bien lorsque les députés du Tiers, par leur conduite et leur attitude plus que par leur paroles, décidèrent qu'ils ne se sépareraient pas sans avoir doté le pays d'une Constitution et donnèrent ainsi le signal de la lutte qui commença aussitôt entre la monarchie et la démocratie.

Six fois, la monarchie a repris, avec la souveraineté, la direction des affaires ; six fois, elle a essayé, avec les débris du passé mêlés à des éléments nouveaux, d'organiser le pays et d'en garder le gouvernement définitif, six fois elle a échoué. Ni le génie, ni le talent, ni le courage, ni la souplesse, ni l'audace n'ont manqué à ses chefs ou à ses ministres : à chaque essai, la monarchie

était plus atteinte, son prestige diminuait, sa force morale s'usait.

Napoléon trouva la démocratie armée, il en détourna la marche et la lança à travers l'Europe, courbant tout, peuples et rois « sous son puissant passage. » Mais quand il lui fallut édifier, il ne fit que tenter l'établissement d'une aristocratie bâtarde composée avec ses frères, ses chefs militaires, ses principaux fonctionnaires, de vieux conventionnels fatigués ou corrompus ; pour organisation, il dessina les cadres d'un gouvernement énergiquement centralisé : mais les rouages muets de toute cette machine n'agissaient que sous l'impulsion du maître. Des vœux émis par les cahiers, il réalisa l'unité de la législation, décrétée d'ailleurs et inaugurée par les Assemblées républicaines.

Après cette monarchie absolue , la deuxième restauration ramena un gouvernement [à la fois monarchique et aristocratique. Elle fut soutenue par la Noblesse et le Clergé. La Chambre des Pairs était l'expression de cette aristocratie qui malgré le roi d'abord et ensuite avec son concours, entama la lutte contre la Chambre des députés.

Cette Chambre des députés élus était la tête de la démocratie, elle représentait un peu ce Tiers, décimé dans ses chefs par la Convention, maintenu dans l'effacement et le silence par Napoléon, et à qui les travaux de la paix avaient donné le capital qui peut et l'expérience qui dirige.

La Restauration succomba enfin. Elle avait, des réformes voulues par les cahiers, pratiqué la règle qu'il

n'y avait pas d'impôt sans le consentement de la nation et de dépenses sans son contrôle. Les députés et leurs électeurs censitaires composèrent, avec Louis-Philippe, un gouvernement mélangé de monarchie et d'aristocratie financière. Le véritable nom de cette aristocratie de fortune est la Bourgeoisie : elle partagea le pouvoir avec le roi pendant dix-huit ans. Ce n'était plus ce Tiers-État de 1789 nommé par les dix-neuf vingtièmes de la nation : c'était en réalité une classe, ouverte sans doute, mais une classe peu nombreuse, toujours limitée et qui essayait de bénéficier seule des conquêtes que le Tiers-État avait faites au nom de tous et pour tous.

Un abaissement graduel du cens aurait-il amené une évolution jusqu'à la démocratie ? On ne sait. Comme par l'action d'une force latente, la monarchie de Juillet fut secouée et renversée subitement ; avec le suffrage universel, la démocratie pure triompha et s'empara de la souveraineté.

Elle imagina de s'incarner en une double représentation : une assemblée et un chef. L'Assemblée en théorie était souveraine ; en théorie, le Président de la République devait exécuter, selon leur esprit, les lois qu'il ne faisait pas ; il était indépendant de l'Assemblée et ne rendait de comptes qu'à la nation : celle-ci pouvait approuver sa résistance aux lois par une réélection ou la punir par la nomination d'un autre candidat.

Le Président l'emporta par les moyens que l'on connaît. On vit, avec le second empire, un nouvel essai de la monarchie, combinée non plus avec la démocratie illusoire du premier empire, avec l'aristocratie complexe de la Restauration, avec la bourgeoisie du Gouvernement de Juillet, mais avec la démocratie du suffrage universel

qui nommait les conseillers municipaux, les conseillers départementaux, les députés de la Chambre. On eut beau diminuer les pouvoirs des assemblées diverses que composaient ces mandataires du peuple, leur rendre plus difficiles le vote ou le contrôle de l'impôt : les élus n'étaient pas moins les représentants directs, toujours renouvelés de la démocratie vivante, tandis que son chef couronné devenait, de plus en plus, le représentant d'une génération destinée à disparaître. On essaya de séduire, de diriger et, à défaut, de corrompre le suffrage universel : ce n'est pas une histoire à refaire que ces avances à la démocratie comme la loi sur les coalitions, et ces extensions des pouvoirs du Corps législatif dont l'opposition appuyée sur la force du suffrage acquérait une puissance de plus en plus irrésistible.

La monarchie a disparu une dernière fois et la démocratie est seule, aujourd'hui, héritière du passé, maîtresse du présent. Dans son sein se sont fondues ou achèvent de se perdre toutes les castes : il n'y a plus de Clergé politique, plus de Noblesse, plus de Tiers-État, plus de bourgeoisie, plus de privilégiés. L'avenir, au moins prochain, est ce que fera ce dernier et définitif souverain.

Depuis son triomphe, la démocratie travaille à achever son organisation non seulement dans l'État, mais dans la commune et le département. Va-t-elle trop vite, va-t-elle trop lentement ? C'est ce que je me garderai d'examiner : on peut dire qu'en augmentant les pouvoirs du Conseil général et en constituant sa commission permanente, elle a réalisé, sous une forme adaptée à nos mœurs actuelles, un des vœux les plus énergiquement formulés dans les cahiers de 1789 qui demandaient



## **l'établissement des assemblées provinciales essayées par Louis XVI.**

Des œuvres imposées à la démocratie, l'organisation gouvernementale et administrative était la plus urgente. Le résultat a été de transformer chez nous le sujet du roi en citoyen obéissant à la loi qu'il a votée par ses représentants. Mais, si importante qu'elle soit, cette organisation est un moyen, non un but, elle donne les instruments, c'est-à-dire les institutions destinées non à comprimer, ni même à diriger, mais à protéger la liberté et le droit de chacun, à produire, en un mot, ce qui est l'objet essentiel de la Société : la sécurité dans la justice.

Les réformes relatives à cette partie de la législation sont toujours à faire et à refaire : c'est le pain quotidien d'un gouvernement, en entendant ce mot dans son sens le plus large qui comprend l'ensemble des pouvoirs publics.

Les cahiers de 1789 accusent les abus dont souffrait le pays : ils constatent par les vœux qu'ils émettent l'absence presque complète de liberté.

Voyons la route parcourue.

Nous avons la liberté individuelle, avec ses corollaires essentiels, l'inviolabilité du domicile, le droit de circulation et le respect du secret des lettres, si vivement réclamés par les cahiers d'Amiens et dont les lettres de cachet étaient la négation la plus énergique.

Le droit de travail était devenu régalien, le roi sanctionnait les monopoles des corporations, fixait les

tarifs, approuvait les règlements sans nombre qui enchaînaient l'industrie. Aujourd'hui, sauf quelques exceptions, les unes légitimes, les autres discutables, la liberté du travail est la règle : trois lois successives de 1791 l'ont proclamée ; la dernière abolit tout ce qui restait des corporations, défendit de les rétablir sous n'importe quelle forme et alla jusqu'à prohiber les associations entre personnes de même métier.

Cette réaction contre le régime des corporations inspira longtemps le législateur et, se mêlant à d'autres craintes sous les établissements monarchiques, fit édicter le célèbre article 291 du Code pénal et bien d'autres dispositions non moins restrictives quoique moins connues où toute espèce d'association, en dehors des sociétés civiles et commerciales de gains, était à peu près interdite. On revient sur ce passé, et, sans crainte de voir réapparaître les corporations, une évolution démocratique tend à permettre les associations entre patrons, entre ouvriers ou entre les deux.

La liberté de la presse a eu plus de vicissitudes. A dater de cet arrêt du conseil du roi qui affirmait encore au moment même de la réunion des États Généraux qu'aucun écrit en France ne pourrait paraître sans permission expresse du roi, il y a eu certainement plus de 150 lois, décrets, ordonnances ou arrêtés relatifs à la presse : jusqu'en 1852, j'en ai compté 104, la patience m'a manqué, je n'ai pas été plus loin.

Après quelques jours de liberté, la presse a passé tour à tour, de la licence tempérée par la guillotine ou l'exil, au régime du silence, de l'autorisation préalable, de la censure, du cautionnement, du timbre, des lois préventives et des lois répressives ; elle sortit enfin d'un

chaos de dispositions plus ou moins conciliables, pour arriver à l'unité de la loi de 1881. Personne ne contestera qu'elle ne contienne la plus grande somme de liberté donnée jusqu'à présent à la démocratie : elle lui fait un forum où chacun peut prendre la parole et exprimer sa pensée.

La liberté de conscience fut plus facile à obtenir : la révocation de l'édit de Nantes et ses conséquences, tout le travail du XVIII<sup>e</sup> siècle nous avaient mûris. Combinée avec la sécularisation des actes de l'état civil, elle ne permet plus de donner dans la vie publique des effets à la différence de religion.

Sans acception de religion donc, mais aussi sans distinction de condition, tous les citoyens sont admissibles aux fonctions électives ou autres. Si elles sont électives, c'est aux électeurs à comprendre que leur choix donne le pouvoir, mais ne donne pas la capacité, la probité et l'impartialité à leurs élus et que lorsque ces qualités n'existent pas avant le choix, elles n'existeront sans doute jamais. Si la nomination, j'allais dire l'élection, appartient au gouvernement, les véritables institutions démocratiques doivent le contraindre à nommer les meilleurs. C'est dans cet esprit que les grades militaires achetés autrefois sont aujourd'hui conférés en vertu de règles plus précises sur l'avancement.

Les cahiers réclament la diffusion de l'instruction : ceux du Clergé comme ceux du Tiers. Dans les cahiers du Bailliage d'Amiens, il y a entre les deux une nuance à indiquer : le Tiers demande la création d'universités dans les capitales des provinces ; le Clergé au contraire,

semble plutôt se préoccuper de l'instruction populaire et réclame dans les villes épiscopales, et elles sont en grand nombre, la création d'établissements où se formeraient des maîtres et des maîtresses d'école, il émet en même temps le vœu d'une augmentation de leur traitement : il ajoute, il est vrai, en vertu de l'alliance qui existait alors entre l'Église et l'État, que les évêques auront l'inspection de ces véritables écoles normales et la nomination des maîtres et maîtresses. Pendant longtemps ces vœux de la diffusion de l'enseignement populaire restèrent sans réel accomplissement : il serait trop long de rechercher les causes de cette indifférence. Cet enseignement est pourtant une nécessité de premier ordre pour toutes les sociétés : pour une démocratie c'est la condition même de son existence. Est-il besoin de dire que, devenue maîtresse chez nous, elle essaye d'y pourvoir ? Le temps est nécessaire pour montrer les résultats des lois nouvelles ; mais on peut prévoir ce que sera la récolte : si, en effet, la force utilisée des petits qui sont presque tout le monde constitue, comme on peut le croire, la puissance des nations, qui ne voit ce que donnera cette force éclairée, purifiée, augmentée par une meilleure éducation physique, intellectuelle et morale ?

L'égalité de tous devant l'impôt est un des vœux formulés avec le plus d'énergie par les cahiers. Rien ne révoltait plus les esprits justes du XVIII<sup>e</sup> siècle que les exemptions dont jouissaient tant de privilégiés. Aujourd'hui cette égalité est un axiome de notre droit public : on l'applique avec les instruments les moins imparfaits que l'on connaisse. La question de l'incidence des impôts est la plus complexe de la science économi-

qué ; le plus clair résultat qu'on retire de son étude est que les impôts excessifs rendent la vie plus coûteuse, donc plus dure, plus étroite, moins féconde.

S'il était autrefois un impôt où l'inégalité était choquante, c'est celui qu'on a justement appelé l'impôt du sang : il ne s'agit plus ici des grades presque exclusivement réservés à la Noblesse, mais du service pénible du soldat. C'était par le tirage au sort qu'on recrutait la milice : en vertu de l'Édit de 1771, le service était de six ans ; tous les hommes, célibataires ou veufs, de 20 à 50 ans étaient soumis à la conscription. Sauf les anciens soldats qui comptaient seize ans de service, on pouvait être pris plusieurs fois par le sort. Les exemptés étaient nombreux, d'abord tous les nobles : ils prétendaient justifier leur privilège de ne pas payer d'autres impôts parce qu'ils composaient le ban et l'arrière ban lorsqu'ils étaient convoqués ; en fait, ils échappaient en réalité au service militaire, car la dernière convocation du ban avait eu lieu en 1674. Une foule de fonctionnaires et souvent leurs enfants, le clergé, les domestiques des nobles, des prêtres, des communautés religieuses.... étaient également exemptés.

Le Tiers-État à Amiens et le Clergé qui s'associe aussi à lui, demandent l'abolition de la milice : elle nuit au commerce et à l'agriculture, son recrutement porte la désolation dans les campagnes ; on remplacera l'obligation du service par un impôt pécuniaire.

N'y a-t-il pas là une coïncidence singulière ? A la veille de 1792, le Tiers demande en réalité la création d'une armée mercenaire : mais il prouva bientôt qu'il avait au moins raison quand il affirmait que le jour où

le pays serait en danger, tout le monde en France serait soldat.

La Noblesse du Bailliage ne veut pas de l'impôt pour lequel elle n'avait sans doute aucune cause d'exemption ; elle se borne « à solliciter pour la levée de la milice une « forme moins affligeante et moins coûteuse » ; et dans un autre article de son cahier, elle demande « qu'il « soit pourvu aux secours à donner à la noblesse pauvre « et à l'établissement en sa faveur de nouveaux corps « militaires. »

Il est superflu de rappeler comment nos lois, après avoir admis d'abord le remplacement militaire, arrivèrent enfin à une plus complète égalité. Pendant les discussions d'une de ces lois, des illusions à peu près analogues à celle du Tiers-État avaient fait rêver aux libéraux la suppression des armées permanentes. Il a fallu le réveil de l'année maudite pour apprendre à tous qu'on n'improvise plus les armées. Avec des imperfections, comme il s'en trouve dans toutes les institutions et que l'expérience fera réformer, la dernière loi militaire fait passer à tous les français un temps plus ou moins long sous les drapeaux.

Il est impossible de terminer cet inventaire sommaire des réformes sans dire un mot des rapports de l'Église et de l'État.

Le Clergé avait eu des biens immenses, il administrait seul sa grande fortune, il avait ses juridictions. Un caractère le distingua jusqu'au dernier moment des autres Ordres : à l'occasion de ce qu'on appelait le don gratuit qu'il était contraint d'accorder périodiquement au roi, il eut ses assemblées où, dans une mesure quelconque, il pouvait délibérer sur ses intérêts, alors

que la Noblesse et le Tiers-État depuis longtemps n'avaient plus eu ni droit ni occasion de se réunir.

Aucune grande réforme ne sortit de ces assemblées réunies tous les cinq ans. Cependant la perte de la plupart des titres d'acquisition des biens, l'impossibilité de réclamer l'exécution des charges et conditions qu'ils pouvaient contenir, avaient engendré des abus.

Les cahiers en signalent, entre autres, deux principaux : l'absentéisme et les dimes.

Beaucoup de libéralités avaient été faites à l'Église pour répandre les bienfaits de la religion, de la charité et, certainement pour partie, ceux de l'instruction dans des contrées et parmi des populations déterminées. Les biens, abbayes ou prieurés, ou de quelque nom qu'on les appelât, avaient, en grande partie, formé des bénéfices conférés très souvent à des personnes qui n'avaient d'ecclésiastique que la tonsure ou l'habit, ou qui ne remplissaient pas plus les fonctions spirituelles que les autres charges du bénéfice : le bénéficiaire les faisait exercer, à vil prix, on peut le dire, par des vicaires et allait dépenser à la Cour ou ailleurs la plus forte partie des revenus de l'institution ainsi détournée de sa destination.

La dime s'ajoutait à ces revenus pour assurer une indemnité à ceux qui remplissaient les fonctions spirituelles. C'était un véritable impôt que personne n'avait voté et qui était levé sur les populations, avec les variations qui étaient le caractère commun de toutes les institutions financières de l'époque. Quelquefois les dimes avaient été constituées en bénéfices ou en fiefs et données en commende.

Quand les États-Généraux furent convoqués, le Clergé

s'assembla comme les autres Ordres : mais ce fut en vertu de règles différentes de celles qui gouvernaient les assemblées générales tenues tous les cinq ans ; dans celles-ci le haut Clergé dominait, dans la nouvelle assemblée ce fut le contraire et c'est même l'objet exprès des protestations de M. de Machault, évêque d'Amiens, au cahier de son ordre. A plus forte raison, le bas Clergé l'emportait-il dans les assemblées de bailliage où se rédigèrent les cahiers : le cahier d'Amiens est signé par 16 curés, 3 prieurs, 3 archidiacons ou chanoines, 2 religieux et un évêque, celui d'Amiens.

Je n'insiste pas sur les réformes demandées par le Clergé ; naturellement elles sont bien minimes en comparaison de ce que demandent les autres Ordres : néanmoins, il fait la part du feu. Ce qui est curieux dans le cahier du bailliage d'Amiens, c'est que la plupart des réformes exigeant des dépenses sont classées dans le paragraphe relatif au temporel de l'église. Cela impliquait que le Clergé se rendait compte d'un remaniement général dans la distribution des biens ecclésiastiques, et comme il admettait le vote par tête dans les États-Généraux, il en résultait qu'il reconnaissait au pouvoir législatif qui allait se constituer le droit de régler la matière. Je sais bien que le haut Clergé, la protestation de l'évêque d'Amiens en est une preuve, n'admettait pas la totalité de ces vœux : mais enfin ils étaient formulés par des assemblées d'ecclésiastiques constituées politiquement.

Quel en fut le résultat dans le régime nouveau inauguré avec les États-Généraux ?

L'Église n'a plus de biens. L'histoire désintéressée, impartiale, faite pièces en mains, de la manière dont les



assemblées républicaines ordonnèrent ce que j'appellerais volontiers la liquidation du passé, n'a pas été faite. A l'origine, le Clergé put prendre, par ses votes, et prit part aux premières délibérations. Plus tard, il resta étranger aux discussions qui mêlèrent des questions de liberté de conscience à des questions de traitements, de pensions et d'indemnité.

Le premier consul entendit terminer ces difficultés par un règlement définitif : il fit le Concordat. Son intention n'était certes pas d'avoir une Église indépendante, les articles organiques le prouvent et lui-même plus tard le montre bien. Il avait son armée, son administration, son université..... Il entendit aussi avoir son clergé à lui et le jour où il s'aperçut que l'Église de France pourrait avoir une autre volonté que la sienne, il en chercha la cause, la trouva avec son instinct de maître inquiet et jaloux et mit brutalement la main sur le pape. S'il le tenait, il tenait le Clergé.

Lui-même n'avait-il pas indiqué à ce clergé qu'il devait obéir au pape ? Voulant des évêques de son choix, n'avait-il pas accepté ou demandé que le pape, par une sorte de coup d'état peut-être sans exemple dans les annales de l'Église, destituât les évêques que le gouvernement français ne voulait pas maintenir à la tête des nouvelles circonscriptions épiscopales ? Le pape avait été reconnu par le premier Consul chef de l'Église de France comme il ne l'avait jamais été, et comme compensation de cette autorité il pourrait montrer au clergé rétabli les droits et les indemnités qu'il stipulait pour lui par un traité solennel.

L'empire fut emporté, mais le concordat resta et tant

qu'il sera exécuté il produira la plus importante de ses conséquences : le clergé français, de gallican qu'il était autrefois, allait devenir ultramontain. On s'en est étonné à tort.

Dans l'ancien droit, le Clergé français était un grand propriétaire et ne rendait compte à personne de sa gestion ; dans les luttes dernières du roi avec la papauté, il fut presque toujours pour le roi contre le pape dont il ne dépendait qu'au point de vue de la foi. Aujourd'hui il dépend du pape au point de vue du temporel comme au point de vue de la foi.

C'est encore la force des choses qui a produit ce résultat.

L'Église est la seule association vivant chez nous au-dessus ou en dehors de l'action du législateur ; les évêques et les curés sont les seuls fonctionnaires que l'État soit obligé d'entretenir et qu'il ne puisse supprimer. De là est née cette question si débattue entre les juriconsultes, et qui n'en est pas une : les évêques et les curés sont-ils véritablement des fonctionnaires ? Car un des caractères distinctifs du fonctionnaire, c'est que la loi qui crée la fonction peut aussi la modifier et la supprimer et modifier ou supprimer du même coup le fonctionnaire. Si l'État ôtait chez nous leur traitement aux ministres des autres cultes entretenus par lui, s'il changeait le mode de leur nomination, juifs, protestants ou calvinistes ne pourraient, tant que la liberté de conscience ne serait pas violée, réclamer ni en vertu du droit commun, ni en vertu du droit constitutionnel. Si, au contraire, le législateur décidait soit la suppression du budget des cultes de l'Église catholique, soit la nomination, par le Gouvernement, des évêques sans l'investiture par le pape ou celle des curés sans le concours des

évêques, le clergé pourrait réclamer, non en vertu du droit commun, mais en vertu du Concordat ; .... ou plutôt ce ne serait pas lui qui réclamerait, mais le co-signataire du traité, le pape, qui seul peut en demander l'exécution. Le clergé sait très bien qu'il ne peut compter sur cet appui que s'il le fortifie par une obéissance à ses volontés, énergique et disciplinée. C'est là la conséquence directe du Concordat qui, en faisant de l'Église française une association privilégiée, l'a ainsi personnifiée dans le pape.

Je n'avais à comparer que la situation générale de l'Église de France, au moment de la rédaction des cahiers, avec celle qu'elle a encore aujourd'hui et que lui a créée le Concordat. Je n'ai point à examiner comment elle se fut constituée sans ce traité, si elle eut imité celle des États-Unis ou celle de la Belgique, ni surtout à rechercher quelle politique suit ou suivra la démocratie dans ses rapports avec elle.

D'ailleurs, j'ai hâte, Monsieur, de quitter cette route semée d'écueils où je me suis senti attiré par le facile plaisir de tirer des conclusions de votre étude. Sont-elles légitimes ? je voudrais le croire. Mais ne le fussent-elles pas, la partie essentielle de votre travail reste entière ; c'est votre récit consciencieux, impartial et clair, de faits exactement décrits. L'imagination et la logique donnent des fruits qui se ressemblent quelquefois et plaisent à leur auteur par la même saveur de l'imprévu. Si les conclusions que j'ai tirées de votre lecture sont des produits de l'imagination, elles sont condamnables au point de vue historique et je suis seul à blâmer ; mais si elles sont bien l'enseignement logique

à dégager des événements, le mérite en est dû à vous qui en avez posé les prémisses par l'établissement rigoureux des faits.

Il est donc tout naturel, Monsieur, qu'en vous souhaitant la bienvenue, je vous remercie d'avoir facilité ma tâche. L'Académie l'a compris, j'en suis sûr, et m'a pardonné d'avoir cédé à la tentation d'entrer hardiment dans les sentiers que vous m'aviez ouverts. Vous avez subi avant moi cette fascination : l'histoire de notre pays vous attirait. Depuis quatre ans, vous avez entrepris de remettre l'ordre dans nos archives communales, Vous avez pris l'initiative d'un travail aussi considérable qu'utile. Il est laborieusement poursuivi par vous et par un autre de nos collègues dont chacun connaît l'érudition et l'ardeur infatigable : nous en verrons bientôt l'accomplissement. Mais tant de trésors ouverts devant vous ont sollicité votre plume et dans quelques études historiques vous avez montré que vous vouliez faire partager votre plaisir au public. C'est là que vous aviez résolu de choisir parmi tant de richesses le sujet que vous vouliez présenter à l'Académie.

J'absous, pour ma part, le retard dont vous vous accusez : il a fallu de l'énergie pour sortir de vos curieuses recherches dans les annales de notre chère et vieille cité et pour écrire longuement ce que vous avez découvert si vite. Il a fallu vous résoudre à devenir écrivain. Je dis devenir, et j'ai tort, car ce n'était pas la première fois : j'aurais bien voulu le montrer à l'Académie, mais vous ne m'auriez peut-être pas permis de mettre votre signature au bas de ces articles que votre plume vive, claire, toujours spirituelle, quelquefois véhémement et indignée, écrivait naguère d'une allure rapide.

Je suis forcé de passer ces titres sous silence, mais qu'importe, Monsieur, puisqu'en vérité nous vous avons choisi non pas tant pour ce que vous avez écrit que pour ce que vous êtes. Vous êtes un livre vivant, ouvert à tous et où chacun peut lire, parce que vous n'avez rien à cacher à personne. Hélas ! Monsieur, combien d'autres ont intérêt à détourner l'attention de ce qu'ils sont pour l'appeler sur les écrits qui font d'eux une révélation toute différente. Qu'on vous considère dans ce que vous avez fait, dans cette étude que nous venons d'entendre, on trouve ce sentiment qui éclate, qui est votre caractère, qui vous montre épris du droit, ami des petits et des humbles, qui attire et qui retient ceux qui vous connaissent, qui dégage de vous ce que j'appellerai à défaut d'un autre mot : le justicier.

Vous êtes bien de votre temps. Si le dix-huitième siècle était inspiré par les idées d'égalité et de liberté, comme vos contemporains, mais avec une ardeur qui vous distingue et vous honore, vous êtes profondément convaincu qu'on ne peut concilier l'une avec l'autre, dans la démocratie, que par la justice.

Je puis donc le dire en terminant, Monsieur : l'Académie qui cherche, selon l'expression de son secrétaire perpétuel, tous ceux qui aiment et poursuivent l'idéal en toute chose, l'Académie a été heureuse de vous trouver, elle est heureuse de vous recevoir.

---



# UNE PENSÉE DE PASCAL

PAR M. A. MOULLART.

---

(Séance du 9 Mai 1884.)

---

« Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point. »

Cette pensée de Pascal a été donnée comme sujet à développer aux élèves du cours de morale professé à notre lycée de jeunes filles : ce sont des enfants de quatorze à quinze ans. Ma fille m'a demandé des conseils. J'étais plus embarrassé qu'elle: enfin je m'en tirai, quoique mal aisément.

Puis, la pensée de Pascal me revenant sans cesse en tête, je la creusai.... et je finis aussi par faire un *devoir*.

J'ai commencé par rechercher la pensée dans Pascal. L'excellente édition de M. Havet n'étant pas à ma disposition, je trouvai le texte dans une vieille édition et je constatai que c'était une partie d'une pensée beaucoup plus développée :

« Les hommes prennent souvent leur imagination  
« pour leur cœur ; et ils croient être convertis dès  
« qu'ils pensent à se convertir. »

« La raison agit avec lenteur et avec tant de vues et  
« de principes différents, qu'elle doit avoir toujours  
« présents, qu'à toute heure elle s'assoupit ou elle  
« s'égare, faute de les voir tous à la fois. Il n'en est  
« pas ainsi du sentiment, il agit en un instant, et tou-  
« jours est prêt à agir. Il faut donc après avoir connu la  
« vérité par la raison, tacher de la sentir et de mettre  
« notre foi dans les sentiments du cœur, autrement elle  
« sera toujours incertaine et chancelante. »

« Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît  
« point. On le sent en mille choses. C'est le cœur qui  
« sent Dieu et non la raison. Voilà ce que c'est que la  
« foi parfaite, Dieu sensible au cœur. »

Que c'est bien là Pascal, cet observateur et cet anna-  
liste à la vue perçante, au sens exquis !

Je comprends l'embarras de ma fille. Elle n'a pas la  
clef du texte. Je veux bien que le professeur n'a donné  
que la petite formule qui est comme un dessin abrégé de  
ce que l'observation avait montré à Pascal, mais cette  
formule est encore plus difficile à expliquer sans le  
secours qu'apporte le développement donné à sa pen-  
sée par Pascal.

Qu'est-ce que le cœur ici ? qu'est-ce que la raison ?  
qu'est-ce que le sentiment ? que sont ces raisons qui  
ne sont pas la raison et que la raison ne connaît pas.

Vouloir faire, sous le nom de morale, de la philoso-  
phie sans avoir quelque notion de l'âme et de ses  
phénomènes, de l'âme qui est ici l'homme agissant sui-  
vant la direction du devoir, ressemble à la prétention de  
vouloir résoudre les problèmes les plus ardues de  
l'arithmétique sans connaître la numération.

Ma fille ne se doutait pas de ce que sont ces phéno-  
mènes : sensations, idées, opérations de l'âme, sentiments,



déterminations. Elle ignorait que le cœur n'est autre chose ici que l'âme en tant qu'elle sent, qu'elle a des sentiments qui la poussent à l'action ; de même que la raison n'est pas autre chose ici que l'âme ayant des idées et pensant. Elle ignorait que pour les grands écrivains du XVII<sup>e</sup> siècle deux phénomènes différents, la sensation et le sentiment, s'expriment par un même mot : la sensation, qui est la modification, l'état que subit l'âme à la suite d'une impression du monde extérieur et qui est plaisir ou souffrance ; le sentiment qui est la modification qu'éprouve l'âme impressionnée par une idée morale et qui cause douleur ou joie. La haine ou l'amour, l'amour de la patrie, la piété filiale, l'horreur du mal moral, etc., voilà des sentiments.

Ces remarques faites, ne faut-il pas encore constater que Pascal, comme tous les grands écrivains, se sert des mots avec une sorte d'indifférence : la pensée qu'il veut exprimer, voilà l'important pour lui. Il étend le sens habituel d'un mot, il le contraint au besoin, par la place qu'il lui donne, à exprimer un sens qu'il n'a pas habituellement : C'est le peintre qui connaît admirablement la puissance des opposition de couleurs.

Aussi quand on le lit, faut-il avoir l'esprit ouvert, large, souple ; il faut, plus que tout autre, l'entendre avec bonne volonté. Il fait de la science ; mais la rigueur et l'exactitude de ses observations, de ses raisonnements, de ses jugements n'apparaissent pas toujours à première vue sous cette langue brillante, forte et pleine qui est la sienne.

« Les hommes, dit-il, prennent souvent leur imagination pour leur cœur : et ils croient être convertis dès qu'ils pensent à se convertir. »

L'idée de Dieu entraîne l'idée du devoir, de la con-

formité de la conduite au devoir, d'un radical changement dans l'activité de l'âme arrachée aux jouissances, aux plaisirs, aux sensations, au monde extérieur et tournée toute entière vers Dieu dont la volonté devient le devoir, l'obligation morale.

L'idée de Dieu ne peut apparaître clairement à l'âme sans y faire naître un profond sentiment d'amour. Ce vif sentiment ne laisse pas l'âme inactive : remuée, soulevée, échauffée par cet ardent amour, elle agit en conformité du devoir rendu aimé, vivant et fécond. La conversion est faite, le sentiment a rendu l'idée efficace ; l'acte a suivi.

Mais beaucoup d'hommes, c'est la pensée de Pascal, voyant des yeux de l'imagination tout ce beau résultat le croient déjà atteint parce qu'ils le désirent, comme s'il n'y avait pas bien des obstacles qui empêchent l'idée d'engendrer le sentiment, le sentiment de mettre le cœur en mouvement, de le conduire aux actes, au changement de conduite, seule conversion qui soit vraie parce qu'elle n'existe plus seulement dans l'imagination ou le désir.

« La foi qui n'agit pas est-ce une foi sincère. »

Pascal poursuit ses observations : « La raison, dit-il, agit avec lenteur. » La raison à, proprement parler, c'est l'âme, voyant, réfléchissant, comparant, jugeant.... ; l'âme raisonnant, c'est l'âme pensant, c'est-à-dire faisant les diverses opérations intellectuelles nécessaires, entre autres celles dont je viens de parler.

La raison est donc l'âme arrivant à une idée claire à la suite d'un travail intellectuel plus ou moins long, plus ou moins pénible. Il ne faut pas la confondre avec la raison qui, dans le langage d'autres philosophes, exprime l'ensemble des idées nécessaires, la lumière qui illumine tout homme venant en ce monde.

Dans ce travail de la pensée, la raison agit avec lenteur. Elle arrive à une perception, à une vue, à une idée claire de ce qu'elle cherche : un devoir, une loi, une direction quelconque. Mais le résultat n'est pas certain, elle ne réussit pas toujours : « La raison agit « avec lenteur et, ajoute Pascal, avec tant de vues et de « principes différents, qu'elle doit toujours avoir pré- « sents, qu'à toute heure elle s'assoupit ou s'égare « faute de les voir tous à la fois. »

Quelle profondeur dans ces propositions si courtes et si fermes dans leur allure ! que de choses dans ce dessin rapide de la raison pensant et vivant !

Pascal s'occupe de la conduite humaine. Ce qui le préoccupe, c'est la loi morale, la loi de la vie. Quand l'homme est en présence des faits et des nécessités, quand il lui faut agir, où trouvera-t-il la lumière qui éclaire son chemin, la lumière totale ? Il n'étudie que les sciences divisées, séparées, distinctes ; il emprunte les lumières propres à chacune d'elles. Mais dans les conditions de la vie ordinaire, il reçoit ces rayons un à un, dispersés. Dans la lumière décomposée par le prisme, l'œil ne saisit plus que des rayons bleus, rouges, verts, oranges..., et alors, la lumière totale, la lumière blanche qui fait voir les choses sous leur véritable aspect lui échappe. Ainsi la raison cherchant la lumière qui doit éclairer sa conduite morale, n'a également que des rayons venus de sources diverses : la science, la religion, l'histoire, l'observation, les mœurs, l'opinion publique,... elle a à tenir compte de vues et de principes différents, elle doit les avoir toujours présents tous à la fois pour voir les choses telles qu'elles sont en réalité éclairées par la lumière totale, par la lumière blanche qu'il lui faut reconstituer.

Mais pour arriver, par une sorte de synthèse, à recomposer cette lumière, que de travail ! que de temps ! de causes d'erreurs ! Il en résulte « qu'à toute heure, l'âme s'assoupit ou s'égare. »

En admettant qu'elle arrive à la vérité par ce long chemin, tout n'est pas fini : l'âme que ce travail laborieux a fatiguée, ne passe à l'action qu'avec tiédeur ; le moment de l'action est peut-être même passé quand est finie la série des opérations qui a éclairé le chemin.

A la raison qui agit avec lenteur, Pascal va opposer le sentiment qui agit en un instant.

Le sentiment, c'est le cœur opposé à la raison. Mais dans sa rapide analyse, le puissant observateur laisse sous-entendues les diverses transitions qui servent de lien à son raisonnement.

En effet, à proprement parler, le cœur n'agit pas plus que la raison. La raison voit, le cœur sent, la volonté agit. La raison découvre la loi de l'action, la trouve lentement par voie démonstrative ; le cœur est soulevé par le sentiment du devoir, dès que l'idée du devoir confuse ou non est perçue par l'âme.

Quand l'homme agit, éclairé par la froide raison, son action est indécise, sans énergie, sans autorité. Quand la raison parle seule, combien souvent arrive-t-il que l'idée conquise ne tourne pas en action : la raison peut voir ce qu'il faut faire sans que l'homme le fasse, l'idée ne tourne pas en fait. Cela explique comment des philosophes, des savants, des hommes souverainement intelligents ont bien pensé, bien vu, bien dit et ont mal agi ou tout au moins réalisé une vie inférieure à leur idéal. Il y a là quelque chose de la parabole sur la bonne semence et l'ivraie : sur la bonne semence qui ne pousse pas et

ne tourne pas en fruit, sur l'action conforme à l'idée, au devoir vu et aimé.

Le sentiment n'agit pas plus que la raison. Quand Pascal l'oppose à la raison pour dire qu'il agit en un instant, il veut dire que le moment où le sentiment émeut le cœur et le moment où l'homme agit ne sont séparés que par un instant de raison, si rapide est l'obéissance de la volonté active au sentiment qui pousse.

Le motif qui détermine l'homme à agir est tantôt l'idée, tantôt le sentiment. Quand c'est l'idée seule ou à peu près seule, il faut qu'elle soit bien claire, bien sûre, bien précise pour déterminer l'homme à l'action, et comme pour qu'elle se dégage avec netteté de tant de vues et de principes différents, il faut du temps, l'action est lente. Quand c'est le sentiment, il n'en est plus de même, « il agit en un instant, et toujours est prêt à agir » : c'est-à-dire qu'il est un motif puissant, incitant directement l'âme, sans besoin de démonstration, de raisonnement, d'opérations intermédiaires pour la mettre en branle, en activité.

Si au moment d'agir nous cherchons la conduite que nous tracent le devoir envers la patrie, le devoir envers le père, envers le pauvre, envers Dieu..., il y a des chances pour que nous n'agissions pas ou que nous agissions avec tiédeur, avec mollesse, pour que l'idée péniblement trouvée n'aboutisse pas à l'action. Au contraire, si nous avons alors au cœur le sentiment, l'amour de la patrie, l'amour conjugal, l'amour filial, la foi, la charité..., sans hésitation, d'Assas mourra pour la patrie, Pauline suivra Polyeucte, Andromaque se sacrifiera pour son fils, le martyr se livrera au bourreau, d'humbles femmes courront au chevet des pestiférés.

Sans doute il est impossible d'avoir l'idée du bien

sans qu'elle fasse naître dans le cœur un sentiment, un amour, un mouvement qui pousse à la réalisation de ce bien. Mais l'idée peut être claire et le sentiment être faible, or c'est le sentiment qui provoque le plus énergiquement l'action. Quand on dit que la raison agit, qu'elle commande seule l'action, cela veut dire que le sentiment est secondaire, faible : que l'homme a plutôt la lumière qui éclaire que la chaleur qui féconde.

De même quand Pascal dit que le sentiment agit, il ne veut pas dire que l'homme qui fait le bien poussé par le sentiment de ce bien, par le désir vif de l'accomplir, n'a aucune idée de ce bien, ce serait absurde. Le sentiment aveugle est une force désordonnée, qui fait aussi souvent faire le mal que le bien. Nous avons vu de ces hommes à l'esprit lumineux dont on dit : il n'ont pas de cœur ; nous connaissons aussi de ces âmes sensibles et chaleureuses, mais sans lumière, faisant le mal sans le savoir :

« Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami, »

disait le fabuliste ; et un humoriste que nous avons tous connu, exprimait peut-être mieux la même idée en disant : « Il n'y a pas de bonne bête. »

Mais si le sentiment du devoir connu a cette puissance d'action, que faut-il faire ? « Il faut, dit Pascal, après « avoir connu la vérité par la raison, tâcher de la « sentir. »

Par l'instruction, l'homme apprend les sciences ; il en reçoit par des canaux divers les rayons distincts. Que de travailleurs attachés à ce rôle dans une nation, dans un collège, dans nos écoles. Un peu de philosophie permet de faire une synthèse de toutes ces études..., mais ce sont les grands écrivains incessamment lus qui

seuls nous inspirent l'amour des vérités enseignées. Cette pratique des grands poètes, des grands orateurs, des grands artistes, des grands hommes en tous genres, ou plutôt de leurs œuvres, dont nous avons les exemplaires, les images ou les récits font de l'instruction une partie intégrante de l'éducation. Car l'éducation a, par excellence, pour objet de nous souffler au cœur les sentiments élevés : l'amour du beau, du bien, du juste, de l'honnête, de l'utile.

L'éducation commence dans la famille, s'éclaire dans les maisons d'instruction, s'achève dans la vie jusqu'à la mort par une recherche et une pratique constante de tout ce qui est bon, vrai, juste, honnête.....

L'instruction doit donner l'idée du devoir ; elle la donne en la rendant la plus précise, la plus claire, la plus nette qu'il lui soit possible. Elle démontre au besoin. Cette lumière dont elle entoure l'idée doit affermir l'âme dans le sentiment du devoir. Le sentiment est le plus puissant ressort de l'activité : il arrive un moment où les démonstrations passent, où la raison ne les retrouverait plus facilement ; il arrive que beaucoup acceptent les notions du devoir enseignées par voie d'autorité. Il n'importe ; le sentiment, que la démonstration ou la croyance au devoir a fait naître reste plein, entier, affermi et agrandi par la pratique. La vertu alors ne coûte plus, c'est la récompense : elle est devenue une habitude forte, fille de la raison et de la liberté.

Cela nous explique comment, sans réflexion, simplement, spontanément, tant d'hommes d'élite font avec instantanéité le bien ; ils sont arrivés à cet état décrit par Pascal : « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. »

Le cœur en d'autres termes a ses mobiles que la raison

ne connaît pas. Ce ne sont pas des idées claires, des jugements précis, œuvres du travail de la raison : ce sont des idées tournées en sentiments. Il ne s'agit pas ici d'un sentiment quelconque, mais d'un sentiment né de la vérité découverte. Le raison n'est plus là, présente, avec sa lumière ; mais le sentiment qui est droit, désintéressé, vrai, conforme à l'ordre, lui survit en quelque sorte et continue à échauffer incessamment l'âme et à la pousser à l'action.

De là cette application que fait Pascal de sa méthode à la foi qui est toujours son principal objectif : « il faut  
« donc après avoir connu la vérité par la raison, tâcher  
« de la sentir et de mettre cette foi dans les sentiments  
« du cœur ; autrement elle sera toujours incertaine et  
« changeante. »

Ainsi, quand notre raison a dégagé, précisé, démontré ce que nous devons à la patrie, nous avons l'idée acquise du devoir envers la patrie : elle se compose de la notion de patrie et de la notion de ce quelle a le droit de nous demander.... ; combien seront plus faciles les actes que ce devoir nous commande, les sacrifices qu'il exige, si le tout a passé par le cœur, si aimant la patrie nous aimons aussi le devoir.

Mais comment ce sentiment s'éveille-t-il ? Comment arrivons nous à aimer ? Suffit-il que ce soit un devoir ?

Il est certain que l'homme agit sous une double condition : il voit et il sent. Il connaît Dieu et sent Dieu ; il connaît ce qu'est la patrie, un père, l'honneur ; il aime la patrie, il a l'amour conjugal, il a le sentiment de l'honneur...., et il agit.

Pascal dit encore ailleurs : « L'esprit a son ordre qui  
« est par principes et démonstrations, le cœur en a un  
« autre. On ne prouve pas qu'on doit être aimé en



« exposant par ordre les causes de l'amour, cela serait  
« ridicule. »

L'âme est douée pour ainsi dire d'une double faculté :  
elle voit ou connaît le bien, c'est par la raison ; elle  
l'aime, c'est par le cœur.

Dans le premier cas, elle a l'idée du bien ; dans  
l'autre, elle en a le sentiment.

Comment arrive-t-elle à l'idée, à la notion, à la con-  
naissance claire ? par une méthode de raisonnement qui  
appartient à la logique. Comment arrive-t-elle au senti-  
ment ? autrement, évidemment, selon Pascal.

« Jésus-Christ et Saint Paul, dit-il, dans la dernière  
« pensée, ont bien plus suivi cet ordre du cœur, qui est  
« celui de la charité, que celui de l'esprit, car leur but  
« principal n'était pas d'instruire, mais d'échauffer. »

Je le veux, mais quel est cet ordre du cœur qui n'est  
pas celui de l'esprit ? Pascal n'en dit rien ici. Y a-t-il  
dans une autre pensée une indication de ses recherches,  
de ses observations, de ses idées sur ce point différent ?  
Je ne sais, mais je voudrais chercher moi-même.

Notre âme ou notre cœur a le sentiment du bien, ce  
sentiment l'échauffe, le met en mouvement. Le contact  
du bien, si on peut parler ainsi, éveille en nous le senti-  
ment, le fait naître. Il semble bien que par une loi de  
notre nature la notion du bien, l'idée très claire d'une  
bonne action fait naître le sentiment : peut-on connaître  
ce qui est bien sans l'aimer ? Non quand l'âme est bien  
équilibrée, c'est un fait d'observation... ; mais le senti-  
ment peut n'être pas aussi vif que l'idée est claire.

D'un autre côté, peut-on communiquer à l'âme le  
sentiment d'un bien dont elle n'aurait pas l'idée ? agir  
sur le cœur avant d'agir sur la raison ?

Il me semble qu'on peut en quelque sorte présenter

directement le bien au cœur. Le cœur n'a pas besoin pour sentir et pour aimer d'avoir la démonstration du bien : il suffit qu'on le lui montre en action. Quand on lit l'Évangile, on voit Jésus-Christ présenter directement le bien, soit en paraboles, soit dans les actes de sa vie. Puisque l'âme a cette faculté du cœur qui lui permet de sentir et d'aimer le bien vu en action, ne fût-il pas démontré qu'il est bien, le sentiment se développe en elle au contact pour ainsi dire de l'acte dont on la rend témoin.

C'est pour cela que, dans l'éducation, à côté de l'instruction qui en est un élément incontestable, il y a l'exemple qui est la méthode par excellence. La vue du travail, de l'ordre, de la justice, de l'amour d'autrui, de la patrie..., dont les parents et maîtres donnent l'exemple quand ils pratiquent ces devoirs, vaut mieux que toutes les démonstrations, pour donner à l'enfant le sentiment et avec l'amour de toutes ces choses la volonté de les pratiquer.

C'est une loi.

L'idée se communique par démonstration ; le sentiment est contagieux. Il faut des siècles pour faire descendre dans les masses un peu de science, pour vulgariser les notions et les idées les plus nécessaires ; c'est dans un élan que l'amour de la patrie en 1792 souleva une jeunesse généreuse contre l'étranger, comme autrefois Jeanne d'Arc anima de son héroïsme la France du XV<sup>e</sup> siècle.

« Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es, » dit la sagesse des nations. Il n'y a rien de tel pour devenir homme de bien que le contact d'un homme de bien : le dévouement de Saint Vincent de Paul se communiqua aux filles de la Charité bien plus par ses exemples que par ses sermons.

---

# LE CŒUR ET LA RAISON

LECTURE PAR M<sup>r</sup> H. DAUSSY.

---

*Séance du 27 Juin 1884.*

---

MESSIEURS,

A mon tour je veux traiter le sujet qu'un professeur de philosophie donnait dernièrement à ses élèves : moi aussi je vous apporte mon *devoir*. Il ne ressemblera guère à celui de M. Moullart ; les esprits ont chacun leur tournure et les choses ont toujours plusieurs aspects.

« Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. »

Cette pensée de Pascal a été développée par M. Moullart au point de vue philosophique. Dans le commentaire qu'il vous a présenté vous avez pu apprécier une fois de plus la finesse de son ingénieux esprit, la profondeur de sa science psychologique, et la chaleur ardente de son âme qui vivifie tout ce qu'il touche.

Je reprends la maxime du grand penseur pour la considérer à un autre point de vue. Vous devinez aisément que je veux vous parler philologie.

Cela n'exclut assurément point la philosophie. Car suivant moi, vous le savez, les mots ne sont point arbitrairement formés ; ils correspondent à des idées. Ce

qui m'intéresse dans un mot ce n'est pas tant l'histoire des transformations dont il a pu être affecté dans le cours des siècles que la recherche de la pensée primitive dont il conserve la trace. Lorsqu'on a découvert cette pensée première, on peut la suivre dans ses dérivations, relier ensemble les diverses acceptions du mot et reconstituer ainsi l'histoire d'une pensée humaine, travail assurément philosophique.

Dans la phrase de Pascal il y a deux substantifs, *cœur* et *raison*. Le dernier est employé deux fois et avec des acceptions différentes ; autre chose est *la raison*, autre chose sont *les raisons*.

C'est sur ces deux substantifs que se porte mon examen.

## LE CŒUR.

Il ne s'agit point ici de l'organe qui, dans notre corps, sert à la circulation du sang. Le mot est pris dans une autre acception, mais nous établirons le lien qui la rattache à l'organe que nous sentons battre dans notre poitrine.

Si nous considérons le mot *cœur* au sens d'organe corporel nous constatons d'abord qu'il est fort ancien.

	La preuve en est dans ce fait
<b>r .</b> C Œ U R	qu'il s'est conservé, presque
<b>L .</b> C O R D	sans changement, en grec, en
<b>G .</b> K A R D	allemand, en latin, et dans les
<b>A .</b> H E R Z	langues dérivées de celles-ci.
<b>a .</b> H E A R T	Il en est ainsi des mots qui
	désignent les principales parties du corps. La tête, l'œil, le cœur, etc., ont des dénominations identiques dans nos langues indo-européennes

parce que ce sont des parties essentielles du corps. Les premiers hommes, dans leur langage rudimentaire, ont éprouvé le besoin de les dénommer.

Suivant moi la dénomination donnée au cœur tient à la forme arrondie de cet organe. Le mot appartient par sa forme à la famille de ceux qui expriment la ligne courbe. Mais ce n'est pas ici le lieu de développer cette thèse, qui n'est, après tout, qu'une hypothèse.

Il s'agit, en prenant le mot tel qu'il est au sens physique, de rechercher pourquoi il est employé, et depuis bien longtemps, pour exprimer une chose tout immatérielle, celle dont parle Pascal.

**Comment ont été dénommées les choses  
immatérielles :  
la crainte, le courage.**

En général les choses immatérielles n'ont pas de nom qui leur soit propre, qui ait été créé pour elles ; elles ne sont dénommées que par relation aux choses physiques.

Ce sont, en effet, des conceptions de l'homme déjà parvenu à un état quelque peu civilisé. Lorsqu'elles se sont produites le langage avait désigné les objets matériels. Les mots ainsi créés pour les choses matérielles ont servi à la désignation des choses immatérielles, soit par suite du procédé de comparaison, soit par d'autres analogues dont nous allons donner l'exemple en expliquant la dénomination de certains sentiments.

Notre verbe *craindre* est la transformation, suivant des lois régulières, du verbe latin *tremere*. De même que nous transformons *gemere* en *geindre*, nous faisons, avec changement du T en C, *craindre* de *tremere*, dont

le sens est celui de *trembler*. Ce dernier verbe est formé de *trem* *ul are*, diminutif de *trem ere*.

f. C R A I N D	re	f. G E I N	dre
L. T R E M	ere	L. G E M	ere
L. T R E M	ul are		
f. T R E M B	l er		

La *crainte* est donc ce qui nous fait *trembler*. Voilà un sentiment exprimé en raison de l'effet physique qu'il produit et au moyen du mot qui désigne cet acte matériel.

Les Grecs, ayant remarqué que l'homme qui craint un danger prend la fuite, appellent la crainte *phob os* mot dont le radical, sauf un chan-

G. P H O B	os	gement de labiale en guttu-
G. P H E U G	ein	rale, (B pour G), est celui du
L. F U G	ere	verbe <i>pheug ein</i> , <i>fuir</i> .
f. F U I	r	

Les Allemands ont remarqué que l'homme craintif, lorsqu'il se trouve en présence du danger, se tourne pour l'éviter. *Er fürcht et sich vor der Gefahr*. *Fürcht en* appartient à un radical qui exprime l'action

L. V E R	eri	de tourner, en latin <i>vertere</i> , et que nous voyons
L. V E R T	ere	employé au même sens dans le verbe <i>vereri</i> .
A. F Ü R C H T	en	

La crainte se nomme donc *Furcht vor* ; elle est désignée à raison de ce fait que *devant* l'objet qui l'inspire (*vor*) on se détourne (*Furcht*).

Le procédé employé est le même en allemand, en grec et en français. La manifestation extérieure du

sentiment, les conséquences qu'il produit, sont des faits matériels qui servent à le caractériser, à le dénommer.

Voulons nous exprimer que la crainte est extrême ? nous la nommons *frayeur*. Ce sub-

L. F R I G	id us	tantif résume pour ainsi dire
f. F R O I	d	l'expression populaire qui
f. F R A Y	eur	décrit le sentiment dont s'agit :
f. F R I S S	on	« cela vous fait <i>froid</i> dans le dos. » Le fait est exact : la <i>frayeur</i> se manifeste par un <i>frisson</i> .

Si l'on a procédé ainsi, en désignant par leurs effets les sentiments de la crainte, de l'effroi, il est aisé de comprendre qu'on ait eu recours au même moyen pour dénommer le sentiment contraire, le *courage*. Il ne fallait pas pas être grand observateur pour remarquer sa

		corrélation avec les mouvements
f. C ŒU R		de notre cœur. On s'explique
f. C O U R	age	sans peine l'origine de notre mot <i>courage</i> qui n'est autre que le mot <i>cœur</i> additionné d'un suffixe fort connu, <i>age</i> ; nous avons
f. P A Y S		formé <i>courage</i> comme nous
f. P A Y S	age	avons formé <i>paysage</i> .

Les Français ne sont pas les premiers qui ont remarqué la relation directe du sentiment dont s'agit avec les mouvements du cœur et tiré de cette observation physiologique un moyen d'appellation.

Les Latins nommaient, il est vrai, le courage *animus*, par comparaison avec le souffle, mais ils le nommaient également *fortitudo*. Ce mot n'a rien de commun en

latin avec l'idée de *force*, telle que nous la concevons. Il signifie *courage* et son radical *fort* est, à mon avis, le même que celui du cœur, *cord*, avec changement de labiale à gutturale. Entre *cord* et *fortitudo* il y a exactement le même rapport que nous avons signalé entre *cœur* et *courage*.

Un autre mot du latin donne appui à cette opinion. Le radical de *hortari* est le même que celui de *cord*. Il n'y a, dans le changement de C en H, que la substitution d'une gutturale à une autre. Elle s'opère encore chaque jour, puisque le Toscan prononce comme s'ils étaient écrits par une H les mots où il rencontre un C. Il lit *ouore* et il prononce *huore*.

	<i>Hortari</i> , en latin,
L. H O R T ari	c'est donc exactement
f. EN C O U R ager	<i>en courager</i> , donner
	du cœur.

Le radical exprimant le mot *cœur* se présente en latin sous les trois variantes *cord*, *hort*, *fort*.

S'il en est ainsi, nous n'avons fait, nous autres Français, que suivre une voie déjà tracée par les Latins en dénommant le sentiment du courage à l'aide de l'idée de cœur.

Mais dans cette voie nous sommes allés plus loin qu'eux, car en français nous avons donné au mot *cœur* lui même, sans changement, sans addition de suffixe, le sens du mot *courage*.

Rodrigue, as-tu du cœur ?

C'était identifier absolument la dénomination de



l'organe corporel et celle d'un sentiment qui y fait affluer le sang.

**Extension des mots courage et cœur :  
du mot cœur.**

*Cœur* est devenu synonyme de *courage* dans les diverses acceptions du mot.

Car le courage n'est pas seulement la bravoure qui affronte le péril ; c'est aussi la patience qui fait supporter la douleur physique ou morale, c'est encore l'application au travail, la persévérance dans le labeur.

Nous disons donc d'un ouvrier qu'il a du courage à la besogne, ou qu'il a du *cœur* à l'ouvrage ; d'un homme qui a supporté vaillamment une douloureuse opération qu'il a fait preuve d'un grand courage, ou qu'il a montré un grand *cœur*, pendant que l'acier du chirurgien lui taillait les chairs.

Pendant la campagne de Russie, un général se présente à son chef de corps pour recevoir ses ordres. — Ah ! vous êtes rasé, général ! Donnez-moi la main. Vous êtes un homme de cœur ! — Il fallait en effet, dans ces cruels moments où tant d'autres s'abandonnaient eux-mêmes, un vif sentiment de la dignité personnelle pour faire sa toilette et un grand *courage* pour triompher de tant d'obstacles matériels et moraux qui s'y opposaient.

Voilà donc notre mot *cœur* employé pour désigner non seulement un sentiment déterminé, mais tout un ordre de sentiments. Nous sommes loin du sens primitif ; nous avons fait une grande partie du chemin qui conduit à l'explication du sens que Pascal donne à ce mot.

On a remarqué depuis bien longtemps déjà, le langage en fait foi, que toutes nos sensations affectent l'organe du cœur.

La douleur le serre, c'est l'expression consacrée ; il bondit de joie ; il s'épanouit dans le plaisir ; l'amour le fait palpiter. Rien de ce qui intéresse nos sens ne le laisse indifférent.

Il accuse nos sentiments avec la même fidélité qu'il reflète nos sensations.

Le chagrin l'opprime : dans un style peut être vulgaire, mais très expressif, on dit d'une personne que le chagrin consume et fait périr qu'elle a le cœur fermé. Si on étouffe de colère c'est que la colère gonfle le cœur. La honte le trouble, c'est pourquoi nous rougissons ; les

Romains avaient remarqué

L. PER T U R B ation cette *per turba tion* et ils

L. T U R P itudo nommaient la honte *turpi-  
tudo*.

La crainte, en faisant affluer le sang au cœur, amène la pâleur du visage ; une frayeur subite peut arrêter son mouvement, produire une syncope et déterminer la mort. On dit quelquefois qu'on se meurt de peur. Et le fait est qu'on en peut mourir.

Le cœur est donc un organe qui marque toutes les affections de notre âme et les sensations de notre corps, comme le thermomètre marque les degrés de la chaleur. On prétend même que des personnes exercées peuvent, au toucher de la main ou d'une autre partie du corps, reconnaître, par l'action que le cœur y transmet, les sentiments qui agitent l'âme, et deviner ainsi la pensée. Je ne saurais m'y arrêter que pour faire remarquer l'importance physiologique du cœur et le lien intime qui

le rattache à tout ce que nous comprenons sous le terme sensibilité. Dans nos organes il joue le rôle d'une véritable sensitive. Claude Bernard l'a démontré scientifiquement ; mais, bien avant lui, le phénomène avait été observé, comme le prouve l'emploi du mot *cœur* pour désigner, d'une façon générale, tout ce qui est sentiment.

La sympathie pour les misérables se nomme *miséricorde*. L'homme qui a des sentiments nobles est un noble cœur, qui les a grands un grand cœur.

Le mot *cœur* est ainsi devenu un substitut du mot *sentiment*. Il peut, comme celui-ci, servir à exprimer non-seulement le sentiment lui-même, mais notre faculté de sentir.

Les observations qui précèdent justifient, au point de vue où je me place, l'explication que donne M. Moullart du substantif employé par Pascal. Le cœur, dans le passage cité, c'est l'ensemble des sentiments de l'âme ; c'est la partie sensible de l'être humain.

Je ne dirai pas, avec M. Moullart, que Pascal a forcé le sens ordinaire du mot pour le contraindre à rendre sa pensée. Au contraire, je me permets d'affirmer que le grand écrivain a parlé un langage extrêmement français, simple, naturel, parfaitement intelligible à tous, puissant par sa simplicité et sa clarté.

## LA RAISON.

Pascal oppose le cœur à la raison et c'est ce que beaucoup d'autres ont fait avant lui. Cette antithèse si fréquente est parfaitement intelligible à tous.

Mais il n'est pas sans intérêt de rechercher le sens originaire de ce mot *raison* qu'on oppose ainsi au mot *cœur* lorsque, par exemple, on parle de mariages de

cœur et de mariages de raison. Nous tâcherons de préciser, comme nous l'avons fait pour le substantif *cœur*, le vrai sens du mot *raison*.

**Sens général du mot Raison :**

**la pensée.**

Le grec appelle *log os* ce que le latin nomme *ratio* et le français *rais on*.

Le mot grec, *log os*, semble ici détourné de son sens primitif, car *legein* signifie

G.	L	E	G	ein	parler et exprime une idée
L.	L	I	NGU	a	de son. Il se rattache
L.	L	O	QU	i	au latin <i>loqui</i> , à l'allemand
A.	I.	AU	T		<i>laut</i> . C'est au moyen de la
G.	G	L	O	TT a	<i>langue</i> , <i>glott a</i> , que nous
					parlons, que nous imitons
					le son, <i>laut</i> .

On saisit cependant le lien des idées. Le raisonnement qui se fait dans l'esprit, *log ism os*, n'est-il pas comme un discours intérieur que l'on se tient à soi-même ? Ainsi s'explique qu'un même mot exprime l'action de la parole et cette autre opération intime et antérieure, dont elle n'est que la manifestation, puis que, avant de parler, on a dû penser, réfléchir, raisonner. La parole, *log os*, n'est que l'acte extérieur de la pensée, *log os*.

Ceci confirme ce que nous avons fait remarquer plus haut sur la dénomination des choses immatérielles. Pour dénommer la pensée, chose essentiellement immatérielle, les Grecs ont eu recours au mot qui en exprimait le signe extérieur le plus ordinaire, la manifestation la plus fréquente, au mot qui exprimait la parole.

Le mot latin, *ratio*, est formé, comme presque tous les substantifs en *io*, avec le supin, *ratum*, du verbe *reri*, penser. C'est la forme substantive de l'action exprimée par l'infinitif sous la forme verbale. *Ratio*, c'est donc la *pensée* elle même.

Les deux mots, grec et latin, *log* et *rat*, n'ont point d'analogie. Ils appartiennent à des radicaux différents.

Mais est-ce à dire que dans l'esprit de la race latine la conception philosophique n'ait pas été la même que dans celui de la race grecque, et qu'il n'y ait pas un lien intime entre l'action de penser et celle de parler ? que les latins n'aient pas, comme les grecs emprunté la désignation de la pensée au mot qui exprimait sa manifestation, la parole ? N'est-il pas possible de supposer que *rat* appartient à un radical originaire de la langue des aïeux communs, à l'aide duquel s'exprimait aussi bien l'action de parler que celle de penser ?

En grec, nous trouvons en effet ce même radical dans le mot *rhêtôr*, rhéteur, pour exprimer l'action de la parole. *Rhêtôr*, celui qui parle, et *ratio*, la pensée, ont un commun radical.

En allemand, *redner* correspond exactement au *rhêtôr* des grecs, et *rath* au *ratio* des latins. Nous trouvons ainsi dans cette langue la justification de notre hypothèse, un même radical servant à l'expression de

I.	R	A	T	um	cal servant à l'expression de	
L.	R	A	T	io	l'idée de parler et de celle	
G.	R	H	Ê	ôr	de penser. Pour les auteurs	
A.	R	E	D	en	communs des races grec-	
A.	R	E	D	N	er	que, latine et germane il y
A.	R	A	TH		avait donc, entre l'acte ex-	
					térieur et l'acte intérieur de	

la pensée humaine, un lien intime dont leur langage

portait la trace. Un radical unique (*rat*) servait à désigner la parole et la réflexion.

L'Allemand lui conserve ce double usage, *red en* parler; *red ner* orateur; *rath*, pensée, conseil, conseiller.

Le Grec ne l'a gardé que pour l'action de parler *rhêt ôr*, orateur; *rhêt ra*, discours.

Le latin ne l'emploie plus que pour l'action de penser, *rat um*, *ratio*. Et comme nous sommes les héritiers des latins, notre mot *raison* exprime uniquement l'opération intellectuelle. Voilà le sens fondamental du mot.

Cette opération peut s'appliquer à toute espèce de chose. Nous raisonnons sur tout. Entre les mots latins *res*, chose, et *reri*, penser, il y a le même lien qu'entre les mots allemands *ding*, chose, et *denken*, penser.

Mais il ne suffit pas d'avoir ainsi, sur le mot *raison*, cette notion générale d'une opération de l'esprit. Nous devons pousser plus loin l'investigation et rechercher, dans les diverses acceptions du mot, le caractère précis de l'opération dont il s'agit : car les phénomènes intellectuels sont extrêmement complexes. Les sensations du corps, la douleur, le plaisir, comme les sentiments de l'âme, qui portent ces mêmes noms de douleur et de plaisir, agissent sur notre esprit et donnent lieu à des phénomènes intellectuels d'un ordre tout à fait distinct de celui auquel appartiennent les idées de *rais on* et *rais onnement*.

Il faut donc déterminer et préciser le genre des opérations intellectuelles auxquels nous donnons le nom de *raisonnement* parce qu'elles sont du domaine de la *rais on*.

**Sens particulier :**  
**idée de Calcul.**

Voici, à cet égard, une observation qui nous paraît avoir son importance. C'est que le mot *ratio*, qui sert à exprimer le raisonnement, exprime aussi le calcul. De même, en allemand, le radical de *rath*, pensée, avis, conseil, est vraisemblablement celui de *rechnen* compter.

En latin, *ratio* signifie *compte* tout aussi bien que *raison*.

C'est pourquoi le mot *ratio* nous a donné en français le dérivé *ration* aussi bien que le dérivé *raison*.

La *ration* c'est le *compte* de ce qui revient à chacun dans une distribution au *pro rata*.

Dans le langage des mathématiques le mot *raison* est employé pour exprimer le rapport entre deux quantités : elles peuvent être en raison directe ou en raison inverse, c'est-à-dire en rapport direct ou inverse.

L'argentier du moyen-âge, dans le français d'alors, qui se rapprochait beaucoup du latin, appelait son livre de compte son livre de *raison*.

Les Romains, en effet, appelaient *Libri Rationum* les livres où ils écrivaient les comptes de leurs débiteurs ou créiteurs. Naturellement les noms de ceux-ci étaient écrits en tête de leur compte. Par suite *nomen* a pris le sens de *créance*, aussi bien que *ratio*. Quand le marchand présente son compte, en latin *nomen*, *rationem*, en allemand *rechnung*, il réclame sa *créance*. Dans le langage de la pratique judiciaire nous disons encore aujourd'hui qu'un cédant transporte à un cessionnaire ses *droits*, *noms*, *raisons* et actions, c'est-à-dire ses *créances*. Et,

par une autre assimilation des mots *nom* et *raison*, nous disons la *raison sociale*, le *nom social*.

Dans la langue courante *rendre raison*, *faire raison*, c'est rendre compte, faire compte.

On peut trouver ce lien entre l'idée de penser et celle de compter dans d'autres mots que *ratio*.

Ainsi *penser* n'est qu'une autre forme de *peser* et le *poids* implique le *compte*.

*Compter*, *computare*, est dérivé de *put are*, penser.

*Cens ere* c'est à la fois *penser* et *compter*. Le Sénat *cens ebat*, délibérait. Et les censeurs faisaient le recensement c'est-à-dire le *compte* de la population.

En grec, *logismos* c'est le raisonnement et le calcul.

Cela prouverait qu'on a toujours considéré le calcul comme une des principales opérations de la pensée humaine.

Mais il semble que le mot *ratio* soit resté, en latin, le représentant le plus autorisé de cette identification de l'idée de penser avec celle de compter. De telle sorte qu'il exprime la pensée, non pas d'une façon générale, mais la pensée avec les conditions spéciales où nous la rencontrons dans l'opération du calcul.

C'est ce que permettent de constater les principaux dérivés de *ratio*.

César veut passer le Rhin. Il s'agit de faire un pont pour franchir le fleuve large et rapide. Le grand capitaine est un grand ingénieur. Il *calcule* la force de résistance des matériaux, la profondeur à laquelle il doit enfoncer les pieux, l'inclinaison qu'il faut leur donner en les opposant au courant, les attaches dont il les reliera



pour qu'ils se soutiennent mutuellement, l'épaisseur que devra avoir le tablier pour supporter les lourds convois de l'armée. Et pour résumer d'un mot ce travail intellectuel dont il nous rend compte en détail, il l'appelle *rationem pontis*. Le calcul en est la base.

De même, s'il parle de la manière de faire un camp, de disposer des troupes, de les engager, de les retirer, à chaque instant revient sous sa plume l'expression de *ratio rei militaris*. Le calcul reste le type de l'opération intellectuelle dont il s'agit.

L'allemand *rath* a également des dérivés où se rencontre évidemment l'idée de calcul.

*Vor rath*, provision ; ce que l'on a prévu, combiné, calculé d'avance.

*Ge ræthe, ge ræth schaften*, meubles, ustensiles. Ce que l'on a préparé, combiné, calculé pour que l'outil convînt à la besogne ; c'est le résultat du travail intellectuel que César appelle *rationem facere*.

Retenons donc ce lien intime de l'idée de calcul avec celle exprimée par le radical de *ratio*. Et examinons de plus près les phénomènes qui sont spéciaux au fonctionnement de notre esprit dans les opérations de calcul.

#### **Du caractère des opérations de calcul.**

Quand on observe attentivement ce genre de travail de l'esprit humain on remarque un caractère qui lui est propre. Dans le calcul, plus généralement dans les mathématiques, l'esprit agit pour ainsi dire seul, indépendant et libre : il semble dégagé de la matière.

Il n'en est pas si dégagé toutefois que l'excès de ce

travail, comme tout autre excès, ne puisse fatiguer le cerveau. Mais le travail, considéré en lui même, est de telle nature qu'il n'affecte en rien notre sensibilité et laisse notre cœur absolument indifférent.

Nous additionnons des nombres, nous calculons une distance, nous tirons des conséquences d'un fait, nous analysons un corps ou nous le reconstituons, sans que ces opérations nous affectent du moindre sentiment de peine ou de plaisir.

Je laisse de côté l'ardeur de la volonté qui poursuit le but, la joie du résultat conquis, le chagrin de la déception qui peut survenir, et je dis que, en elle même, l'opération de calcul, de raisonnement mathématique nous laisse froids. Elle est une pure opération de l'esprit et on pourrait presque dire une opération de l'esprit pur.

C'est à mon avis ce qui la caractérise et ce qui permet de préciser le sens du mot *ratio*. Nous pouvons ainsi déterminer le domaine des opérations intellectuelles qui méritent le nom de *rationnelles*. Elles sont absolument étrangères à toute passion. C'est pour cela qu'on emploie si souvent, et très justement, les qualifications de *froide raison*, de *raison pure*. Les opérations rationnelles ne nous échauffent point le cœur et n'admettent aucun mélange de passion.

Deux et deux font quatre. Je le vois, je le comprends ; et cela ne m'émeut aucunement. Et d'un autre côté il n'y a point de sentiment, de passion, d'enthousiasme, de répulsion qui puisse y charger quoique ce soit. Peu importe que le résultat me soit favorable ou désavantageux, me rende heureux ou malheureux. L'opération, en elle même, s'accomplit dans mon esprit comme si elle ne me touchait pas, avec une impartialité

entière qui est absolument indispensable et qui lui donne un caractère qu'on pourrait appeler impersonnel.

Il en résulte un autre caractère des opérations de calcul. C'est leur rectitude absolue, inflexible. Une addition est juste ou elle ne l'est pas. Il n'y a pas de milieu. En pareille matière pas d'à peu près, pas de plus ou de moins. Sur la beauté d'une œuvre d'art les opinions peuvent être partagées ; on peut discuter et on peut transiger. Sur une addition on ne discute pas : elle est bonne ou elle est mauvaise : bonne ou mauvaise, elle l'est complètement, absolument.

Les noms d'arithmétique, (qui procède du grec *arithmos*,) de *rechnung* en allemand ne portent-ils pas la trace de l'union intime qui existe entre l'idée de rectitude et celle exprimée par *ratio* ?

*Rechnung* se rattache aussi bien à *recht*, droit, qu'à *rath*.

*Arithmos* a pour radical *rith* qui, par simple transposition de la liquide R, se rattache à *orthos*, droit.

				De sorte qu'il est possible qu'un même radical ait été employé
f .	R	AI	S	on
L .	R	A	T	io
A .	R	A	T	H
A .	R	E	CH	T
f .	DI	R	E	C
f .	D	R	OI	T
G .	A	R	I	T
G .	O	R	T	H
				mos
				os

*orthos* — le nombre, *droit*, *recht*, *direct*, le calcul, *arithmos*, *rechnung*, — le compte, *ratio* — et le raisonnement *ratio*, *rath*, *raison*.

Quoiqu'il en soit de cette hypothèse, il est constant que

la rectitude est le caractère nécessaire des opérations dont le calcul est le type.

A ce type se rattachent tout naturellement les autres opérations que notre esprit accomplit par un fonctionnement semblable. Nos procédés sont exactement les mêmes quand nous étudions l'astronomie, la physique, la chimie, les choses de la nature, ce que nous nommons les sciences exactes. Elles portent cette qualification d'*exactes* précisément parce qu'elles impliquent un travail intellectuel de la même nature que celui des mathématiques. Elles veulent la même impartialité de notre esprit et la même rectitude absolue. Ce sont des œuvres de raisonnement.

Mais là ne se borne pas le domaine de la raison. Nous avons dit qu'on peut raisonner sur toute chose, que le verbe *reri* a pour correspondant *res*.

Et en effet nous pouvons appliquer le raisonnement, c'est-à-dire le genre particulier de travail intellectuel dont le calcul nous a permis de préciser le caractère froid et exact, à toute espèce d'objets, même à ceux qui nous touchent le plus. Nous pouvons raisonner sur nos propres passions, sur le bien, sur la morale, sur le devoir, sur Dieu. Mais il faut pour cela que nous sachions nous dégager de tout ce qui pourrait exciter en nous un sentiment quelconque. Rien ne doit altérer la pureté du raisonnement pour qu'il mérite véritablement ce nom. Il faut que nous ayons la force de nous arracher à ce qui nous tient le plus au cœur pour ne traiter les choses que comme si nous étions un pur esprit, comme nous traitons une addition. Un tel renoncement est difficile sans doute ; mais c'est à ce prix qu'est le triomphe de la raison.

Car l'idée de raison emporte, si ce que nous avons dit est vrai, un caractère de rigoureuse exactitude qui ne peut exister sans l'impartialité entière de l'esprit.

*Raison* est synonyme en effet de ce qui est *juste*, droit, absolument exact.

La raison veut ceci ou cela. C'est-à-dire le droit, la justice l'exigent. Avoir tel égard que de raison à une chose, c'est y avoir égard dans les limites de ce qui est juste.

Dire : vous avez *raison*, c'est dire, vous avez *droit*. Et la preuve, c'est que le contraire d'avoir raison c'est avoir *tort*. Ce qui est *tortu* est le contraire de ce qui est droit.

L'allemand dit en pareil cas : *Sie haben recht* (vous avez droit); *sie haben un recht* (vous avez non droit, tort) L'anglais : *you are right* (vous êtes droit); *you are wrong* (vous êtes tort).

Ainsi, en résumé, ce qui distingue, parmi les opérations si complexes de l'intelligence humaine, celles qui s'appellent *raisonnement*, c'est le double caractère d'impartialité et de rectitude absolue que nous avons cherché à dégager au moyen des observations qui précèdent.

La faculté de se livrer à ces opérations, de *raisonner*, nous l'avons nommée *raison*.

Et nous employons le même mot *raison* pour désigner l'application de cette faculté de *raisonner* à la direction des choses de la vie. Il est alors synonyme de *sagesse*.

Ainsi entendue, la *raison*, avec son caractère froid et absolu, est tout naturellement l'opposé du cœur. L'antithèse de Pascal est bien ancienne.

### Sens dérivés du mot Raison.

Il nous reste, après avoir précisé le sens fondamental du substantif *raison*, à nous expliquer sur les acceptions dérivées.

Le calcul, le raisonnement ne sont que des moyens pour arriver à un but, et le moyen employé pour obtenir un résultat est nécessairement une des causes qui le produisent. Ainsi s'explique que le mot de *raison* ait pris le sens de *moyen*, de *cause*. A *raison* de... En *raison* de... s'emploient au lieu de : à *cause* de...

Felix qui potuit rerum cognoscere causas.

peut se traduire par : heureux qui peut trouver la *raison* des choses. En remontant de cause en cause on arrive à rechercher la cause première qu'on appelle aussi la *raison* suprême.

Du sens de moyen et de cause on passe aisément à celui de *motif*.

Quelle raison avez vous eue de parler ainsi ? c'est-à-dire quel motif ? Très souvent dans ce sens on emploie le pluriel au lieu du singulier. Expliquez-moi vos raisons, c'est-à-dire vos motifs.

C'est dans ce dernier sens que Pascal parle des *raisons*, c'est-à-dire des motifs du cœur. Le cœur, dit-il, a ses raisons, lisons ses *motifs*, que la *raison* ne connaît pas. Et en effet les motifs peuvent être absolument étrangers aux calculs de la *raison*. Il y a, dans l'aphorisme qui nous occupe, un jeu de mots qui consiste à prendre le même substantif dans des acceptions complètement différentes.

La raison, au singulier, c'est la faculté de haute sagesse mais de froid calcul qui est un des plus beaux dons de l'homme. Le mot est alors employé dans son sens propre, mais dans son sens le plus étendu et le plus élevé.

*Les raisons*, au pluriel, ce sont les mobiles, les causes impulsives : il s'agit alors d'un sens dérivé et auquel on n'est arrivé que par degrés en passant par les idées de moyen, de cause, pour arriver à celle de cause impulsive, d'impulsion, et en s'éloignant ainsi de plus en plus de l'idée fondamentale et originaire.

### LE CŒUR ET LA RAISON.

Le cœur peut avoir ses raisons, c'est-à-dire ses motifs, ses impulsions, que la raison ne connaît pas, parce que ce ne sont point ses œuvres, ce ne sont point des raisonnements.

Pascal, quelques lignes plus haut, nous montre la raison agissant avec lenteur et avec tant de vues et de principes différents qu'elle s'assoupit ou s'égare ; le sentiment, au contraire, agissant en un instant et toujours prêt à agir.

M. Moullart, reprenant cette thèse, vous a exposé la différence profonde qui distingue l'action du cœur et celle de la raison sur les déterminations de la volonté. Il vous a peint la première, immédiate, violente, presque irrésistible, la seconde, procédant méthodiquement, vérifiant exactement le pour et le contre, calculant de combien l'un dépasse l'autre et n'admettant que le résultat d'une opération parfaitement précise.

Cela m'amène à vous présenter quelques observations sur les mobiles de nos actions, sur les causes et, pour

employer l'expression même de Pascal, sur les raisons qui déterminent nos actions. Ce n'est point sortir de notre sujet ; il s'agit toujours du *cœur* et de la *raison*.

Je ne parle point, cela va de soi, des actes qui s'accomplissent en nous sans que nous en ayons même conscience. Les gens qui ont un bon estomac ne se doutent pas qu'il fonctionne. Pendant des siècles n'a-t-on pas ignoré que notre sang circule ? Nous n'avons à nous occuper que des actes dont nous avons conscience, puisqu'il s'agit de rechercher ce qui détermine la volonté.

En première ligne il faut placer l'*Instinct*. C'est à lui que sont dues nos déterminations les plus promptes, les plus immédiates, les plus irrésistibles.

Le mot indique que nous agissons sous l'empire d'un *stimulant*, d'une instigation qui nous précipite à l'action,

comme l'éperon qui pique les flancs du coursier le

A.	S T E	CH	en	force à s'élancer dans la
A.	S T I	CH		carrière . Littéralement
G.	S T I	Z	ein	l' <i>instinct</i> est une piqure.
L.	IN S T I	G	are	L'allemand <i>stechen</i> , le
r.	IN S T I	NCT		grec <i>stiz ein</i> , le latin
L.	S T I	M	ulus	<i>instig are</i> , le français
r.	S T I	M	ul ant	<i>instinct</i> appartiennent à un
				même radical exprimant
				l'idée de piquer.

L'instinct est commun à l'homme et aux animaux : il est impétueux, il est presque irrésistible parce qu'il correspond à des lois essentielles de la nature. Il contraint à des choses auxquelles il fallait en effet que fussent contraints les êtres doués de liberté.



Au dessus de l'instinct il faut placer le cœur qui en est comme le développement, de sorte qu'en bien des cas l'instinct et le cœur se confondent. Le domaine du cœur est plus vaste, il s'étend à une foule d'objets qui n'appartiennent point à l'instinct, et, quant à ces objets, les impulsions du cœur ont une moindre violence que celles de l'instinct parce qu'elles ne répondent point à des besoins aussi essentiels.

Le cœur est notre grand, peut-être notre unique moteur.

Les Allemands appellent l'instinct *trieb*, impulsion. Quant au cœur, ils se servent du mot *herz*, qu'ils emploient comme nous par une métaphore où le nom de l'organe physique qui est affecté par le sentiment devient le nom même du sentiment, mais ils ont aussi, pour désigner le cœur, un autre mot qui caractérise bien sa propriété de moteur. Ils le nomment *muth*. Dans ce radical on reconnaît aisément celui du supin latin *motum* qui nous a donné *moteur*, *motif*, *émotion*.

*Muth*, c'est surtout le courage, ce sentiment qui nous porte à braver le danger, et que le latin exprime par *animus*. Le latin emprunte son expression à l'idée du souffle, *animos*. De sorte que cet élan de l'âme qui porte le soldat à affronter les périls de l'assaut s'exprime au moyen des idées de cœur, de souffle, de mouvement, suivant qu'on parle français, latin, ou allemand.

Mais *muth* n'exprime pas seulement le courage, il a le sens général de notre mot de cœur, ainsi que le prouvent ses composés : *An muth*, la grâce, *Weh muth*, la mélancolie, *Miss muth*, la mauvaise humeur, *Hoch muth*, l'orgueil, l'outrecuidance. L'adjectif *gemüthlich* s'applique aux gens qui ont bon cœur.

Cette observation philologique prouve que depuis bien

longtemps on a remarqué la qualité de moteur dans ce que nous appelons le cœur.

Chez l'homme à l'état sauvage presque toutes les actions sont commandées, comme chez la brute, par l'instinct ou le cœur. L'impulsion est immédiate et toute puissante. Le sauvage aime ou tue, au gré du sentiment qui naît en lui, et auquel il obéit aveuglément sans avoir même la pensée de lui résister.

Mais l'homme est doué de cette faculté admirable de raisonner qui, suivant une définition célèbre, serait son attribut distinctif. Il est doué de raison. Et les conceptions de son imagination, soumises aux calculs de la raison, lui font combiner, organiser un état social où les relations des hommes entr'eux obéissent à des lois morales dont l'observation assure la paix, l'ordre, le bonheur à tous. C'est l'état de civilisation. Il est l'œuvre de la raison et la raison tend sans cesse à améliorer cette œuvre, à la perfectionner.

Est-il vrai de dire, toutefois, que la raison détermine directement l'homme à l'action ? suffit-il qu'une chose soit juste, que nous le voyions clairement, pour que nous nous déterminions immédiatement à la faire ?

L'expérience de chaque instant nous montre qu'il n'en est pas ainsi :

*Video meliora, proboque ; deteriora sequor.*

Je vois ce qui est bien, ma raison me le montre, et j'agis au rebours. Pourquoi ? Cela ne se comprend point si la raison porte en elle-même une force impulsive qui détermine à l'action. Il faut donc admettre que la raison n'est point un moteur. C'est la seule explication possible

de ce fait pratique d'une incontestable évidence que l'homme ne conforme point sa conduite aux règles que sa raison lui montre comme celles de la justice.

En effet, si nous avons bien précisé le caractère de la raison en recherchant l'origine du mot et son sens fondamental, s'il est vrai que les œuvres de la raison soient de simples opérations mentales, de pures spéculations de l'esprit, qui nous laissent complètement indifférents, dont la condition essentielle réside même dans l'impartialité absolue, presque dans l'impersonnalité, il s'ensuit nécessairement que la raison n'est point un moteur ; elle ne nous donne point l'impulsion. Et c'est ce qui explique que nous jugeons bien plus sainement les actions d'autrui que les nôtres et que sommes bien plus capables de donner de bons conseils que de bons exemples.

Au lieu d'obéir à notre raison nous suivons les impulsions de nos instincts, nous cédonc aux penchants de notre cœur, à nos passions, à nos goûts, à nos répulsions, à nos habitudes. C'est le cœur qui est notre seul moteur. Nous avons montré que si, parfois, le langage emploie raison dans le sens de cause impulsive, de motif, c'est là un sens détourné, dérivé et qui s'écarte considérablement de la donnée primitive et fondamentale. Lorsque nous employons le mot de raison, ou au pluriel de raisons, dans le sens de cause, de motif, d'impulsion, c'est par assimilation du moyen à la cause. Mais la cause impulsive proprement dite réside toujours dans le cœur. Si nous agissons, ce n'est pas seulement parce que la raison nous fait voir le moyen d'arriver au but. C'est parce que le cœur intervient et qu'il désire atteindre ce but.


Le cœur s'est enflammé pour les conceptions de

l'intelligence, pour les savantes combinaisons de la raison. Il bat pour ce qui est beau, pour ce qui est bien, pour le devoir ; il s'indigne d'une action lâche et il s'enthousiasme pour un noble sacrifice, un généreux dévouement.

C'était lui, le cœur, qui avait provoqué l'intelligence au travail par son désir d'un meilleur état social, c'est lui qui, ensuite, devant l'œuvre de la raison, s'éprend d'amour pour cette œuvre et nous pousse à la réaliser. Dans ces phénomènes complexes où sont en jeu le cœur et la raison, le cœur ne perd jamais son rôle de moteur. En lui est le principe de toute activité.

C'est grâce à lui que nous parvenons à réprimer et parfois même à détruire nos instincts les plus impérieux. Rien n'est plus naturel, et, à l'origine, rien n'est plus légitime que la vengeance, car elle procède de l'instinct de la conservation personnelle. La haine est dans notre cœur aussi anciennement et aussi profondément enracinée que l'amour. Est-il pourtant une morale qui puisse permettre la haine, une société qui consente à laisser s'exercer la vengeance ? La civilisation a fait l'éducation de notre cœur à ce point qu'il a horreur d'une lâche vengeance, produit de la cruelle haine.

Cet instinct de la conservation personnelle, dont nous venons de parler, est évidemment l'un des plus essentiels. Tout être vivant en est doué, car sans lui les individus et par suite les races disparaîtraient bientôt. C'est lui qui nous fait fuir devant le danger. Rien de plus naturel. Cependant nous flétrissons du nom de lâche l'homme qui obéit à cet instinct, nous le méprisons, nous le détestons. Notre cœur a été élevé à cette hauteur que le dévouement à une noble cause, par exemple à celle



de la patrie, le sacrifice de la vie nous paraît un honneur et un bonheur :

*Dulce et decorum est pro patria mori.*

Ainsi c'est dans le cœur lui-même que nous puisons la force qui nous permet de refréner ses instincts les plus puissants, ses désirs les plus exigeants, et de réaliser les lois morales réglées par la raison.

La raison comprend, combine, calcule la portée d'une action. Les allemands la nomment *vernunft*, de *vernehmen*, comprendre. Mais c'est le cœur qui pousse à l'action, qui nous met en mouvement, *muth*. De sorte que dans nos raisons d'agir, dans les causes impulsives de nos agissements, s'il faut faire parfois une part à la raison qui a conçu il faut toujours reconnaître au cœur son rôle de moteur tout puissant. Son action victorieuse remplace, efface, et au besoin détruit celle de la raison.

L'observation de quelques faits confirmera ma thèse. Pourquoi la femelle des animaux brave-t-elle le péril le plus certain lorsqu'il s'agit de défendre ses petits ?

C'est que la nature, qui lui a donné l'instinct de la conservation personnelle, a mis également dans son cœur cet autre instinct, plus violent encore, parce qu'il est plus indispensable à la conservation de la race, l'amour de sa progéniture. La mère, en défendant ses petits, n'obéit qu'à son cœur. Ne lui demandez pas pourquoi elle sacrifie au besoin sa propre vie pour sauver la leur. La violence de son amour est la vraie cause de son indomptable courage.

Un malfaiteur m'attaque ; mon chien se jette sur lui. A-t-il réfléchi sur le danger qu'il court, calculé les mauvaises chances auxquelles il s'expose ? Est-il mû par l'espoir d'une récompense ? S'est-il rendu compte du

devoir qu'il remplit ? A-t-il conscience de son dévouement ? Non il n'a rien prévu, rien pesé, rien calculé. Il a été poussé par une force irrésistible. Il a vu le danger de son maître et il s'est élancé à la défense de celui qu'il aime. Le cœur a tout fait. Il aime son maître : cela dit tout, explique tout. Voilà ses raisons, et on peut dire que la raison ne les connaît pas.

Le régiment passe aux accents de la musique guerrière. Je regarde, déjà ému, défiler les fiers bataillons des défenseurs de mon pays. Et lorsque s'avance, flottant au dessus de leur tête, cet emblème sacré de la Patrie, ce drapeau qui personnifie tant de gloire et de si cruels revers, j'ai beau avoir soixante ans, je me sens remué dans les profondeurs de mon être ; je ne puis arrêter les larmes qui obscurcissent mes yeux attachés sur ses chères couleurs, ni retenir mon âme qui s'envole dans ses plis. Et si quelqu'un voulait, vaine folie, entreprendre de me démontrer que la cause pour laquelle le drapeau va marcher à l'ennemi est une cause injuste, je fermerais la bouche à l'impie. Je n'ad mets pas qu'il puisse y avoir au monde une raison qui fasse que le drapeau ait tort. Le drapeau, cela ne se discute pas ; il marche en avant, tout mon cœur est avec lui.

L'instinct de protection maternelle a certainement sa raison d'être. De même le dévouement du chien fidèle s'explique par les causes qui ont déterminé l'affection de cet animal pour le maître qui le nourrit et qui l'aime. Pareillement l'amour de la patrie a ses raisons qui sont dans notre éducation, dans le développement de sentiments qu'on ne peut attribuer à la nature primitive de l'homme, et qui ne naissent chez lui que dans l'état de civilisation. Mais quand le cœur est pris par ces violentes émotions de l'amour on peut dire que la raison

n'est plus pour rien dans les manifestations de ce sentiment. Il couvre tout, domine tout, emporte tout. Il a une force toute puissante que jamais ne pourrait posséder la raison toute seule et contre laquelle elle ne saurait prévaloir.

Est-ce que la raison a jamais fait des héros ? Est-ce que l'héroïsme n'est pas contraire à la raison ? Celui qui n'obéirait qu'à sa raison ne serait plus un homme mais je ne sais quelle machine obéissant à des lois froides et inflexibles, un être dont nous ne pouvons concevoir l'existence. C'est du cœur seul que peuvent venir les grandes et généreuses impulsions, ou, comme on l'a dit très justement, les grandes pensées.

Le véritable objet de l'éducation doit donc être de diriger, de développer, et au besoin de faire naître dans le cœur les bons sentiments. Il ne s'agit point de méconnaître le rôle si important de la raison, mais de former le cœur à l'amour des lois qu'elle découvre.

Quand la raison est impuissante, le cœur n'en est pas moins actif. Il a ses besoins qui veulent être satisfaits.

Nous ne pouvons pénétrer le mystère de notre origine, car notre raison est bornée. Notre cœur alors éprouve l'invincible besoin de croire. Croire est affaire de confiance et non de raisonnement, car on n'a pas besoin de croire ce que l'on voit. *Credo quia absurdum.*

C'est à ce sujet que Pascal, toujours poursuivi par l'idée religieuse, objet constant de ses préoccupations, s'écrie : « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point. On le sent en mille choses. C'est le cœur qui veut Dieu et non la raison. Voilà ce que c'est que la foi parfaite, Dieu sensible au cœur.

La foi en est effet est affaire de cœur comme l'amour.

La raison ne peut ni l'imposer ni par conséquent la détruire. Cette matière n'est point de son domaine.

Les raisons, c'est-à-dire les impulsions qui nous portent à croire ne sont point des raisonnements, des œuvres de la raison, ce sont des sentiments, des besoins de cœur.

.





DEUX EXCURSIONS  
A LA  
GUADELOUPE

---

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. OUDIN.

---

*(Séance Publique du 23 Mai 1884.)*

---

MESSIEURS,

Quand un grand personnage de l'État, un illustre citoyen, haut placé dans la hiérarchie sociale en raison d'éclatants mérites et de solides vertus, fait à quelqu'un l'honneur de l'admettre dans son intimité, celui qui est l'objet de cette flatteuse distinction en est profondément touché et s'empresse de témoigner, dans la meilleure forme possible, toute sa gratitude.

Il en est de même, et à un plus haut degré encore, lorsqu'une Société d'élite comme la vôtre, au glorieux passé, au présent vivace, vient au devant d'un membre de la cité et l'informe que, grâce à de trop bienveillants

suffrages, elle l'accueille dans son sein et le compte désormais dans ses rangs.

Aussi, Messieurs, vous pouvez être convaincus que j'ai été bien agréablement ému en apprenant, bien loin d'Amiens, retiré que j'étais à ce moment dans une modeste campagne, l'honneur dont vous m'avez jugé digne. Mais si j'éprouvai à la pensée d'être de votre Académie ce légitime sentiment d'orgueil que les moins vaniteux ressentent, au même instant, une très vive et très explicable préoccupation s'est emparée de moi. Comment, me disais-je, non sans inquiétude, je vous assure, comment prouver à mes éminents collègues qu'ils ne se sont pas trompés et que je puis appartenir à leur Société ?

Les remerciements ne me gênaient guère et ne me coûtaient pas. Je savais trop mon peu de mérite pour ne pas avoir une reconnaissance sans bornes ; mais mon embarras devenait extrême en songeant que je devais, en guise de bienvenue, vous apporter une lecture, vous présenter un travail de mon choix.

Que ce choix était donc difficile ! En effet, vous vous êtes montrés toujours si jaloux de nos gloires Picardes, vous avez toujours eu un culte si fervent envers ceux auxquels notre belle province a donné le jour, que la prétention ne m'était pas permise de faire revivre un personnage de notre histoire locale, de raviver devant vous des traits effacés par le temps, et de tirer d'une existence noblement remplie un enseignement, un encouragement, un exemple. Et, aurais-je eu la rare occasion de découvrir cet oublié, que la nature de mon caractère ne se serait pas prêtée à une étude où le talent de l'historien et le jugement du critique doivent se trouver réunis.

D'un autre côté, ils sont bien peu nombreux les esprits fortement doués, qui approfondissent avec sûreté les problèmes les plus ardues de notre état social. J'admire sans réserve ces intelligences hardies, ces organisations puissantes, mais je n'aurai jamais, l'inoubliable punition d'Icare me le défend, la tentation de les suivre ou même le désir de les imiter. Ne sachant quel sujet embrasser, n'ayant pas la témérité en présence des maîtres qui m'écoutent, d'aborder de front une matière littéraire ou juridique, privé même de la ressource de dire, comme Petitjean des *Plaideurs* : « Ce que je sais le mieux, c'est mon commencement », j'ai eu l'idée, et vous admettez qu'elle était commode, de prendre la clé des champs, de promener au dehors les pensées qui me tourmentaient et de chercher dans un de ces spectacles, dont la nature est si prodigue, une heureuse et utile diversion.

Pardonnez-moi, Messieurs, je vous en supplie, ces confidences ; je vous les devais en toute franchise : la faute en est à vous qui m'avez appelé et qui devez connaître votre nouvel élu.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer dans une autre enceinte, où des collègues, que je retrouve ici avec une infinie satisfaction, m'ont comblé de leurs faveurs, je ne suis qu'un curieux, un de ces amateurs épris du beau partout où ils le rencontrent, dans les monuments comme dans les livres, dans les œuvres d'art comme dans les splendeurs de la Création. J'ai de bons yeux et je m'en sers.

La Bruyère a dit, vous le savez, dans son chapitre de la Mode, beaucoup de mal et de la curiosité et des curieux ;

n'a-t-il pas osé écrire : « La curiosité n'est pas un goût  
« pour ce qui est bon ou ce qui est beau, mais pour ce  
« qui est rare, unique, pour ce qu'on a et ce que les  
« autres n'ont pas. Ce n'est pas un attachement à ce qui  
« est parfait, mais à ce qui est couru ; ce n'est pas un  
« amusement, mais une passion souvent si violente  
« qu'elle ne le cède à l'amour et à l'ambition que par la  
« petitesse de son objet ! »

L'appréciation est dure : on peut s'en consoler aisément en estimant que les curieux d'aujourd'hui sont plus sérieux et moins exclusifs que leurs prédécesseurs du siècle de Louis XIV, si sévèrement jugés par l'auteur des *Caractères*.

Or, j'ai conçu le dessein, permettez-moi d'espérer que vous ne le trouverez pas trop mauvais, de vous conduire, sans périls de navigation, dans un petit coin de la France insulaire, où les hasards de mes débuts dans la magistrature m'ont amené. Vous allez sans doute me prendre pour un présomptueux. Quel projet avez-vous, me dira-t-on ? Raconter un voyage, moins qu'un voyage assurément, des promenades, dans cette assemblée, dans une compagnie fière de posséder le maître incomparable des récits de ce genre ; mais vous n'y songez pas ! J'en demande bien pardon à ceux qui seraient disposés à me présenter cette objection, et cependant je persiste dans mon idée ; vous excuserez mon audace. D'ailleurs, je plains de tout cœur ceux dont l'ambition est de dire mieux ou même aussi bien que les autres, ils risqueraient fort, surtout devant vous, d'être réduits au silence. Et comme je n'ai ce droit, ni cette intention, je ferai comme je pourrai, voilà tout.

Je vous convie donc, Messieurs, à m'accompagner

dans une excursion à la Guadeloupe ; si mes vœux sont exaucés, elle ne vous semblera pas trop longue. Puissiez-vous, en me prêtant votre indulgente attention, éprouver quand je vous parlerai de cette admirable colonie, un peu de tout le plaisir que j'ai eu à la parcourir !

C'est si bon de voyager ! Montaigne a exprimé ce sentiment dans cet excellent langage, dont il a emporté le secret : « Le voyager, dit-il, me semble un exercice « profitable, l'âme y a une continuelle excitation à « remarquer des choses incogneues et nouvelles. Et je « ne sçache point meilleure eschole, comme j'ay dict « souvent, à façonner la vie, que de lui proposer incessamment la diversité d'autres vies, fantasies et usances « et lui faire goustier une si perpétuelle variété de formes « de notre nature. Le corps n'y est ny oisif, ny travaillé, « et cette modérée agitation le met en haleine. »

L'austère Sénèque, qui ne saurait passer pour aimer les voyages, démontrait leur utilité en ces termes, dans sa 103<sup>e</sup> épître : « *Peregrinatio notitiam dabit gentium,* « *novas tibi montium formas ostendet, invisitata spatia* « *camporum et irriguas perennibus aquis valles.* »

Forts de l'appui de ces grandes autorités, mettons-nous en route.

Je ne vous rapporterai pas, rassurez-vous, Messieurs, les longs ennuis d'une interminable traversée, « Qui « entre en nef, selon un vieux proverbe du XVI<sup>e</sup> siècle, « n'a pas vent à gré. » Et nous ne l'avons guère eu pendant les cinquante-sept jours que nous avons mis à parcourir l'humide plaine depuis le Hâvre jusqu'à la Pointre-à-Pitre !

Cependant, si monotone que puisse sembler la vie à

bord d'un navire de commerce, d'un trois-mâts barque, perdu au milieu de l'Océan, les heures s'écoulent, les semaines se passent, non sans un certain charme. Je m'explique. Tout devient prétexte d'observation sur un bâtiment. Le spectacle sans cesse varié de la mer, tantôt unie et caressante, tantôt houleuse et méchante, la distance franchie, la brise favorable ou le vent contraire, une voile à l'horizon, une troupe de marsouins jouant autour du navire, un vol d'oiseaux inconnus, une île émergeant dans le lointain, puis ces merveilleux levers du soleil, ses couchers plus étonnants encore, ces couchers rayant le ciel de larges bandes de feu, couvrant les vagues d'un manteau de moire d'or ; les nuages affectant d'idéales ressemblances avec des montagnes ou des châteaux fantastiques, et surtout les soirées éclairées par les blanches lueurs de la lune, dont les incroyables transparences ont un éclat sidéral que nos pays ignorent, les conversations prolongées sur la dunette, les manœuvres des matelots, leurs mœurs, leurs habitudes, leurs chansons, en un mot ces milles et un incidents d'une traversée occupent l'esprit, ravissent les yeux, abrègent la durée des jours.

Bientôt on s'attache à la mer, on subit ses caprices comme sont supportés ceux d'une personne aimée, et les impressions légères ou violentes que l'homme, si petit en face des forces infinies, ressent à chaque moment, sont bien vite oubliées. Mais ce qui laisse dans la mémoire d'ineffaçables souvenirs, ce sont les horizons sans limites, c'est le ciel d'une indescriptible pureté, c'est le bercement des flots bleus, ce sont enfin ces nuits splendidement étoilées qui rappellent ces vers que, dans le *Marchand de Venise* Lorenzo murmure à l'oreille de Jessica : « Vois comme le parquet du ciel est

« parsemé de nombreuses patènes d'or brillant; il n'est  
« pas jusqu'au plus petit de ces globes que tu contem-  
« ples qui, par ses mouvements, ne rende une harmonie  
« angélique qui s'accorde avec les voix des chérubins  
« aux yeux éternellement jeunes. »

La vigie crie : Terre !...

*Est in conspectu Tenedos.*

Que d'impressions multiples en touchant au port, si loin de la mère-patrie ! Tout est nouveau, étrange, inquiétant. La population, les mœurs, le climat, les aspects de la nature vous frappent dès que vous quittez le bateau, aux hôtes peu nombreux et si bien appréciés par le contact journalier. Combien de sujets à étudier, combien d'écoles à éviter ! les dangers sont grands, la situation est plus difficile dans ces régions d'outre-mer que dans notre vieille Europe. Les Créoles avec qui vous allez vivre, s'ils ont un excellent cœur, ont l'imagination ardente, une exquise susceptibilité, une délicatesse de point d'honneur poussée à l'excès. Sous ce ciel de feu, les tempéraments modérés n'existent pas.

Et quelle bigarrure de nations ! L'Européen est l'exception : à côté de lui et en grande majorité le coudoient les Noirs, originaires de l'Afrique, descendants des anciens esclaves que la République a proclamés libres en 1848, puis les mulâtres, dont le teint a toutes les gammes de la couleur, depuis le blanc le plus pur jusqu'au brun le plus foncé.

A côté encore, les travailleurs chinois, ceux-ci en petit nombre, puis les émigrants africains, amenés des côtes de Guinée dans nos colonies, voués dans leur barbare contrée à de sanglants holocaustes et devenus des hommes en touchant le sol de notre généreuse France, enfin les coolies indiens venus de la presqu'île du Gange.

Les Chinois et les Indiens, peuples civilisés dès les premiers âges du monde, sont peu faciles à diriger : conservant leurs habitudes, observant leurs cultes comme s'ils vivaient en Asie, ils ne se mêlent pas aux noirs, ils se groupent par nations et s'isolent des autres travailleurs. Fidèles à leurs costumes, les uns en turbans, les bijoux aux oreilles et même aux narines, les autres avec leurs longues nattes de cheveux et leurs vêtements de soie, ils jettent une note originale et comme un rayon de l'Orient au milieu des Créoles, vêtus à l'Européenne, et des nègres à peine habillés.

Vous me permettrez peut-être un jour, Messieurs, de m'étendre plus longuement sur ce côté humain de notre colonie, qui me saisissait si vivement au moment où je posais le pied sur le sol des Antilles. Mais je reviens à ma promesse, je vous dois une excursion et je ne veux pas vous fatiguer plus longtemps par des considérations étrangères au but que je me suis proposé et que je désire ardemment atteindre.

La Guadeloupe, l'ancienne Karukëra des Caraïbes, fait partie des Iles du Vent : elle se trouve à 16 degrés 14 minutes 12 secondes, latitude Nord, et à 63 degrés 51 minutes 32 secondes, longitude Ouest. Deux arrondissements la divisent : l'un, la Grande-Terre, dont le chef-lieu est la Pointe-à-Pitre ; l'autre, la Basse-Terre, dont le chef-lieu, siège du Gouvernement, capitale de l'Ile, porte ce même nom de Basse-Terre.

Séparées par un étroit canal, appelé la Rivière-Salée, en communication avec la mer par ses extrémités, ces deux parties de la colonie offrent la plus complète dissemblance. La Grande-Terre, absolument privée



d'eau douce, figure un immense madrépore ; la Basse-Terre, au contraire, ne présente à la vue que des reliefs de terrain, de sombres forêts, le tout dominé, et pour ainsi dire couronné par une soufrière en activité. Le sol est coupé par de profondes vallées, arrosées par des torrents, dont quelques-uns franchissant d'un bond des hauteurs considérables, s'élancent dans la mer.

Dès l'entrée dans la rade de la Pointe-à-Pitre, l'aspect de la colonie fascine et charme les yeux. Cette rade, l'une des plus belles et des plus vastes de l'univers, qui a été souvent comparée à celle de Naples, ressemble à un lac ceint de pelouses et d'arbres toujours verts. Son étendue est de plusieurs lieues. Des îlots à fleur d'eau qui s'élèvent de distance en distance au milieu de ses ondes tranquilles, lui donnent un caractère de calme et de fraîcheur, dont la vue arrête le voyageur au moment où il franchit les passes dangereuses qui défendent son entrée.

Presque au bord de la mer, en longeant ses rivages, les cocotiers et les mancenilliers baignent leur racines. Le mancenillier, l'arbre si cher aux poètes, qui a fourni le dénouement d'un des chefs-d'œuvre de Meyerbeer, ne donne point, Messieurs, la mort aux imprudents qui ne craignent pas de se reposer à l'ombre de ses branches. Cet arbre, qui a beaucoup d'analogie avec notre poirier, doit sa mauvaise réputation à ses fruits vénéneux et à ses feuilles qui distillent une liqueur blanche, âcre, excessivement corrosive. Les anciens habitants de l'île, les Caraïbes, employaient ce lait pour empoisonner leurs flèches. Le remède à ses brûlures n'est pas loin, puisque l'eau salée les apaise. Admirable prévoyance du Créateur qui a placé la guérison à côté de la blessure ! Quant à

ses fruits, chacun les connaît et se garde bien d'en manger. Encore une légende à supprimer. J'omettais de de vous dire que le bois du mancenillier est grisâtre, marbré de veines mieux nuancées, plus riches que celles du noyer. D'adroits ébénistes en tirent parti.

L'Ile de la Guadeloupe, d'une forme irrégulière, a près de 444 kilomètres de circonférence : elle est des petites Antilles la plus grande et la plus florissante. Sa population est d'environ 160,000 habitants.

La ville de la Pointe-à-Pitre, tour à tour incendiée ou ruinée de fond en comble par des tremblements de terre, dont le plus terrible fut celui de 1843, s'est chaque fois relevée de ses cendres avec une rapidité qui fait honneur à l'énergie et à la volonté opiniâtres des Créoles. Vous êtes étonnés, Messieurs, quand je fais allusion à cette qualité des Créoles ; les romanciers, les poètes, les écrivains ne vous ont guère dépeint sous ce jour nos concitoyens des Antilles. Vous avez été trompés, et des exceptions vous ont été présentées comme des généralités. Je tiens à préciser : les héroïnes de ces œuvres d'imagination, dans lesquelles les hommes ont été intentionnellement mis à l'écart, ont été choisies parmi les femmes de couleur, délicieuses créatures, pleines de morbidesse, de nonchalance et d'aimable mollesse. Ce ne sont pas là les vraies Créoles ! Je vous l'affirme de toute la force de mes observations, de mes remarques faites avec d'autant plus de certitude que j'ai eu le bonheur d'être reçu dans ces intérieurs où maris et épouses donnent le salubre exemple du travail, et entourent des soins les plus assidus leurs enfants. Puisse cet hommage rendu à la vérité, porté par un heureux hasard, arriver jusqu'à ceux qui le méritent, et qui sont, trop souvent, froissés par des appréciations injustes !

Je ne vous dirai rien de la ville ; elle est bâtie sur le modèle de nos cités : toutes les rues tirées au cordeau, aux maisons rigoureusement alignées, aboutissent à la mer. Les demeures, bâties en bois, sont ornées de balcons : aux heures plus fraîches du soir, les habitants viennent y respirer un air moins enflammé.

Les villes du Moule et de Port-Louis, les bourgs des Abymes, du Gosier, du Morne à l'Eau, du petit Canal, de St-François et de l'Anse Bertrand ne présentent rien de bien intéressant pour le touriste. Autour de ces communes sont groupées les habitations ou sucreries, dont la visite, en revanche, est très curieuse. La maison de maître est grande ; un peu plus loin se trouvent les cases des cultivateurs nègres et indiens. Il est inutile, n'est-ce-pas, de vous dire que par cette température et avec un soleil dardant ses rayons verticaux, l'Européen ne saurait travailler le sol. La sucrerie s'élève au centre : dans les plus anciennes, le moteur est un moulin à vent qui les soumet à toutes les variations de cet élément capricieux ; dans les installations modernes, de puissantes machines à vapeur, introduites par la Maison Cail, donnent le mouvement à un outillage perfectionné et capable de rivaliser avec nos sucreries indigènes les mieux établies. Plus loin, sont les champs de canne à sucre ; vous avez tous vu, Messieurs, en dessin au moins, ce superbe roseau, au panache violet, ondulant à la moindre brise.

La canne, écrasée au moulin, donne un résidu nommé bagasse. Cette bagasse devient un précieux combustible ; elle alimente, concurremment avec le charbon, dont le prix est très élevé, les foyers des machines et ceux des chaudières remplies du jus de canne, en créole ; du Vesou.

Cette sommaire description d'une habitation, si j'ai

fidèlement rendu ma pensée, doit vous représenter un petit monde, gouverné par l'habitant : pour être complet, il faut ajouter le verger et le jardin, parties nécessaires et agréables de ces résidences.

L'étranger y admire les arbres à épices, des orangers aussi gros que nos pommiers, des ananas remplaçant en bordures les buis de nos parterres. Les plantations du vanillier attirent surtout l'attention : disposée à hauteur d'homme afin d'être fécondée à la main, l'insecte qui se charge de cet office au Mexique manquant à la Guadeloupe, cette remarquable orchidée montre ses belles fleurs et, plus tard ses gousses au pénétrant parfum que nous apprécions tous.

D'autres habitations moins importantes, situées, pour la plupart, dans les hauteurs de la Basse-Terre, sont consacrées, les unes à la culture du cacao et du café, dont la production diminue malheureusement chaque année, d'autres aux plantes tinctoriales, comme le roucou. Les cannelliers, les giroffiers, les poivriers, sont également exploités. Cet exposé succinct vous permettra de décider en connaissance de cause si les Créoles sont des gens inactifs.

Les villes et les bourgs sont des centres relativement peu considérables, les deux chefs-lieux exceptés ; les auberges et les hôtels y font trop souvent défaut, et celui que vous voulez bien écouter avec tant de bienveillance a, bien des fois, lors des transports de justice, été obligé de réclamer l'hospitalité aux portes du presbytère ou de la gendarmerie. Elles lui ont toujours été ouvertes avec le plus cordial empressement.

A l'extrémité de la Grande-Terre se trouve la Pointe des Châteaux, qui doit son nom à des falaises gigantes-

ques, semblables à des donjons écroulés, à des châteaux-forts détruits par le canon. La route qui mène à cette Pointe est vraiment sauvage ; hérissée de broussailles et de lianes qui fouettent le visage, elle est bordée d'un côté par la mer, de l'autre par des savanes où poussent sans culture des arbres et des plantes aux propriétés médicinales, et notamment l'arbre au copahu.

Au pied de la Pointe des Châteaux, viennent se briser sans relâche des vagues furieuses, qui parfois escaladent les falaises et surprennent le voyageur troublé. De nombreux crustacés, langoustes, homards, crabes, vivent en pleine sécurité sur les rochers que le flot laisse à découvert et où le plus hardi pêcheur, le nègre le plus téméraire, n'osent aborder.

Au-delà des champs de canne et des cultures diverses dont nous avons, il y a un instant, fait l'énumération, et occupant la partie centrale de l'île, s'étendent des forêts sans limites appelées les Grands Bois. Quelle vigoureuse végétation ! Quelles frondaisons luxuriantes ! Un sabre est indispensable pour se frayer un chemin sous ces voûtes de verdure ! Les lianes enlacées, grimpant au faite des arbres et retombant en grappes, forment des dômes superposés, impénétrables aux ardeurs du soleil, si impitoyables dans les plaines et sur le littoral.

Parmi ces arbres, dont beaucoup attendent encore les naturalistes qui doivent leur donner un nom scientifique, les courbarils, les acajous, les tamarins, les fromagers, les magnolias, les fougères arborescentes, les campêches, sont les plus remarquables. Et cette nappe toujours verte se répand partout, monte jusqu'aux cimes des montagnes et ne s'arrête qu'au cône de la Soufrière. Un seul détail vous fera apprécier l'étendue de ces forêts ; la statistique

nous le fournira : les plantations ne couvrent que la septième partie de la superficie totale de la Guadeloupe. Voici le chiffre exact : 23,800 hectares sont cultivés sur 165,000 hectares.

Pour terminer cet aperçu général et en finir avec le cadre dans lequel je désire placer mon récit, je ne saurais mieux faire que de vous citer, si vous le voulez bien, quelques lignes d'un écrivain très versé dans les choses coloniales. Il serait difficile, vous allez en juger, de mieux écrire, je me trompe, de mieux peindre. Écoutez, je vous prie, M. Jules Duval : « Dans ces parages, « sous le souffle régulier des vents alisés, la mer déroule « avec une majesté sereine de larges vagues, le jour « transparentes à de remarquables profondeurs, la nuit, « semées d'étincelles et de trainées phosphorescentes. « Les savanes, les forêts exhalent des senteurs que la « brise emporte au loin sur l'Océan, comme l'encens de « la terre. Au dessus des rivages, le ciel déploie l'éclat « incomparable de son azur et fait succéder par intervalles égaux, aux incendies d'un soleil vertical, les « splendides illuminations des étoiles.

« La végétation ne connaît pas de repos ; les arbres « renouvellent sans fin leurs feuilles et leurs fruits et « traduisent en tableaux réels des réminiscences du « paradis terrestre, les rêves du printemps éternel, dont « nous avons tant de peine, en notre froide Europe, à « nous faire une image. Le règne animal reflète ses « merveilles dans l'Oiseau-Mouche, le Colibri, éblouissant d'or, de pourpre, de saphirs et d'émeraudes. »

J'avais essayé de vous tracer cette description, quand une chance que je bénis m'a fait découvrir cette page unique. En présence de cette bonne fortune et pour vous

et pour moi, j'ai supprimé, et je ne le regrette pas, mon esquisse.

Nous sommes maintenant, si vous y consentez, Messieurs, à la Pointe-à-Pitre, nous y avons pris nos habitudes ; voilà un peu plus d'un mois que notre installation est achevée. Le calendrier marque le 16 décembre, il n'y paraît guère : la soirée est chaude comme une de nos plus belles journées de juillet ou d'août. La nuit est venue, depuis longtemps déjà ; à bord des navires en rade, on vient de *piquer six*, il est onze heures du soir. Je me reposais dans un de ces lits créoles, véritables monuments d'acajou aux colonnes massives, garnies de moustiquaires ; je songeais à la mère-patrie, aux chers absents, j'écoutais d'une oreille distraite le vol des ennemis invisibles contre lesquels des rideaux de gaze me protégeaient, lorsqu'un bruit sourd d'abord, devenant bientôt intense et semblable à celui que produirait une voiture lourdement chargée et conduite à grande allure sur des pavés sonores, absorba toute mon attention. Je compris de suite : c'était un tremblement de terre !...

Les secousses ne tardèrent pas à se faire sentir : les premières plus saccadées, les autres plus régulières. Mon effroi, je l'avoue sans honte, fut sans bornes, quand mon lit se mit à osciller et à suivre les mouvements du plancher. Je me précipitai en courant vers mon armoire ébranlée, mue par la commotion, et j'y saisis, dans un trouble indicible, mon portefeuille. Vous souriez, Messieurs, de cette préoccupation dans un pareil moment : elle s'expliquera naturellement quand vous saurez que j'étais sous l'impression des récits de la catastrophe inouïe de 1843 et que la détresse des survivants, sans argent et sans ressources, s'était tout à coup présentée à mon esprit. Arrivé dans le vestibule, la réflexion vint,

je pensai que la maison était construite en bois et par conséquent apte à résister à de très violentes secousses. Je me recouchai et le lendemain, au coup de canon tiré à cinq heures du matin, à cet antique signal du réveil remontant aux tristes époques de l'esclavage, je m'empressai de me diriger vers l'église, afin de constater si cet édifice, le seul construit en pierres, était encore debout. Grâce à Dieu, elle avait résisté au tremblement de terre.

Etrange et effrayant phénomène, qui non seulement terrifie l'homme, mais encore épouvante les animaux. Dans ces secousses ondulatoires, le sol semble s'affaisser et s'élever régulièrement, tandis que le mouvement se propage dans une direction déterminée. Et cela arrive à l'improviste, sans symptômes précurseurs, comme un éclair, et cela passe avec la même rapidité, avec une instantanéité qui déroute nos idées reçues.

Noël était proche : à l'occasion de cette fête, les nègres se livrent à de nombreuses réjouissances. Contrairement à ce qui serait logique, les plaisirs profanes l'emportent de beaucoup sur les pieux exercices. Gardez-vous de demander à des noirs l'enchaînement de nos déductions ! De tous côtés le tam-tam retentit, des bamboulas se donnent dans chaque faubourg de la ville. Ces réunions chorégraphiques commencent le soir ; l'orchestre est réduit à la simplicité la plus élémentaire : un tambour, un tam-tam en font les frais. Les danseuses chantent de « bels airs créoles » en y adaptant des paroles de circonstance, le plus souvent improvisées. Leur voix est juste et agréable : les femmes dansent seules et sans pas compliqués, en suivant la mesure fournie par le tambour qui accompagne les chants. Ce



genre de divertissement qui, vous le voyez, n'a rien de commun avec nos danses sévèrement réglées, semble d'abord monotone, mais ce rythme singulier, original, charme bientôt, et on se sent comme entraîné par ces refrains, tantôt lents, tantôt rapides, et malgré soi, on les fredonne, on les répète.

Les négresses bien faites, avec leurs longues jupes aux voyantes couleurs et aux dessins bizarres, les pieds nus, la tête couverte de madras brillants d'épingles d'or et de coraux, ont très bon air et je ne suis pas loin de penser qu'elles seraient bruyamment applaudies si elles consentaient à danser sur la scène de certains théâtres de Paris.

Après Noël, le premier jour de la nouvelle année est une autre occasion de fêtes. Les Indiens célèbrent le « Punjab ». Au milieu des rues, ils dansent, revêtus de leurs plus belles robes et coiffés de turbans blancs richement passementés. C'est là que j'ai vu une Indienne dont la narine droite était agrémentée d'un petit oiseau en or émaillé. — L'interprète du Tribunal, Antachy-Podor, était plus raffiné encore ; il avait choisi un diamant pour s'orner le nez. Nos élégants des boulevards, toujours désireux de se singulariser, et le plus souvent à la recherche du laid, auront peut-être un jour l'envie de suivre cette mode née sur les rives du Gange et d'obtenir ainsi le regain d'originalité qu'ils poursuivent sans pouvoir l'atteindre.

Je n'oublie pas, Messieurs, bien que je vous donne le droit de supposer le contraire, que je vous ai promis une promenade. Nous allons décidément la faire, et je ne pense pas devoir vous en proposer une plus agréable que celle de la Pointe-à-Pitre à la Basse-Terre.

Deux modes de transport s'offrent à nous : un coquet bateau à vapeur ou l'antique diligence. Par le premier, la traversée dure environ huit heures : cependant, malgré les attraits d'une mer calme ordinairement, malgré les aspects variés des montagnes aux croupes verdoyantes et la vue des champs de canne à sucre longeant le littoral, nous préférons la voie de terre. Le trajet sera moins court : mais au lieu de n'avoir sous les yeux que des contours ou des rivages, nous pénétrerons dans l'intérieur de l'île et notre curiosité sera plus largement satisfaite.

Avant de monter en voiture, on doit franchir en canot ou en pirogue la vaste baie de la Pointe-à-Pitre et passer près de ses nombreux îlots.

Plus de 14 kilomètres, en ligne droite, sont à parcourir de la Pointe au Petit-Bourg, situé presque en face, et cette traversée n'est pas toujours exempte d'émotions : passagers et matelots redoutent avec raison certain endroit de la baie nommé, je ne sais pourquoi, le Mazarin, où le flot de la grande mer se fait sentir, dur, violent, saccadé. Avec de la bonne volonté et un peu de chance aidant, nous supposerons que tout s'est effectué pour le mieux et que la pirogue a parfaitement accompli son petit voyage. Nous en descendons, nous sommes au Petit-Bourg. Ce village justifie son nom.

Les agglomérations de cases, bâties le long du rivage, sont pauvres, misérables. Il ne faut pas s'arrêter ici, nous nous empressons de gravir les hauteurs, réputées pour leur salubrité et leur beauté. Aussi les négociants de la Pointe-à-Pitre ont choisi ces lieux pour y édifier des maisons de plaisance et des villas. Les dimanches et

les jours de fête, ils viennent accompagnés de leurs familles et de leurs amis, goûter les plaisirs de la villégiature, jouir d'un bonheur sans pareil pour un Grand Terrien, je veux dire du voisinage de la Rivière-Moustique.

Songez donc, Messieurs, se trouver, après un rapide parcours, dans un site ravissant, se voir à proximité d'eaux vives et poissonneuses, de rivières bordées de bambous, n'avoir que quelques pas à faire pour être dans des forêts pleines d'ombre et de fraîcheur, quand on est obligé par profession ou par nécessité d'habiter une région plate comme la main, privée d'eau comme un désert et à ce point que la pluie, précieusement recueillie dans des jarres, devient par moments une denrée rare et chère. Quel heureux contraste !

Après avoir quitté le Petit-Bourg, nous traverserons rapidement la Goyave : ce quartier est actuellement d'un aspect triste et pauvre.

La fièvre y sévit souvent : elle éloigne l'Européen, empêche les installations et par conséquent dépeuple cette contrée dont les bas-fonds se prêteraient pourtant à de riches cultures. Nous laissons également, sans nous y arrêter, Sainte-Marie qui n'offre rien d'intéressant.

La Capesterre, le bourg le plus voisin, mérite toute notre attention ; avant d'y arriver, on traverse le hameau du Bananier, qui tire son nom de la rivière au bord de laquelle il est assis. Permettez-moi de noter ici en courant un singulier cas d'histoire naturelle, une particularité de l'habitat des oiseaux. Jusqu'au Bananier, les merles sont aussi nombreux que dans nos pays les hirondelles pendant les beaux jours. Au-delà de cette rivière, il n'y en a plus un, plus un seul. J'ai tout à l'heure

appelé ces oiseaux des merles, pour m'exprimer comme les Créoles ; en réalité ce sont des étourneaux ; ils rendent d'inappréciables services à l'habitant ; pareils à leurs congénères d'Europe, ils débarrassent les troupeaux de leurs parasites, de ces insectes qui, sous un climat brûlant, rongent, épuisent et même tuent les grands quadrupèdes ; aussi sont-ils respectés et le fusil des chasseurs les épargne. Vous comprenez sans peine tous les efforts tentés pour conserver les merles au-delà du Bananier : les essais ont été inutiles. N'est-ce point à un singulier problème et bien digne de solliciter les recherches et de provoquer les études des naturalistes ? Puisque vous avez bien voulu me permettre cette digression, laissez-moi, je vous prie, en commettre une seconde sur la foi du proverbe : « Il n'y a que le premier pas qui coûte ; » sa seule excuse sera de rentrer dans le même ordre de faits.

A la Martinique, dans la colonie sœur, une odieuse variété de serpents répand la terreur, et en dépit des plus grandes précautions, cause chaque année de trop nombreuses victimes. Ces trigonocéphales se reproduisent avec une fécondité désespérante ; vouloir les détruire est un rêve impossible à réaliser. A la Guadeloupe, éloignée de 25 lieues à peine de la Martinique, sous un ciel identique, avec la même végétation et des configurations semblables, avec une faune et une flore pareilles, vous ne rencontrerez pas un serpent. Et cependant, si on ajoute foi aux souvenirs laissés par les anciens Créoles, après la signature du traité d'Amiens, en 1802. nos excellents amis les Anglais auraient essayé, en guise d'adieu et comme bon souvenir, d'introduire à la Guadeloupe cet hôte malfaisant. Il n'a pu y vivre, pourquoi ? On en cherche encore la raison.

Une fois le hameau du Bananier laissé en arrière, les sites vraiment admirables de la Capesterre vont défiler sous nos yeux. La richesse du bourg est proverbiale ; dans les plaines s'étendent à perte de vue les champs de canne à sucre ; les habitations se pressent, les savanes sont égayées par les troupeaux de bœufs. La nature de son côté prodigue ses aspects les plus variés et l'horizon est borné là par une chaîne de montagnes couvertes de forêts, ici par une mer souvent furieuse, toujours écumante.

Près de la Capesterre est située l'habitation Dumanoir, jadis renommée par sa splendeur et par son étendue : elle possédait jusqu'à deux mille esclaves ! Cette richesse a passé, Dumanoir n'est plus aujourd'hui qu'une sucrerie ordinaire : mais le temps et les révolutions n'ont pu lui enlever son allée de palmistes. Vous figurez-vous, Messieurs, une colonnade longue d'une lieue, allongeant ses perspectives infinies, montrant au lieu de fûts les corps lisses et d'un blanc gris des palmistes, au lieu de chapiteaux, les magnifiques panaches de ces arbres. Et cette royale avenue, se découpant dans l'azur d'un ciel bleu turquoise, est ininterrompue ; qui l'a vue une fois ne saurait l'oublier.

Le choix de cet emplacement est unique ; à cet endroit, en effet, les montagnes se dressent et s'échelonnent, et de leur sommet s'élance une chute d'eau d'une incroyable hauteur, c'est le saut du Carbet. Appréciez vous-mêmes, Messieurs. L'élévation d'où tombe ce torrent est évaluée à 600 mètres ; son volume ne saurait être mesuré, à cause de l'impossibilité absolue d'approcher de la chute. Les explorateurs les plus hardis, les Créoles connaissant le mieux leur île, les nègres les plus

audacieux ont maintes fois essayé d'arriver jusqu'à ses pieds, ils ont rencontré d'insurmontables difficultés. Cependant il est facile de se faire une idée de la quantité d'eau ainsi précipitée, puisqu'elle est assez forte pour ciseler dans les flancs de la montagne un large relief d'argent qui s'aperçoit de la mer à plus de cinq kilomètres de la côte.

Toujours dans les environs de la Capesterre, à une courte distance du saut du Carbet, existe un des sites les plus curieux de la Guadeloupe : le Grand Étang, la grande eau de la Montagne, du temps des Caraïbes. L'auteur de la *Guadeloupe pittoresque* l'a décrit en ces termes que je lui emprunte : « Son étendue est de près  
« d'une lieue de circonférence. Des arbres gigantesques,  
« au feuillage épais, forment autour du lac une ceinture  
« sombre. De grandes lianes accrochées au sommet des  
« branches s'entrelacent à l'infini, descendant jusque  
« dans l'eau. De vieux troncs dépouillés, sur lesquels  
« se sont établies des familles de végétaux parasites,  
« témoignent par leur vétusté de l'absence de l'homme  
« dans ces parages depuis plusieurs siècles. Les grandes  
« montagnes dont la silhouette ferme l'horizon, forment  
« un bassin irrégulier où se reflètent les grandes masses  
« d'ombre des arbres et les teintes lumineuses du  
« ciel. »

Il faut s'arracher à ces spectacles : d'autres nous réclament bientôt. Et j'en finis avec la Capesterre par deux détails : sa population dépasse 6,000 habitants et l'un des derniers descendants des seigneurs de Duma-noir était le vaudevilliste si connu, qui porte le nom de ce domaine.

Le quartier des Trois Rivières fait suite à celui de la

Capesterre ; trois cours d'eau, le Carbet, le Trou au Chien, le Bananier, expliquent son appellation. Dans le canton, le sol a été violemment tourmenté : à de fréquentes reprises, les éruptions du volcan, son redoutable voisin, l'ont couvert de blocs de roches. De la route, la vue est ravissante : en haut se dresse le Houélmont, la montagne aux lignes raides qui domine la Basse-Terre au Nord ; en bas la mer, sans cesse agitée par les vents d'Est et le port de la Grande Anse, plus loin les Iles des Saintes, changeant de faces et d'aspects, selon les méandres du chemin.

Poursuivant notre route et nous en détournant légèrement, nous voici à la Coulisse. Qu'est-ce, me demanderez-vous ? Que signifie ce mot appliqué à un phénomène de la nature ? Je vais essayer de vous le décrire, que ne puis-je vous le montrer ! Une roche d'un seul morceau, un monolithe de plus de 20 mètres de hauteur, est adossée à un versant, au milieu du site le plus riant du monde : dans ce bloc, un canal profond de 50 centimètres s'est creusé. Au-dessus de la roche, un bassin, alimentant cette rigole, y jette ses eaux avec une rapidité dont vous vous rendrez facilement compte quand vous saurez que l'inclinaison est d'environ 45 degrés. Au bas, un second bassin, plus profond, reçoit l'eau. Vous seriez dans l'erreur, si vous pensiez que je veux seulement vous faire admirer cette originale cascade : si nous étions à la Guadeloupe, nous nous en servirions pour nous livrer à un plaisir très recherché par les Créoles.

Nous monterions au sommet par un escalier naturel : parvenus au bassin supérieur, nous nous y plongerions, nous laissant entraîner vers le canal taillé dans les parois du rocher, et nous serions ensuite emportés jus-

qu'au bassin inférieur avec une vitesse vertigineuse, et rejetés bientôt au delà de ses bords. Les « Montagnes russes » sont distancées. Cet exercice cause un plaisir mêlé d'émotion, et je vous assure, par expérience, qu'il est plein d'attraits.

Le quartier des Trois Rivières est parcouru : la route devient de plus en plus montueuse et contourne des mornes élevés ; la Soufrière, les Grands Sans-Toucher, qui, leur nom l'indique, étaient inaccessibles jusqu'à ces derniers temps où l'intrépide commandant Maréchal a planté le drapeau tricolore sur leurs cimes, dominant cet ensemble grandiose. Enfin la rampe est gravie, et le plateau du Dos-d'Ane est atteint.

La rivière Grande Anse coule tout près, les premières plantations de café apparaissent, nous ne nous y arrêtons pas maintenant, pressés que nous sommes d'arriver à Dolé. Dolé est une habitation appartenant à l'Etat, elle était jadis la propriété des religieux Carmes ; aujourd'hui, c'est le séjour favori de ceux qui souffrent des ardeurs du climat et que la fièvre, l'odieuse fièvre, épuise et tourmente. Tout y concourt pour en faire une incomparable station thermale. La salubrité de l'air, la beauté du paysage, les bois touffus, une source ferrugineuse, brûlante ou glacée, suivant qu'on s'approche ou qu'on s'éloigne du lieu où elle prend sa naissance, contribuent mieux que les remèdes les plus précoces à rétablir la santé altérée par le séjour des villes.

Sur une vaste savane, s'éparpillent au hasard, en tous sens, des cases occupées par des Créoles « en changement d'air », selon l'expression consacrée. La journée se passe, à la lettre, dans l'eau, les uns accordant leurs préférences à la rivière Grande Anse, les autres aux



Eaux-Chaudes, qui se déversent dans des bassins successifs, à des températures différentes.

La main de l'homme n'a pas creusé ces vasques, formées par des roches, entourées de bambous. Le bassin de la Digue marque au thermomètre de 20 à 25 degrés, celui de l'Amour, 32 à 34, celui de la Capesse, 40 à 45.

Cependant, le temps nous presse, le terme de ce long voyage approche, encore un bourg à traverser et il est atteint. Le bourg de Goubeyre n'offre rien de remarquable. La route est escarpée, à cause du voisinage du Houélmont ; enfin, voici le pont jeté sur le Galion, rivière ainsi nommée parce que, sous la domination espagnole, les galions mouillaient à son embouchure pour s'approvisionner d'eau douce. Ce pont d'une seule arche, jeté avec une rare hardiesse au-dessus d'une vallée, au fond de laquelle, à cent pieds plus bas, coule le torrent, est une œuvre d'art hors ligne. Plongeons nos regards dans les abîmes qu'il traverse et ressentons pour le génie de l'homme une profonde admiration. Le pont du Galion a été construit vers la fin du dernier siècle.

Nous sommes à la Basse Terre : avant de vous montrer la ville, voulez-vous me permettre de vous offrir un instant l'hospitalité et de vous recevoir chez moi. La maison est petite, mais elle est bien située ; elle est tout en haut de la ville, sur le Champ d'Arbaud. Cette place est très étendue ; sur un de ses côtés est édifié l'Hôtel du Gouvernement, le Trésorerie Générale, la Direction de l'Intérieur, le Contrôle Colonial ; d'autres services publics encore y ont leurs résidences,

Ma case est précédée d'une verandah, pavée en marbre, sur laquelle s'ouvrent la porte et les fenêtres d'une vaste pièce : c'est le salon. A la suite se trouve une chambre à coucher donnant sur une galerie ouverte,

puis un jardinet où poussent, sans beaucoup de soins, des arbres et des plantes qui tenteraient nos horticulteurs les plus difficiles.

Laissez-moi vous donner une courte description de ce petit coin de terre : une tonnelle faite de fougères, abritée du soleil par une liane aux fleurs bleues, d'autres lianes tapissant les murs, un énorme oranger, des bananiers, cinq caféiers, un jasmin de l'Inde aux parfums trop intenses, des héliotropes, des verveines, un patchouly, dont les émanations sont excessives, un cotonnier, d'autres arbustes chargés de fleurs, et une touffe de bambous dont la végétation est, pour ainsi dire, instantanée. Telles sont mes plantations.

Le plus grand attrait de ce petit jardin si fleuri et si embaumé est un filet d'eau murmurante avec son bassin. Pas de vitres à la maison, des jalousies seulement, toujours levées du côté où souffle la brise, venant le matin de la mer, le soir de la montagne ; pas de serrures, la sécurité complète dont on jouit permet d'ignorer ces nécessités de nos pays d'Europe ; pas de sonnettes davantage, on frappe et on entre, tout au plus un verrou intérieur pour la nuit et contre les indiscrets.

Les meubles sont simples : vous ne rencontrerez pas ces sièges moelleux, revêtus de somptueuses étoffes, l'honneur de nos fabriques et de notre industrie, vous verrez des canapés garnis en rotin, des fauteuils américains, des rocking chair, qui réclament un véritable apprentissage, avant d'être trouvés commodes et rassurants.

Des curiosités rapportées des lointaines excursions, quelques orchidées rares ou bizarres, suspendues aux murs, des nattes indiennes, constituent le seul luxe de la maison. Cependant placez-vous sous la verandah, aux

heures du soir. Quel spectacle ! Devant vous, la ville descendant jusqu'aux quais, la mer, que je ne puis regarder sans éprouver un sentiment de tristesse, car c'est le chemin qui ramène dans la chère patrie, puis les vaisseaux mouillés dans la rade, à droite et à gauche les montagnes du Houëlmont et de Saint-Louis, derrière le camp Jacob, et, comme fond de tableau, la Soufrière. Que d'heures passées à contempler ces horizons, à suivre le mouvement de la place, les allées et venues de cette population composée d'éléments si divers !

De la ville, je vous dirai peu de choses ; bâtie en amphithéâtre, elle n'emprunte un cachet particulier qu'à ses promenades, à son cours Nolivos très bien planté, à la rivière aux Herbes qui la traverse, aux rivières des Pères et du Galion qui l'encadrent. Des casernes, un arsenal, un hôpital, parfaitement aménagé, (j'y ai été si bien soigné !) deux églises, Saint-François et le Mont-Carmel, sont les seuls monuments, et encore le terme est-il pompeux, de la Basse-Terre.

Les villes de la Guadeloupe, alternativement éprouvées par les tremblements de terre, les coups de vent, les incendies, etc., ne peuvent renfermer que des constructions légères et sans style. La Basse-Terre est privée de port ; les navires trouvent cependant un ancrage sûr dans sa rade, protégée par le Fort Richepanse et des batteries d'artillerie. Durant la saison de l'hivernage, cette rade est interdite, à cause des coups de vent et des raz de marée, qui mettraient en perdition les bâtiments assez imprudents pour s'y arrêter.

Les raz de marée sont des soulèvements de la mer partant de ses profondeurs : sans cause bien déterminée, la mer se montre tout à coup houleuse et bouillonne, sa couleur s'altère promptement et de bleue devient d'un

brun foncé ; son niveau s'élève à vue d'œil, les vagues, bientôt grosses comme des montagnes mobiles, courent et battent avec fureur les quais, lorsqu'elles ne ravagent pas la ville. De peur d'être taxé d'exagération, je préfère compléter cette description, empruntant au savant Babinet, la description qu'il donne de ce phénomène effrayant : « De vrais cataractes, qui couvrent la plaine à une « immense distance, en engloutissant les hommes et les « animaux, et en rasant au niveau du sol toutes les « habitations, tous les travaux horticoles ; ces raz de « marée ont paru tellement étonnants, qu'on les a souvent attribués aux mouvements que les tremblements « de terre impriment au fond de la mer. » Ce spectacle terrible est plein de grandeur, comme l'est invariablement celui des convulsions de la nature, sortant de ses règles, violant ses lois, et se déchaînant contre elles.

A la Guadeloupe, l'hivernage dure trois mois, de juillet à octobre ; son début et sa fin sont annoncés officiellement par un coup de canon. Pendant cette saison, les gros navires ne mouillent plus à la Basse-Terre. Ne supposez pas, Messieurs, qu'à raison de son nom, cette mauvaise période soit froide, vous seriez induits dans une erreur considérable ; au contraire, durant ces trois mois, une atmosphère lourde, une absence totale de brise, des journées étouffantes suivies de nuits aussi chaudes, des pluies diluviennes, d'affreuses bourrasques en sont les signes distinctifs. Le thermomètre monte jusqu'à 33 degrés à l'ombre. Le Créole et surtout l'Européen souffrent de cette lourde température, et la fièvre, engendrée par la chaleur humide, sévit avec intensité. L'alanguissement est général, et il faut, je vous l'assure, une forte dose de volonté et de courage pour se livrer à un

travail quelconque. Imaginez une longue audience, avec un auditoire nombreux, dans de semblables conditions, je fais appel aux magistrats què je vois près de moi, et vous aurez l'idée d'un supplice d'un nouveau genre infligé aux juges coloniaux.

Les favorisés de la fortune, les chefs d'administration, les troupes et les officiers fuient les villes et se réfugient dans les hauteurs où ils retrouvent un climat plus clément. Les fonctionnaires seuls, retenus par leur service, demeurent à leur poste, trop souvent obscures victimes du devoir accompli.

A part l'hivernage, il n'y a point, à proprement parler, de saison aux Antilles ; pendant neuf mois, les jours se succèdent et se ressemblent. Leur durée est à peu près égale, la chaleur demeure la même, le soleil aussi éblouissant, la végétation aussi active. Les arbres, vous me croirez à peine, sont toujours verts ; un peu de froid, quelques flocons de neige, une pluie fraîche, une lumière un peu adoucie, produiraient un véritable plaisir et une sensation de contraste tout à fait désirable. De certains jours, l'envie vous prend de blasphémer et de maudire ce soleil implacable, cet azur éternel, et de crier : « Trop de lumière ! Trop de lumière ! »

Le genre de vie se ressent de cette monotonie ; les semaines, les mois disparaissent sans que rien arrête ou fixe le souvenir. La ressource de dire en conversation : ceci s'est passé au printemps ou à l'hiver fait défaut. De l'uniformité des jours résulte l'uniformité des habitudes. Un renseignement insignifiant en apparence vous rendra ma pensée plus sensible ; les repas du soir sont éclairés par les lampes. Le coucher du soleil est le signal de la réunion autour de la table.

Les premiers temps du séjour à la Basse-Terre sont

consacrés à des promenades dans les environs. Il suffit de sortir de la ville et on trouve des routes accidentées et pittoresques ; je vous recommande celle du Baillif, un bourg voisin, dont les bords sont plantés de palmistes. La pêche, la chasse aux ramiers, aux tourterelles, aux ortolans, à l'agouti, sont autant de prétextes à sorties pendant lesquelles les yeux ne cessent d'être agréablement distraits.

Cependant un désir impérieux s'empare de l'esprit du nouveau débarqué et ne le quitte plus : tenter l'ascension de la Soufrière ! Ce volcan, qui domine perpendiculairement la ville, se dressant à une hauteur de 1,500 mètres, dessinant dans le ciel des Tropiques ses blanches spirales de fumée, ce volcan continuel aliment des entretiens, il faut en gravir les cônes, éprouver les émotions de sa montée périlleuse, jouir de ses aspects et en garder un ineffaçable souvenir ; toutes les pensées convergent à la réalisation du projet tant caressé ; on cherche des compagnons, on se met en rapport avec des guides braves et expérimentés, on cherche des nègres dont l'intelligence et l'instinct de la montagne sont vantés. Enfin le jour si attendu est arrivé, les préparatifs sont terminés, les provisions et les vêtements de rechange sont soigneusement renfermés, les porteurs sont prêts, tout le monde est dispos et surtout de bonne humeur. Le signal est donné, on se met en route, on est parti !

Le coup de canon, tiré tous les soirs à huit heures, vient de retentir. Le clair de lune est superbe, la nuit ressemble à un beau jour, moins le soleil. Pendant cinq kilomètres, nous suivons la large route qui conduit au camp Jacob, bordée par des champs de canne à sucre, ou par des caféières avec leurs plants en quinconces, abrités par de grands arbres.

Le camp Jacob, notre première étape, est bientôt gagné : il nous montre ses villas, l'Hôtel du Gouverneur ; en un mot toutes ses résidences d'été. La proximité du chef-lieu de la colonie, la température constamment égale, une végétation favorable et aux plantes des pays chauds et aux productions des zones tempérées, désignaient cet endroit privilégié et l'appelaient à en faire un séjour d'acclimatation pour les arrivants, de rétablissement pour les convalescents.

Le camp, qui doit sa création à l'amiral Jacob, est donc un changement d'air par excellence ; un mot vous fixera sur ses agréments. Les avenues sont ornées de rosiers nains, chargés de fleurs en tout temps. Nous nous arrêtons à la direction de l'artillerie, gracieusement mise à notre disposition, il était alors dix heures du soir ; vite nous nous jetons habillés sur des lits. Après un repos bien employé, une tasse de café noir est prise et à minuit la marche recommence.

Pendant un trajet d'environ une heure et demie, le sentier parcouru traverse des forêts étonnantes. Nous nous avançons en silence dans les grands bois, dans un silence quasi-religieux, émus que nous sommes de leur mystère et de leurs calme. Sous ces voûtes magnifiques, recouvrant une végétation tellement exubérante que les nègres doivent frayer la voie à coups de sabre, le sentiment d'admiration est si grand que nous devenons muets et que nous nous sentons saisis par le recueillement intime, indice des troubles profonds de l'âme. Chacun observe à sa guise et la longue théorie poursuit sa route, éclairée par les fanaux des porteurs et des guides. De temps en temps, elle s'arrête pour regarder et mieux fixer ses souvenirs.

Jusqu'aux Bains jaunes, le parcours est relativement

facile, mais les difficultés vont se présenter. Une station de courte durée a lieu, nos montres nous indiquent trois heures. Un peu de nourriture, une forte ration de rhum étendu d'une eau délicieusement fraîche puisée à une source voisine, réparent les forces et nous préparent à affronter de plus sérieuses fatigues.

Il s'agit maintenant de gravir le morne Goyavier, et cette ascension est réellement pénible ; le sentier trop étroit ne permet pas de marcher deux de front et de s'entr'aider. Les eaux qui descendent en ravinant de son sommet, rendent le chemin glissant et comme savonneux, des racines enchevêtrées le coupent à chaque pas, arrêtent la marche, forcent à s'accrocher avec les mains et sont, hélas ! les causes de chutes fréquentes. Le faite gagné, il faut redescendre le versant opposé, en sorte que toute cette peine a été dépensée en pure perte, mais le morne ne peut être tourné et tout ce mal ne saurait être évité.

Au pied du Goyavier s'allonge la Savane à mulets ; ne me demandez pas l'origine de ce nom, je ne pourrais vous la dire. En tous cas c'est une plaine très boueuse, dont le centre est occupé par la roche des Cortès. Nous nous adossons quelques instants contre cette roche pour reprendre haleine. Oh ! qu'il est désagréable d'enfoncer jusqu'à mi-jambe dans le sol détrempé et visqueux !

Pendant cette courte halte, nous contemplons la Soufrière, qui dresse devant nous son énorme masse ; nous touchons au but, aussi nous traversons avec plus d'entrain notre lac de boue pour arriver plus vite à la base du volcan.

Voici le cône ! De nouvelles torches sont allumées, nos guides redoublent d'attention, la moindre erreur entraînerait un si grand péril.



A peine avions-nous gravi deux ou trois cents mètres que deux de nos compagnons s'arrêtent net et refusent d'avancer davantage ; un tremblement nerveux agite leurs jambes, leur respiration est haletante, leurs fronts sont baignés de sueur, ils sont pris de vertige. Et franchement il y avait de quoi. Le chemin, si on doit appeler ainsi une saillie à peine perceptible, est bordé de précipices effrayants, semé de mille obstacles. Les mauvais endroits se succèdent ; enfin, à peu de distance du sommet, nous rencontrons une roche penchée qui nous offre un abri momentané et nous permet de prendre un repos bien nécessaire.

Depuis longtemps déjà, la végétation splendide que nous avons admirée pendant les premières heures de notre excursion a fait place à de maigres arbustes, à des plantes naines de l'espèce des ananas sauvages. L'aspect est triste, navrant, et sert parfaitement de transition au spectacle que le plateau de la Soufrière va nous offrir dans un instant. De temps en temps, nous ne distinguons plus rien, un nuage que nous traversons étend devant nos yeux son rideau de brume. Cependant le cône est gravi et nous sommes enfin, sains et saufs, sur la Soufrière.

La première impression est physique : le froid nous saisit. La Basse-Terre est à 9 mètres seulement au-dessus du niveau de la mer, la Soufrière est à 1800 ; au départ, la température était de 28 degrés, elle n'est plus maintenant que de 14. Cet écart considérable nous est très sensible, nous grelottons et nous nous mettons en mesure de combattre le froid. Ceci fait, l'exploration commence.

La Soufrière n'a point de plateau proprement dit ; le

terrain est bouleversé, avec des roches soulevées ça et là, et des fissures se prolongeant jusqu'aux entrailles de la terre. Rien de plus lugubre et de plus propre à inspirer la terreur, on est devant l'image du chaos et de la désolation, devant un site tel que Dante en a peint dans son Enfer. Le jour n'est pas encore levé, l'obscurité ajoute à l'horreur du lieu.

Le Pont du Diable formé d'un bloc de pierres accotées, tombées en travers d'un abîme est passé, je ne dirai pas sans émotion, je mentirais. La savane Cochrane vient ensuite, de nouveaux abîmes sont franchis sur le Pont Naturel, sur le Pont Chinois, et nous atteignons l'endroit où la Soufrière est en éruption. On croirait que la nature en a rendu à dessein les abords impraticables, en multipliant les difficultés de son approche.

L'odeur du soufre devient intolérable et nous prend à la gorge, la vapeur s'échappe avec un bruit strident, semblable à celui d'un sifflet de locomotive. Sur de vastes espaces une couche épaisse de soufre recouvre le sol ; de distance en distance des ouvertures qui ne jettent plus de fumée, des fumerolles éteintes. Je lance une pierre dans un de ces trous béants, j'écoute attentivement, le bruit cesse, je ne l'ai pas entendue toucher le fond, tant la profondeur est grande !

L'exploration continue, le seuil de la porte d'Enfer est là. Deux roches gigantesques, s'appuyant l'une contre l'autre, forment une entrée monumentale. Tout près sont les fumerolles en activité, les vapeurs sulfureuses s'échappent des fissures, le sifflement qu'elles produisent indique la force avec laquelle elles se pressent à travers les fentes étroites des roches. Ces gaz âcres et caustiques attaquent les pierres voisines, qui deviennent friables et d'un blanc éclatant. Le vacarme est assourdissant. Le

célèbre géographe Mercator a décrit ce phénomène d'une manière si exacte et si frappante je ne puis résister au désir de le citer : « *Mons ipse cùm furit, ut horribilia tonitrua insonat, projicit ingentia saxa, sulphur vomit, cineribus egestis omnia longe lateque complet.* »

Non loin de ces fumerolles est située la grande fente de la Soufrière, dans la direction de l'Est à l'Ouest : pour ne pas perdre un temps précieux à contourner cette brèche, les guides nous proposent de gravir le morne de la Découverte. De nouvelles et minutieuses recommandations sont faites : on s'aidera des pieds et des mains en prenant les plus grandes précautions, on n'aura, sous aucun prétexte, la permission de regarder derrière soi. L'escarpement est à pic, le terrain n'est pas solide, les pierres roulent sous les pieds, à droite et à gauche, des précipices. Je veux violer la consigne, la brise très forte me renverse. Cette leçon me profite. Le sommet de la Découverte est le point culminant de la Soufrière.

Cependant le soleil s'était montré, déchirant tous les voiles, inondant de lumière le ciel et la terre. Le spectacle devient magique. Autour de nous, la Soufrière avec les accidents de son sol tourmenté, avec ses sublimes horreurs, un peu plus bas les forêts, plus bas encore les champs cultivés, enfin le littoral et les villes assises au bord de la mer. La Guadeloupe se déroule comme une carte de géographie en relief, admirablement éclairée ; les torrents se dessinent, les vallées se creusent, les îles voisines semblent sortir des flots, l'horizon n'a de bornes que l'Océan se confondant avec la voûte céleste.... Je me sens impuissant, et je le déplore, à vous montrer le panorama ; ceux d'entre vous, Messieurs, qui ont vu le soleil se lever sur les Alpes ou sur les Pyrénées,

pourront, en faisant appel à leurs souvenirs, s'en rendre compte.

Nous ne voulons pas nous arracher à cette vue qu'une chance exceptionnelle nous ménageait : le plus souvent, des nuages ou des vapeurs enveloppent la Soufrière et dérobent aux regards ces perspectives sans pareilles.

Mais, les plus raisonnables et les plus prudents, il y en a heureusement toujours, pensent au retour : on écoute, en protestant bien un peu, leurs sages conseils, on attaque résolument le revers de la Découverte. Nous sommes alors au point de notre arrivée sur le volcan. Les nègres maudissant le froid, désespérés de notre séjour prolongé sur le plateau, insensibles à ce qui nous impressionnait à un si haut degré, nous attendaient impatiemment. Ils nous servent un déjeuner auquel nous faisons grandement honneur. Dix heures du matin ne sont pas loin ; les cinq heures que nous avons employées à parcourir la Soufrière, ont passé comme un éclair.

Bientôt le signal du départ est donné, et nous descendons le cône. J'espérais que cette descente serait plus commode et plus douce que l'ascension, je m'étais trompé et vous ne sauriez croire combien il est pénible de sauter ces échelons sans nombre. Les jambes sont brisées. Pendant cette descente, le ciel s'est couvert, l'horizon s'est borné, mais un nuage se déchire-t-il tout à coup, et le soleil réapparaît, radieux, éclairant les grands bois, le Camp Jacob et la Basse-Terre.

Nous arrivons ainsi aux Bains Jaunes, encore un lieu ravissant et une halte obligée chacun se rend en hâte à l'Ajoupa, se déshabille rapidement et se jette dans un bassin, dont la température est à 26 degrés. Pendant ce bain qui nous délasse comme par enchantement, les

nègres allument un grand feu autour duquel nous mettons joyeusement nos vêtements de rechange. Les eaux thermales sont abondantes autour de la Soufrière. « Nulle part, a dit le docteur Fusch, on ne rencontre aussi « régulièrement et en aussi grand nombre des sources « thermales, que dans les terrains volcaniques. » Je vous ai déjà cité celles de Dolé, je vous citerai encore celles du Galion, elles étaient à 37 degrés dans la première moitié de ce siècle, elles ont dépassé 60 maintenant. Cette chaleur augmente ou diminue suivant l'énergie des réactions volcaniques.

A sept heures du soir, après vingt-quatre heures bien remplies, nous rentrons à la Basse-Terre, rapportant de notre excursion des souvenirs que de longues années écoulées depuis n'ont su effacer.

Telle est, Messieurs, la promenade dont j'ai tenu à vous entretenir, puisse-je n'avoir pas lassé votre attention ; si je n'ai pas réussi à la captiver, la faute m'est personnelle, car le sujet est digne de vous.

Je pourrais encore vous parler de notre belle colonie, m'attarder à énumérer ses fruits aussi variés que savoureux, vous dire ce que sont les mangots, les mangotines, les pommes lianes, les pommes Cythère, les pommes cannelle, les pommes roses, les sapotilles et les bananes.

Il m'aurait été facile de vous peindre les arbres, les uns aux surprenantes dimensions, à l'âge incalculable, véritables géants de notre monde, les autres aux précieuses essences, dont les fleurs charment la vue autant que l'odorat. Je vous aurais montré les fougères arborescentes, la plus belle décoration peut-être des forêts tropicales, avec leurs troncs ligneux, leurs côtes profondes, portant à leur sommet de gracieuses touffes de branches recourbées, ou encore les filaos, sorte de

saules pleureurs, aux rameaux grêles et flexibles, qui, secoués par le vent, semblent se plaindre et se lamenter.

J'aurais pu aussi vous entraîner dans de nouvelles excursions, vous égarer dans les grands bois, vous mener auprès de ces chutes d'eau, si communes aux Antilles, vous conduire à la Grande Citerne, un volcan éteint celui-ci, dont le cratère s'est affaissé et a été remplacé par un lac aux eaux noires, d'un lugubre aspect et qui, d'après les croyances populaires, serait sans fond.

Le désir m'était venu aussi, et j'ai su y résister, de vous décrire une grande usine, ou d'étudier avec vous certains usages et de singulières coutumes qui remontent aux premiers jours de la colonisation. Mais je sais que je ne dois pas abuser de votre patience : « Qui ne sut se borner, ne sut jamais intéresser. » Vous me pardonnerez, Messieurs, cette altération voulue de l'aphorisme de l'*Art poétique*.

Toutefois, avant de terminer ce trop long discours, il me semble qu'il manquerait de couleur locale, si je n'essayais de vous dire un mot de la langue qui se parle sous ce ciel ensoleillé. Dans une académie, il y a toujours de l'à-propos, si je ne me trompe, à causer des idiomes. Le langage n'est-il pas le reflet du climat ? Fort et rauque dans le Nord, il est doux et musical dans le Midi. Le « Créole » n'est pas, je vous l'affirme, et vous allez du reste en juger, ce parler enfantin et grotesque, imaginé par les auteurs de vaudevilles, pour exciter le rire et qu'ils appellent « parler petit nègre ». Non ! c'est un patois, agréable à entendre quand il est prononcé par un homme, et qui devient d'une incomparable harmonie, en sortant des lèvres d'une femme. Il a ses règles, sa grammaire, sa poésie.

Un fonctionnaire de la Martinique a conçu l'ingénieuse idée de traduire les fables de La Fontaine dans cette langue, que je voudrais tant vous faire apprécier. Laissez-moi, je vous en prie, vous lire un des chefs-d'œuvre de l'inimitable fabuliste ; j'ai choisi à dessein le *Loup et l'Agneau*. Mais, avant de vous la réciter, il est de mon devoir de vous prévenir qu'elle serait infiniment plus plaisante à entendre, si elle vous était débitée par un habitant blanc ou noir de la Guadeloupe, et surtout par une femme de couleur. L'accent me fera défaut, et dans cette occurrence, la chose est vraiment regrettable. Cette réserve formulée, voici cette fable :

### LE LOUP ET L'AGNEAU.

Douvant poule ravett pas ni  
Raison. Provèbe là bien voué,  
Li voué ladans caze béké,  
Li voué dans caze nèg aussi.

Yon ti mouton, les autt' fois,  
Te ka bouè dans la riviè,  
Yon gros loup sôti dans bois  
Li vini pou li bouè.  
Loup là, dent li té rouillé,  
Li par té trouvé mangé ;  
On a dit li tè fè carème ;  
Guiole li tè longue, li tè blème  
Com yon patate six semaine,  
Maig com yon nèg dans chatne.  
Quand li voué ti mouton là,  
Tout suite khè li tè content.  
Li dit : Bon Gué voyé ça  
Pou moin metté en bas dent ;  
Li dit mouton : « Pouquò fè  
To, rhadi, ka vini bouè

Dans la riviè, pou troublé  
Dleau là ? To fè ça exprès  
Pou chaché train èvec moin.  
To pas tè tini bousoin  
Fè ça, moin tè save déjà,  
Dans l'année qui passé là,  
Lassous moin to mal palé. »  
Ti mouton là dit ; « Mouché »  
Pitt étt, c'était yon l'autt moune  
Piss moin p'encó té dans monne  
Dans temps ou ka palé là. »  
Gros loup là réponne comça :  
« Si c'est par tò, c'est papa  
« Yche maman to. » — « Mais moin pas  
Ni papa, moin c'est bata. »  
— « C'est fouè to pouloss, moufi. »  
« Foné ? mais moin com titi !  
Moin par tini piess parent,  
Depi moin lassous latè  
Moin jamais ni bonhè  
'onnaite yonne ; aussi maman... »  
« To ka raisonnein j'oucoué,  
Qui moune ça to ka palé ?  
Comment, toi p'encó ni dent  
Et to déjà insolent. »  
— « Mais moin pas dit ou engnien,  
Mouché, chè maïte ! » — Pas bousoin  
To mandé grâce, à présent. »  
Quand li dit ça, li fè : houan !  
Ça fè, li ba li yon coup  
D'dents pà coté dériè cou.  
Pauve ti mouton la fè : bèh !  
Li tombè mò raide à tè,  
Loup là prend toutt, viane comme zo  
Valé ; fioupe ! com yon gombo.

Je n'ai pas, et je m'en félicite, Messieurs, à traiter  
cette grave question qui, au commencement de ce siècle,  
à passionné l'abbé Grégoire, l'ancien évêque de Blois, à



savoir si les nègres ont une littérature propre ; j'ai essayé seulement par cette citation, de réhabiliter un peu un langage naïf et imagé dont, à mon humble avis, on s'est beaucoup trop amusé, parce qu'on ne le connaissait pas.

Il me reste, Messieurs, en vous remerciant encore une fois de l'honneur que vous m'avez fait, à vous adresser mes excuses les plus sincères pour avoir tardé aussi longtemps à me présenter devant vous. Si j'avais le droit de vous déduire les motifs intimes et personnels qui ont ajourné une réception, objet de mes plus chers désirs, vous m'accorderiez, j'en suis persuadé, toute votre indulgence.





# RÉPONSE DE M. MOULLART,

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE.

MONSIEUR,

N'était le vilain loup qui assaisonne l'agneau de son langage créole avant de le manger, nous serions encore à la Guadeloupe. Je lui en veux un peu : nous serions volontiers restés plus longtemps dans ce beau pays où les loups qui n'y ont jamais été parlent si drôlement.

Vos descriptions sont ravissantes. Vous avez vu ce dont vous parlez. Les profondes émotions que fait naître le spectacle de la nature donnent seules au style ce charme pénétrant, cette couleur vraie, cette sensibilité communicative qui entraînent l'auditeur, l'enlèvent à lui-même et le conduisent pour ainsi dire devant l'objet même des descriptions.

J'ai retrouvé en vous écoutant quelques-unes des impressions qu'avait produites un autre discours, un autre récipiendaire. M. de Gomer nous parlait des jardins et de l'horticulture comme un maître ; mais dans les descriptions de ses fleurs aimées, on distinguait facilement l'observateur de l'écrivain parlant sur la foi d'autrui de ce qu'il n'a pas vu ; ce dernier nous entre-

tenait des orchidées et de leur pays natal avec son imagination : « il les montrait suspendues aux troncs et aux « rameaux des arbres dans l'ombre épaisse des forêts « vierges, bercées et nourries par les brises tièdes et « humides de la zone torride ». Cette phrase abondante n'était après tout qu'une imitation involontaire de Chateaubriand ; on se sentait en face d'une copie, non d'un original.

Tout autre était l'artiste qui avait étudié dans ses serres les belles orchidées qu'il y avait élevées : elles sont bien siennes, il les a vues naître, il les a vues grandir et alors avec quel amour il parle « de ces filles de « l'air », « de ces plantes créées pour vivre sans tou- « cher la terre » ; il montre « leurs formes étranges, « leurs *facies* insolites, l'élégante bizarrerie de leurs « inflorescences, tantôt déliées, menues, aériennes, « tantôt lourdes et monstrueuses d'aspect ; ici sombres, « velues, bigarrées, imitant des volées entières d'insec- « tes, de papillons, d'oiseaux d'un autre monde ; là « grandioses et brillant des couleurs les plus vives et « les plus délicates. »

Ce n'est pas non plus une copie, Monsieur, que vous avez présentée à l'Académie, c'est une peinture d'après nature. Plus heureux que M. de Gomer qui n'avait vu ses belles fleurs qu'exilées de leur pays natal et dans le cadre étroit de ses serres, vous les avez admirées dans le milieu même où le paysagiste divin les a placées ; je les ai retrouvées fondues dans un de ces nombreux tableaux que vous avez peints avec tant de bonheur. Tous ces sites ravissants ou grandioses, sombres ou éclatants, terribles ou pleins de grâce et de fraîcheur, vous les faisiez passer devant nous, et votre style se pliait et se nuancait avec la variété de vos récits.

Parmi tant de tableaux, il en est un qui m'a frappé par la simplicité du dessin, par la netteté des plans divers et la couleur sobre et pourtant harmonieuse de l'ensemble : comme disent les critiques, c'est plein d'air. Je veux parler de la Guadeloupe vue de la Soufrière. Je détache ce tableau, et, j'en suis sûr, nos auditeurs me seront gré de le leur remettre sous les yeux après leur avoir rappelé comment vous aviez fait des circonstances de votre excursion un contraste qui prépare à le goûter : cette ascension de nuit, les grands bois traversés à la lueur des torches, cette marche pénible, la végétation qui diminue, cette plaine de boue, votre arrivée sur la Soufrière, votre entrée par la porte d'Enfer. Nous y voilà. Le tableau va s'éclairer, regardez : « Le soleil  
« s'était montré, déchirant tous les voiles, inondant de  
« lumière le ciel et la terre : le spectacle est magique.  
« Autour de nous, la Soufrière avec les accidents de son  
« sol tourmenté, avec ses sublimes horreurs ; un peu  
« plus bas, les forêts, plus bas encore, les champs culti-  
« vés, enfin le littoral et les villes assises au bord de la  
« mer. La Guadeloupe se déroule comme une carte de  
« géographie en relief, admirablement éclairée, les  
« torrents se dessinent, les vallées se creusent, les îles  
« voisines semblent sortir de l'azur, l'horizon n'a de  
« bornes que l'Océan se confondant avec la voûte  
« céleste. »

Voilà qui est beau !

Je voudrais rapprocher de cette scène quelques vers de Racine. Singulière idée ! Cependant, Monsieur, si quelqu'un doit me pardonner ce désir bizarre de parler de Racine à propos de la Soufrière et de la Guadeloupe, c'est vous. Vous êtes bien plus qu'un curieux, vous êtes un de ces hommes rares dont la race se perd de plus en

plus et qui savent causer. Ceux qui vous connaissent savent comment vous pratiquez cet art si français. En vous entendant lire, je vous plaignais parfois et regrettais de ne pas vous entendre causer votre lecture : il m'a semblé çà et là que vous éprouviez quelque chagrin de vous sentir enchaîné par les liens d'un récit ordonné et suivi ; vous auriez voulu échapper à cet ordre qui vous empêchait de glaner les anecdotes de votre séjour aux îles ; vous les racontez si bien qu'il a dû vous en coûter de les sacrifier. Nous espérons bien qu'en un jour moins solennel, vous vous laisserez aller à vos souvenirs et, moins rigoureux sans être moins intéressant, vous ferez partager à l'Académie le plaisir déjà goûté par un petit nombre d'élus.

Aujourd'hui vous avez obéi à la sagesse académique en mettant dans votre sujet l'unité qui convient à la circonstance. Pour moi, Mousieur, plus habitué à la liberté d'allures dont notre Compagnie a le respect, je ne me sens pas lié avec le même scrupule ; n'en déplaise à l'Aristote des Académies qui dicte des lois d'autant mieux obéies que personne ne connaît cet inconnu, Racine ne me paraît pas un intrus dans ma causerie.

Je lisais et relisais votre narration et toujours trois vers de Phèdre me revenaient à la mémoire : ils ne semblent avoir d'autres rapports avec votre sujet que parce qu'ils évoquaient un paysage, mais si différent des vôtres cependant.

Phèdre vient d'entrer en scène : dans ce dialogue si émouvant où Œnone conjure, implore, interroge sa maîtresse, Phèdre parle et ne lui répond pas, elle n'écoute rien, elle ne voit rien, perdue dans sa pensée ainsi que dans un rêve ; à une dernière question d'Œnone,

elle relève peu à peu la tête et le regard fixe elle murmure ces beaux vers :

Dieux ! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts !  
Quand pourrai-je, au travers d'une noble poussière,  
Suivre de l'œil un char fuyant dans la carrière.

Vous vous rappelez, Monsieur, ces vers interprétés par l'incomparable actrice dont nous avons tant de fois parlé ensemble, mettant en commun nos souvenirs pour reconstituer sa grande image. Qu'elle comprenait bien son poète ! Tous deux, le poète et sa sublime interprète, nous transportaient en Grèce ; la forêt, les montagnes ombreuses, le ciel bleu et les coursiers fougueux obéissant au chasseur sauvage qui les poussait dans la plaine. Tout cela nous apparaissait, réel et coloré pour ainsi dire, par la voix, les yeux, l'ardente physionomie, le beau geste de l'artiste inspirée se soulevant peu à peu de son siège, debout enfin, mais frémissante encore alors que sa bouche est muette et suivant de son doigt le fantôme évoqué jusqu'à ce qu'il se perde dans le lointain.

Pourquoi vos paysages m'ont-ils rappelé le paysage à peine tracé, il est vrai, par le poète, mais si puissamment imposé à l'imagination par le jeu de l'actrice ? Est-ce par contraste ? Le voyageur fait du réalisme et du meilleur ; le poète que l'émotion rend aussi peintre est idéaliste. Quelle association d'idées me transportait de la Guadeloupe dans les plaines de Trézènes ? Il y a là un problème psychologique dont il serait peut-être intéressant de chercher la solution. Je ne le ferai pas : c'est un des privilèges de la causerie de soulever des problèmes sans les résoudre.

En fait de problème, il n'y a que le premier pas qui coûte... quand on ne se croit pas obligé de les résoudre parce qu'on les pose : qu'est-ce donc que la beauté dans un spectacle de la nature ? Est-ce que la nature est belle ? Qu'importe ? Sans aller jusqu'à dire que le beau réside dans l'âme seulement, on peut croire que c'est elle qui entrevoit, dégage, précise et rend seule apparente la beauté des choses. L'homme a ce goût créateur : il fait naître en nous, malgré nous pour ainsi dire, le sentiment qu'il a lui-même subi et qui l'a inspiré, soit que voyageur il ait fait du réalisme, soit que poète il ait idéalisé la nature.

Eh bien ! Monsieur, en vous lisant, je subissais à mon tour cette émotion créatrice qui vous a fait comprendre la nature et vous l'a fait révéler. Tous ont pu voir le même spectacle, mais tous ne sont pas capables d'entrer dans le dessein vivant et coloré. Dans les vers que je citais, il est facile de constater que l'âme, avec ses désirs, évoque, crée et anime le paysage : dans vos paysages, on devine l'âme qui les a aimés, compris et vivifiés : ce ne sont pas des photographies. Si d'un ballon au-dessus de la Soufrière, on eût tiré une vue du panorama que vous avez eu sous les yeux, si on nous eût présenté cette image exacte et complète, nous n'eussions pas, j'en suis sûr, éprouvé l'émotion et le charme que nous a causés votre récit.

La nature bien vue peut éveiller dans l'âme le sentiment du beau, si le spectateur est capable de l'éprouver ; mais la peinture que nous en fait l'observateur nous laissera froid, s'il n'a pas été ému en la faisant. Il faut que son âme ait été atteinte, il faut qu'il ait gardé



l'émotion du souvenir pour nous communiquer ce qu'il a ressenti. On dit que si deux pianos sont dans une même salle, la corde qu'on fait résonner dans l'un fait vibrer à l'unisson la même corde dans l'autre instrument. Mais pour cela il faut non-seulement que la corde soit touchée, il faut qu'elle ait vibré sous le coup pour qu'il y ait communication du son.

Cette communication d'une émotion en double le plaisir. L'amateur qui n'aime point à aller seul au théâtre, au musée, dans un voyage, aura bien soin, s'il est un peu gourmet du beau, de choisir un compagnon dont l'âme vibre et rende le son.

Vous étiez jeune, Monsieur, quand vous avez fait ce long séjour aux colonies. Le même voyage vous causerait-il aujourd'hui le même plaisir ? Sans qu'elle ait rien perdu de son éclat, la nature, lorsque nous vieillissons, perd de sa puissance sur notre âme, les mêmes spectacles n'éveillent plus les mêmes émotions. Les premières impressions ne laissent une trace si durable que parce qu'elles ont atteint plus profondément une âme plus neuve, plus facile à pénétrer.

Vous-même, Monsieur, à la Guadeloupe, au milieu de ce débordement de la vie, en face de cette nature exubérante, étalant ses trésors devant vos yeux ravis, vous étiez déjà dominé par des impressions premières assez profondes pour n'avoir pu être effacées par ces splendides nouveautés. Presque dès le début de votre récit, je vous surprends dans votre lit créole, songeant aux chers absents ; et plus tard, quand sous la vérandah de votre habitation à la Basse-Terre, aux lueurs du soir, vous contemplez le spectacle qui est sous vos yeux, vous

voyez tout d'abord la ville descendant jusqu'aux quais, puis la mer que vous ne pouvez regarder sans une certaine tristesse parce que c'est le chemin qui ramène dans la chère patrie.

C'est aussi une loi de notre nature qui nous y ramène toujours. Plus tôt pour les uns, plus tard pour les autres, il arrive en effet un moment où l'âme ne goûte plus que le commerce des âmes. Or, ce commerce n'existe pour nous qu'en un seul pays.

Le rêve, c'est le monde exploré, ses beautés, ses surprises, les magnificences des grands spectacles de la nature, la variété de ses races et de ses coutumes. La réalité, c'est la patrie, c'est ce coin de terre où nous avons pris racine, où nous avons vécu, aimé, souffert, pensé, dont l'air seul est vivifiant pour notre corps et pour notre esprit, où tout nous rappelle les ancêtres, les concitoyens, les enfants appelés à la continuer et à qui nous la laissons comme un dépôt sacré. Là seulement, à l'heure du dégoût ou du détachement des choses extérieures, nous pouvons nous livrer à ce commerce intime, à cette conversation des âmes.

A moins de se condamner à un exil éternel, le voyageur n'a guère le temps, dans ses explorations rapides, de connaître les hommes qu'il visite ; il faut, pour connaître autrui et l'aimer, avoir vécu de la même vie, dans une société de toutes choses. Ce n'est qu'ici, chez nous, que nous nous connaissons ainsi, que nous avons entre nous, Picards ou Alsaciens, Bretons ou Bourguignons, Flamands ou Provençaux, une vie commune, une pensée commune, une âme commune ; cette âme immortelle, qui a ce passé dont nous sommes issus, ce présent mêlé de joies et de douleurs, de craintes et de

consolations, et cet avenir auquel nous aspirons..., tous ces biens et tous ces maux qui font que nous nous comprenons mieux que ceux qui n'en vivent pas.

Je me rappelle un soir de l'année maudite. Ils venaient de partir. Nous causions, un membre de cette Académie et moi, derrière le square Saint-Denis, près de la Société Industrielle : je parlais d'espérance et de relèvement ; mon compagnon s'en prenait à la France, à sa légèreté, à son imprévoyance, à ses divisions implacables, il poussait le paradoxe jusqu'à soutenir que la guerre civile pouvait seule nous sauver, car nous n'avions jamais été plus forts, selon lui, devant l'étranger, que lorsque nous nous égorgions entre nous. L'amertume de son langage, l'exagération de ses reproches, la colère de ses imprécations me révoltaient. Mais tout à coup, saisissant ce qu'il avait dans le cœur, je lui dis : « Vous l'aimez donc bien pour en dire tant de mal. » Il me regarda, me serra énergiquement la main, et, baissant la tête, me quitta sans pouvoir dire un mot. Est-ce qu'on peut se comprendre comme cela ailleurs que dans le pays ?

Mais je m'arrête. Je dirais volontiers comme Phèdre sortant de son rêve :

Où suis-je et qu'ai-je dit ?

Où laissé-je égarer mes vœux et mon esprit ?

Ce que j'ai de mieux à faire pour reprendre ma route et mon sujet, c'est de vous suivre, Monsieur, à votre retour en France. A Sedan, à Péronne, ou à Amiens, vous trouvez, avec d'agréables relations, les goûts d'un esprit cultivé et les moyens de les satisfaire.

C'est surtout à Amiens que vous êtes sollicité à entrer

dans des voies diverses. Vous les parcourez toutes avec honneur.

A la Société des Antiquaires, vous lisez deux études que je regrette de ne pouvoir analyser longuement : sur le Masque de Fer et sur la Possédée de Vervins.

Dans la première, vous recherchez le personnage que cache le Masque de Fer. Votre travail intéressant a les allures et la méthode serrée d'une enquête judiciaire. Selon vous, il n'y a rien de romanesque dans ce problème historique : c'est simplement un de ces faits divers de la police politique qui, sous Louis XIV, n'avait point à garder de scrupule, couverte qu'elle était par l'omnipotence royale. On conspirait à l'étranger, comme en France, contre le roi de France ; les ennemis de toute nature de sa puissance et de sa politique ne s'arrêtaient pas devant un attentat à sa vie, ou à celle des membres de sa famille. De Bruxelles, de Gand, de Cologne, d'Amsterdam et de Madrid partaient les ramifications d'un vaste complot. Louvois en tenait les fils. Lorsque l'heure de l'action fut arrivée, au moment où, avec quelques compagnons, le principal acteur et chef du complot passait la Somme, près de Péronne, dans la nuit du 28 au 29 mars 1673, il fut arrêté.

Il prétendit s'appeler Louis Oldendorff, natif de Nimègue ; était-ce son véritable nom ? Vous ne vous prononcez pas sur ce point ; vous dites seulement qu'on l'appelait tantôt le chevalier de Kiffenbach, tantôt le chevalier des Harmois. Louvois le tient et ne le lâchera plus. Pas de jugement, une claustration complète. Sous la surveillance de Saint-Mars, le captif est conduit de prison en prison : de la Bastille au château de Pignerolles, puis au fort d'Exiles, il revient enfin, en 1698, à la Bastille pour y mourir en 1708. On le garde au besoin comme un témoin,

car ses papiers ont révélé au gouvernement et à Louvois les noms des grands personnages, mêlés au complot contre le roi : un procès eût causé un immense scandale, mais plus tard, il pourra arriver une circonstance où l'on aura besoin d'appuyer, par les révélations du prisonnier, des accusations que la politique empêchait de formuler en 1673.

Telle serait la vérité sur le Masque de Fer. Il n'y faudrait voir ni Fouquet, ni un frère du roi, ni tel autre grand personnage, c'est le conspirateur arrêté près de Péronne en 1673. Est-ce bien là la solution du problème historique, je ne sais ; on l'ignorera sans doute toujours. Ce que je constate, c'est que vous penchez vers cette thèse que vous pouvez heureusement soutenir sans une bien lourde responsabilité.

Je ne voudrais pas trop creuser votre étude sur la Possédée de Vervins : je craindrais d'y perdre la raison. Il faut avouer, si possession il y a, que le Diable a un singulier pouvoir de choisir ses victimes. Voilà une pauvre jeune femme, Nicole Obry, fille d'honnêtes bourgeois de Vervins, pieusement élevée pendant sept ou huit ans chez les religieuses de Montreuil ; à seize ans, elle épouse Louis Pierret, couturier de son état..., il semble qu'on va pouvoir leur appliquer la bénédiction du mariage des contes : ils vécurent longtemps et eurent beaucoup d'enfants.

Pas du tout. Trois mois après son mariage, le 3 Novembre 1565, « le lendemain des Trépassés, sur les « trois heures de l'après-midi, entre le second et le « troisième coup de vêpres, Nicole Obry passant par le « cimetière, voisin de l'église, s'y agenouilla sur la « fosse de son grand-père. » Pendant qu'elle priait, un

fantôme blanc lui apparut : « Nicole, je suis ton grand-père. » Épouvantée, Nicole s'enfuit. C'était trop tard, elle était possédée.

Ce que le Diable lui fit faire ainsi qu'à ses parents de pèlerinages et de prières, c'est incroyable. Il quitta bientôt le masque emprunté du grand-père et se révéla Belzébuth. Puis, comme si ce n'était pas assez d'un diable, il en appela d'autres à la rescousse : il y en eut jusqu'à vingt et plus... une légion. Conjurations, exorcismes, processions..., on recourut à tous les moyens pour délivrer la malheureuse. Ce fut d'abord à Vervins que les conjurations furent tentées. Après les prêtres et les religieux de la ville, l'évêque de Laon s'y transporta. Des jours et des jours se passèrent dans de saints exercices, rien n'y fit : le Diable s'en allait et revenait bientôt et, pendant son absence, Nicole ne s'en trouvait guère mieux, elle devenait muette, sourde et aveugle.

Tout le pays était en émoi. Le voyage de l'évêque à Vervins avait été interprété diversement. Les huguenots s'étaient d'abord vantés d'être plus habiles, ils avaient offert de chasser le Diable au moyen des psaumes de Marot. L'un d'eux prétendit y réussir par la nécromancie; arrivé près de la malade, il se borna à réciter des psaumes de Théodore de Bèze et n'eut aucun succès. L'évêque de Laon ne pouvant ni rester, ni revenir à Vervins, on transporta Nicole dans la ville épiscopale : après quelques cérémonies, on la conduisit de Laon à Notre-Dame de Liesse. Là, dans une conjuration, Belzébuth déclara qu'il ne quitterait pas Nicole : c'était bien assez qu'on eût fait sortir de Nicole vingt-six démons, ses confrères, il était bien décidé à ne pas s'en aller tant qu'on serait à Liesse, il ne s'en irait qu'à Laon où l'évêque seul avait le pouvoir de le chasser.

Le Diable était bien bon de donner cette indication. On retourna à Laon et là on multiplia les exorcismes et les conjurations. Chaque jour, pendant près d'un mois, on conduisait ou plutôt on portait Nicole dans l'église, on la plaçait sur un échafaud où quinze hommes la maintenaient à peine : devant une foule immense (il venait des pèlerins et des curieux de toute la contrée), pendant qu'on accomplissait les cérémonies, Nicole faisait d'horribles grimaces, contrefaisait l'évêque et se moquait de lui, ou subitement bondissait à plusieurs pieds de hauteur, entraînant avec elle ses gardiens. Malheur à qui approchait d'elle sans avoir pris la précaution de se confesser, elle se chargeait de dire tout haut les fautes de l'imprudent qui s'en allait aux risées de la foule et jurant un peu tard qu'on ne l'y prendrait plus.

Un seul moyen avait le pouvoir de calmer la possédée, c'était l'hostie approchée de ses lèvres. Mais le calme ne durait pas et le lendemain c'était à recommencer. On craignait des troubles ; les catholiques acclamaient chaque jour le miracle de la guérison par l'hostie ; les huguenots prétendaient que Nicole et son entourage se jouaient du peuple.

On accourait de toutes parts voir la possédée, on se convertissait, on criait, on disputait, on prêchait, on se disposait à en venir aux mains. Le lieutenant du roi fit enlever Nicole et la mit en lieu sûr ; mais ce remède de police ne calma pas les passions de la foule.

Tout était à redouter dans ce temps de guerres religieuses et civiles. Nicole fut enfin délivrée à Laon sans que j'aie bien compris dans quelle mesure ; lorsqu'en effet elle quitta la ville parce qu'on contraignit son mari et ses parents à retourner avec elle à Vervins, elle redevint gravement malade. Alors ceux-ci voulurent la

ramener dans la ville épiscopale, le seul lieu, disaient-ils, où elle pouvait être bien portante : ils ne réussirent pas à y rentrer.

Le prince de Condé intervint alors, s'empara en quelque sorte des voyageurs, les conduisit à la Fère, là il les sépara l'un de l'autre, les interrogea, les supplia, les menaça : il voulait qu'ils avouassent être des imposteurs ; il n'y réussit pas et fit mettre Nicole en prison. Il fallut un ordre de Charles IX pour l'élargir, le roi se rendit même à Laon avec sa mère, le duc d'Anjou et sa Cour, il fit une enquête et ordonna qu'on lui amenât Nicole ; elle le convainquit, paraît-il, lui et son entourage de sa possession et du miracle de sa délivrance. Elle était bien guérie alors, elle retourna définitivement à Vervins, y vécut avec son mari et donna le jour à plusieurs enfants. Cependant en 1577, elle devint subitement aveugle et il fallut un pèlerinage au chef de Saint-Jean-Baptiste dans la Cathédrale d'Amiens pour la guérir. Après quoi l'histoire et les antiquaires la perdent de vue.

Je dis les antiquaires, car il faut leur patience de bénédictins pour suivre l'histoire de cette possédée. Vous l'avez faite, Monsieur, avec un scrupule que j'admire. Sans discussion, dans une narration simple, soutenue, mouvementée et, j'allais dire, avec le ton naïf d'un chroniqueur du moyen-âge, vous avez laissé aux faits toute leur étrangeté. Il ne faudrait pas lire de pareilles choses devant des enfants, je craindrais pour eux plus que le frisson de la peur, je craindrais la contagion d'une maladie bizarre. Dans votre préface, du reste, vous dites que ce ne serait pas la première fois qu'un grand nombre de personnes fussent prises en même temps de



ce mal étrange. Qu'est-il au fond ? Vous ne le dites pas expressément, mais il semble bien que selon vous Nicole était simplement frappée d'une de ces maladies où les nerfs jouent un rôle dont on ne se rend pas encore bien compte aujourd'hui.

Quittons donc ce sujet. Ce n'est pas bien difficile : voyageur, antiquaire, causeur et curieux à vos heures perdues, vous mettez au-dessus de tout l'exercice d'une vie active. Dans vos récits sur la Guadeloupe vous nous avez montré la fécondité des efforts des créoles, race énergique que vous admirez ; à regret, vous avez laissé, sans en parler, les progrès agricoles de la colonie qui vous avaient frappé. Vous deviez retrouver en France l'application des belles lois du travail ; votre séjour à Sedan vous avait montré le développement d'une grande industrie manufacturière. A Amiens, vous avez fini par vous donner plus complètement à ces études industrielles ; une grande Société vous a choisi pour son président ; elle vous avait vu à l'œuvre dans son Conseil d'administration, dans un de ses comités que vous aviez dirigé et où vous aviez été rapporteur d'une étude importante sur la limitation légale des heures de travail de l'ouvrier adulte.

La Société industrielle vous a donc mis à sa tête ; ses membres ont compris que l'industrie est la chose de tous. En effet, personne n'y est étranger. Quelquefois, celui qui est en dehors de sa vie quotidienne peut la juger avec plus de sang-froid, il voit facilement, du haut de son désintéressement, son ensemble admirable, il fait mieux la part de chacun que le spécialiste perdu dans son labeur, il saisit avec plus de netteté les liens de ses travaux si variés, il comprend mieux l'unité de ce grand

atelier social où toute une nation fait coopérer ses enfants à la production de tant d'utilités nécessaires à la vie de tous, et d'où elle sort armée pour se présenter elle-même en face de ses concurrents étrangers sur le marché du monde avec toutes ses forces disciplinées et unies.

La Société industrielle a bien choisi. Vous n'êtes pas de ceux dont vous parlez, dans votre discours d'installation, qui « ont négligé aux belles années de la jeunesse « ces exercices de la raison, de l'esprit et du style qui « donnent à la pensée une forme et un corps, qui « permettent de la communiquer, de la vulgariser, de la « perpétuer. » Vous étiez préparé depuis longtemps et vous aviez acquis la capacité de réaliser le bien qui vous serait demandé, au nom de l'intérêt général, dans les situations diverses de votre carrière. Aux Antiquaires, vous adoptiez une devise que vous avez conservée à la Société industrielle, et, j'en suis bien sûr, nous vous la verrons pratiquer au sein de notre chère Académie, au nom de qui je vous souhaite la bienvenue, c'est la devise du connétable Louis de Luxembourg : « Mô myeux. » Nous savons par expérience la valeur des promesses que cache la modestie de cette devise ; vous n'êtes pas un déserteur fuyant les responsabilités du travail.

---

# LE PESSIMISME

---

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE

M. l'abbé E. FRANQUEVILLE

---

*Séance publique du 18 Juillet 1884*

---

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

MESSIEURS,

Vous vous étonnerez peut-être de m'entendre, le jour où j'ai l'honneur d'être reçu dans votre corps, traiter un sujet aussi sombre que la maladie de l'esprit connue sous le nom de pessimisme. La raison de ce choix témoigne surtout d'une chose qui, à défaut d'autres, me servira en ce moment de recommandation : elle révèle mon vif désir de me trouver plus promptement au milieu de vous. Ayant eu l'occasion déjà de m'occuper d'études analogues, il m'a été possible, malgré de nombreuses occupations, de réunir en peu de temps quelques faits et quelques idées (1). D'ailleurs, en parcourant les volumes très précieux où sont recueillis vos principaux travaux,

---

(1) La première partie de ce travail est un résumé succinct de l'introduction d'un ouvrage publié ultérieurement : *La Souffrance et l'Eglise catholique*.

et, depuis que j'ai le privilège d'assister à vos séances, en écoutant plusieurs de vos lectures ou de vos discours aussi remarquables par l'élévation de la pensée et l'exquise délicatesse de l'analyse que par la profondeur des connaissances psychologiques, philologiques ou autres, j'ai pu me convaincre de la faveur que vous accordez aux questions philosophiques et morales. Ajouterai-je que dès lors se sont accrus encore les sentiments qu'avait fait naître en moi la réputation justement méritée de l'Académie d'Amiens : sentiments de confusion quand je me compare, sentiments de reconnaissance quand je pense à l'indulgence dont vous avez donné la preuve en m'honorant de vos bienveillants suffrages.

La notion générale du pessimisme est assez connue pour que nous n'ayons pas à entrer par rapport à elle dans de longs développements. Rappelons d'une manière sommaire qu'on nomme ainsi l'opinion ou la disposition de quiconque, soit en cédant à une tendance naturelle de son être, soit en formulant un système, se préoccupe des misères du monde au point de déclarer la vie mauvaise et de répéter comme un ancien : Le mieux pour l'homme est de ne pas naître, ou, quand il est né, de mourir jeune. Le sens de ce mot — du reste assez mal employé si l'on considère son étymologie : on dirait mieux péjorisme — subit de nombreuses variations, selon les divergences théoriques de ceux qui s'en servent ; nous aurons à le constater dans le cours de ce travail, où, après avoir esquissé l'histoire du pessimisme, nous apprécierons les raisons que l'on invoque à son appui, et nous ajouterons quelques mots sur les principes propres à résoudre l'important problème dont les philosophes du désespoir se plaisent en quelque sorte à accroître les difficultés.

§ I.

Le pessimisme ne date pas de nos jours ; dans tous les siècles et chez tous les peuples nous en surprenons les manifestations au moins à l'état de sentiment. Disons plus : il n'y a guère d'homme qui puisse se flatter de n'en avoir pas, au moins passagèrement, subi les atteintes. Que de fois, sous l'influence d'une maladie qui nous travaille, d'une déception qui nous décourage, d'un revers qui nous abat, d'une séparation qui nous déchire, d'une faute qui nous humilie, d'une vive indignation qu'excitent en nous les insolents triomphes de l'injustice ou les odieuses injures infligées à l'innocence, d'une douleur patriotique qui nous fait gémir sur de désastreuses défaites, que de fois, dis-je, nous éprouvons des mouvements de révolte ! Pour nous alors le mal d'un jour devient le mal de la vie, et nous regardons avec mépris notre existence si chétive et si troublée. C'est là ce que nous pouvons appeler avec un savant auteur anglais, M. James Sully, le pessimisme non raisonné.

Si jamais un peuple avait dû en être préservé, c'eût été le peuple grec si merveilleusement favorisé de toute manière. Les Athéniens en particulier jouissaient des plus enviables avantages. Ils étaient beaux, artistes, intelligents, ils étaient doués d'un heureux caractère, et surtout de ce sentiment de la mesure, de cet instinct de l'harmonie en chaque chose, appelé par eux avec tant de charme l'eurythmie. L'heureux peuple ! et sans doute que ses poètes peu familiarisés avec des spectacles de souffrance, n'ont chanté que les joies de la terre, que les félicités de la vie ? Détrompons-nous. Souvent, au contraire, ils ont des accents de tristesse, et même des cris de colère. Les dieux, dit Homère, ont destiné les

hommes à vivre dans la douleur, tandis qu'eux-mêmes sont exempts de chagrins. Hésiode, lui, affirme que d'abord, dans la pensée de ces dieux, il ne devait pas en être ainsi, mais Pandore découvrant de ses mains un vase qu'elle portait laissa échapper tous les fléaux et les répandit sur les mortels. Depuis ce temps le jour et la nuit nous apportent la douleur. Les maux varient, redit comme les autres poètes gnomiques Théognis de Mégare, et à vrai dire, le bonheur ne se rencontre chez aucun de ceux qui vivent sous le soleil. Pourtant le mot félicité ne se lit-il pas dans n'importe quelle langue ? Oui, mais qu'est-ce que la félicité ? se demande Pindare : Deux maux pour un bien, répond-il, c'est la maxime des sages. Etres éphémères, que sommes-nous, que ne sommes-nous pas ? Le rêve d'une ombre, voilà l'homme.

— Même dans les plus beaux siècles de la Grèce et au sein de sa plus florissante prospérité, nous entendons des gémissements ; ils retentissent jusque dans ces théâtres où la foule cherche, en s'entretenant de ses misères, à s'en consoler ; les scènes qu'on y représente sont pleines de vengeances, de trahisons, de meurtres, de parricides, d'horribles catastrophes, et on y applaudit à l'expression émouvante des plaintes de l'humanité sous les maux qui l'accablent. Vanité des choses humaines, s'écrie Eschyle dans l'Agamemnon, le bonheur, tous ici bas courent après lui, tous en ont soif... et une ombre suffit à le détruire ! Les quelques tragédies qui nous restent de ce poète exposent des situations navrantes ; sa trilogie de l'Orestie nous attriste à chaque instant par des exclamations de douleur, et quand, dans son Prométhée enchaîné, il nous fait assister aux tortures d'un bienfaiteur de l'humanité, il indique d'une manière saisissante l'étendue du mal auquel les hommes

sont condamnés. Sophocle ne choisit guère de sujets plus rians : le désespoir d'Ajax, la mort horrible d'Hercule, les souffrances de Philoctète, les malheurs d'Œdipe et de sa famille éveillent en nous de pénibles pensées. Nous nous indignons lorsque Créon voue à la mort Antigone cette sœur douce et dévouée, délicate et généreuse qui, malgré de rigoureuses défenses, ensevelit son frère Polynice ; Sophocle, sans rester insensible à une aussi cruelle destinée, ne la considère que comme un des cas nombreux de notre commune misère : Un sage, rapporte-t-il, a dit cette parole mémorable : le mal se présente sous la forme d'un bien à l'homme qu'un Dieu précipite à sa perte, son bonheur n'a qu'une courte durée. Euripide se meut à peu près dans le même cercle d'idées. On sait avec quel art il peint les passions, avec quel pathétique il parle de nos douleurs ; Hécube, Hippolyte, Médée nous présentent de nouveaux types de victimes du sort, qui murmurent comme l'infortunée Polyxène : ma vie à moi, cette vie de misère, je ne la regrette pas, pour moi mieux vaut mourir. La prospérité elle-même lui semble de peu de valeur. Stobée nous a conservé un passage de son Pélée dans lequel il affirme qu'elle n'est presque rien : C'est une image fugitive que la divinité efface plus vite qu'elle ne l'a tracée (1).

Si nous interrogeons l'antiquité Romaine, nous obten-

---

(1) Les Poètes comiques abondent en traits semblables. Aristophane nous les offre en grand nombre et Ménandre s'exprime ainsi sur la vie humaine : Si un Dieu venait me dire : Après ta mort, tu seras ce que tu voudras, chien, bouc, homme ou cheval, car il faut que tu vives deux fois, la destinée est ainsi faite, mais choisis ; je crois que je lui répondrais : fais de moi ce que tu voudras, pourvu que tu ne fasses plus de moi un homme. V. Ménandre. Guill. Guizot,

drions les mêmes réponses ; il y a plus d'intérêt à les entendre de nos modernes. Quels accents pénétrants, quelles tristesses poignantes, quelles inquiétudes anxieuses, quelles plaintes émouvantes n'inspirent pas à nos trois grands poètes contemporains le spectacle de notre vie ! Victor Hugo à cette vue sent les larmes mouiller ses yeux :

Il suffit pour pleurer de songer qu'ici bas  
Tout miel est amer tout ciel sombre  
Que toute ambition trompe l'effort humain  
Que l'espoir est un leurre et qu'il n'est pas de main  
Qui garde l'onde ou prenne l'ombre.

Un sentiment profond de mélancolie règne dans la plupart des œuvres de Lamartine. Le poète des méditations se plaît à chanter la fragilité de nos biens, la vanité de nos espérances, les amertumes de la vie et les douleurs de la mort : *Homme de désespoir, mon culte est l'agonie*, écrit-il quelque part avec exagération ; au moins peut-on appliquer aussi à sa poésie ce vers où il dit de lui-même : *Ma vie en longs soupirs s'échappe à chaque haleine*. Devenu vieux, il se plaint de porter le poids de son cœur plus péniblement que celui des années, et représente celles-ci comme le fantôme de Macbeth passant leurs mains par dessus son épaule et lui montrant du doigt non des couronnes mais un sépulcre. — La plupart des chants de Musset sont tristes, il ne nous parle de ses banquets qu'avec la lassitude et le dégoût d'un lendemain de fête. Victime précoce de toutes sortes de passions, il tombe de fatigue dès ses premiers pas en ce monde et gémit sur les humiliantes contradictions dont il devient le jouet : il souffre de son mal et il l'irrite, il rougit de ses désordres et il les renouvelle, il maudit sa faiblesse et il l'accroît, il stigmatise ses hontes



et il les provoque. En vain chercherait-on à ranimer le courage de cet enfant du siècle, il ne sait que mépriser le monde et qu'y voit-il ?

Hélas ! toujours un homme. Hélas ! toujours des larmes,  
Toujours les pieds poudreux et la sueur au front,  
Toujours d'affreux combats et de sanglantes armes,  
Le cœur a beau mentir, la blessure est au fond.

Ce sentiment, aigri dans certaines âmes par une cause quelconque, a produit ces poètes du désespoir dont les sentiments se traduisent en cris de révolte et en imprécations. Nous aurions à citer, comme exemples, bien des poésies empruntées à nos auteurs contemporains, en particulier à Alfred de Vigny, à Gérard de Nerval, à à Hégésippe Moreau, à Leconte de Lisle, à Théophile Gautier, à Baudelaire, etc, nous n'en signalerons qu'une seule dont, depuis Lucrèce, aucune œuvre n'a dépassé la violence. Le poète, une femme, M<sup>me</sup> Ackermann, parcourt le monde, au jour de la résurrection : de partout les malheureux refusent de sortir de leur tombeau, ils ont trop souffert ; toujours blessés par le souvenir, « cette ronce immortelle enfoncée dans leur cœur, » ils s'écrient avec colère :

Oh ! tu frappes trop fort en ta fureur cruelle  
Tu l'entends, tu le vois, la souffrance a vaincu,  
Dans un sommeil sans fin, o puissance éternelle  
Laisse nous oublier que nous avons vécu.

L'auteur souvent exquis du *Vase brisé* et de tant de poésies doucement mélancoliques se garde de répandre dans ses peintures ces trop sombres couleurs ; parfois néanmoins la sérénité plus ou moins scientifique qu'il s'efforce d'y faire régner, se trouble et il se laisse entraîner à écrire ces vers d'une âme découragée ;

Toute forme est sur la terre un vase de souffrance  
Qui s'usant à s'emplir, se brise au moindre heurt,  
Apparence mobile entre mille apparences,  
Toute vie est sur terre un flot qui roule et meurt.

La vue de ces douleurs l'émeut même un jour à ce point qu'il méprise la vie et se reconnaît coupable d'une offense au droit et au bon sens s'il commettait la faute d'y condamner un fils qui lui pût ressembler.

Une recherche analogue, faite dans les ouvrages de nos prosateurs les plus renommés : M<sup>me</sup> de Staël, Chateaubriand, Balzac, Sand, Sainte Beuve etc., nous offrirait le même résultat. Trop souvent, chacun d'eux exprime à sa manière la pensée de Flaubert accusant la vie d'être « injuste et agressive. » On sait du reste quel fâcheux succès ont obtenu au commencement de notre siècle les noires élucubrations de M. de Senancourt.

Aussi n'est-il pas étonnant que des esprits portés aux spéculations philosophiques aient érigé en système des idées aussi répandues. Héraclite en paraît le principal représentant dans l'antiquité. A la vérité, on opposa à ses larmes continuelles le continuel rire d'un autre Ionien, Démocrite. En fait, ces deux sages se ressemblent plus qu'on ne le croirait au premier abord ; si leur procédé diffère, leurs appréciations de la vie sont identiques : tous deux la regardent comme digne de mépris. Empédocle se répand en lamentations sur le malheur de l'existence : Hélas ! pourquoi le jour de la mort ne m'a-t-il pas enlevé avant que mes lèvres aient touché l'odieuse nourriture qui m'a donné la vie ? Pour Platon lui-même, l'âme est enfermée dans le corps comme « un prisonnier dans sa caverne, comme l'huître dans sa coquille » elle ne cesse d'y souffrir, jusqu'à ce que la mort la délivre de ce qui faisait l'objet de ses plaintes. Sans doute

ce pessimisme encore timide est corrigé ordinairement par des considérations finalement rassurantes, mais nous ne trouvons pas chez tous ces atténuations. Plusieurs siècles avant l'ère chrétienne florissait à Alexandrie une école fondée par Hégésias, disciple de la secte de Cyrène. Ce philosophe avait composé, rapporte Cicéron, un livre appelé *Le Désespéré*, où il s'efforçait, en énumérant les maux de la vie, de légitimer et même de mettre en honneur le suicide ; sans cesse il développait les mêmes pensées et il le faisait, au dire de Valère Maxime, avec tant d'éloquence que ces tristes images ne s'effaçant plus de l'esprit de ses auditeurs, beaucoup d'entre eux se donnèrent la mort. Aussi le roi Ptolémée lui défendit de discourir davantage sur ce sujet.

Dans les temps modernes, lorsque, au XVII<sup>e</sup> siècle, Mallebranche et Leibnitz exposèrent avec une confiance triomphante leur audacieux optimisme, de nombreuses protestations se produisirent contre lui ; à un extrême on en opposa un autre, et Beyle ne manqua pas de mettre en lumière les arguments en faveur du pessimisme. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la querelle se renouvela à l'occasion d'une épouvantable catastrophe. Pope, le disciple de Shaftesbury, avait répété à satiété dans un long poème : Tout est bien dans la nature, *all is right* ; la nature lui répondit par le tremblement de terre de Lisbonne, ce qui donna lieu à cette réflexion piquante de Voltaire :

Quoi ! l'Univers entier sans ce gouffre infernal  
Sans engloutir Lisbonne, eût-il été plus mal ?

Rousseau prit, à l'encontre de ce dernier, fait et cause pour Pope, de là un échange d'observations parfois un peu vives qui contribuèrent à augmenter le désaccord entre les deux adversaires. Voltaire pourtant mit à diffé-

rentes reprises de sérieux correctifs au pessimisme de Candide.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la théorie du désespoir a envahi d'abord la littérature sans pénétrer dans la philosophie. En Italie, cependant, Léopardi lui donna de bonne heure une allure scientifique. Mais c'est surtout en Allemagne qu'on l'a présentée comme un système philosophique, elle y a eu pour principal auteur le célèbre Schopenhauer. Né à Dantzig en 1788 d'un père très habile dans les affaires financières et d'une mère bel-esprit dont les romans ont joui dans son pays de quelque faveur, Schopenhauer sentit dès sa jeunesse se développer en lui de fâcheuses tendances au découragement. A 19 ans il se consacra au commerce, mais sans goût ; après avoir repris ses études il publia en 1814 un travail sérieux, mais sans succès ; en 1820, obligé de réparer des pertes d'argent, il se livra à l'enseignement, mais sans notoriété. En somme, par suite de ces déceptions, il ne réussit qu'à devenir de plus en plus pessimiste. Quand on commença en Allemagne à se lasser de l'hégélianisme, on chercha du nouveau ; après les travaux des disciples de Kant, Fichte, Schelling, etc., il paraissait difficile d'en trouver, Schopenhauer bénéficia de cette situation ; on s'engoua de ses idées, d'ailleurs développées avec une pointe d'esprit une verve et une originalité remarquables. Le pessimisme fit donc école, que dis-je ? il donna lieu aussitôt à plusieurs écoles : de la part surtout de misanthropes les divisions n'ont rien d'étonnant. Naturellement il y eut une droite, un centre, une gauche (1), et bien d'autres subdivisions encore. Il y eut des esprits très

---

(1) Voir sur ces divisions le remarquable ouvrage de J. Sully : *le Pessimisme*, ch. V.

indépendants qui prétendirent ne relever d'aucun autre, de ce nombre fut M. de Hartmann. L'auteur de la *Philosophie de l'Inconscient* a toujours professé sur le système de Schopenhauer des opinions vraiment très pessimistes, au point de le représenter comme « un agglomérat de plusieurs doctrines se contredisant le plus souvent et émanant de sources absolument différentes. » Si Schopenhauer, très peu patient à l'égard des contradicteurs s'était vu apprécier aussi sévèrement par M. de Hartmann, il lui aurait répondu de la même manière ; ce que ne manquent pas d'ailleurs de faire entre eux les pessimistes. Sur ce point, du reste, soyons assez généreux pour le leur concéder, ils ont raison. Nous allons le constater en exposant et en discutant rapidement leur singulière théorie.

## § II.

Schopenhauer prétend établir son système sur des raisons à priori. Disciple de Kant, il cherche « la chose en soi » et ne traverse les régions de l'esprit que pour chercher en dehors d'elles le domaine de l'absolu, l'essence du monde réel. Au-dessus de l'intelligence, dit-il, il y a la volonté, non pas une pure virtualité, mais un acte ; avant tout nous sentons en nous une force par laquelle nous tendons à vivre : « tendre c'est agir, agir c'est faire, faire c'est vouloir. » Cette volonté existe dans tous les êtres ; chez l'homme elle est soumise aux conditions de la pensée ; le végétal, le minéral la possèdent à l'état de spontanéité plus ou moins obscure, qu'importe ? Être, affirme-t-il, se confond avec vouloir, le vouloir entraîne nécessairement le souffrir ; donc l'être détermine infailliblement la souffrance. « La vie de l'homme n'est qu'une lutte pour l'existence avec la certitude d'être

vaincu.... c'est une chasse incessante où, tantôt chasseurs, tantôt chassés, les êtres se disputent les lambeaux d'une horrible curée; une histoire naturelle de la douleur qui se résume ainsi : vouloir sans motif, toujours souffrir, toujours lutter, puis mourir et ainsi de suite dans les siècles des siècles jusqu'à ce que notre planète s'écaille en petits morceaux (1). »

La discussion de toutes les idées principales de Schopenhauer nous entraînerait trop loin. Si nous voulions en particulier réfuter son principe emprunté à Kant : « Le monde est ma représentation, » ou cet autre du panthéisme emprunté à Schelling et à Jacques Béhme : « La volonté est l'être du monde, » il nous faudrait, pour le faire sérieusement, commencer par un exposé de la philosophie allemande depuis Kant : philosophie, disons le en passant, souvent plus obscure que profonde, plus prétentieuse que solide, plus avide de l'extraordinaire qu'amie de la vérité, et dont l'introduction en France, malgré la faveur qu'y ont obtenue parfois ses termes lourds et barbares, ses allures pédantesques et ses conceptions fantaisistes, nous a toujours paru une désastreuse invasion, une odieuse tentative contre l'intégrité et la pureté de notre véritable esprit national. Ne nous occupons donc pas de cette première proposition de Schopenhauer : Etre, c'est vouloir. Il nous suffit d'examiner pendant quelques instants cette seconde, la plus essentielle de son argument, au moins au point de vue où nous nous plaçons : Vouloir, c'est souffrir. Comment la prouve-t-il ? Le voici : La volonté dit-il, se confond avec l'effort ; or « comme tout effort naît d'un besoin, tant qu'il n'est pas satisfait, il cause de la douleur ; quand il est satisfait,

---

(1) Pensées et Fragments, traduits par J. Bourdeau, p. 38.

cette satisfaction ne pouvant durer, il en résulte un nouveau besoin et une nouvelle douleur. Vouloir est donc nécessairement souffrir. » Ainsi la douleur constitue la trame de notre vie, le fond réel, et le plaisir seul est négatif. Nous ne nous livrerons pas à de longues considérations pour prouver combien cette dernière conséquence, d'ailleurs soutenue par Epicure chez les anciens, par Cardan, Kant, etc., chez les modernes, se trouve entièrement contraire à la vérité ; l'expérience seule nous en convainc : nous jouissons d'une foule de biens, parfaitement goûtés, et dont la perte détermine chez nous un malaise. Si par exemple nous admirons une belle peinture, notre admiration ne vient pas de ce que nous avons à nous distraire d'un spectacle répugnant : l'art du peintre a suffi à l'éveiller ; de plus, à cette impression agréable peut en succéder immédiatement une autre produite, je suppose, par un chant harmonieux, elle aura, comme la première, sa cause, non dans la cessation d'un mal, mais dans la possession d'un bien.

L'erreur de Schopenhauer vient de ce qu'il confond l'action avec l'effort pénible, l'activité régulière avec l'activité violente. Dans combien de cas n'éprouvons nous pas du plaisir à agir ? Sans doute quand nous nous heurtons contre de redoutables obstacles, quand, pour les renverser, nous sommes obligés à une forte tension de la volonté, alors nous sentons de la fatigue et notre effort devient douloureux ; dans d'autres circonstances, au contraire, nous aimons passionnément l'action, oui, nous aimons à nous sentir emportés par un mouvement rapide dont l'impétuosité même semble augmenter en nous l'intensité de la vie. — Dites à l'enfant dont l'activité se dépense en agitations conti-

nuelles que, pour le récompenser de sa docilité, vous lui donnez le droit de se tenir pendant une heure dans une immobilité complète ; pour éviter à l'avenir votre récompense, il s'empressera désormais de vous désobéir. Ainsi que l'enfant, l'homme mûr prend plaisir à des travaux de toutes sortes dans l'exercice desquels il se délasse délicieusement. — Demandez au chasseur intrépide si l'épaisseur des fourrés et la rapidité de la course ne stimulent pas son ardeur en doublant son plaisir ! De même quand l'homme d'étude, épris d'une vérité, la poursuit à travers des voies quelquefois bien sinueuses et embarrassées, il éprouve, jusque dans les anxiétés de cette recherche, une jouissance mille fois préférable, proclame-t-il, aux joies de l'ignorant qui s'enorgueillit de sa fortune et de ses fêtes ; peut-être n'arrive-t-il pas à l'atteindre, au moins il en a vu les traces, et le moindre vestige d'elle suffit à lui procurer un instant de bonheur. Il suffisait au soldat athénien combattant sur la mer Saronique de voir de loin l'extrémité de la lance portée par la Minerve de l'Acropole pour que son courage se ranimât et qu'oublieux de sa fatigue il accomplît des prodiges. Si donc l'on peut et l'on doit même blâmer ce mot par trop sceptique de Pascal : Ce que nous recherchons, c'est moins les choses elles-mêmes que la recherche des choses ; on peut et l'on doit répéter avec lui : La poursuite du plaisir est elle-même un plaisir.

Ces remarques indiquent combien est incomplète la psychologie de Schopenhauer, combien est vain le fondement sur lequel il s'appuie. Aussi à ces raisons *a priori* s'efforce-t-il d'en ajouter d'autres *a posteriori*. Ses disciples les ont développées. M. de Hartmann, en particulier, sans renoncer absolument à la théorie de la volonté qu'il expose d'ailleurs sous une forme spéciale,



en appelle pour établir sa thèse aux faits d'expérience. Les hommes, pense-t-il, sont les dupes de ce qu'il appelle l'Inconscient, leur vie entière est remplie de maux insupportables et on doit la considérer comme un épouvantable malheur. — Mais, c'est un des malheurs dont la plupart des hommes se consolent le plus facilement, un de ceux qu'ils chérissent, lui répond-on de toutes parts. — Eh bien ! ils ont tort, réplique intrépidement de Hartmann, et c'est un malheur à ajouter à la longue série des autres.

Observons avec quelle habileté le théoricien de l'Inconscient choisit son terrain. Si, comme plusieurs, il se bornait à en appeler au témoignage individuel, il se verrait arrêté par des démentis formels, de la part de ceux qui acclament la vie et ne désirent qu'une chose : la prolongation de cette misère. Il se garde de commettre une parçille faute, et il a recours à une méthode plus favorable à sa cause ; elle consiste à étudier les différentes conditions de l'existence, les différentes formes de l'activité humaine, et à examiner la valeur des obstacles ou des maux qui s'opposent au bonheur. Pour développer sa preuve, il commence par classer, mais d'une manière très arbitraire, les principaux éléments de notre vie. Dans une première catégorie il place la santé, la jeunesse, la liberté et l'aisance matérielle ; dans une deuxième la haine et l'affection ; dans une troisième la pitié, l'amitié, le bonheur domestique. Je m'arrête, il y a onze de ces divisions dont l'ensemble paraît singulièrement disparate. Naturellement l'évaluation des avantages ou des inconvénients relatifs à ces différentes classes est établie de manière à donner la supériorité aux derniers sur les premiers afin d'aboutir à prononcer la complète banqueroute de la vie. Il est curieux autan

que triste de voir avec quel impitoyable acharnement le philosophe se plaît à diminuer la part de nos joies et à augmenter dans des proportions effrayantes le fardeau de nos douleurs ; avec quelle ironique satisfaction il nous montre partout des apparences qui nous trompent, des fantômes qui s'évanouissent, des lumières qui s'éteignent, des fleurs qui se fanent , avec quel âpre plaisir il étale toutes les maladies, toutes les hontes, toutes les misères de la nature humaine ; il paraît triompher de ces misères, et sa joie à nous répéter : Voilà la vie que vous aimez ; à dire avec Léopardi : A quoi sert-elle, sinon à la mépriser *Nostra vita a que val? Solo a spregiarla...* cette joie est telle qu'elle semble témoigner contre son système et suffire à le sauver de son pessimisme même.

Quoiqu'il tente et quelque moyen qu'il emploie, ses efforts restent sans succès. Opposons lui d'abord une observation importante, en nous plaçant nous aussi sur le terrain de l'objectivité : nombre de nos maux ne sont dus qu'à nous mêmes et il ne tient qu'à nous de les prévenir ou d'y mettre fin. Plusieurs, en premier lieu, sont purement imaginaires et disparaissent comme des ombres fantastiques à la lumière d'une raison plus éclairée ; en second lieu, d'autres, aussi en grand nombre, sont dus à nos passions, à notre vanité, à notre mollesse, à notre amour du plaisir. Faites-vous des thèmes ? disait un jour le Dauphin, élève de Bossuet à une dame de la cour qui lui parlait de ses infortunes. — Non, Monseigneur. — Alors, répliqua le prince, plaignez-vous moins, vous n'avez qu'une idée imparfaite du malheur. — Bien de nos misères et de celles au sujet desquelles nous nous lamentons bruyamment ne sont guère que des thèmes à faire. Oui, quelque attention à apporter, quelques règles à appliquer, voilà le préservatif de beaucoup de nos

ennuis. Cette pensée vaut la peine de nous arrêter un instant.

Si, au lieu de mettre un frein à nos prétentions, nous leur laissons toute liberté, à qui nous en prendre, sinon à nous mêmes, des déceptions dont nous avons souvent à souffrir ? Ce n'est pas le monde qui se rend injuste en nous accordant trop peu, c'est nous qui sommes répréhensibles en lui demandant trop. Lorsque Saint-Simon, par exemple, trouvait la société de son temps mal constituée parce que les ducs et pairs ne jouissaient pas d'une autorité souveraine, et étaient méprisés au point de voir contesté par le parlement leur droit d'opiner sans se découvrir, droit essentiel selon lui au bonheur de la nation ! il aurait dû, au lieu de déplorer le malheur d'une telle aberration de la part de ses contemporains, déplorer surtout le malheur de sa puérile vanité. — Si nous sommes d'une humeur déliante, acariâtre, sans chercher à nous en guérir, nous avons tort de nous plaindre de l'isolement dans lequel on nous laisse ; ce ne sont pas nos amis qui nous quittent, c'est nous qui les éloignons, ce n'est pas l'humanité qu'il faut accuser, c'est nous qu'il faut corriger. Lorsque Schopenhauer, très soucieux de sa fortune (il ne méprisait donc pas tout dans la vie) poussait la méfiance jusqu'à faire ses comptes en grec ; lorsque dans sa famille, au dire de sa mère qui se plaignait après une soirée passée avec lui de ne plus pouvoir dormir, il apportait une « mine renfrognée, des jugements bizarres prononcés d'un ton d'oracle, des plaintes continuelles, » il avait tort de s'étonner de l'accueil assez froid dont il ne cessait de souffrir, sa manière d'agir aurait paralysé le meilleur vouloir ; avant de mettre en doute l'amour maternel, il aurait dû se rendre compte du degré de son amour filial. — Si nous

cédons à des habitudes de désordre, nous aurons tort de murmurer contre les dégoûts, les malaises, les désorganisations intérieures, suite inévitable de nos excès. Ce n'est pas l'usage de la vie qui cause nos tourments, c'est l'abus que nous en faisons. Lorsque les Byron, les Heine, les Alfred de Musset, etc., lassés de leurs agitations fiévreuses répètent chacun à sa manière :

Au fond des vains plaisirs que j'appelle à mon aide  
Je sens un tel dégoût que je me sens mourir,

ce dégoût doit avoir pour objet autre chose que ces plaisirs dont ils proclament l'insuffisance; ils condamnent l'existence, ils auraient plus raison de se condamner eux-mêmes.

Nous ne pouvons discuter toutes les questions incidentes dont se sont occupés les pessimistes; nous reconnaissons du reste que plusieurs d'entre eux ont montré, dans l'analyse de nos sentiments, un esprit délié et pénétrant; ils ont aussi attiré l'attention sur plusieurs problèmes psychologiques d'un haut intérêt; nous en signalons un, entre autres, qui porte sur l'intensité relative des impressions causées par la peine ou par le plaisir: en supposant un même degré de cette peine ou de ce plaisir, le degré de l'émotion sera-t-il aussi le même? Schopenhauer prétend que non, il nous assure que la jouissance ressentie par le loup à croquer le mouton est incomparablement inférieure à la souffrance éprouvée par sa victime. Nous nous demandons, à la vérité, comment il a pu faire pour savoir si bien ces choses là! Nous sommes même certains qu'il exagère lorsqu'il répète, comme Léopardi, le mot de Pétrarque : *Mille plaisirs ne valent pas un tourment, mille piacer non vagliono un tormento*. Au moins, a-t-il soulevé, à propos de la distinction qualitative et quantitative des

plaisirs, de leurs différences, de leurs rapports, des questions très curieuses sur lesquelles s'exerce avec profit la sagacité du psychologue.

Il nous reste, pour compléter l'exposé de la théorie des pessimistes, à indiquer les conséquences auxquelles ils sont conduits et que plusieurs d'entre eux acceptent avec une intrépidité digne d'une meilleure cause. Nous serions peut-être portés à croire que le pessimisme n'a été pour ses auteurs qu'un prétexte à de faciles variations sur ce thème émouvant : les misères de la vie. Or, il n'en est pas ainsi. Nos voisins d'Outre-Rhin, moins avertis que d'autres par un sens délicat qu'on appelle le tact, savent être logiques à outrance, impitoyables dans leurs applications. Si la vie ne peut jamais devenir bonne, il faut la détruire : voilà le but que doivent se proposer les vrais bienfaiteurs de l'humanité. Schopenhauer ne recule pas devant cette conclusion et il prodigue les éloges à ce qu'il appelle la « sacro-sainte religion du Bouddhisme. » Le Bouddhisme, on le sait, est un complet pessimisme théorique et pratique ; sa doctrine se résume dans les quatre nobles vérités qui sont : 1° le fait de la douleur, reconnue inhérente à l'existence ; 2° la cause de la douleur ou le désir que grandit la satisfaction ; 3° la cessation de la douleur obtenue par la suppression du désir ; 4° la voie qui conduit à cette suppression et qui comprend quatre étapes successives de perfection dont le terme est le Nirvâna ou l'anéantissement (1). Ce gouffre du Nirvâna attire d'une manière étrange les pessimistes ; Schopenhauer répand sur ses bords toutes les fleurs de sa rhétorique et n'hésite pas à prêcher au genre humain le devoir de chercher la félicité dans ses

---

(1) V. les religions de l'Inde, par A. Barth.

profondeurs. Comme Çakya Mouni, dont il se fait le disciple, il recommande l'abnégation, l'immolation de soi, tout ce qui tend non à régler, non à affaiblir, mais à supprimer la volonté, l'ascétisme, la chasteté parfaite : choses toutefois dont, comme chef d'école il savait se dispenser, cela va sans dire, sans doute afin de mieux conserver ses forces pour mieux persuader aux autres de détruire les leurs.

On se demande parfois, en lisant les ouvrages des pessimistes allemands, à qui on a affaire, à des mystificateurs ou à des malades ? Que penser en effet d'un homme qui vous dit sérieusement : « Tenez, j'ai 60 ans, si je me félicite d'une chose, c'est d'avoir éventé à temps le piège de la nature, voilà pourquoi je ne me suis pas marié. Les grandes religions ont toutes vanté la continence, mais elles n'ont pas toujours compris ce qui fait de cette vertu la vertu souveraine ; son vrai prix, c'est qu'elle mène au salut : préparer la fin du monde, telle est la suprême utilité des existences ascétiques. A force de prodiges et d'aumônes l'apôtre de la charité sauve de la mort quelques familles, vouées par ses bienfaits à une longue agonie ; l'ascète fait davantage, il sauve de la vie des générations entières. Les femmes, en l'imitant, auraient pu sauver le monde. Elles ne l'ont pas voulu, c'est pourquoi je les hais (1). » Eh bien ! c'est Schopenhauer qui s'exprima ainsi dans une conversation qu'il eut un jour avec un de ses visiteurs, M. Challemel-Lacour. Comme nous aurions mauvaise grâce à mettre en doute sa sincérité, nous nous garderons de prononcer en pareil cas le mot très irrévérencieux de facétie, mais nous emploierons celui de maladie. Or, cette maladie est

---

(1) V. *Revue des Deux Mondes*, 15 Mars 1870.

contagieuse. M. de Hartmann, tout en critiquant la théorie du maître, admet l'idéal nouveau, et se fait l'apôtre du suicide cosmique. Il espère qu'un jour, grâce au progrès, l'homme concentrera dans sa volonté les énergies du monde entier et les emploiera à opérer par un suprême et dernier effort l'anéantissement de l'Univers. Il paraît qu'en Allemagne ces sortes de choses sont comprises, et même qu'elles sont jugées profondes. Là aussi et particulièrement à Berlin, fleurissent des sectes schopenhauéristes, sortes de sociétés secrètes où la proscription du mariage aboutit à causer de honteux excès (1). Elles ont reçu depuis plusieurs années une organisation complète, on y trouve toutes sortes de règlements... des dérèglements, encore plus. — Remarquons, en passant, les puissantes affinités qui existent entre l'erreur et l'immoralité.

### § III.

Nous n'avons pu examiner que très superficiellement la doctrine du pessimisme et pourtant cela nous a suffi pour constater combien elle est peu solide, soit qu'elle s'appuie sur la métaphysique, soit qu'on veuille la baser sur une observation objective de la vie. La vie en général est bonne, nous en avons la preuve dans l'amour que nous éprouvons pour elle. Voilà un fait contre lequel viennent se briser les efforts de Schopenhauer et des siens. Prenons garde toutefois de nous laisser emporter par l'enthousiasme d'un trop joyeux optimisme et d'insulter ainsi à la douleur de tant de malheureux pour qui vivre est un véritable tourment. Si les uns ont tort de dire : Je hais l'existence, donc je puis la dénoncer

---

(1) V. *Le Pessimisme au XIX<sup>e</sup> siècle*, par M. Caro, ch. VII.

comme mauvaise pour tous ; les autres auraient tort de répliquer : Je l'aime cette existence, donc tous doivent la trouver pleine de charmes. Il y a des hommes malheureux, nous en avons rencontré souvent ; il y en a même qui semblent voués irrémédiablement à l'infortune, rien ne leur réussit : ce qu'ils édifient tombe en ruine, ce qu'ils appellent s'enfuit, ce qu'ils aiment leur échappe, ce qu'ils regardent s'évanouit, ils changent d'entreprise, ils ne font que changer de malheur. Remarquons de plus qu'il n'est pas nécessaire de beaucoup de maux pour bouleverser une vie, pour la rendre vide et sans intérêt :

Un seul être me manque, et tout est dépeuplé.

Rien ne m'est plus, plus ne m'est rien ! s'écriait Valentine Visconti après la mort de son époux. Combien de personnes — ordinairement en secret, car la souffrance a aussi sa pudeur — répètent avec amertume ces mêmes paroles, les unes après de douloureuses séparations, les autres après avoir été victimes d'injustices, d'ingratitude, de trahisons, que sais-je ? Il ne faut qu'une morsure de vipère pour troubler mortellement un organisme, il ne faut qu'un malheur pour empoisonner une vie ! — Mais, nous répondra-t-on, pourquoi s'apitoyer tant sur le sort de ceux qui sont frappés par quelque événement passager ? il ne tient qu'à eux de se guérir ; beaucoup sont atteints par les mêmes coups et avec le temps leurs blessures se referment. — Oui, la plupart ont ce bonheur ; chez quelques-uns néanmoins, plus sensibles, plus délicats, la plaie, malgré leurs efforts, reste toujours vive, et ceux-là sont à plaindre. En vain cherche-t-on à leur persuader qu'ils ont tort de ne plus sourire encore, qu'ils jouissent d'avantages dont une faible partie suffirait à satisfaire pleinement de moins



difficiles à contenter ; eux n'apprécient pas ces avantages : ils n'aiment qu'une chose, et elle leur manque. Que leur répliquer ? Il était très inutile à Dioclétien de vanter à Maximien la joie de cultiver soi-même ses laitues, le vieux soldat ne comprenait rien à cette idylle ; et quand M<sup>me</sup> Helvétius disait au premier Consul qui lui rendait visite dans sa retraite : Vous ne savez pas ce qu'on peut trouver de bonheur dans trois arpents de terre, Bonaparte dut sourire de tant de candeur et murmurer plus que jamais le mot d'idéologue. Le bonheur en ce monde est donc chose très relative. Il est dans le goût, a écrit La Rochefoucauld, non dans les objets. Nous connaissons ce qu'un homme possède, nous ignorons ce qu'il aime, ce qu'il recherche, nous ne savons donc pas s'il est heureux.

Erasme pensait que peu de gens consentiraient à naître pour revivre leur vie. « Plutôt que de recommencer mon existence, répétait à ses amis, Ninon de Lenclos, je me pendrais. » Beaucoup de personnes moins coupables et mieux inspirées s'exprimeraient avec plus de mesure mais éprouveraient les mêmes répugnances. A celles-là le pessimisme se présente donc comme la vérité ? Voilà la question qui se pose à nous, et qui a tourmenté les plus grands esprits de l'antiquité ; c'est une de celles qui se rattachent au problème du mal, et sur lesquelles les Pythagoriciens, les disciples de Platon, ceux d'Aristote, les stoïques, les cyniques, etc., ont exercé leur intelligence sans pouvoir se féliciter d'un entier succès. Commençons par en bien préciser les termes. Il ne s'agit pas en ce moment de rechercher l'origine du mal, mais d'expliquer comment pour tous, même pour les plus malheureux, le bien l'emporte sur le mal. Nous avons déjà constaté cette prédominance du

bien chez la majeure partie de l'humanité, et ce fait nous a paru une excellente réfutation du Pessimisme. Mais de quelle manière arriver à en établir la possibilité par rapport à ceux dont l'existence entière paraît une longue et douloureuse agonie ? En un mot, où trouverons nous des compensations assez puissantes pour faire pencher la balance du côté opposé à celui où chaque heure rend plus lourd le fardeau de la souffrance ? Ce problème a des rapports intimes avec la recherche de la consolation véritable ; rappelons donc quels ont été les principaux motifs invoqués par les philosophes pour nous exhorter à la patience.

Marc Aurèle s'efforce, dans ce but, de ranimer en nous l'amour de la loi de notre être : Songe, nous dit-il, combien il serait ridicule de regarder comme étrange qu'un figuier porte des figes, il ne l'est pas moins de s'étonner des événements que le monde porte en abondance... Tout ce qui arrive est aussi ordinaire et aussi commun que les roses le sont au printemps et les fruits des arbres en été.... Il ne peut donc arriver aucun accident à l'homme qui ne soit pour un homme, ni à la vigne qui ne soit pour une vigne, ni à un rocher qui ne soit propre à un rocher. Certes, cette pensée de Marc Aurèle, souvent développée après lui, ne manque pas d'élévation, elle manque seulement d'efficacité. Nous demandons une compensation à nos maux on nous répond : Considérez-les comme inhérents à votre nature. — Mais c'est précisément cette nature que nous sentons défectueuse, trop dure ; c'est d'elle que nous nous plaignons, offrez-nous les moyens d'en corriger les âpretés. — Il y a folie, dites-vous, à chercher en hiver des figes sur un figuier — Sans doute. Eh bien, au moins, parlez-nous du printemps, promettez-nous que

bientôt une douce et pénétrante chaleur remplacera les brumes glaciales où nous dépérissons. Mais en vous bornant à nous enseigner que le fait de notre misère est un fait nécessaire, vous en avez aggravé la nature, vous n'en avez pas amoindri l'effet.

Ces consolations, on le conçoit, n'ont jamais consolé personne, des idées aussi transcendantes n'ont aucune prise sur les âmes ; pour exciter celles-ci, pour les remplir d'énergie, il faut les toucher à l'endroit où s'éveillent les sentiments de dévouement et de générosité, où s'allument les ardeurs de l'affection et du sacrifice. Nos philosophes contemporains l'ont compris plus que leurs devanciers, et ils ont essayé davantage de distraire l'homme du sentiment de sa souffrance individuelle en reportant sa pensée sur l'humanité. Dans un tableau, lui disent-ils, l'artiste obtient ses plus heureux effets par une habile combinaison de l'ombre et de la lumière : l'une et l'autre contribuent à la perfection de son travail ; il en est de même dans le magnifique spectacle que nous offre l'univers : l'ombre fait ressortir la lumière, et toutes deux concourent à la beauté de l'ensemble. Vous qui souffrez, vous êtes le trait obscur, qu'importe, pensez surtout au caractère admirable de l'œuvre constituée par l'union harmonieuse d'éléments différents. — Cette raison a besoin, pour cacher sa pauvreté, de se présenter ainsi sous les dehors de pompeuses images. De tout temps néanmoins on l'a invoquée. Plotin, par exemple, nous exhorte à nous féliciter des guerres et des épidémies, parce qu'elles préservent les peuples d'un excès de population. A un point de vue tout personnel, Gallien se réjouissait de la multiplication des brigands, parce que les meurtres accomplis ou subis par eux dans des endroits écartés y multipliaient des cadavres ouverts soit par la

dent des fauves, soit par de larges blessures, ce qui lui permettait d'étudier l'anatomie humaine sans blesser les préjugés de son temps. Il faut avouer que ces motifs de consolation ont de la valeur pour ceux seulement qui profitent des autres. Si l'on voulait en apprécier sérieusement la force, il serait bon d'avoir aussi l'avis des victimes ; or, nous doutons que les malheureux menacés de la mort, c'est-à-dire que les personnes à consoler, se résignent à leur sort aussi allègrement que le font leurs consolateurs. Exprimons la pensée de ces derniers dans sa simplicité. Votre souffrance, disent-ils, sert au bien des autres, réjouissez-vous donc de l'endurer. — D'abord cette assertion manque d'exactitude ; dans beaucoup de cas, on souffre sans aucun espoir de produire cet effet, à moins que l'on ne considère le mal comme nécessaire en général pour relever l'éclat du bien : fantaisie esthétique à l'usage des heureux du monde, et que personne ne peut prendre au sérieux sans faire preuve d'une extrême candeur ou d'un extrême égoïsme. Au contraire, dans des cas très nombreux, on souffre avec la persuasion que le mal dont on se sait victime préjudicie aux intérêts d'autrui. Quand la mère, par exemple, pleure sur le tombeau de son fils frappé par la mort au moment où il allait réaliser de magnifiques promesses, elle déplore en même temps et son malheur et celui d'une famille privée peut-être d'un soutien presque indispensable. — En second lieu l'assertion dont il s'agit, fût-elle exacte, il faudrait encore pour qu'elle fût efficace, qu'il y eût proportion entre le but atteint et l'effort déployé. Or cette proportion n'existe guère ordinairement. Sans doute il peut parfois se rencontrer quelque Gallien qui profite des circonstances malheureuses où nous nous trouvons, mais l'utilité qu'il en retire, d'ailleurs dans certains cas,

très contestable, dans d'autres, facile à obtenir d'une manière différente, nous paraît bien rarement égaler la douleur que nous en ressentons.

Il nous faut répondre de la même manière à ceux qui reconnaissant l'insuffisance de cette sorte d'Optimisme, s'efforcent de l'élargir, et, au nom du progrès, demandent aux infortunés de cesser de se plaindre. Certes, ce mot de progrès, mot si propre à exciter les courages, si resplendissant de l'éclat des plus magnifiques espérances, si plein de séduction, exerce surtout de nos jours un pouvoir magique, pas toutefois au point d'opérer ainsi la transmutation des êtres. Evidemment nous devons tous aimer et provoquer avec ardeur le progrès de l'humanité, et d'abord son progrès intellectuel et moral. Cette tendance noble, belle, généreuse, est aussi féconde, et nous plaindrions celui qui ne saurait pas souffrir et se priver afin d'épargner à ses descendants une souffrance et une privation, de même que nous mépriserions le père de famille qui, sans prévoyance pour sa postérité, se bornerait à jouir du présent. Prenons garde cependant de nous payer de belles phrases. Encore une fois, les maux dont nous souffrons n'ont en général aucun rapport prochain avec ce progrès de l'humanité. Si l'on pouvait dire au malade sur qui un mal terrible s'acharne avec une incroyable obstination : Vous souffrez. Eh bien, vous faites une grande chose : grâce à vous, vos descendants seront soustraits aux maux que vous endurez ; en pareil cas on changerait un sombre désespoir en une paix triomphante ; au moins on serait en droit de l'espérer. Mais tout cela est chimérique. Alors en quoi se resument les consolations des philosophes dont nous parlons ? A dire : Vous souffrez, ce n'est rien, plus tard on ne souffrira plus ainsi. Une fièvre violente vous tourmente, rassurez-vous !

dans quelques siècles on aura découvert le moyen de prévenir la fièvre. Dépouillée du riche vêtement dont on sait la couvrir, cette idée nous blesse par sa sécheresse et nous paraît pleine d'ironie : elle ne nous offre donc pas l'élément propre à constituer pour l'affligé une compensation suffisante.

Seules les doctrines spiritualistes possèdent une sérieuse efficacité ; seules, en effet, elles donnent aux notions invoquées par les autres leur plein développement et leur véritable portée. Ces notions, nous les avons classées en deux catégories principales. On nous parle d'abord de la loi de la nature, on nous exhorte ensuite à envisager le côté utile de notre état. Le spiritualisme dit mieux et d'une manière plus précise.

Au lieu de répéter ce mot : la loi de la nature, il répète cet autre : la Providence, Or, entre ces deux expressions, il y a une différence essentielle, la différence qui existe entre une idée abstraite, froide, sévère, et une réalité vivante. La loi nous rappelle je ne sais quoi d'impitoyable qui nous courbe sous une nécessité fatale, et nous nous replions alors sur nous-mêmes dans un morne désespoir. La Providence, au contraire, nous apparaît souriante, elle nous inspire une soumission résignée et même, à son souvenir, nous nous ranimons tout remplis d'une douce confiance... Pourquoi ? parce qu'elle nous montre dans les événements d'ici-bas les dispositions d'une volonté bienveillante dont, à la vérité, la conduite nous semble parfois mystérieuse, mais dont l'immense bonté nous rassure. Lorsque l'enfant malade soumis à mille gênes, arrêté par mille défenses, éprouve un sentiment de révolte, il s'apaise en apercevant près de lui l'aimable visage d'une mère ; il ne comprend rien à la nature des prescriptions dont il souffre, il en connaît

pourtant la valeur, et il les subit avec docilité : le rayonnement d'un regard affectueux a illuminé sa voie, et a réchauffé son cœur. Le regard paternel de Dieu vers qui se tournent tous les infortunés de ce monde dissipe de même bien des nuages de tristesse et ramène sur bien des fronts une joyeuse sérénité. Ah ! s'écriait un jour Léopardi, s'il existait quelque part dans le ciel, sur la terre, ou au sein des mers, un être, je ne dis pas compatissant, mais qui fût au moins spectateur de nos maux ! Henri Heine suppose, dans l'une de ses attaques humoristiques contre la philosophie de ses compatriotes, qu'un jour Kant, après avoir écrit la critique de la raison pure où il bat en brèche les preuves de l'existence de Dieu, apercevant près de lui son vieux domestique Lampe occupé de faire son ménage, fut pris de compassion. Il faut pourtant, se dit-il, un Dieu pour mon pauvre Lampe, et se remettant au travail il écrivit la critique de la raison pratique où il essaya de rétablir ce qu'il avait renversé précédemment. Hélas ! les pauvres Lampes composent la majeure partie de l'humanité ; disons même : les savants les plus robustes d'esprit sont, eux aussi, à l'heure de l'épreuve, des êtres faibles à qui convient mieux dans leur douleur un sentiment d'affection et de confiance que les considérations métaphysiques les plus transcendantes.

Le spiritualisme ne borne pas à cela son heureuse action ; il nous offre d'autres assurances, qui ne sont d'ailleurs que la conséquence des vérités dont nous venons de parler. Plus tard tout sera bien, voilà notre espérance, dit un jour Voltaire devenu alors optimiste en adhérant à la croyance à une vie future. Voilà en effet une promesse propre à transformer entièrement nos souffrances, et, remarquons le, une promesse que sa nature met à la portée de toutes les faiblesses humaines.

Sans doute les motifs purement désintéressés sont les plus nobles ; aussi le spiritualisme ne les néglige-t-il pas, et nous pourrions prouver qu'aucune doctrine n'a plus de puissance pour en inspirer l'estime et la pratique ; mais il sait en même temps utiliser, et avec efficacité, ces autres motifs qui répondent à notre amour inné de nous mêmes, et agissent sur nous de concert avec lui. Nous cherchons à voir un avantage dans nos maux. Eh bien ! nous dit le spiritualiste, courage ! votre souffrance est le prix de votre félicité, votre résignation devient de la sorte le gage de votre bonheur ; la route vous paraît très pénible, vous êtes accablés, oui, mais pensez aux joies très prochaines qui vous attendent au terme de votre court voyage. N'est-ce pas Vauvenargues, lui-même si éprouvé, qui a écrit ce mot plein de profondeur : La patience est l'art d'espérer.

Plus, en effet, nous envisageons notre état au point de vue de la vie future, plus nous sommes portés à reconnaître comme moins importantes les circonstances fâcheuses de notre vie présente ; plus nous sommes convaincus que nos malheurs sont passagers, plus nous arrivons facilement à les supporter sans murmure. De quoi, en réalité, avons nous tant à nous plaindre ? Des luttes que nous devons soutenir ? Nous en connaissons l'issue. Elles nous préparent un triomphe. De douloureuses privations ? Elles nous vaudront d'incomparables richesses. Du déchirement causé par la mort de ceux que nous aimons ? Nous les retrouverons bientôt dans l'éternelle patrie. De nos perpétuelles agitations ? Elles vont être suivies d'un définitif repos. Laissons donc Dieu nous travailler comme il l'entend. Si le bloc de marbre était intelligent, loin de se plaindre des coups de ciseau de l'artiste, il se réjouirait de ce qu'ils lui donnent une



forme admirable dont seront ravis tous les regards. Les afflictions de ce monde sont aussi, on l'a dit souvent, comme les coups de ciseau du Maître suprême ; prenons courage, dans peu de temps l'œuvre sera achevée, et quand tombera le voile de notre mortalité, on ne se lassera pas de contempler en nous une beauté splendide et inaltérable.

Voilà donc encore une idée facilement populaire, comme celle de la Providence, oui, encore à la portée de tous et nécessaire à tous, surtout aux déshérités d'ici-bas : « Donnez, écrit quelque part avec éloquence Victor Hugo, donnez au peuple qui travaille, au peuple qui souffre, au peuple pour lequel ce monde-ci devient mauvais, la croyance à un meilleur monde fait pour lui, il sera tranquille, il sera patient. La patience est faite d'espérance, quoique vous fassiez, le sort de la grande foule, de la multitude, de la majorité, sera toujours relativement pauvre, malheureux et triste. A elle le dur travail, les fardeaux à pousser, les fardeaux à porter. Examinez cette balance : toutes les jouissances dans le plateau du riche, toutes les misères dans le plateau du pauvre. Les deux parts ne sont-elles pas inégales ? Et maintenant dans le lot du pauvre, dans le plateau des misères, jetez la certitude d'un avenir céleste, jetez l'aspiration au bonheur éternel, jetez le paradis, contre-poids magnifique, vous rétablissez l'équilibre. La part du pauvre est aussi riche que celle du riche. »

Les Pessimistes eux-mêmes essaient de trouver dans des doctrines analogues un correctif à leur désespoir ; M. de Hartmann, dans une étude récente sur l'école de Schopenhauer, nous fournit à ce sujet de curieux détails. L'un deux d'eux, Hellenbach, admet l'existence en nous d'un métaorganisme, caché derrière l'organisme de la

cellule et qu'il pose égal à l'âme. La volonté individuelle dotée de ce métaorganisme mène sa vraie vie dans un au delà à quatre dimensions, — je cite M. de Hartmann — ou même sans dimension aucune, vie qui est aux intervalles des vies à trois dimensions, comme la vie diurne de l'homme aux rêves de ses nuits. Il admet le Pessimisme pour la vie à trois dimensions, mais pour lui opposer son optimisme transcendant de la vie affranchie des cellules. (1). — Si nous comprenons bien, mais on n'en est jamais sûr, quand il s'agit des Allemands qui tiennent à ne pas être compris facilement — ce en quoi, du reste, ils réussissent, peut-être même au delà de leurs espérances — Hellenbach lui-même se montre favorable à notre doctrine.

A la vérité, les considérations offertes par le spiritualisme n'ont rien de nouveau, et elles encourtent le mépris de plus d'un de nos philosophes contemporains ; mais s'il est facile de les traiter de mysticisme suranné, s'il est facile d'appeler la Providence et l'immortalité de bons vieux mots un peu lourds, il l'est moins de les remplacer par d'autres aussi heureux et au-si efficaces, aussi simples et aussi propres à consoler. Ceux qui s'y sont essayés, n'ont pas encore réussi.

L'étude sommaire que nous venons de faire, nous permet d'apprécier, comme il convient, des théories accueillies avec faveur par nos voisins d'Outre-Rhin ; de plus elle nous donne lieu de rappeler à quels cas de pathologie intellectuelle expose l'abandon des vrais principes de la philosophie. Permettez-moi d'ajouter encore un mot en finissant et cela pour rendre hommage,

---

(1) Revue Philo-philique, 1883. École de Schopenhauer, par M. de Hartmann.

non pas par convenance de position, mais par un véritable besoin du cœur aussi bien que par amour de la justice, à ce qui assure au spiritualisme un ferme et glorieux soutien, à ce qui, depuis dix-huit cents ans, n'a cessé de concourir avec succès au soulagement des misères humaines. N'oublions pas en effet que le mot du sermon de la montagne : Bienheureux ceux qui souffrent, n'a pas été prononcé en vain. Une foule de déshérités de la fortune l'ont répété avec transport : au milieu même des plus terribles épreuves, des plus horribles tourments, ils ont conservé rayonnante la sérénité de leur âme, et ranimés par la foi religieuse qui remplissait leur cœur, ils ont estimé, que dis-je ? ils ont acclamé avec reconnaissance le don divin de la vie.

---



# RÉPONSE DE M. MOULLART

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE

---

MONSIEUR,

La Bible nous dit qu'au sixième jour de la création, après avoir achevé son œuvre, Dieu regarda toutes les choses qu'il avait faites et elles étaient bonnes.

Quelques milliers d'années après, l'homme, jeté nu sur la terre, l'homme, travaillant et trouvant, arrachant à la nature ses lois et ses secrets, avait ordonné le monde. Sous l'œil bienveillant de Dieu, souriant aux progrès de son enfant, une création humaine était venue s'ajouter à la création divine, non pour la faire disparaître, mais pour en tirer les merveilles qu'elle cachait et rendre la vie plus abondante, plus facile, plus morale à des générations qui avaient crû et multiplié.

Alors, vers l'année 1820, de notre ère, un Allemand, Schopenhauer, promena aussi sur la création divine... et sur la création humaine à laquelle il n'avait contribué en rien un regard interrogateur : il proclama que tout était mauvais et fit la philosophie du désespoir.

Il ne m'appartient pas, Monsieur, de reprendre après vous l'étude et la réfutation du pessimisme. Le chef de cette philosophie m'en ôterait le goût. Vous dites que les Allemands poursuivent avec une implacable logique les systèmes qu'ils inventent. C'est peut-être exact dans le monde des idées ; mais on voit chez eux des chefs

d'école athées aller le dimanche au temple ou à l'église, la bible ou le missel sous le bras : et, parmi les plus ardents soldats qu'elle forme, l'Allemagne compte des partisans de la paix universelle.

Schopenhauer appartient à cette race des praticiens de la logique platonique : il pousse à la mort, au suicide au point d'inquiéter les politiques ; mais il vit bien et longtemps ; célibataire résolu, il est débarrassé des ennuis d'un ménage ; il ne trouve pas que la fortune soit un mal, il choisit une bonne table d'hôte et il jouit d'une existence facile en philosophe morose, mais spirituel et qui sait goûter les plaisirs qu'il nie. M. Challemel-Lacour l'a rencontré dans ce milieu qu'il s'était fait et il nous raconte l'anecdote suivante : « Je remarquais, dit « M. Challemel, devant lui, près de son assiette un louis « d'or qu'il prit en se levant et qu'il mit dans sa poche : « Voilà vingt francs, me dit-il, que je mets là depuis un « mois, avec la résolution de les donner aux pauvres le « jour où ces messieurs auront parlé d'autre chose « pendant le dîner que d'avancement, de chevaux et de « femmes. Je les ai encore. » Peut-être les avait il encore quand il est mort.

Schopenhauer avait soixante-et-onze ans quand l'écrivain français le visita. Le succès était venu, son système était à la mode, on photographiait le philosophe et il mettait sa gloire en coupes réglées. Ses boutades avaient un goût piquant, peut-être avaient-elles enfin vaincu l'ennui menaçant de ses élucubrations. Il avait proclamé cet axiome : « l'amour, c'est l'ennemi. Sur ce sujet, il ne tarit pas : « Dupes innocentes que vous êtes, dit-il aux « hommes, qui croyez en cultivant l'esprit des femmes, « les élever jusqu'à vous, comment n'avez-vous pas « encore vu que ces reines de vos sociétés ont de l'esprit

« souvent, du génie par accident, mais de l'intelligence...  
« jamais, ou que ce qu'elles en ont ressemble à l'intel-  
« ligence de l'homme, comme le soleil, fleur des jardins,  
« ressemble au soleil, roi de la création. » Et il pour-  
suit ses malédictions ; il en veut à la femme qui faute  
d'intelligence a trompé ses espérances : il y a eu un  
moment où elle pouvait laisser le monde finir, elle ne  
l'a pas voulu ; au contraire, elle a eu l'art profond d'idéa-  
liser le sentiment qui mit l'homme à ses pieds en lui  
faisant croire qu'elle était un ange, lorsque, désabusé, il  
était convaincu du contraire et allait proclamer la grève  
du mariage.

Il nous faut croire, vous nous le dites et ceux qui ont  
étudié leurs écrits nous le disent avec vous, que les  
pessimistes ont montré dans l'analyse de nos sentiments  
un esprit délié et pénétrant. Ils auraient donc fait  
quelque chose pour la science. Mais c'est payer bien  
cher la connaissance de quelques faits exactement  
observés, s'il faut pour l'acquérir étudier ces systèmes  
où des hommes d'esprit nous donnent avec une convic-  
tion d'infailibilité étonnante l'explication synthétique du  
monde.

Comment suivre en effet ces évolutions de la volonté  
qui est la force, qui est l'homme, qui est l'animal, qui  
est la plante, qui est l'être, qui est l'action, qui est l'effort,  
qui est la souffrance ? Comment comprendre ces sys-  
tèmes où la nature humaine disparaît, où l'homme  
deviendra Dieu s'il ne l'est déjà ? Où tout est mal et où  
le monde devrait rentrer le plus tôt possible dans le  
néant s'il y avait un Dieu assez humble pour reconnaître  
qu'il s'est trompé ou à défaut de ce Dieu un homme  
assez savant, assez éloquent pour persuader à l'humanité  
d'en finir s'il ne peut faire sauter la terre et disperser ses

habitants dans l'espace ? Tant de systèmes alambiqués sont à la philosophie ce que l'alchimie est à la chimie.

A les voir, on se sent vraiment épris de tendresse pour ce positivisme raisonné et pratique qui, au lieu de bâtir des systèmes de toutes pièces, observe, expérimente, interroge avec loyauté la nature des choses, coordonne ses réponses qu'il ne corrige pas et les enchaîne en sciences fécondes.

Oui, il faut des idées préconçues : « on ne fait rien sans idée préconçue, dit M. Pasteur, il faut avoir seulement la sagesse de ne croire à leurs déductions qu'autant que l'expérience les confirme. » C'est cette idée préconçue qui détermine le savant à poser telle question plutôt que telle autre, à provoquer des réponses multiples en variant ses interrogatoires, à contrôler les unes par les autres afin d'en dégager la réponse définitive, certaine, claire, décisive ; si le savant n'a pas l'expérience, il a l'observation qui commande plus de réserve dans le jugement. Ainsi en est-il, qu'il s'agisse du monde physique ou du monde moral, de l'homme ou de la Société : la méthode générale dérive de la même loi. C'est Socrate l'infatigable interrogateur, c'est Pascal ce fouilleur de l'âme humaine, c'est Bastiat, admirable par la simplicité lumineuse des problèmes qu'il soulève ; c'est Augustin Thierry questionnant avec sa souveraine impartialité les chroniques pour y demander aux contemporains la vérité sur le passé. Voilà la méthode de tous les esprits trouveurs comme elle est, avec des adaptations à leur science particulière, celle des Claude Bernard, des Pasteurs, des Leroy Beaulieu : quand ils font des hypothèses, ce ne sont que des échafaudages provisoires destinés à disparaître lorsqu'avec leur aide, ils auront construit un solide édifice scientifique.



L'idée préconçue des pessimistes est tout simplement un système complet : le monde est mauvais : leur procédé de démonstration est de faire un inventaire des biens et des maux et la somme faite, comme un notaire dans une liquidation, ils soustraient la somme la plus faible de la somme la plus forte, ce qui ressemble à l'entreprise d'un enfant voulant soustraire une somme de vingt francs d'une somme de trente mètres, n'est-ce pas ce que fait Schopenhauer quand il compare la jouissance du loup qui croque le mouton à la souffrance du mouton croqué, quand il trouve la jouissance du premier incomparablement inférieure à la souffrance du second. Où est la commune mesure ?

Malgré la profonde indifférence qu'on peut professer pour ces philosophes épris des monstres et des paradoxes enfantés par leur imagination, on éprouve quelque satisfaction en trouvant dans Schopenhauer une pensée qui à la différence de ses autres idées semble avoir passé par son cœur pour s'y échauffer autant que faire se pouvait dans ce milieu si rempli d'égoïsme et de naïf orgueil : « Si j'ai pu développer, dit-il, dans la préface  
« d'un de ses ouvrages, les forces que la nature m'a  
« départies et en faire un juste emploi, si j'ai pu suivre  
« l'impulsion de mon génie, travailler et penser pour la  
« foule des hommes, qui ne faisait rien pour moi, c'est à  
« toi que je le dois, ô mon noble père, à ton activité, à  
« ta prudence, à ton esprit d'épargne, à ton souci de  
« l'avenir. Sois béni pour m'avoir soutenu dans ce monde  
« où sans toi j'aurais péri mille fois. » C'est plaisir de constater, chez un pessimiste, que le cœur n'est pas un viscère créé inutilement par une nature illogique et mauvaise.

Schopenhauer a voulu être professeur. Il n'a pas réussi. M. ChallemeL-Lacour semble croire que la cause de son insuccès est dans ses doctrines : Il y a des doctrines que les livres tolèrent mais que rejette un auditoire. C'est possible. Il me semble bien plutôt que l'exposition d'une doctrine ou d'un système personnel n'est pas œuvre de professeur. Un inventeur de religion ou de philosophie prêche, promulgue, parle plus ou moins en oracle : il a des fidèles, des adeptes ou des adhérents, il n'a pas d'élèves ; il s'adresse à la volonté qu'il veut gagner plus qu'à l'intelligence dont il exige impérieusement la soumission.

Vous qui êtes professeur, Monsieur, vous savez bien que le propre d'un professeur est d'être un vulgarisateur, un semeur de vérités qu'il prend partout, qu'il coordonne et expose après les avoir débarrassées de tout ce qui n'est pas simple, clair, démontré... comme fait le cultivateur secouant son van pour séparer le grain de la poussière. C'est exceptionnellement, par exemple chez nous, au Muséum, à la Sorbonne, au collège de France surtout, que le professeur fait quelquefois place au savant qui découvre ou au littérateur qui crée.

Un savant peut avoir fait une découverte, et être impuissant à signaler son importance dans la science, l'exagérant ou faisant le contraire. C'est au professeur à rendre clair ce qui est obscur, à mettre chaque chose à sa place : sa mission n'est pas d'inventer. Je le crains, s'il prétend enseigner des nouveautés, s'il veut briller par l'imprévu et la bizarrerie de sa propre science, s'il est hardi à proclamer mauvais tout ce que les autres ont fait : que m'importe ce qu'il pense, je le trouve toujours bon s'il réussit à saturer ses élèves de science claire, simple et précise, à former leur jugement et à ne pas

fausser leur esprit, ce délicat organe, qui sort si facilement des voies de la raison.

Comme professeur, je ne connais de vous que le discours que vous avez prononcé dans une des fêtes du travail qui terminent l'année, vous y faites l'éloge de l'étude, vous y montrez les joies qu'elle donne toujours, jusque dans la vieillesse, jusqu'à la mort. Il s'agit de Michel-Ange, octogénaire et aveugle, vous le peignez ainsi : « l'âge avait pu affaiblir sa vue, il n'avait pu diminuer son amour pour le beau ; incapable de se diriger lui-même, le grand artiste se faisait conduire jusqu'à ce fragment d'une statue d'Hercule, chef-d'œuvre de la sculpture antique, connu sous le nom de Torse du Belvédère ; il n'en distinguait plus les formes admirables, mais il étendait la main vers lui, il la promenait avec émotion sur ce marbre, il en palpitait les contours, il en suivait lentement les lignes harmonieuses et alors sa figure s'illuminait : il venait de surprendre dans cette matière qui s'animait sous ses doigts mieux que les frémissements de la vie, l'expression sublime de l'idéal et quand, après ces moments heureux, il rentrait dans sa solitude, sa joie s'y nourrissait de souvenirs. »

Ce n'est pas, Monsieur, sur une citation et sur un discours qu'on peut juger un professeur. Vous le savez mieux que moi, le professeur n'est ni l'homme des discours, ni l'homme des livres. Il peut en faire, il en fera, il en fait : vous en êtes la preuve. Mais combien de maîtres excellents sont restés inconnus, et comme l'avocat, comme l'acteur, sont morts tout entiers une fois que les générations d'élèves qu'ils ont pu former ont disparu.

Le livre, fut-il le reflet des leçons du maître, est froid, le verbe qui a vécu s'y étale figé : c'est loin du cœur.

Mais la parole vivante en vient directement, sans intermédiaire, toute échauffée. Plus de chaleur produit plus de lumière. La parole court, brise les entraves, multiplie les expressions figurées, se répète sans fatigue, monte et baisse son ton ; elle est forte ou insinuante, elle glisse ou marche, elle s'avance et se corrige. Aussi nuance-t-elle bien autrement la pensée que l'écriture. Telles expressions tirent du son une force figurative, une force pénétrante qui font de l'ouïe un meilleur instrument pour éveiller les idées dans l'âme que ne l'est le sens de la vue. C'est au point qu'on a pu dire avec une exagération qui n'était pas sans raison, qu'un mauvais professeur valait mieux que le meilleur des livres.

Pour connaître le professeur, il faut donc le voir avec ses élèves ; car tout disparaît avec lui, sa voix, ses gestes, son regard, le sentiment qui les rend éloquents.

Je le vois suivre ses auditeurs d'un regard attentif, démêlant dans l'attitude de celui-ci ce qu'il doit développer, surprenant chez celui-là l'hésitation, la distraction de l'un, la satisfaction de cet autre, et avec une souplesse de démonstration, une variété dans les modes d'exposition répondre à toutes les questions qu'il lit ou devine sur la physionomie de ses auditeurs.

Je ne vous ai point entendu professer, Monsieur, mais dans le discours que j'ai lu, il m'a semblé que vous êtes de ceux qui poursuivent le mieux en toutes choses et veulent être à la hauteur de leur mission. Je n'en connais pas de plus belle que la vôtre. D'autant plus que, si je suis bien informé, vous avez choisi l'histoire, et vous pouvez, dans votre enseignement, dérouler les grandes phases de la vie des sociétés humaines ; ces révélations qui se répètent sans se ressembler jamais.

cette marche de l'homme poursuivant le progrès dans tous les champs ouverts à son activité.

Votre étude sur le pessimisme est un des chapitres de cette histoire universelle et le sujet du livre offert par vous à l'Académie : « la Famille et l'Église catholique, » est encore de l'histoire.

Quel beau sujet, Monsieur, et quelle tentation le soin que vous avez mis à le traiter donne de vous suivre dans les développements de cette étude sérieuse !

Comme tous les apologistes chrétiens, vous faites voir l'influence qu'ont exercée les doctrines de l'Évangile et la législation de l'Église sur la Famille ; vous la prenez dans ses éléments constitutifs et naturels. Vous montrez ce qu'ils étaient avant le Christ, ce qu'ils sont devenus après l'acceptation du droit canon par le monde civilisé, ce qu'ils peuvent être en dehors de ce droit.

A Rome, la notion du mariage avait été pratiquée aux premiers jours de la République dans toute la pureté de son principe : il n'y avait qu'une union, la polygamie était inconnue, le divorce n'aurait point existé en fait et les littérateurs ont pu tracer de cette jeune société un tableau qu'ils opposaient à celui de la décadence romaine.

On voit dans votre étude, le christianisme rétablissant l'unité de l'union conjugale, alors qu'une pratique quotidienne reconnaissait, à côté du mariage, le concubinat, le contubernium et tout le cortège des unions licites ou illicites dans lesquelles la femme et les enfants n'arrivaient jamais aux droits et aux honneurs de la légitimité. En faisant du mariage un sacrement accessible à tous : citoyens, étrangers, esclaves ; en proclamant l'unité, l'indissolubilité, et grâce à l'égalité rétablie des époux,

la dignité de cette union, la seule permise aux chrétiens, la seule qui put servir à fonder une famille, le christianisme a fait du mariage une institution fondamentale, la base de la société.

Au point de vue historique, cette transformation est incontestable. Il y a eu des luttes, des obstacles, des chûtes, des révoltes : l'idéal a toujours été proclamé, il a toujours été maintenu par des mains fermes, il a fini par devenir le droit commun de l'Europe civilisée et chrétienne.

Un seul mariage, un seul mari, une seule femme, mariés pour toujours ; l'égalité et le respect mutuel, la pureté de la famille. C'est là un grand fait historique, vous lui donnez le relief qui lui convient, c'est le point culminant de votre étude.

Sans la défigurer par une longue et sèche analyse, on peut constater qu'elle se divise dans toutes ses parties en deux ordres de faits bien distincts.

Il y a d'abord le développement doctrinal du sujet au point de vue de l'Église catholique. Lorsqu'on appartient à une Société, on est tenu d'admettre ses lois, ses principes, son gouvernement. Le respect est d'autant plus nécessaire que la liberté de sortir de la Société est plus absolue. Vous avez donc développé cette doctrine et il n'entre pas dans ma pensée de critiquer ou de combattre les thèses religieuses que vous avez exposées.

Mais vous avez aussi traité des problèmes juridiques et sociaux d'un intérêt souverain : il y a là des thèses scientifiques discutables, votre plan vous en imposait l'examen et vous n'avez pas reculé devant l'expression fort nette de votre opinion. Dans ce nouvel ordre d'idées, vous défendez toujours vos solutions avec une mesure et un esprit de tolérance qui est dans votre tempérament ;

même quand elles n'entraînent pas la conviction, on n'est ni froissé, ni rebuté par la manière dont vous les appuyez. C'est une grande, une belle, une précieuse qualité : permettez-moi, Monsieur, de vous en louer sans réserve.

L'attention de l'Académie peut être attirée sur deux problèmes intéressants et graves : la célébration du mariage et la constitution de la famille.

La célébration du mariage soulève les plus grandes difficultés sur les rapports entre les droits d'une Société politique, d'un état, d'une nation et la liberté de conscience. La question est posée dans des termes d'une simplicité extrême : pourquoi, respectant la liberté de ceux qui professent une religion reconnue, l'État, chez toutes les nations civilisées, ne permettrait-il pas à leurs fidèles d'aller se marier devant le rabbin, le ministre protestant ou le prêtre catholique ; munis de la preuve de cette célébration, les époux feraient ensuite inscrire le mariage célébré sur les registres de l'état-civil. Cette inscription vaudrait une célébration pour ceux qui n'en veulent pas d'autre, soit parce qu'ils ne professent aucun culte, soit par d'autres raisons.

Imposer la célébration par l'officier de l'état-civil « comme la seule efficace au point de vue du lien conjugal » n'est-ce pas « une usurpation sur le droit naturel lui-même ? »

Vous ajoutez, Monsieur, qu'en effet, d'après le droit naturel, les parties font seules leur contrat et non l'État qui cependant leur dit aujourd'hui avec autorité : je vous unis... Non, ce n'est pas l'État qui unit, les parties se marient elles-mêmes, voilà le droit naturel.

C'est une histoire curieuse que celle de la célébration

du mariage. Il n'y en a pas de moins connue et certes la lecture de votre livre étonnerait bien des fidèles.

En droit naturel, le mariage est un contrat ; il se forme par le seul consentement des parties. La doctrine catholique fait du contrat un sacrement. Mais il est un point sur lequel le droit naturel et le droit canon sont absolument d'accord, c'est que les parties sont en quelque sorte les ministres du contrat ou du sacrement, ce sont elles seules, le fiancé et la fiancée, qui sont les officiants, les célébrants.

Cela ne fait pas l'ombre d'un doute aujourd'hui et vous l'établissez, Monsieur, pour le droit canon, avec une netteté que je n'ai point retrouvée ailleurs.

Voyons dans l'histoire de l'Europe civilisée ce qu'ont produit ces deux éléments. Rome, la grande nation juridique, conserva, en théorie au moins, la notion vraie du droit naturel : le mariage est un contrat et un contrat purement consensuel (1).

Le droit civil romain ne modifia donc pas le droit naturel quant au mode de célébration du mariage, il put créer des empêchements inconnus à celui-ci, comme celui fondé sur l'inégalité des conditions ; quant à la célébration, il proclame qu'il ne fallait ni paroles solennelles, ni écrit, ni pompes nuptiales, ni cérémonie d'aucune sorte.

L'Église reçut et pratiqua ce droit : le mariage resta pendant de longs siècles un contrat purement consensuel. Mais les conciles, assemblées religieuses

---

(1) Il faut laisser de côté la question, si controversée parmi les juristes, de savoir si le mariage pouvait être conclu, célébré sans la présence de la femme, comme il pouvait l'être sans la présence de l'homme.



et législatives dont les décisions étaient universellement admises, introduisirent la nécessité de bans ou de publications et invitèrent, sous peine de péché, les fidèles à aller demander au prêtre la bénédiction nuptiale. Néanmoins, le défaut de publication et l'absence de bénédiction nuptiale ne fut pas une cause de nullité de mariage. Le contrat pouvait donc être conclu sans témoin, sans écrit, secret, clandestin, comme on le dit plus tard dans la langue juridique : il était valable.

On comprend les abus possibles et ce que devenait l'indissolubilité du mariage dans ces conditions : si la preuve de la célébration du mariage faisait défaut, quel était le sort de celui des époux qui, ayant donné par faiblesse son consentement à une pareille union, se trouverait livré sans défense à la merci de l'autre.

Des souverains et notamment les rois de France et d'Espagne obtinrent du Concile de Trente une modification considérable au droit canon : la clandestinité devint une cause de nullité du mariage ; il était clandestin quand il n'avait pas été célébré en présence du curé, *præsente parochio*, et de deux témoins.

Or ce droit canon, modifié d'une façon si considérable, est devenu la règle de la plupart des États européens.

Je dis de la plupart, parce que, les spécialistes le savent bien et vous le constatez dans une note, là où le décret du Concile de Trente n'a pas été promulgué, le mariage n'est pas nul pour clandestinité, il se forme encore par le seul consentement des parties sans la présence du curé de la paroisse ou de tous autres témoins. Et il en est ainsi, dites vous, en Angleterre, en Écosse, dans quelques parties de l'Allemagne et de la Suisse, etc.

En droit naturel donc, dans la législation de l'Église,

jusqu'au Concile de Trente et partout où le décret de ce Concile n'a pas été promulgué, le mariage est resté un contrat consensuel. En France, au contraire, il est devenu, à partir de cette époque, un contrat solennel, c'est-à-dire un de ces contrats où il faut, pour la conclusion, plus que le consentement, un élément nouveau consistant en une formalité ; ici l'élément nouveau, la formalité était la célébration devant l'Église, représentée par le curé de la paroisse de l'une des parties (1).

Comment de cette institution, œuvre du droit canon, est-on arrivé en France à la célébration du mariage par l'officier de l'état-civil, magistrat laïque, représentant l'État ? On peut tracer cette histoire à grands traits : elle est remarquable par ses conséquences.

Les rois de France et d'Espagne avaient réclamé, avec la célébration solennelle, une autre condition de validité du mariage, c'était dans leurs vues un complément indispensable de la première réforme : je veux parler de la nécessité du consentement des parents. L'Église, en cela, s'était écartée du droit romain, même dans la dernière forme de cette législation, où la puissance paternelle était si atténuée ; elle était revenue au droit naturel, elle n'admettait pas que le consentement d'un tiers, ce tiers fut-il le père, fut indispensable à la conclusion du mariage. Il n'est pas nécessaire d'insister. Le motif de morale élevée qui guidait ici l'Église lui faisait admettre la liberté du mariage comme ne l'avait

---

(1) La présence de deux ou trois témoins, les paroles prononcées par le curé et qui varient avec le rituel, le pouvoir de délégation qui appartient au curé ou à l'ordinaire sont des objets qui peuvent rester en dehors de la question examinée : il n'y a pas lieu d'entrer ici dans ces détails du droit canon.

jamais fait le droit romain, comme ne le fait pas notre droit civil actuel.

Mais la constitution aristocratique de la famille au xvi<sup>e</sup> siècle avait produit dans les mœurs les mêmes effets qu'à Rome : le chef devait veiller à l'intégrité de sa famille, empêcher l'introduction d'un membre qui ne servit pas à maintenir son éclat ou à augmenter sa puissance et son influence. Les édits royaux exigèrent donc le consentement des parents et refusèrent tout effet civil aux mariages contractés sans ce consentement.

Comment faire exécuter cette loi ? Le mariage célébré devant le curé restait valable et indissoluble pour l'Église ; elle seule jugeait les questions de validité et de nullité. La royauté transforma le rôle du curé, elle fit un officier du témoin.

Le Concile de Trente n'avait pas fait du curé le ministre du sacrement, l'officier célébrant le mariage. Non : le prêtre était seulement un témoin essentiel, donnant au mariage conclu devant lui une bénédiction qui n'était pas nécessaire à la validité. Les époux restaient les seuls ministres du sacrement, se le donnant, se le conférant en quelque sorte par leur consentement exprimé en présence de ce témoin solennel, représentant l'Église... Si les deux autres témoins manquaient, si les publications faisaient défaut, à la rigueur le mariage frappé d'un vice pouvait guérir ; si le curé était absent, le mariage n'était pas seulement annulable, il n'existait pas.

Or un témoin, même nécessaire, n'est pas témoin volontaire ; quand on assiste, même malgré soi, à la célébration du mariage, on est témoin qu'on veuille ou non donner son témoignage ; le mariage existe quand même le refus du témoin de l'attester ne permettrait pas

de prouver sa célébration et par conséquent son existence (1).

Cela ne faisait pas le compte de l'État. En effet, on pouvait se marier devant le curé, témoin involontaire, sans le consentement des parents : alors le but principal, poursuivi par le pouvoir civil, était manqué, puisqu'un pareil mariage était inattaquable. L'État affecta donc de regarder le curé comme le ministre du sacrement : il le transforma ainsi en magistrat civil, lui défendit, sous des peines sévères, de prêter son office et de célébrer le mariage si le consentement des parents faisait défaut.

Il serait trop long de montrer ici comment les théologiens gallicans et les juriconsultes français favorisèrent les efforts du pouvoir civil. Les mœurs y poussèrent ; l'alliance de l'Église et de l'État atténua les conflits qui pouvaient s'élever. On introduisit dans le droit civil un empêchement qui n'existait pas : le vice de séduction. Le mariage célébré sans le consentement des parents fut fréquemment annulé par ce motif que l'époux trop jeune, qui s'était passé du consentement de ses parents, avait été séduit, que son consentement avait été altéré... et le mariage était annulé. On arrivait ainsi, par un détour, au résultat voulu : la nécessité du consentement des parents.

La Révolution considéra le mariage comme un contrat civil, elle admit les formes du droit ancien, changea les bans publiés en chaire en publications faites devant la maison commune, accepta enfin l'institution de l'officier de l'état-civil que la royauté avait créé de concert peut-être avec l'église gallicane : mais elle en ôta les fonctions

---

(1) Voilà pourquoi deux autres témoins, le curé présent, mais refusant l'acte écrit, peuvent prouver cette célébration.

au curé de la paroisse pour les donner au maire de la commune, au magistrat laïque.

Aujourd'hui donc nous avons la séparation : le mariage, contrat solennel, est célébré par le maire avec les cérémonies connues ; le mariage, sacrement, a pour ministres les parties, mais elles n'en peuvent être ministres qu'en présence du curé de leur paroisse.

Avant d'examiner la thèse que vous soutenez, il fallait établir ces règles et ces faits. Ils sont peu connus, vous le savez, Monsieur, vous qui en avez traité largement et qui avez pu, tant de fois, constater l'ignorance de cette partie du droit canon, même chez les hommes les plus instruits.

Si j'ai bien compris la thèse que vous développez, après d'autres publicistes, elle peut se résumer pratiquement en quelques mots : le mariage de ceux qui en font un acte religieux doit être célébré conformément aux règles de leur religion ; pour ceux qui en font seulement un contrat civil, il restera célébré ou reçu par l'officier laïque de l'état-civil... ; et pour ne parler que des catholiques, si j'explique bien la pratique de votre réforme, le curé, après la cérémonie, donnerait une attestation écrite du mariage célébré devant lui. Armés de cette preuve, les époux demanderaient sur les registres de l'état-civil une inscription que ne pourrait refuser l'officier laïque qui les tient ; elle assurerait à leur mariage religieux les effets civils que la loi attache aujourd'hui au seul mariage célébré par le maire.

Sans doute cette réforme unique paraît très simple. Mais je me demande si elle n'en entraînerait pas d'autres qui méritent aussi un sérieux examen ; je ne comprends pas, en effet, comment on la ferait cadrer avec notre droit actuel, nos mœurs et une tradition déjà longue.

Les difficultés que vous n'examinez pas, viennent de

deux éléments qu'on néglige trop dans la solution du problème. D'une part les conditions de validité du mariage sont différentes dans le droit civil et dans le droit canon ; d'autre part, le rôle du curé n'est pas celui du maire : le premier est un témoin, il est passif ; le second est un officier, il est actif.

Je me suis souvent figuré ce que pourrait produire dans notre pays, la célébration du mariage religieux formant contrat, si on se borne à cette réforme. De nombreux exemples en Espagne et en Italie avant les lois actuelles, nous en donnent l'idée.

Voici deux jeunes gens : la jeune fille a douze ans accomplis, le garçon a au moins quatorze ans. Ils veulent contracter mariage, ils sont bien jeunes, les parents refusent leur consentement. Ils le donneraient que la loi civile refuserait le sien, puisqu'elle exige pour la validité du mariage que la femme ait quinze ans révolus, et l'homme dix-huit ans. Mais nos fiancés persistent, que vont-ils faire ? C'est un dimanche, nous sommes à l'église paroissiale, le curé célèbre la messe, il se tourne vers la foule, et au moment où il étend les bras pour prier ou pour bénir, nos jeunes gens sortent des rangs, et à haute voix, s'adressant à sa fiancée qu'il tient par la main, le jeune homme dit : « devant Dieu, devant Monsieur le curé et les fidèles ici présents, consentez-vous à me prendre pour époux ? » La jeune fille répond « oui » et, parlant au jeune homme d'une voix peut-être moins assurée, elle lui dit : « devant Dieu, devant Monsieur le curé, devant l'assistance des fidèles, consentez-vous à me prendre pour épouse ? » Oui, répond-il. Les fidèles s'étonnent, le curé proteste, les parents s'irritent : mais c'est fini, le mariage existe valable, irrévocable, indissoluble.

Tel est le droit canon depuis le Concile de Trente. C'est le nœud d'un roman célèbre, *Les Fiancés*, histoire milanaise du xvii<sup>e</sup> siècle, dans lequel Manzoni expose avec un charme infini et une science exacte les ennuis de Lorenzo et de Lucia poursuivant, accompagnés par leurs témoins, le curé don Abbondio : craignant la colère d'un puissant seigneur, amoureux de Lucia, le curé ne veut pas concourir par sa présence, même involontaire, au mariage des deux amants.

Voilà une impasse créée par la réforme : l'officier de l'état-civil sera-t-il forcé d'inscrire un pareil mariage sur ses registres ? Combien d'autres questions naîtraient ! L'État, changeant ses lois, dira-t-il que le mariage en France est possible à douze et à quatorze ans suivant le sexe ? Supprimera-t-il la nécessité du consentement des parents ? Ou l'Église, changeant tout ce qui est admis par elle, fera-t-elle du curé un officier dont la participation volontaire sera nécessaire à la célébration valable du mariage ? Modifiera-t-elle les conditions de validité ? Elèvera-t-elle l'âge où le mariage sera possible dans nos pays du nord au moins ? Admettra-t-elle la nécessité du consentement des parents et jusqu'à quelle époque ? Rétablira-t-on le vice de séduction ? Si le curé refuse le certificat de mariage parce que l'union dont on l'a rendu témoin forcé est contraire au droit canon quoique valable d'après le droit civil, que fera-t-on ? Dans le cas où le droit civil et le droit canon admettent les mêmes dispenses qui les donnera ? Qui sera juge des nullités : la réforme n'entraînera-t-elle pas la nécessité de rétablir les juridictions ecclésiastiques avec un pouvoir civil ?

Elles sont nombreuses et difficiles, les questions que soulèverait la réforme. Je ne dis pas qu'elles soient insolubles, je ne juge pas : mais il faut constater l'obli-

gation de les prévoir toutes pour les résoudre toutes afin de ne pas se trouver bientôt en présence de conflits inextricables. Vous reconnaîtrez avec moi, Monsieur, que jusqu'à présent on s'est seulement contenté de dire qu'une seule était nécessaire et suffisait : la célébration du mariage suivant les rites de la religion de chacun et l'inscription de cette célébration sur les registres publics pour assurer à l'acte ses effets civils.

Sans doute on peut demander la réforme des lois et il est certain qu'en rapprochant la législation civile de la législation religieuse on diminuerait les causes de conflit. Cela explique comment, dans certains pays, la célébration devant le ministre de la religion ne produit pas de conflits. Un des étonnements que provoque la direction de nos discussions, c'est qu'on semble ne soulever qu'une question de forme, tandis qu'il y en a d'autres plus graves dont la solution commande et domine le mode de célébration. La plus importante de beaucoup est celle du consentement des parents. Il n'est point nécessaire, en Angleterre, aux États-Unis et chez d'autres nations : l'Italie elle-même, dans ses dernières réformes, s'est rapprochée aussi du droit canon qui s'accorde avec le droit naturel pour proclamer la liberté du mariage.

Ces grands peuples civilisés, pas plus que l'Église, ne poussent les enfants à se marier sans ce consentement : elles leur en reconnaissent le droit seulement et laissent aux mœurs, à l'éducation, au bon sens la mission d'apprendre aux enfants à respecter le chef de famille, à le consulter avant de conclure l'acte le plus considérable de leur vie, à s'appuyer sur son expérience, à se confier en son affection presque toujours désintéressée jusqu'à l'abnégation, dévouée jusqu'au sacrifice.



Votre livre, Monsieur, instruit aussi bien par la multitude des questions qu'il agite que par les réflexions qu'il fait naître. On constate, par exemple, en le lisant, que le mariage, pas plus que le baptême, n'est nécessairement célébré à l'Église, je veux dire ici dans le temple. Il arrive donc que si par hasard, historiquement ma supposition est bizarre, le Concile de Trente n'avait pas été promulgué en France, il n'y aurait pas de question du tout, puisque les deux fiancés, en donnant leur consentement devant le maire, recevraient ou se confèreraient le sacrement.

Cette supposition, absolument imaginaire en France, est peut-être une réalité dans quelques-uns de ces pays où le Concile de Trente n'a pas été promulgué, puisque dans ces pays, le mariage catholique est célébré par le seul consentement des époux. J'imagine que là, la présence d'un tiers, fut-ce un magistrat laïque, ne vicierait pas le sacrement et par conséquent le contrat. Seulement, et voici la raison de mon peut-être, dans la plupart des pays civilisés, on a compris la nécessité d'avoir la preuve de la célébration du mariage ; on a compris, comme je l'ai déjà dit, qu'il ne fallait pas que le plus faible restât à la merci du plus audacieux, niant l'existence du mariage parce que la preuve n'en peut être produite, et alors on a exigé que le mariage fût célébré devant témoin. Si en Angleterre, les époux, quand ils sont catholiques, célèbrent leur mariage devant un prêtre, c'est en vertu de la loi civile, non en vertu de la loi religieuse du Concile de Trente. Il en résulte, ce qui peut paraître bizarre, mais ce qui est exact, que si deux catholiques se marient en Angleterre hors la présence du prêtre, ils sont bien mariés au point de vue catholique, ils ne le sont pas au point de vue civil.

Vous me pardonnerez, Monsieur, ces longs développements, le sujet est si attachant, vous avez consacré à cette grave question de la nature du mariage, contrat ou sacrement, un examen si soigneux que je n'ai pu résister au désir de formuler les réflexions que vous m'avez suggérées. J'espère l'avoir fait avec cette modération qui est la loi de notre Compagnie et cet esprit de tolérance dont vous me donniez l'exemple. C'était d'autant moins difficile pour moi, que je regarde le droit canon, quant à la célébration du mariage et à l'absence du consentement des parents comme beaucoup plus près du droit naturel, c'est-à-dire de la liberté, que ne l'est notre droit civil.

A quelle famille le mariage célébré va-t-il donner naissance ? Vous avez cherché la réponse, Monsieur. Je vous dirai avec franchise que j'aurais voulu vous voir tracer d'un dessin plus ferme cette grande notion de la famille. Quand vous arrivez, en effet, à la famille dans l'ordre social et juridique, vous paraissez vous défier de vous-même, votre modestie qui vous fait toujours appuyer vos assertions sur de nombreuses autorités, ici plus que jamais vous fait recourir à ce soutien. Vous invoquez M. Leplay, M. Renan, M. Périn et le résultat de ces citations serait que nous nous éloignons de la notion idéale de la famille : ces écrivains, en effet, s'élèvent avec force contre le code civil qui l'aurait bouleversée.

Cette notion de la famille est, comme celle de la Société du reste, réalisée par l'homme de façons bien diverses. La famille vivante n'apparaît pas, en effet, la même aux différents âges de l'histoire.

Autre elle est à l'époque patriarcale où l'on voit la femme se débattre dans les liens de la polygamie, qui lui donne une servitude sans sécurité et des fils incertains de leur sort.

Autre elle est sous la rude législation de Rome où le chef entretient la discipline dans la famille, j'allais dire dans son clan, car sans elle, il n'y a ni conquête, ni butin ; le père et les petit-fils ont à peine une personnalité, absorbée qu'elle est par celle de l'aïeul ; la femme ne compte pas, elle peut rester étrangère à ses fils, elle ne transmet à l'origine ni la parenté civile, ni les droits qui en découlent.

Au moyen-âge, on voit les familles se grouper sous des chefs dont la prédominance était assurée héréditairement par la constitution d'un patrimoine territorial, qu'on essaie de rendre à jamais inaliénable au moyen des substitutions ; les lois successorales et autres viennent fortifier l'effet de ces substitutions avec des institutions analogues par leur but : la garde noble, la réserve coutumière, le droit d'ainesse, le retrait lignager, etc...

Chacune de ces familles apparaît comme un idéal : on élève tour à tour et on exalte la famille des vieux temps de Rome, la famille de notre ancienne France ; on invente des mots nouveaux pour exprimer le type qui les reconstituerait plus ou moins ; on parle avec complaisance des gloires dont elles ont été les témoins ou les auteurs... et on leur oppose les mœurs contemporaines.

Les familles tombent en poussière, dit-on alors. Le même toit n'abrite plus que pour un instant le père et la mère retenant leurs enfants autour d'un foyer mobile. A peine l'âge de virilité est-il arrivé, que ceux-ci se hâtent de former de nouveaux groupes aussi peu durables : divisés par les intérêts, disséminés par les luttes de la vie moderne, l'ensemble de ces descendants d'un même auteur mérite de moins en moins d'être appelé une famille dans le sens propre du mot.

En conséquence, M. Leplay accuse nos lois successo-

rales sans se douter peut-être que nos coutumes étaient encore plus égalitaires que le code civil dans le partage des biens. M. Renan, dans une page empreinte de cette éloquence des mots qui séduit l'oreille et endort l'esprit avec son enivrante harmonie proclame que ce code a préparé « un monde de pygmées et de révoltés ; » ce n'est pas impunément, dit-il, « qu'on manque de philosophie, de science et de religion. » Vient enfin M. Périn qui condamne à son tour « ces générations éternées et dégradées par l'individualisme démocratique. »

Et tous d'espérer que la loi viendra restaurer leur famille idéale. Comme si la loi positive était une digue infranchissable contre les mœurs ? Ce sont plutôt les mœurs modifiées profondément par l'esprit chrétien qui ont fini par détruire la famille artificielle du droit romain, si étrangère à toute idée de justice. Quand Justinien substituait, par une réforme définitive, la famille naturelle, la famille du sang à la famille légale du peuple conquérant et spoliateur, il ne faisait que donner raison aux mœurs et suivre la voie tracée par le Christ relevant par sa morale le droit naturel.

Il ne serait pas difficile de montrer aussi l'impuissance de toutes ces institutions légales qui avaient pour but d'assurer la perpétuité de la famille aristocratique dans notre ancienne France, d'établir que la Révolution, imitant en cela la réforme chrétienne du vi<sup>e</sup> siècle, se rapprocha aussi de la justice naturelle que violaient tant de lois, niant le droit des enfants et faussant la puissance paternelle, pour assurer la prédominance sociale des grandes familles.

« L'Évangile, comme le dit un apologiste, a rendu à la femme la liberté, l'instruction, tous les droits civils. » Est-ce que le législateur moderne a diminué ces droits ?

« La femme passe encore dans nos rues, comme une apparition de la décence et du bien; elle s'asseyait encore, heureuse, au sanctuaire de la maison, elle y retient son époux, ses fils et ses filles, elle y reçoit l'étranger sans blesser son honneur : la famille ne reste-t-elle pas le lieu de la paix, de la joie, de l'honnêteté, le lieu d'élection de de toute âme qui n'est pas corrompue. »

C'est bien de cette famille moderne, simplifiée et réduite à ses éléments naturels, que le grand orateur que je me plais à citer, se rappelant les jours déjà lointains de son enfance, disait : « ô foyer domestique des peuples  
« chrétiens! maison paternelle, où, dès nos premiers  
« ans, nous avons respiré avec la lumière l'amour de  
« toutes les saintes choses, nous avons beau vieillir,  
« nous revenons à vous avec un cœur toujours jeune et  
« n'était l'éternité, qui nous appelle en nous éloignant  
« de vous, nous ne nous consolerions pas de voir chaque  
« jour votre ombre s'allonger et votre soleil pâlir. »

Vous connaissez, Monsieur, ces paroles et leur auteur. Je n'avais pas retrouvé son nom en parcourant votre ouvrage. Parmi les nombreuses autorités que vous citiez la sienne ne figurait pas. Une lecture plus attentive m'a fait comprendre que votre plan étant de traiter au point de vue scientifique et par l'analyse votre magnifique sujet, votre abstention n'avait pour cause ni l'ignorance des œuvres du P. Lacordaire, ni le parti pris de n'en pas parler : j'ai souvent trouvé dans vos discussions des traces vives de son influence et rassuré alors sur un silence qui n'était qu'apparent, je me suis laissé aller aux impressions que la crainte d'un oubli m'avait suggérées.

Revenant sur le passé, j'ai revu ces jours de notre jeunesse où l'on se pressait partout où l'orateur aimé devait se faire entendre. C'était le temps des luttes à la

fois ardentes et pacifiques. Rien n'arrêtait les affirmations religieuses et les affirmations contraires : spiritualistes et matérialistes, incrédules ou croyants, sceptiques ou chercheurs anxieux de la vérité religieuse et de la vérité scientifique, tous combattaient à visage découvert dans le champ clos de la liberté, les violences et les brutalités qui devaient plus tard remplacer la dignité que donne la publicité des discussions loyales, n'avaient point encore envahi la polémique. Tous, jeunes que nous étions, sans parti pris, l'âme ouverte, amoureux du beau, l'esprit prompt à se tourner vers la lumière d'où qu'elle vint, nous courions aux leçons de Claude Bernard, aux cours de Saint-Marc Girardin, aux grands spectacles de Rachel, aux expositions de Delacroix et de Ingres, aux conférences du Père Lacordaire..... Vous auriez pu entendre un incrédule dire, avec une simplicité impartiale que je ne retrouve plus, du Père Bourard, le dominicain, l'avocat, l'ami du Père Lacordaire, l'homme d'esprit : « Dieu ! qu'il est laid ! et pourtant quelle suavité dans cette physionomie, elle rappelle les anges de Raphaël versant des fleurs sur la Sainte Famille de François I<sup>er</sup>. »

Et pour donner une idée de la liberté d'esprit et de la liberté de parole de cette époque, permettez-moi un souvenir personnel. Dans la partie historique d'une étude sur le mariage, il me fallait traiter une question de droit canon : embarrassé par une solution bizarre que j'avais trouvée dans je ne sais quel canoniste, j'allais interroger le P. Bourard. — Est-ce possible, mon père ? Le droit canon donne-t-il cette réponse ? — Eh ! mon cher, me dit-il, avec ce langage et cet accent d'avocat parisien qui n'est pas toujours oratoire, mettez-vous bien dans la tête que de même que vous trouverez tou-

jours un jurisconsulte pour émettre une sottise, vous trouverez toujours un théologien pour soutenir une bêtise. — Je m'inclinais, trouvant la réponse suffisante pour me dispenser de chercher à donner du bon sens à l'auteur qui en manquait : ce n'était pas irrévérence, je le voyais, de hausser les épaules et de passer outre.

Me voilà bien loin du Père Lacordaire. Quelle popularité il a eue ! C'était hier, et pourtant, il est devenu subitement un ancêtre enseveli dans le passé, comme le sont dans le moyen-âge, ces grands inconnus qui ont soulevé les masses populaires et servi ou bouleversé les projets des papes et des empereurs. Etranger aux indifférents ou aux ennemis religieux comme s'il n'avait pas été un grand orateur, un remueur de foules, un porteur de lumière, il semble que les amis de l'Église catholique qu'il a glorieusement défendue prennent aussi à tâche de voiler sa figure et d'oublier ce qu'il a fait.

Il semble qu'on ait peur de voir sa grande ombre évoquée sortir du tombeau et apporter les apaisements de sa parole, l'impartialité de son esprit, la bonté de son cœur : comme si l'on craignait qu'il condamnât ce permanent état de guerre, ces défiances qui divisent, ces haines qui dissolvent les âmes et la France oubliée dans tant de vaines querelles.

Mais qu'importe ? Je ne voudrais pas moi-même obéir à un mouvement de ce pessimisme que je condamne. J'ai foi dans le travail, j'ai foi dans cette loi démontrée et pratiquée du pouvoir créateur donné à l'homme. Il l'exerce sur le monde physique et sur le monde social. J'ai beau regarder, je ne vois rien autour de moi qui n'en porte l'empreinte : les plantes, les fleurs et les fruits, et ces races d'animaux améliorées, et ces instruments

sans nombre, œuvre toute entière de son génie et qui augmentent sa puissance ; et dans la société, ces institutions si variées, nécessaires ou non à sa marche, qui toutes sont modifiées, ou même entièrement créées par lui.

En présence de ce spectacle, je ne comprends plus Schopenhauer et ses adeptes. Ils me révoltent. Oui, nous souffrirons, nous souffrirons toujours ; mais la vie n'est qu'un passage après tout et nous travaillons pour le faciliter à nos enfants. La nature est toujours la même, l'humanité seule progresse.

« Il y a dans la nature, dit Goethe, mouvement, puissance formatrice, vie éternelle ; et cependant elle ne progresse pas ; elle se modifie sans cesse et partout éclate son instabilité ; elle a jeté sa malédiction sur le repos. Le théâtre est toujours nouveau parce qu'elle renouvelle souvent les spectateurs. La vie est sa plus belle conception et la mort l'artifice qu'elle emploie pour multiplier la vie. »

Et quant à l'homme, ce spectateur actif, qui crée le progrès avec les éléments toujours les mêmes de cette nature instable, voici sa loi formulée par une femme célèbre dont le travail a été le seul bonheur, le refuge et la réparation : « Il faut aimer, espérer, créer, être, ne pas compter les chûtes, les blessures, les vains espoirs, les cruels événements de la pensée ; mais toujours se relever, ramasser, rassembler les lambeaux de son cœur accrochés à toutes les ronces du chemin, aller toujours à Dieu avec ce sanglant trophée. »

Ainsi l'homme prépare peu à peu pour sa postérité un milieu physique, hygiénique, moral et social, meilleur que celui qu'il a reçu. Si l'humanité a des retours et des



décadences, elle se relève aussi et à force de travail laisse à ses fils un terrain plus aplani, le passage est plus facile pour eux, ils peuvent mieux réaliser l'idéal de cette vie. Dans ces évolutions, on voit, non-seulement en France, mais dans les autres nations, l'humanité arriver à cette démocratie qui effraie M. Périn et tant d'autres ; on voit aussi, comme conséquence, ou comme cause, peu importe, la famille se restreindre de plus en plus à ce qu'on peut appeler ses éléments essentiels et naturels : le père, la mère et l'enfant ; la puissance paternelle s'arrête à la première génération, et l'aïeul n'a plus sur les petits enfants le pouvoir qui appartient désormais à son fils devenu plus tôt libre et seul responsable de leur avenir. Mais le mariage reste la source purifiée et féconde de cette famille diminuée, et on peut encore redire de lui ce qu'un vieil édit de nos rois disait, en répétant le mot d'un ancien, qu'il est le séminaire de la nation.

C'est dans les grandes lignes qu'il faut voir la marche de l'humanité. Sans doute, on peut idéaliser le passé ; mais vous le savez, Monsieur, ce n'est ni la tâche, ni le devoir de l'historien : homme de science, il doit dégager les réalités des obscurités que le temps verse à flots sur les âges écoulés et faire comprendre comment le présent est sorti de ce passé. Votre travail, en partie historique, en partie doctrinal, montre la révolution opérée dans la famille par le Christianisme. Si peut-être vous paraissez trop mettre l'idéal de la famille dans le passé, votre livre ne reste pas moins comme une étude complète où vous essayez de montrer que le Christianisme offre encore les meilleures solutions pour l'avenir de la famille dans une société si profondément modifiée.

Je vous quitte, Monsieur, en vous présentant à l'Aca-

démie comme un homme aimant la vérité, en lui donnant l'assurance qu'elle trouvera en vous un membre assidu, goûtant ses travaux, lui apportant le tribut fidèle d'un esprit soigneux, d'un écrivain facile, élégant et correct. A vous, Monsieur, je puis affirmer que l'Académie se félicite de son choix, elle vous voit depuis longtemps assister à ses séances en attendant le jour de votre réception : elle a appris à vous connaître et aujourd'hui, en vous recevant, je suis vraiment un témoin constatant une union désirée par elle.



# ÉTUDE

DES

## SUFFIXES LATINS

### FORMATION

---

Tout radical est un monosyllabe.

Il paraît logique d'en conclure que tout **suffixe** doit être également un monosyllabe. C'est en partant de cette idée que nous avons entrepris l'étude des suffixes du latin, en examinant **un à un** chaque monosyllabe.

L'observation montre que chacun d'eux se compose d'une voyelle et d'une consonne et que la voyelle précède la consonne.

Il en résulte que si le radical se termine en consonne, l'alternance des voyelles et des consonnes est observée.

Si au contraire le radical se termine en voyelle, il se produit une élision, soit de la voyelle qui termine le radical, soit de celle qui commence le suffixe.

De même que le monosyllabe-suffixe peut être ainsi réduit à une consonne, il peut aussi être réduit à une voyelle.

**Suffixes en Voyelle.**

a e i o u

*Adjectifs.*

AUR	e	us	REG	i	us	MUT	u	us
ÆN	e	us	PATR	i	us			
			MED	i	us			

*Substantifs.*

CAS	e	us	GLAD	i	us	VID	u	us
GAL	e	a	FIL	i	us			
HORD	e	um	GLOR	i	a			
			AC	i	es			
			FAC	i	es			
			SPEC	i	es			
			GAUD	i	um			
			OT	i	um			
			~TUD	i	um			

*Verbes.*

CALC	e	are	NUNC	i	are	MIN	u	ere
			OD	i	are	STAT	u	ere
			GLOR	i	ari			

Les suffixes formés d'une seule voyelle, **e, i, u**, (nous n'en avons pas trouvé en **a, o**) sont très fréquents.

Ils se rencontrent dans des adjectifs, des substantifs et des verbes.

**e**

Dans les adjectifs, le suffixe **e** a un sens spécial et indique que le radical exprime la matière dont une chose est faite. *AUR e us* *ANN ul us*, un anneau d'or; *GAL e a* *ÆN e a*, un casque d'airain.

Il est très probable que, dans ce cas, *e* est l'abréviation d'un suffixe composé d'une consonne et d'une voyelle : la consonne aura disparu et la voyelle sera seule restée.

Comparer *AUR e us* avec *ÆT er nus*, *HOD i er nus*, *HIB er n us*, etc.

HODI	er	n us	ce qui est de ce jour,	HOC DI e.
HIB	er	n us	ce qui est d'hiver,	{ HIE M s .
				{ HI B.
ÆT	er	n us	ce qui est de durée,	ÆT as.
AUR	e	us	ce qui est d'or,	AUR um.

Dans les substantifs et verbes le suffixe *e* n'a pas ce sens déterminé. *GAL e a*, *CALC e are*.

Peut-être pourrait-on le trouver dans *CAS e us*. Le fromage est ce qui est fait dans des *CAS es* (nous disons en italien dans des formes, *FORM aggio*).

Mais, qu'il ait ou n'ait pas de sens spécial, il n'en reste pas moins très probable que le suffixe *e* est une abréviation d'un suffixe formé d'un *e* plus une consonne.

## i

Vraisemblablement il en est de même du suffixe *i*, soit qu'il ait un sens spécial, ce qui se rencontre dans certains adjectifs, soit qu'il n'ait pas de sens précis.

Si on compare *REG i us*, adjectif, *REG i a*, substantif et *REG in a*, substantif, on est amené à penser que *REG i us* est une abréviation de *REG in us*.

REG i	us	royal, ce qui est du roi,	REG is
REG i	a	royale demeure, palais du roi,	REG is DOM us.
REG in a		royale femme, femme du roi,	REG is UX or.

Il est probable que, de même, dans les substantifs tels que *GLOR i a*, etc., dans les verbes tels que *GLOR i ari*,

etc. le suffixe **i** est un reste de **ia**, ou **ia**, ou autre suffixe analogue.

Comparer *GLOR i a* et *DOCT r in a*, *FIL i us*, *AS in us*.

GLOR	i   a	FIL	i   us
DOCT r	in   a	AS	in   us

## U

Cette double remarque sur les suffixes **e** et **i** amène à penser que le suffixe **u** est pareillement le reste d'un ancien suffixe formé de **u** plus une consonne : par exemple **un**, **ul**, **ub**, **uv**, etc.

Cette hypothèse est rendue vraisemblable par le rapprochement du latin *VID u a* avec l'italien *VED ov a*.

VID u a

VED ov a

Du reste l'alternance des voyelles et des consonnes est un besoin d'oreille, et l'hiatus une exception. Cette raison, à elle seule, pourrait suffire pour justifier notre hypothèse que les suffixes en voyelle étaient originaiement des suffixes en consonne.

---

### Suffixes en Consonne.

---

Ce sont de beaucoup les plus nombreux.

Ils sont, en règle générale, formés d'une voyelle qui précède une des consonnes autres que **f**, **h**, **k**, **x**, **z**.

Quelquefois la voyelle disparaît et la consonne seule subsiste.

Ce phénomène se produit même quand le radical se termine par une consonne, mais c'est une exception. On le rencontre au contraire presque forcément quand le

radical se termine par une voyelle. En effet comme le suffixe commence, suivant nous, par une voyelle, il y aurait hiatus si, de ces deux voyelles consécutives, (celle qui termine le radical et celle qui commence le suffixe) l'une ne disparaissait pas par élision.

Les quelques exemples ci-après feront bien comprendre la règle générale et les exceptions.

I. MIR ab il is

AM ab il is

Ces deux adjectifs se composent :

1° d'un radical terminé en consonne MIR, AM ;

2° d'un suffixe **ab**, formé d'une voyelle **a** et d'une consonne **b** ;

3° d'un second suffixe **il**, formé d'une voyelle **i** et d'une consonne **l** ;

4° d'une désinence **is**, marque du nominatif singulier masculin.

Les deux suffixes, **ab**, **il**, sont formés suivant la règle générale.

Nous désignerons les suffixes ainsi formés régulièrement de la façon suivante : — B, — L, — N, etc. Le signe — représente une voyelle quelconque. Nous prononçons : voyelle plus **b**, **l**, etc; (v + **b**, + **l**, etc.)

II. FA 'b ul a

STA 'b ul um

SCA 'b ell um

Ces substantifs se composent :

1° d'un radical terminé en voyelle, FA, STA, SCA ;

2° d'un premier suffixe qui se composait d'une voyelle et d'un **b**; la voyelle a été supprimée par élision, nous la marquons par une apostrophe, ' ;

3° d'un second suffixe **ul**, **ell**, qui est formé régulièrement ;

4° d'une désinence qui marque le nominatif singulier, **ae** pour le féminin, **um** pour le neutre.

Quelle était la voyelle qui précédait le **u** ? Il est souvent très difficile de le deviner. Aussi une simple apostrophe sera employée pour la désigner. Mais quelquefois on peut conjecturer ce qu'elle devait être au moyen de la comparaison du mot avec d'autres mots latins ou grecs qui ont conservé intacte la voyelle originaire du suffixe.

C'est ainsi que, trouvant en latin le verbe **TUR 'b are** et en grec le substantif  $\theta\upsilon\rho\ \upsilon\beta\ \omicron\varsigma$ , on est autorisé à penser que la voyelle supprimée en latin était la même que celle conservée en grec, puisque les deux mots expriment la même idée représentée par le même radical. Il est donc très probable que le latin **TUR 'b are** est une abréviation de **TUR ub are**.

**TUR 'b are**

$\theta\ \omicron\ \rho\ \upsilon\beta\ \omicron\varsigma$

De même si on compare l'infinitif latin **VOL v ere** avec l'infinitif grec  $\tau\omicron\lambda\ \upsilon\pi\ \epsilon\upsilon\ \epsilon\iota\upsilon$ , on est amené à penser que la voyelle supprimée en latin dans le suffixe **u** devait être un **u**, comme dans le suffixe  $\upsilon\pi$  du verbe grec. Cette hypothèse est rendue très vraisemblable par l'adjectif latin **TOL ut il is** où se retrouve, avec une variante dans l'idée, le radical du verbe grec, et par l'adjectif latin **VOL ub il is**, où le radical du verbe latin se reproduit, sans même une nuance de signification.

**VOL 'v ère**

$\tau\ \omicron\ \lambda\ \upsilon\pi\ \epsilon\upsilon\ \epsilon\iota\upsilon$

**TOL ut il is**

**VOL ub il is**



III. Ces derniers exemples montrent que l'élision de la voyelle du suffixe peut avoir lieu, non seulement quand le radical se termine en voyelle, mais aussi, comme nous l'avons dit plus haut, lors même qu'il se termine en consonne : VOL, TUR. (*VOL* 'v ere, *TUR* 'b are).

On en verra plus loin des cas assez fréquents, notamment à propos du suffixe \_\_N.

C'est ainsi que le substantif *REG 'n um*, est une abréviation de *REG in um*. Du moins tout porte à le croire. *REG 'n um*, le gouvernement, est le fait du roi, comme *REG in a* est la femme du roi.

De sorte que si on compare à *REG ina*, la reine, où le suffixe ~~ina~~ a été maintenu dans son intégrité, d'une part le substantif *REG i' a*, le palais, où la consonne a disparu, et d'autre part le substantif *REG 'n um*, gouvernement, royauté, où c'est la voyelle qui a disparu, ne laissant subsister que la consonne, on peut se rendre compte des altérations que les suffixes sont exposés à subir : ils perdent tantôt l'un tantôt l'autre des éléments qui composent le suffixe régulier, celui qui est formé d'une consonne précédée d'une voyelle.

REG i' a

REG in a

REG 'n um

Ces exemples de suppression d'un des éléments qui forment le suffixe peuvent se rencontrer quand on compare le latin avec le français.

AL 'b à t'r e	Ainsi nous disons : <i>AL bâtre</i>
AL ab ast'r um	quand le latin dit <i>AL ab ast'r um</i> et
α λ αβ αστ'ρ ο ν	le grec αλ αβ αστ'ρ ο ν. Le mot s'est
	conservé complet en allemand et en anglais, <i>AL ab ast er</i> ;

mais chez nous il a perdu la voyelle du suffixe *ab*. Le radical est *AL*, représentant l'idée de ce qui est brillant, luisant, et, par dérivation, de ce qui est blanc.

Nous disons de même *FA ble* pour *FA bule*, *RÈG le* pour *REG ule*, *AIM able* pour *AM abile*, *TERR ibile* pour *TERR ibile*.

FA b	'l e	AM ab	'l e
FA b	ul a	AM ab il	em
RÈG	'l e	TERR ib	'l e
REG	ul a	TERR ib il	em
VEND	'r e		
VEND	er e		

Et ce n'est pas seulement dans les adjectifs et substantifs que le phénomène se produit, c'est aussi pour les désinences de conjugaison. Presque tous nos verbes en *re* viennent d'un verbe latin en *ere*. *VEND ere* devient en français *VEND 're*.

Dans les exemples qui précèdent c'est une voyelle qui disparaît, voyelle non accentuée et brève.

Dans les suivants c'est la consonne qui disparaît en français tandis que la voyelle est maintenue, souvent même avec augmentation de son.

ROT a	VIT a	LIG are	PREC ari
ROU e	VI e	LI er	PRI er

Il ne s'agit plus, il est vrai, de suffixes, (si tant est que le T ne soit pas un véritable suffixe dans *VIT a*, *ROT a*, le G, le C dans *LIG are*, *PREC ari*) mais cela importe peu. Il suffit de constater que le latin, devenant du français, peut perdre tantôt une voyelle, tantôt une consonne pour

admettre que, de même, le latin primitif, devenant le latin classique, a pu altérer ses suffixes tantôt par la chute de la voyelle, tantôt par celle de la consonne.

**TABLEAU des Suffixes en Consonne.**

___B	' B	___P	
___C	' C	___R	' R
___D		___S	' S
___G	' G	___SS	' SS
___L	' L	___SC	' SC
___M	' M	___ST	' ST
___N	' N	___T	' T
___ND		___V	' V
___NS			
___NT			

**Observations.**

**I.**

Les suffixes, dans l'emploi qu'on en fait, sont assez souvent composés de plusieurs syllabes. Nous avons cité plus haut les adjectifs *MIR **abil** is*, *AM **abil** is*, dans lesquels on rencontre **abil** qui est un suffixe adjectival formé de la réunion des deux suffixes **ab** et **il**. — De même dans le substantif *OR **igin** em* nous avons un suffixe substantival formé par la réunion des deux suffixes **ig** et **in** que l'on rencontre assez souvent isolés l'un de l'autre; par exemple **ig** dans *VEC't **ig** al* et **in** dans *AS **in** us*.

Il importe, pour l'étude à laquelle nous livrons, de détacher chaque suffixe et de le considérer isolément.

## II.

Comme beaucoup de substantifs et adjectifs de la déclinaison qui fait le génitif en *is* sont atteints au nominatif singulier d'une irrégularité qui altère leur suffixe, il était nécessaire de les prendre à un autre cas que le nominatif singulier. — Pour les masculins et féminins nous prenons l'accusatif singulier ; nous écrivons *LAMP ad em* et non *LAMP as*, *MEND ac em* et non *MEND ax*. — Pour les neutres nous prenons le nominatif pluriel : *CORP or a* et non *CORP us*, *NO' mina* et non *NO' men*.

### Suffixe —B

a e i o u

#### *Adjectifs.*

VENer	ab	un dus	DEL	eb	il is	CRED	ib	il is	SAL	ub	er
VAG	ab	un dus				TERR	ib	il is			
MIR	ab	un dus	MUL i	eb	r is						
			CEL	eb	er						
MIR	ab	il is				FUR	ib	un dus			
PLAC	ab	il is									

#### *Substantifs.*

TINTINN	ab	ul um	TER	eb	'r a	LUD	ib	'rium		
			TEN	eb	'r æ					
			CER	eb	'r um					

#### *Verbes.*

TER	eb	'r are		
-----	----	--------	--	--

## Suffixe 'B

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

FLB	'b	il is	FA	'b	ul a	FA	'b	ul ari
			STA	'b	ul um			
			SCA	'b	ell um			
SUP	er	b us	SUP	er	'b i a	SUP	er	'b ire
AC	er	'b us	TUR	'b	a (1)	TUR	'b	are
(2) OR		'b us						
DU		b i us				DU	'b	il are

## Suffixe \_C

a e i o u

*Adjectifs.*

MEND	ac	em		FEL	ic	em	VEL	oc	em
AUD	ac	em		UN	ic	us	FER	oc	em
IR	ac	un dus	VER	ec	un dus	DOMin			
				RID	ic	plus			
				SOLL	ic	it us			

Comparer :

(1) TUR 'b are  
 θop u6 oc

(2) OR 'b us  
 'ap ημ oc

A. ar m pauvre, (privé de...)

*Substantifs.*

MEND	ac i um	SEN	ec i tum	AM	ic us	VEL	oc i tum	FID	uc i a
AUD	ac i a			LOR	ic a	FER	oc i tum	VOL	uc r is
FALL	ac i es	VER	ec und ia	VERT	ic em				
FORN	ac em			RAD	ic em				
MIR	ac ul um			VICT	ic em				
SIM	ul ac rum			AUR	ic ul a				
				OV	ic ul a				

*Verbes.*

	AM	ic ire	
	RUS t	ic ari	

**Suffixe 'C**

*Substantifs. Verbes.*

OS	'c	ul um	OS	'c	ul ari
Se PUL	'c	'r um			
HOM	'c	ul us			

Il est extrêmement probable que *OS cul um* est l'abréviation de *OR iculum* ; la voyelle supprimée devait être un *i*.

On peut remarquer en effet que la voyelle du suffixe dépend, le plus souvent, du verbe ou du substantif original. Le verbe *MIR are* donne l'adjectif *MIR ab il is*. *CRED ere*-*CRED it um* donne *CRED ib il is*. *MIR are* donne le substantif *MIR ac ul um*. *VER eri* donne *VER ec und us*. *IR a* donne *IR ac und us*.

On est donc porté à penser que *OS culum*, qui vient de *OS-OR is*, a eu d'abord la forme *OR ic ul um*.

De même *Se PEL ire* - *Se PUL t um* (pour *Se PEL it um*) a du donner originairement *Se PEL ic r um*.

## Suffixe \_D

a e i o u

### Adjectifs.

		CUP	id	us	
		VAL	id	us	

### Substantifs.

LAMP	ad	em	HER	ed	em	ATR	id	em	CUST	od	em	PAL	ud	em		
PALL	ad	em	HER	ed	it	em	LAP	id	em			SOL	it	ud	in	em
			PINGU	ed	is	em	CUP	id	in	em						
							CUP	id	it	em						

### Verbes.

		TRUC	id	are		CUST	ed	ire	
--	--	------	----	-----	--	------	----	-----	--

## Suffixe \_G

a e i o u

### Adjectifs.

		BEN	ig	'n	us	
--	--	-----	----	----	----	--

### Substantifs.

VOR	ag	in	em			VECT	ig	al			ALB	ug	in	em
IM	ag	in	em			ve	ST	ig	i	um				
PROP	ag	in	em			OR	ig	in	em					

### Verbes.

PROP	ag	are				MIT	ig	are		
						FAT	ig	are		

## Suffixe 'G

*Substantifs. Verbes.*

VIR	'g	a	VER	'g	ere
TER	'g	um	PUR	'g	are
VIR	'g	in en			

## Suffixe \_L

a e i o u

*Adjectifs.*

MORT	al	em	FID	el	em	FAC	il	em	VI	ol	ent us	RIDic	ul	us
LIBer	al	em	CRUD	el	em	SIM	il	em				CRED	ul	us
						PU er	il	em						
						AM ab	il	em						
						POSS ib	il	em						
						FLE'b	il	em						
						SU	ill	us						
						TranQ U	ill	us						

*Substantifs.*

FUN	al	e	FID	el	tem	AUX	il	ium	FIL i	e	us	OC	ul	us
SPONS	al	ia				VIG	il	ia	FAS e	ol	us	SPEC	ul	um
VECT ig	al		CAM	el	us	EX	il	ium				PU er	ul	us
ANim	al		Con TI M	el	a	ANC	il	e				TUM	ul	't us
MORT	al	ital em				BOV	il	e				FAC	ul	'lat en
						MISS	i	e				VIR'g	ul	't a
			PU	ell	a	ARM	ill	a						
			CAST	ell	um	SIG	ill	um						

*Verbes.*

AUX	il	i ari	VI	ol	are	CUM	ul	are
VIG	il	are				SIM	ul	are
						AMB	ul	are
CAN't	ill	are				GRAT	ul	are



## Suffixe 'L

*Substantifs. Verbes.*

PRÆ	'l	im(1)	PRÆ	'l	i ari
EX EMP	'l	um(2)			
TEMP	'l	um(3)			

## Suffixe —M

a e i o u

*Adjectifs*

SUP'r	um	us	PLUR	im	us	MAX	um	us
POST'r	um	us	OP	im	us			
			EX	im	i us			
			GRAViss	im	us			

*Substantifs.*

CAL	um	us	VICT	im	a	COL	um	'a a
CAL	um	ilalem	AN	im	a	AUT	um	'nus
CERT	um	in a	SPEC	im	in a	CAL	um	'nia
FIRM	um	entum	TEG	im	in a	TEG	um	in a
JUV	um	entum	REG	um	entum	DOC	um	entum
			VAD	im	onium	MON	um	entum
			te ST	im	onium	LEG	um	in a

*Verbes.*

			CAL	um	'i ari
--	--	--	-----	----	--------

- (1) Comparer : EX | il | i um  
PRÆ | l | i um

- (3) τ α μ ε ν ο ς  
TEMP 'l um

- (2) L'ex EMP le, c'est ce qui est pris (EMP) de (ex) autrui.

A. n e h m e n  
λ α μ ε ν ο ς  
e m p

## Suffixe 'M

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

FA	'm os is	FA	'm a	LA	'm ent ari
FRU	'm ent ari us	FRU	'm ent um (1)	FRU	'm ent ari
		JU	'm ent um (2)		
		in CRE	'm ent um		
		LACRY	'm a	LACRY	'm are
CRI	'm is al em	CRI	'm in a	CRI	'm in ari
		NO	'm in a	NO	'm in are
		FLU	'm in a		
		ex A	'm in a (3)		
		PRÆ	'm i um		
		CUL	'm us		
		FUL	'm in a		
		TEG	'm in a (4)		

---

(1) Probablement pour	FRUG	im ent um
	FRU'	'm ent um
(2) " "	JUV	am ent um
	JU	'm ent um
(3) " "	ex AG	im in a
	ex A'	'm in a
(4) Certainement pour	TEG	im in a
	ou TEG	um in a
	TEG	'm in a
Comparer	TEG	um ent um
et	TEG	'm ent um

## Suffixe \_N

a e i o u

### Adjectifs.

Quoti	Dia	an	us	EG	en	us	DIV	in	us			ep	PORT	un	us
							pri	ST	in	us			FORT	un	atus
AM	en	us		JUV	en	em									

### Substantifs.

TYMP	an	um	CAT	en	a	AS	in	us	LE	on	em	PEC	un	i	a
			VEN	en	um	RU	in	a	PAV	on	em	FORT	un	a	
			JUV	en	'tu	ORD	n	em	REG	i	on	em			
						HOM	n	em	LEG	i	on	em			
			NO	'm	en	NO	'm	in	a						
			FLU	'm	en	FLU	'm	in	a	NAT	i	on	em		
			CRI	'm	en	CRI	'm	in	a	VEN	a	ti	on	em	
AM	en	itatem													
										te	ST	in	on	i	um
										VAD	in	on	i	um	

### Verbes.

		FEST	in	are	
	en	TAN	in	are	

## Suffixe 'N

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

MAG	'n	us (1)	BAL	'n	um (2)	TOR	'n	are
			UL	'n	a (3)			
SUP	'n	us	SIG	'n	um (4)			
			REG	'n	um (5)	REG	'n	are
			PUG	'n	us (6)	PUG	'n	are
			PUG	'n	a			
			SOM	'n	us (7)			
			CAR	'n	um (8)			
			COL	'n	a			
			AUT	'n	um (9)			
			AL	'n	um			

## Suffixe \_ND

a o i o u

*Adjectifs.*

ST up	end	us	SEC	und	us
			JUC	und	us
			FUR	und	us
			IR ac	und	us
			VER ac	und	us
			VAG	und	us

*Substantifs.*

CAL	end	æ		
-----	-----	---	--	--

*Verbes. (Participes futurs passifs)*

AM	and	us	DIC	end	us	AUD	iend	us	E	und	us
			MON	end	us						

Comparer :

(1) MAG	'n	us
μ α γ	α λ	ο ς
(2) BAL	'n	e um
β α λ	α ν	α ι ο ν
(3) UL	'n	a
υ λ	α ν	

(4) SIG	'n	um
SIG	ι λ	υ μ
(5) REG	'n	um
REG	ι ν	α

Comparer :

(6) PUG	'n	us
PUG	ι λ	α τ
(7) SOM	'n	us
SUP	ι ν	υ ς
υ π	υ	ο ς

(8) CAR	'n	em
CAR	ο	
(9) —um	'n	a, us
—ο μ	α ν	η, ο ς

## Suffixe **\_NS**

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

e	FOR	ens	em
	CAS't'r	ens	em

## Suffixe \_NT

**Participes présents.**

<b>a</b>	AM conST'	ant ant	em em	conST' in F'	ant ant	i a i a	<b>AM</b>	ant	em
<b>e</b>	POT EG PRUD VI ol LUCul	ent ent ent ent ent	em em em us us	POT PRUD SERP PAR ARG MON um JU 'm	ent ent ent ent ent ent ent	i a i a em em um um um	<b>MON DIC</b>	ent ent	em em
<b>i</b>	SAP	ient	em				<b>AUD i</b>	ent	em

## Suffixe \_P

a o i o u

**Substantifs.**

DISC	ip	ul us
MAN	ip	ul us

## Suffixe **\_R**

a e i o u

### *Adjectifs.*

HIL	ar	em	CÆT	er	us	UX	or	us	MAT	ur	us
SALut	ar	em	ALT	er					JEC	ur	us
			UT	er							
CONTR	ar	us	MIS	er					DI	ur	'n us
			PAUP	er							
			AC	er	'bus						
			ÆT	er	'nus						
			FRAT	er	'nus						

### *Substantifs.*

ALT	ar	e	OP	er	a	SOR	or	em	NAT	ur	a
AV	ar	itia	NUM	er	us	DOL	or	em			
			VISC	er	a	AM	or	em	CENT	ur	ia
POM	ar	um	ON	er	a	TEMP	or	a			
						CORP	or	a			
						ULT	or	em	FULG	ur	
						VICT	or	em	VULT	ur	
						DORMit	or	um			

### *Verbes.*

TOL	er	are	LAB	or	are	ES	ur	ire
OP	er	are						
MIS	er	eri						

### *Infinitifs.*

(Participes futurs)

AM	ar	e	MON	er	e	AUD	ir	e	AM at	ur	us
			DIC	er	e				FU 't		us

## Suffixe 'R

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

ÆG	'r	um	AG	'r	um	MIG	'r	are
SAC	'r	um(t)	AP	'r	um	SAC	'r	are (1)
AL ac	'r	em	PROB	'r	um	ex PROB	'r	are (3)
VOLut	'r	em	LEP	'r	a	NUT	'r	ire
SALub	'r	em	TEReb	'r	a	ad MIN ist	'r	are (4)
EQUest	'r	em	TENeb	'r	æ			
			CEReb	'r	um			
			CAN ist	'r	um			
			Plaust	'r	um			
			DOC't	'r	is a			
			VIC't	'r	ic em			
			AC't	'r	ic em			

---

Comparer	[1]	SAC	er	
		SAC	'r	um-are
	[2]	AG	er	
		AG	'r	um
Ital.	[3]	rim PROV	er	are
		ex PROB	'r	are
	[4]	MIN ist	er	
		ad MIN ist	'r	are
	[5]	DOC' t	or	
		DOC' t	'r	in a
		VIC' t	or	
		VIC' t	'r	ic em
		AC' t	or	
		AC' t	'r	ic em

## Suffixe \_S

a e i o u

### *Adjectifs.*

		PIL	os	us
		NUM er	os	us
		OD i	os	us

## Suffixe \_S

### *Adjectifs.*

AB	's	ent em	}^{(1)}	
PRÆ	's	ent em		

## Suffixe \_SS

### *Adjectifs.*

	ALT	iss	im	us
	GRAV	iss	im	us

### *Verbes.*

ARC	ess	ere		
LAC	ess	ere		

---

Comparer	[1]	AB	ess	e
		AB	's	ent em
		PRÆ	ess	e
		PRÆ	's	ent em



## Suffixe 'SS

*Adjectifs.*

MA	x	in us		
MAG	iss	in us		

## Suffixe \_SC

a e i o u

*Verbes.*

IR	isc	i	SU	esc	ere	NANC	isc	i		
in VET or	isc	ere	ad OL	esc	ere	ULC	isc	i		
			FER v	esc	ere	PAC	isc	i		

## Suffixe 'SC

*Verbes.*

	NA	'sc i
	PA	'sc i
	CRE	'sc ere
	SCI	'sc ere
	NO	'sc ere

## Suffixe \_ST

a e i o u

*Adjectifs.*

CEL	est	is		
SCEL	est	us		
TERR	est	'r is		
EQU	est	'r is		

*Substantifs.*

PL'	ant	'r um	FEN	est	'r a	CAN	ist	'r um
			POT	est	at em	MAG	ist	er
			EG	est	at em	MIN	ist	er
MON	ast	erium						

*Verbes.*

	ad MIN	ist	r are	
--	--------	-----	-------	--

**Suffixe 'ST**

<i>Adjectifs</i>	il LU	'st	'r is
<i>Substantifs</i>	LU	'st	'r um
<i>Verbes</i>	il LU	'st	'r are

**Suffixe \_T**

a e i o u

*Adjectifs.*

BE	at	us		TAC	it	us	
				DIV	it	em	

*Substantifs.*

LIB	er	't at	em	PHAR	et	'r a	EQU	it	em	NEP	ot	em	SAL	ut	em
PEN		at es		FER	et	'r um	COM	it	em				SER	'v il	ut em
PI	et	at em		PI	et	at em	MAR	it	us				SEN	ect	ut em
SAN	it	at em		VAL	et	adinem	AV	ar	it i a						
PO	em	at a		VIN	et	um	SÆV	it	i es						
				OL	iv	et um	CIV	it	at em						
							MAG	'n	it adinem						
							SER	'v	it ut em						

**Verbes.**

DIC'	t	i	t	a	r	e		SAL	u	t	a	r	e
AG		i	t	a	r	e							

### *Participes.*

<b>AM</b>	at us	<b>DEL</b>	et us	<b>MON</b>	it us	
				<b>AUD</b>	it us	

## Suffixe 'T'

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

EX	t	er	us	LIBer	t	at	em
EX	t	er	us	UBer	t	at	em
				SENae	t	ut	em
DEX	t	er	(l)	CAS	t	r	um
				CAS	t	ell	um
				FACi	t	at	um
				TUMi	t	us	

### *Participes.*

DIC	't	us
DOC	't	us

## Suffixe \_V

a e i o u

*Adjectifs.*

CAP't	iv	us
ÆS	t	iv us
DA	t	iv us

**Compared** [1] **DEX** | t | er a  
 δ : ξ | ι | ρ α

*Substantifs.*

CAD |av|er |

|OL |iv|a |

**Suffixe 'V**

*Adjectifs. Substantifs. Verbes.*

SER	'v	us(1)	VOL	'v	ere(3)
CER	'v	us			
COR	'v	us	SAL	'v	are(4)
SYL	'v	a(2)			
FLU	'v	ius			
di LU	'v	ium			

**Voyelles et Consonnes de Liaison.**

Nous ne rangeons pas au nombre des suffixes le second radical qui s'ajoute à un premier radical pour former un mot composé.

Dans *FRUG i FER* nous trouvons un mot composé du verbe *FERR*, porter et du substantif *FRUG*, fruit.

---

Comparer	[1]	SER	'v	us
		θ a p	α π	ε υ ζ
	[2]	SYL	'v	a
		ξ υ λ	υ φ	ι ο ν
	[3]	VOL	'v	ere
		τ ο λ	υ π	ε υ α ι ν
		TOL	ut	il is
		VOL	ub	il is
		ré VOL	ut	ion
	[4]	SAL	'v	aro
		SAL	ut	em

*MULT i COL or, AG 'r i COL a, MAG n i FIC us, QUADR u PED es*, etc, etc, sont également des mots composés.

En pareil cas on rencontre fréquemment des voyelles de liaison; **i** dans *FRUG i FER*, **u** dans *QUADR u PED es*, qui ne sont point des suffixes et n'interviennent que pour opérer l'alternance des voyelles et des consonnes, de même que souvent, pour la même cause, on voit s'intercaler une consonne de liaison entre le préfixe et le radical : *re D Ire* pour *re I re*.

### Désinences casuelles.

Les désinences casuelles sont de véritables suffixes à l'aide desquelles le latin marque les cas des substantifs, adjectifs et participes. Ces désinences sont, les unes en voyelle, les autres en consonne.

Il est très probable que les premières avaient, à la suite de la voyelle qui est restée, une consonne qui a disparu. C'est ainsi que, d'après les grammairiens l'ablatif singulier en **e** était originairement en **ed**.

L'observation, faite au sujet des suffixes, que la voyelle précède la consonne, se vérifie sur les désinences casuelles.

## SINGULIER

### Nominatif

#### Désinences en Voyelle.

	a	e	i	o	u			
ROS	a	MAR <u>us</u>	QU	i	EG	o	GEN	u
BON	a	FAC il				<u>us</u>		
		ILL						

## Désinences en Consonne.

### Désinence \_S, 'S

VAT	es	CAN	is		DOM in	us
DI	es	TURR	is		MAN	us
		I	's			
		PLEB	's			
		CRUX				
		(CRUC	's			
		LEX				
		(LEG	's			

### Désinence \_X

SEN	ex					
-----	----	--	--	--	--	--

### Désinence \_M

					TEMP 'l	um
						um

### Désinence \_D, 'D

		QU	id	QU	od	ILL	ud
		I	'd				

### Désinence \_C

H	æc		H	ic	H	oc	
---	----	--	---	----	---	----	--

### Suppression de la Désinence au nominatif singulier.

Il arrive souvent que le nominatif singulier perd la désinence qui le caractérise ; cela a lieu

## A

dans la déclinaison en **us** génitif en **i** (comme *Dom in us*).

Substantifs PU er VIR  
Pour PU er us VIR us

Cette suppression est parfois accompagnée, dans les mots qui ont le suffixe **er** du maintien de la voyelle **e** de ce suffixe, voyellé qui disparaît à tous les autres cas de la déclinaison.

*Substantifs.*

AP er AG er MIN ist er  
AP 'r i AG 'r i MIN ist 'r i

*Adjectifs.*

NOS 't er RUB er  
NOS 't 'r i RUB 'r i

**B**

Cela a lieu, beaucoup plus souvent, dans la déclinaison qui fait le génitif en **is**, comme *can is*, *civ is*, *turr is*, etc.

**I**

Suppression *pure et simple* de la désinence.

*Substantifs.*

ARB or		A er		CARCer		FULGur
ARB or is		A er is		CARCer is		FULGur is
SOL		con SUL		AN im al		MEL
SOL		is con SUL		is AN im al		is MELL
						is VAS
						is VAS

*Comparatifs d'Adjectifs.*

MEL i or  
MEL i or is

## II

La suppression de la désinence est accompagnée du *changement* de la *consonne* qui termine le mot.

### *Substantifs.*

FLOS		JUS		OS		ARB os		HON os	
FLOR		JUR		OR		ARB or		HON or	
		FRAUS		LAUS		CUST os			
		FRAUD		LAUD		CUST od			
		SERP ens		MONS		MORS			
		SERP ent		MONT		MORT			
ÆT as		LIB er 't as		VIR 't us		SAL us			
ÆT at		LIB er 't at		VIR 't ut		SAL ut			

### *Adjectifs et Participes.*

PRUD ens		AM ans		MON ens	
PRUD ent		AM ant		MON ent	
AUD i ens		DIC ens		CAP i ens	
AUD i ent		DIC ent		CAP i ent	

## III

La suppression de la désinence est accompagnée du *changement* de la *voyelle* qui termine le mot.

NO 'm en		CAP ut		ROB ur		TEG im en	
NO 'm in		CAP it		ROB or		TEG im in	

## IV

La suppression de la désinence est accompagnée du *changement* de la dernière *voyelle* et de la dernière *consonne*.



COM <i>es</i>				JUD <i>ex</i>		
COM <i>it</i>		is		JUD <i>ic</i>		is
EQU <i>es</i>				CARN i <i>FEX</i>		
EQU <i>it</i>		is		CARN i <i>FIC</i>		is
CORP <i>us</i>			ON <i>us</i>		POND <i>us</i>	
CORP <i>or</i>		is	ON <i>er</i>		POND <i>er</i>	
TEMP <i>us</i>			VEN <i>us</i>		SCEL <i>us</i>	
TEMP <i>or</i>		is	VEN <i>er</i>		SCEL <i>er</i>	
			is			is

*Adjectifs.*

VET <i>us</i>		
VET <i>er</i>		is

*Comparatifs.*

MEL i <i>us</i>		
MEL i <i>or</i>		is

V

La suppression de la désinence est accompagnée du *maintien* de la voyelle *e* du suffixe *er*, voyelle qui disparaît à tous les autres cas.

*Substantifs.*

PAT <i>er</i>		FRAT <i>er</i>		MAT <i>er</i>		
PAT <i>'r</i>		is	FRAT <i>'r</i>		is	MAT <i>'r</i>   is

*Adjectifs.*

CEL	eb	er			SAI.	ub	er	
CEL	eb	'r		is		SAL	ub	'r is

VI.

La suppression de la désinence est accompagnée de la *suppression* de la consonne qui termine le mot.

LAC'		COR'		NOX'		PO em a	
LACT	is	CORD	is	NOCT	is	PO em at	is

LE o'		CARB o'		RATio'		FUSio'		ORatio'	
LE on	is	CARB on	is	RATion	is	FUSion	is	ORation	is

Dans le suivant la voyelle du suffixe *on* ne subsiste qu'au nominatif singulier.

CAR o'	
CAR 'n	is

VII

La suppression de la désinence est accompagnée de la *suppression* de la consonne terminale et du *changement* de la voyelle qui précède.

HOM o'		ORD o'		VIRG o'	
HOM in	is	ORD in	is	VIRG in	is
TEST ud o'		CUP id o'		SOLit ud o'	
TEST ud in	is	CUP id in	is	SOLit ud in	is

Une dernière irrégularité du nominatif singulier consiste dans la suppression du suffixe, soit que la désinence casuelle subsiste, soit qu'elle disparaisse.

CIN "	is	IT " er	is	SANGU "	is
CIN er	is	IT in er	is	SANGU in	is

Ces observations sur les altérations du nominatif singulier confirment celles que nous avons faites sur les

suffixes en général, et montrent une fois de plus comment un suffixe peut perdre tantôt sa voyelle et tantôt sa consonne.

*Accusatif.*

**Désinences en Voyelle.**

a	e	i	o	u
MAR	e			GEN u
FAC il	e			
M	e			

**Désinences en Consonne.**

**Désinence \_M**

ROS	am	CAN	em	TURR	im		DOM in	um
							MAN	um
							TEMP	um

**Désinence \_D, 'D**

	QU	id	QU	od	ILL	ud
I	'd					

**Désinence \_C**

H	anc			H	oc	H	unc
---	-----	--	--	---	----	---	-----

*Datif.*

**Désinences en Voyelle.**

ROS	æ	DI	ei	CAN	i	DOM in	o	GEN	u
				TURR	i	TEMP	o		
				MAN	u				
				C	u				
				M ih	i				
				T ib	i				

## Désinence en Consonne \_C

a	e	i	o	u
			H	uic

*Ablatif.*

### Désinence en Voyelle.

ROS	a	CAN	e	TURR	i	DOM in o	GEN	u
						TEMP' o	MAN	u

## Désinence en Consonne \_C

ac			H	oc	
----	--	--	---	----	--

*Génitif.*

### Désinence en Voyelle.

ROS	æ		DOM in i		GEN	u
			DI e i			
			M e i			

### Désinence en Consonne.

CAN	is			MAN	us
				NULL i	us
				H uj	us
				E 'j	us

## PLURIEL.

*Nominatif.*

### Désinence en Voyelle.

TEMP'l a		DOM in i			
ROS æ					
MAR i a					
GEN u a					

**Désinence en Consonne.**

**Désinence —S**

a	e	i	o	u
CAN	es		N	os
DI	es			MAN
				us

**Désinence —C**

H	æc				
---	----	--	--	--	--

*Accusatif.*

**Désinence en Voyelle.**

TEMP	a						
MAR	i						
GEN	u						

**Désinence en Consonne.**

**Désinence —S**

ROS	as	CAN	es		DOM	in	os	MAN	us
-----	----	-----	----	--	-----	----	----	-----	----

**Désinence —C**

H	æc				
---	----	--	--	--	--

*Datif et Ablatif.*

**Pas de Désinence en Voyelle.**

**Désinence —S sans Suffixe**

	DOM	in	is		
--	-----	----	----	--	--

## Désinence —S précédée d'un Suffixe —B

a	e	i	o	u
FAM ul   ab   us   DI	ob   us   CAN	ib   us   DU N	ob   us   PORT ob   is	ab   us

*Génitif.*

**Pas de Désinence en Voyelle.**

## Désinence —M sans Suffixe

			CAN	um
--	--	--	-----	----

## Désinence —M précédée d'un Suffixe

ROS	ar um   DI	er um   MAR	iu m   DOM in	or um   MAN	a um
	V est 'r um				
	N ost 'r um				

### Désinences de Conjugaison.

Les désinences de conjugaison sont des suffixes, comme les désinences de déclinaison.

Nous avons donné précédemment les suffixes qui sont la marque des infinitifs et des participes, parce que sous beaucoup de rapports les infinitifs doivent être considérés comme des substantifs et les participes comme des adjectifs.

Il nous reste seulement à indiquer les suffixes qui caractérisent les modes personnels de la conjugaison.

*Première personne du Singulier.*

**Désinence en Voyelle.**

	AUD iv ist   i	AM ab   o	
--	----------------	--------------	--

**Désinence en Consonne**

**Forme active. Suffixe \_M**

	a	e	i	o	u
MON e	am	AM em	S im	S	um
DIC	am	AM ar em	ER im	S	
AM ab	am	MON er em			

**Forme passive. Suffixe \_R**

AUD i	ar	AM	er	AM	or
MON i	ar	AM	er	AM ab	or
				AUD i	or

*Seconde personne du Singulier.*

**Désinence en Voyelle.**

**Forme active.**

AM	a	MON	e	AUD	i
----	---	-----	---	-----	---

**Forme passive.**

AM	ar	e			
MON	er	e			
AUD	ir	e			

**Désinence en Consonne.**

**Forme active. Suffixe \_S**

AM	as	MON	es	AM ab	is
MON e	as	AUD i	es	MONeb	is
AUD i	as	AM ar	es		
AM ab	as	AUD ir	es		

## Forme passive. Suffixe \_S

a	e	i	o	u
		AM ar is AM ab ar is AM ab er is AUD ier is		

*Troisième personne du Singulier.*

**Désinence en Voyelle.**

		AM at o MON et o LEG it o	
--	--	---------------------------------	--

**Désinence en Consonne.**

## Forme active. Suffixe \_T

AM	at	MON	et	LEG	it		
AM ab	at	AUD i	et	AM ab	it		
MON e	at	FAC i	et	MON eb	it		
AUD i	at			AM av	it		
				MON u	it		

## Forme passive. Suffixe \_R

		AM at or LEG it or	AM at ur AM ab it ur LEG it ur
--	--	-----------------------	--------------------------------------

*Première personne du Pluriel.*

**Désinence en Consonne.** (Il n'y en a pas en Voyelle.)

## Forme active. Suffixe \_S

			AM am us AM ab in us AM em us
--	--	--	-------------------------------------



## Forme passive. Suffixe **—R**

a	e	i	o	u
			AM am	ur
			AM ab in	ur
			AM em	ur

*Seconde personne du Pluriel.*

**Désinence en Voyelle.**

## Forme active.

AM at e			
LEG it e			

## Forme passive.

	AM in i		
	LEG in in i		

**Désinence en Consonne.**

## Forme active. Suffixe **—S**

	AM at is		
	AM ab it is		
	MON et is		

*Troisième personne du Pluriel.*

**Désinence en Consonne.** (Il n'y en a pas en Voyelle.)

## Forme active. Suffixe **—NT**

AM	ant	AM	ent			FAC i	unt
AM ab	ant	MON	ent			DIC	unt
FAC i	ant					AM ab	unt

## Forme passive. Suffixe \_R

a	e	i	o	u
		AN ant or MON ent or	AM ant ur DIC ant ur	

Avant la désinence proprement dite le latin place des suffixes comme ceux que nous avons rencontrés dans les substantifs et les adjectifs.

### Suffixes en Voyelle.

MON	o	o	AUD	i	o	
			FAC	i	an	

### Suffixes en Consonne.

#### Suffixe \_R

(Impératif Passif 2<sup>e</sup> Personne).

AM	ar e	MON	er e	AUD	ir e	
----	------	-----	------	-----	------	--

#### Suffixe \_T

AM	at o	MON	et o	LEG	it o	
----	------	-----	------	-----	------	--

#### Suffixe \_M

AM	an us	MON	en us	AUD	in us	
----	-------	-----	-------	-----	-------	--

#### Suffixe \_N

	AM an in i	
--	------------	--

Quelques-uns de ces suffixes sont des signes caractéristiques qui marquent le temps du verbe.

*Imparfait Indicatif.*

**Suffixe \_B**

	a	e	i	o	u
AM	ab in MON  AUD i ch in				

*Imparfait Subjonctif.*

**Suffixe \_R**

AM	er on MON	er on AUD	ir on	
----	-----------	-----------	-------	--

*Futur.*

**Suffixe B**

AM	ab o MON	eb o		
----	----------	------	--	--

Cette marque du futur manque aux verbes en **ire** et à ceux en **e: e** dont l'**e** est bref.

*Parfait et ses dérivés.*

**Suffixes en Voyelle.**

	PET  AUD	i   i ERan		MON  MON	u   s	ISSon i
--	-------------	---------------	--	-------------	----------	------------

**Suffixe en Consonne \_V**

AM	av i DEL	ev i PET  AUD	iv i   iv i	
----	----------	------------------	----------------	--

Il est aisé de voir que les suffixes en voyelle sont ici encore une abréviation du suffixe en consonne. On dit, à volonté, *PET i i* et *PET iv i*. Le suffixe **i** est le reste de **iv**. De même le suffixe **iv** est l'altération de **ev**.

Notre but dans ce travail a été de détacher ce qui est *radical* de ce qui est *suffixe* ; opération indispensable quand on veut rechercher un radical, étudier les transformations qu'il subit suivant la langue dans laquelle il est employé, et constater que malgré ces modifications il conserve son identité.

Lorsqu'ils sont réduits à une seule lettre, voyelle ou consonne, les suffixes semblent faire partie du radical. Ils peuvent donc être une cause d'erreur qu'il importait d'écarter.



# RAPPORT

FAIT A L'ACADÉMIE, LE 28 NOVEMBRE 1884

PAR M. DAUSSY

---

Notre membre correspondant, M. Ferrand, poursuit ses remarquables travaux sur l'organisation administrative que comporte notre régime politique actuel. Il a publié un nouveau livre, ayant pour titre : « Les Pays libres ; leur organisation et leur éducation d'après la législation. » L'Académie, à qui il a fait hommage d'un exemplaire de cet ouvrage, m'a chargé de lui en faire rapport, et je viens aujourd'hui m'acquitter de cette tâche. Je l'avais acceptée avec empressement : je connaissais en effet et j'avais pu apprécier ce travail. Je n'ai pas à en faire l'éloge, puisqu'il a reçu l'approbation de l'Académie des Sciences morales et politiques qui lui a décerné le prix Odilon Barrot : on n'ajoute pas à un pareil témoignage. Je dois me borner à vous présenter le compte-rendu de l'ouvrage.

Il répond aux conditions du concours ouvert par l'Académie des Sciences morales et politiques ; elle les avait posées en ces termes : « Exposer les traits principaux des différents systèmes d'organisation munici-

« pale et départementale en France depuis 1789 et les  
« comparer aux institutions analogues à l'étranger. Les  
« concurrents devront rechercher quelle a été l'in-  
« fluence de ces systèmes sur le mouvement général de  
« de la civilisation et de la sociabilité. L'Académie désire  
« que, pour se conformer aux intentions du fondateur  
« de ce prix, cette étude de législation comparée con-  
« duise les concurrents à l'examen des améliorations  
« dont est susceptible notre organisation communale et  
« départementale, en l'état de nos mœurs, de nos habi-  
« tudes et des institutions qui nous régissent. »

Qui donc, mieux que notre correspondant, pouvait remplir le cadre de ce programme ? De longues années passées dans la pratique de l'administration, une connaissance parfaite des hommes et des choses, une initiation complète aux mille détails de la vie administrative lui donnaient l'immense avantage de traiter un pareil sujet avec l'autorité d'une expérience consommée. D'autre part son esprit était depuis longtemps dirigé dans cette voie ; ses écrits antérieurs attestent avec quelle application il a poursuivi l'étude du fonctionnement administratif aussi bien à l'étranger que dans notre pays. De nombreux voyages lui ont permis d'observer de près le mouvement des rouages administratifs organisés par les nations voisines, d'en apprécier les avantages et les inconvénients. Il n'a pas seulement appris dans les livres, il a vu en action les systèmes adoptés autour de nous ; il a étudié leurs moyens d'application, il s'est rendu compte de leurs résultats ; il y a porté ce coup d'œil investigateur de l'homme compétent qui, connaissant bien la matière, voit de suite ce qui constitue une innovation utile, un perfectionnement heureux, ou une dangereuse tentative, une amélioration réelle, ou une

apparente mais vaine satisfaction des besoins sociaux. C'est à cette comparaison tout à la fois de la théorie et de la pratique administratives des divers pays d'Europe que M. Ferrand a consacré ses loisirs si utilement occupés. Un mot révèle tout son but, c'est celui qu'il a choisi pour épigraphe : « *Prodesse* ». Son travail consciencieux, plein de faits, de vues et d'enseignements, répond à sa noble devise.

L'ouvrage est divisé en trois parties : dans la première sont exposées les institutions administratives de la France depuis 1789 ; la seconde est consacrée à celles de l'étranger et la dernière à l'examen des « rectifications nécessaires » pour réaliser chez nous les conditions de la véritable liberté.

Dans le rapport fait par M. Aucoc à l'Académie des Sciences morales et politiques j'ai remarqué une légère critique de la première partie. Elle aurait dû, suivant le rapporteur, recevoir des développements plus complets ; il eût été bon d'indiquer, avec quelques détails, les progrès successifs accomplis par le Gouvernement de Juillet, le second Empire et le Gouvernement actuel.

Un pareil reproche ne semble point mérité. Le chapitre V de cette première partie est précisément consacré à l'examen des diverses modifications apportées à l'organisation administrative par la Restauration, le Gouvernement de Juillet, la seconde République et le second Empire. Le V<sup>e</sup> chapitre a pour objet exclusif l'exposé des lois administratives de la troisième République. Les progrès accomplis ont donc été signalés. S'il y a quelque sobriété dans l'analyse qui en a été faite, on peut dire qu'elle était commandée par la thèse même que soutient l'auteur et qu'il ne faut pas perdre de vue pour bien juger son œuvre.

Cette thèse, c'est qu'on a commis la faute de conserver, comme base de notre organisation administrative, les institutions créées par le premier Empire, alors que le changement de régime politique devait logiquement amener un changement corrélatif du système administratif. Il est manifeste que, pour justifier une pareille proposition, il n'y a pas lieu d'entrer dans le détail des lois administratives ; ce sont leurs grandes lignes, ce sont les principes qui leur servent de point de départ, c'est en un mot leur esprit général qui doit être pris en considération. A mon avis, l'auteur s'est conformé aux règles de toute œuvre littéraire en élaguant tout ce qui ne venait pas à son sujet, en écartant les détails qui auraient embarrassé sa démonstration. Après avoir nettement indiqué son but, il y conduit rapidement le lecteur, que ne fatiguent point des longueurs inutiles.

Le premier Empire, reprenant l'héritage de la Monarchie absolue, continuant ses traditions, perfectionnant son œuvre, avait créé un système administratif qui correspondait admirablement au principe politique de ce Gouvernement. L'Empereur était tout : sa volonté était souveraine. Lui seul était chargé de faire le bonheur de ses sujets. Il jouait le rôle de Providence. Son œil devait être partout, sa volonté être partout uniformément et ponctuellement exécutée. L'organisation administrative devait être l'instrument à l'aide duquel cette théorie du pouvoir en haut et de l'obéissance partout ailleurs arriverait à l'application. Et elle fut en effet cet instrument. Conçue par un des plus puissants génies qui aient paru dans le monde, suivant un plan rigoureusement méthodique, elle réalisa exactement ce qu'on attendait d'elle : l'obéissance de tous à la volonté d'un seul. Ce fut une organisation tout à fait militaire. L'ordre vient



du chef, se transmet hiérarchiquement par le moyen des officiers et sous-officiers jusqu'au dernier homme de la troupe, avec sûreté et exactitude : la troupe l'exécute. Il ne doit y avoir nulle part frottement ni résistance dans les rouages de transmission. L'impulsion, partie du moteur unique, doit arriver entière aux extrémités du mécanisme social. Tout peut et doit être réglé d'une façon précise et absolue. Au même instant le même mouvement s'accomplit partout à la fois. Les bayonnettes se croisent ou se relèvent ensemble comme les aiguilles d'un métier de tricot. A la même heure, à la même minute tous les écoliers de France ouvrent la bouche pour prononcer la même lettre ou trempent la plume dans l'encrier pour l'écrire. L'uniformité est absolue, c'est admirable de régularité.

Le pouvoir absolu a besoin de la centralisation administrative ; elle est son outil nécessaire. Mais précisément parce que cet outil a été parfaitement conçu pour être approprié à l'œuvre du gouvernement d'un seul, il ne saurait convenir au fonctionnement d'un régime politique tout différent, qui repose sur le principe de la liberté. L'instrument du despotisme ne va pas à la main de la liberté. Telle est la thèse de M. Ferrand.

C'est pourquoi il reproche aux gouvernements constitutionnels de 1815 et de 1830, et plus vivement encore à la République de 1848 d'avoir conservé l'appareil administratif de l'Empire. Que le second Empire l'ait gardé, rien de plus naturel ; ce qui était moins logique c'était de le maintenir encore lorsqu'il chercha à se donner des allures de gouvernement constitutionnel.

On voit que, pour démontrer sa thèse, l'auteur n'avait pas besoin d'entrer dans le détail des modifications accessoires apportées à la législation administrative

dépuis 1814. Il est hors de conteste que dans son ensemble, dans ses organes essentiels, notre système administratif est toujours resté le même.

M. Ferrand, qui a traité les affaires et manié les hommes, qui a vu de près les choses, sait par combien d'attaches l'administration bride le citoyen. Plus un peuple est civilisé, plus est restreinte la liberté naturelle de chacun de ses membres. Cette liberté a pour limite nécessaire celles des autres ; et la complication infinie de rapports qui naît de l'état de civilisation fait que l'action individuelle du citoyen trouve à chaque instant obstacle dans des intérêts opposés qui réclament leur satisfaction. Il a fallu faire à chacun sa part. Les lois ont pourvu à ce qui est essentiel, les règlements administratifs à ce qui est d'ordre secondaire et de détail. Mais le détail, c'est la vie de chaque jour, c'est l'affaire de tous les instants. Aussi a-t-on bien plus souvent occasion de sentir les effets des règlements administratifs que ceux des lois.

J'achète un terrain pour me bâtir une demeure. Je devrai me conformer à la loi en ce qui concerne la transcription du contrat et la purge des hypothèques : car il ne faut pas que le public ignore la mutation de propriété, ni que les créanciers hypothécaires puissent être atteints dans les garanties qui leur sont assurées. J'obéirai encore à la loi en acquittant l'impôt qui frappe toute mutation immobilière. Je devrai faire aussi ma déclaration au contrôleur pour qu'il mette désormais à mon nom et à ma cote les contributions dont l'immeuble est grevé. Déjà c'est l'administration qui me touche et m'atteint de ses prescriptions.

Enfin me voilà bien propriétaire, libre maître de mon terrain. Je n'ai point eu de difficultés avec mes voisins ; les bornes ont été reconnues : je suis chez moi. Je n'ai

plus qu'à faire construire ma maison. Je donne mes ordres à l'architecte.

Avez-vous demandé l'alignement, me dit-il ? c'est la première chose à faire. Comme votre terrain prend accès sur la voie publique, il vous faut un arrêté d'alignement et de nivellement. Je fais ma demande au maire. Il me répond que je m'adresse au préfet, parce que la voie publique devant mon terrain est une route nationale. J'adresse donc ma requête au préfet qui la renvoie à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, car lui, Préfet, ne peut rien faire sans l'avis des ingénieurs. L'ingénieur en chef renvoie ma demande à l'ingénieur d'arrondissement, qui la renvoie au conducteur des ponts et chaussées placé sous ses ordres et celui-ci vient sur les lieux, à moins qu'il ne délègue ce soin au chef cantonnier. Les piquets sont placés ; mais je n'ai pas mon arrêté, quoique déjà des semaines se soient écoulées depuis que je l'ai demandé. Il faut que le chef cantonnier transmettre son croquis et ses notes au conducteur des ponts et chaussées qui, à l'aide de ces documents, fera son rapport à l'ingénieur de l'arrondissement, lequel, sur le vu dudit rapport, dressera le projet d'arrêté, et l'enverra à l'ingénieur en chef. Celui-ci, après l'avoir examiné, l'approuvera et le soumettra à la signature du préfet. Le préfet signera, — sans lire d'ailleurs, à quoi bon ? — et enfin adressera l'arrêté au maire, qui me le notifiera.

De nouvelles semaines se sont écoulées dans l'accomplissement de ces formalités. Car il va de soi que tous ceux par les mains desquels passe mon dossier ont bien d'autres affaires que la mienne. Chez chacun d'eux il faut qu'elle prenne son rang, qu'elle obtienne son tour, à l'aller et au retour, qu'ils aient le loisir de s'en occuper.

En attendant les ouvriers ne peuvent se mettre à la besogne, car l'architecte n'arrêtera ses plans que lorsqu'il aura pour base un alignement certain, un nivellement déterminé. Et le temps propice aux travaux se passe dans l'expectative de l'arrêté.

Je suppose du reste qu'il ne donne lieu à aucune difficulté. Que serait-ce si l'administration prétendait m'imposer certaines conditions qui ne me paraîtraient point justifiées ? Si par exemple elle voulait me faire reculer sans indemnité ; si au contraire elle voulait me faire avancer sur la voie publique moyennant paiement d'une certaine somme pour le terrain qu'elle m'abandonnerait : si elle m'imposait l'obligation de construire des ouvrages d'art, un ponceau sur le fossé de la route, un aqueduc pour remplacer ce fossé ? Faut-il céder à ses exigences si elles ne sont pas fondées ? Et d'autre part comment lutter contre elles, et par quels moyens ? Que d'ennuis, que de temps perdu dans les négociations. Si on formule une objection ! Ne faut-il pas, si on présente un contre-projet qu'il soit soumis à une nouvelle instruction, c'est-à-dire, qu'il repasse, aller et retour, par toute la filière hiérarchique ?

Je suppose aussi qu'aucun des fonctionnaires ou agents qui ont à s'occuper de mon affaire, n'a la plus petite raison de vouloir m'être désagréable ; que la politique ne joue aucun rôle. Je n'ai donné ombrage à qui que ce soit ; je suis un personnage absolument insignifiant, un citoyen quelconque, un trois-étoiles administré.

Si donc je souffre d'un retard qui m'est fort préjudiciable, je ne puis m'en prendre qu'à la lenteur naturelle de toute bureaucratie, à la complication des formes administratives. Je n'en sens pas moins très vivement que je suis administré, et pendant les mois qui se sont

écoulés j'ai eu tout le loisir de méditer sur les entraves dont je suis entouré.

Car je n'ai pas seulement affaire au Préfet et aux Ingénieurs de la route nationale ; il y a aussi le maire qui prétend me faire contribuer à l'établissement d'un trottoir, d'une conduite d'eau, d'un pavage. Je n'en finirais pas si je rendais compte de toutes les tribulations par lesquelles je suis obligé de passer avant de pouvoir disposer, comme je l'enlends, de ce qui est ma propriété.

Au cours de mes trop longues méditations je me suis posé cette question : en quoi est-il nécessaire au salut l'empire que ce soit le préfet qui donne les alignements sur les routes nationales ? Ce n'est certainement pas, ce ne peut pas être pour qu'il ait la possibilité de taquiner, par des retards volontaires, les malheureux propriétaires qui auraient le tort de déplaire au gouvernement, ou à ses représentants. Que la nation tienne à conserver, à défendre de tout empiètement, à améliorer au besoin les routes nationales, c'est assurément fort légitime. Elle a préposé, justement à cet effet, des fonctionnaires spéciaux, éclairés, compétents, des ingénieurs de la plus haute valeur. Grâce à eux, le salut des routes est assuré ! Pourquoi donc cette intervention du préfet ? et j'avoue n'avoir point trouvé en quoi elle pouvait importer au bien de la chose publique. Or, la supprimer, c'était me faire gagner peut-être quinze jours.

L'activité de chacun est donc constamment gênée dans les mailles du réseau administratif qui nous enserme. Nous sommes, pour mille choses, dans la dépendance de l'administration. Je ne parle pas de faveurs à demander, mais de l'exercice des droits les plus essentiels ; elle a toutes sortes de moyens pour l'entraver.

De tous temps les gouvernements ont éprouvé la

tentation de se servir du pouvoir administratif qui leur appartient pour contraindre leurs sujets à se plier à leur politique. C'est un abus manifeste de droits qui leur ont été attribués évidemment à une autre fin.

C'est uniquement dans l'intérêt de la conservation des voies publiques que la loi donne à l'administration le droit de déterminer les alignements ; il s'agit, dans l'esprit du législateur qui a édicté ces dispositions, de viabilité et non de politique. Mais comment empêcher un gouvernement de faire sentir à ses administrés qu'il vaut mieux lui plaire que lui déplaire ? Il y a toujours, en matière administrative, une certaine latitude qui permet de se montrer plus ou moins bienveillant ou malveillant.

On m'objectera peut-être que si, en définitive, le particulier ne réclame de l'administration que ce qu'il est en droit d'obtenir, ou si l'administration veut lui imposer ce qu'elle n'a pas droit d'exiger, il y a des tribunaux pour faire justice. Le droit, après tout, est le droit : il ne comporte ni malveillance ni bienveillance ; il est impartial de sa nature. Cela est vrai du droit en général, mais souffre exception en matière de droit administratif. Pourquoi donc ont été inventés les tribunaux administratifs si ce n'est pour faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt particulier qui se trouve en lutte avec lui ? Très naïvement j'avais pensé qu'en République on pourrait, sous l'inspiration d'un sentiment plus généreux, dans une vue de justice plus exacte et de liberté plus effective, supprimer ces tribunaux d'exception et restituer à la juridiction régulière la connaissance de tous les litiges, quelle que fût la qualité des parties en cause. Supprimer les tribunaux administratifs ! me dit un homme politique, quel est le gouver-

nement qui consentirait à se dessaisir d'une arme pareille ?

Nous sommes donc, malgré notre titre de citoyens, des sujets comme autrefois ; car on ne lutte pas contre l'administration, on la subit. C'est ce qui faisait sous le second Empire la force des candidatures officielles. Théoriquement, les députés étaient nommés par le suffrage universel ; ils semblaient représenter l'opinion et exprimer les vœux de leurs électeurs ; pratiquement, ils étaient choisis par le gouvernement et imposés aux électeurs à l'aide des mille instruments de pression qu'il est aisé de trouver dans l'organisme administratif.

M. Ferrand se demande si les nouvelles lois votées depuis 1870 ont essentiellement modifié la situation. On a donné aux conseils municipaux le droit d'élire les maires. On a augmenté les pouvoirs des conseils généraux et de la commission départementale qui les représente. Suivant l'auteur, ce sont des palliatifs très insuffisants au régime administratif qui continue à peser sur les citoyens presque aussi durement que sous l'Empire : les principes de liberté, qui sont le fondement même du régime républicain, doivent entraîner une réforme complète de nos institutions administratives : on n'a fait qu'énervier l'action du pouvoir dans les matières où il importe à l'intérêt social qu'elle conserve toute sa vigueur, et cela sans profit réel pour la liberté du particulier.

Il indique les grandes lignes de la réforme qu'il juge nécessaire, et tout d'abord insiste sur une distinction qui en est le point de départ. Il s'agirait de séparer nettement ce qui est d'intérêt général d'avec ce qui est d'intérêt simplement local. C'est au moyen de la confusion qu'il est assez aisé d'établir entre ces deux sortes d'intérêts

publics, et grâce à sa tendance naturelle à l'empiètement, que le despotisme était parvenu à s'emparer de l'administration de presque toutes les affaires, même de celles qui n'ont manifestement qu'un intérêt purement local. Il tenait ainsi les communes et autres groupements locaux sous la coupe administrative et pouvait leur faire sentir le joug. Aujourd'hui de telles ingérences du pouvoir central dans l'administration des intérêts locaux n'ont plus aucune raison d'être. Les citoyens de la République ne doivent plus être traités par le gouvernement issu de leurs suffrages comme on traite un peuple conquis. Il ne faut pas laisser aux mains de ce gouvernement, expression de la majorité, les armes forgées pour la tyrannie. Car la tyrannie de plusieurs ou d'un seul, c'est toujours la tyrannie. Pour que le citoyen soit libre il convient, avant tout, de restreindre l'action du pouvoir central à ce qui est réellement d'intérêt général.

Ainsi limité, le gouvernement n'en sera que plus libre de ses mouvements dans le cercle d'action qui lui appartient. Débarrassé d'une foule de détails qui aujourd'hui l'absorbent, dégagé des responsabilités infinies qui peuvent accumuler contre lui les ressentiments, il pourra donner tous ses soins aux grands intérêts qui lui sont confiés, étudier sérieusement les questions qu'ils soulèvent et en poursuivre la solution avec une vigueur qui ne se sera point épuisée dans les luttes de détail, avec une autorité qui ne se sera point compromise dans des débats d'ordre secondaire.

D'autre part la gestion des intérêts locaux remise à des pouvoirs locaux, affranchie d'entraves qui sont inutiles si elles ne sont pas tyranniques, éclairée par une connaissance exacte des faits, des hommes, des lieux, des habitudes, s'inspirant des véritables besoins de la



contrée, du département, de la commune, pourra réaliser des améliorations réelles et pratiques.

M. Ferrand voudrait que ces pouvoirs locaux fussent constitués sur des bases larges et libérales.

Il repousse énergiquement l'axiôme qui prévaut encore dans nos institutions administratives suivant lequel « agir est le fait d'un seul, délibérer l'œuvre de plusieurs. » Il sait tout ce que cette action laissée à un seul comporte d'abus possibles, et comment le maire d'une petite commune peut être, en fait, un véritable tyran de ses administrés. Il voudrait donc que l'action fût partagée entre plusieurs, chacun ayant la responsabilité du service dont il serait chargé.

Il voudrait aussi que le nombre des citoyens qui prendraient part à l'administration des intérêts locaux fût considérable. Ne serait-ce pas en effet le moyen d'initier un plus grand nombre de personnes à la pratique des affaires publiques et d'établir entr'elles, par le contact forcé qu'en résulterait, l'occasion de se connaître, de s'apprécier, de dissiper d'injustes préventions ?

Cette dernière considération, quoique secondaire, ne devait pas être négligée. On ne hait pleinement ses adversaires qu'à la condition de ne pas les connaître du tout. Ce serait donc faire un grand pas vers la conciliation des esprits que de multiplier les nécessités de contact entre les citoyens. La tolérance réciproque est une des conditions de la liberté ; elle s'apprend forcément dans des relations où, pour obtenir le respect de sa propre opinion, on est obligé de respecter celle des autres.

Un avantage social plus important résulterait de la participation d'un plus grand nombre de citoyens à la gestion des affaires publiques. Nous n'avons que trop de théoriciens, d'esprits systématiques qui ne voient les

questions que d'un côté et n'ont jamais appris, par les leçons d'expérience, la vérité de ce vieux proverbe que « toute chose a plusieurs côtés. » Avec la disposition de l'esprit français à tout systématiser ils tranchent du premier coup toute espèce de question politique à l'aide d'un principe dont ils déduisent les conséquences avec l'imperturbable logique de leur profonde naïveté. Pour peu qu'on mette la main aux affaires, qu'on soit mêlé à pratique de la vie, on s'aperçoit bien vite de l'extrême complication de la machine sociale ; on entrevoit des agencements, des dépendances, des répercussions sans nombre, et on arrive assez aisément à comprendre qu'il faut beaucoup savoir, beaucoup étudier et réfléchir pour juger sainement une question même de simple intérêt local. Plus il y aura de citoyens initiés à la gestion des départements, des communes, des établissements de bienfaisance, plus il y aura d'électeurs capables d'apprécier avec plus de bon sens les choses de la politique générale : l'expérience des difficultés de la pratique journalière aura mûri leurs esprits.

Et d'autre part, dans l'exercice de leurs fonctions ils auront pu révéler leurs qualités, leurs aptitudes. Ils ne seront pas seulement des électeurs plus compétents, plus éclairés, plus sages, mais des éligibles mieu connus, mieux appréciés. Le suffrage universel pourra se porter sur eux en raison des services rendus et des talents déployés.

L'administration des intérêts locaux constituerait ainsi, selon M. Ferrand, une large école d'éducation politique et une abondante pépinière d'hommes capables de prendre une part utile à l'administration des affaires générales du pays.

Ces conceptions sont-elles un rêve de l'auteur, une

simple utopie imaginée par un esprit très libéral ? est-il possible d'établir la distinction qu'il propose entre les intérêts généraux et les intérêts locaux ? de créer, pour la gestion de ces derniers, un vaste champ d'activité ouvert à l'ardeur de nombreux citoyens ? La seconde partie du livre répond à ces questions.

M. Ferrand n'est pas un inventeur de systèmes administratifs, mais un observateur. Ce qu'il voudrait voir chez nous, il l'a vu et étudié ailleurs. Non-seulement les principes qu'il préconise sont appliqués aux États-Unis, en Suisse, en Angleterre, dans des états républicains ou presque républicains, mais ils sont mis en pratique dans les monarchies plus ou moins constitutionnelles de la Belgique, de la Hollande, de l'Italie, de la Prusse, de l'Autriche-Hongrie, et presque dans l'empire de Russie.

Toute cette partie du livre est extrêmement intéressante ; on pourrait la nommer la partie des révélations, car, en général, nous savons fort peu ce qui se passe à l'étranger. M. Ferrand nous initie donc à des institutions, à des mœurs publiques dont beaucoup de personnes en France ne soupçonnent point l'existence. Je ne saurais le suivre dans le détail : je constate seulement qu'il fait faire à ses lecteurs un voyage de découvertes à travers l'Europe.

Ici apparaît ce qu'il y a de piquant dans le titre de son ouvrage : « Les Pays libres. » Nous sommes naturellement assez disposés à croire que le pays le plus libre du monde c'est le nôtre. N'est-ce pas la France qui a fait la grande Révolution ? qui, la première, a jeté le cri de liberté ? Il semble donc que les autres peuples, qui n'ont fait que suivre notre exemple, doivent toujours être restés derrière nous, cherchant à marcher sur nos traces. N'avons-nous point d'ailleurs la République, c'est-à-dire

la forme de gouvernement qui correspond le mieux aux principes de la liberté? Et cependant il faut bien se l'avouer, dût notre amour-propre national en souffrir, ce n'est pas chez nous qu'on trouve la plus grande somme de liberté véritable. Les pays libres ce sont les pays voisins qui, après avoir restreint l'action administrative du pouvoir central à ce qui est vraiment d'intérêt général, ont créé pour la gestion des intérêts locaux l'autonomie, le mouvement, la vie, y ont fait participer un grand nombre de citoyens et ont fourni à toute la population les garanties d'une indépendance réelle.

Il ne faudrait pas croire que cette indépendance ait affaibli le pouvoir central et compromis son droit de surveillance sur la gestion des intérêts locaux. M. Ferrand consacre tout un chapitre à l'explication des moyens très divers employés à l'étranger pour concilier l'autorité avec la liberté. Ils varient suivant les pays, suivant les mœurs, les habitudes anciennes, le régime politique. Il en est qui ne conviendraient certainement pas à la France, surtout dans ses conditions actuelles. Mais l'auteur estime que tout en tenant compte de ces conditions, de l'état de nos mœurs, du morcellement territorial qui nous donne un si grand nombre de petites communes, on pourrait créer chez nous des garanties analogues à celles qu'on rencontre dans les pays voisins.

La troisième partie de son livre en forme la conclusion naturelle. Si la première expose les anomalies, les inconvénients et les dangers d'un système administratif qui, répondant aux besoins du despotisme, viole les principes d'un gouvernement républicain, si la seconde nous montre à l'étranger une décentralisation réelle, une véritable indépendance locale, ce sont là des promesses qui doivent amener à opérer chez nous ce que M. Ferrand

appelle « les rectifications nécessaires. » Il expose donc un plan de réforme administrative, de refonte des institutions suivant les principes qu'il a précédemment posés.

La distinction des intérêts généraux d'avec les intérêts locaux est son point de départ. Il veut dégager ces derniers des étreintes de notre centralisation administrative, mais en même temps augmenter l'énergie du pouvoir central en ce qui touche les intérêts généraux. A un gouvernement démocratique et libre il faut, dit-il, la centralisation politique et la décentralisation administrative. Il voudrait que, sur tous les points du territoire, le pouvoir central eût un agent à lui, ne dépendant que de lui, pour faire exécuter, d'une main ferme et prompte, les lois qui intéressent l'universalité des citoyens, notamment les lois sur le recrutement militaire, les finances, la police générale. Devant elles tous doivent plier, nulle résistance locale ne peut être tolérée : si elle se produit elle doit être immédiatement réprimée. Il faut que le gouvernement soit puissamment armé à cet effet. Il ne l'est pas s'il n'a pour représentant dans la commune qu'un maire qui ne dépend pas de lui. En donnant aux conseils municipaux la nomination des maires, qui sont en même temps les représentants du gouvernement, on a commis une faute grave ; on a énervé l'action du pouvoir central.

Quant aux intérêts locaux, le Gouvernement ne doit garder sur eux qu'un droit de surveillance et se décharger de leurs gestion, qui doit être remise à des citoyens librement élus et fonctionnant librement sous le simple contrôle du pouvoir central.

Telle est l'idée générale de ce plan de réorganisation administrative. Entrer dans les détails serait sortir des limites d'un compte-rendu. Je dois me borner à

rappeler qui, dans la pensée de M. Ferrand, les pouvoirs locaux devraient être répartis entre plusieurs et non concentrés aux mains d'un seul, et qu'un grand nombre de citoyens devraient être appelés à prendre part à l'administration des intérêts locaux, ce qui leur donnerait des connaissances pratiques, l'expérience des affaires, l'habitude des hommes et des choses. Ils se formeraient ainsi à l'exercice de leurs droits de citoyen comme à l'accomplissement des fonctions politiques auxquelles ils pourraient être appelés. L'auteur insiste, non sans raison, sur les avantages sociaux qui en résulteraient.

L'Académie des sciences morales et politiques, traçant le programme du concours, disait en terminant que les concurrents devraient avoir égard « à l'état de nos » mœurs, de nos habitudes et des institutions qui nous » régissent. » Sur ce dernier point il ne saurait être douteux que notre correspondant s'est inspiré des principes du gouvernement républicain, puisque c'est la liberté qu'il revendique et qu'il voudrait organiser. Mais on peut se demander s'il a suffisamment tenu compte des deux autres conditions, les habitudes, les mœurs.

Ce n'est pas en effet sans danger qu'on heurte des habitudes enracinées et qu'on prétend imposer un brusque changement aux mœurs d'une nation. Il ne suffit pas de décréter des lois libérales, de donner aux citoyens le droit de gérer leurs propres affaires. Il faut qu'ils aient le goût, le désir de cette liberté. Les combinaisons les mieux conçues demeurent à l'état de système théorique si elles ne répondent pas à un besoin véritable.

Peut-on affirmer que, dès maintenant, le corps électoral se montrerait fort soucieux d'exercer fréquemment ses droits pour nommer à des fonctions locales très multiples ? Il est permis d'en douter si on observe ce qui

passé au sujet des élections consulaires. Les électeurs des juges de commerce ne montrent aucun empressement à se rendre au scrutin ; presque chaque année il faut recommencer le vote, faute d'un nombre suffisant de votants au premier tour. Il s'agit cependant d'une institution qui est très populaire parmi les commerçants. Si on voulait la leur enlever pour restituer les litiges commerciaux à la juridiction régulière, ils pousseraient des cris de détresse. Cependant ils font preuve d'une complète indifférence, d'une véritable apathie quand viennent les élections de ces juges auxquels ils tiennent tant. C'est que nous n'avons point encore, en général, de goût pour l'exercice du droit électoral.

Nos élections municipales donnent lieu à une assez grande animation ; cela tient surtout à ce que la politique y est mêlée, à ce point qu'en réalité elle les domine, du moins dans les villes. Mais supposons que, suivant le vœu de M. Ferrand, elle en soit désormais complètement bannie et que ces élections ne présentent plus d'autre intérêt que celui d'une bonne gestion des affaires municipales, est-il à croire que les électeurs feront preuve du même empressement ? Ne peut-on craindre qu'ils n'imitent les électeurs des tribunaux de commerce ?

Des électeurs passant aux élus, on peut se demander si on trouverait actuellement beaucoup de citoyens, autant qu'en voudrait M. Ferrand, disposés à prendre part à la gestion des affaires locales. Pour beaucoup de candidats les élections ne mettent guère en jeu que des questions d'amour-propre. On est flatté d'être nommé : on est surtout enchanté de l'emporter sur tel rival qu'on n'aime pas. Une fois la vanité, ou la rancune, satisfaites, s'occupe-t-on bien sérieusement de remplir son mandat ? quelques uns le font, qui dans la charge sollicitée n'ont

pas vu seulement l'honneur d'en être investis, mais les devoirs qu'elle impose. Oserait-on affirmer que ce soit le plus grand nombre ? Combien n'en voyons nous pas, surtout au village, qui ne se soucient nullement des affaires de la commune et s'abstiennent d'assister aux réunions dès que cela dérange leurs convenances personnelles. Il ne s'agit pourtant que de donner un avis, et les réunions ne sont pas trop fréquentes. Si au lieu de cela il fallait, comme le veut M. Ferrand, agir et administrer, par conséquent préparer, étudier, prévoir, combiner, débattre, puis appliquer les résolutions, ou tout au moins en surveiller l'application, combien de citoyens rencontrerait-on capables de fournir tout ce travail et disposés à cet assiduité dans l'accomplissement du devoir ? On sait comment fonctionnent les commissions municipales. N'est-il pas passé à l'état de locution proverbiale qu'une affaire renvoyée à la commission est une affaire renvoyée aux calendes grecques. Nous sommes loin, fort loin de l'Angleterre, sous le rapport de l'esprit public. Là, c'est un axiôme que les affaires publiques sont l'affaire particulière de chacun. Il se passera bien du temps avant que, chez nous, cette vérité pénètre dans les esprits. Nous n'avons pas de goût pour les affaires publiques en elles-mêmes, mais seulement pour les honneurs ou l'influence qu'on obtient quand on les dirige.

D'où vient que nous n'avons pas les mœurs des pays libres ? Est-il nécessaire de le dire ? Nous aussi, nous aurions pu, aussi bien que d'autres, prendre l'habitude de nous gouverner nous-mêmes, ou plutôt la conserver.

Car il ne faudrait pas croire qu'il y ait pour cela, chez certaines races, des aptitudes spéciales qui ne nous appartiendraient point. On a dit que les peuples ger-



maines, et particulièrement la race Anglo-Saxonne, avaient dans le caractère, dans la tournure d'esprit, des qualités qui les prédisposaient à l'usage de la liberté, tandis que les races latines semblaient prédestinées, par leur tempérament, à l'abus de la liberté. C'est, je crois, une erreur, et sans vouloir méconnaître la différence des dispositions naturelles particulières à chaque peuple et leur influence sur ses mœurs politiques, il est permis de penser que les facultés de la liberté sont communes à tous et non le privilège de quelques-uns par droit de naissance. Nous voyons les Italiens montrer, de nos jours, une grande habileté dans la pratique d'institutions fort libérales. Ils appartiennent pourtant à ce qu'on est convenu d'appeler les races latines. Est-ce que les Belges ne comptent pas dans leur sein un grand nombre d'hommes de notre race gauloise qui ne sont certainement pas les moins libéraux de leur pays ? Il faut donc écarter ces préjugés sur les races et chercher ailleurs les causes de la différence des mœurs publiques.

Elle tient surtout à des causes historiques. Chez les Anglais, qu'il faut toujours mettre en première ligne dans cette matière, les mœurs publiques se sont formées par le long exercice de la liberté. La vie communale et, d'une façon générale, la vie locale s'y est développée depuis des siècles. Les institutions sont vieilles, les habitudes invétérées. Nous autres, au contraire, avons perdu les mœurs de la liberté par cette raison souveraine que nous avons perdu la liberté. Il en eût été autrement si nous avions conservé les institutions communales qui, au douzième siècle, passionnaient nos pères. Le grand mouvement d'alors atteste que notre race est capable de s'éprendre d'un vif amour pour les franchises locales. Elles n'étaient point d'ailleurs, comme j'ai eu l'occasion

de vous le dire, une nouveauté de l'époque. Depuis longtemps, au contraire, elles étaient enracinées dans notre sol et complètement entrées dans les mœurs. Il s'agissait alors de les défendre contre les usurpations des seigneurs, de les protéger en les consacrant par une rédaction précise, d'en déterminer l'exakte étendue par les articles d'une charte communale. Dans les limites tracées par cette charte les bourgeois géraient eux-mêmes leurs affaires, pourvoyaient à leurs besoins, administraient leurs finances ; ils étaient libres. Le pouvoir communal n'était point concentré aux mains d'un seul, le maieur n'était pas le président du conseil. L'administration était confiée à plusieurs, à un corps de ville qu'on appelait l'échevinage, et qui répartissait entre ses membres les diverses fonctions à remplir. C'était, comme on le voit, une application, au moins partielle, des principes développés par M. Ferrand. La vie communale était active, elle agitait fortement les esprits. Je vous ai montré à quelles luttes elle donnait lieu lorsque je vous ai entretenus de la petite ville d'Albert qui, par suite de circonstances toutes particulières, a conservé ses franchises municipales jusqu'à la veille de la Révolution, et n'eut jamais d'autre maire imposé par le roi que celui qui était en fonctions en 1789. Mais cette petite commune est une des très rares exceptions qu'on peut trouver en France. D'une façon générale on peut dire que partout la vie communale avait été éteinte depuis longtemps. Le pouvoir royal, après avoir soutenu les communes dans leurs luttes contre les seigneurs, mit la main sur leurs franchises qu'il avait défendues. La royauté, s'inspirant des principes du gouvernement despotique, supprima les communes, nivela, réunit, centralisa tout dans la main du

monarque absolu. Comment aurions-nous conservé les mœurs de la liberté quand depuis tant de siècles nous en avons perdu les institutions ?

Nous nous sommes donc pliés aux habitudes de la servitude, habitudes commodes qui nous dispensent de penser, de prévoir, de calculer, d'agir, de lutter, qui nous enlèvent la peine de nous gouverner nous-mêmes, puisque le pouvoir central garde tout le souci et qu'il prend soin de nous diriger en toutes choses, même dans les plus petites. Nous sommes rompus à la docilité. Si nous ne nous sentons pas gouvernés il nous manque quelque chose.

Nous avons été séduits d'ailleurs par cette belle ordonnance de la monarchie absolue, par cette majestueuse symétrie qui d'un peuple fait un régiment, avec tous ses soldats correctement alignés, avec ses officiers à leur place réglementaire. Ce goût de la symétrie nous a pénétrés profondément. A ce point que des esprits libéraux ont quelque peine à concevoir que l'organisation communale puisse n'être pas la même dans toute la France, et doive être modifiée suivant la contrée, l'étendue de territoire, le chiffre de la population, l'agglomération ou la dispersion des habitations. En cette matière comme en beaucoup d'autres ils ne comprennent que l'unité de type, et s'effarouchent à la pensée que les choses pourraient ne pas se faire exactement de même par toute la France.

Ce qui est plus grave, c'est que nous avons laissé s'abaisser nos caractères et se courber nos échine dans la sollicitation des faveurs du pouvoir. Tout venait du roi. Sa main détenait toutes les grâces. On ne pouvait rien obtenir que de lui. Il fallait donc lui faire la cour. Ayant ainsi pris les mœurs des courtisans nous les

gardons, quoi qu'il n'y ait plus de roi ni d'empereur. C'est qu'il y a toujours quelqu'un qui tient le pouvoir. Ce sont des ministres, ce sont des sénateurs, des députés, ce sont, au dessous, des entrepreneurs de succès électoraux, On s'adresse à eux comme on s'adressait au roi. Et il faut bien se faire leur solliciteur quand on veut obtenir quelque chose, ne fût-ce qu'une réponse.

Laissez moi vous raconter une anecdote. Une personne que je ne nomme point demanda l'estampille de la commission de colportage pour un livre qu'elle venait de publier. Elle remplit les formalités prescrites et déposa à la préfecture le nombre d'exemplaires voulu. — Vous feriez bien, lui dit-on, de faire recommander votre demande par un député de vos amis. — Cela me serait bien aisé, mais à quoi bon ? La commission verra bien, que ce livre n'a rien de contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat ni à la paix publique. — A ce langage vous devinez que l'auteur était un avocat. N'obtenant point de réponse de la commission de colportage il fit écrire par le préfet une lettre de rappel, puis une autre et ainsi de suite, s'obstinant toujours, car c'est un original, à ne pas se faire recommander par le moindre député. Il y a de cela près de dix ans. Il attend toujours, très philosophiquement du reste, que la commission veuille bien faire à sa demande une réponse quelconque, favorable ou négative.

Ce petit trait de mœurs administratives explique comment les citoyens ne peuvent prendre les habitudes de la liberté. Il faut solliciter, se faire appuyer par quelque personnage influent, un reste invétéré des mœurs de l'ancien régime.

La France était ainsi divisée : d'un côté un roi et ses fonctionnaires ; de l'autre côté le peuple ; entre eux la

distance qui sépare un monarque tout-puissant de ses sujets soumis. Les traditions rapportaient, et les légistes en tiraient même argument, qu'autrefois il y avait eu des conquérants et un peuple conquis. En cet état il va de soi que, si les sujets étaient humbles, les fonctionnaires étaient durs au public. Ils ne relevaient que du roi, ne dépendaient que de lui : c'est pour lui qu'ils exerçaient une portion de son autorité souveraine. Malgré la révolution qui, théoriquement, du peuple a fait aujourd'hui le souverain et a supprimé l'antagonisme d'autrefois entre la nation et le pouvoir, puisque celui-ci n'est plus que l'instrument des volontés nationales, la plupart de nos fonctionnaires se considèrent encore comme les agents du pouvoir et non comme les serviteurs du public. Le jour où ils comprendront que « tout fonctionnaire chargé d'un service public est, ainsi que ses employés, le « serviteur du public » une révolution réelle aura été accomplie. Je ne demande pas qu'on fasse graver cette maxime en lettres d'or, comme Harpagon voulait le faire pour la fameuse sentence qui lui semblait si belle, moins prodigue, je me contenterais de lettres noires, pourvu qu'elles fussent bien visibles, très apparentes, et qu'on ne pût entrer dans le bureau d'une administration quelconque, qu'on ne pût y demeurer surtout, sans avoir les yeux frappés de ce précepte.

C'est encore à l'ancien régime que nous devons la passion des fonctions publiques ; corollaire de ce qui précède, car on aimait mieux être chargé d'exercer l'autorité du roi qu'obligé de la subir. Tout le monde voudrait être fonctionnaire du gouvernement. Les emplois publics sont considérés comme d'honorables sinécures grâce auxquelles on prend part à l'exercice du pouvoir, ce qui a son côté flatteur, tout en menant une existence

douce, réglée, très médiocrement occupée. Il n'est pas rare d'entendre un solliciteur qui fait ingénument l'aveu de ces motifs qui l'ont déterminé à choisir la carrière où il veut entrer.

Avec de pareilles mœurs sommes nous capables de profiter maintenant des libertés que M. Ferrand revendique pour nous ? Où trouver des hommes dévoués, laborieux, consciencieux, animés de l'amour du bien, qui se consacrent à la gestion des intérêts locaux ?

Mais, si l'application immédiate de la théorie présentée par l'auteur rencontre dans notre état actuel d'incontestables difficultés, ce n'est pas une raison de méconnaître la portée du livre. Il montre la voie et il la prépare. C'est par des publications de ce genre que les préjugés se combattent, que les idées justes et généreuses se répandent, que les esprits s'éclairent et que le progrès s'accomplit en eux. Plus tard il passera dans la pratique. Les mœurs se modifieront sous la double action du temps et des institutions. De même que le régime monarchique a introduit à la longue les habitudes dont nous avons peine à nous défaire, de même, peu à peu, les conséquences du principe républicain se développeront et trouveront leur manifestation dans les mœurs comme dans les institutions administratives qui conviennent à un pays libre. »

(L'ouvrage de M. Ferrand que M. Daussy a analysé a pour titre : *Les Pays libres*).



# L'ALLEMAGNE UNIVERSITAIRE

PAR M. L. CARON.

---

*Séances du 8 Août et du 22 Août 1884.*

---

Un ouvrage à sensation, qui a paru cet hiver et dont le succès est considérable, a attiré l'attention publique sur l'Allemagne. J'ai voulu, à cette occasion, étudier l'organisation de l'instruction publique de ce pays, et j'ai consulté, non-seulement le livre remarquable du P. Didon (1), mais aussi des ouvrages écrits par des hommes compétents en cette matière, M. Bréal (2), M. Hippeau (3), le docteur Raphaël Blanchard (4). Cette étude a été faite d'après des renseignements recueillis chez ces divers auteurs et à l'aide de nombreuses citations. Permettez-moi de vous en donner connaissance.

---

(1) Les Allemands, par le Père Didon, des Frères Prêcheurs. Paris, 1884.

(2) Excursions pédagogiques, par Michel Bréal, membre de l'Institut. Paris, 1882.

(3) L'instruction publique en Allemagne, par C. Hippeau, professeur honoraire de Faculté. Paris, 1873.

(4) Les Universités allemandes, par le Dr Raphaël Blanchard, professeur au lycée Saint-Louis. Paris, 1883.

I.

L'instruction publique en Allemagne peut être considérée sous un triple point de vue. On distingue : l'enseignement supérieur, qui appartient à l'État ; l'enseignement secondaire, qui appartient aux provinces ; l'enseignement primaire, qui appartient au département et à la commune. L'instruction publique est gratuite et obligatoire. Chaque commune a une école élémentaire, complète ou incomplète, et, pour en assurer la gratuité, tous les habitants sont tenus de payer une taxe scolaire. L'obligation de l'instruction est tellement enracinée dans les habitudes, qu'on l'appelle devoir d'école. Elle est, d'ailleurs, sanctionnée par des pénalités. Le père de famille qui n'envoie pas ses enfants à l'école, à moins qu'il ne les fasse instruire chez lui, est d'abord rappelé à son devoir par un avertissement ou une réprimande ; puis, dans le cas de récidive, il est puni par une amende ou par la prison.

Les écoles primaires sont, en outre, pour ceux qui en sont sortis, complétées par des écoles du dimanche, qui ont pour but d'empêcher que l'instruction élémentaire ne se perde ou ne s'oublie. Elles sont ouvertes dans chaque village, bourg ou paroisse, tous les dimanches et jours de fêtes, excepté pendant le temps de la moisson, pour tous les garçons et toutes les filles de douze à dix-huit ans. Les garçons et les filles ne peuvent se marier avant de prouver qu'ils les ont fréquentées assidûment. La classe du dimanche, qui dure deux heures, est tenue par le maître d'école ou ses suppléants, sous la surveillance du curé ou du maire.

C'est sous l'influence des pasteurs qu'a été propagée l'instruction populaire en Allemagne, et elle est encore



placée sous la direction de l'autorité ecclésiastique. L'instruction religieuse en est toujours la base. L'enseignement primaire, quoiqu'obligatoire et gratuit, n'est point libre, et ce n'est pas dans l'intérêt de la liberté qu'on l'enlèverait à la direction du clergé. « Si la pression de l'opinion publique, dit M. Hippeau (1), devient assez forte pour diminuer l'influence des pasteurs, ce ne serait pas au profit de la liberté que s'opérerait un semblable revirement. L'instruction publique ne cesserait pas d'être entièrement soumise à l'autorité de l'Etat, trop jaloux de ses droits pour s'en dessaisir volontairement. Ce n'est pas en Prusse du moins qu'il faut s'attendre à trouver l'application des principes d'après lesquels a été organisée l'instruction publique dans les pays libres. »

Pour recruter le personnel enseignant des écoles primaires on a fondé deux catégories d'écoles normales ou *séminaires pédagogiques*. Les *petites écoles normales* forment des maîtres d'école de village pour les communes pauvres. Les *grandes écoles normales* préparent des instituteurs pour les *écoles élémentaires* et pour les *écoles bourgeoises*. Les élèves qui sortent des écoles normales ne sont placés comme maîtres qu'après un service de six semaines destiné aux exercices militaires. Devenus maîtres d'école, ils sont dispensés du service dans l'armée active et du premier rang de la *Landwehr* : ils sont placés dans le second.

L'enseignement primaire se poursuit, se complète et s'achève dans les écoles bourgeoises, qui correspondent aux établissements qui devaient être créés en France, d'après la loi du 25 juin 1833, sous le nom d'*écoles pri-*

---

(1) Page 85:

*maires supérieures*. Les enfants, qui y sont admis vers l'âge de dix ans, doivent les fréquenter assidûment jusqu'au moment où ils subissent l'examen final, appelé examen de confirmation.

L'enseignement de ces écoles prépare soit aux cours d'instruction secondaire, gymnases et *Realschulen*, soit aux cours d'industrie ou de commerce. « La plupart, » dit M. Hippeau (1), sont ouvertes les dimanches et les fêtes, de sorte que les maîtres peuvent y envoyer leurs apprentis, auxquels ils accordent quelques heures tous les jours pour repasser les leçons qu'ils ont reçues. »

Ces écoles bourgeoises sont comme un intermédiaire entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire ; mais il y a aussi des écoles bourgeoises d'un ordre plus élevé. La Prusse et d'autres États ont, en effet, institué des écoles bourgeoises supérieures, qui dépassent les limites de l'école primaire et qui doivent être classées parmi les *Realschulen*.

L'enseignement secondaire, qui ne comprenait autrefois que l'enseignement classique, est aujourd'hui divisé en deux catégories et donné sous une double forme dans deux sortes d'établissements différents, les *Realschulen* et les gymnases. « On dut comprendre de très-bonne heure, dit M. Hippeau (2), que l'enseignement classique, approprié aux besoins d'une société dans laquelle la bourgeoisie n'avait pas encore acquis toute l'importance que lui assurèrent peu à peu les progrès du commerce et de l'industrie, ne donnait pas satisfaction à cette classe nombreuse de citoyens qui ne trouvaient pas dans l'étude presque exclusive des langues et des

---

(1) Page 128.

(2) Pages 145-146.

« littératures anciennes une préparation suffisante aux  
« diverses carrières professionnelles dont le nombre et  
« l'importance s'accroissaient de jour en jour.

« Telles sont les considérations qui ont donné nais-  
« sance en Prusse et dans toute l'Allemagne à cet  
« enseignement moyen, désigné sous le nom d'écoles  
« réelles (*Realschulen*), substituant à l'étude du grec et  
« du latin un enseignement mieux approprié à la vie  
« pratique, c'est-à-dire plus scientifique que littéraire,  
« et ayant pour but d'exercer chez l'enfant les forces  
« physiques autant que les facultés intellectuelles. Ces  
« établissements sont à peu près aussi nombreux que les  
« écoles classiques d'enseignement secondaire et ils  
« comptent presque autant d'élèves que ceux-ci. »

La *Realschule* tire son nom du mode d'enseignement pour lequel elle a été primitivement instituée. « Son but,  
« dit M. M. Hippeau (1), était de remplacer l'enseigne-  
« ment exclusif des *mots* par celui des *réalités*. Elle  
« était destinée aux jeunes gens qui ne se proposaient  
« pas de suivre les cours des universités. La méthode  
« générale consistait à faire reposer les connaissances  
« sur l'étude de choses naturelles, de modèles, de plans,  
« d'objets utiles à la vie commune. C'est de là que vient  
« le nom d'écoles réelles (*Realschulen*) donné aux  
« établissements de ce genre. »

Mais cet enseignement s'est étendu et rapproché davantage de celui des gymnases. Depuis 1860, le latin, d'abord exclu des *Realschulen*, puis devenu facultatif dans la plupart des classes, a été rendu obligatoire dans toutes les classes des *Realschulen* prussiennes du pre-

---

(1) Page 159.

mier et du second ordre, et la plupart de celles-là ont pris par suite le nom de *Reals gymnases*.

Dans les *Realschulen* du premier ordre l'enseignement comprend six classes et dure neuf ans. Les trois premières classes achèvent leurs cours chaque année. Les trois classes plus élevées ont un enseignement qui comprend deux parties et demande deux années d'études. Dans les *Realschulen* du second ordre l'enseignement comprend cinq classes et dure sept ans.

Les quatre classes inférieures ont le même enseignement dans les *Realschulen* du premier ordre que dans les *Realschulen* du second ordre ou les écoles bourgeoises supérieures. Entre les *Realschulen* des deux ordres la différence d'enseignement ne commence donc à se produire que la cinquième année, c'est à-dire dans la seconde année de la troisième classe. Cependant les unes et les autres ont dans leurs programmes d'études des matières qui leur sont communes. Ce sont : les langues modernes, le latin, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, etc.

Les *Realschulen* font une plus large part que les gymnases à l'enseignement des langues modernes. M. Bréal (1) dit à ce propos : « Les maîtres cherchent à  
« donner à l'allemand sa base historique en faisant dans  
« les classes supérieures des leçons sur le moyen et sur  
« le vieux haut-allemand, avec des notions d'histoire  
« littéraire, depuis Ulfilas jusqu'à nos jours. Le per-  
« sonnel des professeurs, composé en partie de philolo-  
« gues germanistes, est spécialement préparé à ce genre  
« de leçons. Des cours de cette sorte, nécessairement  
« un peu superficiels, mais propres à éveiller la curiosité,

---

(1) Page 157.

« sont particulièrement à leur place à la *realschule*,  
« qui ne peut pas, comme le gymnase, se reposer, pour  
« cette portion de l'instruction des élèves, sur les leçons  
« de l'université. »

C'est pour cette raison sans doute que l'anglais est obligatoire en même temps que le français et que cette dernière langue tient une plus grande place dans la *Realschule* que dans le gymnase. « Je ferai observer  
« en passant, dit M. Bréal (1), que ces élèves se trouvent placés dans une meilleure situation que les  
« nôtres pour l'étude des langues étrangères : l'allemand  
« les prépare à l'anglais, le latin au français. A nos  
« écoliers, l'allemand et l'anglais opposent de tout autres  
« difficultés. »

Mais, comme les études scientifiques prennent de plus en plus de développement à mesure que l'on avance dans les classes supérieures, l'étude du latin s'amointrit de plus en plus. Cependant elle n'est jamais abandonnée. Un maître de gymnase donnait à M. Bréal la raison suivante de son maintien (2) : « S'il se trouve des élèves  
« qui, à un moment quelconque de leurs études, sentent  
« en eux la vocation littéraire, les ponts ne sont pas  
« coupés derrière eux, ils peuvent se présenter au  
« gymnase. »

La différence entre la *Realschule* et le gymnase n'établit donc pas une séparation absolue qui classe prématurément les jeunes gens dans une branche déterminée de connaissances dont ils ne peuvent plus sortir. Les deux enseignements sont au contraire combinés de manière à pouvoir se compléter l'un par l'autre.

---

(1) Page 158.

(2) Page 155.

« Les *Realschulen*, dit M. Hippeau (1), ne sont ni  
« des écoles *professionnelles* ni des écoles *spéciales*.  
« Leur enseignement est général et donne accès à un  
« nombre considérable de situations. Elles ont la préten-  
« tion de concourir, aussi bien que les gymnases, au  
« développement des facultés morales et intellectuelles  
« des jeunes gens. En effet, la plupart des branches  
« d'enseignement que suivent les élèves sont communes  
« aux deux ordres d'établissements. Ils ne diffèrent que  
« par l'importance plus ou moins grande qu'ils accordent  
« à l'étude des langues anciennes.

« L'étude du latin n'est pas bannie des *Realschulen* :  
« mais il n'y occupe qu'une place secondaire, et celle  
« des langues vivantes y est naturellement faite d'une  
« manière plus sérieuse. On semble avoir prévu les cas  
« nombreux qui peuvent se présenter d'élèves ayant  
« suivi les cours des écoles réelles en vue d'un avenir  
« spécial et prenant plus tard le parti d'entrer dans un  
« gymnase. Les directeurs de gymnases, de leur côté,  
« ont pensé qu'à côté des langues anciennes il était  
« nécessaire d'organiser des cours de langues vivantes  
« et de compléter l'enseignement classique par celui des  
« mathématiques et des sciences naturelles. Les deux  
« genres d'établissements se sont tellement rapprochés  
« qu'il serait facile de faire une *école réelle* d'un *gymnase*,  
« et réciproquement un gymnase d'une école réelle. C'est  
« ainsi que nos collèges Turgot et Chaptal donnent une  
« instruction telle que leurs élèves pourraient se pré-  
« parer soit aux diverses épreuves du baccalauréat ès-  
« sciences et du baccalauréat ès-lettres, soit à celles qui  
« conduisent à l'École polytechnique ou à l'École centrale.

---

(1) Pages 176-178.

« des arts et manufactures ; ce qui a lieu, en effet,  
« chaque année pour quelques-uns de leurs élèves les  
« plus distingués. »

Le rapprochement, quoique réel, n'est peut-être pas aussi grand que semble le dire M. Hippeau. Ce qui indique une sorte d'opposition entre les deux enseignements, ce sont les discussions qui ont eu lieu en 1873 relativement aux *Realschulen*. Quoiqu'on s'accordât à reconnaître qu'il est bon d'ouvrir plusieurs voies à la jeunesse, des dissentiments graves se sont produits entre les représentants des deux sortes d'établissements.

« Ce qui frappe surtout, dit M. Breal (1), c'est que tous  
« les fonctionnaires qui par leur position appartiennent  
« à la *realschule* demandent des réformes et des remaniements. Les uns veulent la création d'un nouvel  
« enseignement sans latin qui soit un intermédiaire entre  
« l'école et la *realschule* ; d'autres proposent l'incorporation de cette dernière dans le gymnase ; quelques-  
« uns veulent pour elle un élargissement, quelques  
« autres une restriction du plan d'études. Au contraire,  
« elle trouve ses panegyristes et ses défenseurs parmi les  
« directeurs de gymnases. La raison de cette attitude se  
« devine : le gymnase se félicite d'une séparation qui  
« le met à l'abri d'un voisin incommode ; il sait que  
« l'arrivée d'une quantité d'élèves qui dès le premier  
« jour sont résolus à ne point achever leurs classes  
« serait une médiocre et dangereuse acquisition. »

Il y a donc une différence fondamentale entre ces deux enseignements et la bifurcation établie chez nous sous le second empire. M. Bréal l'a fort bien signalée. « Ce qui  
« était contre nature dans la bifurcation de M. Fortoul,

---

(1) Page 163.

« dit-il (1), c'était la prétention de faire tenir deux séries de classes sur une base commune, et de réunir encore à certaines heures des élèves qui suivaient des directions différentes ; mais ici il y a séparation dès la base, comme elle doit exister dans une société où tout le monde ne suit pas les mêmes voies. »

La plupart des élèves des *Realschulen* n'en poursuivent pas les études jusqu'à la fin. Quand leurs parents jugent qu'ils ont acquis des connaissances suffisantes, ils quittent l'école pour entrer dans le commerce, dans l'industrie, dans l'économie agricole. Après la seconde, ils obtiennent un certificat qui leur donne droit au volontariat d'un an. Il y a alors désertion générale, et c'est le petit nombre seulement qui profite véritablement de l'utilité de l'institution (2).

L'enseignement complet de la *Realschule* se termine par un examen de sortie, appelé *abiturienten examen*, qui confère certains privilèges. Quelques grandes écoles sont ouvertes aux élèves munis de ce diplôme : l'Ecole des ponts et chaussées, celle des mines, celle des forêts, celle des arts et manufactures. Ceux qui veulent entrer dans l'armée sont admis à l'avancement et dispensés de l'examen d'enseigne.

Quant aux gymnases, ils ont surtout pour but de préparer leurs élèves à suivre les cours supérieurs des universités. Leur enseignement complet dure neuf ans, comme celui des *Realschulen*, et comprend aussi six classes, dont les trois plus élevées demandent chacune deux années d'études. Les mêmes élèves, après avoir

---

(1) Page 164.

(2) V. M. Bréul, pages 144 et 162.



terminé les cours de la première année, suivent ceux de la seconde. Cette division d'une même classe en deux années remonte à une époque où, le nombre des maîtres étant réduit à six, dans chacune des classes supérieures les élèves restaient deux ans sous les mêmes maîtres. Aujourd'hui les cours des deux années d'une même classe ont des professeurs différents (1).

L'enseignement se poursuit sans interruption et sans déviation depuis la dernière classe jusqu'à la première. Point de voies latérales en vue d'études spéciales. Les Allemands n'admettent pas non plus de divisions parallèles. Au lieu de multiplier les divisions d'une même classe, ils préfèrent multiplier les gymnases et fondent plusieurs établissements du même genre dans plusieurs quartiers d'une ville, quand elle a quelque importance.

Le système des internats n'est pas en vogue en Allemagne. La presque totalité des établissements ne reçoit que des externes. « Les élèves, dit M. Hippeau (2), « vivent chez leurs parents, ou sont placés soit chez les « professeurs des différentes institutions, soit dans des « familles offrant toutes les garanties nécessaires et « ordinairement recommandées par les autorités de la « localité ou par les directeurs des écoles. »

Les gymnases à internat sont peu nombreux, et quelques-uns d'entre eux possèdent à la fois un internat et un externat. Dans les internats on ne suit pas le système des maîtres d'études. « C'est à des *professeurs adjoints*, « dit M. Hippeau (3), qu'est confiée la surveillance des

---

(1) M. Bréal, page 6.

(2) Page 205.

(3) Page 206.

« études et des mœurs. Ils ont plus d'expérience et plus  
« d'autorité que des hommes plus jeunes, plus étrangers  
« aux écoles et plus occupés de leur avenir que de celui  
« de leurs élèves. On ne donne à chaque chef de sur-  
« veillance que dix à douze élèves : c'est une sorte de  
« famille placée sous leur patronage ; l'influence qu'ils  
« exercent est sérieuse. Ils sont d'ailleurs secondés  
« utilement par les professeurs titulaires qui à tour de  
« rôle interviennent dans la surveillance de l'intérieur. »

Les internats, suivant M. Bréal, n'existent qu'en vertu d'anciennes fondations, et le nombre des internes, presque tous boursiers, est strictement limité. Les nouveaux gymnases ne reçoivent que des externes (1).

Le corps enseignant des gymnases ne se compose point, comme celui de nos lycées, de professeurs appelés à donner chacun une seule espèce d'enseignement. « On  
« ne connaît pas en Allemagne, dit M. Bréal (2), cette  
« extrême division qui fait que notre corps enseignant  
« se partage en agrégés de grammaire, des lettres,  
« d'histoire, de philosophie : même le partage en lettres  
« et en sciences, qui nous paraît si nécessaire, n'existe  
« pas. Il faut qu'à l'examen d'état un maître se fasse  
« admettre pour deux branches d'enseignement au  
« moins : par exemple, pour les langues anciennes et  
« l'histoire, ou pour l'histoire et les langues modernes,  
« ou pour les mathématiques et la géographie, ou  
« encore pour l'allemand et les sciences naturelles. On  
« obtient ainsi un personnel ayant plus de points de  
« contact, et dont les différents membres sont plus aptes  
« à s'entr'aider et à se remplacer au besoin. »

---

(1) M. Bréal, pages 10 et 11.

(2) Page 15.

Les gymnases allemands suivent, à l'égard des professeurs nouvellement reçus, un usage qui leur est particulier : c'est le stage d'une année. « Durant un an, « dit M. Bréal (1), le futur professeur ne doit pas avoir « de classe à lui, mais il doit passer plusieurs semaines « dans chaque classe, en commencement par les plus « petites, assister aux leçons de ses collègues, et faire « lui-même, sous leur surveillance, un petit nombre « de leçons. Le stagiaire est admis au conseil des « professeurs et aux examens de passage. C'est ainsi « qu'il prend une vue d'ensemble du gymnase, en « découvrir les côtés forts et les côtés faibles. »

Quant à l'enseignement, « dans ses traits généraux, suivant M. Bréal (2), il est à peu près partout le même : non que des règlements uniformes lui soient imposés d'en haut ; mais l'action des universités, les échanges de pays à pays, et surtout l'influence de la presse pédagogique, ont à peu près produit les mêmes méthodes d'un bout de l'Allemagne à l'autre. »

Comme l'enseignement appartient spécialement à la pédagogie, je me bornerai à quelques indications sur ce sujet.

Il y a dans les gymnases allemands certains exercices que des noms comme ceux-ci : *certatio*, *extemporale*, ne font point suffisamment connaître.

La *certatio* est une classe d'interrogation qui donne lieu à une lutte entre les élèves. M. Bréal la raconte telle qu'il l'a vu faire en cinquième. « Le mode de récitation, « dit-il (3), était varié : tantôt un élève disait un assez long

---

(1) Page 60.

(2) Page 24.

(3) Page 25.

« morceau d'un verbe, tantôt la conjugaison était répartie  
« sur toute la classe, chacun se levant, selon l'ordre des  
« places, pour dire une personne; tantôt encore c'étaient  
« toutes les premières personnes qui parlaient des bancs  
« comme un feu roulant ; quelquefois le maître choisiss-  
« sait au hasard une forme dont il donnait la traduction  
« allemande, et l'élève devait aussitôt répondre par la  
« forme grecque. Toutes ces interrogations se font avec  
« une grande rapidité : le professeur en posant les  
« questions, l'écopier en donnant la réponse, ont quelque  
« chose du mouvement saccadé qui caractérise les  
« manœuvres du soldat prussien. »

Ces interrogations et ces réponses ont pour résultat de faire avancer d'une ou plusieurs places l'élève qui a mieux répondu que ses camarades. Ainsi, tandis que dans nos lycées et collèges les places des élèves sont déterminées d'après des compositions écrites, dans les gymnases allemands elles sont désignées à la suite d'épreuves orales.

Ce qui a surtout frappé M. Bréal, c'est la manière dont les écoliers marquaient l'accent tonique. Ces exercices de prononciation s'appliquent toujours à l'étude du grec et du latin, et ils ont l'avantage d'habituer les élèves à voir dans les accents, non de simples signes orthographiques, mais la physionomie et le caractère propre des mots (1).

L'*extemporale* est un devoir fait sur l'heure, en classe, sans le secours d'aucun livre. M. Bréal a été témoin d'un *extemporale grec* dans une classe de seconde. « Le  
« maître, dit-il (2), lut d'abord le texte allemand d'un

---

(1) M. Bréal, page 27.

(2) Page 29.

« bout à l'autre, puis il le reprit très lentement en  
« détaillant et en répétant chaque proposition. Les élèves  
« n'écrivaient pas l'allemand, mais ils le traduisaient  
« aussitôt en grec sur leur cahier. Quand un mot n'était  
« pas connu, on le demandait au professeur : mais il  
« avait pris soin d'arranger son texte de telle manière  
« que les questions étaient presque toujours superflues,  
« et que d'autres élèves déclaraient que le mot avait  
« déjà été vu. »

Ce genre de devoir est en faveur dans l'enseignement allemand, et voici la raison qu'en donnait à M. Bréal un professeur de gymnase (1). « On veut d'abord habituer  
« l'élève à ne compter que sur soi-même : une fois  
« l'épreuve commencée, il sait qu'il n'y a plus pour lui  
« de secours étranger à espérer. » Cet exercice a une autre raison, que signale M. Bréal : « C'est que le centre  
« de gravité des études se trouve dès lors placé dans  
« l'explication des auteurs : l'élève doit les regarder de  
« près, car le lendemain il sera peut-être mis en demeure  
« de les reproduire. »

L'*extemporale* est la méthode employée pour l'enseignement de l'histoire. Point de rédactions écrites par l'élève, point de résumé dicté par le maître. « Au risque,  
« dit M. Bréal (2), de ne pas y trouver exactement sa  
« propre pensée, le professeur se résigne à mettre entre  
« les mains des élèves un abrégé qui donne la substance  
« des faits. La rédaction y est ordinairement réduite à  
« un *minimum* : c'est une série d'événements et de dates  
« destinés à être appris par cœur. Le professeur peut  
« dès lors réserver la classe pour les développements

---

(1) Page 31.

(2) Page 52.

« oraux, pour les récits, pour les réflexions, pour les  
« questions qu'il pose aux élèves et pour les discussions  
« qu'il sait faire naître. »

La manière d'enseigner les langues anciennes n'est pas la méthode traditionnelle du thème, des vers latins et des versions dictées. M. Hippeau a fort bien résumé en quelques lignes la méthode allemande. « Dans les  
« classes supérieures, dit-il (1), on fait expliquer les  
« auteurs latins et grecs de manière à lire autant que  
« possible de longs morceaux du même écrivain, sans  
« que cette lecture rapide nuise cependant à l'explication  
« détaillée à laquelle le professeur réserve un certain  
« nombre d'heures. Les maîtres allemands désignent le  
« premier procédé sous le nom de *lectio stataria*, et le  
« second sous celui de *lectio cursoria*. Souvent les élèves  
« ont à rendre compte en langue latine et de vive voix  
« de ce qu'ils ont lu, ou bien le professeur choisit les  
« morceaux expliqués pour des sujets de narrations ou  
« de discours latins, afin de se convaincre que les élèves  
« ont lu leurs auteurs avec fruit. D'autres encore consacrent une heure par semaine aux exercices de langue  
« parlée en professant en latin, et en habituant les  
« élèves à répondre à leurs questions dans la même  
« langue. »

« Les élèves font les mêmes exercices pour le grec.... »

La philosophie, qui est réservée aux universités, n'est pas enseignée *ex professo* dans les gymnases. On tolère seulement, dans la dernière année, des leçons préparatoires pendant trois mois. Mais l'histoire occupe une place importante dans l'enseignement. L'histoire contemporaine s'apprend deux fois : d'abord dans l'une des

---

(1) Page 193.

classes inférieures, en quatrième; ensuite en *prima*, c'est-à-dire en rhétorique. Les professeurs transmettent à leurs élèves l'esprit patriotique qu'ils ont puisé comme étudiants dans les universités, mais ce patriotisme a des excès regrettables.

« J'ai feuilleté, dit M. Bréal (1), les livres qu'on met  
« entre les mains des élèves, et où les noms et les  
« événements de la guerre de 1870 tiennent une place  
« d'honneur. Une particularité de ces ouvrages m'a  
« frappé. J'ai vu avec regret que les accusations portées  
« contre la France au moment le plus ardent de la lutte  
« de 1870 ont trouvé place dans des livres scolaires.  
« Comme on n'ajoute pas que ces griefs, fondés ou non,  
« ont donné lieu à des représailles, la colère survit à la  
« vengeance et se transmet aux générations nouvelles. »

Il est bon de remarquer, d'après le même écrivain, que les auteurs de ces ouvrages ont l'habitude « de parsemer le récit d'expressions françaises citées textuellement dans une intention ironique. » Il semble ainsi que ces expressions n'ont point d'équivalents dans la langue allemande et que le peuple allemand est exempt des sentiments reprochés au peuple français.

Les gymnases accordent, quoique dans une moindre proportion que les *Realschulen*, une importance considérable à l'étude de la langue française. Mais cet enseignement n'est plus aujourd'hui donné par des professeurs français. Les directeurs de gymnases, avec les fonds de ces établissements, multiplient, quand ils les jugent utiles, les missions à l'étranger, et c'est au moyen de ces missions qu'ils pourvoient à l'enseignement du français.

---

(1) Page 111.

« Ce sont, en général, dit M. Bréal (1), les germanistes  
« qui se chargent de ces leçons, à cause de la parenté  
« qui relie le moyen âge allemand à notre moyen âge  
« français. »

L'étude de la langue française commence en cinquième, c'est-à-dire dans la deuxième des neuf années d'études, et elle est obligatoire pendant huit ans. Elle occupe trois heures par semaine dans cette seconde année et deux heures dans les années suivantes. Le P. Didon dit à cette occasion (2) : « Le français est toujours obliga-  
« toire ; et c'est la langue étrangère que l'Allemand  
« étudie le plus volontiers. Il peut se raidir contre la  
« suprématie du génie français, regarder du haut de sa  
« barbarie germanique ceux qu'il appelle des races latines,  
« il se donne un démenti par sa conduite même ; et  
« l'avidité avec laquelle il s'instruit, tout enfant, de notre  
« grammaire, adolescent, de nos chefs-d'œuvre, prouve  
« sans réplique notre ascendant et notre supériorité. On  
« regarde volontiers vers ce qui vous domine, comme on  
« dédaigne volontiers ce qu'on croit dominer. Si l'Alle-  
« mand montre, jusque dans son système d'instruction,  
« une préoccupation si vive de tout ce qui concerne les  
« peuples latins, et de la France, avant tous les autres,  
« soyez sûrs qu'au fond il en sent la valeur, et s'il se  
« soucie peu d'étudier la Russie et les langues slaves,  
« c'est qu'il croit, à tort peut-être, n'avoir rien à y  
« prendre. »

L'instruction religieuse forme aussi la base de l'enseignement des gymnases, et le certificat d'études atteste que « l'élève de confession catholique, ou évangélique, est

---

(1) Page 54.

(2) Page 76.



instruit dans la doctrine religieuse (1). » Mais cet enseignement, dans ses différentes branches, n'est qu'une simple exposition. « Pas un mot de philosophie, dit le « P. Didon (2). Point d'apologétique. Point de discussion « prématurée : de l'enseignement positif, élémentaire, « déterminé, tel qu'il convient aux intelligences encore « neuves qu'il faut raffermir dans la doctrine et non « dissoudre, avant l'âge, par la critique. »

L'Allemagne, qui est le pays de la critique dans le domaine religieux, n'a point voulu ouvrir la porte des gymnases « à ces luttes terribles, réservées aux intelligences déjà capables d'une réflexion personnelle. » Elle a craint que l'irréflexion n'entraînât la perte de la morale avec celle de la foi. « Lorsque l'homme, dans sa maturité d'esprit, dit le P. Didon (3), s'éloigne du dogme, « il garde la morale de sa foi détruite ; il emporte, malgré « lui, dans sa critique implacable sa conscience encore « palpitante telle que l'éducation et l'instruction religieuse l'ont faite : il coupe l'arbre, il garde le fruit. »

L'enseignement secondaire des gymnases se termine aussi par un examen de sortie ; mais un grand nombre de leurs élèves n'atteignent point ce terme des études classiques. Des examens de passage ont lieu avant l'entrée dans une classe supérieure, et ces examens, qui obligent certains écoliers à rentrer pendant six mois ou un an dans leur ancienne classe, causent toujours des désertions. D'un autre côté, ceux qui n'ont en vue que le volontariat d'un an obtiennent, en sortant de la troisième, un certificat qui leur suffit. Les jeunes gens qui se des-

---

(1) P. Didon, page 90.

(2) Page 91.

(3) Page 93.

tinent à suivre les cours des universités sont donc les seuls candidats qui se présentent à l'examen final.

Cet examen est un privilège des gymnases. C'est dans leurs bâtiments qu'il a lieu, deux fois par an. La commission d'examen comprend le directeur, les professeurs des hautes classes, un membre du conseil de surveillance, et elle est présidée par un commissaire du gouvernement, « personnage considérable, qui est député à cet effet, dit M. Bréal (1), dans les différents collèges d'une circonscription, et qui a la haute direction des épreuves. » Le candidat est appelé à subir des épreuves écrites et des épreuves orales ; mais on tient compte des devoirs qu'il a faits et des notes trimestrielles qu'il a obtenues pendant les deux dernières années. Il arrive quelquefois que, sur l'avis unanime de la commission, les travaux écrits et les notes trimestrielles, attestant un mérite suffisant, dispensent des épreuves orales. Tous les professeurs de la maison sont tenus d'assister aux interrogations ; mais le public en est exclu.

L'examen ne peut se répéter indéfiniment pour les élèves refusés. Le droit de se présenter est limité à deux fois. Cette rigueur a une compensation dans la composition du jury d'examen. « La présence du directeur et des « professeurs dans la commission, dit M. Bréal (2), est « une garantie contre les surprises : elle empêche les bons « élèves d'être refusés, les mauvais d'être reçus. »

Les jeunes gens qui ont fait leurs études classiques dans la maison paternelle ou qui ont été élevés dans une maison où la commission royale ne tient pas ses assises, ceux qui viennent de l'étranger, peuvent être admis à se

---

(1) Page 81.

(2) Page 85.

présenter à l'examen des gymnases ; mais un règlement différent leur est appliqué. Ils ne peuvent passer leurs épreuves en même temps que les élèves des gymnases et ils sont interrogés sur certaines matières dont les autres candidats sont dispensés (1).

Le diplôme est conféré par le gymnase et non par l'État ; mais ce n'est pas à proprement parler un diplôme scientifique ou littéraire. C'est un certificat attestant que l'élève est *mûr*, c'est-à-dire apte à suivre les cours de l'enseignement supérieur. De là son nom de certificat de maturité. Il fait connaître non-seulement la note avec laquelle le candidat a été reçu, mais aussi l'impression que l'élève a laissée à ses maîtres.

Le certificat de maturité permet seul de suivre tous les cours des facultés. Autrefois les élèves des *Realschulen* n'étaient jamais admis à se faire immatriculer comme étudiants des universités. L'Allemagne s'est relâchée de cette rigueur ; mais elle n'a accordé ce droit qu'en l'entourant de restrictions. En vertu d'un arrêté ministériel du 7 décembre 1870, les élèves des *Realschulen* du premier ordre sont admis, avec leur certificat de sortie (*Abiturienten-Zeugniss*), à se faire inscrire auprès des facultés de philosophie. Ils peuvent donc compléter leurs études secondaires en suivant les cours supérieurs dans les sciences mathématiques, physiques et naturelles, l'agronomie, l'économie politique et la philologie. Mais le professorat des gymnases leur est interdit : ils ne peuvent être professeurs que dans les *Realschulen* (2).

La tolérance administrative va encore plus loin que l'arrêté ministériel de 1870. Le curateur permet à des

---

(1) M. Bréal, page 87.

(2) M. Blanchard, page 159.

jeunes jeunes gens non pourvus de certificat, s'ils font preuve de connaissances suffisantes pour suivre les cours de l'université, de se faire inscrire pendant quatre semestres auprès de la faculté de philosophie, et cette permission peut être en outre prolongée pendant deux autres semestres ; mais ces jeunes gens sont dans une catégorie à part. « Le certificat de sortie accordé à ces « étudiants, dit M. Blanchard (1), indique dans quelles « conditions ils ont été admis à l'Université. Cette « mesure pourrait sembler libérale, si une règle sévère « ne venait empêcher ces jeunes gens de prétendre « jamais à l'exercice d'aucune fonction dans les Corps « savants de l'État ou de l'Eglise. »

## II.

### LES UNIVERSITÉS

L'enseignement secondaire en Allemagne a donc un caractère purement préparatoire, et ce n'est pas là ce qui peut faire la supériorité ou du moins la grandeur d'une nation dans l'ordre intellectuel. C'est l'enseignement supérieur qui forme la vie de l'esprit, et cet enseignement est réservé aux universités. « Elles supposent, dit le P. Didon (2), un état-major de plus de deux mille maîtres et une armée de plus de vingt-cinq mille travailleurs. » Malgré l'indépendance de ces corporations dans leur existence propre, il y a entre elles une telle identité d'organisation et une telle fraternité que les étudiants peuvent passer à leur gré de l'une à l'autre et suivre dans chacune d'elles les cours qu'il leur convient de choisir.

---

(1) Page 101.

(2) Page 101.

Dans cette terre classique des universités il y a des villes universitaires, comme il y a ailleurs des villes commerciales, industrielles, maritimes, etc. « Telle est « en Allemagne, dit le P. Didon (1), la vitalité des « institutions universitaires, tel est le culte du savoir, que « l'université se suffit à elle-même et peut à elle seule, « par la force des intérêts qu'elle groupe, créer une « ville. » Mais il y a là une exagération, du moins dans le langage de l'auteur. La ville existe toujours avant l'université qui l'enrichit. C'est surtout le cas des villes universitaires. La plupart d'entre elles étaient des centres de gouvernement avant de devenir des centres intellectuels, et leur multiplicité vient surtout de la multiplicité des États dont elles étaient le siège.

Voici ce que dit à ce sujet M. Hippeau (2) :

« Le nombre et l'importance des universités de l'Alle-  
« magne ont été la conséquence naturelle de sa division  
« en États indépendants les uns des autres et dont les  
« capitales, résidences de souverains plus ou moins  
« puissants, sont devenues autant de centres et de  
« foyers tout préparés pour que les arts, les lettres et les  
« sciences y reçussent de larges développements. Ani-  
« més par une louable émulation, les princes consacrè-  
« rent une grande partie de leurs revenus à la création  
« d'écoles de tous genres et principalement à la fondation,  
« pour l'enseignement supérieur, d'établissements qui,  
« par les avantages qu'ils réunirent et par la célébrité  
« des professeurs auxquels fut assurée une existence  
« honorée, indépendante, souvent même brillante, atti-  
« rèrent les étudiants en foule. »

---

(1) Page 102.

(2) Page 241.

Le P. Didon trace de ces villes universitaires un tableau plein d'intérêt (1) : « Ce sont d'ordinaire de  
« vieilles villes aux allures moyen âge, avec leur château  
« fort, leurs maisons à deux ou trois étages snrplombant  
« l'un sur l'autre et leurs toits escarpés, percés de vingt  
« petites lucarnes. Les fossés des anciens remparts se  
« sont comblés et transformés en jardins verts. Des  
« arbres géants les recouvrent, et le chemin de ronde est  
« aujourd'hui une promenade ombragée où les esprits  
« méditatifs peuvent suivre longtemps leurs pensées  
« silencieuses. La vieille forteresse est découronnée, elle  
« a perdu ses airs barbares ; elle n'est plus l'asile inac-  
« cessible du seigneur guerroyant et de ses gens  
« d'armes ; elle est devenue, comme à Tubingen, une  
« bibliothèque, l'arsenal de la science. »

L'arsenal de la science, c'est surtout dans l'université qu'il consiste, et j'ai voulu l'étudier, non dans sa physiologie extérieure, mais dans son organisation intérieure. Je me propose donc de dire quelques mots sur les universités allemandes, en les considérant au point de vue de leur composition, de leur enseignement et de leurs élèves.

C'est d'après le système de la célèbre université de Paris que furent instituées les diverses corporations universitaires de l'Allemagne, et par conséquent c'est à cette université qu'il faut nous reporter pour les bien comprendre. « L'université de Paris, dit M. Hippéau (2),  
« possédait de grands privilèges : elle avait seule le  
« droit d'enseigner ; elle n'était pas soumise aux juges  
« ordinaires ; elle avait sa juridiction particulière ; cha-

---

(1) Page 103.

(2) Page 243.

« cune de ses facultés avait à sa tête un doyen, et  
« l'université tout entière avait pour chef un recteur  
« électif. Les universités allemandes possèdent encore  
« aujourd'hui en grande partie les mêmes privilèges. »

Mais ces corporations n'ont plus la même indépendance. Elles sont devenues des institutions de l'État. Toutefois, ce n'est pas du gouvernement central qu'elles relèvent. « La récente création de l'Empire allemand, dit M. Blanchard (1), n'a modifié en aucune façon l'organisation des diverses universités : celles-ci sont restées sous la dépendance des divers États et elles ne ressortissent nullement aux ministères de l'Empire. »

Les anciennes corporations universitaires se composaient des maîtres et des élèves, *universitas magistrorum et scholarium*. Il en est encore ainsi des universités allemandes, qui comprennent, non seulement le personnel enseignant, mais aussi les étudiants, les assistants et les employés des divers ordres.

Comme elles relèvent de l'État, le gouvernement a auprès d'elles des représentants attitrés. Le premier de ces personnages est le curateur, nommé par le souverain. Il assiste à toutes les solennités académiques et il occupe, dans les fêtes officielles, le rang de représentant du ministère. Il est l'intermédiaire obligé entre l'université et le gouvernement. Il a une sorte de surveillance au nom de l'État. C'est à lui que les professeurs doivent demander un congé, quand ils veulent s'absenter pendant plus de quatre jours. Le recteur lui-même ne peut quitter l'université, ne fût-ce que pour un jour, sans le prévenir et sans lui indiquer un remplaçant. C'est surtout un homme d'administration et de finances, et

---

(1) Page 83.

c'est par son organe que l'État subvient aux besoins de l'université, quand les ressources dont elle dispose ne suffisent pas à son entretien. Mais le curateur n'a point rang de professeur ordinaire et ne fait point partie du sénat académique.

Le *curatorium* est, du reste, une institution particulière aux universités prussiennes. En Saxe, à Leipsig, le ministère a pour représentant un *plénipotentiaire du gouvernement royal* ; mais dans un grand nombre d'universités il n'y a point d'institution analogue. C'est le recteur ou le secrétaire qui remplit les fonctions de curateur.

L'État a un autre représentant, également nommé par lui, mais qui a sa position établie dans chaque université : c'est le juge universitaire ou académique. Ce fonctionnaire doit avoir fait ses études de droit et posséder les qualités requises pour être juge ordinaire. Il ne peut être professeur à aucun titre ; mais il a rang de professeur ordinaire et fait partie du sénat académique. Le juge académique connaissait au civil les difficultés qui peuvent surgir entre les étudiants et les marchands ou fournisseurs, appelés *Philistins* (*Philister*). Les affaires criminelles sans importance étaient aussi de sa compétence ; mais il se bornait à instruire les délits plus graves, qui étaient portés devant les tribunaux. La loi de 1870 ayant aboli la juridiction spéciale aux universités et ramené ces corporations au droit commun, les attributions de ce fonctionnaire sont aujourd'hui restreintes. Il est encore l'intermédiaire entre les étudiants et la police ou la municipalité.

Le premier fonctionnaire vraiment universitaire est le recteur. Il est choisi parmi les professeurs ordinaires et élu par eux. Une élection nouvelle a lieu chaque année ;



mais elle ne dépend pas absolument de l'université. Dans l'université de Bonn, par exemple, le choix des électeurs doit être confirmé par le ministre. Quand deux élections ont eu lieu sans recevoir l'approbation du ministre, celui-ci a le droit, après avis du souverain, de choisir lui-même un recteur parmi les professeurs ordinaires.

Le recteur est le représentant de l'université dans toutes les cérémonies et en cette qualité il vient après le curateur, représentant du ministère. Mais il occupe la présidence dans le sénat et dans les commissions académiques. Ses attributions sont résumées en ces termes par M. Hippeau (2) : « C'est le recteur qui représente  
« l'université dans tous les rapports qui peuvent exister  
« entre elle et l'État. C'est à lui qu'appartient une partie  
« de la juridiction universitaire ; lui seul fait les enquêtes  
« et prononce les peines dans les cas où il s'agit d'un  
« délit grave. Il reçoit les inscriptions des étudiants,  
« leur délivre un certificat d'études et de bonnes mœurs,  
« quand ils quittent l'université. Dans ce certificat, signé  
« par le recteur et par le curateur, on mentionne quels  
« sont les cours auxquels les étudiants ont assisté,  
« combien de temps ils sont restés dans l'université,  
« quelles sont les punitions ou les réprimandes qu'ils  
« ont encourues, et enfin quels sont les motifs qui les  
« leur ont attirées. »

Dans certaines universités, le professeur élu par ses collègues pour remplir les fonctions de recteur s'appelle pro-recteur. Le titre de recteur, purement honorifique, est alors donné au souverain, qui a le nom de *Rector magnificentissimus*.

---

(1) M. Blanchard, page 89.

(2) Pages 244-245.

Les employés de tous ordres sont considérés comme faisant partie de l'université. Les employés supérieurs, le secrétaire, le *Rendant*, le questeur, sont placés sous la dépendance du curateur et du recteur et sont tenus de se conformer à leur avis. Les employés subalternes eux-mêmes, le chancelier, l'appariteur, le portier, le gardien des cachots, nommés par le ministre sur la proposition du sénat, sont sous la surveillance spéciale du curateur et du recteur, qui peuvent leur donner des réprimandes ou leur infliger des amendes jusqu'à concurrence de cinq thalers (1).

Le conseil de l'université est désigné sous le nom de *sénat académique*. Il se compose de membres de droit et de membres élus ; mais, à l'exception du juge académique, tous les membres de droit entrent dans le conseil en vertu d'une fonction élective et annuelle. Ce sont : le recteur en exercice, le recteur sortant et les doyens des facultés, nommés eux-mêmes par les membres de la faculté. Les sénateurs élus, au nombre de quatre, sont choisis parmi les professeurs ordinaires et nommés par eux. Le conseil, sauf une exception, a ainsi son origine dans l'élection, mais de diverses manières.

Pour que le nouveau conseil soit au courant des affaires, on y maintient trois membres à titre d'anciens. Ce sont : le recteur sortant et deux sénateurs élus. Mais, si les sénateurs anciens font partie du conseil à un autre titre, celui de recteur ou de doyen, on les remplace par de nouveaux sénateurs élus, et l'année suivante le sort désigne parmi les sénateurs nommés en même temps ceux qui doivent rester à titre d'anciens.

Au-dessous du sénat académique sont les facultés,

---

(1) M. Blanchard, page 98.

qui doivent être considérées sous un double point de vue. Comme autorités universitaires, elles se composent seulement des professeurs ordinaires de chacune d'elles. Comme corps enseignant, elles comprennent aussi des professeurs ordinaires honoraires, des professeurs extraordinaires et des *Privat-docenten*. Comme tous les professeurs ont été au début *Privat-docenten*, je parlerai d'abord de ce degré inférieur, pour suivre l'ordre de l'avancement.

### III.

#### PERSONNEL ENSEIGNANT

L'institution des *Privat-docenten* paraît remonter à celle du *Repetitor* dans les anciennes universités. Ce dernier était attaché à une chaire et avait charge d'enseigner et de développer certaines parties que le professeur avait négligé de traiter lui-même. C'était à lui que s'adressaient les étudiants pour obtenir des éclaircissements sur des détails obscurs ou mal compris. Telles furent à l'origine les fonctions des *Privat-docenten*. Les statuts de l'université de Bonn disent, en effet : « qu'ils  
« sont adjoints aux professeurs extraordinaires, en partie  
« pour les seconder dans leur charge, en partie pour  
« seconder les professeurs ordinaires dans l'enseigne-  
« ment qui leur est confié et pour compléter cet ensei-  
« gnement, et cela avec le concours des professeurs  
« extraordinaires. »

Aujourd'hui le *Privat-docenten* a des fonctions moins spéciales à remplir. C'est un professeur libre, qui fait des cours à ses risques et périls sans avoir le moindre titre officiel, mais après avoir obtenu préalablement la permission de l'université, permission qu'on appelle *venia docendi* ou *venia legendi*.

M. Hippeau parle en ces termes de cette institution (1).  
« Les *privat docenten* (*privatim docentes*), parmi lesquels  
« se recrute le corps des professeurs extraordinaires,  
« sont de jeunes savants qui, par des épreuves publiques  
« et spéciales subies devant la faculté (*Habilitation*),  
« acquièrent le droit de professer publiquement dans les  
« salles de l'université ou bien chez eux, et de faire  
« ainsi partie du corps enseignant de l'instruction  
« supérieure. Le candidat à ce titre doit avoir fini ses  
« études au moins depuis deux ans. Il adresse au sénat  
« ou à la faculté par laquelle il désire se faire recevoir  
« une lettre écrite en latin, qui est transmise au ministère  
« de l'instructions publique, mais il doit ajouter à cette  
« lettre un *curriculum vitæ* écrit en latin, une disser-  
« tation (*dissertatio inauguralis*) et un travail scientifique  
« en allemand et en latin, sur des sujets appartenant  
« aux principales branches de la science qu'il compte  
« professer. »

Ce mémoire, suivant M. Blanchard, n'est pas nécessairement inédit : tout travail, déjà publié ou non, à l'exception de la thèse de doctorat, peut servir à ce but.  
« C'est la faculté seule, dit M. Hippeau (2), qui a le  
« droit de nommer ces *privat docenten*. Elle se contente  
« d'annoncer ces nominations au ministère.

« Les écrits et les certificats du candidat sont examinés  
« par deux commissaires délégués par la faculté. Si cet  
« examen lui est favorable, il est invité à faire en allemand  
« ou en latin une leçon d'essai à laquelle il peut se préparer  
« pendant un mois. La faculté décide ensuite s'il y a lieu  
« de l'admettre parmi les membres du corps enseignant ;

---

(1) Pages 249-250.

(2) Page 250.

« s'il est agréé, la faculté lui donne encore le sujet d'une  
« leçon publique qu'il doit faire en langue latine après un  
« délai de trois mois, à partir de sa leçon d'essai. Dans  
« certaines universités, la leçon d'essai est remplacée par  
« un certain nombre de thèses défendues en public. »

Plusieurs leçons d'essai peuvent être accordées au candidat qui veut enseigner plusieurs branches d'une science. Ces leçons doivent se faire en latin en vertu des statuts universitaires : toutefois, suivant M. Blanchard (1), on s'est relâché de cette rigueur, sauf peut-être pour les théologiens et les philosophes, et maintenant elles se font toujours en allemand. Elles sont suivies d'un *Colloquium*, c'est-à-dire d'une argumentation ouverte par le professeur compétent et à laquelle peut prendre part chaque membre de la faculté. Mais ce *Colloquium* n'est pas toujours rigoureusement exigé. La faculté, quand l'avis de ses membres est unanime, en dispense le postulant dont la leçon d'essai est jugée suffisante.

Quant à la leçon publique, pour laquelle on accorde au nouveau *Privat-docenten* trois mois de préparation, elle est probablement la même que la leçon d'ouverture dont parle M. Blanchard (2). Cette leçon d'ouverture, pour laquelle le débutant a un délai de trois mois, est faite en langue allemande dans le grand amphithéâtre de l'université ; mais, comme les invitations sont écrites en latin, cela peut porter à croire qu'elle est encore faite dans cette langue.

L'examen de l'*habilitation* offre ordinairement peu de danger au candidat. Il a eu le temps d'étudier à fond son sujet. D'un autre côté, comme il est, le plus souvent, en

---

(1) Page 141.

(2) M. Blanchard, page 142.

rapports constants avec les professeurs, il a pu recueillir leurs impressions et leur manière de voir. M. Fustel de Coulanges a donc raison de dire que c'est « une épreuve plus solennelle que sérieuse. » Le résultat de l'examen est, en effet, presque toujours assuré d'avance. Cependant, si l'épreuve n'est qu'une formalité, cela ne prouve pas l'insuffisance du candidat. Celui-ci ne se présente en général qu'après avoir été sollicité par des professeurs qui le connaissent, et par conséquent lorsqu'il est depuis longtemps jugé digne d'admission.

Le *Privat-docenten* ne jouit pas de la liberté du professeur. La faculté, de temps à autre, fait inspecter son cours, surveille son genre de vie et adresse sur son compte un rapport annuel au ministre. Il est soumis à un régime disciplinaire spécial. En cas d'inconvenance, il reçoit un avertissement ou une réprimande du doyen, qui peut parler soit en son nom personnel soit au nom de la faculté. S'il s'agit de fautes répétées et graves, il peut encourir l'interdiction temporaire ou même la rémotion complète ; mais, pour que l'une ou l'autre de ces peines soit prononcée, la décision de la faculté doit être préalablement approuvée par le ministre.

La rémotion est le retrait définitif de la *venia docendi*. Cette peine disciplinaire, quoiqu'exceptionnelle, a été appliquée plus d'une fois à des *Privat-docenten* qui avaient indisposé contre eux le gouvernement par leurs idées libérales.

La *venia docendi*, qui n'était autrefois accordée que pour quatre ans, est, depuis 1869, d'une durée indéfinie. Le stage préparatoire de deux semestres n'est plus exigé. Aujourd'hui le *Privat-docenten* peut ouvrir un cours le lendemain de son habilitation; mais son droit d'enseigner n'est pas illimité. A moins de cas exceptionnels, dans

lesquels l'avis unanime de la faculté est nécessaire, il ne peut traiter d'autres sujets que ceux pour lesquels il s'est habilité. Il doit soumettre à l'approbation du doyen le sujet de son enseignement et en informer préalablement le recteur, pour que celui-ci puisse l'inscrire dans le programme officiel.

Le *Privat-docent* n'a, en vertu de son titre, pas même pour raison d'ancienneté, aucun droit à une chaire ; mais il parvient presque toujours à l'obtenir. Toutefois, il est rare qu'il soit directement nommé professeur à la faculté près de laquelle il a été habilité. Il passe comme professeur extraordinaire dans une autre université, et c'est en enseignant dans des universités plus petites qu'il devient graduellement professeur ordinaire ou titulaire dans des universités plus importantes. Le *Privat-docent*, du reste, est soumis à un stage de trois ans en cette qualité avant de devenir professeur officiel. Pendant ce temps, comme il n'a point de traitement et que ses appointements, payés seulement par les étudiants, lui sont insuffisants, il se crée souvent des ressources pour vivre en acceptant d'être professeur dans un gymnase ou assistant dans un institut. D'un autre côté, il a besoin d'attirer sur lui l'attention pour être appelé à titre de professeur par une université ; mais il ne peut se signaler par son enseignement, car, son cours étant privé, le public ignore s'il professe avec distinction. « Le *Privat-docent*, dit M. Blanchard (1), a recours à « de tous autres moyens pour se mettre en relief ; il « travaille avec courage et résignation, et, sachant qu'on « le jugera d'après ses actes, il n'a qu'un but, qu'une « seule préoccupation, c'est de faire des recherches

---

(1) Page 147.

« originales et d'en publier sans retard les résultats.  
« Pour répondre à ce besoin, il ne cherche guère à  
« entreprendre des travaux de longue haleine, mais  
« publie la moindre observation. On l'intitule : com-  
« munication préalable (*vorkläufige Mittheilung*) et si  
« l'on a été assez habile pour publier en peu de temps  
« deux ou trois petites notes sous cette rubrique, on  
« passe pour un esprit bien remarquable, on semble  
« mener de front plusieurs séries de recherches. »

En vertu des statuts universitaires, quand un *Privat-docent* a fait, dans la même université, son cours pendant quatre années consécutives devant un auditoire suffisant, l'État doit le nommer professeur extraordinaire (1). Cette condition n'est pas difficile à remplir, le nombre de trois auditeurs étant réputé suffisant : *tres faciunt collegium*, dit un vieil adage académique ; mais le professeur nommé dans ces conditions ne reçoit aucun traitement de l'État, surtout au début. Il tire son unique revenu de la rétribution scolaire payée par les étudiants et dont le montant varie suivant le nombre plus ou moins grand des auditeurs. Il y a toutefois, pour le *Privat-docent*, un moyen plus avantageux de devenir professeur extraordinaire. Quand une chaire est devenue vacante, la faculté propose au ministre une liste de trois candidats, et l'on dit que celui qui a été choisi reçoit un *Lerhaufrag* (2). En devenant ainsi professeur extraordinaire, il touche un traitement fixe, quoique médiocre, en outre de ses honoraires dans la rétribution scolaire.

Le professeur extraordinaire n'est pas de la même catégorie que le professeur ordinaire. Il n'a pas le même

---

(1) M. Blanchard, page 151.

(2) M. Blanchard, page 151.



rang et ne jouit pas des mêmes prérogatives. Il ne fait pas partie du sénat académique, et, quand il s'agit de présenter au ministre une liste de candidats à une chaire vacante, il n'a pas voix délibérative. Il ne figure pas dans les commissions scolaires, ne décerne pas le diplôme d'honneur, n'habilite pas les *Privat-docenten*, ne concourt pas à l'élection du recteur ou du doyen.

Un professeur extraordinaire peut demeurer dans cette situation sans jamais acquérir le titre de professeur ordinaire. Pour devenir titulaire, il lui faut souvent changer d'université. Il passe d'abord dans une université inférieure, et, une fois en possession d'une chaire, il arrive progressivement dans des universités supérieures sur la demande de celles-ci. C'est le seul mode d'avancement usité en Allemagne. Comme le professeur n'arrive jamais par voie d'ancienneté, il y a là pour lui un stimulant qui excite son activité ; mais, d'un autre côté, le moyen commercial se fait trop souvent remarquer. Le traitement n'étant point déterminé d'après le titre de la chaire, mais proportionné à la valeur scientifique du maître, celui qui est appelé par une université n'accepte jamais que sous la condition d'obtenir le chiffre le plus élevé. M. Blanchard juge sévèrement cet usage, dont il parle en ces termes (1) : « Il (le professeur) joue exactement le rôle « du marchand qui cherche à retirer le plus d'argent « possible de sa marchandise. De son côté, l'Université, « qui est l'acheteuse, fait des offres au dessous de la « demande et d'ordinaire, grâce à des concessions « mutuelles, on finit par tomber d'accord. « L'élément « commercial, dit Becker, ne fait point défaut : Voulez- « vous venir ici ? — Oui, si vous me donnez 1800 thalers.

---

(1) Pages 152-153.

« — Je ne puis vous en donner que 1500. — Entendons-  
« nous pour 1600. » Dans ces conditions, le traite-  
« ment d'un professeur n'a point la même valeur morale  
« que chez nous ; il ressemble en effet bien moins au  
« traitement d'un fonctionnaire qu'aux émoluments d'un  
« comédien qui a débattu le prix de son engagement  
« avec l'impresario. »

Un professeur, quand il ne désire point quitter son université, profite quelquefois des offres d'une autre université pour se faire une position plus avantageuse par l'augmentation de ses émoluments. Mais alors, après comme avant, les documents parlementaires fixent toujours au même chiffre son traitement. Le supplément, qu'il est impossible d'évaluer, est fourni par un fonds secret dont le ministre a la libre disposition. C'est ainsi que dans l'université de Bonn, suivant la remarque de M. Blanchard (1), le professeur de chimie a un traitement fixe qui dépasse 20 000 mk., alors que le traitement maximum des professeurs de la faculté de philosophie n'est indiqué au budget que pour une somme de 10 500 mk.

L'université n'intervient pas seule dans l'avancement des professeurs. La faculté propose au ministre une liste de trois candidats. « Celui-ci, dit M. Fustel de  
« Coulanges (2), choisit qui il veut sur la liste ; il peut  
« même choisir en dehors de la liste. Ce dernier cas  
« s'est présenté et même plus d'une fois. »

Cependant, sauf des cas exceptionnels, l'université joue le rôle principal. C'est le ministre qui choisit

---

(1) M. Blanchard, page 153.

(2) Revue des Deux-Mondes, 15 août 1879 : *L'enseignement supérieur en Allemagne*, page 816.

définitivement le candidat, et les pourparlers ne commencent qu'après que ce choix est fait. Mais les choses se passent d'ordinaire comme si l'université exerçait un droit. « Il est juste de dire, remarque M. Blanchard (1), que le ministre se conforme presque toujours aux vœux de la Faculté : il s'adresse au candidat qui vient en tête de la liste ; il n'est pourtant point sans exemple qu'il ait refusé de négocier avec le candidat choisi par la Faculté, mais cette mesure rigoureuse était légitimée par les opinions politiques du candidat, que l'on savait ouvertement hostile au gouvernement. Quant aux opinions philosophiques ou religieuses, on laisse à chacun le droit d'enseigner ce que bon lui semble. »

Il y a encore une catégorie de professeurs qui tient le milieu entre le professeur extraordinaire et le professeur ordinaire : ce sont les professeurs honoraires. « Quand un professeur extraordinaire, dit M. Blanchard (2), s'est signalé par d'importants services ou qu'il est resté longtemps attaché à la même Université, on lui confère l'honorariat, ce qui constitue un degré supérieur à celui qu'il occupait, mais inférieur néanmoins au grade de professeur ordinaire. »

M. Hippeau (3) nous indique les fonctions de ces professeurs. Lorsque le cadre des professeurs ordinaires est rempli, le gouvernement nomme des professeurs ordinaires au delà du nombre réglementaire, et qu'on appelle honoraires pour les distinguer des autres, qui sont titulaires. Ils font leurs cours comme ceux-ci et touchent les mêmes appointements, mais ils n'appar-

---

(1) Page 153.

(2) Page 154.

(3) Page 249.

tiennent pas à la faculté restreinte. Ils ne font point partie du sénat académique ni des commissions d'examen et ne peuvent devenir ni recteur ni doyen.

Le titulaire a, en Allemagne, un avantage qu'on peut lui envier dans d'autres pays. « A partir du jour de sa nomination, dit M. Blanchard (1), le professeur est maître absolu de sa chaire. Il a été chargé par l'État de professer telle ou telle branche de la science, mais, à la condition de s'acquitter de cette obligation, il est entièrement libre de faire des cours sur tout autre sujet. Sa chaire lui appartient et c'est si bien une sorte de propriété que, quoi qu'il survienne, ses appointements lui sont toujours comptés. En Allemagne, les professeurs ne sont jamais mis à la retraite. Il peut arriver un moment où, par suite de leur grand âge, ils se trouvent dans l'impossibilité de continuer leur enseignement : l'Université crée alors une chaire nouvelle et la confie à un nouveau professeur. Quant au valétudinaire, il continue de figurer sur les listes de la Faculté, mais, en regard de son nom, se trouve l'une des formules suivantes : *valetudine impeditus* ou *postquam convaluerit*. Il en est exactement de même si un professeur jeune encore est subitement empêché par la maladie, folie, hémorragie cérébrale, etc., de continuer son enseignement. L'immovibilité dont il jouit est toujours respectée et le système des suppléances, si fort en vogue chez nous, n'est jamais appliqué. »

Le corps enseignant comprend, en outre, une catégorie de maîtres d'ordre inférieur : ce sont les professeurs de littérature et de langues étrangères, qui ont le nom de lecteurs.

---

(1) Page 154.

IV

L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement supérieur des universités est en quelque sorte double, public et privé. L'enseignement public, toujours gratuit, rentre dans les attributions du professeur ordinaire, obligé de faire un cours public par semaine, C'est là pour lui une prérogative à raison de laquelle il ajoute à son titre de professeur ordinaire celui de professeur public. Quant aux autres professeurs, s'ils donnent des leçons publiques, c'est par pure bonne volonté.

Les cours privés se font *privatim* ou *privatissime*, suivant qu'on y admet un nombre indéfini ou un nombre restreint d'auditeurs. Le cours privé est généralement payé par les auditeurs qui le suivent. Les professeurs de toute catégorie donnent des leçons sous cette forme. « Il n'y a guère, dit M. Blanchard (1), d'exemple de « professeurs ordinaires qui ne fassent qu'une leçon par « semaine ; le plus souvent, en outre de leur enseigne- « ment public et gratuit, ils font une ou plusieurs séries « de leçons privées ; le nombre de ces dernières n'est du « reste fixé par aucun règlement et le professeur est « absolument libre d'en fixer le jour et l'heure comme « aussi de choisir le sujet qu'il compte traiter. La plupart « des professeurs font de la sorte un grand nombre de « leçons : à côté de ceux qui s'en tiennent à deux ou « trois heures par semaine, il en est d'autres qui font « jusqu'à dix, douze et même quatorze heures. »

A côté de ce double enseignement est organisé un enseignement plus spécial, qui est donné à divers groupes

---

(1) Page 183.

d'étudiants. « Le maître, à l'université, dit le P. Didon (1),  
« ne se contente pas de ses leçons publiques ; il a soin  
« encore de réunir autour de lui les étudiants les plus  
« laborieux, en société plus intime. Ces groupes d'élite  
« n'ont plus seulement pour objet l'enseignement de la  
« science, mais la méthode de la science même. Il ne  
« s'agit plus de connaître les résultats acquis, mais de  
« se former à l'investigation scientifique et à la pratique  
« de l'enseignement. Dans ces groupes de travailleurs,  
« qui prennent ordinairement le nom de séminaires  
« (*seminar*), le maître laisse parler l'élève ; il lui apprend,  
« s'il s'agit d'histoire, à déchiffrer lui-même les anciens  
« documents et, s'il s'agit de vieux français ou de vieil  
« allemand, à interpréter lui-même les textes. C'est, on  
« le voit, l'application à toutes les branches du savoir de  
« ce qui se passe chez nous pour la physiologie, l'ana-  
« tomie ou la chimie ; c'est le maître ouvrant son labo-  
« ratoire ou son hôpital à quelques disciples préférés, et  
« les initiant de plus près à ses méthodes de recherche,  
« et aux procédés de son génie personnel. »

Cet enseignement particulier n'est point facultatif pour le professeur, mais c'est plutôt une institution universitaire. Les directeurs de ces séminaires, suivant M. Blanchard (2), sont choisis par le ministre. M. Hippeau a fort bien décrit cette institution. « Dans chacune  
« des universités, dit-il (3), sont établis des cours  
« spéciaux pour les jeunes gens qui aspirent aux fonc-  
« tions de professeurs dans les *gymnases*. Ces cours  
« sont dirigés par un directeur et par un autre profes-  
« seur de l'université dont l'un préside aux exercices

---

(1) Pages 122-123.

(2) M. Blanchard page 106.

(3) M. Hippeau page 252.

« latins et l'autre aux exercices grecs. Ce sont autant  
« d'écoles normales supérieures ou séminaires pour  
« l'enseignement classique. Chacun de ces séminaires  
« est composé de dix membres qui reçoivent par semestre  
« une bourse de 20 thalers, accordée par le ministre de  
« l'instruction publique. Chaque membre est obligé  
« d'écrire une fois par semestre une dissertation en  
« langue latine et de la soumettre à la correction du  
« président de la section. Un autre membre donne un  
« résumé du travail de son camarade et il en attaque les  
« points douteux. L'autre se défend, et le professeur  
« dirige ces débats, auxquels peuvent prendre part non  
« seulement tous les membres, mais encore tous les au-  
« diteurs. Ces dissertations écrites sont envoyées au  
« ministre de l'instruction publique. Les membres du  
« séminaire expliquent en outre, sous la direction du  
« professeur, un auteur grec et un auteur latin ; de plus,  
« ils posent des thèses et les défendent de vive voix.

« Pour être reçus dans ces séminaires, les candidats  
« sont obligés de présenter au directeur des dissertations  
« dont la valeur décide de leur admission. La durée du  
« temps pendant lequel un étudiant peut faire partie  
« d'un séminaire n'est pas déterminée. On n'y reçoit  
« cependant que ceux qui ont déjà, depuis plusieurs  
« semestres, suivi les cours de la faculté. »

Outre ces séminaires de philologie classique, il y a aussi des cours préparatoires pour les sciences et pour les langues vivantes. Un séminaire peut même être subdivisé en plusieurs sections. C'est ainsi que dans l'université de Bonn (1) le séminaire des sciences naturelles comprend cinq sections.

---

(1) M. Blanchard, page 107.

Les étudiants admis à ces cours préparatoires ne reçoivent pas tous une bourse. Suivant M. Blanchard, cette faveur est accordée seulement à quelques uns, qui sont même logés gratuitement. « Les élèves des séminaires, dit cet auteur (1), sont toujours des étudiants sérieux et travailleurs qui veulent se créer une situation dans l'enseignement; ce sont encore des docteurs, des professeurs de gymnases et d'écoles réelles (*Realschulen*), qui veulent poursuivre leurs études. Les travaux du séminaire, qui se font indépendamment des cours ordinaires et parallèlement à ceux-ci, nécessitent de la part de l'élève un travail opiniâtre et de tous les instants. Les rédactions écrites qu'il doit remettre au professeur ne se bornent point à de simples analyses ou paraphrases d'ouvrages désignés par celui-ci: ce sont le plus souvent de véritables morceaux de critique et d'érudition, qui ont toujours causé à leur auteur de longues et laborieuses recherches, et que le professeur critique et corrige avec impartialité et sévérité. »

Cette institution de cours préparatoires n'est pas inconnue chez nous. « C'est là, en somme, dit M. Blanchard (2), quelque chose d'assez comparable à certaines conférences de nos étudiants en droit et de nos candidats à la licence ès-lettres, ou aux conférences par lesquelles nos étudiants et nos docteurs en médecine se préparent au concours de l'internat et du Bureau central des hôpitaux ; les sections de philosophie, de philologie et d'histoire de notre Ecole pratique des Hautes-Etudes correspondent encore assez bien aux séminaires des Universités allemandes. »

---

(1) Page 107.

(2) Page 106.



V

MODE D'ENSEIGNEMENT

Quant au mode d'enseignement usité dans les facultés allemandes, nous ne pouvons nous en faire une idée par les cours de nos facultés, qui sont toujours préparés avec soin pour le fond comme pour la forme. Le professeur allemand procède plus simplement. « Celui-ci entre, le dernier, sans appareil, dit le P. Didon (1). Il suspend son chapeau et son pardessus au même clou que ses disciples. Point d'appariteur à la chaînette brillante. Point de verre d'eau sucrée ou pure ; le morceau de craie blanche seulement, pour servir aux démonstrations sur le tableau noir, toujours dressé à côté ou en arrière du maître. Pas de phrases. Il aborde son sujet où il l'a laissé la veille, préoccupé de l'unique souci d'instruire, de répondre à l'avidité de ceux qui l'écoutent et qui lui demandent non pas de les amuser, mais de les enseigner.

« L'étudiant allemand veut des choses et non des mots. Il n'a rien de l'Athénien aux oreilles curieuses. Lui, si musicien, lui qui s'enivre de l'harmonie de ses grands compositeurs, semble ne pas se douter que la parole est une mélodie. La science est pour lui une algèbre muette ; elle se compose d'équations, et il ne demande au maître que de dégager l'inconnue. Il applaudit quelquefois, en frappant violemment des deux pieds sur le plancher. On dirait un roulement de tambour. J'aime mieux nos battements de mains, plus éclatants et plus nobles. »

---

(1) Page 118.

M. Hippeau et M. Blanchard, qui s'expriment en un moins beau langage, nous donnent sur ce sujet des renseignements plus circonstanciés. A chaque heure, un quart d'heure académique est laissé aux étudiants pour changer d'amphithéâtre et pour que l'auditoire se renouvelle. Voici comment M. Blanchard retrace la physionomie du cours (1) : « Le quart sonne : exact comme « l'horloge... j'allais dire comme la pendule, le professeur entre dans la salle de cours : aussitôt les « conversations particulières s'arrêtent, ceux qui avaient « conservé leurs chapeaux sur la tête se découvrent, « tous se lèvent respectueusement et ne se rasseient « que lorsque le professeur s'est commodément installé « dans sa chaire...

« Le cours, ou plutôt la *lecture* (*Vorlesung*) commence.

« Le professeur a étalé sur la table un certain nombre de « volumes qu'il a apportés sous son bras, il tire de sa « poche un cahier dont l'usure indique suffisamment les « états de service ; après l'avoir ouvert à une page marquée d'avance, il se met, d'une voix lente, à en donner « lecture. En même temps, du coin de l'œil, il observe « ses auditeurs et, s'il juge qu'ils aient trop de peine à « le suivre, il ralentit son débit pour leur permettre de « prendre mot à mot ce qu'il leur dicte. Invoque-t-il « l'autorité d'un auteur, l'ouvrage est là et, pour appuyer « son dire, il lit le passage visé ; mais il le lit toujours « avec la même lenteur, pour que les élèves puissent le « transcrire, si bon leur semble.

« ... Le rôle du professeur se réduit dès lors à faire « passer le contenu de son cahier dans celui des élèves ; « ce travail demande un semestre. Il résulte de là que

---

(1) Page 179.

« chaque leçon prise isolément est à peu près inintelligible pour quiconque n'a pas assisté à toute la série des leçons précédentes ; une leçon donnée ne forme pas un tout complet et compact, n'ayant trait qu'à une seule question, exposée en détail, comme cela a lieu chez nous, mais c'est bien plutôt le cours de tout un semestre qui représente cet ensemble. »

M. Hippeau, qui juge sévèrement cette manière d'enseigner, dit à cette occasion (1) : « Quand les trois quarts d'heure réglementaires sont écoulés, il (le professeur) se lève, la leçon ne l'a ni ému ni fatigué. Il en peut donner deux ou trois le même jour, tout en continuant ses propres travaux. Comme il est sûr qu'au bout de trois ans le public universitaire est complètement renouvelé, il suffit, à la rigueur, qu'il ait une provision de trois années de cours devant lui. Au commencement de sa carrière, il rédige ses cahiers que, pendant le reste de sa vie, il tient à jour, et enrichit du résultat de ses recherches et de ses lectures. »

Pendant, ce genre d'enseignement ne déplaît point aux étudiants allemands, qui le préfèrent à la parole d'un professeur éloquent. Il y a en effet, dans les universités, des jeunes professeurs de mérite qui, ailleurs, attireraient autour de leur chaire un nombreux auditoire ; mais en Allemagne ils sont peu recherchés. « L'étudiant, dit M. Blanchard (2), écoute la leçon aride d'un professeur ordinaire, fidèle, et pour cause, aux vieilles traditions, et délaisse le solide enseignement d'un jeune professeur extraordinaire ou d'un *Privat-docent*. Cela tient à une anomalie bizarre, dont le secret

---

(1) Page 256.

(2) Page 182.

« échappe à quiconque ne connaît point le fond du  
« caractère germanique. Cela tient encore à une tout  
« autre raison : les professeurs ordinaires font partie des  
« commissions d'examen, à l'exclusion presque totale  
« des professeurs extraordinaires ; il y a donc intérêt à  
« se montrer à leurs cours, d'abord parce que c'est un  
« excellent moyen d'apprendre à connaître leurs « ma-  
« rôttes, » ensuite parce que, peut-être, dans une circons-  
« tance critique, on aura tout à espérer de l'indulgence  
« d'examineurs auxquels on aura donné de l'argent  
« à gagner. »

Cette méthode a, du reste, certains avantages qu'il ne faut pas méconnaître. Le jeune homme aime à conserver des cahiers écrits de sa main, et il a ainsi un bagage littéraire pour toute sa vie. On est donc assuré que le cours n'a pas été fait en vain. « On sait, dit M. Fustel de Coulanges (1), ce que deviennent les paroles du professeur ; elles sont recueillies et conservées. Ce « signe matériel d'utilité, qui manque à la plupart de nos « cours français, est visible et indéniable dans tous les « cours allemands. On peut toujours dire : Vous voyez « bien que nous avons un véritable enseignement, il est « suivi et il en reste quelque chose ; peut-être est-il « donné et suivi sans zèle, mais il porte des fruits et « c'est là l'important. »

Mais ces habitudes ont aussi leurs inconvénients, surtout celui de ne pas éveiller l'esprit. C'est ce que le même écrivain a fort bien signalé en les comparant aux habitudes françaises. « La méthode allemande, dit-il (2),

---

(1) Revue des Deux-Mondes, 15 août 1879 : *L'enseignement supérieur en Allemagne*, page 829.

(2) Page 830.

« laisse l'étudiant passif ; avec la méthode française,  
« quand elle est bien pratiquée, il est actif et toute son  
« intelligence est mise en mouvement. La leçon ne se  
« traduit pas d'ordinaire sous la forme d'un cahier  
« de notes ; mais elle a marqué son empreinte dans  
« l'esprit, et peut-être dans vingt ans ce jeune homme,  
« devenu professeur à son tour, la retrouvera en lui, sans  
« la reconnaître. Les cours allemands ont une utilité  
« plus visible, plus immédiate, moins discutable, puis-  
« qu'ils donnent à chaque étudiant un cahier de notes  
« bien prises. Ils lui fournissent tout de suite une  
« érudition presque complète. Qu'ils éveillent ou non  
« l'esprit, au moins le garnissent-ils d'un grand nombre  
« de connaissances. Ils valent ce que nous vaut un  
« manuel ; mais il est rare qu'ils fassent naître une âme  
« de professeur ou une âme de savant. Une érudition  
« hâtivement acquise et par emprunt n'est peut-être pas  
« la meilleure érudition. La science ne se transvase pas  
« d'un esprit dans un autre ; il faut qu'elle se fasse dans  
« chaque esprit. C'est chaque esprit qui est le véritable  
« auteur de sa science, sous la direction et par l'inspi-  
« ration du maître. »

Malgré l'imperfection de cette méthode, l'enseignement des professeurs allemands a, au point de vue scientifique, des avantages que M. Hippeau retrace en ces termes : « Dans leurs cours d'exposition, dit-il (1), les  
« professeurs, quand ils ne se bornent pas, comme on  
« l'a vu plus haut, à lire leurs cahiers, ne s'occupent  
« point de chercher à intéresser leurs auditeurs par le  
« charme de leur parole. L'art de bien dire et de bien  
« écrire est fort rare en Allemagne ; on ne le trouve pas

---

(1) Page 257.

« plus dans les livres que dans les salons, dans la  
« conversation que dans les chaires. L'Allemand n'atta-  
« che de prix qu'au fait et à l'idée, et se préoccupe peu  
« de la façon dont le fait et l'idée lui sont présentés. Dans  
« son cours, qui est une véritable classe, le professeur  
« donne sur le sujet qu'il traite toutes les indications  
« bibliographiques, raconte peu, expose l'importance  
« des méthodes critiques par lesquelles on parvient à  
« discerner le vrai du faux, le principal de l'accessoire,  
« etc. C'est ainsi que naît et se développe cet esprit  
« scientifique, ce besoin d'exactitude, cette préoccupa-  
« tion du détail, qui sont éminemment propres à former  
« des érudits, des critiques et des philologues. »

Mais, en dehors de leurs cours d'exposition, les professeurs allemands tiennent des conférences, dont l'utilité est hautement appréciée par ce dernier écrivain.

« C'est, dit-il (1), dans ses conférences avec ses  
« élèves qu'il (le professeur) se met plus intimement en  
« rapport avec eux (les élèves), et qu'il exerce sur leur  
« esprit une influence réelle en leur inspirant le goût  
« du travail, l'esprit de recherche, en faisant appel à  
« leur initiative personnelle. Cette forte direction scien-  
« tifique analogue à l'enseignement de notre école nor-  
« male supérieure, et qui caractérise le genre d'instruction  
« que doit donner notre *école pratique des hautes études*,  
« récemment établie, se retrouve dans toutes les branches  
« d'enseignement d'une université allemande. C'est  
« l'élève qui, dans le laboratoire de chimie, fait les ana-  
« lyses, qui, dans un cours de botanique, détermine le  
« caractère des plantes, qui, dans un cabinet de phy-  
« sique, fait lui-même les expériences ; c'est lui qui, s'il

---

(1) Pages 256-257.

« s'agit de sciences historiques, examine les inscriptions,  
« rétablit les textes, compare les variantes. On conçoit  
« tout ce que peut produire l'activité intellectuelle de  
« l'élève dirigée par un professeur savant et zélé. »

Toutefois, la méthode allemande offre plus d'avantage pour la science aux maîtres qu'aux élèves. « Ces habitudes et ce genre d'enseignement, dit M. Hippeau (1)  
« sont surtout favorables aux professeurs. Ils ont tout  
« le temps nécessaire pour se livrer à leurs propres  
« travaux, et dans les ouvrages qu'ils publient chaque  
« année, ils offrent des modèles de cette érudition à  
« laquelle ils attachent tant de prix et qui n'est nulle  
« part aussi solide et aussi étendue qu'en Allemagne.  
« Nulle part on ne connaît mieux les sources, nulle part  
« on n'est plus capable de citer des textes, d'énumérer les ouvrages imprimés ou manuscrits que  
« contiennent les bibliothèques de l'Europe. Mais nulle  
« part aussi on ne professe un plus profond dédain pour  
« les productions scientifiques, historiques ou littéraires  
« qui ne possèdent pas au même degré les qualités que  
« l'on considère comme essentielles au vrai savant. »

On se demande s'il ne serait pas bon d'introduire dans nos facultés des lettres et des sciences un enseignement destiné à être, comme en Allemagne, le complément de l'enseignement secondaire. Mais ce serait une illusion de croire qu'une telle innovation exciterait, surtout dans nos facultés des lettres, une plus grande activité d'esprit et agrandirait par là même le domaine de l'intelligence. Les études classiques sont plus étendues en France qu'en Allemagne, et la plupart des jeunes gens qui quittent nos lycées et collèges ne sentent pas le besoin

---

(1) Page 258.

de les compléter. Cet enseignement spécial ferait perdre à un certain nombre de nos cours supérieurs leurs auditeurs ordinaires, sans en attirer d'autres. Le public qui les fréquente veut surtout connaître l'état de la science et de la littérature et se tenir au courant de leurs progrès. Notre enseignement supérieur doit donc avoir pour but de vulgariser les résultats acquis. Le nombre des esprits avides de connaître s'accroît de plus en plus, et M. Heinrich, dans un passage cité par M. Hippeau, a fort bien indiqué le genre d'enseignement qui leur convient. « De nos jours, dit M. Heinrich (1), les lettres et  
« les sciences, au moins par leurs grands résultats et  
« leurs solutions les plus essentielles, ne sont plus le  
« domaine exclusif d'un petit nombre, mais la propriété  
« de tous. Il y a dans les sphères de l'intelligence une  
« sorte d'opinion publique, force immense, à la fois  
« mobile et souveraine, capricieuse parfois parce qu'elle  
« est la voix de la foule, judicieuse cependant parce  
« qu'elle rend ses arrêts à la lumière du bon sens  
« français. Cette opinion, il faut que les facultés la  
« forment et l'éclaircent. Il leur appartient, en effet, de  
« discerner, dans les découvertes de la science et de  
« l'érudition, dans les systèmes de philosophie, dans les  
« investigations de l'histoire, ce qui mérite une attention  
« sérieuse. Leur enseignement doit se garder et d'une  
« fidélité routinière aux doctrines anciennes et de cette  
« témérité novatrice qui veut s'écarter à tout prix des  
« chemins connus ; il représente à la fois le mouvement  
« et la règle. Le jeune homme doit y puiser l'enthousiasme du progrès ; l'homme mûr, qui aime à se  
« ressouvenir, doit y trouver l'écho des leçons qui ont

---

(1) M. Hippeau, page 260.



« formé sa jeunesse, en même temps que les inspirations  
« nouvelles d'une science agrandie. Enfin, l'amour du  
« vrai, le culte du beau, voilà ce que les facultés ont  
« par-dessus tout charge d'entretenir et de propager. »

Du reste, nos facultés ne sont pas dépourvues des  
moyens de donner à l'intelligence son plus haut déve-  
loppement. Notre enseignement supérieur remplit même  
une double mission qui surpasse, paraît-il, la mission  
spéciale de l'enseignement allemand. « ... Les professeurs  
« de faculté, dit M. Hippeau (1), ont pris l'habitude de  
« faire deux leçons, dont l'une est précisément ce cours  
« privé des universités allemandes dans lequel ils sont  
« en rapport plus intime avec de véritables disciples.  
« Ils sont donc parfaitement en mesure de remplir la  
« double mission qui leur est en quelque sorte imposée  
« par la nature même de notre état social. On ne voit pas  
« ce que nous gagnerions à transformer nos facultés et  
« à *germaniser* leur enseignement ; car en supposant  
« que l'amour de la science pure devint assez général  
« pour que les jeunes gens se montrassent plus assidus  
« à leurs leçons qu'ils ne le sont aujourd'hui, je ne pense  
« pas que l'étude des textes, les recherches bibliogra-  
« phiques, la science des détails, qui, le plus souvent,  
« forme des pédants, orgueilleux d'un mérite qui ne fait  
« honneur qu'à leur mémoire, dussent être préférées à  
« un enseignement plus élevé, plus large, inspirant de  
« nobles sentiments, élevant et agrandissant les âmes,  
« et, par cela même, ouvrant l'intelligence aux études  
« sérieuses, un enseignement enfin tel que le conçoivent  
« les dignes successeurs des Cousin, des Guizot et des  
« Villemain. »

---

(1) Page 264.

VI.

L'UNIVERSALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Ce qui donne en quelque sorte un caractère de supériorité à l'enseignement allemand, c'est son universalité. Pour le démontrer, le P. Didon entre dans des développements étendus. « L'enseignement supérieur, dit-il (1), « embrasse l'universalité de la science; il s'étend à tout « le savoir humain, quel qu'en soit l'objet : aussi bien à « la nature, dont la raison expérimentale observe les « phénomènes et formule les lois, qu'à l'homme intelligent, libre, actif, et à Dieu même, que la raison « métaphysique et le sens intime nous révèlent et nous « démontrent. La théologie et la philosophie, la métaphysique et les sciences positives, les systèmes et les « faits, la doctrine et l'histoire, la littérature et les « langues, les individus et les sociétés : tout entre dans « son domaine essentiellement encyclopédique. Il y a « mieux ; certains arts d'ordre plus idéal ou plus nécessaires à la vie humaine et dont l'exercice suppose « souvent des esprits de premier ordre : la peinture, la « sculpture, l'architecture, la musique, l'agronomie, la « guerre sont encore compris dans le royaume sans « limites de l'enseignement supérieur, tel qu'il est « cultivé dans nos sociétés civilisées. A vrai dire, ce « royaume renferme tout ce qui sert à former les grands « cerveaux. »

Le moyen âge avait senti la nécessité d'un enseignement universel, et toute la science de cette époque était un objet d'étude dans les universités, qui se composaient

---

(1) Page 148.

des quatre facultés de théologie, de droit, de médecine et des arts. Cette dernière faculté, avec son *trivium* et son *quadrivium*, embrassait l'ensemble des sciences qui par leur développement progressif ont donné lieu aux cours les plus divers dans nos facultés des lettres et des sciences. C'est le mérite des Allemands d'avoir su, sans bouleverser leurs institutions, adapter leur enseignement aux besoins de la science moderne. Ils ont conservé les quatre facultés, en remplaçant la faculté des arts par la faculté de philosophie, et sous les mêmes éléments numériques ils ont fait entrer l'universalité du savoir.

« A première vue, dit le P. Didon (1), on se demande  
« comment ces simples titres spéciaux peuvent contenir  
« le monde entier des connaissances supérieures. Il est  
« évident que, dociles à l'instinct de conservation prédo-  
« minant dans leur génie, les Allemands ont tenu à  
« rester fidèles à la tradition des aïeux. Cette classifi-  
« cation me fait l'effet de ces œuvres d'art gothique,  
« moins correctes qu'expressives, et qui traduisent de  
« grandes idées et des sentiments divins à travers la  
« gaucherie des attitudes et l'incertitude des lignes.  
« Au moyen âge, la théologie représentait dans l'uni-  
« versité toute la science divine et humaine en sévère  
« harmonie ; la jurisprudence n'était que le droit romain  
« transporté dans l'Église et épuré par le droit cano-  
« nique ; la médecine s'imposait plus encore qu'aujourd'-  
« d'hui à la pauvre humanité toujours tremblante devant  
« la douleur et la mort ; la faculté des arts résumait toute  
« science : on concevait, dès lors, que de tels linéaments  
« pouvaient suffire ; mais, aujourd'hui, ces linéaments  
« sont un cadre bien restreint. Ils ne dessinent plus que

---

(1) Page 163.

« l'étroit berceau où l'esprit humain a pu dormir ses  
« premiers sommeils et essayer ses premiers mouve-  
« ments. Devenu adulte, il lui faut désormais de l'espace  
« et une demeure agrandie.

« Les Allemands l'ont bien compris : aussi ont-ils  
« profondément modifié et élargi le cadre antique. Là  
« où d'autres eussent porté la sape et la hache, ils ont  
« amassé les matériaux ; au lieu de détruire, ils ont  
« complété le vieil édifice ; au lieu de le refaire à neuf,  
« ils l'ont étendu.

« Faut-il voir en cela le culte intelligent du passé ou  
« l'instinct irréfléchi de conservation ? Je ne sais. Les  
« Allemands ont traité avec un égal respect leurs  
« institutions et leurs monuments d'autrefois. Trans-  
« former lentement, ne rien détruire : telle paraît être  
« leur formule. »

Ainsi, les Allemands ont transformé leur enseignement sans toucher à leur organisation universitaire. La faculté de philosophie est leur seule création récente ; mais, au lieu d'apparaître comme une innovation, elle représente, en la remplaçant, la faculté des arts. Ce changement a été autre chose qu'un simple changement de titre, et le P. Didon le signale en ces termes (1) :

« ... La faculté de philosophie, qui correspond à la  
« faculté des arts, n'est point, comme cette dernière, une  
« sorte de faculté préparatoire aux trois grandes facultés  
« professionnelles de la théologie, de la jurisprudence et  
« de la médecine. Elle est entrée avec elles sur un pied  
« d'égalité. Elle a même revêtu un caractère encyclopé-  
« dique. La grande hiérarchie des sciences ayant pour  
« base les mathématiques et se développant comme le

---

(1) Page 166.

« monde lui-même par voie de complexité croissante,  
« depuis le règne inorganique, assujetti au nombre, au  
« poids, à la mesure, jusqu'au règne de la vie la plus  
« haute, telle qu'elle se produit dans les sociétés intelli-  
« gentes et dans l'humanité même, depuis la physique et  
« la chimie jusqu'à l'anthropologie et la sociologie : toute  
« cette synthèse immense vient se ranger sous la philo-  
« sophie proprement dite et constitue cette quatrième  
« faculté qui contribue le plus à donner aux universités  
« allemandes leur caractère d'universalisme. »

L'éloquent écrivain, en considérant la philosophie comme connaissance des principes, voit en elle le commencement et la fin de toute science. « Toute science, « dit-il (1), poussée à un degré de profondeur, tel qu'il « convient de la cultiver et de la traiter dans le haut « enseignement, ne se ramène-t-elle pas à la philoso-  
« phie ?

« Qu'est-ce que philosopher, sinon voir de haut et  
« voir de loin, saisir le principe premier et la conclu-  
« sion éloignée ? Comme il y a une philosophie uni-  
« verselle, abstraite, métaphysique, il y a une philo-  
« sophie pour chaque science en particulier et pour  
« toute science en général. La philosophie se mêle à  
« tout ; et une science n'est parfaite qu'autant que la  
« philosophie l'éclaire. »

La philosophie et l'histoire sont deux sciences auxquelles les Allemands attachent une grande importance, et tout étudiant doit se faire inscrire à un cours de philosophie et d'histoire.

Toutefois, les idées philosophiques ne passionnent plus aujourd'hui les esprits, et il n'y a plus un grand maître

---

(1) P. Didon, page 168.

qui fasse triompher un système exclusif. « Il m'a  
« semblé, dit le P. Didon (1), qu'aujourd'hui la jeunesse  
« des universités, qui formera demain l'opinion dirigeante  
« du pays, obéit au réalisme, à un certain panthéisme  
« inconscient dont l'esprit allemand ne s'affranchit  
« guère, et surtout à un grand éclectisme fondé sur une  
« sérieuse érudition. » C'est l'histoire de la philosophie  
qui tient la plus grande place : « ce qui prouve bien, dit  
« le même auteur (2), que l'exposition des systèmes  
« divers préoccupe plus les maîtres que l'enseignement  
« d'un système personnel. »

Quant à l'histoire, elle a étendu son domaine dans  
toutes les sciences et elle est même entrée dans toutes  
les questions : littérature, droit, philosophie, théologie,  
philologie ou exégèse. « L'érudition, dit le P. Didon (3),  
« est pour l'Allemand un point d'honneur, presque une  
« coquetterie scientifique. Il ne veut pas seulement, dans  
« la solution d'un problème, satisfaire sa conviction  
« personnelle, il veut connaître encore depuis quand et  
« par qui le problème a été posé, quelles réponses  
« diverses ont été données : il fait ainsi l'histoire de la  
« question, celle même des solutions ; et ce n'est qu'après  
« ce double travail préliminaire qu'il propose son idée  
« personnelle. »

Mais la théologie tient la place d'honneur dans  
l'enseignement supérieur, de même que l'instruction  
religieuse dans l'enseignement secondaire. Dans les pays  
où la théologie est renfermée dans l'enceinte réservée  
des séminaires, cet isolement, qui en fait une science à

---

(1) Page 231.

(2) Page 232.

(3) Page 233.

part, doit être attribué, suivant le P. Didon (1), à la lutte de l'Église et de l'État. « Partout, dit-il, où le régime de l'union des deux puissances subsiste, où l'État et l'Église soumise ou maîtresse sont restés unis, en Autriche, en Allemagne, en Angleterre, la science religieuse est restée partie intégrante du savoir supérieur et la théologie tient la première place dans l'organisation universelle. »

L'unité du savoir, qui tend à se briser dans d'autres pays, est donc ce qui fait la supériorité de l'enseignement allemand. Elle a aussi des conséquences pratiques utiles aux maîtres et aux élèves. Les maîtres, appelés à se connaître, peuvent échanger leurs idées et se prêter l'appui mutuel de leur science. Les élèves, rapprochés malgré les différentes branches de leurs études, trouvent dans leurs rapports entre eux un moyen d'élargir leur esprit, et ceux qui se sont témérairement engagés dans une voie contraire à leurs inclinations peuvent facilement changer la nature de leurs études et suivre leur vocation.

Ce côté supérieur de l'enseignement universitaire de l'Allemagne, M. Hippeau l'a constaté lui-même. « Un des avantages qu'il est juste de signaler dans les universités allemandes (2), dit-il, c'est que chacun de ces centres intellectuels et scientifiques réunit dans ses quatre facultés toutes les branches du savoir humain. Elles y sont toutes représentées et elles ont à leur usage tous les secours désirables : bibliothèques, musées, collections, instruments, hôpitaux, laboratoires, observatoires, y sont concentrés ; toutes les méthodes, depuis la plus abstraite jusqu'à la plus

---

(1) Page 177.

(2) Page 267.

« pratique, y coexistent, et il n'est presque pas une  
« carrière à laquelle on ne puisse s'y préparer.

« Il faut remarquer que ces établissements offrent tous  
« ou presque tous, outre l'enseignement distribué dans  
« nos cinq facultés, celui qu'on ne peut acquérir chez  
« nous que dans les écoles polytechnique, normale,  
« forestière, des mines, des ponts et chaussées, des  
« chartes, des langues orientales, etc. Le nombre des  
« cours professés dans chaque université est prodigieux.  
« Il y a telle université qui ne compte pas moins de  
« 150 professeurs. Les sciences spéculatives y sont  
« cultivées à côté des sciences historiques, les recher-  
« ches naturelles y ont leur place à côté des études  
« d'application immédiate. Les Allemands voient dans  
« cette concentration de toutes les facultés en un même  
« lieu la condition d'existence de leurs établissements  
« d'instruction supérieure. Ils y tiennent encore plus pour  
« les professeurs que pour les élèves, car ils ont en vue  
« l'intérêt de la science plus que celui de l'enseigne-  
« ment. La solidarité de toutes les sciences, la cohésion  
« et la connexité des diverses études sont le thème sur  
« lequel les Allemands reviennent sans cesse pour le  
« représenter comme la *solution sine qua non* de la  
« prospérité d'une université. Il n'y a rien qu'on recom-  
« mande plus aux professeurs des diverses facultés que  
« de communiquer sans cesse, d'en appeler les uns  
« aux autres dans leur enseignement, de se tendre  
« la main pour arriver au même but, de combiner  
« leurs objets d'études de manière à assurer l'unité au  
« programme universitaire qui, selon eux, doit être  
« comme un édifice harmonieux et complet où toutes les  
« parties concourent à l'effet total. « Le caractère propre  
« de l'université dit le sénat de Leipzig, est d'offrir à



« tout étudiant l'occasion de saisir chaque branche du  
« savoir humain dans sa vivante cohésion avec les  
« autres, et de se l'approprier librement dans son esprit  
« plus que dans la lettre. »

Cependant la concentration de toutes les facultés dans un même lieu n'est pas absolue en Allemagne. Dans plusieurs provinces on a jugé nécessaire de détacher du siège de l'université l'enseignement théologique. « Cette communauté de vie avec les étudiants de  
« diverses facultés, dit M. Heinrich (1), a souvent en  
« Allemagne des inconvénients qui ont causé à l'épiscopat allemand plus d'un grave souci. Deux universités que le P. Didon a inscrites sur sa liste générale,  
« sans paraître se douter de leur caractère spécial qui  
« aurait dû le frapper, sont précisément le résultat d'une  
« tentative faite pour remédier à ces périls. Ce sont les  
« universités dites *incomplètes* (Unsvollstændige Universitæten) de Munster, en Westphalie, et de Braunschweig, au diocèse d'Ermland, dans la Prusse propre.  
« Elles se composent l'une et l'autre d'une faculté de théologie et d'une faculté de philosophie; c'est-à-dire, pour  
« parler un langage plus à la portée des lecteurs français,  
« d'un séminaire de théologie et d'une école de hautes  
« études... A l'université de Giessen, le grand séminaire,  
« aux études duquel Mgr de Ketteler avait donné une si  
« énergique impulsion, compte comme faculté de théologie catholique ; mais cette faculté est à Mayence, en  
« faculté séparée (abgeronderte Facultæt), et elle est, à  
« la façon française, sous la surveillance immédiate de  
« l'évêque. »

---

(1) Correspondant du 25 mars 1884. Le P. Didon et l'Allemagne, page 1002.

VII.

LIBERTÉ DES MAÎTRES ET DES ÉLÈVES

Le P. Didon signale comme un avantage important des universités allemandes la liberté laissée aux maîtres et aux élèves. « Nul programme, dit-il (1). La science est libre, les méthodes sont libres, le choix du sujet est libre, le professeur est libre, l'étudiant même est libre. La liberté anime, vivifie, affranchit tout.

« Avant chaque semestre, le sénat de l'université arrête et approuve les sujets que chaque professeur doit traiter, ainsi que les heures des leçons. Le maître en informe les étudiants par une simple affiche écrite de sa main, signée de son nom et placardée sur le tableau noir. Les étudiants avertis ont à choisir les cours qu'ils veulent suivre ; ils viennent à la questure se faire inscrire et payent de leurs deniers le maître qu'ils ont préféré. Ils n'ont plus qu'à se présenter à lui, au moins une fois, pour faire signer leur livret. Il ne tient qu'à eux désormais d'être infidèles ou assidus. »

Quant aux maîtres, le P. Didon leur reconnaît toute la liberté nécessaire, quoique l'organisation universitaire soit sous la surveillance de l'État. « Or, la liberté de la science, dit-il (2), ne consiste pas essentiellement dans la destruction du monopole de l'État, elle consiste pratiquement dans la liberté du maître. Dans tout pays où les universités sont des institutions ouvertes à tous et dans lesquelles le professeur peut enseigner

---

(1) Page 190.

(2) Page 194.

« ce qu'il veut, comme il le veut, quand il le veut, sans  
« que nul ne vienne lui communiquer ni son plan, ni  
« son programme, ni ses méthodes, — la science est  
« libre.

« Il importe peu que l'État considère ces institutions  
« comme relevant de lui, si, en revendiquant ce mono-  
« pole, il n'intervient pas pour faire prévaloir les idées,  
« les doctrines d'un ministre ou d'un parti ; et si l'étu-  
« diant n'est pas contraint de subir un enseignement  
« choquant ses goûts, ses convictions ou ses croyances. »

Le P. Didon se montre ici trop optimiste, et, parce qu'il a vu pratiquer largement la tolérance, il a cru reconnaître dans ce régime la garantie essentielle de la liberté. M. Hippeau en parle avec plus de réserve et ses paroles doivent être citées. « ... Mais comme les univer-  
« sités, dit-il (1), sont une création de l'État et qu'elles  
« n'existent qu'en vertu de la toute-puissance de l'État,  
« la liberté dont elles jouissent au point de vue des  
« doctrines existe seulement en *fait* et non en *droit*.  
« Elle est donc loin d'être absolue, comme on paraît le  
« croire. Le gouvernement, qui l'a encouragée dans  
« certaines circonstances où le mouvement des esprits  
« s'accordait avec ses intérêts, ne manquerait pas d'user  
« de son autorité, comme il l'a fait plus d'une fois, pour  
« la renfermer dans d'étroites limites. Très-tolérant en  
« ce qui concerne la liberté philosophique, il se montre-  
« rait fort disposé à l'entraver dans le cas où elle lui  
« paraîtrait de nature à contrarier ses vues politiques.  
« Il n'hésiterait pas à traiter de la même manière la  
« liberté religieuse, s'il rencontrait dans les ministres  
« du culte, avec lesquels il a jusqu'ici marché d'accord,

---

(1) Pages 278-280.

« une opposition prononcée. Cette liberté dans l'expression des idées et des doctrines qui a existé tant que  
« l'Allemagne a présenté une confédération d'États autonomes et indépendants les uns des autres, ne sera-t-elle  
« pas sérieusement menacée lorsque, réunie sous le sceptre d'un empereur tout-puissant, elle devra subir  
« l'influence autoritaire de la Prusse ?

« Au reste, cette liberté pratique appartient à l'université comme corporation bien plus encore qu'aux  
« membres qui la composent. C'est plutôt, comme on l'a fait observer, le règne du privilège, tel qu'il existait au  
« moyen âge, que le règne de la liberté individuelle telle que la revendique la société moderne. Plus d'une fois  
« certains professeurs ont été forcés de quitter une université parce qu'ils étaient avec elle en dissentiment  
« d'opinion. Ce sont des républiques indépendantes du gouvernement, tant que les questions pécuniaires  
« n'interviennent pas. Elles ont des revenus propres, et lorsqu'ils sont insuffisants, l'État ne leur marchand pas  
« ses subsides ; mais, dans ce cas, elles perdent une partie de leur indépendance proportionnée à l'importance des secours qu'elles reçoivent. Le recteur est élu  
« d'ordinaire par le sénat composé de tous les professeurs, nommés eux-mêmes par le ministre ; mais il  
« est des universités, où il est nommé directement par le gouvernement. A Gœttingue, par exemple, l'université n'a pas même le droit de présentation. Le gouvernement choisit qui il lui plaît. »

Le maître ne jouit donc pas d'une liberté véritable qui assure son indépendance, mais la tolérance du gouvernement laisse au professeur la facilité de tracer lui-même son programme et ne lui impose point de doctrine. Du reste, ce plan d'études n'est pas purement

arbitraire. Il doit être composé de telle manière qu'un étudiant puisse, dans les trois ou quatre années passées à l'université, suivre tous les cours principaux constituant l'ensemble de la science qu'il vient étudier.

Quant à la liberté des étudiants, elle consiste à pouvoir passer commodément d'une université à une autre (1). L'étudiant qui veut quitter une université avertit le doyen et demande un certificat de sortie. Il se pourvoit aussi d'un certificat constatant quels cours il a suivis et de quel zèle il a fait preuve. Il est tenu en outre d'aviser le doyen de son départ et d'informer de son arrivée dans la nouvelle université le secrétaire de celle qu'il a quittée. Son certificat de sortie lui permet d'être admis dans la nouvelle université avec une réduction importante sur les droits d'immatriculation. Il peut ainsi poursuivre le cours de ses études dans les diverses universités qu'il lui plaît de choisir. Cette liberté de changer de faculté existe aussi chez nous. Elle est d'un fréquent usage en Allemagne, tandis que l'étudiant français n'en use que d'une manière restreinte et exceptionnelle.

Cette facilité laissée aux étudiants devient pour les maîtres un moyen d'exercer une action plus étendue sur la jeunesse et leur fournit l'occasion de faire école. « En France, dit M. Bréal, on est rarement l'élève d'un homme. » On est plutôt, en effet, l'élève d'un être collectif qui s'appelle école normale, école des chartes, école polytechnique. En Allemagne, au contraire, c'est le professeur que l'on recherche, et celui-ci, s'il excelle, par exemple, dans l'enseignement de l'histoire, attire autour de sa chaire les jeunes gens avides de connaissances historiques. C'est la chaire d'histoire qui est le

---

(1) M. Blanchard, page 162.

rendez-vous des étudiants, et ils sont les élèves d'un maître.

La liberté de ne pas suivre les cours est aussi très large en Allemagne, quoique les règlements universitaires prescrivent des formalités qui paraîtraient plutôt destinées à l'entraver. L'étudiant est tenu de se présenter d'abord chez le recteur pour se faire immatriculer et obtenir sa feuille ou sa lettre d'étudiant de l'université. Il doit se rendre ensuite chez le doyen de sa faculté pour être inscrit sur l'album de cette faculté. Enfin, après avoir rempli près du questeur certaines formalités relatives à sa feuille d'inscription aux cours, il se présente chez le professeur lui-même pour que celui-ci écrive son nom, la date de l'inscription, le numéro de la liste de ses auditeurs et appose sa signature. A la fin du semestre, il fait une nouvelle visite pour prendre congé de son professeur, qui marque sur la feuille d'inscription la date du congé et signe. Mais ce sont là des formalités purement réglementaires qui laissent à l'étudiant toute sa liberté. Celui-ci peut, comme bon lui semble, s'abstenir de suivre les cours et conserver néanmoins de bonnes relations avec ses maîtres. M. Blanchard (1) cite, d'après Becker, l'exemple suivant : « Le fils du plus célèbre professeur de droit d'une grande Université ne s'était pas montré depuis longtemps au cours d'un ami de son père : il rencontre justement son professeur au moment où celui-ci allait faire sa leçon ; il l'aborde et l'accompagne avec le plus aimable abandon jusqu'à la porte de l'amphithéâtre ; là, il le salue, fait demi-tour et disparaît. Le professeur eût montré qu'il connaissait bien peu les étudiants, s'il se fût étonné de ce sans-façon »

---

(1) Page 171.

Comme il y a liberté de ne pas suivre les cours, il y a aussi, ce qui en est la conséquence naturelle, liberté de ne pas subir d'examen (1). Il est donc facile de prolonger indéfiniment la vie d'étudiant, et l'on ne doit pas s'étonner de rencontrer dans les universités allemandes des étudiants de quinzième année, vétérans de la taverne, appelés têtes *moussues*, qui font par leurs exploits bachiques l'admiration des nouvelles recrues. C'est, le plus souvent, cette vie de plaisirs qui les retient dans la ville universitaire. Mais un étudiant a quelquefois une raison particulière pour s'attacher comme vétéran à une université. C'est ainsi que le fils du poète allemand Arndt demeura jusqu'à sa mort comme étudiant dans l'université de Bonn, parce qu'il conservait par ce moyen la jouissance d'une rente importante qui lui était assurée tant que dureraient ses études. Du reste, tous les étudiants ne peuvent pas user de cette liberté : il y en a qui sont obligés d'entretenir des rapports réguliers et constants avec l'administration académique. Ce sont ceux qui reçoivent des secours désignés sous le nom de *Stipendien* ou des bourses (*Freitische, tables gratuites*) (2). Ces faveurs sont accordées sur les fonds de l'État ou sur les réserves de l'université, mais pendant un temps assez court, qui est d'une année pour les *Stipendien* et de six mois pour les bourses. Peuvent être admis à en bénéficier les étudiants munis, à cet effet, d'un certificat d'aptitude et de moralité, pourvu qu'ils aient séjourné un semestre à l'université. Mais ces secours ne paraissent pas être continués d'une manière régulière. Les statuts de l'université de Bonn portent, en effet, que celui qui a déjà obtenu un

---

(1) M. Blanchard, page 172.

(2) M. Blanchard, pages 132-133.

bénéfice académique ne peut en recevoir régulièrement un second. Les élèves de nos facultés auxquels des secours sont accordés pour leurs études jouissent donc d'une situation meilleure.

Il y a aussi dans les universités allemandes des étudiants admis à suivre les cours sans payer d'autres frais que ceux d'amphithéâtre, dont on n'est jamais dispensé ; mais pour les uns la gratuité des cours est absolue, tandis que pour les autres le paiement des frais d'enseignement est seulement ajourné. La remise des honoraires du professeur a lieu de droit pour les fils ou frères de professeurs et pour les fils de certains fonctionnaires universitaires. Ceux qui bénéficient de cette remise, qu'on nomme *Erlass*, ne sont pas obligés de suivre assidûment les cours dont la gratuité leur est assurée. Quant à ceux qui obtiennent un ajournement pour le paiement des frais d'enseignement, ils contractent envers le professeur l'engagement d'acquitter leur dette dans le délai de six ans, à dater de leur sortie de l'université. Mais cette faveur, qu'on appelle *Stundung*, est peu recherchée des étudiants, qui craignent d'indisposer contre eux le professeur et voient dans cette concession un danger pour leurs examens (1).

On trouve encore dans les universités des auditeurs libres, qui n'ont point la qualité d'étudiants. Ce sont des personnes non immatriculées, que le recteur ou le professeur autorise à suivre certains cours. L'autorisation donnée par le recteur ne dispense pas les auditeurs libres de payer les honoraires du professeur. Il en est autrement de l'autorisation donnée par le professeur lui-même ; mais elle est plus rarement accordée (2).

---

(1) V. M. Blanchard, page 162-163.

(2) M. Blanchard, page 191.



La grande liberté laissée aux étudiants ne les affranchit pas de toute surveillance. Comme ils font partie de la corporation universitaire, ils sont soumis à son régime disciplinaire, qui est assez rigoureux. « Les règlements  
« ayant pour objet la répression des délits commis par  
« les étudiants, dit M. Hippeau (1), s'appliquent au  
« duel, aux voies de fait, à la perturbation du repos  
« public, aux offenses à l'autorité, aux attroupements,  
« aux sociétés secrètes, aux dettes, à l'excommunication  
« d'un camarade, brutal ostracisme plus cruel et plus  
« odieux que ces *brimades* usitées dans quelques-unes  
« de nos écoles spéciales, et même que ces traitements  
« ridicules infligés aux nouveaux venus par les *anciens*  
« des universités d'Oxford et de Cambridge. »

Les peines varient entre la réprimande, l'amende et la prison. Le système de l'emprisonnement paraît être appliqué sans ménagement. M. Blanchard, qui l'a étudié dans l'université de Bonn, en parle en ces termes (2) :  
« Ces cachots sont au nombre de 4 ou 5 ; ils sont rare-  
« ment vides, parfois même on est obligé de renfermer  
« plusieurs étudiants dans le même. Le plus grand de  
« ces cachots représente une chambre longue de 4 à  
« 5 mètres sur une largeur de 3 à 4 mètres. Une  
« fenêtre donne sur la Saale, mais elle est entourée d'une  
« cage en bois qu'on tient fermée à clef dans tous les  
« cas où le tribunal universitaire n'a point stipulé qu'elle  
« pourrait être ouverte : cette cage empêche le pri-  
« sonnier d'approcher de la fenêtre. Comme mobilier, un  
« lit et une simple paillasse, une table rustique et  
« quelques chaises en bois. Si l'étudiant doit passer la

---

(1) Page 282.

(2) Page 24.

« nuit dans le *Carcer*, il doit se faire apporter un lit du  
« dehors, à moins qu'il ne se contente de coucher tout  
« habillé sur la paille. Il doit aussi se faire apporter à  
« manger, l'Université ne lui donnant qu'une cruche  
« d'eau. »

Mais ces peines ne font point sortir l'étudiant de l'université, et il y a aussi le renvoi. « Les lois universitaires, dit M. Hippeau (1), distinguent, outre les réprimandes et les punitions du même genre, quatre sortes de renvoi : le renvoi pur et simple, *relegatio* ; le conseil de se retirer, *consilium abeundi* ; la retraite donnée ou ordonnée, *demissio* ; l'exclusion définitive, *exclusio*. » Le renvoi pur et simple, *relegatio*, est affiché publiquement sur un tableau dans le vestibule de l'université.

Quant aux étudiants qui s'abstiennent de suivre les cours, beaucoup d'entre eux se font aider par des *Privat-docenten* pour la préparation de leurs examens. Il leur est donc facile de sortir avec honneur de l'université.

## VIII.

### LE DOCTORAT

Le titre de docteur, qui était autrefois l'unique couronnement des études universitaires, est encore aujourd'hui décerné suivant les antiques usages. La soutenance de la thèse se fait d'une manière solennelle. M. Blanchard la retrace en ces termes (2). « La cérémonie, fixée pour  
« midi, commence à l'heure dite. Le doyen, revêtu de sa

---

(1) Page 282.

(2) Page 194.

« robe et coiffé de sa toque, fait son entrée, escorté de  
« deux *Pedellen* munis du sceptre académique. Le can-  
« didat, en habit noir, a déjà pris place à une tribune  
« située au-dessous de la chaire qui occupe le fond de  
« l'*Aula*. De chaque côté de la chaire, quelques bancs  
« recouverts d'étoffe; le doyen va s'asseoir sur l'un d'eux.  
« En face de la chaire, plusieurs rangées de chaises.  
« Celles du premier rang sont réservées; c'est là que  
« viennent s'asseoir les contradicteurs ou *Opponenten*,  
« au nombre de trois, qui ont été désignés pour argu-  
« menter le candidat; ces adversaires sont des étudiants  
« ou de jeunes docteurs.

« Le *Doctorand* distribue au doyen et aux *Opponenten*  
« un exemplaire de sa thèse, recouvert d'un cartonnage  
« anglais à la couleur de la Faculté; puis il expose  
« brièvement le sujet de la dissertation; ce compte-rendu  
« achevé, il pose à l'un des *Opponenten*, en le tutoyant,  
« la question suivante : « As-tu quelque objection à me  
« faire ? » Une courte discussion s'engage alors, discus-  
« sion de pure forme.

« Quand les *Opponenten* ont cessé leur argumentation,  
« le candidat demande encore à la *corona*, c'est-à-dire  
« aux assistants, s'ils n'ont rien à lui objecter. C'est là  
« une véritable curiosité académique, vestige d'un autre  
« âge : toute personne présente, quelle que soit sa  
« qualité, docteur, étudiant ou *Philister*, a le droit  
« d'engager une discussion avec le candidat; mais il est  
« rare qu'on use de ce droit. »

L'épreuve terminée, le doyen quitte sa place, monte  
dans sa chaire et, suivant des formes antiques et solen-  
nelles, proclame l'admission. En même temps, il remplit  
certaines formalités d'usage. Il invite le nouveau docteur  
à venir prendre place à côté de lui dans sa chaire ;

« ensuite, dit M. Blanchard (1), il fait mine de le revêtir  
« de la robe (*pallium*) et du bonnet (*pileum*), lui présente  
« un livre ouvert qu'il referme aussitôt et finalement,  
« après lui avoir serré la main, descend de la chaire et  
« va reprendre sur un banc sa place primitive.... »

Mais le doctorat, malgré son formalisme rigoureux, n'a point paru offrir une garantie suffisante de capacité pour diverses carrières administratives, et l'on a institué un examen d'État (*Staats-examen*). Depuis 1867 nul n'est admis à occuper une place dans l'administration sans avoir subi cette épreuve spéciale. Cette mesure a même été généralisée, et elle s'applique à quiconque veut exercer la médecine ou la profession d'avocat. Le diplôme de docteur n'est pas nécessaire pour passer l'examen d'État; mais il faut présenter un certificat de maturité (*Maturitäts-Zeugniss*), et par là même sont généralement écartés les candidats qui n'ont pas été élèves d'un gymnase ou d'une *Realschule*. On exige en outre un certificat de sortie de l'université, certificat constatant que le candidat a poursuivi le cours complet des études universitaires, le *triennium* ou le *quadriennium academicum*, c'est-à-dire qu'il a été inscrit pendant trois ans aux facultés de théologie, de droit ou de philosophie, ou pendant quatre ans à la faculté de médecine.

Il y a pour cet examen un jury spécial. « Celui-ci,  
« nommé par le gouvernement, dit M. Blanchard (2),  
« se compose ordinairement de professeurs et de *Privat-*  
« *docenten*, sous la présidence d'un professeur ordinaire;  
« mais on leur adjoint toujours une ou plusieurs per-  
« sonnes prises en dehors de l'Université. »

---

(1) Page 196.

(2) Page 204.

L'examen d'État étant exigé pour entrer dans l'enseignement secondaire, M. Bréal n'a pas négligé de l'étudier sous ce point de vue. Voici les renseignements qu'il donne à ce sujet. « Aucune préoccupation d'examen, dit-il (1), « ne vient troubler le *triennium*, devenu aujourd'hui « le *quadriennium academicum*, c'est-à-dire le temps « passé à l'université. C'est seulement au bout de ces « quatre ans que l'examen d'État, dont le programme « est fait en quelque sorte par les candidats, puisqu'ils « indiquent les matières sur lesquelles ils demandent à « être interrogés, vient constater si le temps de l'université a été fructueusement employé. A la suite de « cet examen, les candidats admis ont la permission de « donner l'enseignement dans les différentes branches « consignées sur leur diplôme. La seule distinction qu'on « admette, est celle de professeur pour les classes « inférieures ou pour les classes supérieures, suivant « que, dans les diverses parties, l'examen a été passé « d'une manière plus ou moins satisfaisante. Si une « branche d'étude a été faible, le candidat peut être « ajourné pour cette partie, sans qu'il soit obligé pour « cela de recommencer toutes les épreuves. Les concours « sont inconnus. Le candidat passe, à l'époque qui lui « convient, devant une commission permanente. Un « candidat deux fois refusé doit renoncer à la carrière. »

Mais ce dernier renseignement ne s'accorde pas exactement avec celui que donne sur ce point M. Blanchard. Suivant cet auteur, le candidat a trois épreuves à subir avant d'être éliminé. « S'il échoue trois fois de suite, « dit-il (2), l'ajournement devient définitif et la carrière

---

(1) Page 77.

(2) Page 205.

« qu'il comptait embrasser lui reste à jamais fermée. »

L'examen d'État a enlevé une grande partie de son importance au grade de docteur. « Le doctorat, dit « M. Blanchard (1), ne mène donc plus à rien et n'est « plus actuellement qu'un titre honorifique. Il en est « résulté ce fait, que dans les Facultés de théologie, de « droit et de philosophie (sections de philosophie, « philologie et histoire), le nombre des étudiants qui « prennent le titre de docteur a diminué dans une « considérable proportion. Dans les Facultés de médecine et de philosophie (section des sciences naturelles), « le nombre des docteurs est au contraire demeuré à « peu près le même qu'avant l'institution de l'examen « d'État : cela tient à une question toute mondaine, le « client aimant mieux, ainsi que l'expérience l'a montré, « être soigné par le *Herr Doctor* que par un simple « médecin praticien » (*Practischer Arzt*). »

## IX.

### LES ASSOCIATIONS D'ÉTUDIANTS

Les étudiants sont animés d'un esprit d'association qui se montre dans leur vie de travail de même que dans leur vie de plaisirs. De là des associations scientifiques et des associations sociables.

Les premières, connues sous le nom de *Verbindungen*, ont pour but l'étude des différentes sciences enseignées dans l'université, et il y en a pour chacune de celles-ci. Les professeurs ne dédaignent pas d'en faire partie, et ils peuvent les présider ou du moins les diriger. La

---

(1) Page 205.

théologie, catholique ou protestante, le droit, la philosophie et la médecine avec leurs diverses sections, forment ainsi des groupes d'étudiants pour un travail commun ; il y a même des associations pour la sténographie et le chant religieux. D'autres fois, sous la direction d'un élève avancé, elles se réunissent dans une salle de brasserie louée à cet effet, et elles se composent alors des étudiants d'une même science ou d'étudiants appartenant à toutes les facultés. « Les séances, dit « M. Blanchard (1), se passent *inter pocula*. Un des « membres de la *Verbindung* fait une conférence, ou « plutôt une lecture sur un sujet connu d'avance ; « quelques uns prennent des notes pour l'argumenter ; « d'autres, plus zélés, ont déjà préparé de longue main « leurs critiques et ont compulsé force bouquins à la « bibliothèque, comme s'ils devaient eux-mêmes traiter « la question. La discussion s'engage, animée, ardente, « et d'autant plus passionnée que la fumée des pipes et « les flots de cervoise ont échauffé les cervelles. Si tous « les membres de la réunion cultivent la même science, « la discussion ne laisse pas que d'être sérieuse et profitable ; mais, quand des éléments disparates se trouvent « réunis, elle peut dégénérer en une sarabande infernale, « au grand mécontentement des *Philister* paisibles qui « fument leur pipe et jouent aux cartes dans la salle à « côté. »

Du reste, rien n'a été négligé pour faciliter l'instruction des étudiants. Dans les universités, outre les bibliothèques, sont institués des cabinets de lecture (*Lesevereine*), auxquels sont admis, moyennant une faible cotisation, les étudiants, les professeurs et certains

---

(1) Pages 269.

fonctionnaires. Ces établissements sont pourvus d'un nombre considérable de publications scientifiques. Dans l'université de Bonn, en 1880, le cabinet de lecture, qui n'est pas l'un des plus riches, possédait, suivant M. Blanchard (1), 383 journaux et recueils périodiques. Dans ce nombre il n'y avait que 37 journaux politiques. On y comptait 59 publications françaises.

Les associations sociables ne comprennent pas tous les étudiants. Il y en a qui vivent isolés, et ce sont le plus souvent ceux qui ont un budget trop restreint pour en supporter les dépenses. Ces associations peuvent être divisées en trois catégories : les *Corps*, les *Landsmannschaften* et les *Burschenschaften*.

Les *Corps* forment l'élément aristocratique des universités. Ils se composent de jeunes gens riches et prétendent occuper partout le premier rang. « Leurs membres, dit M. Blanchard (2), se font remarquer par la recherche de leur mise et leur élégance relative. Pour eux, l'Université n'est autre chose que le théâtre où ils doivent lâcher la bride à leurs fantaisies juvéniles ; ils considèrent leur association comme une société de frères fidèles. »

Les *Landsmannschaften* ne sont que des copies des *Corps* ; mais elles en exagèrent surtout les défauts. « Ce sont, dit M. Blanchard (3), les plus paresseux et les plus grossiers des étudiants qui briguent le triste privilège de s'y faire affilier. » Ces associations ont voulu rivaliser avec les *Corps* et elles ont été vaincues. Elles ont même entièrement disparu dans plusieurs universités.

---

(1) Page 110.

(2) Page 213.

(3) Page 219.



La *Burschenschaft* était autrefois une association politique qui avait des ramifications dans toutes les universités. Elle a été plusieurs fois dissoute. Depuis 1848, époque à laquelle la liberté de réunion fut proclamée, les divers groupes qui lui avaient survécu secrètement et isolément se sont montrés au grand jour ; mais ils n'ont plus l'esprit de solidarité qui les rendait redoutables aux gouvernements.

Ces associations suivent quatre directions qui correspondent aux quatre courants politiques. Ce sont : les *Germaines*, les *Arminiens*, les *Teutons* et les *Christo-Germaines*. Elles ont partout une tendance libérale.

Les *Germaines* s'occupent avant tout de politique. Leur but, c'est l'unité de l'Allemagne sous un seul régime. Ils sont libéraux et Allemands ; mais ils admettent volontiers dans leurs rangs les juifs hongrois et polonais, pourvu qu'ils soient d'accord avec eux sur le terrain politique.

Les *Arminiens* représentent l'opinion libérale allemande et n'acceptent dans leur société que des Allemands ; mais ils n'ont pas le même esprit de secte que les *Germaines* et respectent davantage la liberté d'opinion. Leurs réunions ont un caractère plus sérieux. En outre des questions de pure politique, ils ont souvent des discussions sur l'économie politique.

Les *Teutons* ne paraissent pas avoir un caractère aussi tranché. Ils forment comme un passage entre diverses associations ; mais ils ne sont représentés que dans trois universités. Ils sont donc peu nombreux.

Les *Christo-Germaines*, tout en ayant les mêmes tendances libérales, veulent que l'idée religieuse soit le

---

(1) M. Blanchard, pages 213-227.

principe fondamental de leur association. « Ils oscillent « aujourd'hui, dit M. Blanchard, entre l'orthodoxie et « le libéralisme, sans jamais trouver le juste milieu. » Mais ils ne s'abandonnent point à la licence, et la taverne n'est pour eux qu'un simple lieu de réunion. Ils se distinguent par leur esprit laborieux et leur bonne conduite. Ils n'admettent le duel dans aucune circonstance ni sous aucun prétexte.

Quant aux autres associations sociables, loin d'éviter le duel, elles le recherchent. Les membres des corporations rivales se provoquent entre eux sans motif, en passant sur le trottoir, et une provocation, d'où qu'elle vienne, ne peut être refusée sans forfaiture. Le duel entre en quelque sorte dans le but de certaines associations, et, quand il ne naît pas spontanément entre leurs membres, elles le décident entre elles. Elles ne veulent pas laisser compromettre leur antique réputation de vaillance. Huit jours se sont passés sans duel. On estime que cela ne peut durer plus longtemps. On s'assemble en conseil et l'on tire au sort les noms des deux ou trois membres qui doivent se battre le lendemain. La détermination est transmise à la corporation rivale, qui désigne de la même manière deux ou trois combattants. Ce sont les *Corps* et les *Burschenschaften* qui engagent le duel de la sorte.

Le combat a lieu devant des groupes représentant les deux corporations rivales, et il ne commence qu'après qu'un photographe a reproduit exactement la situation. Mais il n'a ordinairement rien de terrible, grâce aux précautions qui ont été prises. « Les lutteurs, dit « M. Blanchard (1), sont bardés d'étaupe : un épais

---

(1) Page 237.

« plastron, tout à fait impénétrable, recouvre leur  
« poitrine ; un autre non moins résistant leur entoure  
« complètement le bras droit, tandis que le poignet et la  
« main sont protégés par un gant de combat ; un troi-  
« sième plastron leur enserre enfin le cou comme dans  
« un carcan. Sanglés de la sorte, ils ne peuvent accom-  
« plir à peu près aucun mouvement ; ils ne peuvent que  
« difficilement tourner la tête, et plier l'avant-bras sur  
« le bras leur est presque impossible ; les seuls mouve-  
« ments qui leur soient permis sont, comme nous le  
« disions, des mouvements de rotation du radius autour  
« de son axe, la pronation et la supination.

« Les duellistes devront donc, tant que durera la  
« lutte, garder le bras tendu ; d'autre part, la seule partie  
« découverte qui demeure accessible étant le visage, c'est  
« presque exclusivement sur lui que porteront les coups.  
« Les yeux ne sauraient être atteints, protégés qu'ils sont  
« par de fortes lunettes en fer treillissé. Les lutteurs,  
« armés de rapières identiques, sont du reste écartés l'un  
« de l'autre de telle sorte que, le bras tendu et la rapière  
« tenue droite, ils puissent s'effleurer réciproquement la  
« joue... »

Le duel se termine donc le plus souvent par de simples éraflures. Les blessés, loin d'être humiliés, se font gloire de leurs balafres.

Ces associations ont des réunions joyeuses et bruyantes dans les tavernes. M. Blanchard raconte tous les détails d'une séance à laquelle il a assisté. Il est introduit par un *Fuchs* ou apprenti dans une salle longue et étroite, et, à travers une épaisse fumée, il distingue une longue table qui remplit toute la pièce et autour de laquelle ont pris place une vingtaine d'étudiants. « Le haut bout, dit-il (1),

---

(1) Pages 242-243.

« est occupé par un personnage que, à la sonnette  
« placée devant lui, nous reconnaissons pour le *Senior*.  
« Dans un coin, le piano dont les sons nous agaçaient  
« tout à l'heure ; ailleurs, un tonneau de bière aux  
« dimensions respectables ; ailleurs encore, une table  
« chargée de verres et de coupes de formes variées.  
« Les murs sont ornés d'écussons aux couleurs de la  
« *Burschenschaft*, de photographies représentant des  
« duels, de faisceaux de rapières, de cravaches et de  
« gants de combat. D'autres écussons sont encore  
« appendus çà et là, sur lesquels sont tracés d'élégants  
« monogrammes, formés par l'entrelacement des lettres  
« V. F. C., abréviation de la phrase : *vivat, floreat,*  
« *crescat* ! Enfin, des cornes de bœuf façonnées en  
« hanap et enrichies d'argent ciselé, sont accrochées en  
« divers endroits. »

Le *Senior* agite sa sonnette, et, d'une voix formidable, s'écrie : *Silentium*. Il souhaite la bienvenue à l'étranger accueilli dans la réunion et invite les assistants à « frotter une salamandre » en son honneur. « On apporte de la  
« bière, dit M. Blanchard (1), et quand chacun a devant  
« lui son verre plein, il commande : *Exercitium*  
« *salamandris* ! C'est alors à qui videra son verre le  
« plus précipitamment ; au fur et à mesure que les verres  
« sont vidés, on les frotte violemment sur la table, de  
« façon à faire le plus de bruit possible ; quand les *Füschse*  
« au gosier étroit ont enfin avalé leurs trois quarts  
« de litre et que le roulement est devenu général, le  
« *Senior* s'écrie : un, deux, trois ! A chaque commande-  
« ment, tous frappent en cadence la table de leur verre :  
« l'*Exercitium salamandris* est achevé. »

---

(1) Page 243.

C'est ainsi que l'on fait connaissance avec un invité étranger. On pose ensuite devant celui-ci un grand vidrecome rempli de bière jusqu'au bord pour qu'il y goûte le premier, et ce vidrecome fait le tour de la table, chacun y trempant ses lèvres.

Des chants de tous genres se font entendre, et, après chaque chanson, il est obligatoire de vider son verre. Quand un tonneau est épuisé, l'arrivée d'un nouveau est saluée par la *valse de la bière*, « qu'un *Bursche* « (ancien et initié) exécute au piano, en frappant les « touches de toutes ses forces, tandis que les autres « l'accompagnent en sifflant. en tapant du pied, en « poussant des cris et en frappant les verres avec des « clefs (1).

Plusieurs tonneaux disparaissent ainsi dans une séance de quelques heures. Vers minuit se passe une scène qui mérite d'être racontée. M. Blanchard (2), la retrace en ces termes : « La soirée s'avance ; on apporte devant le « *Senior* douze verres qu'il se propose de vider pendant « que sonnera minuit. L'expérience ne laisse pas que « d'être fort curieuse : tous se taisent et contemplent avec « anxiété le *Senior* qui, au premier chant du coucou, « saisit précipitamment un verre et le vide, puis en ingur- « gite un second, un troisième et ainsi de suite. Hélas ! « vains efforts ! quand le coucou finit de chanter, le « *Senior* n'en est encore qu'au dixième verre. On applau- « dit néanmoins à sa prouesse, car il y a progrès, « paraît-il ; voilà quelque temps déjà qu'il se soumet à « cet entraînement ; au début, il ne pouvait avaler que « cinq ou six verres ; le voilà maintenant à dix ; on ne

---

(1) V. M. Blanchard, page 248.

(1) Page 249.

« désespère pas de le voir arriver bientôt à douze,  
« Quelle gloire pour la *Burschenschaft*, quand ce beau  
« résultat aura été atteint ! Ce haut fait n'est du reste pas  
« sans précédents, mais le nombre est restreint de ceux  
« qui l'ont accompli et leur souvenir demeure impérissable. »

Parmi les diverses chansons admises dans ces soirées bruyantes on retrouve toujours le classique *Gaudeamus* ; mais il y en a une qui mérite surtout d'attirer l'attention des Français : c'est la chanson sur le vin de Champagne, que tous chantent en chœur. La voici (1) :

« Si l'Océan Atlantique était du champagne, je voudrais être requin : je m'ingurgiterais que des vagues.

« Si l'Océan Atlantique était du champagne, j'aimerais encore mieux être un navire avec un grand trou.

« Car, si je sombrais, à la dernière heure j'avalerais encore ton écume, ardent vin de champagne. »

A la fin de la séance, qui se termine à une heure avancée de la nuit, le *Senior* décroche une corne, puis « d'une voix humide et chevrotante » il chante cette chanson (2), qui montre l'esprit allemand :

« Remplissez ma corne, faites-la circuler ! Boire rend sage, jeûner rend fou.

« Qu'est-ce que respirer ? C'est boire l'air. Qu'est-ce que sentir ? C'est boire un arôme.

« Qu'est-ce que se baiser ? C'est se boire l'un l'autre. Boire rend heureux, jeûner rend malade.

« Qu'est-ce que voir ? C'est boire une clarté. Quelque nom qu'on lui donne, tout cela c'est boire !

---

(1) M. Blanchard, page 244.

(2) M. Blanchard, page 250.

« Remplissez ma corne, faites-la circuler ! Boire rend sage, jeûner rend fou. »

Tandis qu'il chante, la coupe passe de bouche en bouche, et c'est après ces témoignages d'amitié que l'assemblée se sépare.

Si l'on ne considère que le côté frivole de ces réunions, on n'y verra que le déplorable abus du duel et des excès qui ne peuvent faire l'honneur d'une nation. Mais il y a dans tout cela quelque chose qu'il importe de ne pas méconnaître : c'est une force, c'est l'esprit d'association, qui peut s'égarer dans les plaisirs, mais qui maintient le patriotisme. Dans ces diverses sociétés se retrouve l'idée du compagnonnage allemand. Le P. Didon décrit une scène d'incorporation dans une ancienne association (l'*Allgemeine deutsche Burschenschaft*), et parmi les paroles adressées au récipiendaire on lit celles-ci (1) :

« ... Appartenez-vous au peuple allemand et reconnaissez-vous que, sans une vie patriotique, sans une participation personnelle au bien et au mal de la patrie, notre association ne saurait atteindre son but ? Vous déclarez-vous prêt à défendre corps et âme, au dedans et au dehors, le principe et la vie du compagnonnage, de telle sorte que vous n'hésitez pas à vous dresser ou à tomber avec le compagnonnage comme avec le peuple allemand ?... Alors donnez votre parole d'honneur dans la main du *Sprecher*. »

C'était après avoir ainsi engagé sa parole d'honneur que le récipiendaire était admis.

Cette association, qui avait pour but de rallier tous les étudiants, s'était répandue dans toutes les universités. Quoiqu'elle ait été plusieurs fois dissoute, elle s'est

---

(1) V. P. Didon, page 141.

reconstituée dans les divers groupes qui lui ont survécu, et son esprit s'est perpétué dans les autres corporations où il avait pénétré.

L'idée nationale est dans le fond de ces diverses associations. Elles conservent, il est vrai, leurs divergences particulières. « Le *particularisme* qui règne encore dans « ce pays, dit M. Hippeau (1), se reflète dans les associations scolaires d'étudiants appartenant aux différentes contrées germaniques. Les membres de ces « associations se distinguent par des toques, des casquettes, des rubans de diverses couleurs. Ils prennent « les noms des provinces qui en ont fourni le contingent : « *Franconia, Rhenania, Westphalia, Thuringia, etc.* »

Cependant l'esprit patriotique est dans ces corporations et les anime d'une même idée. C'est que l'université en est elle-même l'inspiratrice. Le P. Didon l'a fort bien bien remarqué. « Plus j'ai étudié l'*Alma Mater*, « dit-il (2), plus j'ai acquis la conviction qu'elle était, « entre toutes les institutions de l'empire, celle qui « contribuait avec une efficacité sans rivale à faire la « patrie allemande. Si l'école fait le soldat, l'université « façonne les chefs. Là, on exerce le bras ; ici, la tête. « Le jeune homme, à l'université, prend conscience « du génie de sa race, entre en communion avec les « poètes, les savants, les penseurs et toutes les individualités puissantes qui sont la personnification la plus « haute de la patrie. Il se nourrit de l'histoire de ses « aïeux, et recueille avec enthousiasme des lèvres de ses « maîtres la prophétie des destinées glorieuses de sa race « et de son peuple : c'est là que vit, palpète, grandit, se « relève l'âme de l'Allemagne. »

---

(1) Page 281.

(2) Pages 297.



Mais cet esprit national, qui fait le Germain, exclut tout ce qui lui est étranger. Il pénètre toutes les sciences et les marque de l'estampille allemande. Il ne se modifie pas au contact des autres peuples. « Les auteurs, les « maîtres, les génies étrangers, dit le P. Didon (1), « n'interviennent qu'en forme d'appendice et dans leur « relation avec les génies, les auteurs et les maîtres de « l'Allemagne : ils ne servent que d'aliment à ce goût « d'érudition si vif au delà du Rhin. Ils ne font aucune « empreinte sur les intelligences. Les Allemands « apprennent les choses de l'étranger ; il les imitent « même : ils ne se les assimilent point. »

Ce côté exclusif du patriotisme allemand lui enlève de sa grandeur ; mais il contribue peut-être à le préserver de l'affaiblissement et à le maintenir intact au milieu de la divergence des associations.

On s'étonnera sans doute de rencontrer dans les universités allemandes ce mélange de vie intellectuelle et de vie grossière ; mais cette opposition n'a rien d'extraordinaire en Allemagne. Il y a dans le livre du P. Didon un curieux chapitre sur l'Allemand *bicéphale*, à la fois rêveur et théoricien, positif et homme d'action, et un écrivain qui a étudié l'Allemagne trouve là une vue juste « que l'auteur, dit-il, aurait pu pousser beaucoup plus loin. » Cette opposition, en effet, se remarque dans la vie domestique et dans la vie sociale, et les habitudes allemandes forment souvent un contraste. C'est ce qu'a fort bien signalé M. Heinrich. « Or cette race, qui semble « animée par le plus pur spiritualisme, dit-il (2), est une « race gloutonne, préoccupée encore plus de l'abondance

---

( ) Page 299.

(2) Correspondant du 25 mars 1884. Le P. Didon et l'Allemagne, page 998.

« de la nourriture que de sa qualité. Elle aime la  
« musique, mais elle ne sait pas l'entendre sans donner  
« à son estomac au moins autant de satisfaction qu'à ses  
« oreilles. Tous les lieux où l'on entend de la musique  
« en Allemagne sont en même temps des cafés et des  
« restaurants ; dans les théâtres, l'entr'acte est marqué  
« par une absorption colossale de comestibles ; et ceux  
« qui, pendant la guerre, ont eu des troupes allemandes  
« à loger savent ce qu'il en coûte pour les satisfaire. »

Quand on a arrêté son attention sur les universités allemandes et considéré la vie universitaire des étudiants, il est facile de savoir où est l'ennemi de la France. Ce n'est pas, comme on l'a dit, le maître d'école allemand qui nous a battus, et ce n'est pas lui qui doit être pour nous un sujet d'inquiétude. Notre ennemi vraiment redoutable, c'est cet étudiant à la fois batailleur, consommateur et travailleur, qui a trouvé dans les universités, non-seulement la science qui prépare aux combinaisons de la politique et de l'art militaire, mais aussi l'ardeur du patriotisme excitée par l'enseignement des maîtres et soutenue par la puissance de l'association.



# NOTICE

SUR

## M. GAULTHIER DE RUMILLY

Par M. René GOBLET, député de la Somme.

---

*(Séance solennelle du 28 Décembre 1884.)*

---

MESSIEURS,

En m'acquittant aujourd'hui envers l'Académie d'Amiens d'un devoir que j'ai trop tardé à remplir, je viens aussi payer une dette de reconnaissance à la mémoire d'un de nos concitoyens de qui j'ai reçu la plus haute marque d'estime qui pût honorer ma vie ; je veux parler de M. Gauthier de Rumilly mort cette année à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Choisi par lui pour être son exécuteur testamentaire, vous comprendrez que je m'attache à conserver son souvenir parmi nous et, qu'en interprétant ainsi le mandat

que je tiens de sa confiance, je croie accomplir encore un de ses derniers vœux.

M. Gauthier de Rumilly en effet n'a pas voulu être oublié de ce département de la Somme qu'il a si longtemps et si dignement représenté dans nos Assemblées politiques.

Par une clause de son testament daté du mois de septembre de l'année dernière, il rappelle que depuis quarante-cinq ans il a fait partie de la Société des *Antiquaires de Picardie* et charge cette Société de remettre de concert avec son exécuteur testamentaire, au Musée de Picardie, divers objets, notamment son portrait peint par Pérignon en 1849, ainsi que ses médailles de député, de conseiller d'Etat, de membre des Assemblées constituante et nationale de 1848 et 1871, et de sénateur en 1875.

Il fait ces legs dit-il, « en souvenir de la sympathie qui lui a toujours été témoignée depuis plus de cinquante années dans les élections politiques, par les habitants d'Amiens et du département de la Somme. »

Le beau portrait de Pérignon, peint en 1849, nous le représente à l'époque où il approchait déjà de la soixantième année. Personne cependant, ne songerait à lui donner cet âge. On dirait le portrait d'un homme à peine sorti de la jeunesse. C'est l'image de la maturité vigoureuse et vaillante avec ce charme de bienveillance et de bonne humeur que sa physionomie a gardé jusqu'à la fin.

Un buste que j'ai pu faire exécuter d'après le masque moulé après sa mort, et dont le Musée de Picardie a bien voulu accepter le don, nous le rappellera tel que nous l'avons connu dans les dernières années de sa vie, toujours droit, toujours ferme, en pleine possession de

ses facultés. On y retrouve avec les mêmes traits, l'empreinte des mêmes qualités et comme le témoignage de l'unité de ses sentiments et de son existence. Le temps qui a marqué sa trace sur le visage n'en a pas altéré la noblesse et la fierté originelles et l'on voit bien que si les épreuves de la vie ont pu l'attendre, elles ne l'ont pas accablé parce qu'il a su rester toujours supérieur aux circonstances et maître de son sort.

Tel a été, en effet, Messieurs, l'homme dont je me propose de retracer la carrière. J'ai cru ne pouvoir mieux placer cette étude que sous votre patronage. Il m'a paru qu'il ne serait pas sans intérêt pour l'Académie de parcourir les diverses phases de cette existence qui a traversé la plus grande partie de notre siècle et se confond pour ainsi dire avec l'histoire de notre pays pendant ce long espace de temps. Vous ne pouviez surtout être insensible à l'exemple de fidélité et de probité politiques qui en ressort avec tant d'éclat, et vous penserez avec moi, j'en suis sûr, qu'il y a toujours quelque utilité à méditer de semblables leçons

M. Gauthier de Rumilly (Louis-Madeleine-Claire-Hippolyte), était né à Paris le 8 décembre 1792, ainsi qu'il résulte de l'acte de baptême reçu le 9 de ce mois à la paroisse de Saint-François-d'Assise, aujourd'hui l'église de Saint-Louis. Les papiers qu'il a laissés et dont j'ai eu à prendre connaissance, m'ont fourni sur sa famille quelques renseignements que je crois devoir consigner ici. Quand il s'agit d'un personnage arrivé à la célébrité, ce n'est pas une vaine curiosité qui nous pousse à de semblables recherches. Tout est digne d'intérêt dans la vie de ceux qui ont su s'imposer à l'attention publique ; on aime à comparer leurs origines et leurs commencements avec ce qu'ils sont devenus, parfois

pour en faire sortir de piquants contrastes, le plus souvent pour y retrouver les indices précurseurs du caractère de l'homme et de sa destinée.

La famille de M. Gauthier de Rumilly appartenait à l'ancienne noblesse. Son père, Charles-Etienne-Julien Gauthier de Rumilly, né à Sens, avait occupé, sous l'ancien régime, divers emplois réservés aux familles nobles. Nommé lieutenant des gardes de la porte du Roi, en 1774, il figure dans l'almanach royal comme secrétaire du Roi à Sens en 1778, à Abbeville en 1779.

En 1791, veuf de sa première femme, Françoise-Louise-Claude d'Auvillié, il avait épousé, à plus de soixante ans, une jeune fille à peine âgée de vingt et un ans, Victoire-Josèphe Auriol, fille de M. Antoine-Louis-David Auriol, originaire de Lyon, introducteur des ambassadeurs près M. d'Artois, porte l'acte de mariage dressé à la paroisse de Sainte-Croix à Saint-Denis.

C'est de cette union que naquit M. Gauthier de Rumilly, peu de jours après la proclamation de la première République.

L'année suivante, le 2 fructidor an II, un acte enregistré à la section de l'*Homme armé*, constate la naissance de sa sœur, Amélie, fille d'Etienne-Charles-Julien Gauthier (le nom de noblesse a disparu), vivant de son bien, et de Victoire-Joséphine Auriol, son épouse, domiciliés à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 7.

M. Gauthier de Rumilly père mourait quelques années après dans la commune de Saint-Brice, département de Seine-et-Oise, le 14 germinal an VII, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Sa veuve, qui paraît avoir été une femme d'une intelligence supérieure, habita d'abord l'Italie. Elle fut ensuite choisie par le roi Ferdinand VII pour être gouvernante

des infants d'Espagne et reçut de lui le cordon de Marie-Louise. Plus tard, en 1827, rentrée en France, elle était créée baronne par le roi Charles X. Le brevet, en date du 29 mai de cette année, porte que ce titre est concédé à « Victoire-Josèphe d'Auriol, veuve du sieur Charles-Julien de Rumilly, en son vivant lieutenant des gardes de la porte. »

En 1814, sa fille Amélie avait épousé à Naples Thomas Montaruli, sous-intendant de Gaëte, chevalier de l'ordre royal des Deux-Siciles. Madame Montaruli, dans les derniers temps de sa vie, vint se retirer à Paris, où elle est morte en 1872, laissant un fils. M. César Montaruli, définitivement fixé en Italie, et qui est aujourd'hui le seul représentant de cette famille.

M. Gauthier de Rumilly, à qui je reviens maintenant pour ne plus m'occuper que de lui, ne parlait jamais, du moins à ma connaissance, de ce passé lointain. Il n'était pas homme à en tirer vanité et se vantait volontiers, au contraire, de s'être fait lui-même.

De ses premières années, je ne sais qu'une chose, c'est que, élevé d'abord en pension, il entra en 1806, à l'âge de quatorze ans, au Lycée Napoléon. Il y fit de brillantes études. Un certificat délivré au mois de février 1811, par le proviseur M. de Wailly, atteste : « qu'il a suivi avec succès les classes d'humanités et de rhétorique, qu'il a obtenu plusieurs nominations au Concours général et s'est toujours distingué par l'honnêteté de ses manières et son excellente tenue. » Voilà sans doute ce qu'il tenait de ses origines ; le reste fut son œuvre.

A la sortie du Lycée, M. Gauthier de Rumilly, sous le patronage de M. le comte de Pastoret, sénateur, a songé, semble-t-il un instant, à aborder la carrière diplomatique. C'est, du moins, ce qu'indiquerait une

lettre datée du 13 décembre 1810, par laquelle le Ministre des Affaires extérieures, M. de Champigny duc de Cadore, accueillait avec bienveillance la recommandation en sa faveur de M. le duc de Pastoret.

Mais déjà, sans doute, l'indépendance de son esprit et de son caractère l'éloignait des fonctions publiques, et dès la fin de l'année 1813, ayant obtenu le diplôme de licencié en droit, il se faisait inscrire au barreau de Paris.

M. Gaultier de Rumilly a toujours été très patriote, très ardent pour la gloire de la France. Nul doute qu'avec la jeunesse de son époque, il n'ait d'abord admiré l'étonnante épopée du premier Empire. Mais une inclination naturelle, et non moins vive, vers la liberté devait lui faire trouver pesant le joug du despotisme. Et puis, il arrivait à l'âge d'homme au moment des désastres. Il allait voir toute cette gloire si chèrement conquise, effacée par les malheurs de la patrie, et débutait dans la vie par le spectacle des plus tragiques événements de ce siècle, la chute de l'Empire et les deux invasions amenant les deux Restaurations.

Je n'ai pas à vous rappeler ce que furent les débuts de la monarchie restaurée avant et surtout après les Cent-Jours. La lumière a été faite sur cette histoire et nous savons aujourd'hui ce qu'il faut penser de la réaction impitoyable par laquelle le nouveau gouvernement s'efforça d'abord de détruire toute trace du régime antérieur. La Restauration a pu devenir plus tard un gouvernement libéral. Il faut lui rendre cette justice qu'elle a, durant quelques années, glorieusement mis en pratique les institutions parlementaires. Mais au lendemain de la revanche si longtemps attendue, la passion ne laissait place ni à la liberté ni à la justice ; c'est à peine si la



liberté et la justice trouvaient un refuge assuré au barreau, tant était grande la terreur qui opprimait toutes les âmes. Vous connaissez cet épisode de 1815 si affligeant pour l'honneur de notre ordre et si contraire à ses traditions, je veux parler du procès des frères Faucher de la Réole, qui devait, comme tous les procès politiques de ce temps, se terminer par l'échafaud, et où des malheureux accusés de crimes imaginaires, ne purent trouver dans le barreau de Bordeaux un avocat pour les défendre (1).

M. Gauthier de Rumilly était trop jeune alors pour mettre sa parole et son courage au service de tant de généreuses victimes sacrifiées à l'esprit de vengeance et à la peur. Mais on peut présumer que dès ce moment son choix fut fait. Il ne devait pas tarder à entrer à son tour dans la lice et à prendre rang parmi les adversaires de la Restauration.

C'est dans les procès de presse qu'il se fit d'abord connaître. Un Gouvernement aussi implacable pour les conspirations même les plus chimériques, ne pouvait tolérer les attaques de la presse. Après avoir mis la main sur les journaux par la censure préalable, il poursuivait tout écrit non périodique suspect d'être conçu dans un mauvais esprit. Ce fut une véritable persécution judiciaire succédant aux exécutions des Cours prévôtales. M. Gauthier de Rumilly a figuré dans plusieurs de ces procès, avec d'autres avocats qui avaient acquis, ou qui devaient, comme lui, se faire un nom plus tard au barreau ou dans la politique : MM. Dupin aîné, Mérilhou, Hennequin, Odilon-Barrot, Delangle, Chaix-d'Estange, et parmi eux, un de nos concitoyens, qui a été aussi un

---

(1) *Vaulabelle*, t. IV., p. 39 et 40.

des membres les plus éminents de cette Académie, M. Berville.

En 1818, M. Gauthier de Rumilly plaidait successivement pour le libraire Lhuillier, éditeur du journal satirique l'*Homme gris*, que défendait M. Mérilhou, puis pour le journal le *Censeur*, fondé en 1814 quelques jours après la promulgation de la Charte, par messieurs Comte et Dunoyer, suspendu après le second retour des Bourbons, et qui ne reparaisait après la dissolution de la Chambre introuvable que pour succomber bientôt sous les poursuites.

En 1820, il plaidait pour M. *Cauchois Lemaire*, le fameux libraire éditeur dont le cabinet de lecture était le rendez-vous des jeunes gens et des étudiants libéraux. Poursuivi devant le jury pour une brochure intitulée : *du Gouvernement occulte*, M. Cauchois-Lemaire fut acquitté.

L'année suivante, c'était devant la Cour des Pairs que M. de Rumilly plaidait pour M. le colonel Sauset, dans l'affaire de la conspiration du 19 août. Enfin en 1822, il défendait devant la Cour d'assises de la Seine, Raoulx, un des quatre sergents de La Rochelle, ces jeunes gens héroïques qui avaient si follement exposé leur vie pour la liberté, et dont la mort touchante a laissé dans l'histoire un long souvenir de pitié.

La même année, M. Gauthier de Rumilly, bien que n'ayant pas encore atteint la trentième année, était présenté avec Messieurs Parquin, Tripier, Dupin aîné, Berville, Mérilhou, Berryer, etc., parmi les candidats au conseil de l'ordre ; c'était alors le procureur général qui le nommait.

Il est permis de penser que ces grandes causes dans lesquelles M. Gauthier de Rumilly avait occupé un

rôle important, le succès qu'y avait eu sa parole jeune et ardente, la douleur et la colère que lui inspiraient ces arrêts sanguinaires, décidèrent de sa vocation. Il était né pour la vie publique et pour la défense de la liberté. Dès ce moment il résolut d'abandonner le barreau pour la politique et de chercher en province un terrain favorable à une candidature d'opposition.

Des circonstances que j'ignore fixèrent ses préférences sur notre département. En 1835, il avait acquis à Fleury, dans le canton de Conty, un domaine assez important et y fit tout aussitôt construire la modeste et agréable habitation où il venait si volontiers, jusque dans ces derniers temps, chercher le repos, dans les intervalles que lui laissait l'exercice de son mandat parlementaire.

Quelques années auparavant, en 1819, M. Gauthier de Rumilly avait épousé, c'était un mariage d'inclination, une dame veuve née Jeanne Claveau de Gatines, morte à Paris en 1861, à laquelle il a toujours gardé le plus tendre et le plus pieux souvenir. Il en a témoigné dans son testament, en exprimant le désir que plusieurs peintures sur ivoire, « œuvres du talent de sa femme », fussent conservées au musée d'Amiens.

Les premiers actes de la vie de M. Gauthier de Rumilly indiquent assez dans quels sentiments il dut accueillir la Révolution de 1830. Attaché par ses traditions et par son éducation à la monarchie, mais ne la séparant pas de la liberté, ayant rompu depuis longtemps avec le gouvernement violent et rétrograde de la Restauration, il partagea l'illusion qui fut celle de tant d'honnêtes gens et de bons citoyens de cette époque, et crut trouver dans la royauté populaire sortie d'une Révolution nouvelle, le régime idéal qui devait concilier les institutions parlementaires et libérales avec la stabilité

de l'Etat. Mais sa confiance ne tarda pas à être singulièrement ébranlée. On en peut juger par la brochure qu'il publiait dès le mois d'octobre 1830, sous ce titre : *Réflexions sur la situation de la France, du ministère et des Chambres, par H. Rumilly, propriétaire éligible du département de la Somme.*

Dans ces pages vivement écrites, au milieu de justes critiques dirigées contre les débuts du nouveau gouvernement, ce ne sont pas seulement la fermeté, l'indépendance en même temps que la clairvoyance et le sens politique de l'auteur qui se montrent, on y sent aussi se trahir les instincts républicains dont s'inspirait à son insu M. de Rumilly. Permettez-moi de vous faire connaître quelques passages de cet écrit. Il vaut la peine qu'on s'y arrête. Vous y trouverez, si je ne me trompe, plus d'une remarque qui, malgré le temps écoulé, ne vous paraîtra pas trop étrangère aux choses du présent.

M. Gauthier de Rumilly ne se contentait pas de préciser avec netteté le caractère de la nouvelle monarchie en disant : « que le fait de la souveraineté du peuple avait été mis à la place de la théorie du droit divin, ... que la couronne était devenue une création de la loi, et le trône une portion intégrante, non plus la source et le principe de la Constitution. » Après avoir rappelé la phrase célèbre de Lafayette, alors dans toutes les bouches : « cette Monarchie est la meilleure des Républiques, » il ne craignait pas d'ajouter : « notre Monarchie républicaine doit profiter aux intérêts démocratiques. » Vous voyez que les mots n'étaient pas faits pour l'effrayer et qu'en réalité la Monarchie constitutionnelle n'était déjà à ses yeux que le meilleur moyen de réaliser le libre gouvernement du pays.

En parlementaire correct, l'auteur s'efforçait de déga-

ger la responsabilité royale des fautes qu'il imputait au ministère. Il était encore, à cet égard, sous le charme des premières impressions. « Notre Roi, disait-il, est celui de tous les citoyens qui a le mieux compris toutes les conséquences de la Révolution... Il a compris qu'il était le chef héréditaire d'une République nouvelle, et que le cri de *Vive le Roi* était aussi celui de *Vive la Liberté*. » Quant au ministère, les attaques ne lui sont pas ménagées ; son inintelligence des conséquences de la Révolution, l'incohérence de ses vues politiques, les divisions qui le minent, l'incertitude de son action, toutes ces causes de faiblesse par lesquelles « les Révolutions les plus heureuses avortent dans leurs résultats, » sont mises en lumière avec une singulière vigueur.

A quoi attribuer cette situation si inquiétante à la fois et si contraire aux prévisions favorables qui avaient entouré l'avènement de la Monarchie de juillet ? L'auteur n'hésite pas à en rendre responsable l'influence doctrinaire qui, suivant lui, domine dans le conseil ; et je ne résiste pas, pour ma part, au désir de placer sous vos yeux ce curieux passage où il définit les doctrinaires et dont, après plus de cinquante années, on est encore tenté de faire parfois l'application.

« Qu'est-ce donc que les doctrinaires, — aux yeux de M. Gauthier de Rumilly ? — « Les doctrinaires ne forment pas un parti, puisque quelques hommes ne peuvent pas constituer un parti ; c'est une société ou, si l'on veut, une coterie de quelques personnes qui ont des doctrines arrêtées, des idées fixes en administration, en histoire, en politique ; leur horizon est toujours le même. Hors du cercle de leur vue, de leurs relations, de leur savoir, il n'y a plus que chaos, incapacité, ignorance... Ils ont de l'esprit, beaucoup d'esprit ; ils parlent bien,

fort bien ; leurs dissertations sont pleines de mots admirables ; mais ils sont hommes de spéculation et de théorie plutôt que de mouvement et d'action ;... aujourd'hui ils nous démontrent que leur faiblesse de complexion est préférable à notre bon tempérament et en conséquence, la France repentante de sa vigueur, mortifiée de s'être retremnée au feu de la Révolution, doit se constituer malade et se mettre au régime. »

Messieurs, nous ne connaissons plus, à proprement parler de doctrinaires aujourd'hui. Ce n'est pas de principes et de théories que se piquent nos hommes d'Etat en général. Mais, sous d'autres termes, ne serait-il pas facile de découvrir encore de ces sociétés ou coteries de quelques hommes qui, sous prétexte d'appliquer aux choses du gouvernement des méthodes scientifiques, semblent n'avoir d'autre souci, au lendemain d'une révolution, que de s'en rendre maîtres pour en paralyser les effets ?

Tel n'était pas le tempérament de M. Gauthier de Rumilly. Ce n'était pas seulement au ministère qu'il s'en prenait de cette grande déconvenue succédant à de si belles espérances. La Chambre suivant lui n'avait pas une moindre part de responsabilité. Il lui reprochait de résister à l'esprit de progrès, de tourner le dos à cette Révolution qu'elle avait préparée et consacrée par son vote, et « à mesure qu'elle s'en éloignait, de moins comprendre ce principe de politique que tous les pouvoirs doivent être en harmonie avec la Révolution qui les a produits. » Il lui reprochait sa division en groupes nombreux comme sous la restauration, et « cette habitude du passé, cette aversion pour le mouvement nécessaire après une Révolution, » qui la portaient à croire « que la raison et la modération ne pouvaient se trouver que

dans les centres. » C'est ce qu'on appelait alors la politique du *juste milieu*. « Nous avons tous bien de la peine, concluait l'auteur, à nous défaire de nos préjugés, à sortir de la vieille ornière pour entrer dans une route nouvelle. »

Hélas, tout cela, Messieurs, ne vous paraîtra pas nouveau ; je me trompe, je devrais dire ne vous paraîtra pas ancien. En est-il autrement des critiques qu'il dirige contre le maintien des vieux abus, comme par exemple l'usage des discours écrits : « de ces dissertations éternelles où la discussion ne fait jamais un pas, où les discours succèdent aux discours sans profit pour personne et au grand dommage du pays dont les affaires n'avancent jamais. » En vain, il le rappelle, un honorable député « persuadé que l'intérêt public doit prendre la place de l'ambition particulière, que les personnes doivent s'effacer pour faire place aux choses, » avait renouvelé la proposition de proscrire les discours écrits. La Chambre, à une grande majorité, avait repoussé la proposition. « Eh quoi, s'écrie M. de Rumilly, toujours penser à sa vanité et jamais au public ! Qu'il soit passé le temps où la France n'envoyait des députés que pour solliciter dans l'intérêt de leurs personnes, de leurs familles, de leurs amis, en même temps qu'ils conservaient en portefeuille, à côté de leurs lettres de change, de superbes discours, jusqu'au moment où l'échéance fixe du tour à la tribune les emporterait au moniteur et à la postérité ! »

Les choses ont-elles beaucoup changé depuis ? à vous d'en juger, Messieurs. Vous me pardonnerez ces nombreuses citations. Je ne les ai pas faites pour le triste plaisir de mesurer le peu de progrès accompli dans nos mœurs publiques, mais parce qu'elles permettent de

juger celui qui a écrit ces pages, sa sincérité, son désintéressement, son zèle pour le bien de l'Etat !

Pour beaucoup d'hommes politiques, ce serait sans doute une imprudence à qui veut les louer, de rappeler leurs premières paroles et leurs premiers écrits. Avec M. Gauthier de Rumilly, vous le savez d'avance, j'agis en pleine sécurité et si je vous l'ai montré peint en quelque sorte par lui même, à son entrée dans la vie publique, c'est que je suis certain, en le suivant pas à pas dans sa longue carrière, de le trouver toujours fidèle à lui-même, à ses premières opinions comme à ses premiers sentiments.

La brochure dont je viens de vous lire des extraits avait eu un réel retentissement. Le *Journal des Débats* y louait « la sagesse des opinions en même temps que la fermeté des principes de l'auteur, une remarquable alliance des idées d'ordre et des besoins de liberté, deux choses disait l'article, que trop d'esprits passionnés tendent à séparer. — Aussi, ajoutait-il, nous avons vu avec un plaisir sincère le titre d'éligible, aujourd'hui le plus envié de tous, suivre la signature de l'éloquent écrivain. Il appartient à cette génération neuve et forte que le pays attend. Il est digne de marcher à sa tête avec cette foule de courageux défenseurs de nos libertés qui voient enfin s'aplanir devant eux l'accès de la tribune. Nous souhaitons très sincèrement qu'il vienne prendre place parmi eux. »

Cet appel, venant d'un organe qui avait exercé une si grande influence sur les événements, ne pouvait manquer d'être entendu. M. Gauthier de Rumilly se trouvait d'ailleurs déjà désigné par son passé aux suffrages de ses concitoyens. A deux reprises, il avait été appelé au poste important de Secrétaire du bureau définitif du col-



lège *extra muros* d'Amiens. Lors des élections qui avaient eu lieu, aussitôt après la Révolution de Juillet, pour le remplacement de deux députés démissionnaires, il avait obtenu la grande majorité des suffrages dans l'arrondissement de Doullens. C'est aussi à cet arrondissement que revint l'honneur de lui ouvrir l'accès de la vie politique aux élections de 1831.

Les députés sortants du département de la Somme étaient alors M. Blin de Bourdon, M. Caumartin dont l'héritage politique a été si brillamment recueilli par un membre de sa famille qui est aussi un des vôtres, Messieurs, puis messieurs Estancelin, Dompierre d'Hornoy, Massey, Rouillé de Fontaine et le général de Rumigny aide de camp du Roi.

Dans la profession de foi qu'il adressait aux électeurs de l'arrondissement de Doullens, le 11 juin 1831, M. Gauthier de Rumilly se prononçait nettement pour l'abolition de l'hérédité de la pairie. Il réclamait comme particulièrement urgentes une loi sur la responsabilité ministérielle qui n'existe pas encore à l'heure qu'il est, disons-le en passant ; puis « une loi départementale établie sur de larges bases d'élection et permettant dans tous les départements la représentation des intérêts de chaque canton, afin de développer les germes d'administration municipale et de leur donner la vie. » Il n'insistait pas moins sur la nécessité de propager l'instruction primaire et de faciliter les moyens de communication par une législation nouvelle sur nos routes et nos chemins.

Enfin, appelé à s'expliquer sur ses sentiments personnels et sur ses convictions politiques, M. Gauthier de Rumilly le faisait dans ces termes :

« Possesseur d'une fortune indépendante, je ne

cherche pas plus la popularité que les places, et le désir du pouvoir ne me domine pas plus que la crainte des factions ou des coteries ; aucun de ces sentiment n'entrera dans mon cœur quand l'intérêt de mon pays me commandera de parler ou d'agir. » Fières paroles que le candidat avait droit de prononcer, car le député les a justifiées par ses actes.

Mais, chose digne de remarque et sur laquelle j'aurai plus d'une fois à appeler votre attention, M. Gauthier de Rumilly, dès cette époque, se voyait dans la nécessité de se défendre contre l'accusation de républicanisme. — « J'en appelle à ceux qui me connaissent, disait-il à la fin de cette profession de foi, ils vous diront que je suis du nombre des hommes qui, par leurs intérêts, leur position sociale, leur caractère et leurs sentiments, sont le plus fermement attachés à la conservation de la monarchie : car j'ai la conviction que ce gouvernement affermi par les institutions sur lesquelles je vous ai exprimé toute ma pensée, convient seul à la position de la France et peut seul assurer son bonheur. Cependant il y a des gens qui murmurent sourdement à l'oreille des Electeurs les mots d'*anarchie* et de *République*, qui en attribuent les idées aux candidats qu'une main occulte leur désigne, et surtout à ceux qui, fidèles à leurs principes, inattaquables dans leur vie publique comme dans leur vie privée, demandent, dans l'intérêt des citoyens et du gouvernement, la réforme des abus de la Restauration et l'établissement des lois destinées à consolider notre Etat social. Je ne sais si ces gens me mettront en scène dans le rôle qui leur est assigné aux élections ; mais d'avance, je leur donne le démenti le plus solennel. »

M. Gauthier de Rumilly, nous l'avons dit, était parfaitement sincère en parlant ainsi. Il croyait encore à

l'alliance de l'ordre, du progrès et de la liberté sous l'égide de la monarchie constitutionnelle. Qui s'étonnera que, détrompé par l'expérience, il ait fait un pas de plus et que, profondément pénétré dès l'origine, comme nous avons pu en juger, des principes politiques qui sont l'essence même de la doctrine républicaine, il ait plus tard, sous la pression des événements, accepté avec la même sincérité l'établissement de la République ?

N'est-ce pas ainsi que se sont convertis, avec le temps, beaucoup d'anciens monarchistes, et, au premier rang, un homme d'Etat supérieur assurément à M. Gauthier de Rumilly par l'intelligence et par le rôle qu'il a joué dans notre histoire, mais qui ne le dépassait pas au point de vue de l'élévation des sentiments et du dévouement à l'intérêt public, je veux parler de M. Thiers ? et n'est-ce pas le cas de rappeler cette parole de M. Thiers à la Monarchie de Juillet, que nous lui avons entendu répéter tant de fois à Versailles : « Je leur avais bien dit que s'ils ne voulaient point passer la Manche, il leur faudrait traverser l'Atlantique », c'est-à-dire que si la monarchie nouvelle ne consentait pas à emprunter à l'Angleterre sa voisine la pratique régulière du régime parlementaire, elle verrait forcément la France conduite à chercher son salut dans les institutions de l'Amérique.

Nous savons aujourd'hui ce qu'il y avait de prophétique dans cette parole. Elle explique l'évolution naturelle, nécessaire, qui s'est produite dans les opinions de M. Gauthier de Rumilly comme de tous ceux qui font du gouvernement du pays par le pays leur dogme politique.

M. Gauthier de Rumilly fut élu député pour l'arrondissement de Doullens, en même temps que Messieurs Caumartin et Massey pour l'arrondissement d'Amiens.

Vous avez vu de quels sentiments loyalement dévoués

à la jeune royauté il était animé en arrivant pour la première fois à la Chambre. Le Roi citoyen avait conservé à ses yeux le prestige des premiers jours. Ce fut le Roi lui-même qui se chargea d'abord de le désabuser. Plus d'une fois il m'a conté l'étonnement que lui avait causé l'accueil de Louis-Philippe lorsque peu de jours après son élection, il s'était fait présenter au Château. « Ah ! nouveau venu, nouveau député, dit le Roi en le regardant à peine. C'est très bien, j'espère que l'on sera sage. » Vous jugez de l'effet que devait produire une semblable mercuriale sur un homme âgé alors de près de quarante ans, qui, pendant plusieurs années, avait ardemment lutté contre la Restauration, porté librement la parole devant les cours de justice et la Chambre des pairs, et, maintenant, mûri par l'expérience se sentait capable de servir son pays, mais avec indépendance, comme un serviteur de la chose publique non de la personne du Roi !

Parmi beaucoup de facultés éminentes, M. Gauthier de Rumilly possédait à un haut degré celle de bien juger les hommes. Il eut bientôt jugé Louis-Philippe. Outre qu'à l'épreuve, son caractère lui inspirait peu d'estime, il avait parfaitement compris que ce Roi issu des barricades, ne songeait, sous l'apparence des institutions parlementaires, qu'à poursuivre l'établissement de son pouvoir personnel. La fameuse maxime : « Le Roi règne et ne gouverne pas » n'était pas faite pour lui. De cet antagonisme entre l'esprit des institutions et la volonté personnelle du Roi devaient naître les luttes qui ont rempli ce règne de dix-huit ans, et qui finalement ont amené la chute de la Monarchie constitutionnelle.

Dans ces luttes incessamment renouvelées, où les compétitions particulières jouaient un beaucoup plus

grand rôle que la passion de l'intérêt public, M. Gauthier de Rumilly fut toujours pour la Monarchie, mais contre le pouvoir personnel. Il avait, d'instinct, le respect de la Souveraineté nationale représentée alors par les Electeurs censitaires, par ce qu'on appelait le pays légal ; et pendant tout le cours du règne, tout en restant dynastique, il appartint à l'opposition.

A peine ai-je besoin d'ajouter qu'il a toujours été un adversaire déclaré du principal ministre de la monarchie de Juillet, M. Guizot. M. Gauthier de Rumilly ne l'aimait pas. Sous sa raideur de commande, il avait eu bien vite reconnu en lui l'instrument souple et docile de l'influence extraconstitutionnelle exercée par le roi. M. Thiers avec qui, cependant, il a toujours entretenu des relations amicales, ne répondait pas non plus alors à ses sentiments et à ses aspirations politiques. M. Thiers, nous pouvons bien le dire, n'était pas précisément un homme de doctrine. Il ne lui inspirait qu'une confiance relative. Son désintéressement et son dévouement à la chose publique s'accommodaient mal aisément de l'ambition remuante de ce lutteur toujours à l'affût du pouvoir.

L'homme dont l'attitude politique se rapprochait le plus de celle de M. de Rumilly, qu'il avait pris pour guide, sans faire abdication pourtant de sa propre opinion, était M. Odilon Barrot. Il m'en a toujours parlé comme d'un très-honnête homme, sincèrement libéral et doué d'un grand talent oratoire, mais dont l'influence et le rôle s'étaient trouvés diminués par une sorte de mollesse de caractère et de tendance à l'ostentation plutôt qu'à l'action. Il me semble, messieurs, que ces jugements que j'ai recueillis de la bouche de M. de Rumilly sont bien ceux qu'a portés notre génération sur l'époque et sur les hommes dont je viens d'évoquer le souvenir

Vous n'attendez certainement pas de moi qu'à l'occasion de cette notice uniquement consacrée à la mémoire de notre concitoyen, je fasse ici l'histoire, même succincte, des nombreux régimes qu'il a traversés. Le seul but que je poursuive est de vous faire connaître, autant que je le puis, son rôle politique à ces diverses époques et aussi la part qu'il a prise par ses rapports et ses discours aux travaux des assemblées délibérantes dont il a fait successivement partie.

Dès son entrée dans la Chambre de 1831, M. Gauthier de Rumilly, dans un premier discours sur le projet de loi relatif aux *pensions des militaires promus pendant les Cent jours*, affirmait sa volonté de réclamer le respect sincère de la Constitution. Il reprochait au gouvernement d'avoir méconnu le droit des Chambres pour lui substituer la prérogative ministérielle, en faisant par ordonnance ce que les deux Chambres avaient résolu par des décisions antérieures et qui devait être promulgué à l'état de loi : la reconnaissance des grades conférés pendant le régime intérimaire.

Bientôt après, au mois de janvier 1832, il prononçait un discours justement remarqué dans la discussion du projet de loi sur la *Liste civile*, grosse question qui excitait la verve satirique de M. de Cormenin et qui allait permettre d'apprécier tout de suite le caractère qu'entendait s'attribuer la nouvelle monarchie.

Le rapporteur de la Commission avait demandé que la liste civile fût dotée *magnifiquement*. M. Gauthier de Rumilly, au contraire, affirmait que l'intérêt de la Royauté nouvelle était que la liste civile fût dotée *simplement*. « Entre ces deux termes, *magnificence* et *simplicité*, il y a, disait-il, l'immense différence de deux systèmes politiques : il s'agit du caractère de force

réelle ou de faiblesse brillante qui accompagnera la Royauté nouvelle. » Et l'orateur développait cette idée en se défendant et en défendant ses amis avec lui, du reproche « de faire de l'opposition tracassière ou de raisonner comme un puritain, comme un républicain. »

Il déclarait que dans les circonstances présentes, la dotation de la liste civile devait être : « non la confirmation des dépenses habituelles d'une Royauté antique avec ses privilèges et ses abus, mais au contraire la conséquence d'un principe nouveau de gouvernement ayant sa source dans une Révolution qui avait pour base les intérêts et les besoins nationaux. »

Il invoquait la simplicité de mœurs du Roi populaire bien préférable « à la magnificence, à la vaine pompe d'une cour » et, rappelant ce qu'il y avait eu de bassesse dans la courtoisaneerie qui, sous l'ancien régime, amenait les nobles « à quitter leur manoir et leur indépendance pour se faire valets titrés, » de fragilité dans cette sorte de cour impériale qui n'avait été, en réalité, « qu'une hiérarchie militaire » destinée à disparaître avec la puissance du maître qui l'avait créée, il mettait les partisans d'une cour au défi d'en composer une désormais.

De même il protestait avec beaucoup de force contre ceux qui, invoquant l'intérêt de la prospérité publique, prétendaient « que le luxe était nécessaire pour l'existence de tous » et qu'il importait « que la magnificence royale donnât l'impulsion par l'exemple, que le mouvement partit d'en haut pour faire renaitre la confiance. »

« Le luxe, disait-il, le goût de la dépense ne se commandent pas par une ordonnance de police ou par une invitation de cour ; il faut de l'avenir devant soi ; il faut de la confiance et la confiance ne naît que lorsqu'un gouvernement est dirigé par des mains habiles, appuyé

sur une base solide, conforme à son origine, aux intérêts nationaux. » Et il ajoutait cette phrase dont l'allure et le sens profondémens démocratiques soulevaient les murmures de la majorité : « Pour moi, je ne crois pas que l'impulsion donnée au commerce vienne de haut en bas, mais de bas en haut, »

« Liberté et commerce, voilà des idées inséparables ; mais c'est induire en erreur le commerce que de lui faire croire que son grand appui est dans le luxe des cours et dans le mot de représentation... La bourse de tout le monde est plus grosse que la bourse de l'homme le plus riche. Je ne veux pas faire ici un cours d'économie politique, mais je dirai que le luxe des cours et la représentation sont reconnus comme les moyens les plus improductifs... C'est la masse d'un peuple qui consomme, et puisque l'heureuse France jouit du bonheur de la division des propriétés, le désir des jouissances personnelles alimentera toujours dans des temps tranquilles notre commerce et notre industrie. C'est à côté des châteaux qu'il y a des mendiants ; et si l'Angleterre n'avait pas un commerce favorisé par sa position insulaire, par ses mille vaisseaux, par sa force navale, elle serait bien misérable avec son aristocratie et sa taxe des pauvres. »

Plus loin il se faisait applaudir quand après avoir rappelé que sous l'ancienne monarchie, « la cour loin d'enrichir les provinces, les avait appauvries de tout ce qu'elle leur enleva, » il s'écriait : « pour nous, députés de la France... songeons, par nos lois, à distribuer la richesse sur toutes les parties de la France, et continuons, comme nous l'avons fait par une utile disposition introduite dans la loi de la Pairie, à forcer les grands propriétaires à mériter les grandes dignités de l'Etat non par



des services de cour, mais par des services rendus à leurs concitoyens et à leur pays. »

Puis, élevant sa pensée et s'efforçant de déterminer les véritables caractères du gouvernement qui convenait à la France, M. Gauthier de Rumilly indiquait de nouveau les raisons qui lui faisaient donner la préférence au gouvernement monarchique. — « Mais, la Monarchie, ajoutait-il aussitôt, a dû prendre en France comme dans tous les Etats de l'Europe, des caractères différents suivant son origine et le temps. »

Il comparait alors entre elles les diverses monarchies de l'Europe et, après avoir fait rapidement l'histoire de la monarchie française, il concluait par ces mots : « C'est de la majesté nationale que nous voulons empreindre la royauté nouvelle », et par cette idée : « que la réforme politique du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle révèle le besoin pour les vieilles sociétés de rajeunir leur existence, que tous les peuples succombent sous le poids des impôts et toutes les nations de l'Europe cherchent un remède au mal qui les travaille, en remaniant les formes de leurs antiques gouvernements, qu'en conséquence les amis de la monarchie, dans quelque pays qu'elle fût établie, devaient consacrer tous leurs efforts à alléger le fardeau qui pèse sur les peuples et à rattacher par les intérêts ceux qui ne sont plus esclaves du prestige ».

Certes, c'était là un langage aussi sage qu'élevé, le langage d'un citoyen éclairé, conscient des besoins des sociétés modernes. Celui qui le tenait avait le droit de dire « qu'au lieu de calomnier les monarchiques et patriotiques intentions des hommes qui s'efforçaient de résoudre ces difficiles problèmes, » tous les monarchistes leur devaient reconnaissance et appui. Il avait raison de dire dans une éloquente péroration que le jour où le

Prince montant à l'Hôtel-de-Ville, entouré des députés et escorté par l'amour du peuple, y avait déployé le drapeau tricolore « symbole de notre gloire et de notre liberté, il était plus fort et plus puissant qu'aucun souverain dans aucun temps de notre histoire, « puissant de toute la puissance d'une grande nation, riche du dévouement à la Patrie de chaque citoyen qui n'avait pas hésité à sacrifier sa fortune et sa vie. »

Mais cette heure unique, heure d'enthousiasme, de confiance et d'illusion était déjà loin. On allait s'en éloigner et l'oublier chaque jour davantage. M. Gauthier de Rumilly le pressentait. Il semble que dès ce moment il ait prévu pour la Monarchie de Juillet le sort de la vieille Monarchie qu'elle avait remplacée, et qu'il le lui ait prédit dans cet avertissement final :

« Songez, ministres, à l'expérience de la Restauration. La force et la puissance ne sont pas où elle les plaçait. Rappelez-vous ce qu'a dit un grand homme de la Monarchie du droit divin : « La momie d'un descendant de Sesostris était placée dans l'intérieur d'une magnifique salle de la Grande-Pyramide ; elle était revêtue d'or et de pierreries, éclatants attributs de la souveraineté, (allusion à la liste civile) ; lorsque les prêtres de Memphis voulurent la présenter aux hommages des Egyptiens, elle tomba en poussière ; elle n'était plus en rapport avec l'atmosphère et la chaleur du soleil. »

Messieurs, je viens encore sans doute, d'abuser des citations. Cependant, quel meilleur moyen de connaître un homme que de lui laisser la parole ? J'avais deux raisons pour citer une grande partie de ce discours. La première, c'est que nous y pouvons apprécier non seulement les idées, mais le genre d'éloquence de M. Gauthier de Rumilly, la belle ordonnance de l'argu-

mentation, sa manière simple et nette, en dépit de certains sacrifices faits au style pompeux jusqu'alors à la mode, sa parole loyale et animée, pittoresque et persuasive. Ma seconde raison, c'est que ce discours est peut-être le plus important de ceux qu'il a prononcés, celui du moins qui eut le plus de succès.

M. Gauthier de Rumilly s'en souvenait avec plaisir. Il l'avait fait tirer à part, comme nous faisons encore parfois à la Chambre, lorsque nous nous figurons avoir vraiment parlé d'une façon mémorable : grande illusion, petite vanité, qui sont de tous les temps ! Que reste-t-il après quelques années, des plus beaux discours, de ceux qui eurent, à un moment donné, le plus d'effet sur les hommes qui les entendirent ? A peine le souvenir ; à moins que quelques amis pieux et complaisants ne prennent le soin, comme nous aujourd'hui, de les relire.

Et il en sera plus que jamais ainsi désormais ; car, plus que jamais, dans cette ère de mouvement et de travail sans relâche qui s'ouvre devant nous, l'action doit l'emporter sur la parole. Messieurs, les temps oratoires s'en vont ; il faut en prendre son parti.

Quoiqu'il en soit, M. Gauthier de Rumilly qui avait vécu au beau temps des orateurs, qui avait été orateur lui-même, par une coquetterie bien naturelle tenait à ce discours. Comment pourrai-je me rappeler sans émotion, qu'au mois de janvier de cette année, il m'en remettait un exemplaire avec cette dédicace écrite et signée de sa main : « Discours prononcé en janvier 1832 à l'âge de 40 ans, souvenir offert par M. Gauthier de Rumilly, sénateur, à l'âge de 92 ans, en 1884, à son ami M. Goblet, député ». J'étais loin de me douter en le recevant, que quelques jours plus tard, la main qui me l'offrait serait glacée par la mort !

Je ne vous parlerai pas avec le même détail des autres travaux de M. de Rumilly. Il avait poursuivi pendant le cours de cette première législature la réalisation des idées exposées dans sa profession de foi, n'étant pas de ceux qui pensent que les programmes sont faits pour qu'on les oublie après l'élection. Partisan d'une large décentralisation administrative, comme tous les libéraux de cette époque, il avait fait de vains efforts, ainsi que le rappelait sa circulaire aux Electeurs, le 5 juin 1834, pour obtenir une loi sur les attributions des conseils généraux, et une loi municipale qui, suivant son expression, « donnât la vie au pouvoir communal et permit aux Préfets d'être des administrateurs et non des hommes politiques. » Messieurs, je vous signale cette témérité ; on risque fort aujourd'hui de se faire traiter d'anarchiste quand on ose formuler un pareil vœu.

De même, M. Gauthier de Rumilly, conformément à son programme, avait réclamé une législation nouvelle sur la vicinalité. « Mais, disait-il spirituellement, les hommes d'Etat qui nous parlaient d'intérêts matériels quand il était question de politique, nous ont parlé de politique quand les intérêts matériels élevaient la voix. » Et c'est ainsi que, sur ce point comme sur les autres, les promesses faites avaient été ajournées.

Aussi M. Gauthier de Rumilly sortait de cette législature profondément déçu et irrité de la marche imprimée aux affaires par le Gouvernement et par les Chambres. Il n'avait pas hésité dès 1832, à signer le compte-rendu rédigé par l'opposition comme un acte d'accusation contre le ministère. Et maintenant, rendant compte de son mandat à ses électeurs de Doullens, il ne leur ménageait pas l'expression des désillusions que lui avait apportées cette première expérience de la vie publique, et auxquelles,

il faut le dire, échappent rarement ceux qui l'abordent avec une absolue sincérité.

« Je livre ce compte-rendu, disait-il, à mes amis comme à mes adversaires politiques, heureux dans ce temps où nous avons vu tant de palinodies et de conversions intéressées, de pouvoir porter le défi de me trouver un seul instant de ma vie politique en contradiction avec moi-même. J'ai la confiance d'avoir fait mon devoir. Vous allez choisir de nouveaux mandataires ; vous opterez comme le reste de la France, entre ceux qui font de la députation une affaire, un moyen d'avancement pour eux et leur famille, un marchepied d'honneurs, un titre aux décorations, qui font au besoin de l'opposition factice dans nos villes et dans nos villages et qui, à peine entrés dans l'enceinte de la capitale, cèdent à la douce nécessité d'accomoder leur fragile indépendance avec leurs intérêts privés, qui discréditent enfin par leur égoïsme spéculateur les formes constitutionnelles destinées à développer la prospérité du pays ; et les hommes convaincus de la nécessité de mettre enfin en action la probité politique dans l'exercice du pouvoir comme dans la représentation nationale, qui consacrent leur temps, leur fortune et leur santé à la défense des intérêts généraux, qui, sachant résister aux séductions ministérielles comme aux menaces des partis, n'attendent d'autre récompense de leur efforts que l'estime publique.

Quelque soit donc le résultat de la lutte électorale, j'attends avec une parfaite sécurité ; car si je suis encore prêt, comme tout citoyen doit l'être, à servir mon pays et à combattre au poste qu'il m'aura assigné, avec la même constance que je l'ai fait jusqu'à ce jour, je dois avouer que le dégoût inspiré par les apostasies politiques de nos

jours, a enlevé beaucoup du prestige qui doit accompagner l'honneur de la députation. »

Quel tableau, Messieurs, si ce n'est point une satire ! Mais surtout, car c'est là ce qui nous importe, quelle verdeur de langage et quelle haine généreuse pour la corruption et le mensonge ! Il faut être bien sûr de soi pour parler ainsi. M. Gauthier de Rumilly l'était. Ce n'est pas nous qui le blâmerons de professer avec cette ardeur le culte de la probité politique et le mépris des lâches complaisances et des apostasies intéressées ! Mais toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, même à des électeurs, au moins quand il s'agit d'électeurs censitaires. M. Gauthier de Rumilly n'allait pas tarder à s'en apercevoir.

Son attitude pendant cette première législature lui avait cependant conquis l'approbation et l'estime des libéraux sincères. Voici ce que je lis dans la notice que lui consacrait à la fin de la session de 1834 le compte-rendu publié par la Société *Aide-toi le Ciel t'aidera*.

« M. Gauthier de Rumilly est le seul député de la Somme qui soit resté vraiment fidèle à la Révolution de Juillet que tous avaient juré de défendre et que beaucoup ont trahie, les uns par peur, les autres par intérêt... Il est vrai que ses efforts ont été inutiles ; mais la reconnaissance des patriotes ne lui en sera pas moins acquise, car ils ont reconnu en lui un bon citoyen qui faisait de l'opposition par principe et dans l'intérêt sacré du pays. »

Faire de l'opposition par principe, ce n'était pas l'affaire des électeurs qui l'avaient nommé ; ils n'y trouvaient pas leur compte sans doute, et avaient une autre façon de comprendre l'intérêt du pays. Beaucoup des amis de M. Gauthier de Rumilly, redoutant un échec, le pressaient de se présenter dans l'arrondissement d'Amiens,

auquel il appartenait plus particulièrement. Il considéra que son devoir l'obligeait à se représenter devant ceux qui l'avaient élu une première fois, et brigua de nouveau les suffrages de l'arrondissement de Doullens, aux élections de 1834. Il ne fut pas réélu. Tel que nous le connaissons, nous pouvons facilement augurer qu'il en fut plus affligé pour son pays que pour lui-même.

Mais M. de Rumilly était de tempérament militant et cette défaite ne devait pas avoir raison de son courage. Le mal si énergiquement signalé par lui n'avait fait que s'aggraver durant le cours de la nouvelle législature. — Les émeutes, à Paris, Lyon, Marseille et autres villes, qui avaient précédé les élections de 1834, et le procès criminel qui s'en était suivi, avaient déterminé un violent mouvement de réaction d'où étaient sorties les odieuses lois de septembre. — Aussi lorsque vinrent les élections de 1837, M. de Rumilly n'hésita pas à affronter de nouveau la lutte électorale. Cette fois, par exemple, il refusa catégoriquement la candidature qui lui était offerte par les électeurs de l'arrondissement de Doullens et se présenta devant ceux du collège *extra muros* d'Amiens.

Les mêmes attaques qui l'avaient fait échouer en 1834, furent alors reproduites contre lui. Les amis de son concurrent, M. le général de Rumigny, le représentaient comme un adversaire acharné du gouvernement.

« M. Gauthier de Rumilly, disaient-ils, a été opposé à toutes les mesures qui ont fondé la prospérité du pays ; il les a combattues à outrance ; il était assis à la gauche avec les députés qui rêvaient la République ; il a tout blâmé, jamais rien approuvé ; il a signé le fameux compte-rendu qui a servi de drapeau aux révoltés de Juin. » Il s'agissait de l'émeute qui avait éclaté à l'occa-

sion des funérailles du général Lamarque, au mois de juin 1832.

Et, comme la mauvaise foi des partis est toujours la même, et que, dans les luttes politiques, il est difficile de garder son indépendance sans risquer d'être accusé de trahison par les satisfaits de tous les régimes, on allait jusqu'à dire qu'aux précédentes élections de Doullens, voyant la majorité lui échapper, il avait reporté toutes ses voix sur le candidat carliste et les républicains. »

M. Gauthier de Rumilly répondait à ces diatribes avec le calme d'une conscience droite et sûre d'elle même. Dans sa circulaire du 20 octobre 1837, après avoir rappelé en quelques mots son passé, il s'étonnait que, tandis que trois ans auparavant, les journaux républicains l'appelaient *dynastique*, des courtiers d'élection continuassent de le taxer de *républicanisme*. « Si j'avais les idées qu'on veut fort obligeamment me prêter, écrivait-il, je le dirais hautement, car je n'ai jamais caché ma pensée, avant comme après la Révolution de Juillet. J'ai toujours eu foi, comme je l'ai encore, dans la Monarchie constitutionnelle ; mais ma religion politique s'attache aux institutions du gouvernement représentatif destinées à nous préserver des Révolutions, et, de même que la bonne foi est l'âme du crédit commercial, je ne sépare point l'habileté des hommes d'Etat de la probité politique. » — « Peut-être, disait-il en terminant, si j'avais laissé tout faire et tout passer, je serais un type de sagesse pour certaines personnes. » Mais il se demandait justement à quoi pourrait servir une Chambre « destinée seulement à approuver tout ce que pourraient vouloir les ministres. » Il invitait donc les électeurs qu'il avait souvent entendus se plaindre des impôts et du gouvernement, à user avec intelligence de leur droit, à



exiger des garanties de leurs mandataires, et notamment « l'engagement qu'il prenait pour sa part, de n'accepter aucune fonction salariée pendant tout le temps de son mandat. — »

Rentré dans la vie parlementaire, M. Gauthier de Rumilly prononçait au mois d'août 1838, un important discours dans la discussion générale de la proposition de M. Guin, relative à la conversion des rentes.

Reprochant au ministère de s'être abstenu de proposer lui-même cette mesure, malgré les engagements formels pris dans la session de 1836, sous prétexte qu'elle manquait d'opportunité, il poursuivait de ses railleries ces excuses toutes faites avec lesquelles les gouvernements sans énergie ont l'habitude de justifier le maintien des anciens abus ou l'inexécution de leurs promesses. « Le mot nécessité, dit-il, paraît être attaché aux fonds secrets, le mot d'opportunité paraît être affecté à la conversion des rentes. »

Et il se demandait ce que pouvait bien vouloir dire ce mot d'opportunité, que nous avons rajeuni en lui donnant une autre désinence. « L'opportunité ne peut se définir un concours de circonstances telles qu'elles n'offriraient uniquement que des chances favorables ; vouloir attendre un tel concours de circonstances, ce serait fixer une époque dont l'échéance n'arriverait jamais. »

Avec quel sentiment exact des devoirs du gouvernement il critique l'abstention du ministère dans une question de cette gravité : « ce ministère qui garde le plus profond silence, qui, au lieu de se mettre à la tête des intérêts généraux, semble au contraire s'effacer et laisser le champ libre à tous les projets, comme si sa tâche n'était pas de diriger, de gouverner. »

Ses sentiments foncièrement démocratiques se mani-

~~font~~ étaient encore dans ce discours, lorsque, insistant sur les bienfaits qui devaient résulter pour les contribuables d'une économie de vingt millions, conséquence de la mesure, il disait : « l'épargne animée par la production est l'âme de la richesse publique et le pays par son travail, comble les déficits que nous laisse le gouvernement » ; ~~ou~~ encore, lorsque, répondant à ceux qui invoquaient l'intérêt des banquiers, il lui opposait celui des petits propriétaires ; « car, disait-il, le sol de la France est encore plus fractionné que le grand livre et les hommes d'Etat ne doivent pas avoir une philanthropie locale qui ne se porte que sur telle ou telle portion du pays. »

Il faut citer enfin la péroraison de ce discours, dans laquelle il revient sur les considérations présentées par les partisans de l'ajournement ; ce sont des paroles qui ont toujours le caractère de l'actualité. « Est-il vrai qu'il soit imprudent dans ce moment, de songer au remboursement ? Est-il vrai qu'il faut conserver toute la liberté de nos mouvements ? Mais cette liberté de mouvement deviendrait l'immobilité ; mais la prudence dont on parle deviendrait de l'imprudence, car lorsqu'il n'y a pas d'obstacles sérieux, il faut profiter du moment et il y aurait imprudence d'attendre que les obstacles arrivassent... C'est la peur qui crée les fantômes ; prenons enfin une résolution utile, nécessaire pour tous ; adoptons enfin une mesure juste, légale, une mesure qui doit profiter au pays ; le poids de cette question pèse sur tous les ministères qui se sont succédé depuis plusieurs années, et si la volonté du pays doit se résoudre par un vote de la Chambre, puisse-t-elle enfin communiquer au ministère l'étincelle électrique qui doit le faire sortir de sa paralysie et de son engourdissement. »

Vous le voyez, Messieurs, les gouvernements se suc-

cèdent et se ressemblent ; les mêmes arguments et les mêmes mots trouvent encore leur emploi, et s'il est toujours des amis fervents du progrès qui cherchent à faire jaillir l'étincelle, on ne manque pas non plus de ministres prudents pour ajourner les réformes et se complaire dans l'immobilité.

M. Gauthier de Rumilly n'était pas seulement un esprit politique sûr et avisé autant qu'indépendant. C'était aussi un homme d'affaires expérimenté. Il l'avait montré dans ce discours sur la conversion des rentes, en examinant la proposition sur toutes ses faces, au point de vue financier comme au point de vue économique. Il ne le montrait pas moins dans un discours prononcé au cours de la même session, au sujet de l'abaissement du prix des transports sur les voies navigables, et notamment des tarifs sur le canal de la Somme. A la même époque, alors que pour le chemin de fer projeté de Paris à la frontière belge, la lutte était engagée entre deux tracés, l'un par Amiens, l'autre par Saint-Quentin, il condensait dans un rapport des plus substantiels au Conseil d'arrondissement, dont il était membre pour le canton de Conty depuis 1830, les raisons en faveur du premier de ces tracés qui fut en effet préféré.

Cependant, le combat continuait plus ardent que jamais entre les hommes politiques qui se disputaient le pouvoir et les ministères succédaient aux ministères. A la fin de la législature, Messieurs Guizot, Thiers et Odilon Barrot, c'est-à-dire les doctrinaires, le tiers parti et la gauche constitutionnelle se trouvaient réunis dans l'opposition au cabinet présidé par M. Molé. La discussion de l'adresse, au début de la session de 1839, leur offrit l'occasion qu'ils cherchaient. Chose étrange, dans cette discussion qui dura plusieurs jours et souleva les

passions les plus vives, c'est la gauche constitutionnelle qui tint le langage le plus modéré. M. Guizot prit la part principale au débat. Il défendit avec âpreté le projet d'adresse et ne manqua pas de déverser toute l'amertume de son éloquence sur le cabinet qu'il ne présidait pas. C'est alors que, comme il rappelait en l'appliquant aux courtisans la parole de Tacite : *Omnia serviliter pro dominatione*, « Ils font tout servilement pour devenir les maîtres, » M. Molé lui fit cette verte réplique : « Lorsque Tacite disait cela, il ne parlait pas des courtisans, il parlait des ambitieux. »

Le projet d'adresse combattu par le ministère réunit cependant 213 voix contre 221. C'est ce qu'on appela le triomphe de la coalition. Le ministère après avoir donné, puis repris sa démission, fit prononcer la dissolution de la Chambre, et la lutte électorale s'ouvrit de nouveau, au milieu d'une grande agitation mêlée de violentes polémiques où l'on ne manqua pas d'accabler du reproche de coalition les 213 votants de l'adresse, parmi lesquels se trouvaient M. Gauthier de Rumilly avec son collègue d'Amiens, M. Caumartin.

M. Guizot « dans la lettre à ses commettants », répondait de la façon suivante à cette accusation que les partis n'ont pas perdu l'habitude de se rejeter tour à tour.

« Je me suis toujours refusé, écrivait-il, à la conciliation fausse et lâche, à celle par laquelle on sacrifie de part et d'autre quelque chose de ce qu'on pense et de ce qu'on veut dans l'espoir de se tromper réciproquement. Je tiens de telles combinaisons pour honteuses et indignes du gouvernement représentatif. Mais quand le rapprochement est sincère, quand on ne met en commun que ce qu'on a de sentiments, d'idées, d'intentions réellement semblables, je voudrais bien savoir qui

aurait le droit, qui aurait l'audace de trouver là quelque chose à redire. Cela est non seulement légitime, mais excellent. C'est l'un des meilleurs résultats de nos belles institutions qui, en tenant sans cesse en présence les idées et les hommes, les amènent à se comprendre, à s'épurer et, tôt ou tard, à transiger au sein de la raison et de l'intérêt public. »

Une telle doctrine, dans sa généralité, appellerait à coup sûr bien des réserves. Peut-on justifier l'entente, même sur des points communs, lorsqu'au lieu de se produire spontanément, elle est la conséquence d'un accord préalable, dans une pensée d'opposition, entre des hommes divisés sur la forme même et sur le principe du gouvernement ?

Il est vrai qu'ici, les trois groupes de l'opposition étaient unis sur le principe de la monarchie constitutionnelle et, s'ils en concevaient différemment la pratique, du moins pouvaient-ils se trouver d'accord pour condamner la corruption à l'intérieur, la faiblesse au dehors et pour en rendre responsables des ministres insuffisants. J'aime mieux cependant le langage par lequel M. Gauthier de Rumilly repoussait la même accusation dans sa circulaire du 10 février 1839 :

« Ce fut un sentiment d'honneur français, disait-il, faisant allusion à l'abandon d'Ancône et aux négociations relatives à la Belgique et au traité des 24 articles, qui, indépendamment de toutes nuances diverses de partis et d'opinions opposées, forma sur ce point capital une majorité parlementaire... Le ministère du 5 avril a vu se détacher de lui tous les hommes éminents qui ont été au pouvoir, ou à côté du pouvoir, depuis M. Thiers jusqu'à M. Guizot, depuis M. le duc de Broglie jusqu'au maréchal Soult, depuis M. Sauzet jusqu'à M. Duchatel, depuis

M. Passy jusqu'aux frères de Casimir Périer... Pour moi, dans cette circonstance, comme dans toutes celles de ma vie, je n'ai fait aucune transaction sur mes principes politiques et je ne connais non plus aucune concession faite par des opinions opposées. Mais je me félicite d'avoir vu, en cette grave circonstance, le grand intérêt du pays et de l'honneur national dominer les rancunes privées et les intérêts de parti. »

Cette fois encore, vous le devinez, les accusations de républicanisme, de tendances anarchiques, ne furent pas épargnées à notre honorable concitoyen. Dans un pamphlet des plus violents, on allait jusqu'à lui reprocher comme un crime d'avoir protesté dans les premières années du règne, contre la qualification de *sujet* dont un ministre s'était servi en signant un rapport au roi. On l'accusait d'être en communauté de sentiments avec les membres les plus avancés de l'opposition, Garnier-Pagès et Cabet, qui, on prenait soin de le rappeler en note, avait été condamné à plusieurs années de prison pour sa participation à des complots républicains. « Si nous le jugeons d'après ses actes, disait encore cet écrit, M. Gauthier de Rumilly appartiendrait à cette partie avancée de l'opposition qui veut l'abolition de ces lois sages qui ont anéanti l'émeute en réprimant les excès de la presse et des associations, de cette opposition qui veut l'omnipotence d'une seule Chambre avec l'ombre d'une royauté entourée d'institutions républicaines, qui veut la propagande à l'extérieur et la guerre pour faire triompher ses principes. »

Une fois de plus, M. Gauthier de Rumilly rétablit la vérité. Dans sa réponse à cette attaque anonyme, il rappelait les paroles significatives prononcées par lui en 1835 lors de la discussion sur les associations, « Je ne

suis ni de l'école américaine, ni de l'école doctrinaire ; mais je suis du nombre des hommes qui ont toujours été fidèles à leurs principes, qui n'ont pas joué la comédie sous la Restauration, qui ont soutenu que les lois de prévention, d'exception, étaient mortelles à tout gouvernement qui les emploie. »

Les calomniateurs en furent pour leurs frais. M. Gauthier de Rumilly fut réélu aux Elections de 1839 et on peut dire qu'à partir de cette époque, il devint le représentant attitré des idées libérales dans notre département. Nommé député pour la troisième fois en 1839, il se vit renouveler son mandat aux élections de 1843 et de 1846 par le collège *extra muros* d'Amiens.

M. Gauthier de Rumilly, Messieurs, a pris une part importante aux travaux de ces diverses législatures. Presque à chaque session, il intervenait dans la discussion de l'adresse ou du budget, le plus souvent pour présenter de judicieuses observations sur la situation financière du pays. En 1841, dans la discussion d'une proposition de loi sur les *incompatibilités*, il protestait énergiquement contre le cumul, cette plaie du régime de Juillet que nous n'avons pas encore pu faire disparaître de nos institutions républicaines. Il constatait que le nombre des fonctionnaires dans la Chambre, s'élevait au tiers de ses membres et appuyait la prise en considération de la proposition, tant pour la dignité du parlement, qu'au point de vue de l'intérêt d'une bonne administration qui ne permet pas d'enlever les fonctionnaires à l'exercice de leur emploi.

Mais c'est surtout aux questions d'affaires que s'était adonné M. Gauthier de Rumilly. et dans cet ordre de matières, il n'est pour ainsi dire pas de sujet qu'il n'ait abordé, Chambres consultatives d'agriculture législation

sur les sucres, projets de lois sur les douanes, vente à l'encan des marchandises neuves, perception des droits d'octroi sur les bestiaux, péréquation de l'impôt foncier, contrefaçon, pêcheries, lois sur la chasse, sur les patentes, sur le cabotage des grains par navires étrangers, concessions de chemins de fer et notamment de notre ligne du Nord, M. Gauthier de Rumilly a été entendu dans toutes ces questions ; il a été le rapporteur de plusieurs de ces projets, et notamment, en 1843, de l'important projet concernant l'interdiction de la fabrication du sucre indigène. C'est à lui, on l'a peut-être un peu oublié, que nous devons en grande partie la conservation de notre industrie sucrière ; le souvenir mérite d'en être conservé.

Vous savez messieurs, on l'a rappelé dans une discussion récente, à combien de projets et de délibérations a donné lieu depuis l'origine, notre législation sur les sucres. La production indigène que le premier Empire s'était efforcé de susciter en France pour atténuer les effets du blocus continental, avait eu des débuts très pénibles. Après avoir commencé par fournir en 1825 un million de kilogrammes environ, elle s'était graduellement élevée à dix millions en 1833 et dix ans plus tard, à quarante. De là une concurrence redoutable pour le sucre des colonies dont la production, jointe à celle du sucre indigène, excédait de beaucoup les besoins d'un marché où la consommation n'était alors évaluée que de 115 à 420 millions de kilog. par an. Cet excédant de production avait amené, avec l'avilissement des prix, un état de souffrance des plus graves tant pour l'industrie indigène que pour celle de nos colonies, et le législateur de cette époque cherchait le remède à cette situation. Deux moyens étaient proposés : ou établir



l'égalité d'impôt sur la production indigène qui avait été protégée au début, ou imposer un maximum de fabrication aux sucreries existantes, de manière à laisser à la culture coloniale un débouché suffisant.

Le gouvernement, « en vue, disait-il, de satisfaire à l'ensemble des grands intérêts du pays » avait imaginé un moyen plus radical qui était de supprimer l'une des deux productions sucrières. La sucrerie indigène ne demandait qu'à disparaître, moyennant indemnité, bien entendu. Sur 366 usines en activité, plus de 300 se prononçaient dans ce sens. On proposait en conséquence de répartir entre les fabricants de sucre une indemnité d'expropriation de 40 millions qui devait être compensée par l'augmentation des droits sur le sucre colonial, et quant à l'insuffisance de production devant résulter de la suppression de la sucrerie indigène, on comptait sur le sucre étranger pour la combler.

Telle était l'étrange conception économique soumise au Parlement. Déjà une proposition analogue faite en 1840 avait été repoussée. « Tuer une industrie par une industrie, avait dit M. Dupin aîné, interdire la culture, est un abus de la souveraineté, un acte illibéral, anti-français. » Néanmoins la proposition était reprise et présentée sous forme de projet de loi en 1843, par le ministre du commerce, M. Cunin-Gridaine. M. Gauthier de Rumilly qui avait déjà eu l'occasion de se prononcer dans la discussion de 1840, fut choisi comme rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet du gouvernement. Il le combattit avec vigueur tant dans son rapport qu'à la tribune, et contribua par ses efforts à le faire définitivement rejeter.

Depuis cette époque, la fabrication du sucre en France a atteint 500 millions de kilogrammes, Notre double

industrie sucrière n'en est pas moins réduite encore à chercher un remède à ses souffrances ; mais ce n'est plus l'excès de production qui en est cause ; et, loin que nous songions à attirer chez nous les sucres étrangers, c'est au contraire contre leur envahissement que nous avons à nous défendre.

C'est à la suite de ces importants travaux que M. Gauthier de Rumilly fut successivement nommé vice-président du Congrès central d'agriculture et vice-président de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. En 1843 il avait été également nommé membre du Conseil général de la Somme pour les cantons de Conty et de Poix réunis.

Vous savez, Messieurs, comment M. Guizot, remonté au pouvoir en 1840, était parvenu, en s'assurant par tous les moyens des majorités dociles, à substituer à l'instabilité ministérielle antérieure une stabilité trompeuse qui devait mener la monarchie à sa ruine. Je ne rappelle que d'un mot l'impopularité qu'il lui avait value par son mépris de l'opinion publique, par sa résistance à tout progrès politique et social. Les élections de 1846, en faisant entrer à la Chambre plus de deux cents fonctionnaires, avaient encore exagéré le système. Des procès scandaleux venaient justifier les accusations de corruption dirigées depuis longtemps contre la politique intérieure du gouvernement, en même temps qu'on lui reprochait d'avoir, par sa faiblesse et son amour de la paix à tout prix, abaissé au dehors la dignité de la France.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit à la fin de 1847, la campagne réformiste et que l'opposition, ayant à sa tête M. Odilon Barrot, organisa par toute la France les fameux banquets qui devaient propager dans le pays l'agitation légale.

M. Gauthier de Rumilly paya vaillamment de sa personne. Dès le 20 octobre 1847, par une lettre adressée au rédacteur en chef du *Journal de la Somme*, il provoquait une grande manifestation publique dans le département, afin d'y déployer le drapeau qu'il portait depuis seize ans, disait-il, et où il avait inscrit à chaque élection ces mots : « Les institutions représentatives avec sincérité ; la paix avec dignité ; le progrès avec sagesse ; le gouvernement et l'administration avec probité. »

Au banquet d'Avesnes, le 9 novembre, il portait un toast à la probité politique « qui n'admet pas les conversions intéressées pour se maintenir au pouvoir ; et il développait cette pensée « que c'est par les sentiments généreux, non par la corruption, qu'on doit mener les hommes. »

Le 5 décembre, au banquet tenu à Amiens dans la salle Longueville, et que présidait M. Odilon Barrot ayant à ses côtés les deux députés de l'arrondissement, il portait un toast « à la sincérité du gouvernement représentatif et au progrès de nos mœurs publiques. »

Du brillant discours qu'il prononçait à cette occasion, je ne cite que ce passage : « Que demandons-nous ? une chose bien simple. Nous demandons que notre gouvernement soit bien un gouvernement de majorité et que la majorité des électeurs nomme la majorité des députés, car dans la situation actuelle c'est la minorité des électeurs qui fait la majorité des députés. Nous demandons que le pays consulté ne soit pas suborné, ainsi qu'on l'a dit, comme un faux témoin, par tous les moyens innombrables de la centralisation. Nous demandons que les députés élus librement puissent être ministériels s'ils le jugent convenable, sans honte et sans profit. Nous demandons que le gouvernement représentatif ne soit

pas une société en participation qui s'établisse entre le ministre et le député d'un côté, de l'autre entre le député et l'électeur, société dont le budget fait les frais ! » Et les assistants applaudissaient à cette vigoureuse protestation contre la corruption et la candidature officielle érigées en système de gouvernement.

Telle était la signification de cette campagne entreprise contre des abus trop notoires qui viciaient le principe même des institutions représentatives. Il s'agissait d'amener le Gouvernement, sous la pression de l'opinion publique, à consentir la réforme parlementaire et électorale et l'extension du droit de suffrage par l'adjonction des capacités. Quant à la monarchie elle-même, M. Odilon Barrot et les amis qui le suivaient se gardaient bien de la mettre en cause. Au banquet de Lille, le 7 novembre, M. Odilon Barrot, accompagné de ses collègues de la région, Messieurs Corne, Choque, Piéron, Delespaul, Lestiboudois, Gauthier de Rumilly, Creton, Beaumont de la Somme, avait demandé au Comité organisateur d'ajouter au toast habituel : « à la réforme électorale et parlementaire » ces mots qui devaient en limiter la portée : « comme moyen d'assurer la pureté et la sincérité des institutions représentatives fondées en juillet 1830. » Cette addition ne fut pas acceptée, et M. Odilon Barrot et ses amis se retirèrent. M. Ledru Rollin entra en scène et avec lui la République et le suffrage universel.

Certes, si l'opposition dynastique avait beaucoup fait pour préparer ce résultat, elle ne l'avait ni prévu ni désiré. Elle restait sincèrement attachée au principe de la Monarchie constitutionnelle et ne poursuivait qu'un but parfaitement légitime et conforme aux intérêts comme à la véritable mission de ce régime, en demandant que la

capacité électorale fût successivement étendue suivant les progrès de l'éducation publique. Peut-être pouvait-on lui reprocher le caractère des moyens employés. Il n'en est pas moins vrai que le véritable auteur de la chute de la Monarchie de Juillet ce fut la Monarchie elle-même.

Elle succombait comme la vieille Royauté, en quelques jours, presque sans résistance, par une révolution nouvelle à laquelle on a donné le nom de Révolution du mépris, et sa chute était si profonde que, dès les premiers jours, le pays tout entier se ralliait à la République comme au seul gouvernement possible désormais.

M. Gaultier de Rumilly n'hésita pas à lui donner son adhésion. Il le pouvait faire sans effort. Tout son passé, ses principes politiques, ses doctrines libérales, sa haine du pouvoir personnel l'y conduisaient naturellement. Comme il l'avait écrit en 1837, c'est aux institutions représentatives que s'attachait avant tout sa religion politique, et le suicide de la monarchie le laissait libre de ses premiers engagements.

Quant au suffrage universel, sans doute il n'avait pas souhaité son avènement. Mais s'il redoutait de lui voir prendre possession du gouvernement du pays, tout d'un coup, sans degrés, sans préparation suffisante, il n'en pouvait du moins contester la légitimité, lui qui s'était toujours montré, même sous la monarchie, si respectueux du principe de la souveraineté nationale.

M. Gauthier de Rumilly posa sa candidature aux élections à l'Assemblée constituante. Dans sa circulaire du 25 mars 1848 aux électeurs du département, après avoir constaté que la République venait « s'asseoir sur les ruines de trois dynasties qui n'avaient laissé aucune racine dans le sol de la France, et qu'après la République

il ne pouvait rien rester que l'anarchie », il ajoutait : « Tous les bons citoyens doivent concourir à l'établissement du gouvernement républicain. Pour moi qui me suis toujours voué aux véritables intérêts de mon pays, j'accepte sans réserve, sans arrière-pensée, les faits accomplis et je travaillerai sincèrement à la consolidation d'une république durable. Fidèle aux principes de la souveraineté nationale, du progrès et de la vraie liberté que j'ai défendus sous tous les gouvernements, j'en poursuivrai encore la réalisation. » Mais en même temps qu'il adhérerait à la forme du gouvernement, il se déclarait hautement « l'ennemi des illusions dangereuses et des théories impraticables. » — « Je ne veux pas plus aujourd'hui l'influence de l'intimidation que je n'ai voulu de l'influence de la corruption ; et, sincère ami du peuple, je ne flatterai pas plus sa toute puissance que je n'ai flatté celle des Rois. »

M. Gauthier de Rumilly fut élu par 137,000 voix. Les représentants nommés avec lui par le département de la Somme, peut-être serez-vous curieux que je vous rappelle leurs noms, étaient Messieurs Allart, de Beaumont, Blin de Bourdon, Creton, Delattre, Amable Dubois, de Fourment, Labordère, Magniez, Morel-Cornet, Porion, Randoing et Tillette de Clermont.

Je ne sais si M. Gauthier de Rumilly fut du nombre des députés qui, le premier jour, groupés sur les marches de l'Assemblée, acclamèrent dix-sept fois la République. Mais ce qui est certain, c'est que l'ayant acceptée, il lui resta fidèle. Rallié à la République, comme nous l'avons vu, par raison, par dévouement au pays, par l'impossibilité où la monarchie s'était mise elle-même de diriger plus longtemps ses destinées, il apportait en même temps à l'Assemblée constituante les

sentiments de sagesse et de modération, l'esprit d'ordre et de légalité dont il ne s'était jamais départi.

M. Gauthier de Rumilly siégea au centre gauche de l'Assemblée avec ses anciens amis libéraux qui avaient, comme lui, adhéré à la République. Mais s'il vota toujours avec eux contre les propositions excessives ou anarchiques, il ne se laissa pas entraîner comme la plupart par le mouvement de réaction aveugle qui devait, autant que les violences de la montagne, amener la chute de la République. Il n'imita pas l'exemple de M. Thiers qui, dès les premières alarmes, s'empressait de tourner ses regards vers le prince Louis Bonaparte, ni de M. Odilon Barrot qui devait devenir le chef de son collègue de la Somme, M. de Beaumont, que nous avons vu figurer des premiers sur les listes de la commission consultative ; après le coup d'Etat de 1851.

Dans la discussion de la Constitution, M. Gauthier de Rumilly combattit la dangereuse utopie du *Droit au Travail*, auquel il opposait avec M. Dufaure, le devoir de l'*Assistance publique*. — « Il faut que la raison ait raison dans la République, disait-il. Le bon sens est l'esprit de la démocratie ; c'est le bon sens qui est dans la nation qui doit nous diriger, nous qui représentons cette intelligente démocratie. » Et, s'élevant contre des distinctions de classes d'où ne pouvaient manquer de sortir la haine, la violence et l'insurrection, il ajoutait : « Qu'on ne cherche pas à diviser les membres épars de la même famille, ceux qu'on appelle les ouvriers et les bourgeois. Le peuple, c'est tout le monde, c'est l'universalité des citoyens égaux et frères, investis des mêmes droits, soumis aux mêmes devoirs. » On ne pouvait tenir un langage plus sincèrement démocratique et, vous le

voyez, il n'offre rien qui heurte ni son ancien langage, ni ses anciennes opinions.

M. Gauthier de Rumilly concourut également à l'élaboration et à la discussion de l'importante loi sur le conseil d'Etat. Vous n'avez pas oublié quelle part considérable la constitution de 1848 faisait à ce grand corps de l'Etat dans l'administration des affaires publiques. L'année suivante, lorsque l'Assemblée constituante, à la veille de se dissoudre, procéda à la nomination des membres qui devaient le composer, M. de Rumilly, ému sans doute par les événements douloureux qui avaient marqué la première année de la République, inquiet sur leurs conséquences politiques qui déjà se laissaient pressentir, consentit à figurer sur la liste des candidats au Conseil. Son expérience des affaires, les aptitudes qu'il avait montrées dans les nombreuses discussions que j'ai rappelées, le désignaient au choix de l'Assemblée. Il fut en effet nommé au premier tour, le quatorzième, par trois cent quatre-vingt-six suffrages, et réélu l'année d'après, lors du renouvellement par moitié du Conseil, par l'Assemblée législative. Il en fut chassé par le coup d'Etat du 2 Décembre.

C'était la sixième révolution à laquelle il assistait. Mais celle-ci, loin d'être une revendication du patriotisme ou de la liberté, s'imposait au contraire comme une victoire insolente de la force sur le droit et sur la souveraineté nationale. M. Gauthier de Rumilly signa avec vingt et un de ses collègues une protestation contre cet attentat.

Il avait alors, Messieurs, bien près de soixante ans. Mais il était toujours jeune et plein de vigueur et l'avenir devait prouver qu'il pouvait compter encore sur une longue période d'activité. Cependant il n'eut pas un



instant d'hésitation. Comprenant que, dans ce pays asservi par la violence et qui ratifiait par ses votes l'usurpation commise contre lui, il n'y aurait plus de place de longtemps pour une action politique honnête et libre, il renonça à la politique et rentra dans l'obscurité de la vie privée, triste de ses espérances si cruellement déçues, heureux du moins de sauvegarder son indépendance ! Je l'ai dit sur sa tombe, ce qu'il faut admirer le plus peut-être, dans cette existence si honorable de M. Gauthier de Rumilly, c'est la philosophie tranquille avec laquelle il a accompli et soutenu pendant près de vingt ans ce sacrifice.

M. de Rumilly se réfugia dans son domaine de Fleury. Il y a vécu pendant tout le second Empire, ne fréquentant que quelques anciens amis, bientôt oublié des hommes du jour, à peine connu par la génération nouvelle, mais toujours fidèle à lui-même et à ses principes. Ne pouvant plus les défendre utilement, il se retirait à l'écart.

Certes il ne se désintéressait pas de la politique. Il avait trop de vrai patriotisme pour ne pas suivre avec une vive sollicitude les événements intérieurs ou extérieurs où s'agitaient les destinées du pays. Mais à aucun moment il ne voulut y prendre une part active. Il n'aurait pas pu se résoudre à prêter serment à un pouvoir parjure, et ne sollicita dès lors aucun mandat électif. C'est à d'autres travaux qu'il consacrait désormais son temps et son intelligence.

Déjà, pendant l'interruption de son mandat législatif, de 1834 à 1837, M. Gauthier de Rumilly avait su occuper utilement ses loisirs en se dévouant aux intérêts de son canton, en contribuant notamment à le doter des chemins qui lui manquaient. Propriétaire, exploitant

lui-même les prairies qui constituaient la plus grande part de son domaine, il s'appliquait avec beaucoup d'attrait aux choses de l'agriculture et avait été un des premiers, nous l'avons vu, à réclamer l'institution de chambres consultatives dont nous attendons toujours la création.

Revenu à Fleury après le coup d'Etat et, cette fois il devait le croire, pour ne plus le quitter, il y retrouva les mêmes occupations et les mêmes intérêts. Les progrès de notre industrie n'avaient pas moins d'importance à ses yeux ; et c'est ainsi que nous le voyons en 1859, développer dans un rapport à la Société d'Encouragement pour l'éducation nationale, l'utilité de la création de musées technologiques et d'art industriel.

La culture de son esprit, le goût des lettres qui ne l'avait jamais abandonné, lui fournissaient d'ailleurs d'autres ressources. Vous ne vous feriez pas facilement une idée de ce qu'il a lu pendant cette partie de sa vie forcément condamnée au repos. M. de Rumilly avait pris l'habitude de consigner dans un cahier, écrites de sa main, de cette belle et large écriture qu'il a conservée jusqu'au dernier jour, des citations de ses principales lectures. J'ai parcouru ce volume et je veux vous donner un aperçu des auteurs et des ouvrages qui y sont mentionnés.

J'y trouve d'abord, naturellement, nos grands classiques qu'il relisait sans cesse, Molière surtout, dans lequel, disait-il souvent, il avait appris à connaître les hommes ; puis La Fontaine, Buffon, M<sup>me</sup> de Sévigné, Delille, les cours de littérature de La Harpe et de Villemain, des notices empruntées à la biographie universelle de Michaud sur les divers personnages qui avaient attiré son attention, des traductions de Shakespeare et de Goëthe ; parmi les modernes Béranger, Lamartine,

Victor Hugo, les lettres de Victor Jacquemont. Ils ne dédaignait pas les romanciers : Georges Sand, Balzac, Ch. de Bernard, Ed. About, O. Feuillet, Tourghenieff le distrayaient à l'occasion de sujets plus graves.

Mais c'étaient surtout l'histoire, les mémoires et correspondances, les ouvrages de philosophie politique qui l'intéressaient. Je ne puis vous citer, la liste en est trop longue, tous ceux qu'il a lus et dont il a fait des extraits, depuis la correspondance du comte de Lamarck et de Mirabeau, en passant par les mémoires du premier Empire, jusqu'aux mémoires d'*outre-tombe* de Chateaubriand et à ceux de M. Guizot *pour servir à l'histoire de son temps*, dans lesquels il voyait revivre le passé récent où il avait eu sa part d'action.

Un des livres qu'il paraît avoir lu avec le plus d'intérêt, un livre que j'ai toujours considéré, pour ma part, comme l'œuvre la plus forte de ce siècle et que j'ai cru pouvoir appeler un jour *l'Evangile de la démocratie*, c'est celui d'Alexis de Tocqueville « la Démocratie en Amérique ». Il en avait fait de nombreux extraits qui témoignent de l'évolution qui se faisait dans son esprit vers le régime démocratique.

Dans la plupart de ces lectures, il notait de préférence les maximes tendant à établir que la véritable grandeur de l'homme est dans le culte de l'honneur et de la vertu, non dans l'exercice de la puissance ; ainsi cette maxime empruntée aux *Essais divers de Mme de Tracy* : « On peut être un très honnête homme sans être un grand homme, mais on ne saurait être véritablement un grand homme sans être en même temps un très honnête homme » ; et cette autre, si expressive dans sa crudité, de *Petit Senn* de Genève : « il n'est homme si sale en politique que celui qui est propre à tout. »

La même préoccupation le suivait dans la lecture des journaux. Il y saisissait surtout avidement tout ce qui pouvait sembler une condamnation de l'apostasie politique. Dans le journal le *Siècle* du 28 mars 1857, il a copié ce passage d'un article de Taxile Delord sur l'éloge de M. Molé prononcé à l'Académie par M. de Falloux. On sent qu'il eût voulu l'avoir écrit lui-même.

« La vie politique de M. Molé est bien simple ; elle  
« peut se raconter en peu de mots : il a été ministre  
« sous trois gouvernements... M. de Falloux dit qu'en  
« 1816, M. Molé donna la préférence à son ambition.  
« La Patrie n'exige pas de tels sacrifices. C'est encore  
« la servir que de rester fidèle à ses engagements, à son  
« drapeau, à son parti. Alors même qu'on n'a plus  
« l'espoir de lui être utile, l'honneur vous fait un devoir  
« de ne point abandonner un homme ou une idée, car ce  
« n'est pas seulement un homme ou une idée qu'on renie  
« en les abandonnant, c'est soi même, c'est son passé. »

« M. Molé a eu sa défection d'Esbonne, il ne s'en  
« lavera qu'aux yeux des moralistes de l'école de Talley-  
« rand, de Fouché et de Marmont. La patrie ! prétexte  
« commode et que M. de Falloux invoquera sans doute  
« à son tour, pour se justifier d'avoir été républicain !  
« Si les hommes de talent et d'intelligence comme  
« M. Molé ont eu si peu d'action directe sur le pays,  
« c'est que le pays n'a jamais su au juste ce qu'il devait  
« voir en eux. — On nous dit souvent : si la liberté n'a  
« point réussi à s'établir en France, il faut s'en prendre  
« aux licences de la presse, aux violences de la rue, à la  
« crainte de l'anarchie en un mot. — Il y a quelque  
« chose qui a nui à la liberté plus encore que tout cela,  
« c'est le mensonge de ceux qui l'ont invoquée et reniée  
« tour à tour, qui s'en sont servi et qui l'ont calomniée. »

Vous jugez si M. Gauthier de Rumilly devait enregistrer avec bonheur cette éloquente apostrophe ! il était de ceux qui avaient le droit d'y applaudir et, sans doute, il ne la lisait pas sans faire avec un légitime orgueil un retour sur lui-même.

Ne pensait-il pas à lui également, quand il copiait au mois de mai 1862, dans le *Journal des Débats*, cette phrase de M. Weiss visant probablement les hommes qui avaient protesté, comme lui, contre le coup d'Etat et l'Empire ? « Qu'ont-ils pu faire ? rien, si ce n'est de rester « fidèles à eux mêmes, d'attendre avec patience et de « croire que le temps conspirait pour eux. Le temps n'a « point trompé leur espoir ; rare et consolant exemple « des vicissitudes des choses d'ici-bas. »

M. Gauthier de Rumilly attendait avec patience. Dans un éloge de Montaigne par Villemain, il avait souligné cette phrase du philosophe : « J'aime la vie et la cultive telle qu'il a plu à Dieu nous l'octroyer », et cette conclusion du panégyriste qui semblait faite pour lui-même : « C'est ainsi qu'il coule ses jours dans le sein « des occupations qu'il aimait, libre et tranquille, élevé « par la raison au dessus de tous les chagrins qui ne « venaient pas du cœur, attendant la mort sans la « craindre et voulant qu'elle le trouvât occupé à bêcher « son jardin et nonchalant d'elle. »

Mais M. Gauthier de Rumilly n'était pas au bout de sa carrière ; les événements allaient se charger de le rappeler à la vie active. Tout en cultivant ses fleurs et en soignant ses prés, il commençait en effet à s'apercevoir que le temps avait conspiré pour les fidèles amis de la liberté et que le moment approchait où la longue patience devait faire place à l'espoir.

**De nombreux extraits des journaux indépendants, du**

retentissant discours prononcé au Sénat, en 1867, par M. de Persigny, des notes prises sur le compte rendu d'Emile Ollivier à ses électeurs, en 1869, sur son livre *Le 19 Janvier*, prouvent avec quel intérêt M. de Rumilly surveillait le réveil de l'opinion publique. S'il se réjouissait de ce retour vers la liberté, il n'était pas moins attentif aux événements extérieurs et à la politique imprudente qui, en même temps qu'elle épuisait nos forces dans des aventures lointaines, favorisait à nos portes l'agrandissement de la Prusse. Il en prévoyait avec anxiété les conséquences funestes.

Le coup de tonnerre de 1870 le trouva dans sa retraite ; je n'ai pas besoin de dire combien son vieux patriotisme en fut ému. M. de Rumilly comprit tout aussitôt qu'encore une fois la liberté allait avoir à réparer les ruines faites par le despotisme ; et, retrouvant l'ardeur des anciens jours, il se tint prêt à recommencer le bon combat.

C'est à ce moment, Messieurs, que je l'ai connu. Le gouvernement de la Défense nationale m'avait appelé au poste de Procureur général à Amiens. Un jour il se fit annoncer au parquet. Je vis entrer un grand vieillard, portant haut une belle tête couronnée de cheveux blancs, aux manières pleines d'aisance, de politesse et de dignité ; on reconnaissait en lui un de ces types aujourd'hui disparus des parlementaires du commencement de notre siècle. La conversation s'engagea sur la politique. Dès le premier moment, il avait accepté la République comme il l'avait fait une première fois déjà en 1848, et la netteté de sa parole ne permettait pas de douter de la sincérité de son adhésion.

Je fus séduit tout de suite par cette vaillance et ce libéralisme de franche allure qui se voyaient en lui, et je

compris que ce vieil athlète des anciennes luttes serait une précieuse recrue pour celles qu'il allait falloir livrer de nouveau.

Quelques jours après, le gouvernement de la Défense nationale ayant décidé d'appeler le peuple à des élections pour le mois d'octobre, M. Gauthier de Rumilly publiait une profession de foi où je lis la déclaration suivante :

« C'est dans les moments suprêmes où la Patrie en danger fait appel à tous les dévouements, que les hommes de cœur doivent leur concours au salut de la Patrie. Unissons tous nos efforts, toutes nos pensées, sans prétentions et sans souvenirs de partis. L'Empire est tombé sous le poids de son impéritie et de la honte d'une capitulation inouïe dans notre histoire ; il n'en est pas même resté la majesté d'une ruine. Rallions-nous donc, en présence de l'étranger, au gouvernement de la République justement appelé le gouvernement de la Défense nationale et le seul qui puisse nous préserver de la guerre civile. »

Les élections annoncées furent ajournées par une nouvelle décision du gouvernement et n'eurent lieu qu'au mois de février suivant, après l'achèvement de nos désastres et la conclusion de l'armistice arrachée par la famine à l'héroïque résistance de Paris.

Bien que M. Gauthier de Rumilly, à l'ouverture de cette nouvelle période électorale, eût publié de nouveau sa profession de foi du mois de septembre précédent, je ne fus pas peu surpris de le voir figurer sur la liste monarchiste et réactionnaire qui triompha avec plus de cent mille voix, tandis que notre liste républicaine, improvisée à la dernière heure, n'en réunissait qu'une vingtaine de mille. Le lendemain de l'élection, l'ayant rencontré, je ne lui cachai pas mon étonnement. « Mon-

sieur Goblet, me dit-il, je ne suis pas un blanc ; vous le verrez. »

Et en effet, je le vis. Dès ses premiers votes à l'Assemblée nationale, à Bordeaux, comme à Versailles où l'autorité qu'il tenait de sa longue carrière parlementaire l'avait fait nommer président de la Commission chargée de se concerter avec le Pouvoir exécutif pour la répression de l'insurrection communaliste, M. Gauthier de Rumilly se prononça ouvertement pour la République.

Aussi, lorsque quelques mois après, aux élections du 2 juillet, je fus à mon tour envoyé à l'Assemblée nationale, mon premier acte, en arrivant à Versailles, fut de lui porter mes excuses pour avoir un instant douté de lui.

De ce moment s'est formée entre nous, malgré la différence des âges, une amitié solide où je lui rendais en respectueuse affection ce qu'il voulait bien m'accorder de confiance et d'estime, et que n'ont jamais altérée les divergences qui pouvaient nous séparer sur certains points de la politique.

A peine vous ai-je dit quelques mots, incidemment, des qualités de son esprit et de son cœur. Il en faut parler cependant, si l'on veut connaître tout l'homme. M. Gauthier de Rumilly avait un esprit des plus aimables, orné, cultivé, plein de gaieté, de finesse, parfois de trait. Tous ceux qui l'ont approché dans l'intimité gardent le souvenir de l'agrément qu'offrait son commerce. Pour moi, je n'oublierai jamais nos longues causeries pendant les années tardives où je l'ai connu, si enjouées lorsqu'il se laissait aller à sa bonne humeur et à sa verve naturelles, si intéressantes lorsqu'il racontait quelques un de ses souvenirs parlementaires. Il continuait de s'avancer dans la vie comme s'il avait eu encore un long avenir devant lui. Les jours ne lui pesaient pas. On eût dit qu'il



avait oublié le compte de ses années. Il s'en souvenait cependant et voyait approcher l'heure inévitable, sans crainte, mais point « nonchalant d'elle. » Une de ses dernières lectures où il prit grand plaisir, fut celle d'un livre que lui avait prêté son médecin de Conty et portait ce titre : « *De la Sobriété. Conseils pour vivre longtemps, par Cornaro.* » (1)

Il en avait noté ces deux passages : « p. 264. — Cornaro, né à Venise, en 1466, d'une famille noble ; à 91 ans il écrivit sur l'architecture. — P. 267 : Il mourut à 99 ans ; il conserva jusqu'à son dernier jour la vivacité de son esprit et l'enjouement de son caractère. »

On en peut dire autant de M. de Rumilly, bien qu'il n'ait pas atteint tout à fait ce grand âge. Il aimait la vie, parce qu'il savait s'intéresser toujours aux choses de ce monde. S'il n'écrivait pas, il continuait ses lectures. Dans les derniers temps, il se faisait relire l'histoire de France de Michelet. Parfois encore il prenait plaisir à ajouter quelque citation à son recueil. La dernière qu'il y ait inscrite est cette pensée de Montaigne, qui est comme la formule même de l'indépendance, le bien que M. de Rumilly avait toujours placé au-dessus de tous les autres : « Mon opinion est qu'il se faut prêter à autrui et « ne se donner qu'à soi même. »

N'imaginez pas cependant que l'âge ou le spectacle de la vie l'eussent conduit au scepticisme. M. Gauthier de Rumilly avait toujours bon et généreux, compatissant aux faibles, bienveillant ; mais sa bienveillance n'avait

---

(1) Le véritable titre de l'ouvrage de Cornaro est celui-ci : « Discorsi della vita sobria, nequali con l'esempio di se stesso, « dimoustra con quali mezzi possa l'uomo conservarsi sano fino « all'ultima vecchiezza. »

rien de banal. Comme il avait gardé le mépris facile pour les bassesses humaines, et comme il détestait l'hypocrisie ! Les vices ou les faiblesses dont notre temps n'est pas plus exempt que les autres, les palinodies, les manœuvres louches, la corruption, la poursuite des places ou du gain dans la politique, trouvaient toujours en lui un censeur sévère comme aux jours de sa jeunesse. Certes, il n'était pas de ceux dont son auteur préféré a dit : qu'ils ne connaissent pas...

Les haines vigoureuses

Que doit donner le vice aux âmes vertueuses.

Messieurs, la dernière période de la vie de M. Gauthier de Rumilly est voisine de nous, et vous avez présent à l'esprit le rôle qu'il a joué dans nos assemblées pendant les treize années qu'elle a duré.

J'ai dit que M. de Rumilly avait accepté sans arrière-pensée la République. Plus que jamais elle lui apparaissait comme le Gouvernement nécessaire de notre société démocratique, et les circonstances même au milieu desquelles elle était née permettaient d'espérer qu'elle échapperait aux crises qui avaient fait avorter l'expérience de 1848. M. Gauthier de Rumilly ne négligea donc rien pour préparer et assurer l'établissement d'une République parlementaire fondée sur les principes d'ordre et de liberté qui avaient été ceux de toute sa vie.

Il concourut d'abord à la nomination comme chef du pouvoir exécutif de M. Thiers dont il avait admiré l'énergique opposition dans les dernières années de l'Empire, et qui venait de déployer tant de patriotisme en parcourant l'Europe pour tenter d'arracher la France à sa mauvaise fortune ! M. Thiers, à Bordeaux, avait annoncé qu'il ferait l'essai loyal de la République. M. Gauthier de Rumilly le soutint fermement dans cette voie. Il signa

la proposition *Rivet* qui prorogeait ses pouvoirs et, pour la première fois, impliquait une sorte de reconnaissance légale du gouvernement républicain.

Au 24 mai 1873, lorsque les monarchistes délivrés, grâce aux efforts et à l'habileté de M. Thiers, de la présence de l'ennemi, renversèrent par leur vote celui que, quelques jours auparavant, ils déclaraient avoir bien mérité de la Patrie, s'imaginant renverser avec lui la République, M. G. de Rumilly vota pour M. Thiers avec tous les républicains de l'Assemblée.

Dans la lutte pied à pied qu'il fallut dès lors soutenir contre la réaction, durant les tentatives de restauration qui menacèrent la République, M. Gauthier de Rumilly ne faiblit pas un instant. Comme président, à diverses reprises, du centre gauche, il contribua puissamment à rattacher au gouvernement républicain ce groupe important de l'assemblée où figuraient tant de personnages éminents, anciens partisans, comme lui, de la monarchie constitutionnelle et qui n'avaient peut-être pas apporté dans leur adhésion récente une égale fermeté.

Si M. Gauthier de Rumilly avait renoncé à aborder la tribune, il n'exerçait pas moins une réelle influence due aux souvenirs que son nom rappeloit, à son expérience parlementaire et surtout à la loyauté, reconnue par tous, de son caractère et de ses opinions.

En 1875, il vota la Constitution qui consacrait la République et, quand l'Assemblée nationale pour achever son œuvre, nomma les soixante-quinze membres inamovibles qui devaient constituer l'élément stable du Sénat, il fut élu le 39<sup>e</sup> sur la liste, par 347 voix. Bien qu'en eût dit le pamphlétaire de 1837, M. Gauthier de Rumilly avait toujours été partisan de la dualité des Chambres. Il l'avait votée en 1848 comme en 1875, et pouvait accepter

sans scrupule la haute marque de confiance qui l'appelait à siéger des premiers et jusqu'à la fin de sa vie, dans le Sénat de la République. Sa place y était nécessairement marquée. Pour lui, malgré son grand âge, ce n'est pas le repos qu'il cherchait et il ne songeait guère à s'abriter derrière l'inamovibilité pour échapper aux luttes politiques. Après comme avant, nous l'avons vu, plus d'une fois, intervenir dans nos réunions électorales qu'il présidait avec l'autorité de son âge et de ses longs services. Il ne manquait pas de nous adresser, chaque fois, quelques paroles viriles et fortifiantes et de rappeler avec fierté les nombreuses élections dont l'avait honoré notre département.

M. Gauthier de Rumilly a été le doyen vénéré du Sénat de 1876 à 1884. C'est lui qui, en cette qualité, eut l'honneur d'inaugurer la première session du Sénat en 1876 et de prendre acte de la consécration solennelle que les élections sénatoriales venaient de donner à la Constitution. — « La France a parlé, disait-il, la République est fondée. Le gouvernement du pays par le pays est assuré. »

Au début de la session de 1877, M. Gauthier de Rumilly appelé de nouveau par son âge à la présidence, prononçait ces paroles qui déterminent si heureusement le rôle que, dans sa pensée, devait remplir la Chambre haute : « Modérateur des pouvoirs publics, le Sénat sera aussi l'interprète expérimenté et vigilant des besoins réels du pays et des progrès reconnus nécessaires. Dans le cours de ma longue carrière parlementaire et de ma vie politique qui date de près de soixante années, j'ai vu tomber tous les gouvernements qui, ne tenant aucun compte de l'opinion publique, s'efforcèrent, mais en vain, de résister à la puissance de cette opinion ; et j'ai

vu, au contraire, les grands corps de l'Etat qui conformaient leurs résolutions aux sentiments et aux besoins exprimés par le pays, augmenter leur crédit et leur influence. Ces grandes leçons de l'histoire contemporaine ne seront pas perdues aux temps où nous vivons. »

Ce ferme langage, couvert d'applaudissements par les Républicains du Sénat, devait grandement surprendre les membres de la Droite, encore en majorité à cette époque, et qui, méconnaissant audacieusement le sentiment public, se préparaient à dissoudre la Chambre des députés trois mois plus tard, pour tenter avec le pouvoir exécutif un nouvel et dernier assaut contre la République.

Je ne vous referai pas, Messieurs, l'histoire du 16 Mai. Mais vous me permettrez de rappeler quelle part active M. Gauthier de Rumilly prit à la résistance. Lui qui avait combattu le pouvoir personnel sous la Monarchie, qui l'avait détesté sous l'Empire, comment aurait-il pu le supporter sous la République ? Bien que son inamovibilité le mit en dehors de la lutte, il tint à honneur d'y entrer en publiant, avec son collègue M. Dauphin, une protestation énergique contre la violence faite à la souveraineté nationale. Rien n'était plus légal que ce manifeste. Il fut cependant, vous vous en souvenez, lacéré par les ordres de l'administration et du parquet ; ses auteurs furent menacés de poursuites et, si le 16 Mai n'avait pas été vaincu, vous auriez pu voir ce spectacle, M. Gauthier de Rumilly, l'ancien défenseur des sergents de la Rochelle, le vieux parlementaire libéral de la Monarchie de Juillet, le doyen du Sénat de la République, venant à quatre-vingt-cinq ans plaider en cour criminelle pour lui et pour la Liberté.

En prononçant l'allocution d'usage à l'ouverture de la

session de 1878, l'honorable doyen du Sénat pouvait constater le triomphe des principes constitutionnels sur l'entreprise tentée contre la nation. Il rendait hommage au Sénat pour son attitude aussi sage que ferme qui avait empêché les ministres de prolonger une crise aussi redoutable. « La confiance, disait-il, ne peut exister que dans le respect de la loi et dans la pratique salubre de ce grand principe que le droit doit primer la force... Soixante années d'expériences politiques nous ont suffisamment convaincus que le gouvernement personnel était aussi funeste aux princes qu'aux peuples, amenant les catastrophes et les Révolutions. Car la nation seule est souveraine, et sa volonté se manifeste aujourd'hui légalement par la voix du suffrage universel librement exprimé.

Dans ce même discours, M. Gauthier de Rumilly saluait d'un dernier adieu M. Thiers qui venait de disparaître, à la veille de la victoire que lui aussi avait préparée par ses efforts, célébrant « le grand patriote, l'homme d'Etat consommé, le politique clairvoyant qui, par son testament politique, du fond de sa tombe, chargé des témoignages de respect de la France et du monde entier, servait encore son pays. »

M. Gauthier de Rumilly survivait à tous les compagnons de sa jeunesse, à M. Odilon Barrot, qui n'était pas rentré dans la vie parlementaire après 1870, à M. de Rémusat, M. de Malleville, M. Thiers, M. de Montalivet, M. Dufaure. Il semblait que le temps n'eût pas de prise sur lui.

Cinq sessions, 1879 à 1883, s'ouvrirent encore sous sa présidence. Suivant l'image heureuse de M. le vice-président Humbert, « il était l'honneur et l'ornement de ces séances de rentrée. » Le Sénat, fier de conserver à

sa tête ce noble vétéran des institutions parlementaires, applaudissait à sa parole, dont l'âge n'avait pas refroidi la généreuse ardeur, et à la haute expérience avec laquelle il appréciait en quelques mots les diverses questions de la politique. Dans ces discours, M. Gaulthier de Rumilly se montrait toujours semblable à lui-même et, comme il l'avait dit tant de fois, fidèle à ses principes. S'il recommandait avec plus d'insistance la modération et la sagesse, il ne les séparait jamais cependant de l'amour du progrès et de la liberté.

En 1879, accueillant avec confiance le résultat des dernières élections sénatoriales qui assuraient la majorité à l'opinion républicaine, il rappelait au Sénat « qu'il était institué pour modérer, mais non pour entraver, qu'il ne saurait devenir un instrument de combat, mais devait être le modérateur des pouvoirs publics et le gardien vigilant des institutions républicaines.

En 1880, faisant allusion au conflit qui s'était élevé entre le gouvernement et les congrégations religieuses, il disait : « La France veut conserver son unité nationale et les droits d'un grand Etat ; elle n'entend pas qu'un Etat hostile se forme dans l'Etat, que la division entre les citoyens soit entretenue pour le présent comme pour l'avenir, et que des téméraires, aspirant à la domination politique, exhument un passé qui ne peut plus revivre et viennent déclarer la guerre aux sages institutions qui, depuis près d'un siècle, forment la base de notre société civile. »

M. de Rumilly, en effet, n'était pas moins ferme dans sa résistance à l'esprit clérical que dans son opposition au pouvoir personnel. Bien qu'il ne s'en tint pas à une sorte de philosophie spiritualiste plus ou moins vague, et qu'il professât des sentiments religieux, croyant a

l'existence d'un Etre suprême, comme le prouvent de nombreuses citations recueillies dans son livre, il ne transigeait pas au sujet des prétentions envahissantes du clergé et des congrégations. En 1880, il vote l'ordre du jour par lequel le Sénat après la Chambre, laissait toute liberté au gouvernement pour l'application des lois aux congrégations non autorisées.

Ainsi, sur toutes les questions capitales, il demeurait en communauté de sentiments avec la majorité républicaine. Ce n'est pas à dire cependant, que lui, qu'on avait accusé de tout critiquer, de tout blâmer sous le régime de Juillet, il ait tout approuvé jusque dans ces dernières années. M. Gauthier de Rumilly était assez indépendant pour ne prendre conseil que de lui-même. Toujours, jusqu'à la fin, j'ai observé en lui un jugement très libre et très personnel et plus d'une fois, en face des déviations que paraissait subir la politique du gouvernement républicain, je lui ai entendu formuler des appréciations sévères sur les actes et même sur les personnes qui lui avaient inspiré d'abord le plus de confiance.

Un point qui lui tenait fort à cœur, c'était le maintien de la Constitution. Comment s'en étonner ? Il n'était pas un républicain de la veille, et la transaction à laquelle avait fini par aboutir l'Assemblée nationale, loin de lui coûter, répondait au contraire aux aspirations de toute sa vie. Par l'institution du régime parlementaire avec deux Chambres, par celle d'un Président de la République irresponsable et armé du droit de dissolution, la République de 1875 ne se rapprochait-elle pas essentiellement de cette monarchie constitutionnelle qui avait eu ses premiers vœux, qu'il n'avait combattue que parce qu'elle méconnaissait, dans la pratique, les règles du



gouvernement parlementaire, et qu'il n'avait enfin abandonnée qu'après qu'elle avait succombé sans retour sous le poids de ses propres fautes ?

Aussi M. Gauthier de Rumilly ne voulait-il pas entendre parler de révision. Dans son discours d'ouverture à la session de 1882, alors que la question venait d'être posée aux élections législatives de 1881, il proclamait : « que le progrès n'est pas dans l'instabilité des lois constitutionnelles » et s'efforçait de démontrer que l'élection sénatoriale du 8 janvier qui venait d'augmenter la majorité républicaine « était la meilleure des révisions. »

Il y revenait dans son discours de 1883, et ce sujet lui enait tant à cœur qu'il avait projeté de rompre avec ses habitudes et de monter une dernière fois à la tribune pour combattre le projet de Révision, lorsqu'il serait présenté au Sénat. Ne croyez pas, Messieurs, que ce fût une simple velléité de son esprit. Il s'y était préparé. J'ai trouvé dans ses papiers, et je conserve précieusement, une note tout entière de sa main, dans laquelle il avait résumé les principales considérations qu'il voulait développer dans ce débat. Si M. Gauthier de Rumilly avait pu se douter de ce que serait cette révision tant redoutée par lui, sans doute il n'aurait pas pris tant de peine !

Mais savez-vous de quelle date est cette note ? Des 10, 14 et 24 janvier 1884, quelques jours avant sa mort. Puis-je vous apporter un plus saisissant témoignage de la vitalité qu'il avait conservée jusqu'au dernier moment ?

M. G. de Rumilly, cependant, n'avait pas présidé à l'ouverture de la session de 1884. Il s'était fait excuser ; non que sa santé l'en empêchât. Mais il avait des raisons d'un autre ordre pour s'abstenir. Je vous ai dit qu'il avait cessé d'approuver la politique suivie dans les

derniers temps. Indépendamment du projet de révision dont vous avez vu ce qu'il pensait, d'autres sujets de préoccupation lui étaient venus.

Dans son discours de 1883, après avoir rendu hommage à Gambetta qui venait de mourir à son tour, si prématurément, et salué en lui « le puissant orateur, le grand organisateur de la Défense nationale », tout en constatant « que sous le gouvernement républicain il n'est pas d'homme indispensable et que la République vit par la puissance des institutions constitutionnelles et par l'assentiment de la nation », il laissait cependant percer ses inquiétudes. Les grèves nombreuses qui avaient ralenti le mouvement du travail national au profit de l'industrie étrangère, la crise agricole, la disparition des excédants de recettes dans nos budgets, les retards apportés aux réformes attendues, les changements ministériels survenus pendant le cours de l'année précédente, commençaient à lui inspirer des craintes pour l'avenir. Il invoquait la parole de M. Thiers : « L'avenir est aux plus sages, » et rappelait « qu'il avait vu périr tous les gouvernements qui s'étaient succédé depuis le commencement de ce siècle, par leurs propres fautes et par leur dédain pour la sagesse politique. »

L'année 1883 n'avait pas modifié ses impressions dans un sens plus favorable. Disons le mot, M. Gauthier de Rumilly était mécontent. Il lui en coûtait de le dire à ce Sénat qui lui avait toujours montré tant de déférence, et il lui en eût coûté plus encore, s'il avait pris la parole, de ne pas exprimer librement sa pensée. Aussi m'avait-il annoncé plusieurs mois auparavant, son intention de renoncer à un honneur auquel il attachait cependant tant de prix.

Trois semaines après l'ouverture de la session, au

grand étonnement de tous ses amis et de ses collègues, car il nous avait habitués à compter sur la durée de sa verte vieillesse, M. Gauthier de Rumilly nous était enlevé presque subitement. Après quelques jours seulement de maladie, il mourait dans la soirée du 30 janvier, debout entre les bras de son médecin, dans le petit hôtel qu'il habitait à Passy, rue des Sablons. Sa dernière parole avait été pour remercier Dieu de la vie qu'il lui avait faite.

M. Gauthier de Rumilly repose, suivant la volonté exprimée par son testament, dans un caveau construit au cimetière du Père-Lachaise, où ont été réunis à ses restes ceux de sa femme, morte comme je l'ai dit, en 1861, à côté de la tombe de sa sœur, madame Montaruli.

Des obsèques solennelles lui ont été faites, qui témoignaient de la vénération dont il était environné. Déjà, en apprenant la mort de son doyen, le Sénat, en signe de deuil, avait levé la séance. Un nombreux cortège d'amis, de collègues, de membres de la Chambre, l'accompagna jusqu'à sa dernière demeure, et je ne puis me rappeler le recueillement dont furent entourées ces funérailles d'un homme arrivé aux limites extrêmes de la vie, sans penser qu'il y a dans l'estime universelle une haute récompense pour ceux qui, peu soucieux des honneurs, des emplois, de la fortune, ne tirent leur illustration que de leur caractère et de leur fidélité à leurs convictions.

Tel est l'hommage qui a été rendu à M. Gauthier de Rumilly dans les discours prononcés, au Sénat par M. le président Le Royer, sur sa tombe, au nom du Sénat par un de ses vice-présidents M. Humbert, au nom de ses amis par l'honorable M. Barthélémy Saint-Hilaire.

« Deux qualités surtout, a dit ce dernier, ou plutôt deux vertus étaient éminentes dans M. Gauthier de

Rumilly : le désintéressement et le dévouement. Il n'a jamais ambitionné rien de ce qui excite les désirs et les convoitises vulgaires. Honneurs, dignités, fonctions publiques sont venus le trouver sans qu'il les ait recherchés, non pas qu'il les dédaignât par orgueil, mais parce qu'il connaissait des satisfactions plus intimes et plus relevées auxquelles il se tenait. Le désintéressement est la première et la plus indispensable des conditions qu'un homme public doit remplir. M. Gauthier de Rumilly n'a pas éprouvé de ces faiblesses qui ne sont malheureusement que trop fréquentes et qu'on se pardonne si aisément. Son désintéressement sincère a produit tout naturellement son indépendance absolue et il a su résister également aux exigences passionnées et aveugles de l'esprit de parti et aux menaces d'un pouvoir oppressif. » Et M. Barthélémy Saint-Hilaire terminait son discours en répétant le jugement porté au Sénat par M. le Président Le Royer : cette noble vie est un modèle à prendre pour les plus honnêtes et les plus modérés d'entre nous ; c'est un exemple à suivre pour les plus énergiques. »

Que pourrai-je ajouter, Messieurs, à cet éloge ? Je l'aurai justifié si, en vous racontant cette longue existence, j'ai réussi à vous en faire admirer la grandeur simple et l'unité. Dans le livre d'extraits dont je vous ai tant parlé, M. Gauthier de Rumilly avait copié ce passage de la biographie de *Caton l'ancien* : « Il avait 80 ans, lorsqu'il se vit forcé de se justifier pour la dernière fois. Le débat du plaidoyer qu'il prononça dans cette occasion à quelque chose de sublime dans sa simplicité. — Romains, dit-il, il est bien difficile de rendre compte de sa conduite devant les hommes d'un autre siècle que celui où l'on a vécu. »

Et en effet, que de circonstances passagères qui sont une cause d'excuse pour les contemporains, s'effacent et paraissent sans valeur aux yeux de la postérité ! M. Gauthier de Rumilly, né à la fin du siècle dernier, a presque vu s'achever celui-ci ; il a survécu à plusieurs générations et s'est trouvé mêlé à bien des Révolutions, depuis la chute du premier Empire jusqu'à la fondation de la troisième République. Cependant, vous l'avez vu, il n'avait pas à craindre de rendre compte de sa conduite, parce qu'au milieu de tant d'événements divers, elle a toujours été dirigée uniquement par les mobiles élevés dont parlait le témoin de sa vie, M. Barthélémy Saint-Hilaire.

Messieurs, mon affection pour M. Gauthier de Rumilly ne saurait m'égarer au point de lui attribuer, dans notre histoire parlementaire, une place à laquelle il n'a jamais prétendu. Sans doute il n'y a pas joué un des premiers rôles ; peut-être ne lui a-t-il manqué pour cela qu'un peu d'ambition. Encore n'est-ce point un rôle médiocre que d'avoir donné à ses contemporains, pendant plus d'un demi-siècle, l'exemple de la probité politique et du dévouement désintéressé au pays.

M. Gauthier de Rumilly a donné cet exemple. Il a servi son pays sous des régimes divers, sans jamais en tirer un avantage personnel et sans faillir à la cause de la liberté qu'il avait embrassée dès sa première jeunesse. Il est demeuré libéral à travers les vicissitudes des choses et les variations des hommes. M. de Rumilly avait mis dans cette fidélité l'honneur de sa vie. Il n'était pas de ceux qui changent d'idées et d'opinions suivant l'intérêt ou les besoins du moment, estimant que les idées qui siéent à la jeunesse ne conviennent pas à la maturité, et que telle doctrine bonne dans l'opposition,

ne vaut rien au pouvoir. Non, M. de Rumilly ne se payait pas de semblables excuses, et les honnêtes gens, je pense, lui donneront raison. Il a eu la vertu maîtresse de l'homme, la plus rare et la plus difficile peut-être dans la vie publique : le caractère ; c'est pourquoi il mérite de rester dans notre mémoire comme une des plus nobles figures de ce temps.

Puisse notre pays, pour ne pas déchoir de sa grandeur morale, compter encore, dans l'avenir, beaucoup d'hommes comme lui.



# UN LYCÉE EN 1989

PAR M. MOULLART

---

*(Même Séance).*

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous connaissez cet état délicieux d'un sommeil sans fatigue où l'on se réveille en achevant un songe commencé. La raison paresseuse encore et sans sévérité, se contente de mettre un peu d'ordre dans les combinaisons ingénieuses de l'imagination qui continue son beau voyage : celle-ci était partie sans sa sœur, son guide et sa lumière ; elle termine avec elle sa course, conduite un peu, mais plus souvent marchant en avant.

C'est le rêve :

Voici le mien.

A la fin du mois de mai, un matin, je m'achemine vers le lycée de garçons. Il est construit sur le plateau qui borde la vallée dans le faubourg Saint-Pierre. L'architecte a eu à sa disposition un terrain magnifique. D'une terrasse, à la limite, sur les bords de la route de Rivery, on domine nos marais, nos hortillonnages, on voit fuir et se perdre la Somme dans des massifs verts.

J'avais pris le tramway, au bout de la rue Saint-Louis, sur le boulevard extérieur, et traversé la Somme et les Étangs près de la solitude Gresset. Une municipalité

active, sans faire crier le contribuable, (je ne sais comment elle s'y est pris), avait achevé le boulevard qui forme une ceinture autour d'Amiens agrandi ; de l'autre côté, il passait à travers le faubourg de Hem, traversait aussi la rivière sur un large pont et tournant derrière le quartier riche et peuplé bâti sur l'emplacement de la Citadelle démolie, il arrivait près du lycée, joindre le réseau de l'Est. La grande voie centrale, qui forme avec les rues de la République, des Sergents, Flatters et Saint-Leu élargies, une artère principale de la cité transformée, amenait les écoliers de l'intérieur de la ville.

Le service est si bien organisé que des points les plus éloignés, il ne faut pas plus de vingt minutes pour arriver en tramway au lycée : l'écolier paie dix centimes par voyage et des abonnements réduisent encore ce prix. J'arrive avec un flot d'élèves ; quelques-uns sont venus en véloce.

Tous n'ont pas ce grand trajet à faire : autour du lycée quelques maisons reçoivent des pensionnaires, la plupart ont des jardins spacieux : la loi défend aux maîtres d'avoir plus de cent internes. Du reste des inspecteurs de l'État visitent ces établissements comme ils visitent les usines où travaillent des enfants.

L'internat est supprimé dans les écoles publiques. On a bien jeté les hauts cris, paraît-il : « comment nous allons avoir à nous occuper de nos enfants, il faudra les surveiller, prendre une responsabilité qu'il était si commode de rejeter sur l'Administration ! » Puis après avoir crié, on a trouvé que rien n'était plus simple : les habitants de la ville ont gardé leurs enfants, ceux du dehors ont trouvé pour se charger des leurs des familles amies, des professeurs, les pensionnats. Dans



toute la France, d'ailleurs on a ainsi séparé l'instruction de l'éducation.

C'est un spectacle nouveau pour moi que celui de ce grand lycée avec ses vastes constructions, ses cours, ses jardins, ses allées, peuplé de plus de douze cents écoliers. Il n'y a pas d'élèves au-dessous de douze ans. Dans les établissements, les seuls que je connusse, j'avais constaté la présence d'innombrables marmots presque en robe et je cherchais parfois les nourrices qui en avaient soin.

Je bénis le progrès qui a séparé les générations et laissé les enfants aux mères : il n'impose plus une tâche impossible à de malheureux administrateurs.

Comment trouver mon itinéraire dans ma visite ?

Je demande à un élève qui passe la demeure de M. le Proviseur ?

— Le Proviseur ! qu'est-ce que cela, Monsieur ?

— Le Directeur, si vous voulez ; le Principal, l'Administrateur du Lycée.

— Ah ! notre Doyen ! Tenez, là, à droite, cette maison à un étage, avec le petit parterre qui l'entoure, est la demeure du Doyen.

— Un Doyen : qui le nomme ?

— Le Conseil.

— Quel Conseil ?

— La réunion de dix professeurs élus par leurs collègues, de six conseillers municipaux et de six pères de famille : il est présidé par M. le Maire et administre notre Lycée.

— Je vous remercie, mon ami. Voudriez-vous me dire..... ?

— Pardon, Monsieur, interrompit l'élève, on m'attend,

au laboratoire. Mais si vous voulez des renseignements, entrez dans ce kiosque, vous y trouverez probablement tout ce que vous désirez savoir.

Le kiosque est à peu de distance, près de la grille d'entrée : c'est une construction légère et élégante. Autour de la pièce à forme octogonale se trouvent des sièges et des tables. Sur un mur, en face de la porte, est un grand plan, à l'encre, avec une légende très lisible, indiquant la destination des bâtiments ; un plan plus petit en relief figure sur une table au milieu du kiosque. On trouve sur des tableaux apposés aux murs, dans des albums posés sur des pupitres, tous les renseignements possibles : le nom des professeurs, les programmes, les jours et heures de cours...

Ce qui ressort de l'examen attentif des documents mis à la portée du public, c'est que les parents eux-mêmes, et non l'Administration, déterminent l'instruction qui sera donnée à leurs enfants. Cela se comprend avec le système d'enseignement : le lycée met en effet à la disposition du public un programme d'ensemble et des cours facultatifs.

Le programme d'ensemble n'est pas chargé : le français, un peu de latin, l'histoire et la géographie de la France avec des notions sur l'histoire et la géographie universelles, des éléments d'arithmétique, de géométrie, de physique, de chimie et d'histoire naturelle en sont les objets limités.

L'élève qui a suivi les cours de ce programme peut obtenir un certificat d'étude : il est extrêmement sérieux, on demande plus de bon sens que de mémoire, plus de science digérée que d'érudition. Néanmoins, un élève laborieux et qui ne poursuit que ce but peut l'atteindre

en deux ans ; la plupart y consacrent plus de temps, soit pour être plus sûrs de leur science acquise, soit pour ajouter à leur certificat, en plus ou moins grand nombre, les mentions des matières facultatives sur lesquelles ils ont subi un examen.

Il y a en France un nombre considérable d'établissements semblables dont le programme essentiel imposé par la force des choses et non par la loi est le programme très simple du certificat d'études : il exige à peine pour sa mise en pratique huit à dix professeurs ; mais le nombre des cours facultatifs dans chaque établissement varie avec les besoins et les ressources de la Ville.

Le Lycée d'Amiens est une personne morale, il est très riche. Comme il a été fondé par la commune et qu'il est administré par un Comité, dans lequel les conseillers municipaux et les pères de famille ont une part considérable, on a fait des donations nombreuses parce qu'on sait qu'elles profiteront à la ville : 48 chaires ont été fondées par des particuliers qui en ont assuré la perpétuité ; l'Etat en a établi 17, le Département 12 et la Commune 26.

Une chaire ne peut être créée si elle n'assure au professeur un traitement assez fort pour qu'il lui soit interdit de donner des leçons particulières. Souvent, en cas de vacances, le Conseil, lorsqu'il a des ressources suffisantes, appelle un professeur renommé à qui il offre une position supérieure à celle qu'il occupe ailleurs. Tous les cinq ans, pour chaque cours, à partir de la nomination du titulaire, le Conseil procède à un examen des résultats du cours et soit sur la proposition d'un de ses membres, soit sur celle d'un inspecteur de l'Etat, peut remplacer le professeur insuffisant.

Les examens ont lieu à la fin de l'année scolaire, en présence des élèves et du public, par un jury composé d'autant de professeurs qu'il y a de matières dans l'examen et dirigé par un président que désigne l'Etat.

Avant d'entrer dans la salle des examens, je regarde un tableau sur lequel les candidats sont inscrits avec l'indication des matières sur lesquelles ils ont demandé à subir l'épreuve et des notes obtenues dans les cours qu'ils ont suivis.

J'entre : un grand gaillard d'environ dix-huit ans, à la barbe naissante est sur la sellette ; il balbutie d'une façon désolante, il est troublé par les questions les plus claires. L'examineur l'interroge avec simplicité, rien d'affecté dans sa bienveillance, de raide dans sa tenue. L'élève se remet bientôt, il devient brillant, il est reçu : ses notes de cours étaient bonnes.

Un autre lui succède, avec un air d'aplomb et de bravoure : il parle sans respirer. Arrive une question plus difficile, la mémoire ne suffit pas ; le candidat feint de se troubler. L'examineur qui le connaît ne change cependant pas d'attitude : après tout l'élève peut se tromper sur un point, des interrogations sur les parties différentes du sujet sont multipliées et après une épreuve plus longue que la précédente l'élève est refusé : ses notes étaient médiocres.

Ce qui me frappe, c'est le bon sens du juge : j'avais souvent vu, lorsque l'interrogatoire devait durer un quart d'heure, un examineur faire une question unique sur un programme très étendu et au bout de deux minutes de silence dire à l'élève qu'il voyait pour la première fois : asseyez-vous, Monsieur, vous ne savez rien ; d'autres, il est vrai, qui voulaient être plus justes et arrivaient seulement à être moins brutaux, variaient

pendant ce quart d'heure les termes de leur unique question.

Je vois bien que ce mode d'examen par les professeurs qui ont connu l'élève, dont il a suivi les cours, avec la garantie de la publicité, de la présidence d'un délégué de l'Etat, avec les notes contrôlées par les camarades, offre de grands avantages et ne comporte pas ces hasards singuliers et décourageants dont j'ai été autrefois le témoin. Combien en effet d'excellents sujets ont été ahuris par les questions d'un professeur qui avait ses méthodes, ses démonstrations spéciales qu'il s'indignait de voir ignorées.

La manière d'interroger peut faire d'un programme un véritable piège. On peut affirmer que l'examen plus que le programme officiel décide de la direction, de l'étendue et de la bonté de l'enseignement dans un pays. Le choix des examinateurs est donc d'une importance capitale.

Il y a dans l'auditoire, à côté de moi, le représentant d'un grand journal de Paris. Après avoir parcouru divers établissements, il veut signaler la valeur de leurs certificats d'examen : il me fait part de ses impressions et de son projet. Cela me paraît nouveau de voir comparer entre eux des diplômes d'études comme on compare entre elles des marques de fabrique de deux chocolatiers.

Mais ce n'est pas cela qui me déconcerte le plus, c'est la suppression de tous ces cadres et de tous ces diplômes que j'ai crus jusqu'ici essentiels. Qu'est devenue cette belle division de l'enseignement en primaire, secondaire, supérieur ? Et tous ces grades : cinq baccalauréats, huit ou dix licences, cinq ou six doctorats, brevets de capacité du premier degré, du deuxième degré, certificat d'aptitude, diplôme de pédagogie.... et bien d'autres, les

**examens professionnels combinés avec des examens non professionnels, des grades pour les hommes, d'autres grades pour les femmes ? Comment l'Université avait-elle pu détruire toutes ces belles choses pour arriver à ce mince certificat d'études délivré par ses établissements ?**

J'avise heureusement un visage connu : c'est un membre de la Société des Antiquaires de Picardie, il paraît jeune malgré ses cheveux blancs. Je lui fais part de mes doléances et lui demande la raison de ces changements.

— D'où venez-vous, mon cher ? me dit-il, n'avez-vous pas lu mon rapport sur l'instruction publique en France de 1887 à 1895, époque où s'accrochèrent les réformes qui amenèrent la transformation dont vous voyez les suites !

— Non : il ne m'a pas été envoyé.

— Vous auriez vu que la multiplicité des programmes et des diplômes avait conduit à la suppression des uns et des autres et au certificat d'études que vous trouvez bien mince, mais qui est plus vrai que tant de diplômes.

— C'est un paradoxe ?

— Nullement, me répond l'antiquaire ; en 1887, comme aujourd'hui, l'Université a voulu donner aux pères de famille la liberté de choisir le genre, le degré, la quantité et le mode d'instruction qu'ils voulaient donner à leurs enfants. Ils demandaient autrefois à exercer ce choix en vue des carrières auxquelles ils les destinaient et à raison de leurs aptitudes. Pour leur donner satisfaction, l'Université multiplia ses diplômes et ses programmes. Mais elle admettait encore au dernier siècle l'indivisibilité de tout programme. Si l'élève ou sa

famille en choisissait un, il fallait le prendre tout entier. Cela ne contentait personne et n'offrait aucune stabilité, parce que le progrès dans toutes les professions faisait réclamer incessamment des changements qui aboutissaient toujours à une augmentation de chaque programme. Aujourd'hui un établissement d'instruction dit aux parents : voici la liste des cours que mes ressources me permettent de vous offrir ; choisissez. J'attesterai, si vous me le demandez, avec quel succès vous avez reçu telle ou telle partie de mon enseignement : plus ou moins, cela ne regarde que vous.

Je remercie mon antiquaire, et sorti de la salle d'examen, je me dirige vers les classes pour étudier la forme et le fonds de cet enseignement.

Tout d'abord, il est bien véritablement public. Je le constate en entrant dans une des classes de philosophie, celle de la morale sociale. Cette classe ressemble dans sa disposition générale à toutes les autres : il y en a un très grand nombre, bien aérées, non moins bien éclairées ; dans toutes le soleil entre largement, ce qui ne paraît pas superflu dans nos froides et humides contrées.

L'auditoire est partagé en trois parties :

Sur les bancs de la première partie prennent place 25 à 30 élèves : ce sont ceux qui font des devoirs, répondent aux questions des professeurs et entendent faire constater les résultats de leur travail par un examen. On estime qu'un bon professeur ne peut pas s'occuper d'un plus grand nombre d'élèves : — même lorsque, comme dans notre lycée, il ne donne pas de leçons particulières.

Derrière ces élèves s'en trouvent d'autres, auditeurs qui ne sont pas interrogés et ne sont assujettis à aucun

devoir : il peut s'en placer presque autant qu'il y a d'élèves dans la première catégorie.

Enfin, séparé des jeunes gens par une barrière, se trouve le public : il entre par une porte spéciale et bien entendu il n'a qu'un petit nombre de places. N'entre pas qui veut : on ne passe pas la porte du lycée sans une carte, mais tout père ou tuteur a la sienne.

Il faut que ce système de publicité ait produit un bon effet, car on m'assure que la plupart des lycées de France l'ont adopté. L'émulation entre les élèves, la préparation des leçons par le professeur, l'élévation des idées, l'autorité des parents.... tout y gagne.

Le cours de morale sociale a pour objet ce matin la réciprocité des services ; le professeur traite de la justice et de la charité. Je suis frappé du résumé que fait un élève et de l'incident qui s'en suit. « Les hommes, dit en terminant le jeune lycéen, se méprennent facilement sur la réciprocité des services, base de la justice. Vous allez chez un marchand acheter un habit, une pendule, un pain de sucre... ; il vous remercie, peut-être a-t-il raison puisque vous êtes libre d'aller acheter ailleurs. Vous entrez dans un bureau et demandez au fonctionnaire un service qui est de son office : c'est lui que vous remerciez, même lorsqu'il vous l'a rendu en maugréant. N'est-ce pas une contradiction : le fonctionnaire, comme le marchand, est payé pour le service qu'il rend ; si quelqu'un devait remercier l'autre, ce serait plutôt à lui à remercier l'administré qui lui a procuré une occasion de faire son devoir. »... Le professeur interrompt l'élève : « Alors, mon cours, fini vous sortez d'ici le cœur léger de reconnaissance ? » Oh ! Monsieur, dit l'élève rougissant, nous savons bien reconnaître ceux qui nous aiment ; les autres,



fussent-ils clairs, instruits, utiles, mesurent toujours ce qui nous est dû pour ne pas aller au delà : ils pratiquent bien la réciprocité économique des services échangés. Quant aux premiers, en nous aimant ils nous donnent plus qu'ils ne nous doivent, et c'est ce que nous n'oublions jamais. »

Après avoir entendu cette leçon de choses et constaté qu'on apprend aux élèves à parler, j'entre dans une classe de littérature française : le dix-septième siècle est le sujet d'étude. Peu de grammaire et de critique de mots, beaucoup de lectures faites avec lenteur et expression : on goûte les modèles, on s'en nourrit, on ne s'amuse pas à les disséquer grammaticalement et ils restent beaux, simples, éloquents et vivants. J'entends dire que souvent les femmes de Corneille se montrent les sœurs de celles de Molière : c'est le même robuste bon sens.

En écoutant cette leçon, je constate une fois de plus dans quelle large mesure l'instruction bien dirigée fait partie de l'éducation morale. Il est certain que la culture des grands écrivains de tous les temps, l'étude des types qu'ils ont créés font prendre à l'âme des habitudes exquises : la vertu, l'héroïsme, la haine du vice, le mépris de tout ce qui est petit et vil... décrits ou exposés par le poète, l'orateur, l'historien de génie, éclairent, guident, corrigent et élèvent le cœur ; il vit dans une atmosphère purifiée qui lui devient nécessaire. Ainsi le niveau monte peu à peu dans une nation et les fortes mœurs suivent les saines idées.

J'ai toujours eu un faible pour la géométrie, et c'est avec bonheur que je la retrouve : le professeur qui l'enseigne a des démonstrations élégantes ; sa belle et sympathique figure m'attire. A la fin de sa leçon, je

l'aborde et nous devenons amis ; il reste mon guide jusqu'à la fin de ma visite au Lycée.

Je lui demande si les sciences avaient encore le pas sur les lettres ? Il me regarde tout surpris : « A votre langage, me dit-il, je vois que vous comprenez la philosophie, l'histoire, la morale... et bien d'autres choses dans les lettres !

— C'est vrai ! J'ai entendu tant d'hommes de science englober toutes ces choses dans un même tout qu'ils avaient en certain dédain.

— Vous ne trouverez rien de pareil ici. Il n'y a pas un professeur de science qui n'ait les lettres en très haute estime. Aucun antagonisme n'existe entre les professeurs des deux ordres, nous nous rendons compte de la différence de leurs objets en même temps que de l'indispensable nécessité de l'un et de l'autre. Si au point de vue de l'utile, ce que vous appelez dans un sens restreint la science, découvre les lois du monde physique et nous apprend comment nous devons les faire servir à la satisfaction de tant de besoins, nous savons que les lettres, que vous lui opposez à tort, ont pour objet l'éducation du cœur. Les objets sont différents, mais le but est le même : le développement et l'amélioration de l'humanité. Nous aidons à détruire la misère en découvrant le secret de la fécondité de la nature ; nos collègues connaissent les liens qui unissent trop souvent l'immoralité à la misère. Comment y aurait-il antagonisme entre nous ? Nous cherchons les lois de la multiplication des pains, nous ne prétendons pas trouver celles de leur distribution, ni gouverner le cœur dans sa libre expansion.

— Alors il n'existe point de rivalité entre les professeurs de sciences et les professeurs de lettres ?

— Je n'ai jamais vu cet état et je ne le comprend pas bien.

— Je vais vous l'expliquer. Le temps des élèves est partagé entre l'audition des cours et la confection des devoirs dans lesquels ils appliquent ou préparent leurs cours. Evidemment il doit y avoir proportion ; mais, si les professeurs de sciences absorbent par les devoirs qu'ils donnent, par une sévérité plus grande, plus de temps qu'il ne convient, il n'en reste plus assez pour le travail des lettres.

— Mais dans ce cas, objecte mon nouvel ami, le professeur de lettres peut agir de même et montrer la même exigence.

— Sans doute, dis-je ; l'élève alors travaille uniquement pour celui dont il a le plus peur... Et quand il a également peur de tous, il succombe à la tâche.

— Je vous comprends maintenant, me dit le professeur, mais vous raisonnez au point de vue d'une situation qui n'existe plus. Lorsqu'on avait un programme indivisible, on l'avait réparti par portions également indivisibles de la sixième à la seconde, à la rhétorique et à la philosophie : chaque professeur, soit d'histoire, soit de mathématiques, soit de lettres, soit de langues étrangères, pouvait céder à la tentation de charger ses élèves d'un trop lourd fardeau.

— C'est bien cela que je veux dire. J'ai vu beaucoup d'enfants rester ainsi en route et qui n'étaient ni inintelligents, ni paresseux, ni indisciplinés : tous n'ont pas la même facilité de travail.

— Eh bien ! ces inconvénients ne peuvent se produire aujourd'hui, me dit le professeur. Le programme indivisible n'existant plus, la division des classes n'a plus de raison d'être. Chaque élève connaît d'avance la méthode

des professeurs ; c'est à lui à ne pas embrasser plus de cours qu'il n'en peut suivre utilement : il n'est donc plus possible à un maître de charger un élève de devoirs au détriment du temps qui doit être consacré à d'autres. Aussi n'ai-je jamais vu cette rivalité qui semble vous tenir à cœur.

— Oh ! pas au point que vous croyez. Je sais qu'elle part d'un sentiment bien naturel à l'homme : le désir de voir aimer et cultiver par d'autres l'objet de nos préférences.

— Mais, ajoutai-je, votre organisation nécessite des rapports plus fréquents entre les professeurs et les parents ; elle suppose que ceux-ci suivent leurs enfants dans leurs études.

— Sans doute. Vous pouvez dire aussi qu'elle exige aussi de très étroites relations entre les professeurs. Nous nous voyons en effet beaucoup, soit dans nos salles de travail, soit dans l'amphithéâtre où, tour à tour, chacun de nous traite d'un sujet relatif à l'enseignement, à ce qui se fait en France, aux progrès réalisés à l'Etranger. Voulez-vous visiter cette partie de notre lycée ?

— Je vous remercie : le temps me manque. Je désire seulement savoir où se rendent les élèves pendant l'intervalle des cours. Je ne vois pas de salles d'études. Elles doivent pourtant être très nombreuses ?

— Elles sont supprimées. Nous avons pour le travail personnel et réfléchi de nos élèves cinq grandes bibliothèques qui renferment en même temps tous les instruments de leurs recherches. L'une est consacrée à la littérature française, latine et grecque ; on y trouve tous les auteurs, originaux et traduction. La seconde est pour les langues étrangères. La troisième, pour les

sciences morales et philosophiques. La quatrième, pour l'histoire et la géographie ; elle possède de magnifiques collections de cartes. La dernière, de beaucoup la plus considérable, est destinée aux sciences exactes et naturelles ; elle a de nombreuses annexes dans des cabinets de physique, de botanique, de minéralogie,... qui ont tous accès dans la bibliothèque.

Nous entrâmes dans la bibliothèque des lettres françaises et anciennes. Le long des murs sont rangés dans des casiers à la portée de tous, environ trois mille volumes. Autour de quatre tables immenses deux cents personnes prennent facilement place. Je vois assis et travaillant un grand nombre de jeunes gens : ils vont sans bruit prendre eux-mêmes les livres dont ils ont besoin, mais il ne les reportent pas ; c'est l'œuvre des appariteurs de ramasser les volumes laissés sur les tables et de les replacer dans leurs rayons. Ce système empêche la confusion. Tout élève qui trouble l'ordre est mis à la porte par le conservateur qui signale ensuite le coupable au doyen.

Avant le passage de l'appariteur, je jette un coup d'œil sur quelques livres laissés : il y avait autant d'originaux grecs ou latins que de traductions. J'en fais la remarque à mon compagnon.

— Vous pensez donc, me dit-il, quand nous sommes dehors, qu'on ne doit pas permettre aux jeunes gens de lire des traductions ?

— J'avoue que j'ai été élevé dans cette opinion salutaire.

— Mes collègues des lettres, répond mon interlocuteur, ne la partagent pas : ils savent que la plupart de leurs élèves ne lisent pas couramment les originaux et seraient bientôt rebutés,

— C'est possible. Mais comment sentir les beautés d'un écrivain ? C'est quelque chose de délicat qui tient à la langue et disparaît dans la traduction.

— Sans doute ! Et cela est surtout vrai des poètes et des orateurs ; mais pour ceux-là même et surtout pour les historiens, les philosophes, les moralistes. . mieux vaut encore les lire dans une traduction que de ne pas les lire du tout. D'ailleurs le lecteur qui connaît un peu la langue en découvre encore le génie sous le voile d'une traduction bien faite. Il faut constater qu'il est plus commode et très agréable de lire les traductions ; sinon il faudrait les brûler comme inutiles à ceux qui connaissent bien la langue et nuisibles aux ignorants. On irait loin avec ce système : il condamne également les gravures, les photographies, les copies en marbre ou en plâtre des chefs-d'œuvre des grands artistes ; ce ne sont que des traductions après tout.

— Puisque vous me parlez d'art, dis-je en interrompant mon excellent guide, permettez-moi de blâmer le luxe que vous avez déployé dans vos jardins. Les constructions, quoique très élégantes, sont simples et par conséquent peu coûteuses. Mais que de statues, de bustes, de vases, de corniches, de bas reliefs... dans vos allées, sous les longs portiques, autour des bibliothèques ! L'antiquité, la Renaissance et l'art moderne y ont leurs modèles les plus purs.

— Cette vue continuelle de beaux modèles forme le goût de nos élèves, me répond le professeur ; de plus, nous avons là notre école pratique de dessin. La théorie est exposée et les leçons sont faites dans des salles spéciales ; mais nos élèves ont des albums et, quand le temps le permet, ils viennent dessiner quelques-uns de

ces modèles qu'ils trouvent partout. Vous avez peut-être remarqué que la bibliothèque des Beaux-arts faisait partie de celle consacrée à l'histoire ?

Nous passons en ce moment près de la portion des jardins destinée aux exercices du corps. C'est un grand espace uniquement consacré à cet usage : il y a place pour la gymnastique, les barres, la course, le vélodrome, l'escrime, des bassins de différente profondeur pour la natation... Ce lieu est assez éloigné des cours et des bibliothèques. Je constate d'ailleurs que les élèves, forts gais, ne crient pas à s'arracher la gorge, et qu'aux barres les discussions ne dégénèrent pas en disputes. Les sons qui pourraient aller au loin, sont les chants patriotiques qui accompagnent les marches et les exercices militaires ; mais il y a des heures spéciales.

Comme nous arrivons au bout de l'esplanade, vers la droite, j'aperçois un panache de fumée sortant des arbres.

— Il me semble entendre le bruit de la vapeur, dis-je à mon obligeant compagnon.

— Ce sont nos ateliers.

— Comment vos ateliers ?

— Oui. Nous ne pensons pas que pour être instruit, il soit nécessaire qu'un homme ne sache absolument pas se servir de ses mains.

Les ateliers sont nombreux et assez variés : serrurerie, menuiserie, tissage, ébénisterie, tour, électricité, imprimerie, reliure et d'autres encore au nombre desquels figurent des travaux qui me sont complètement inconnus. Des jeunes gens, aux bras nus, attentifs, animés, manient le rabot, la scie, la navette, le ciseau, la gouge, le composteur, la presse... Des contremaîtres sont là qui montrent et enseignent. Ce spectacle est bien curieux :

sur des bancs, sur les métiers, ça et là se rencontrent un Sophocle, un Pascal, un Gœthe, un Victor Hugo ou quelqu'autre livre; les jeunes ouvriers lisent entre temps.

Nous attachons beaucoup d'importance à ces travaux manuels, me dit mon compagnon, témoin de mon joyeux étonnement. De plus en plus, l'intelligence est la souveraine de l'industrie : ainsi le veut la concurrence qui, malgré les obstacles, fait rencontrer les nations sur tous les marchés du monde. Amiens n'est pas au dernier rang dans le mouvement qui a entraîné notre pays ; une généreuse émulation anime tous les habitants et la source n'est pas seulement ici. Notre Lycée n'est pas tout entier sous vos yeux.

— Comment cela :

— Il a en ville seize succursales, toutes avec un ou deux amphithéâtres et l'annexe indispensable : la salle de travail-bibliothèque. Elles sont réparties dans seize quartiers différents ; tous les soirs, il se fait plusieurs cours dans chaque amphithéâtre. Un auditoire nombreux s'y presse : jeunes gens en majorité, mais à vrai dire gens de tout âge et de toute profession. Vous comprenez comment, dans une grande unité, nous trouvons une variété et une liberté sans précédent.

Vous ne pouvez vous figurer, ajoute mon interlocuteur, combien ce système, pratiqué dans toutes les villes, a contribué en France à l'union des habitants en la fondant sur le respect réciproque des professions. Il n'existait guère autrefois, disent nos historiens ; mais aujourd'hui chacun connaît le prix du travail quel qu'il soit, chacun comprend que l'œuvre totale est le fruit du concours nécessaire de tous.

— Mais il me semble que votre lycée est une école professionnelle, d'enseignement technique.



— Je ne comprends pas ce que vous voulez dire. Ce qui est certain, c'est que nous ne préparons nos élèves à aucune spécialité, mais nous ne les éloignons, ni ne les dégoûtons d'aucune. Nous condamnons tout système d'enseignement qui sépare l'enfant de la vie réelle, comme cela se faisait dans les grandes casernes ou couvents d'autrefois, dont il reste encore deux ou trois exemplaires dans l'Ouest.

— Il ne vous manque plus que le théâtre, dis-je, espérant prendre en défaut de témérité les organisateurs de ce singulier lycée.

— Le voici. Venez mercredi, vous pourrez assister à une représentation d'*Andromaque*. La semaine dernière on a joué *les Burgraves* avec une ou deux scènes du *Wallenstein* de Schills. Nos professeurs de lettres prétendent que rien ne remplace cette interprétation vivante de l'œuvre d'un poète.

Je garde le silence. Où est le temps, me disais-je, où notre proviseur eût impitoyablement refusé de nous conduire au théâtre, même lorsque Rachel venait à Amiens. Au cirque, bien ! regarder des clowns ou des danseuses pirouettant sur un cheval au galop, paraissait bien plus propre à former le goût et bien moins dangereux que d'aller voir une actrice jouer *Émilie* ou *Athalie*, entendre un acteur réciter les grands vers du *Cid* ou les *Furcurs d'Oreste*.

— Enfin, dis-je à mon professeur, je vous félicite : vous formez réellement des hommes et des citoyens.

— Nous ne formons rien du tout. L'homme se forme seul ; seul il acquiert les vertus du citoyen. Nous nous bornons à guider ces jeunes gens, à mettre à leur portée tout ce qui peut nourrir, élever leur âme, fortifier

leur esprit, exercer leur activité physique et morale. Nous ne leur coupons pas les ailes.

— Mais la discipline ! objectai-je timidement, un peu décontenancé par la vivacité de la réponse.

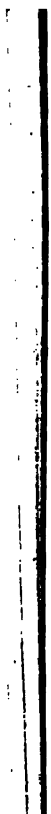
— La discipline ne consiste pas à mettre des lisières aux enfants et à les leur conserver toute la vie. Si on n'apprend à s'y soumettre qu'au lycée, il est trop tard. Elle commence au berceau, se développe dans la famille, s'affermi à l'école : elle vient de l'exemple surtout. Si l'amour du devoir, l'esprit d'obéissance à l'ordre, le respect d'autrui n'existent pas dans la famille ; si le père et la mère ne s'entendent pas et si la direction donnée par l'un est sourdement minée par l'autre, si l'union ne règne pas entre tous les membres du même foyer poursuivant le même but..., l'enfant ne saura jamais ce qu'est la discipline. Il tremblera devant la menace, fuira le châtiment parce qu'il fait souffrir, se courbera sous les coups ; la dureté le trouvera révolté comme un esclave ou le rendra flatteur comme un valet : il n'aura pas l'activité à la fois spontanée et ordonnée de l'homme libre obéissant au devoir qu'il aime. La France, après la guerre de 1870 a compris qu'il fallait s'attacher aux choses de l'éducation. L'Université s'est mise à l'œuvre, elle a inauguré dans ses établissements et peu à peu le système de la liberté, des matières facultatives. En même temps elle réformait l'enseignement des jeunes filles et réussissait lentement à le généraliser. Une féconde émulation était créée entre les frères et les sœurs, et du même coup on préparait la paix, l'ordre et l'unité dans le foyer domestique. C'est en 1888, Monsieur, que dans vingt lycées de garçons on a supprimé l'internat. La famille, à partir de ce moment, a accepté presque partout son rôle d'éducatrice. Les classes de la société se sont

mêlées davantage, la tolérance politique et religieuse est devenue dominante : l'ordre dans les esprits, qui engendre la discipline dans les armées, était établi. En 1920, on pouvait dire que l'unité morale de la France existait, l'autre suivit bientôt : c'est en 1930 que de Metz à Bordeaux, de Strasbourg à Dunkerque, la France s'est retrouvée avec tous ses enfants, relevée, heureuse et pacifiée...

Ces paroles d'histoire résonnent agréablement à mon oreille, lorsque, par un de ces brusques changements si fréquents dans le rêve, la scène change : je me trouve dans une vieille classe, aux fenêtres profondes, sans lumière, les murs d'un gris jaunâtre sont tâchés d'encre et tapissés dans les coins de toiles d'araignée ; un poêle rouge, dont le noir tuyau traverse la salle, la remplit d'une chaleur sèche. Je suis assis avec mes camarades entre des gradins trop étroits, nous écrivons sur nos genoux, une voix aigre sort de la chaire : Elève Moullart, votre devoir est fait trop vite, il est paradoxal ; vous ne sortirez pas jeudi et vous me copierez cinq cents vers. »

Le réveil cette fois fut complet ; je constatai avec plaisir que l'année 1845 se perdait dans le passé et que déjà la logique des choses avait depuis longtemps conduit l'Université à introduire quelques réformes, en attendant celles dont mon rêve un peu confus m'avait montré l'application prématurée.





# RAPPORT

## SUR LES TRAVAUX DE L'ACADÉMIE

### PENDANT L'ANNÉE 1884

PAR M. AUGUSTE DECAÏEU, SECRÉTAIRE

---

*(Même Séance)*

---

MESSIEURS,

En l'an de grâce mil huit cent... et tant, un homme de lettres, dont je ne veux pas me rappeler le nom, fut chargé par Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Grand-Maitre de l'Université, de lui confectionner un rapport sur les travaux mis à jour, pendant l'année précédente, par les Sociétés savantes des départements.

L'Académie d'Amiens est une Société savante qui siège au chef-lieu du département de la Somme ; ce double caractère la rendait justiciable du savant délégué.

Malheureusement, les journées accordées à l'homme n'ont jamais plus de 24 heures, de sorte que les Ministres, pris dans un engrenage dont la marche est incessante et dont les rouages sont inflexibles, ne peuvent songer à écrire leurs lettres de leur propre main. Cela leur est impossible, alors même qu'ils auraient recours au procédé employé dans les lycées de mon temps, procédé qui consiste à se servir de cinq plumes jumelles, accouplées comme les frères Siamois, pour fabriquer, avec une moindre dépense de temps, ces pensums de 500 vers,

dont M. Moullart, tout à l'heure, évoquait la formidable image.

Il faut croire que la pensée du Ministre fut dénaturée dans les bureaux chargés de la formuler, comme il arrive quelquefois, dit-on.

L'éminent écrivain vit bien dans la lettre ministérielle que mission lui était donnée pour dresser un rapport sur les travaux des Sociétés ; mais, la lettre ne lui enjoignant pas de *lire* tous ces travaux, il crut pouvoir s'en dispenser.

Du reste, (il faut le dire à sa décharge), s'il eût envisagé autrement sa mission, il eût été contraint d'en décliner l'honneur.

Lire toutes ces œuvres ! c'était matériellement impossible. C'est une tâche devant laquelle auraient certainement reculé, les eût-on mis bout à bout, les 40 immortels qui siègent sur les bords fleuris qu'arrose la Seine.

Songez donc qu'il existe en France quelque chose comme 500 Sociétés savantes ou réputées telles ! et, si les journées d'un ministre n'ont que 24 heures, il n'y a pas lieu de supposer qu'un simple délégué du ministre puisse obtenir davantage.

Je m'abstiens, vous le voyez, de toute critique à l'adresse de ce délégué. Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre ; ce n'est pas moi qui serai celui-là.

Donc M.... (j'allais oublier que je ne me souviens plus de son nom ! appelons-le, si vous voulez, M. Trois-Etoiles), M. Trois-Etoiles fit ce que chacun, vous comme moi, nous aurions fait en pareille circonstance. Il lut les tables des 500 volumes empilés sur le plancher de son cabinet (ce qui constituait déjà un joli travail), il prit

quelques notes, feuilleta même, d'un ponce distrait, j'aime à le croire, quelques volumes, parmi ceux qui se trouvaient au-dessus du tas ; puis, après s'être recueilli quelques instants, il laissa courir sur le papier une plume toujours alerte et spirituelle.

Or, l'Académie d'Amiens avait, cette année là, procédé à l'installation de cinq nouveaux membres ; la table de son volume indiquait cinq discours de réception et cinq réponses du Directeur.

Notre ingénieux délégué supposa, (supposition qui, bien qu'erronée, n'avait rien d'offensant), qu'à Amiens les choses se passaient comme elles ont coutume de se passer sous la coupole de l'Institut, où le récipiendaire, debout, prononce l'éloge du défunt dont il va occuper le fauteuil, puis se rassied, pour savourer son propre éloge que le Directeur lui lache à bout portant.

Nous sommes bien moins avancés dans nos académies de province. Ce que nous appelons *Discours de réception* n'est en réalité qu'un travail composé par le nouvel élu sur les matières qui lui sont familières, quelque chose comme le chef-d'œuvre qui jadis, dans les anciennes corporation de métiers, était exigé du Compagnon qui voulait passer Maître. Le Directeur, dans sa réponse, aborde à son tour le sujet qui vient d'être traité, et, presque toujours, avec des idées tout autres, circonstance des plus favorables à l'éclosion d'aperçus nouveaux.

Voilà ce qu'il fut impossible à ce brave M. Trois-Etoiles de deviner. Aussi, avec l'autorité que son talent et sa situation lui donnaient, formula-t-il un blâme à l'adresse de l'Académie d'Amiens, qu'il crut occupée la plupart du temps à écouter des congratulations réciproques. Encore un peu, s'il n'eût été trop fin lettré pour permettre à sa plume ce lieu commun, il nous eût appliqué le qualifi-

catif de : *Société d'admiration mutuelle*. Mais, s'il ne l'a pas dit, chacune des phrases de son rapport tend à nous faire obtenir ce titre.

Je me rappelle même, et la coïncidence, vous le verrez tout à l'heure, ne laisse pas d'être digne de remarque, je me rappelle un de ses reproches signalant chez nous l'absence totale de travaux relatifs à l'*histoire locale*.

Précisément, il se trouve que pendant la présente année 1884, (et malgré mon désir d'être bref, voilà pourquoi j'ai quelque peu insisté sur ces préliminaires), il se trouve que nous avons encore eu, cette année, l'heureuse chance d'ouvrir nos rangs à trois nouveaux collègues et que c'est M. Moullart encore que ses fonctions ont désigné pour leur répondre.

Le premier en date, M. Fournier, a raconté : « Les derniers jours de l'ancien régime à Amiens. » Il nous a montré l'aurore de cette glorieuse époque, dont l'anniversaire s'annonce à l'heure présente, nous faisant déjà tressaillir d'admiration et d'étonnement, surpris que nous sommes que moins d'un siècle nous sépare d'un régime si éloigné de nous, qui reposait tout entier sur un faux principe et sur un si injuste abus de la force, obligeant 26 millions d'hommes à subir la joug de deux cent mille privilégiés ! M. Fournier a su tirer de nos archives municipales si riches et si ignorées un tableau remarquablement peint de ces premiers bouillonnements qui, à Amiens, ont annoncé et accompagné la rédaction des cahiers et la nomination des députés. Et il nous est permis d'espérer que, plus d'une fois encore, pour notre grand profit, il consentira à faire des fouilles dans cette mine presque vierge encore.

Les députés une fois nommés, la tâche que M. Four-



nier s'était imposée prenait fin, celle de M. Moullart commençait. Notre vaillant Directeur suit les députés jusqu'à Versailles et, à sa façon, il fait réapparaître à nos yeux, toute vivante et toute vibrante, l'histoire de ces fécondes journées, histoire cent fois racontée, mais toujours bonne à redire, bonne à entendre, à laquelle pourraient servir d'épigraphe ces prophétiques paroles de Sieyès : « Qu'est-ce que le Tiers-État ? Tout. — Qu'a-t-il été jusqu'ici ? Rien. — Que demande-t-il ? Devenir quelque chose. »

C'est bien là, si je ne me trompe, de l'histoire locale.

Et la vie de cet honnête citoyen qui a porté si longtemps chez nous le nom toujours respectable et toujours respecté de Gauthier de Rumilly, vie qui va vous être racontée par M. Goblet, dont je suis confus de retarder l'audition, n'est-ce pas encore de l'histoire locale ?

J'y ajouterais même ce lycée idéal que nous a construit de toutes pièces notre Directeur ; avec cette réserve pourtant que, pour cette construction, c'est l'histoire locale de l'avenir.

Deux autres réceptions ont encore eu lieu cette année.

M. Oudin nous a parlé avec amour de la Guadeloupe où il a séjourné plusieurs années. Je ne puis, comme l'a fait notre Directeur en lui répondant, je ne puis, quelque envie que j'en aie, le suivre dans tous les détails de son récit. Pendant plus d'une heure il nous a tenus sous le charme qu'offraient ses souvenirs, tellement qu'après l'avoir entendu, nous nous demandions comment, lorsque l'on a l'heur d'habiter un pays que son climat, ses produits et l'affabilité de ses habitants rendent si attrayant, comment, on a le courage de le quitter.

Avec M. l'abbé Francqueville, la scène change com-

plètement ; et cette variété d'aspect n'est pas un des moindres attraits de nos séances.

Schopenhauer et la sombre doctrine du pessimisme dont le philosophe allemand s'est fait l'apôtre, tel est le sujet de l'étude que le récipiendaire nous a lue. Il a résumé et combattu ce décourageant système, avec une force, une autorité et surtout une compétence qui n'ont pas surpris ceux qui le connaissaient, et qui, du premier coup, ont mis les autres à même de l'apprécier.

M. Moullart est venu à la rescousse. Mais, après quelques horions qu'il a, pour son propre compte, administrés au farouche Teuton, il s'est attaché, parmi les œuvres littéraires et scientifiques de notre nouveau collègue, à une étude très complète que celui-ci a publiée sur le mariage.

Avec la liberté qui règne chez nous, il a signalé les thèses, principalement celle relative au mariage civil, sur lesquelles il se refuse à admettre les principes de l'auteur. Comme le lui disait depuis, avec une courtoisie parfaite, M. l'abbé Francqueville : ça ne vaudrait pas la peine de constituer des académies, si chacun des membres devait demeurer constamment d'accord sur toutes les questions avec ses collègues.

M. Moullart..., ce n'est pas ma faute, si ce nom revient souvent sur mes lèvres. Il y a parmi nous, comme ailleurs, quelques académiciens qui ne font jamais parler d'eux ; que ce souvenir que je leur accorde soit considéré comme une satisfaction donnée par moi à ceux qui ont trouvé que le secrétaire perpétuel faisait une part trop mince à la critique, sans laquelle l'éloge perd tout son prix. C'est vrai, en théorie ; mais je déclare qu'en pratique je ne puis pas raisonnablement faire plus. Je disais que, s'il y a des académiciens qui ne font jamais parler

d'eux, il y en a d'autres dont le talent est envahissant, et que M. Moullart est de ceux-là.

Il voit un jour un sujet de devoir que l'une de ses filles rapporte du Lycée ; l'élève devra développer et commenter cette pensée de Pascal : « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. » Et le voilà parti en campagne, s'escrimant de droite et de gauche à cette occasion. Qu'est-ce que le cœur ? Qu'est-ce que la raison ? Le cœur, a-t-on dit, est le plus gros muscle du corps. C'est vrai, mais il est encore bien autre chose. Dans combien d'autres sens l'entendent les poètes, les artistes, les philosophes, les métaphysiciens ! et les romanciers ! et les auteurs dramatiques ! et les apôtres de religions anciennes et nouvelles ! Cette maxime, comme toutes celles du grand penseur, a le don de faire surgir tout un monde de réflexions.

Je serais incapable d'analyser ce *devoir* de M. Moullart. Aussi bien, si je le faisais, serais-je forcé d'analyser également celui de M. Daussy. Car M. Daussy s'est ensuite trouvé sollicité par cette même pensée ; lui aussi a fait son *devoir*, d'une toute autre façon, faut-il le dire, que... l'élève Moullart. N'y a-t-il pas trouvé l'occasion de nous parler du langage dont se servaient nos pères, avant que la terre eût été soumise à ce grand nettoyage qu'on appelle le Déluge !

M. Maxime Lecomte avait commencé une étude qui promettait d'être féconde, sur la place et le rôle du droit criminel dans le roman contemporain. Les électeurs du Nord, en l'envoyant à la Chambre, nous ont privés d'un collègue des plus actifs et probablement de tout espoir d'entendre jamais la fin de cette étude.

M. Caron aussi est un de nos membres les plus actifs ; seulement, il l'est à sa façon, qui n'est pas celle de

tout le monde. A l'inverse de tant d'autres, il fait toujours plus de bésogne qu'il ne l'a promis.

Timidement, il nous apprend qu'il a essayé de résumer un ouvrage qui a, pendant quelques jours, attiré l'attention publique : l'ouvrage du P. Didon sur les universités allemandes. Et, quand il nous lit son travail, lecture à laquelle deux séances ont à peine suffi, il se trouve que l'ouvrage du P. Didon n'est qu'un prétexte qu'il nous a donné, qu'il s'est probablement donné à lui-même, car l'appétit lui est venu en mangeant.

Ainsi, pour notre plus grand profit, il est arrivé à nous présenter, réunies, expliquées, classées et codifiées en quelque sorte, une multitude d'indications précieuses sur l'enseignement tel qu'il se donne actuellement chez les Allemands, indications cueillies un peu partout, chez les étrangers et chez nos compatriotes, et dont, par le fait, le P. Didon n'a fourni que la plus faible part.

L'Allemagne n'est pas non plus restée étrangère à un travail récent que nous a lu M. l'abbé Francqueville. Il s'agit du compte-rendu complet d'un ouvrage que son auteur M. Legrelle nous avait offert et dont il suffit, sans commentaires, d'énoncer le titre : Louis XVI et Strasbourg !

M. Decharme nous a fait part, comme chaque année, en accompagnant ses explications de figures qui les éclairent, des résultats que lui procurent les incessantes recherches qu'il poursuit. Une première fois, il s'agissait de la reproduction par lui obtenue des anneaux électriques ; une autre fois, des formes qu'affectent les anneaux de fumée, des conditions les plus favorables pour renouveler ces expériences et des moyens de les observer et d'en tirer profit en observant leurs développements variés.

M. Edmond Dubois a abordé un sujet d'un intérêt vital, on peut le dire sans exagération. Il s'agit du procédé employé par la Compagnie du chemin de fer du Nord pour arrêter rapidement les trains en marche, à l'aide du frein à vide. M. Dubois, appelé à étudier ce procédé, s'est appliqué (et il a bien voulu nous démontrer comment il y a réussi), à supprimer le bruit désagréable produit par l'échappement de vapeur que nécessite le fonctionnement de cet appareil.

Un compte-rendu dans lequel le lecteur laisse libre cours à ses vues personnelles, qu'elles soient ou non celles de son auteur, est une œuvre qui souvent mérite d'être considérée comme une œuvre originale ; et c'est encore mieux quand l'ouvrage analysé a pour auteur également un des nôtres.

M. Dausssy — déjà nommé — nous a, par deux fois, procuré ce régal.

« La Vengeance d'Ursule, » est un roman publié par notre collègue M. Le Vavasseur. Parmi nombre de vues originales et de portraits naturels des mieux réussis qu'il nous a fait goûter, M. Daussey a signalé quelques paradoxes brillamment costumés, comme il convient aux paradoxes qui veulent essayer de faire leur chemin dans le monde, si bien déguisés que, sans lui, peut-être ne les aurions-nous pas reconnus.

Plus tard, c'est à un ouvrage de M. Ferrand, ouvrage récemment couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, que M. Daussey s'est attaché. « Les Pays libres, » tel est le titre de cette œuvre de notre collègue.

M. Ferrand, avec les vues libérales que chacun lui connaît, étudie les régimes administratifs des pays qui nous entourent ; il les étudie, bien entendu, dans l'intention de les comparer à notre propre pays. Et cette

comparaison ne lui fournit que trop d'occasions de signaler chez nous nombre d'imperfections et de lacunes, nous constituant sur bien des points en état d'infériorité réelle.

A sa suite, M. Daussy examine cette situation, ainsi que les remèdes qu'il propose. Je ne puis extraire de son travail que cette vérité, plus exacte que consolante : que les réformes les plus sages édictées par la loi resteront lettre morte, tant que tous les citoyens ne regarderont pas comme des devoirs véritables les devoirs publics ; et.... j'en ai dit assez ; je suis contraint de m'arrêter ; et si j'abrège, ce n'est pas seulement parce que le temps me presse. Je vous demande seulement la permission, (c'est tout ce que je veux risquer aujourd'hui), de vous citer un passage de cette analyse, passage que je voudrais, quant à moi, pouvoir faire graver sur une bague qui m'accompagnerait dans toutes mes courses.

« Harpagon aurait voulu faire écrire en lettres d'or  
« cette maxime : qu'il faut manger pour vivre, et non  
« pas vivre pour manger ! Et moi, dit M. Daussy, je  
« voudrais voir écrit en grosses lettres sur les murs,  
« dans les bureaux de toutes les administrations,  
« l'indication suivante : *Ceux qui sont chargés d'un*  
« *service public sont les serviteurs du public.* »

Le collègue dont il me reste à vous parler n'est certes pas le premier venu ; il s'appelle Jules Verne. M. J. Verne a bien voulu, dans une de nos séances, entr'ouvrir ce sac, non moins inépuisable que celui du Chat Botté, dont il est l'heureux propriétaire. Seulement, (je signale ce fait sans me charger de l'expliquer), le voyage que l'auteur des *Voyages imaginaires* nous a raconté, est un voyage véritable, voyage accompli récemment par lui, non pas en ballon ou en boulet de canon comme

il lui a plu de faire parfois, pour sa plus grande commodité, mais dans un simple bateau qui va sur l'eau, comme vous et moi pourrions le faire, si nous avions le *Saint-Michel* à notre disposition. Il nous a trainés à sa suite, essoufflés par la rapidité de la course, (ne nous en a-t-il pas fait voir bien d'autres) ! dans le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Sicile, puis à Naples et à Rome, avec la bénédiction du Saint-Père pour terminer. Tout est bien qui finit bien.

Moi aussi je dois m'efforcer de bien finir. Pourrais-je mieux faire que vous signaler une révolution accomplie au sein de notre Académie, dans le cours de cette année ? Si j'étais poète je vous dirais que cette sage et discrète personne « a fait craquer son corset vert » ; mais ce sont là des traits qu'on ne risque pas quand on écrit en prose. L'Académie a jugé, par ce temps de conférences qui court, qu'elle devait entr'ouvrir ses portes au public plus souvent qu'une fois par an, en séance solennelle. De sorte que, de temps à autre, des séances demi-publiques sont données, pour lesquelles on invite un certain nombre de personnes. C'est un pas encore bien timide, mais qui peut savoir où il nous conduira ? Qui donc, en 1789, aurait supposé que... mais je n'ai ni le temps ni le désir de faire ici de la politique.

André Nickel, (si je lui donnais son vrai nom, je devrais l'appeler M. Gustave Boullenger), André Nickel, il y a 30 ans, moyennant 30 centimes, a acheté à notre *Marché à réderie*, un volume ayant pour titre : « les Secrets du grand Albert. »

Il en a extrait quelques-uns pour notre usage personnel ; mais chez lui, vous le savez, c'est la verve et l'humour qu'il déploie qui font le prix de ses étourdissantes exquisses. Avec lui nous nous étonnons que de

pareilles inepties et de pareilles sanies, (l'un va d'ordinaire avec l'autre), aient pu s'imprimer et se réimprimer sans cesse, du treizième siècle à 1839, et de 1839 à 1885, car le succès de ces sottises n'est pas épuisé; il y a encore des gens qui achètent ce livre pour y apprendre le moyen de composer la poudre qui fait retrouver les objets perdus, ou la recette pour faire apparaître l'objet aimé; (je ne cite que les plus présentables) !

On ne peut avoir aucune idée de ce feu d'artifice qu'il a tiré pour notre plus grand ébahissement, si on ne lit pas son travail d'un bout à l'autre; et vous le lirez, car il va être publié dans la petite bibliothèque Picarde.

Je ne puis lui emprunter qu'un passage qui me paraît convenir parfaitement à la fin de son travail comme à la fin de mon propre rapport, tant il exprime avec exactitude les sentiments de modestie feinte ou réelle avec lesquels il est convenable qu'un auteur prenne congé du public.

Et maintenant Messieurs, (c'est André Nickel qui parle, mais j'accepte la responsabilité de ses paroles), je vous prie de ne pas trop m'en vouloir si mon modeste bavardage n'a pas les qualités que vous êtes en droit d'exiger. Je viens de le mettre au monde aujourd'hui, trentième jour de la lune, à huit heures; et le grand Albert nous apprend (page 178) qu'à la huitième heure préside Mars, planète de méchant augure, et que les enfants qui naîtront le dernier jour de la lune ne seront ni fins ni rusés.

---



## OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

Année 1884.

---

### **Du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.**

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. —  
Section d'archéologie. Année 1882, N° 2. Année 1884, N° 1, 2.

Revue des travaux scientifiques. Tome III. N° 8, 9, 10, 11, 12. —  
Tome IV. N° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Répertoire des travaux historiques. Tome II. N° 3, 4. — Tome III. N° 1.

Bulletin des travaux historiques et scientifiques. Section des  
Sciences économiques et sociales. Année 1883. — Section d'Histoire et  
de Philologie. Année 1883. N° 1, 2. — Année 1884. N° 2.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Congrès  
des Sociétés savantes. Discours prononcé par M. Fallières, Ministre,  
à la Séance générale du Congrès, le Samedi 19 Avril 1884. Paris. 1884.  
Imp. nat. in-4.

### **De la Préfecture de la Somme.**

Département de la Somme. — Conseil général. Session d'Août 1883.  
Procès-verbaux des délibérations. Amiens. 1883. L. Caillet. 1 vol. in-8.

Session d'Avril 1884. — Rapports du Préfet et de la Commission  
départementale. Procès-verbaux des séances du Conseil. Amiens. 1884.  
L. Caillet. 1 vol. in-8.

Session extraordinaire de Juillet 1884. Rapport du Préfet et Procès-  
verbal des délibérations. Amiens. 1884. L. Caillet. 1 vol. in-8.

Session d'Août 1884. — Rapports du Préfet et de la Commission  
départementale. Amiens. 1884. L. Caillet. 1 vol. in-8.

### **Des Sociétés françaises.**

Bulletin du Comice agricole de l'arrondissement d'Amiens. 1884.

Extrait des travaux de la Société centrale d'agriculture du départe-  
ment de la Seine-Inférieure, Cahiers 200, 203, 204, 205.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.  
Tome XXIX. Fasc. 3. 4.

Bulletin du Comice d'Abbeville. 1884.

L'Agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de l'ar-  
rondissement de Compiègne. 1884.

Bulletin de la Société académique franco-hispano-portugaise de Toulouse. Tome iv. Nos 1, 3, 4. — Tome v. Nos 1, 2.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse. 8<sup>e</sup> série. Tome v.

Publications de la Société pour favoriser le développement de Royan. Nos 1, 2, 3, 4. 1875-1876.

Société Linnéenne du Nord de la France. Bulletin mensuel. Nos 128, 129, 130, 131.

Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Vol. IV. Liv. 5, 6. — Vol. V. Liv. 1, 2.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, publié par l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Clermont-Ferrand. Nos 19 à 26.

Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du département du Var. 7<sup>e</sup> série. Tome vi. Liv. 2, 3, 4, 5.

Le cultivateur agenais, Nos 2, 4, 6, 8, 9, 12.

Bulletin de la Société d'agriculture, d'horticulture et d'acclimatation du Var. — La Provence agricole et horticole. Nos 1, 2, 3, 5.

Gazette médicale de Picardie. 1884.

Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Année 1884.

Annales de la Société d'agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon. 5<sup>e</sup> série. Tome v.

Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie. 2<sup>e</sup> série. Tome 1<sup>er</sup>.

Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen. 1883.

Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau. 2<sup>e</sup> Série. Tome xii.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon. Année 1882.

Bulletin de la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer. Année 1884.

Bulletin de la Société archéologique du midi de la France. Séances du 3 Avril au 24 Juillet 1883 inclus.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Clermont-Ferrand. Tome xxxiv.

Mémoires de la Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts du département de l'Oise. Tome xii. 1<sup>re</sup> partie.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. Année 1884.

Bulletin Scientifique du département du Nord. N. 7, 8, 9, 10.

Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts du département de la Haute-Saône. 3<sup>e</sup> Série. N<sup>o</sup> 14.

Bulletin de l'Académie du Var. Nouvelle série. Tome xi. 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> liv.

Mémoires de la Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise. Tome xii et xiii.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. Classe des sciences. Tome xxvi.

Mémoires de la Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers. Nouvelle période. Tome xxiv et xxv.

Mémoires de la Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher. Tome x.

Mémoires de la Société d'Agriculture et des Arts du département de Seine-et-Oise. 3<sup>e</sup> série. Tome vii.

Bulletin de la Station agronomique de la Somme, par A. Nantier, directeur. Année 1884.

Journal de Médecine de l'Ouest publié par la section de médecine de la Société Académique de Nantes. 2<sup>e</sup> série. Tome xvii.

Annales de la Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure 6<sup>e</sup> série. Tome iv.

Bulletin de la Société des Sciences et Arts de Bayonne. 2<sup>e</sup> semestre 1883.

Bulletin de la Société industrielle et agricole d'Angers. 3<sup>e</sup> série. Tome xxiv.

Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France. 5<sup>e</sup> série. Tome iii, iv.

Société des Sciences et Arts agricoles et horticoles du Havre. 26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> bulletin.

Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai. Tome xxxix.

Séances de la Société d'agriculture, de Sciences et Arts séant à Douai, centrale du département du Nord. 2<sup>e</sup> série. Tome xv.

Recueil de l'Académie des jeux floraux. 1884.

Société de médecine légale de France. Bulletin. Tome viii, 1<sup>re</sup> partie.

Bulletin de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et lettres du département de l'Ardèche. Tome ii. 2<sup>e</sup> semestre de 1883.

Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne. 1883. 2<sup>e</sup> semestre. — 1384. 1<sup>er</sup> semestre.

Table chromologique, méthodique et alphabétique des travaux

insérés dans les mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, depuis 1754 jusqu'en 1883 (inclusivement) par Armand Gasté, secrétaire. Caen 1884. Leblanc-Hardel. 1 vol. in-8.

Mémoires de la Société d'émulation d'Abbeville. 3<sup>e</sup> série. Vol. III. Société d'Histoire naturelle de Toulouse. 17<sup>e</sup> année. 1883. — 18<sup>e</sup> année. 1884.

Société industrielle d'Elbœuf. 1883 N<sup>o</sup> 4. — 1884. N<sup>os</sup> 1, 2, 2 bis.

Bulletin de la Société archéologique du Limousin. Tome XXXI.

Mémoires de l'Académie de Nîmes. 7<sup>e</sup> série. Tome V.

Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Poitiers. N<sup>os</sup> 266, 267.

Précis analytique des travaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, pendant l'année 1882-1883.

Mémoire de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc. 2<sup>e</sup> série. Tome III.

Mémoires de la Société académique d'Agriculture, de Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Aube. 3<sup>e</sup> série. Tome XX.

Annales de la Société d'émulation du département des Vosges. 1884.

Société académique de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer. Bulletin. 3<sup>e</sup> vol. Liv. 3, 4, 5, 6.

Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Eure. Section de l'arrondissement de Bernay. Concours agricole à Broglie les 13 et 14 septembre 1884, sous la présidence de M. le duc de Broglie.

Bulletin de la Société d'apiculture de la Somme. N<sup>o</sup> 48.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de l'arrondissement de Valenciennes. Revue. N<sup>os</sup> 6, 7, 8.

Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier. Tome XVII. 2<sup>me</sup> liv.

Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans. Tome XXIV. N<sup>o</sup> 24.

Manuel de la Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Tarn-et-Garonne. 1882-1883.

La Thiérache, Bulletin de la Société archéologique de Vervins (Aisne). Tomes VIII et IX.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, Tome XI et XII.

Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne. 1882-1883.

Bulletin et Procès-verbaux de la Société d'émulation d'Abbeville.

Avec une table analytique des séances. Année 1881. — Année 1882. — Année 1883.

Bulletin de la Société académique de Brest. 2<sup>me</sup> série, Tome IX,  
Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire. Tome XXVIII.  
Sciences.

Annuaire de la Société philotechnique. Année 1883. Tome XLIII.

Mémoires de la Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres,  
Agriculture et Industrie de Saint-Quentin. 4<sup>me</sup> Série. Tome v.

Bulletin de la Société libre d'émulation, du Commerce et de  
l'Industrie de la Seine-Inférieure. Exercice 1883-1884.

Mémoires de l'Académie de Stanislas. 5<sup>me</sup> Série. Tome 1.

#### Des Auteurs.

La Charente-Inférieure illustrée. Monographie de la commune de  
Sainte-Ramée, canton de Mirambaut, arrondissement de Jonzac, par  
Eugène Le Marié. — Royan-les-Bains. 1883. Billard. 1 vol. in-18.

La Vengeance d'Ursule, par Gustave Le Vasseur. Paris. 1883.  
Sauton. 1 vol. in-18

La Famille et l'Église catholique ou influence de Jésus-Christ, de  
l'Église et de la Grâce sur la société humaine, par l'abbé E. Franc-  
queville. Lille. 1883. Desclée, de Brouwer et C<sup>ie</sup>. 1 vol. in-8.

La caverne de Montlaur ou de l'Herm (Arriège), par Gustave  
Marty. Foix. 1883. Cadrat. 1 vol. in-8. Pl.

Guia de exposicao anthropologica Brazileria realigada pel Museo  
nacional de Rio de Janeiro. Rio de Janeiro. 1881. Pièce in-8. carré.

La Photographie appliquée aux Sciences biologiques et le Physio-  
graphe universel du Dr A. L. Donnadieu construit par J. B. Carpen-  
tier. Lyon. 1884. J. B. Carpentier. Pièce in-8.

Fascicule extrait du Bulletin de la Société Niçoise des Sciences  
naturelles et historiques. — Langue internationale néo-latine ou  
langage auxiliaire simplifié, destiné à rendre possibles et faciles les  
relations directes entre tous les peuples civilisés d'origine latine,  
par E. Courtoune. Nice 1873-81-84. Visconti. 1 vol. in-8.

La Topographie historique et archéologique d'Abbeville par Ernest  
Prarond. Tome III et dernier. Abbeville. 1884. Prevost. 1 vol. in-8.

Abbatisvilla a peste servata. Nova editio e recensione et curis  
E. Prarond, Majoris urbis. Ambiani. 1884. Delattre-Lenoel. Pièce in-4.

Jacobi Francisci Buquet, regalis Sancti Ulfrani Ecclesiæ canonici  
opera quæ supersunt. Edidit cum notis E. Prarond. Ambiani. 1884.  
Delattre-Lenoel. 1 vol. in-4.

Petite histoire de Picardie. Dictionnaire historique et archéologique, par A. Janvier. Amiens. 1884. Douillet et C<sup>ie</sup>. 1 vol. in-4.

Louis XIV et Strasbourg. Essai sur la politique de la France en Alsace d'après des documents officiels et inédits, par A. Legrelle. Paris. 1884. Hachette et C<sup>ie</sup>. 1 vol. in-8.

Tesis leida en el examen profesional de ingeniero geografo sustentado en la escuela nacional de ingenieros por Joaquin de Mendizabal Tambourel. Mexico. 1884, 1 vol. in-8.

L'Apiculture et l'hydromel, par J-B. Leriche. Paris. 1884. Chaix. Pièce in-8.

Guillaume de Chamfleuri, opéra-féerie en 4 actes, par A. Houllier. Bruxelles, 1884. Najobar-Alphonse, 1 vol. in-8.

Les œuvres de Jehan Barbafust, qui fut maire d'Abbeville en l'an 1254, publiées pour la première fois par E. Prarond, son successeur en l'échevinage en l'an 1884. Amiens. 1884. Delattre-Lenoel. 1 vol. in-4.

Joseph Ferrand. Les pays libres. Leur organisation et leur éducation, d'après la législation comparée. Ouvrage couronné par l'Institut. Paris. 1884. F. Pichon. 1 vol. in-18.

Poésies de M<sup>me</sup> Julia Beaumont, veuve Carpentier, lauréat de plusieurs sociétés littéraires. Amiens. 1884. T. Jeunet. Pièce in-8.

A M. Édouard Gand. M<sup>me</sup> Julia Beaumont, veuve Carpentier. S.n. n.l.n.d. Pièce in-8.

#### De l'Étranger.

Geology of Wisconsin. Survey of 1873-1879. Vol. I. Vol. IV. Accompanied by an Atlas of maps. — The commissioner of public printing. 1882-1883. 2 vol. in 8. With an Atlas gr. in-folio.

Twelfth annual report of the United States Geological and Geographical Survey of the territories; a report of progress of the exploration in Wyoming and Idaho for the year 1878. In two parts. By F. V. Hayden, United States Geologist. Washington 1883. 2 vol. in-8. and Atlas.

Second annual report of the United States geological Surveyo the Secretary of Interior. 1880-1881. By J. W. Powell, Director. Washington. 1882. 1 vol. in-8. Pl.

United States geological Survey, J. W. Powell, Director. Tertiary history of the Grand Canon district, with Atlas by Clarence E. Dutton. Washington. 1882. 1 vol. in-4. Pl.

Departement of Interior. Bulletin of the United States geological Survey. N° 1. Washington. 1883. in-8.

Proceedings of the Academy of natural sciences of Philadelphia. Part II. June. October. Nov. Dec. 1883-1884. Part I.

Forhanlinger i Videnskabs-selskabet i Christiania. Aar 1879. — Aar 1880. — Aar 1881. — Aar 1882. — Aar 1883. Christiania. 1880-1884. 5 vol. in-8.

Don Kongelige Norske Frederiks Universitets Aarsberetning for aaret 1878 — 1879 — 1880 — 1881 — 1882. Christiania. 1879 1883. 5 vol. in-8.

Di flexion des Pali in ihrem Verhältniss zum Sanskrit von Alf. Torp. Christiania. 1881. 1 vol. in-8.

Die lateinische Partikel *ut* eine von der Norwegische Universität mit der goldenen Medaille des Kronprinzen belehnte Preisschrift. Von Bastian Dahl. Christiania. 1882. 1 vol. in-8.

Étude sur les mouvements de l'atmosphère, par C. M. Guldberg et H. Mohn. 2<sup>e</sup> partie. Christiania. 1880. Brogger. 1 vol. in-4.

Carcinologiske Bidrag til Norge Fauna af G. O. Sars. 1. Monographi over de ved Norge Kyster. Forcommede Nysider. 3 Hefte. Christiania. 1878. 1 vol. in-4.

Krystallographisk-Chemiske undersøgelser af N. Hiortdahl. Christiania. 1882. in-4.

Classification der Flacher nach der Transformations-gruppe ihrer cardatischen Curven von Sophus Lie. Christiania. 1879. in-4.

Die silurischen Etagen 2 und 3 in Christiania gebiet und auf eken von W. C. Brogger. Christiania. 1882. 1 vol. in-4. Pl.

Bulletin astronomique et météorologique de l'Observatoire impérial de Rio de Janeiro. 1881. N° 3. 1883. N° 11.

Revista trimestral do Instituto historico-geographico e ethnographico do Brazil. Tome XLVI.

Annual report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution for the year 1882. Washington. 1884. 1 vol. in-8.

Departement of Interior. United States Geological Survey. J. W. Powell, Director. Mineral resources of the United States. Albert Williams, chief of Division of Mining, Statistics and Technologie. Washington. 1883. 1 vol. in-8.

